JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

Développement industriel (encouragement aux activités de sous-traitance dans le secteur de l'électronique du Languedoc-Roussillon).

43273. — 31 décembre 1977. — M. Sénès expose à M. le Premier ministre que, parmi les mesures adoptées au conseil des ministres du 30 novembre dernier tendant à favoriser le développement du Languedoc-Roussillon, figure l'aide aux PMI et particulièrement celles de sous-traitance. La sous-traitance électronique constitue dans la région Languedoc-Roussillon un secteur déjà ancien et dont la très grande qualité est reconnue par ses clients, parmi lesquels de nombreuses sociétés extra-régionales parfois de dimension internationale. L'Etat peut avoir dans ce domaine un rôle actif qui dépasse celui d'un simple bailleur de fonds. Il peut être lui-même donneur d'ordres. Le Languedoc-Roussillon attend donc de l'Etat qu'il intervienne directement, par l'intermédiaire de secteurs qu'il contrôle : défense nationale, télécommunications, par exemple. Le Gouvernement envisage-t-il, afin de démontrer dans les faits, c'est-à-dire par des décisions se traduisant immédiatement en terme d'emploi, l'intérêt qu'il porte au sort du Languedoc-Roussillon, de susciter, par ses commandes dans le secteur de l'électronique, un développement de la sous-traitance ?

SNCF (attribution de billets de congés annuels à tarif réduit aux commerçants).

43308. — 31 décembre 1977. — **M. Huchon** interroge **M. le Premier ministre** sur la situation des commerçants face aux billets de congés annuels SNCF. En effet, n'ont droit à cette disposition que les ressortissants français ouvriers et employés, petits agriculteurs, artisans et travailleurs à domicile. La SNCF précise qu'il ne s'agit pas d'une tarification commerciale prise à son initiative, mais d'une mesure sociale adoptée par les pouvoirs publics. Au moment où se rapprochent les régimes sociaux des travailleurs indépendants et salariés il ne paraît plus logique de maintenir une telle différence. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre afin que les commerçants puissent bénéficier des billets à tarifs spéciaux.

Circulation routière (révision de la réglementation au profit des entreprises).

43315. — 31 décembre 1977. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la nécessité de revoir la réglementation prévue en matière de circulation routière afin que celle-ci n'entrave pas le développement des entreprises. Afin d'accroître leurs activités, d'embaucher du personnel plus nombreux et d'obtenir des résultats satisfaisants, il est indispensable que leurs dirigeants et leurs cadres puissent œuvrer en toute sécurité et que, notamment, ils n'aient pas à subir la menace de sanctions appliquées aveuglément pour infractions à certaines règles de circulation routière et, en particulier, pour dépassement de la vitesse limite. Le maintien d'un certain nombre de mesures incohérentes ne permet plus à de nombreux automobilistes professionnels, chargés de lourdes responsabilités économiques, de remplir leur tâche dans des conditions satisfaisantes. En matière de limitation de vitesse, entre autres, il semblerait souhaitable d'établir une distinction entre les jours ouvrables et les week-ends, les règles devant être plus souples pendant la semaine que pendant les jours de congé. D'autre part, au cours de la semaine, la limitation de vitesse pourrait s'appliquer de manière plus stricte lorsqu'il s'agit de certaines catégories de conducteurs, tels que ceux qui viennent de passer leur permis de conduire, ou les conducteurs âgés. Les règles devraient varier selon la catégorie de véhicules et on devrait tenir compte des indications portées sur les panneaux relatifs à la circulation. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions en ce qui concerne la révision des règles de circulation routière en ce sens.

Rapatriés d'Algérie (examen de la situation des ayants droit rapatriés des victimes des événements d'Algérie).

43322. — 31 décembre 1977. — **M. Chinaud** expose à **M. le Premier ministre** qu'un certain nombre de rapatriés n'ont pu regagner la métropole à la suite des événements survenus en Algérie, soit qu'ils aient été enlevés ou encore portés disparus. Parmi ces derniers, certains ont été déclarés en état d'absence par jugement. Alors que la plupart de leurs compatriotes étaient en mesure de faire valoir leurs droits et de bénéficier de prêts pour leur réinstallation, les ayants droit de ces victimes n'avaient pas la possibilité d'accepter ces mesures, notamment lorsqu'il s'agissait d'une veuve, de parents âgés ou d'orphelins. Ces catégories de personnes ne pouvaient en effet supporter, dans le cadre d'une installation agricole, industrielle, commerciale ou artisanale, les efforts qu'aurait exigés la prise en charge d'un emprunt. Il lui demande en conséquence s'il ne juge pas nécessaire que la situation des ayants droit des victimes : épouse, époux, ascendant ou descendant puisse faire l'objet de mesures particulières.

ECONOMIE ET FINANCES

Boissons (bien-fondé de l'utilisation de la quinine dans la fabrication de boissons sans alcool).

43189. — 31 décembre 1977. — **M. André Dalchède** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur l'utilisation de la quinine dans les boissons sans alcool. Des études ont prouvé que les quantités de quinine contenues dans différents produits ne dépassent pas les normes stipulées par un code des usages du syndicat des producteurs de matières aromatiques pour les industries alimentaires. Mais la situation ne paraît pas pour autant satisfaisante. La quinine est utilisée sans être réellement autorisée. Le décret du 28 juillet 1908 sur les sirops réglemente l'emploi « de produits chimiques aromatiques et de substances amères », mais il n'y a pas eu d'arrêté autorisant la quinine dans ces boissons. D'autre part, la quinine n'est pas sans effet sur la santé. Certes, les quantités utilisées sont minimes — quelques

dizaines de mg de quinine par litre — mais il existe des personnes allergiques à la quinine, quelles que soient les quantités utilisées. Ainsi, en 1976, le journal *The American Medical Association* signale que les doses de quinine présentes dans les « toniques » suffisent à provoquer, chez les personnes hypersensibles, divers troubles : urticaires, vertiges, baisse d'acuité auditive, bourdonnements d'oreilles. En conséquence, il lui demande si l'usage de la quinine ne lui paraît pas superflu dans les boissons sans alcool alors que la seule conséquence de cette utilisation semble être de donner à ces produits une certaine amertume.

Redevance télévision (exonération en faveur des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre bénéficiaires de la retraite anticipée).

43198. — 31 décembre 1977. — **M. Saint-Paul** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** si les anciens combattants et anciens prisonniers de guerre titulaires d'une retraite anticipée au titre de la loi du 21 novembre 1973, et remplissant par ailleurs les conditions habituelles requises (situation de famille, ressources, etc.) ont droit à l'exonération de la redevance télévision au même titre que les retraités pour inaptitude âgés de moins de soixante-cinq ans.

Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité (amélioration de ses moyens d'intervention).

43203. — 31 décembre 1977. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité. Ce service pourrait exercer véritablement son rôle si on lui donnait la possibilité de le faire. Cependant, le programme d'action prioritaire n° 18 du VII^e Plan qui prévoyait un renforcement des effectifs en personnel de l'ordre de 77 postes en 1978 n'a pas été respecté puisque 27 postes seulement ont été inscrits. De plus, les déplacements en vue de faire des vérifications prévues dans le cadre des « opérations vacances » n'ont pu être effectués en raison de l'insuffisance des crédits de déplacements. Il lui demande, en conséquence : pourquoi les orientations du VII^e Plan pour l'année 1978 n'ont pas été respectées ; quelles mesures il compte prendre pour permettre à ce service de jouer son rôle de service public.

Impôt sur les sociétés (aménagement des dispositions relatives au pourcentage de frais déductibles par une entreprise employant un VRP et lui remboursant ses frais).

43211. — 31 décembre 1977. — **M. Bisson** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 65 de la loi de finances pour 1977 a prévu d'exclure (pour les entreprises qui dépassent certaines limites) des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés une fraction de certains frais énumérés à l'article 39-5 du code général des impôts (frais de voyage et de déplacement, dépenses afférentes aux véhicules, immeubles non affectés à l'exploitation, cadeaux, frais de réception) dans la mesure où leur montant excède 125 p. 100 du montant moyen des mêmes frais exposés au cours des exercices clos en 1974 et 1975. Si ces dispositions ne posent pas de problème dans les entreprises importantes, il n'en est pas de même dans les entreprises moyennes et petites. Il lui expose le cas d'une société dans laquelle un VRP fait partie des cinq personnes les mieux rémunérées, donc pris en considération pour l'établissement du relevé de frais. La société en cause utilisait antérieurement les services d'un représentant qui était appointé sur le chiffre d'affaires et conservait à sa charge les frais de voiture et de restaurant. Cette année, le nouveau représentant aura un traitement fixe et la société lui remboursera en outre ses frais, dans la mesure où ils seront justifiés. Ceux-ci seront supérieurs aux 125 p. 100 de la moyenne 1974-1975. C'est ainsi que le surplus sera réintégré dans les bénéfices, ce qui est évidemment inéquitable. **M. Bisson** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir envisager des mesures d'assouplissement dans des cas analogues à celui qu'il vient de lui exposer.

Chèques (relèvement du seuil à partir duquel le règlement par chèque est obligatoire).

43274. — 31 décembre 1977. — **M. Glon** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les inconvénients qu'entraîne, notamment pour les personnes de condition modeste, l'absence de réévaluation depuis plus de vingt-cinq ans, alors que les prix ont été multipliés par cinq, du seuil de 1 000 francs à partir duquel le paiement par chèque est en règle générale obligatoire. L'application de ce chiffre de référence, inadapté aux réalités économiques actuelles, conduit ainsi des particuliers, qui ont méconnu

de bonne foi la portée de cette obligation, à subir des amendes, d'un montant égal à 5 p. 100 des sommes indûment réglées en numéraire, incombant pour moitié au débiteur et au créancier, dont les perçoirs malaisément la justification. La nécessité de procéder à une actualisation de ce chiffre a été récemment renforcée par l'intervention de la loi n° 77-574 du 7 juillet 1977 qui a porté à 2500 francs le seuil à partir duquel le règlement des traitements et salaires doit lui-même être effectué par chèque. C'est ainsi que certains salariés, faute de pouvoir approvisionner en temps utile leur compte, en raison des jours et heures de fermeture habituels des banques, peuvent se trouver à leur insu en infraction pour le seul fait d'avoir disposé de leurs disponibilités courantes en numéraire. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas souhaitable, dans une société qui se veut à juste titre libérale, de relever sensiblement le seuil à partir duquel le paiement par chèque prend un caractère obligatoire.

Taxe à la valeur ajoutée : aménagement du régime de la TVA applicable aux agences de voyages.

43217. — 31 décembre 1977. — M. Lauriol rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que selon l'Instruction administrative du 20 juillet 1972 (3 B 6 72), les agences de voyages peuvent établir des rapports de travail avec les hôtels de tourisme selon deux modalités : 1° « Lorsqu'une agence recommande à un hôtelier des voyageurs qui traitent directement avec lui : l'hôtelier est redevable de la taxe sur la valeur ajoutée sur sa recette brute et verse une commission à l'agence qui lui a procuré le client ; dans cette hypothèse, l'hôtelier n'a pas à adresser à l'agence une facture portant mention distincte sur la valeur ajoutée ; pour sa part, l'agence est redevable de la taxe sur la valeur ajoutée sur sa commission, la taxe étant déductible par l'hôtelier dans les conditions de droit commun. A cet effet, l'agence doit adresser à l'hôtelier une facture ou un document en tenant lieu, mentionnant à part la taxe sur la valeur ajoutée » ; 2° « Lorsque le client traite avec l'agence, la remise consentie par l'hôtelier a, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 22 décembre 1953, n° 36-980), le caractère d'un rabais sur le prix. Dès lors : l'hôtelier doit soumettre à l'impôt sa recette nette, remise à l'agence déduite, et adresser à l'agence une facture mentionnant à part la taxe sur la valeur ajoutée ; l'agence est imposable dans les conditions analysées ci-dessus en 1°. Il lui est évidemment interdit d'adresser à l'hôtelier une facture afférente au rabais que celui-ci a consenti. » (Les conditions analysées en 1° correspondent apparemment à celles prévues pour les agences traitant à forfait.) Le cas repris au 1° cité ci-dessus étant inconnu dans la pratique professionnelle des agences de voyages, il est inutile de s'y arrêter. En revanche, le second cas, qui correspond aux modalités effectivement pratiquées par les agences de voyages, mérite un examen plus approfondi dans la mesure où il paraît nécessairement conduire à une anomalie. En effet, le taux de commission accordé par les hôtels de tourisme aux agences de voyages étant arrêté par accord entre les organisations représentatives des deux professions concernées, et ce taux étant resté inchangé à 8 p. 100 maximum du contrat taxes comprises de la prestation hôtelière depuis le 22 janvier 1963 (soit une date antérieure à celle de publication de l'Instruction du 20 juillet 1972, le système d'imposition des agences dans ce deuxième cas entraîne normalement une perte pour les agences, compte tenu de la différence des taux de TVA applicables aux hôtels de tourisme, d'une part, et aux agences, d'autre part. Ce système d'imposition repose sur le principe selon lequel la commission d'agence ne serait pas en réalité une commission mais un « rabais » consenti par l'hôtel selon l'arrêt de 1958 cité dans l'Instruction administrative (arrêt qui n'est d'ailleurs pas intervenu en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et qui paraît se rapporter à un cas particulier). L'exemple suivant permettra d'illustrer cet état de choses : prix taxes comprises de la chambre d'hôtel encaissé par l'agence de voyages de son client : 107 francs ; TVA correspondante acquittée par l'agence sur son encaissement : $107 \times 17,60 \text{ p. } 100 = 18,83$ francs ; commission contractuelle accordée par l'hôtel ou « rabais » : $107 \times 8 \text{ p. } 100 = 8,56$ francs. Montant net facturé par l'hôtel à l'agence : $107 - 8,56 = 98,44$ francs + TVA à 7 p. 100 soit 6,89 p. 100 récupérable par l'agence ; la TVA acquittée par l'agence est donc de 18,83 ; la TVA déduite par l'agence est donc de 6,89. — Soit une différence à la charge de l'agence de 11,94 francs. La commission ou « rabais » étant de 8,56 francs, la perte nette pour l'agence est de 3,38 francs. M. Lauriol demande à M. le Premier ministre : 1° de lui confirmer que l'exemple ci-dessus constitue bien l'application correcte de l'Instruction du 20 juillet 1972 ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette anomalie, et d'une façon générale, pour procéder à un examen d'ensemble du régime de la TVA des agences de voyages qui comporte sinon d'autres anomalies de ce genre, nombre d'obscurités, difficultés et règles d'application peu adaptées aux conditions réelles d'exercice de cette activité économique.

Impôt sur le revenu : assouplissement de la législation relative au quotient familial applicable aux contribuables divorcés qui n'ont pas la garde de leurs enfants.

43220. — 31 décembre 1977. — M. Robert-André Vivien expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les services fiscaux, qui avaient jusqu'à présent fait preuve d'une certaine compréhension, semblent avoir décidé d'appliquer très strictement, en lui donnant une interprétation restrictive, la législation relative au quotient familial applicable aux contribuables divorcés qui n'ont pas la garde de leurs enfants. Au cours du mois de décembre 1977, le Trésor a en effet mis en recouvrement à l'encontre de cette catégorie de contribuables des rappels — payables au 15 janvier 1978 — d'impôts sur le revenu calculés sur la différence entre l'impôt primitivement établi sur la base d'une part et demie et l'impôt dû pour une part. L'article 194 du code général des impôts indique certes que le nombre de parts à prendre en considération est fixé à 1 pour le contribuable célibataire, divorcé ou veuf sans enfant à charge, les enfants dont il n'a pas la garde n'étant pas, bien que la rédaction de l'article 196 semble le permettre, considérés comme fiscalement à charge. Selon les nouvelles dispositions adoptées par les services fiscaux, le contribuable divorcé qui n'a pas la garde de ses enfants est donc imposé sur la base d'une seule part, après déduction de son revenu brut global des pensions versées pour l'entretien de ses enfants. Ce faisant, les services fiscaux semblent méconnaître les dispositions de l'article 195 CGI qui stipule que, « par dérogation aux dispositions qui précèdent, le revenu imposable des contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à leur charge est divisé par 1,5 lorsque ces contribuables ont un ou plusieurs enfants... faisant l'objet d'une imposition distincte », ce qui est bien le cas lorsque les pensions versées pour l'entretien des enfants sont imposées du chef de celui des parents qui en a la garde. Le calcul de l'impôt sur la base d'une part et demie apparaît pourtant non comme une mesure de bienveillance à l'égard du contribuable divorcé qui n'a pas la garde de ses enfants, mais comme une simple mesure de justice fiscale. Considérer que les seules charges de famille qu'il ait à supporter résultent uniquement du versement de pensions pour l'entretien de ses enfants constitue une erreur manifeste d'appréciation ; il convient pour le moins, en effet, de tenir compte également des charges résultant pour lui de la nécessité de disposer et d'assurer l'entretien d'un logement qui excède ses besoins propres afin de pouvoir y recevoir ses enfants dans le cadre de son droit de visite et d'hébergement, ainsi que des dépenses exposées à l'occasion de l'exercice de ce droit, tant au cours des week-ends que de la moitié des petites et grandes vacances scolaires (soit au total près du tiers de l'année). Aussi l'assimilation, au regard du quotient familial, du contribuable divorcé qui n'a pas la garde de ses enfants à un célibataire sans charges de famille, en lui permettant seulement de déduire de son revenu le montant des pensions versées pour l'entretien de ses enfants, alors que ses charges excèdent très largement ce montant, constitue-t-elle une anomalie que la fixation à 1,5 du nombre de ses parts semblait vouloir corriger. En conséquence, il lui demande de bien vouloir : 1° préciser le nombre de parts qu'il convient de retenir pour un contribuable célibataire, veuf ou divorcé qui n'a pas la garde de ses enfants ; 2° dans la mesure où ce nombre est bien de 1, comme semblent l'indiquer les mesures récemment prises par les services fiscaux, faire connaître quelles dispositions permettent ou permettent de tenir un plus grand compte des charges réelles de famille de cette catégorie de contribuables ; 3° demander aux services chargés de la liquidation et du recouvrement de l'impôt d'éviter d'émettre en fin d'année, période connue pour être financièrement lourde pour les contribuables et les familles, des rappels d'impôts payables dans le mois qui suit, en voulant bien considérer que les sommes correspondantes — souvent importantes — sont difficiles à dégager dans d'aussi brefs délais.

Taxe d'habitation : modification des bases de classification nationale applicable aux locataires des HLM de Marseille.

43224. — 31 décembre 1977. — M. François Billoux expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) la situation faite à de nombreux locataires de groupes HLM ou assimilés de Marseille concernant les bases d'imposition à la taxe d'habitation. A leurs réclamations pour une autre classification, vos services des impôts répondent que les logements ont été régulièrement placés dans la cinquième catégorie de la classification nationale, en fonction de la nature de la construction, de leur distribution intérieure et de leurs éléments de confort ; vos services des impôts ajoutent cependant qu'ils ne manqueront pas d'examiner avec bienveillance les demandes présentées par ceux des habitants qui éprouveraient des difficultés pour régler tout ou partie des impositions qui leurs sont réclamées compte tenu de leur situation personnelle ou des ressources dont ils disposent ; vos services reconnaissent de ce fait que des locataires sont frappés d'une imposition trop lourde en tenant compte de leurs ressources ; la conclusion à tirer est que les bases de la classification nationale

ne tiennent pas compte d'une part, des ressources des locataires, et d'autre part, des frais de transports inhérents à l'éloignement de la plupart de ces groupes construits dans les quartiers périphériques de Marseille. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour modifier les bases de la classification nationale actuelle qui frappe particulièrement des familles laborieuses à faibles ressources et qui sont contraintes d'habiter dans des quartiers fort éloignés de leur lieu de travail ou des établissements scolaires de leurs enfants.

Conditions du travail : aménagement des horaires de travail et création d'une crèche à la Manufacture des Tabacs de Bordeaux.

43225. — 31 décembre 1977. — *Mme Constans* attire l'attention de *M. le Premier ministre (Economie et finances)* sur les conditions de travail des ouvrières de la Manufacture des Tabacs à Bordeaux. 1° Elles travaillent selon la règle 2 x 8 (de 6 heures à 14 heures ou de 14 heures à 22 heures), ce qui entraîne une fatigue et des difficultés supplémentaires du fait des changements dans le rythme de vie pour elles-mêmes et leurs familles. Rien ne justifie ce système d'équipes en 2 x 8. Elle lui demande s'il compte le supprimer pour fixer des horaires normaux durant les heures de jour. 2° Beaucoup d'ouvrières sont jeunes, et, de ce fait la création d'une crèche auprès de l'établissement résoudrait le problème de la garde des enfants. Compte-t-il accorder les crédits nécessaires pour la construction d'une crèche ? 3° Les travailleuses ont souvent demandé une réduction de 30 minutes de travail pour les femmes enceintes pour lesquelles le système des 2 x 8 et le travail au rendement sont encore plus difficilement supportables. Compte-t-il accorder cette réduction ?

Stupéfiants : bilan de l'action du service des douanes dans la lutte contre la drogue en 1977.

43229. — 31 décembre 1977. — *M. Cousté* demande à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* de bien vouloir faire le point de l'action du service des douanes dans la lutte contre la drogue pour l'année 1977. Peut-il préciser si des progrès ont été faits notamment en ce qui concerne les interpellations, les saisies concernant les principaux produits : opium, morphine, héroïne, cocaïne, cannabis.

Education populaire (affectation à un fonds spécifique en vue de la création d'une cinémathèque du produit de la TVA versée par les ciné-clubs).

43242. — 31 décembre 1977. — *M. Herzog* rappelle à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* que les fédérations de ciné-clubs jouent, depuis 1946, un rôle de tout premier plan dans le cadre de l'éducation populaire. Leur action dans la formation et l'éducation du public a été maintes fois reconnue comme déterminante et il a pu être constaté que seul un mouvement de cette importance avait permis la création d'un secteur Art et Essai en France. Si des subventions sont accordées aux fédérations de ciné-clubs, pour leur fonctionnement, par le ministère de la culture et de l'environnement et par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, ces subventions sont d'un niveau assez modeste pour contraindre ces fédérations à un système d'autofinancement. Cet autofinancement (et par conséquent la vie des ciné-clubs et le mouvement tout entier) est lui-même rendu de jour en jour plus difficile par l'augmentation des prix, notamment par la hausse importante qu'ont subie ces dernières années les tarifs de location de films et ceux des laboratoires. Les fédérations de ciné-clubs, et les ciné-clubs eux-mêmes, ne sont certes pas assujettis à la TVA. Ils n'ont donc pas à faire ressortir celle-ci dans leur comptabilité ou à l'inclure dans les abonnements de leurs adhérents. Toutefois, sur toutes les autres opérations de la vie ordinaire, les fédérations et les clubs paient la TVA et ne la récupèrent pas. C'est ainsi que le centre national de la cinématographie a fait ressortir que, en 1976, la TVA payée par l'ensemble des fédérations de ciné-clubs a atteint un montant de 1 500 000 francs. *M. Herzog* informe *M. le Premier ministre (Economie et finances)* que les fédérations de ciné-clubs, en accord avec leurs autorités de tutelle, demandent la création d'un fonds spécifique alimenté par le reversement de tout ou partie de cette TVA et destiné à constituer une cinémathèque (par l'achat commun de droits et d'établissement du matériel de tirage). Il souhaite connaître la suite susceptible d'être réservée à ce légitime souhait dont la réalisation permettrait de maintenir l'existence même du mouvement ciné-clubs.

Entreprises (adaptation en France du concours néerlandais à l'industrie dénommé « créances de dernier rang »).

43244. — 31 décembre 1977. — *M. Cousté* expose à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* que la Banque nationale d'investissement des Pays-Bas, organisme qui joue aux Pays-Bas un rôle

analogie à celui du Crédit national en France, a mis au point, sous la direction des ministres des finances et des affaires économiques, un nouveau type de concours à l'industrie, les « créances de dernier rang », destiné à pallier la rareté des capitaux privés dans les entreprises. Le but recherché est le renforcement de la structure financière des entreprises privées qui ne peuvent plus procéder à des augmentations de capital à cause de la faiblesse de la bourse, du désintérêt présent des particuliers pour les souscriptions d'actions ; les entreprises visées sont les entreprises saines, dont la pérennité est assurée par l'existence de débouchés pour leurs fabrications, par la qualité des dirigeants et par l'avenir de leurs productions, mais dont la situation financière n'est plus assez bonne pour permettre un endettement normal supplémentaire, sans être cependant mauvaise. Le type même de l'entreprise concernée est une société dont l'endettement à long terme est égal aux fonds propres : elle ne peut plus s'endetter car son capital est trop restreint, mais elle n'est pas non plus en mesure d'accroître son capital car elle ne pourrait pas réussir cette opération, alors que son bilan est par ailleurs sain (capitaux permanents équilibrés, fonds de roulement positif, etc.) ; si cette entreprise dispose d'un projet d'investissement instable, il est malsain, à la fois pour son existence et pour l'intérêt de la collectivité nationale (préserver des emplois et favoriser l'investissement sont des objectifs de politique économique) qu'elle ne puisse l'entreprendre. Le moyen utilisé est l'attribution aux entreprises répondant à cette définition de prêts de la Banque d'investissement qui ont les caractéristiques suivantes : l'établissement financier ne reçoit qu'une créance de dernier rang et ne pourra donc, en cas de faillite, être remboursé qu'après tous les autres créanciers. Les établissements bancaires sont ainsi sécurisés car ils ont la certitude d'avoir une antériorité en cas de cessation d'activité de l'entreprise et sont incités à l'avenir, à lui accorder des prêts bancaires, assimilant du point de vue de leur risque financier cette créance de dernier rang aux fonds propres de l'entreprise ; les conditions de ce prêt au statut spécial sont de droit commun, car il s'agit d'une facilité accordée à une entreprise saine confrontée à un environnement financier défavorable et non d'un fonds de secours versé à une entreprise en difficulté. Le système néerlandais prévoit ainsi un taux d'intérêt normal et un remboursement du prêt en dix années au plus, avec trois ans supplémentaires de différé d'amortissement ; la logique de ce système suppose que l'entreprise ne peut pas obtenir des moyens suffisants de financement ; aussi le contrat passé entre l'établissement prêteur et elle doit-il prévoir le remboursement anticipé de la « créance de dernier rang » si elle réussit à réaliser une augmentation de capital, ou si son exploitation dégage un autofinancement substantiel ; l'établissement financier prêteur assure ainsi un risque très important pour le compte de la collectivité et bénéficie de la garantie de l'Etat néerlandais. *M. Cousté* demande à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* ce qu'il pense de cette sorte de prêt et s'il n'estime pas que des études devraient être entreprises afin de déterminer si un système analogue ne pourrait être mis en place dans notre pays, un tel système pouvant, dans la conjoncture actuelle, jouer un rôle bénéfique évident.

Pensions de retraite civiles et militaires (relèvement du nombre maximum d'annuités prises en compte pour le calcul des retraites militaires).

43248. — 31 décembre 1977. — *M. Guéna* rappelle à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* que l'article L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite prévoit que le maximum des annuités liquidables des pensions militaires ou des pensions civiles est fixé à 37 annuités et demie. Cependant, ce maximum est porté à 40 annuités en raison des bonifications prévues à l'article L. 12. Il lui fait observer que cet écartement à 40 annuités est particulièrement regrettable pour les anciens militaires ayant de nombreuses annuités pour bénéfice de campagne en temps de guerre, c'est-à-dire pour campagne double. Il arrive fréquemment que les intéressés voient leur pension liquidée sur 40 annuités seulement, tout comme celle de leurs collègues n'ayant le bénéfice d'aucune campagne double. Afin de remédier à ce qui est une incontestable anomalie, il lui demande de bien vouloir faire étudier par le Gouvernement la possibilité de modifier le second alinéa de l'article L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, afin que le maximum de 40 annuités soit porté, par exemple, à 45 pour les fonctionnaires civils ou militaires qui peuvent bénéficier de campagnes doubles.

Impôt sur le revenu (déductibilité des frais professionnels du « bonus » d'assurance automobile).

43257. — 31 décembre 1977. — *M. Maujoug* du Gassat expose à *M. le Premier ministre (Economie et finances)* que le docteur C... lors de l'établissement de sa déclaration d'IRPP, a déduit ses frais professionnels ; entre autres, les frais d'assurance automobile.

Or le docteur C..., bon conducteur, a bénéficié d'un bonus de 50 p. 100. Ne serait-il pas logique de retenir, dans ces frais d'assurance déductibles le montant du bonus. Sinon, cela laisserait à penser que le fisc est seul bénéficiaire de la bonne conduite du docteur C...

Taxe d'habitation (conditions d'assujettissement des personnes âgées vivant en résidence).

43260. — 31 décembre 1977. — M. Vizez attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le cas de personnes âgées vivant en résidence à Bures-sur-Yvette et qui doivent payer une taxe d'habitation de 685 francs. Il lui demande si, d'une part, cette situation est normale, et d'autre part si d'une manière générale il ne serait pas possible d'étaler le paiement de la taxe d'habitation en plusieurs versements.

Donations-partages (fiscalité applicable à une cession entre héritiers d'un immeuble reçu en nuance d'hoirie).

43262. — 31 décembre 1977. — M. Mauger expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une mère de famille a fait donation entre vifs en avancement d'hoirie et par imputation sur sa succession future d'un immeuble à A... et à B..., ses deux seuls enfants, conjointement et indivisément entre eux dans la proportion de moitié pour chacun et lui demande si la licitation par A... au profit de B... de la moitié lui appartenant indivisément dans cet immeuble sera assujettie à la taxe de 1 p. 100 liquidée sur la valeur dudit immeuble, en conformité des dispositions de l'article 750, III, du code général des impôts, par assimilation avec la solution retenue en matière de donation-partage dans le cadre des articles 1075 et suivants du code civil.

Jeunes chômeurs (attribution d'une allocation spéciale de 500 francs pour les fêtes de fin d'année).

43294. — 31 décembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation dramatique des chômeurs, et plus particulièrement des jeunes chômeurs. Il lui précise que seule peut aider à résorber le chômage : la relance de la consommation populaire garant de la relance de la production. Il lui rappelle qu'en septembre 1977, malgré les déclarations officielles, c'est 3 700 chômeurs de plus qu'a compté le département du Rhône. Il lui rappelle que la situation ne cesse de se détériorer, principalement dans notre région. Il lui demande donc : quelles mesures immédiates et urgentes il entend prendre afin qu'une allocation spéciale de 500 francs soit allouée à chaque jeune chômeur pour les fêtes de fin d'année.

Contrôle des prix (aménagement des procédures dans un sens plus libéral).

43317. — 31 décembre 1977. — M. Kleffer attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la procédure de contrôle des prix. Les diverses mesures de modération de prix sont certes louables. Mais leur application stricte est contraire à notre économie libérale, et risque, à court terme d'entraîner le dépôt de bilan de nombreuses entreprises. De plus, bon nombre d'agents agissent en véritables commandos. Lors de la convocation à l'administration des prix, les personnes ayant enfreint la réglementation, se voient donner lecture d'un procès-verbal, avec approbation immédiate de celui-ci. Ne serait-il pas plus judicieux de faire parvenir à l'entreprise incriminée un projet du procès-verbal, en lui laissant un délai d'une quinzaine de jours de réflexion, et la possibilité de se faire assister par un représentant de sa corporation ? Ne serait-il pas enfin préférable d'organiser des réunions de concertation, de définir une politique de contrat de modération de prix, en laissant aux organisations professionnelles le soin de réprimer les abus, et de redonner à notre économie la possibilité de s'exprimer librement ?

Publicité (abus des qualificatifs de supériorité).

43326. — 31 décembre 1977. — M. André Delehecque appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la recrudescence des qualificatifs de supériorité utilisés dans les publicités qui inquiète d'ailleurs à juste titre le bureau de vérification de la publicité. En effet, les termes « le meilleur », « le premier », etc., deviennent monnaie courante, sans qu'il soit possible aux consommateurs de vérifier la véracité de ces affirmations. En conséquence, il lui demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire de mettre à l'étude un projet de réglementation stricte, dans l'intérêt des consommateurs.

Tabac (augmentation des ventes de cigarettes importées).

43328. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Lagorce expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, si la loi de juillet 1976 contre le tabagisme semble avoir eu pour conséquence une légère diminution ou tout au moins une stagnation de la consommation dans notre pays du tabac français, elle a favorisé, paradoxalement, une augmentation sensible des ventes de cigarettes importées, dont le taux de nicotine est pourtant plus élevé que celui des cigarettes de tabac noir (1,5 milligramme contre 1 milligramme pour les gauloises et gitanes filtres). C'est ainsi que la part du marché des cigarettes importées est actuellement de l'ordre de 14 p. 100 contre à peine 9 p. 100 en 1975, et ce mouvement de déséquilibre semble s'accroître au détriment de notre production. La situation risque donc de devenir bientôt inquiétante pour nos planteurs, par suite du climat de récession ainsi créé. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour que le marché tabacole retrouve son équilibre, en agissant peut-être d'abord sur le plan du prix de vente des cigarettes importées par rapport à celui des cigarettes françaises, ensuite sur le plan de l'application de la loi de juillet 1976, et notamment de la limitation de la publicité dont usent beaucoup plus largement les marques étrangères que les marques françaises.

FONCTION PUBLIQUE

Décorations et médailles (attribution moins restrictive des médailles de vermeil aux employés communaux).

43295. — 31 décembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation des employés municipaux, tant actifs que retraités. Il lui précise que ces employés municipaux font actuellement figure de « parents pauvres » de la fonction publique. Il lui rappelle que la médaille de vermeil des personnels communaux (trente-cinq ans de service...) n'est attribuée auxdits agents que dans la proportion de 25 p. 100. C'est-à-dire que, lorsqu'une municipalité attribue quatre médailles d'argent (vingt-cinq ans de services), il ne peut être alors attribué qu'une seule médaille de vermeil. Cela est une injustice. Il lui rappelle également que, par comparaison avec le secteur privé, cette restriction n'existe pas. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin que les employés municipaux ne se trouvent plus pénalisés par rapport à l'attribution actuellement « restrictive » de la médaille de vermeil ; ce qu'il entend faire afin d'améliorer les conditions de salaire et de retraite de cette catégorie de travailleurs de la fonction publique.

Pensions de retraite civiles et militaires (suppression de la condition de survie des trois enfants pour le bénéfice de la jouissance immédiate de pension des fonctionnaires mères de famille).

43318. — 31 décembre 1977. — M. Bouvard rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'aux termes de l'article 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, seules peuvent bénéficier de la pension avec jouissance immédiate les mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre. Celles d'entre elles qui ont eu la douleur de perdre un de leurs enfants autrement que pour faits de guerre se trouvent donc exclues du bénéfice de cette disposition. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage d'assouplir cette législation afin que puissent bénéficier de la mesure rappelée ci-dessus toutes les femmes qui ont eu trois enfants au moins, même si ceux-ci ne sont plus en vie à la date de leur demande de concession de pension.

AFFAIRES ETRANGERES

Sahara occidental (position du Gouvernement français au regard de l'Etat algérien dans l'affaire des otages du Polisario).

43312. — 31 décembre 1977. — M. Bonhomme appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'indignation manifestée par beaucoup de Français à l'égard de l'opération publicitaire montée ces jours derniers autour de la libération des otages du front Polisario. Qu'un parti politique français se soit complaisamment prêté à ce montage, sous prétexte qu'il entretient des relations privilégiées avec un régime dit « socialiste » qui n'est en fait qu'un régime militaréo-socialiste (on sait ce que cela signifie) et de pure fiction démocratique, cela ne concerne pas le Gouvernement français et n'engage que la responsabilité de ce parti. Mais que ce même pays ait joué les bons offices auprès des ravisseurs d'otages, après leur avoir d'ailleurs prêté main forte, en préférant négocier avec un parti politique français plutôt qu'avec les pouvoirs publics régulièrement constitués, de notre pays, au mépris des usages diplomatiques qui sont de règle, il est évident qu'un tel comportement appelle des

mesures de rétorsion à l'encontre du pays qui enfreint si gravement cette règle et auquel la France — faut-il le rappeler ? — apporte une large assistance technique et un important concours financier. M. Bonhomme demande à M. le ministre des affaires étrangères si de telles mesures sont envisagées par le Gouvernement.

AGRICULTURE

Crédit agricole (publication du décret modifiant les bonifications de taux d'intérêt des prêts fonciers)

43201. — 31 décembre 1977. — M. Frèche appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions d'attribution des prêts fonciers. En effet, le décret qui devait modifier le régime de bonification des taux d'intérêt et qui avait été promis pour la fin du mois de juillet n'est toujours pas pris. De nombreux agriculteurs, notamment dans le département de l'Hérault, se trouvent dans une situation difficile de la limitation du crédit et de son coût élevé. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que le décret annoncé paraisse rapidement.

Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité (augmentation de ses moyens d'action).

43241. — 31 décembre 1977. — M. Herzog appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité. Année après année, son personnel réclame les moyens pour mener à bien sa mission. Année après année, des rapports officiels (le dernier en date est du comité des coûts et rendements des services publics) concluent à la nécessité de renforcer ses effectifs et d'augmenter son budget de fonctionnement. Or, seul instrument administratif à vocation générale non orienté vers la production mais vers le consommateur, le service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité pourrait exercer, si on lui donnait les moyens, une véritable police de la qualité, ainsi que celle de la répression des fraudes. Au niveau de la production, l'incidence du manque de personnel et des moyens de ce service se fait actuellement sentir. Les produits français sont actuellement concurrencés de façon déloyale par des importations de marchandises étrangères à de meilleurs prix mais dont la qualité est le plus souvent insuffisante ou même non conforme aux critères prévus par la loi. Le VII^e Plan, dans son PAP n° 18, prévoyait pour 1978 un renforcement des effectifs en personnels du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, de l'ordre de soixante-dix-sept postes. Or, dans le budget pour 1978, vingt-sept postes seulement sont inscrits. Par ailleurs, l'existence de 259 agents payés sur des fonds de concours versés par des collectivités locales ou des syndicats professionnels rend évidente l'insuffisance des moyens mis en œuvre. M. Herzog demande en conséquence à M. le ministre de l'agriculture qu'il soit pris conscience de la distorsion existant entre l'importance des missions dévolues à ce service et les moyens qui lui sont donnés pour les accomplir. Il souhaite que soient réalisées dans les meilleurs délais possibles les créations d'emploi prévues, que soient attribués les moyens budgétaires figurant au PAP n° 18 et également, que soit amélioré le régime indemnitaire de ce service pour le mettre en parité avec celui des autres corps de contrôle.

Assurance vieillesse (conditions de durée d'activité requises des exploitants agricoles pour le bénéfice de la retraite).

43247. — 31 décembre 1977. — M. Goulet rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les dispositions de l'article 1110 du code rural accordent le bénéfice d'une retraite aux seuls exploitants agricoles qui peuvent justifier avoir exercé pendant quinze ans au moins une activité agricole en qualité de chef d'exploitation ou d'entreprise. Ces dispositions sont semblables à celles qui, dans les autres régimes de sécurité sociale, soumettaient le droit à pension à une condition de durée d'assurance de quinze années mais qui ont été supprimées par la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 dans la plupart des régimes. Il lui demande s'il entend tirer des conséquences des dispositions de cette loi pour modifier celles de l'article 1110 du code rural et atténuer leur rigueur.

Bois et forêts (actions réalisées en vue de la conservation et de l'accroissement du patrimoine forestier).

43270. — 31 décembre 1977. — M. Bertrand Denis demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir préciser la politique suivie en matière de conservation et d'accroissement de la superficie du territoire en nature de bois et de forêts et en particulier de lui indiquer pour les six dernières années : a) la superficie forestière acquise par l'Etat ou les collectivités publiques ; b) les superficies forestières détruites sans compensation par suite de travaux publics, d'industrialisation, d'urbanisation et de remodelage des structures agricoles, notamment remembrement ; c) les

superficies de forêts privées dont le défrichement a été demandé et auquel il ne s'est pas opposé, ainsi que les superficies auxquelles cette autorisation a été refusée ; d) les superficies défrichées ayant payé la taxe prévue sur ces opérations ; e) la superficie reboisée à l'aide du Fonds forestier national ; f) les superficies détruites à la suite d'incendies et non encore reconstituées.

Viticulture (durée de l'engagement contracté par un viticulteur bénéficiaire de primes à l'arrachage de parcelles de vignes).

43279. — 31 décembre 1977. — M. Bayou, exposé à M. le ministre de l'agriculture la situation suivante. Le règlement communautaire n° 1.163-76 du 17 mai 1976 permet l'octroi de primes à l'arrachage de parcelles de vignes de plus de 25 ares si le vigneron prend l'engagement de ne pas replanter pendant six ans. Le règlement communautaire n° 1.162-76 a limité la validité du droit à replantation à quatre ans, à partir du jour de l'arrachage. M. Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture si ces deux arrêtés ne comportent pas des dispositions contradictoires et si un viticulteur qui a effectué un arrachage avec primes pourra replanter sa vigne à la fin de son engagement de six ans, ou pendant les quatre ans qui suivront la fin de cet engagement.

Céréales (conditions d'inscription au registre du commerce des groupements fonciers agricoles postulant à la qualité de collecteur de céréales agréé).

43325. — 31 décembre 1977. — M. Laurisergues appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions exigées des postulants à la qualité de collecteur de céréales agréé. Il lui rappelle que par une circulaire OC n° 7055 du 4 octobre 1977 adressée à MM. les présidents des comités départementaux des céréales, il a été précisé que le postulant devait : « justifier de son immatriculation au registre du commerce, cette obligation ne s'étendant pas aux personnes qui ne sont pas légalement tenues de s'y faire inscrire, notamment aux coopératives ou aux SICA constituées sous la forme de sociétés civiles ». En conséquence il lui demande si un GFA peut devenir collecteur agréé compte tenu du fait qu'en qualité de société civile exerçant une activité agricole (élevage de porcs par exemple), il n'est pas tenu de s'inscrire au registre du commerce.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (bénéfice d'aides en nature et en espèces en faveur des orphelins de guerre majeurs).

43238. — 31 décembre 1977. — M. César rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les orphelins de guerre, même majeurs, sont reconnus comme ressortissants à part entière de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et ont droit, à ce titre, à bénéficier dans les mêmes conditions que tous les ressortissants de l'office, des dispositions du décret n° 55-1166 du 29 août 1955 qui prévoient des aides en espèces et en nature aux anciens combattants et victimes de guerre, des aides complémentaires ou exceptionnelles aux anciens combattants et victimes de guerre âgés et l'hébergement des ressortissants. Il lui demande que toutes mesures soient prises pour faire entrer, dans les faits, ces possibilités et, donc, pour prendre en considération les demandes présentées par les orphelins de guerre majeurs, lesquels, lorsqu'ils sont malades ou âgés, doivent être reconnus comme devant bénéficier des mêmes aides que celles consenties par l'office à d'autres victimes de guerre.

Déportés (homologation des lieux et camps de déportation de Belgique).

43243. — 31 décembre 1977. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que l'ensemble des lieux et camps de déportation de Belgique n'est toujours pas complètement reconnu. Après un résultat favorable pour les veuves des anciens de Huy, M. le directeur de cabinet du secrétariat d'Etat a laissé entrevoir la possibilité d'un examen judiciaire pouvant être bénéfique pour l'ensemble des anciens déportés en Belgique. Il lui demande, en conséquence, où en est cet examen et si l'on peut s'attendre à un règlement rapide de ce problème.

Anciens prisonniers de guerre évadés (validation du temps compris entre l'évasion et la libération du territoire national).

43289. — 31 décembre 1977. — M. Le Foll appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation des fonctionnaires et assimilés, anciens prisonniers de guerre évadés, qui ont sollicité ou qui vont solliciter leur mise à la retraite. En l'absence de texte en la matière, il n'est compté à ces

derniers pour le calcul des annuités que la durée effective de la captivité, cette durée s'arrêtant à la date de l'évasion, alors que celle-ci a pu s'étendre dans certains cas sur plusieurs semaines. Il lui demande ce qu'il compte faire pour permettre d'accorder aux intéressés, titulaires de la médaille des évadés, le bénéfice de la campagne simple, depuis la date de l'évasion jusqu'à celle de la libération du territoire national. Compte tenu des risques encourus pendant et après leur évasion à la suite de laquelle ils ont dû, pour se soustraire aux recherches allemandes, vivre la plupart du temps dans la clandestinité, il estime qu'une telle disposition serait équitable, si l'on considère notamment que le temps passé en « hors-la-loi » par les réfractaires du STO leur compte comme temps de service militaire actif (art. L. 303 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). Il rappelle d'ailleurs à ce sujet que la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans a mis sur le même pied d'égalité les anciens prisonniers de guerre et les évadés, puisque ceux-ci bénéficient du même avantage s'ils peuvent justifier d'une captivité de six mois. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Orphelins de guerre

(vœu exprimé par la fédération « Les Fils de Tués »).

43290. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants le vœu solennel adopté par le 43^e congrès national de la fédération « Les Fils de Tués », concernant les orphelins de guerre majeurs. Ce vœu exprime le désir que les orphelins de guerre majeurs bénéficient, en application du décret n° 55-1166 du 29 août 1955, au même titre et dans les mêmes conditions que tous les ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, des avantages de cet organisme concernant « l'aide en espèces et en nature aux anciens combattants et victimes de guerre, les aides complémentaires ou exceptionnelles aux anciens combattants et veuves de guerre âgés, l'hébergement des ressortissants », toutes expressions globales qui permettent d'inscrire, sans autre adaptation administrative, les pupilles de la nation et orphelins de guerre majeurs. Il apparaît en effet que l'aide de la nation doit avoir un sens au-delà de la majorité pour ceux qui sont âgés, malades et dans le besoin. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce vœu de la fédération « Les Fils de Tués » puisse recevoir satisfaction.

Réfractaires (revendication du titre de la part de certains membres de l'ancien « Premier régiment de France »).

43292. — 31 décembre 1977. — M. Villon expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'il a appris que certains membres de la formation dite « Le premier régiment de France » autorisée par les Allemands après la dissolution de l'armée d'armistice, postulerait au titre de réfractaires. Il lui rappelle que les chefs de cette unité ont fait l'objet de sanctions judiciaires après la libération et que, dans les régions où elle a sévi, le souvenir reste vivif des actions entreprises par ses détachements aux ordres de Vichy, contre les résistants. Les éléments du Premier régiment de France n'ont pas hésité à tirer contre des formations de maquis, leur causant en certaines circonstances des pertes notables. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de donner toutes instructions utiles pour que les personnels en question se voient appliquer la loi c'est-à-dire l'interdiction d'attribuer le titre de réfractaire à des personnes qui se sont mises au service de l'ennemi et qui n'ont pas fait l'objet de recherches. Ce qui était évidemment le cas des membres de cette formation.

Carte du combattant

(attribution aux anciens militaires de l'armée des Alpes).

43321. — 31 décembre 1977. — M. Ginoux attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les difficultés auxquelles donne lieu l'attribution de la carte du combattant aux anciens militaires de l'armée des Alpes (guerre 1939-1940) et, notamment, aux anciens du 72^e bataillon de forteresse. Les unités engagées sur le front des Alpes se sont vu reconnaître des périodes combattantes d'une durée insuffisante pour permettre aux militaires qui en ont fait partie d'obtenir la carte du combattant au titre de l'article R. 224 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. C'est ainsi que, seule une minorité — les militaires blessés ou malades alors que leur unité était combattante — ont pu bénéficier de la carte, dans le cadre des dispositions de cet article R. 224. Pour remédier à cette situation, la commission nationale de la carte du combattant a estimé que les militaires ayant appartenu aux formations les plus combattives pourraient faire l'objet d'une instruction toute particulière dans le cadre des dis-

positions prévues à l'article R. 227 du code, qui prévoit, notamment, que « les personnes ayant pris part à des opérations de guerre, ne remplissant pas les conditions visées ci-dessus, peuvent individuellement demander à bénéficier de la carte du combattant ». D'après les indications données dans une lettre ministérielle, en date du 18 octobre 1977, n° 1610 BC/TL, une circulaire devait être adressée en ce sens par le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre aux services départementaux, leur demandant de transmettre à l'office national les dossiers des militaires concernés, pour examen particulier et décision. Cette décision visait particulièrement le cas des militaires des 72^e, 82^e, 92^e, 102^e bataillons alpins de forteresse et de leurs camarades du secteur défensif du Rhône, du secteur fortifié des Savoies et du secteur fortifié du Dauphin, c'est-à-dire l'ensemble des combattants du 14^e corps d'armée des Alpes 39-40. Il semble, cependant, que cette décision soit remise en cause à la suite d'une lettre, en date du 19 novembre 1977, du directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, apportant à l'application de l'article R. 227 en faveur de ces militaires une exigence nouvelle : justifier de titres exceptionnels. Une telle condition ne figure pas dans le texte de l'article R. 227 du code. D'autre part, le fait d'avoir été de réels combattants face à un ennemi supérieur en nombre et dans des conditions effroyables peut bien être considéré comme constituant, en lui-même, un « titre exceptionnel ». Les anciens du 14^e corps d'armée des Alpes éprouvent une certaine amertume en constatant qu'ils sont moins bien traités que leurs camarades du 15^e corps d'armée des Alpes-Maritimes qui ont pu obtenir la reconnaissance du titre de combattant, à la suite de décisions prises par la commission nationale de la carte. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles, conformément à sa lettre du 18 octobre 1977, afin que les dossiers de ces militaires fassent l'objet d'un examen particulier et que la carte puisse leur être accordée sans qu'ils aient à justifier de titres exceptionnels.

COMMERCE EXTERIEUR

Alcools (aggravation des obstacles tarifaires mis par l'Australie à l'importation des cognacs et eaux-de-vie français).

43269. — 31 décembre 1977. — M. Hardy appelle l'attention de M. le ministre du commerce extérieur sur la récente décision des autorités australiennes de porter à 12,50 dollars par litre d'alcool pur le montant des droits de douane sur le cognac ainsi que sur les eaux-de-vie françaises et surtout sur leur décision de mettre en place, à l'égard de ces produits, un système de quota tarifaire égal à 40 p. 100 des importations réalisées au cours de l'année fiscale 1975-1976 sur le volume d'alcool pur. Il lui fait remarquer que l'Australie vient ainsi compléter la liste déjà fort longue des pays dans lesquels s'aggrave au fil des jours les traitements discriminatoires que le cognac subit par rapport aux produits locaux, mais aussi par rapport aux spiritueux d'autres nationalités, en particulier le whisky. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir effectuer dans les meilleurs délais une démarche vigoureuse afin d'obtenir du gouvernement intéressé la levée des obstacles tarifaires qui s'opposent à la libre circulation de nos produits sur le marché australien.

CULTURE ET ENVIRONNEMENT

Danse (publication des décrets relatifs à l'exercice de la profession de professeur de danse).

43185. — 31 décembre 1977. — M. Darinot rappelle à M. le ministre de la culture et de l'environnement que la loi n° 65-1004 du 1^{er} décembre 1965 réglementant la profession de professeur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession n'a toujours pas reçu les décrets d'application indispensables à l'entrée en vigueur de ses dispositions. S'étonnant de ce retard considérable, il lui demande quelle mesure il entend prendre pour que ces décrets d'application soient publiés dans les meilleurs délais.

Construction (aménagement des dispositions fixant la surface de plancher à partir de laquelle le recours à un architecte est obligatoire).

43237. — 31 décembre 1977. — M. Charles Bignon rappelle, une fois encore, à M. le ministre de la culture et de l'environnement les dispositions du décret n° 77-190 du 3 mars 1977, fixant à 250 mètres carrés la surface totale de plancher développée de constructions éventuelles pour lesquelles les maîtres d'œuvre ne sont pas tenus de requérir un architecte. Il lui demande de hâter l'étude d'un décret modificatif qui puisse régler ces problèmes et tenir compte des habitudes existant actuellement. Il souhaite, cette fois, qu'une concertation ait lieu et rappelle enfin que de nombreux agrées en architecture ont fait des demandes de recours, étant donné le délai de forclusion de l'article 37 de la précitée.

Chasse (aménagement de la réglementation).

43250. — 31 décembre 1977. — M. de Poulpique attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur la nécessité de mettre en place un règlement pour l'organisation de la chasse en France afin qu'elle soit moins meurtrière pour le gibier. Il lui fait, en effet, observer que certaines mesures prises pour protéger le gibier ont en fait obtenu dans la plupart des cas un résultat contraire à celui recherché. En limitant à un ou deux jours la chasse de certains gibiers tels que le chevreuil, des milliers de chasseurs sont en poste simultanément. De ce fait l'animal chassé est fatalement abattu dès qu'il est déplacé. D'autre part, en instituant trop peu de jours de chasse on amène également un nombre trop important de chasseurs en action le même jour sur un territoire. Les quelques compagnies de perdreaux, les râlièvres et tout autre gibier sont renvoyés d'un groupe de chasseurs à un autre jusqu'à épuisement et extermination. C'est pourquoi, bien que les interdictions qui ont guidé les mesures présentes partent d'une bonne intention, elles n'ont cependant pas eu l'effet escompté et ont parfois contribué à des massacres sans précédent. En conséquence, il lui demande : 1° si à la réflexion il ne pense pas que le plan de chasse du gros gibier, qui a donné de bons résultats là où il est appliqué, ne devrait pas être rendu obligatoire sur l'ensemble de la France. A défaut les propriétaires ou les sociétés de chasse qui en feraient la demande devraient pouvoir l'appliquer ; 2° s'il ne considère pas que la limitation de chasser cinq jours au choix par semaine est un minimum à ne pas dépasser pour éviter les inconvénients précités.

Architecture (conditions d'examen des demandes d'agrément des maîtres d'œuvre).

43281. — 31 décembre 1977. — M. Bernard appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur les conditions particulièrement restrictives, voire vexatoires, dans lesquelles ont été examinées, au titre de l'article 37-1° de la loi sur l'architecture, les demandes d'agrément présentées par les maîtres d'œuvre auprès des commissions régionales. Il souligne particulièrement l'ambiguïté des références demandées en ce qui concerne le titre, la fiscalité et les assurances, références qui ne correspondent que rarement à la situation réelle des intéressés. Il lui demande ce qu'il envisage de faire soit par la voie législative, soit par la voie réglementaire, pour que les intérêts des maîtres d'œuvre soient pris en compte dans un esprit de justice et d'humanité et qu'un secteur professionnel, important par le nombre et les services rendus, ne soit pas démantelé et qu'ainsi soient sauvegardés l'emploi et les structures économiques existantes.

Pollution (sauvegarde de la côte, de la faune, de la flore et de la pleine mer en Méditerranée).

43303. — 31 décembre 1977. — En attirant une fois de plus l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur la pollution de la Méditerranée, M. Barel lui demande : s'il est exact que les rejets d'hôpitaux urbains de la Côte d'Azur vont directement dans la Méditerranée ; s'il est exact que les villes petites et grandes du littoral méditerranéen sont cause de détérioration de la mer par suite de l'absence ou de l'insuffisance de stations d'épuration et, dans l'affirmative, quelles sont les mesures administratives et financières qu'il envisage de prendre ; s'il est exact que, en pleine mer, des prélèvements ont permis de constater l'augmentation de la dégradation de la Méditerranée, ce qui démontrerait l'inefficacité des émissaires et si a été suivie la recommandation de la commission d'enquête parlementaire sur la pollution du littoral méditerranéen demandant l'étude des effets du mercure sur la santé humaine ; si la convention de Barcelone, dont la signature vient d'être autorisée par l'Assemblée nationale, sera dans un bref délai suivie des décrets d'application par le Gouvernement français et quelles mesures techniques et financières celui-ci compte prendre pour la sauvegarde de la côte, de la faune, de la flore et de la pleine mer.

Pollution (réglementation plus stricte en matière d'abandon dans les décharges publiques de déchets industriels).

43327. — 31 décembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur la récente découverte dans la décharge municipale de la commune de Solérieux (Drôme) de fûts de fluorine, relatée par la presse. Il lui demande : 1° s'il n'existe pas de mesures limitant le droit de certaines sociétés dans ce domaine ; 2° si la réponse est négative, le Gouvernement envisage-t-il de proposer des réglementations très strictes.

DEFENSE

Salaires (situation défavorable des ouvriers de l'établissement régional du matériel de Muret [Haute-Garonne] du fait de l'abattement de zone).

43182. — 31 décembre 1977. — M. Houteer attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation faite aux ouvriers de l'établissement régional du matériel de Muret du fait des abattements de zone sur leurs salaires. Ces travailleurs de l'Etat dépendant du ministère de la défense se trouvent dans le champ d'application du décret n° 62-1263 qui, le 30 octobre 1962, a institué les abattements de zone. En outre, l'ERM de Muret ayant été transféré en 1935 de Toulouse (zone 3 p. 109) à Muret (zone 6 p. 100), les salaires ont depuis lors été amputés de 3 p. 100. Ce n'est pas l'application du décret n° 73-966, article 9, du 13 octobre 1973 qui peut faire évoluer cet état de fait dans un sens favorable. En effet, la circulaire F1 40, FP 1139 du 15 novembre 1973 (et son modificatif en date du 31 juillet 1974) fixe la liste des agglomérations rattachées à la plus privilégiée définie par l'INSEE. C'est ainsi que Muret, sous-préfecture d'environ 18 000 habitants, subit un abattement de zone de 6 p. 100 alors que l'abattement de Toulouse, distante d'une vingtaine de kilomètres, n'atteint que 3 p. 100. Or il est incontestable que la vie est aussi chère à Muret qu'à Toulouse. Il lui signale, par ailleurs, que dans le même établissement de Muret travaillent pour le même ministère de la défense deux catégories de personnels : les fonctionnaires et les ouvriers à statut. Les fonctionnaires ont vu leur zone de salaire compensée par rapport à Toulouse grâce à la réévaluation de leur indemnité de résidence (3 p. 100), alors que les ouvriers à statut restent pénalisés au plus fort abattement. De plus, la majorité des personnels de cet établissement habitent Toulouse, sans oublier les retraités qui, à 80 p. 100, vivent eux aussi dans cette dernière localité. Tous les retraités, à compter de 1965, se trouvent donc lésés de 3 p. 100 par rapport à leurs prédécesseurs et à ceux des autres établissements de la place. En conséquence, il lui demande s'il est possible d'envisager l'abrogation du décret instituant les zones de salaires ou, du moins, le rattachement de l'ERM de Muret à la zone de Toulouse.

Personnels administratifs du ministère de la défense (modalités d'accès au grade d'agent d'administration principal).

43202. — 31 décembre 1977. — M. André Billoux appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation des personnels administratifs affectés dans les services extérieurs. L'accès du grade d'agent d'administration principal est ouvert aux agents administratifs, commis et sténodactylographes. Si dans certaines administrations, préfectures, finances, etc., pour accéder à ce grade, il est essentiellement tenu compte de l'âge, ce qui permet d'une manière générale de donner une promotion à ceux qui sont proches de l'âge de la retraite et de les faire ainsi bénéficier d'une nouvelle promotion au groupe VII, il n'en est pas de même au ministère de la défense. C'est ainsi qu'aux promotions qui ont eu lieu en 1974, on relève des nominations d'agents nés en 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1938, 1940... (BOC/PA n° 42 du 21 octobre 1974). Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les règles appliquées dans les autres administrations, qui permettent un déroulement normal de la carrière de chaque intéressé jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la retraite, quel que soit le lieu d'affectation, ne pourraient pas être appliquées aux personnels administratifs du ministère de la défense.

Ecole polytechnique (levée des sanctions disciplinaires et ouverture d'un débat démocratique sur le nouveau règlement).

43302. — 31 décembre 1977. — M. Chambaz enregistre la réponse de M. le ministre de la défense à la question écrite qu'il lui avait posée concernant l'école polytechnique. Il ne saurait contester que les stipulations de la loi n° 75-631 du 15 juillet 1970 en son article 4 sont bien conformes à la citation qui en est faite mais il constate, et le déplore, que la réponse élude la question posée. Il se permet donc d'en rappeler l'énoncé et lui demande à nouveau quelles dispositions il entend prendre pour que le nécessaire débat démocratique sur le statut et l'avenir de l'école polytechnique, associant toutes les parties concernées, puisse s'ouvrir et, dans l'immédiat, pour qu'il soit mis un terme aux menaces de sanctions arbitraires qui pèsent sur les élèves de l'école.

EDUCATION

Pédagogie (colloque organisé par la commission des Communautés européennes sur la formation des enseignants).

43187. — 31 décembre 1977. — M. Delehedde demande à M. le ministre de l'éducation quels enseignements le gouvernement français a tiré du colloque organisé récemment en Grande-Bretagne par la commission des Communautés européennes sur

les implications pour la formation des enseignants des modifications effectuées dans les systèmes d'enseignement en vue de faciliter le passage de l'éducation à la vie active.

Santé scolaire (bilan des travaux du comité consultatif interministériel sur la santé scolaire et universitaire).

43188. — 31 décembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les travaux du comité consultatif interministériel pour l'étude des actions médicales, paramédicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents. Il lui demande quelle est, pour lui, la finalité de ces travaux et s'il envisage de mettre à l'étude les problèmes suivants : 1° la prévention de la maternelle à l'université ; 2° la place des services sociaux et de santé, des services sociaux éducatifs et leur rôle dans l'équipe éducative ; 3° la participation des services sociaux et de santé à la recherche biomédicale ; 4° la définition d'une politique de ces services à l'égard des enfants handicapés.

Etablissements secondaires (réforme du statut des personnels techniques des laboratoires).

43197. — 31 décembre 1977. — M. Poullissou attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires. Plus précisément, il lui demande à quel stade en est la réforme du statut des personnels techniques annoncée depuis plusieurs années, s'il entend, pour ce faire, consulter les commissions administratives paritaires et les syndicats intéressés et sous quel délai il entend promulguer le nouveau statut.

Parents d'élèves (conflit entre le recteur de l'académie de Toulouse et les chefs d'établissements des collège et lycée Marcelin-Berthelot).

43204. — 31 décembre 1977. — M. Andrieu appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le refus opposé par le recteur de l'académie de Toulouse, sur la demande des directrices du collège et du lycée Marcelin-Berthelot, à la distribution par les élèves de ces établissements de la convocation à l'assemblée générale statutaire du conseil des parents d'élèves de la fédération Cornée, sous le prétexte que l'ordre du jour comportait la discussion de la réforme de l'enseignement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la stricte application de la circulaire n° 77-244 du 13 juillet 1977.

Education spécialisée (affectation aux écoles de perfectionnement d'un titulaire mobile permanent chargé d'effectuer les remplacements).

43212. — 31 décembre 1977. — M. Burckel expose à M. le ministre de l'éducation que les remplacements dans les écoles nationales de perfectionnement sont de plus en plus difficilement assurés et, dans la plupart des cas, ce sont les maîtres qui assurent le service en cas d'absence ou de congé par répartition des enfants dans les groupes existant, ce qui se fait au détriment de la qualité du service auprès des enfants et impose une surcharge de service aux instituteurs éducateurs (nuits, remplacements pendant un jour de congé) et aux enseignants. Il lui demande si une école nationale de perfectionnement ou une école nationale du premier degré ne peut pas être considérée comme une zone d'intervention localisée et, à ce titre, être dotée d'un titulaire mobile en permanence.

Education spécialisée (dispositions applicables à l'organisation administrative et financière des écoles nationales de perfectionnement).

43213. — 31 décembre 1977. — M. Burckel demande à M. le ministre de l'éducation si le décret n° 77-248 du 18 juillet 1977 relatif à l'organisation administrative et financière des collèges et lycées s'applique aux écoles nationales de perfectionnement. Ces écoles, qui jouissent de l'autonomie financière, sont, de par l'âge des élèves et la formation dispensée, assimilables à des établissements du second degré. En particulier, la composition et le fonctionnement du conseil d'administration des écoles nationales de perfectionnement sont-ils modifiés dans le sens du décret cité ci-dessus. Sinon, quelles sont les dispositions envisagées pour que ces établissements soient dotés d'un conseil d'établissement qui donne une représentativité satisfaisante aux diverses catégories de personnel ainsi qu'aux parents d'élèves. On ne peut admettre que le conseil d'administration des écoles nationales de perfectionnement reste régi par le décret n° 55-46 du 4 janvier 1955 qui n'offre de sièges qu'aux seuls représentants des enseignants, et à titre consultatif uniquement.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel non enseignant au lycée de Montivilliers [Seine-Maritime]).

43219. — 31 décembre 1977. — M. Rejaud appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la réduction du personnel non enseignant au lycée de Montivilliers et les conséquences qui ne manquent pas d'en résulter. La décision prise par le recteur d'académie conduit à une aggravation des conditions de travail des élèves et des enseignants et à une dégradation de l'état des bâtiments. C'est pourquoi, soucieux de voir les études se dérouler dans de meilleures conditions, il demande à M. le ministre quelles mesures il envisage de prendre pour que la situation au lycée de Montivilliers redevienne normale.

Personnel des établissements secondaires (réforme du statut des personnels techniques de laboratoire).

43221. — 31 décembre 1977. — M. Morellon interroge M. le ministre de l'éducation sur la réforme du statut des personnels techniques de laboratoire annoncée depuis plusieurs années. M. Morellon souhaiterait notamment savoir si les études pour cette réforme sont terminées ou en voie de l'être, si les organisations syndicales représentées aux commissions administratives paritaires ont été ou doivent être consultées et s'il est possible de prévoir une date approximative pour l'adoption définitive du nouveau statut.

Etablissements secondaires : date de la nationalisation des lycées Galois, Perrin et Rolland à Nanterre (Hauts-de-Seine).

43228. — 31 décembre 1977. — M. Barbet rappelle à M. le ministre de l'éducation que trois collèges de Nanterre — R. Rolland 092 1353 W, E. Galois 092 1589 C et J. Perrin 092 0077 F — devaient être nationalisés à dater du 15 décembre 1977. A cette date aucun décret n'a été publié et les chefs d'établissements n'ont pas été informés par le rectorat des dispositions envisagées. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que paraisse le décret de nationalisation de ces trois CES et pour qu'un intérimaire soit nommé le plus rapidement possible.

Programmes scolaires : heures complémentaires de cours des classes de sixième dites de « cadre vide ».

43233. — 31 décembre 1977. — M. Barbet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de prévoir des heures complémentaires de cours (mathématiques, français, anglais) pour les classes dites « cadre vide » créées pour des enfants présentant de gros problèmes scolaires. Ces classes de sixième ont été créées dans des CES sans qu'aucune mesure adéquate ait été prise. C'est ainsi que la situation est particulièrement critique au CES Jean-Perrin à Nanterre et il apparaît que si aucune mesure n'est prise rapidement pour ces élèves, la suite de leur scolarité et leur avenir risquent d'être irrémédiablement compromis. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que, sans attendre, à une situation exceptionnelle correspondent des mesures exceptionnelles, notamment en dotation d'heures de sur-soutien.

Etablissements scolaires : conditions dans lesquelles s'est effectuée la rentrée scolaire dans les établissements d'enseignement du 1^{er} degré du département d'Ille-et-Vilaine.

43234. — 31 décembre 1977. — M. Cressard demande à M. le ministre de l'éducation de lui préciser dans quelles conditions s'est déroulée la rentrée scolaire dans les établissements d'enseignement du 1^{er} degré du département d'Ille-et-Vilaine.

Finances locales (revalorisation de la participation de l'Etat au financement des classes transplantées).

43259. — 31 décembre 1977. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés de plus en plus grandes que rencontrent les communes dans l'organisation des classes transplantées (classe de neige, de mer ou de nature) en raison des frais élevés qu'entraîne une telle organisation. Pourtant pour les collectivités locales et les parents, l'intérêt de telles classes n'est plus à démontrer tant sur le plan social que pédagogique. Alors que la participation de l'Etat est de plus en plus réduite, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que cette participation soit considérablement revalorisée.

Enseignants (amélioration de la situation indiciaire des enseignants des écoles annexes d'écoles normales et des écoles d'application).

43263. — 31 décembre 1977. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des directeurs et maîtres formateurs des écoles annexes d'écoles normales et des écoles d'application. La circulaire du 29 novembre 1973 soulignait la nécessité d'harmoniser les conditions d'emploi et de formation de tous les maîtres formateurs et par la suite ceux-ci devenaient conseillers pédagogiques adjoints aux IDEN. Puis, par circulaire du 13 décembre 1976, les maîtres d'application devenaient conseillers pédagogiques auprès des E.N. L'arrêté ministériel du 15 mai 1975 dispose que tous les maîtres formateurs sont assimilés, du point de vue de leur rémunération « aux directeurs d'école annexe, classés dans le 2^e groupe prévu à l'article 2 du décret du 17 juin 1974 ». Jusqu'à maintenant le bénéfice de l'application de l'arrêté du 15 mai 1975 est refusé à ces personnels. Elle lui demande : 1^o de réparer cette injustice et de leur accorder l'indice afférant à leurs fonctions avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1977 ; 2^o de répercuter cet alignement indiciaire des conseillers pédagogiques auprès des EN sur les indices des directeurs des écoles annexes e. d'application et d'assimiler la situation des directeurs d'écoles d'application à celle des directeurs d'écoles annexes, puisque leurs responsabilités sont identiques.

Handicapés (maintien à Villeurbanne de l'école des déficients visuels du Rhône).

43299. — 31 décembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la forte inquiétude des parents d'handicapés visuels de la région par rapport au projet de transfert à Meyzieu de l'école des déficients visuels de Villeurbanne. Il lui rappelle les perturbations pour les enfants qui peuvent découler de la rupture avec leur milieu habituel. Il lui rappelle les complications pour les enfants, pour les parents, des voyages et autres sorties extérieures à l'école. Il lui précise enfin que cette mesure semble aller à l'encontre de l'insertion progressive de ces handicapés, dans le monde qui les entoure, et que le fait de les écarter des villes pose là un problème de pédagogie certain. Il lui demande donc, compte tenu de la désapprobation d'un grand nombre d'associations et d'amicales regroupant les parents, les enseignants, les personnels médicaux, d'apporter à cette question toute l'attention nécessaire et d'abandonner ce projet qui ne peut, en l'état, servir réellement les intérêts des élèves handicapés visuels.

Ecole normale nationale d'apprentissage de Lyon (reconstruction de cet établissement).

43300. — 31 décembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions difficiles dans lesquelles étudient à Lyon les futurs maîtres des collèges de l'enseignement technique. Il lui rappelle que ces maîtres sont destinés à enseigner dans des écoles qui forment professionnellement les salariés de l'industrie, du commerce, de l'administration dans notre région, et qu'en conséquence, il est nécessaire qu'au niveau de la formation de ces enseignants, les moyens soient enfin donnés. Il lui précise qu'aujourd'hui l'ENNA de Lyon, qui devrait être une « école modèle » pour les maîtres que l'on y forme, ressemble avec cinq bâtiments « préfabriqués » à une « école d'urgence ». Il lui précise encore que les bâtiments anciens, toujours en service, sont dans un état de « délabrement intolérable », mettant en cause la sécurité des élèves et des personnels. Il lui demande quelles dispositions immédiates et urgentes il entend prendre afin que l'ENNA de Lyon ne sombre pas tout simplement dans la « misère » ; ce qu'il entend faire, afin que les crédits initialement prévus pour la reconstruction, soient enfin destinés à leur objet véritable ; comment il entend, dans les « prérogatives qui sont les siennes, faire en sorte que l'Etat assure comme il se doit le fonctionnement de ce service public de l'éducation nationale, dans des conditions favorables à l'épanouissement de la jeunesse française, ce qui est fondamental.

Parents d'élèves (facilités en vue de la participation des représentants élus aux instances délibératrices des établissements scolaires).

43305. — 31 décembre 1977. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que l'institution récente, dans les écoles primaires et maternelles, et depuis 1969 dans le second degré, des comités de parents, des conseils d'écoles, des conseils d'établissement, au sein desquels siègent des représentants élus des parents d'élèves, fait apparaître des difficultés pour la participation effective à ces assemblées des parents ayant une activité professionnelle. Il apparaît indispensable d'accorder aux représentants élus des facilités pour qu'ils puissent participer aux réunions de ces conseils qui ont lieu souvent pendant le temps de

travail. Il lui demande s'il compte prendre des dispositions afin que les parents d'élèves élus et qui sont salariés bénéficient, sans perte de salaire, du temps libre nécessaire à l'accomplissement de leur mandat lors des réunions de ces organismes officiels.

Etablissements scolaires

(situation critique des conditions de fonctionnement dans le Gard).

43307. — 31 décembre 1977. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation grave de l'enseignement dans le Gard. Il ne se passe pas de jour sans que les enseignants, les personnels de l'éducation et les parents d'élèves dénoncent les carences les plus criantes et exigent des mesures immédiates pour y remédier. Des centaines d'enfants de deux à trois ans n'ont pu trouver place dans les maternelles à la dernière rentrée ; des classes de quarante élèves et plus subsistent, notamment à Bellegarde et Uzès. Il faudrait ouvrir vingt-cinq classes maternelles pour répondre aux besoins les plus urgents de la population urbaine du département. Il faudrait des dizaines de postes supplémentaires pour assurer le remplacement des maîtres absents dans le premier degré, situation d'autant plus scandaleuse que 102 institutrices « roustantiennes » dont certaines attendent leur intégration depuis six ans, sont privées de travail et de rémunération, faute de crédits de remplacement. Ce ne sont pas les quelques créations de postes prévues au budget de 1978 qui permettront d'aller vers les vingt-cinq élèves en CE 1, promesse du ministre le 17 mai 1977 à la télévision, ou d'assurer l'accueil des enfants dans le secteur de l'adaptation ou de l'enseignement spécialisé : les six groupes d'adaptation psychopédagogique qui fonctionnent dans le Gard manquent de personnel, alors que les besoins reconnus sont de 44 GAPP pour notre département. La situation est aussi dramatique dans le second degré : effectifs à la limite de trente-cinq élèves dans la plupart des CES et dépassant les trente-cinq élèves dans le second cycle ; manque d'enseignants et de personnels divers : six semaines après la rentrée, il manquait au CES Daudet (Alès) un poste d'EPS et un demi-poste de dessin ; un poste d'EPS au CES Racine (Alès), six postes d'EPS à la cité scolaire d'Alès, des professeurs de français et d'EPS à Uzès, des professeurs d'EPS et de disciplines artistiques, une secrétaire, une documentaliste, un agent, un surveillant au CES de Brignon ; insuffisance et inadaptation des locaux : depuis quatre ans, en dépit des promesses du pouvoir, la rentrée scolaire au CES de Marguerites s'effectue dans des constructions provisoires dont la remise en état coûte cher aux communes ; les enfants d'Aramon ont inauguré leur CES : trois baraques sans aucun matériel scolaire. Les personnels du CES Brignon demandent la construction d'un nouveau CES disposant d'une infirmerie, d'une bibliothèque, de cuisines et de réfectoires adaptés ; le lycée et le CES du Vigan ont besoin d'un centre de documentation, de locaux spécialisés pour le dessin et les travaux manuels. La liste serait longue des besoins non satisfaits dans les divers établissements du Gard. Une telle situation est intolérable. Elle compromet l'avenir des jeunes dont plus de 3 000 ont quitté l'école dans le Gard sans aucune formation professionnelle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour arrêter cette nouvelle dégradation des conditions d'enseignement et répondre aux besoins réels du département du Gard en matière d'éducation et de formation.

Enseignants (indemnisation des enseignants participant aux comités de parents et conseils d'école en dehors des heures de service).

43324. — 31 décembre 1977. — **M. Huguet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les modalités pratiques d'installation et de fonctionnement des comités de parents et des conseils d'école. Il lui demande si la réunion de ces instances en dehors des heures habituelles de classe était préconisée, quelles mesures il envisage de prendre pour indemniser le personnel enseignant qui verrait ainsi croître ses obligations de service.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Autoroute A6 (réouverture de la sortie Nord de Beaune fermée par la société exploitante).

43181. — 31 décembre 1977. — **M. Charles** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que la sortie Nord de la ville de Beaune, sur l'autoroute A 6, a été fermée unilatéralement et sans en avertir les collectivités locales par la société exploitant cette autoroute. Que cette manière de faire a provoqué de multiples difficultés aussi bien sur le plan touristique que sur le plan économique en ce qui concerne la ville de Beaune et les communes environnantes. Que, d'autre part, la circulation intense sur l'autoroute A 6 apporte une justification complémentaire à la réouverture immédiate de la sortie Nord de Beaune afin de faciliter le trafic. C'est pourquoi il lui demande de donner des instructions à la société exploitant l'autoroute A 6 afin que la sortie Nord de Beaune soit rouverte immédiatement à la circulation.

*Personnel du ministère de l'équipement
(création d'emplois de fonctionnaires).*

43209. — 31 décembre 1977. — **M. Gouhier** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur la nécessité impérieuse de créations d'emplois pour le personnel de son ministère. De nombreux emplois de non-titulaires rémunérés sur crédits de travaux des départements accroissent les charges de ces derniers, sans contrôle possible pour les conseils généraux, et rendent la situation de ces personnels particulièrement injuste au regard de la situation faite à leurs collègues des corps d'Etat. Il lui rappelle que ses prédécesseurs s'étaient engagés à la création de postes par transformation d'emplois de non-titulaires en emplois de fonctionnaires des différentes catégories. Soutenant la revendication de la fédération nationale de l'équipement CGT, il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour mettre en place un calendrier permettant la création : de 5 524 postes de catégories C et D ; de 1 500 postes de catégories C de travaux ; de 900 postes de catégorie A ; de 1 200 postes de catégorie B.

*SNCF (conséquences résultant de la suppression
des lignes secondaires de chemin de fer).*

43215. — 31 décembre 1977. — **M. Glon** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur les inconvénients qui résultent, pour les populations concernées, de la suppression des lignes d'intérêt secondaire de la SNCF. Non seulement les populations rurales se trouvent privées de moyens de communication pratiques, que la collectivité n'assume pas toujours sous d'autres formes, mais encore les services de remplacement, individuels ou collectifs, qu'elles sont obligées d'emprunter représentent pour elles un coût financier très supérieur. En effet, les avantages tarifaires consentis par la SNCF à certaines catégories d'usagers, notamment aux familles nombreuses, ne sont pas transférés aux transports de remplacement tels que services de cars, lorsqu'ils sont mis en place, sans parler du coût, y compris pour la nation, des transports individuels. Il s'agit là d'une atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant le service public, qui se fait essentiellement au détriment des populations rurales. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir mettre à l'étude les moyens de remédier rapidement à cet état de fait.

*Personnel de l'équipement (classification et supplément familial
des ouvriers des parcs et ateliers).*

43239. — 31 décembre 1977. — **M. Ollivro** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur le retard apporté à la publication de l'arrêté relatif aux classifications des ouvriers des parcs et ateliers de l'équipement, arrêté qui reprend les conclusions du groupe de travail qui s'est réuni, en 1976, en vue d'accorder aux ouvriers des parcs et ateliers les améliorations intervenues dans le secteur privé du bâtiment et des travaux publics. Il lui rappelle, d'autre part, que des engagements ont été pris, en faveur des ouvriers des parcs et ateliers, en ce qui concerne le supplément familial qui, à l'heure actuelle, ne leur est pas accordé. Il lui demande de bien vouloir indiquer quelles mesures il compte prendre pour que ces deux problèmes reçoivent une solution satisfaisante dans les meilleurs délais.

*Permis de construire (assouplissement des conditions d'attribution
pour la construction de maisons isolées dans le pays basque).*

43240. — 31 décembre 1977. — **M. Chauvigné** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que l'article R. 111-14-1 du code de l'urbanisme dispose que le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature par leur localisation ou leur destination à favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés. Il lui fait observer que l'habitat dans le pays basque est un habitat dispersé, de telle sorte que la construction d'habitations nouvelles à l'écart du centre des villages ne nuit pas à cette « vocation des espaces naturels environnants » dont parle le texte précité. Le « mitage » des paysages qui est effectivement à prohiber dans les régions déjà concentrées peut difficilement être retenu s'agissant du pays basque. Il serait donc naturel que dans cette région les dispositions de l'article précité soient appliquées avec beaucoup de souplesse et lorsque, effectivement, l'attribution du permis de construire risque de nuire à la beauté des paysages basques. Or, depuis quelque temps, tous les permis de construire pour les maisons isolées sont systématiquement refusés, ce qui constitue un véritable abus et non le juste soul de la protection de la

nature. Pour ces raisons, il lui demande de bien vouloir donner aux directions départementales de l'équipement des instructions tendant à ce que les dispositions en cause soient appliquées avec compréhension en fonction des caractéristiques de l'habitat de chaque des régions correspondant aux DDE considérées.

*Aménagement du territoire (précisions sur la procédure applicable
lors de la création de zones d'intervention foncière).*

43246. — 31 décembre 1977. — **M. Goulet** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que la loi foncière n° 75-1323 du 31 décembre 1975 accorde aux collectivités locales, qui ont adopté un plan d'occupation des sols, la faculté de créer une zone d'intervention foncière (ZIF) dans laquelle ces collectivités bénéficient sous certaines conditions d'un droit de préemption. La création d'une zone d'intervention foncière fait l'objet de mesures de publicité qui ne semblent pas souffrir de difficultés lorsqu'il s'agit de ZIF inscrites de plein droit par le plan d'occupation des sols (agglomération de plus de 13 000 habitants). En revanche, les mesures de publicité effectuées lors de la création de ZIF par arrêté préfectoral, paraissent faire l'objet d'interprétation divergente de la circulaire n° 76-91 du 13 juillet 1976 du ministère de l'équipement, qui prévoit en effet que l'arrêté préfectoral soit publié : par mention au recueil des actes administratifs du département ; puis par insertion de cette mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département. C'est l'accomplissement de la dernière en date de ces mesures qui rend la ZIF opposable aux tiers ; et en fait courir les effets. Il s'avère, à l'usage, que l'insertion de l'arrêté préfectoral avec indication d'une mention future au recueil des actes administratifs paraisse d'abord dans la presse, et qu'ultérieurement soit effectuée la mention au recueil des actes administratifs. Il lui demande : 1° l'ordre chronologique de la publicité, savoir : mention au recueil, puis insertion, est-il impératif et contraignant, ou bien peut-il être interverti ; 2° si l'ordre chronologique peut être inversé, cette procédure ne semble-t-elle pas contradictoire avec la volonté d'informer les administrés qui doivent s'enquérir par eux-mêmes de l'entrée en vigueur ou non de la ZIF ; 3° si la procédure : mention au recueil et insertion s'impose de plein droit, qu'en est-il de l'opposabilité aux tiers des ZIF dont la publicité n'a pas tenu compte de la réglementation instituée.

*Crédit immobilier (modalités de gestion de la participation des
employeurs à l'effort de construction par les sociétés de crédit
immobilier).*

43271. — 31 décembre 1977. — **M. Demonté** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que l'arrêté du 13 janvier 1977 désignant les organismes habilités à recevoir les versements de la participation des employeurs à l'effort de construction, précise que les sociétés de crédit immobilier bénéficient de cette prérogative, avec certaines restrictions quant à son utilisation. Ainsi, les sociétés de crédit immobilier ne pourront utiliser les versements du 0,8 p. 100 que pour des prêts venant en complément de financements principaux qu'elles ont accordés. Ceci constitue une restriction sévère à l'activité de service de ces sociétés. En effet, certaines firmes importantes accordent à leur personnel, par l'intermédiaire des sociétés de crédit immobilier, des prêts employeur pour réparations ou agrandissements et notamment pour les cités ouvrières qu'elles ont vendues. Ces prêts sont, pour la plupart, de faibles montants, et pour beaucoup, ne nécessitent pas de prêts principaux du crédit immobilier. Avec les nouvelles dispositions contenues dans l'arrêté du 13 janvier 1977, cette activité, à caractère de service, ne pourra plus se maintenir. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas souhaitable que cet arrêté soit révisé afin que les sociétés de crédit immobilier puissent proposer aux entreprises une gestion globale de leur 1 p. 100 dans le domaine des prêts à salariés.

Cours d'eau (aménagement du bassin de la Loire).

43298. — 31 décembre 1977. — **M. Houël** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que les populations de la région de Reanne ainsi que celles d'une partie du bassin de la Loire sont particulièrement préoccupées par l'aménagement du bassin de ce fleuve. Il lui rappelle qu'il existe un grand projet d'aménagement de ce bassin en vue de régulariser le cours de la Loire sur toute sa longueur. Ce projet, déjà ancien, mais que rien ne permet de remettre en cause, correspondait à la fois aux nécessités de la régulation du cours de la Loire et à celles de la mise en valeur des sites — il prévoyait notamment la construction de plusieurs barrages de l'amont à l'aval. Il lui demande en conséquence si la construction des barrages de Naussac et de Villestrest n'est pas le signe probant de l'abandon du premier projet

qui ne donnait pas entièrement satisfaction aux populations et qui, de l'avis d'un grand nombre de techniciens et de spécialistes de ces questions, était un projet réaliste, bien étudié, conforme aux intérêts supérieurs du pays. Il lui précise que pour le barrage de Villerest, les problèmes de sécurité préoccupent légitimement les populations. En effet, ce seul barrage (alors que cinq étaient prévus) semble aggraver sérieusement les risques et les inconvénients. Cet aménagement « au rabais » qu'entreprend le Gouvernement ne vise-t-il pas qu'à limiter les dégâts causés par l'installation de centrales nucléaires sur le cours du fleuve, et par l'absence d'une véritable lutte contre les pollutions et leurs sources. Il lui rappelle l'opposition unanime d'un grand nombre de personnalités, de techniciens et d'élus de la région, qui considèrent que la « construction » du barrage de Villerest est un non-sens et un défi à l'intelligence. Il lui demande : quelle est la position exacte du Gouvernement sur cette importante question ; s'il entend étudier la création d'un office technique du bassin avec une large représentation des élus.

TRANSPORTS

Chemins (situation des jeunes agents désirant bénéficier du statut des objecteurs de conscience).

43193. — 31 décembre 1977. — M. Chevenement attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation des jeunes agents de la SNCF désirant bénéficier du statut des objecteurs de conscience pendant l'accomplissement de leurs obligations du service national actif. Il lui rappelle que ces jeunes gens sont considérés par la SNCF comme en congé de disponibilité pour convenance personnelle, ce qui implique la suppression de leurs droits aux prestations du régime particulier de sécurité sociale et celle des facilités de circulation et des avantages de l'économat. Enfin, ces deux années de service civil ne sont pas prises en compte pour le calcul de la retraite. Il lui demande de bien vouloir intervenir auprès de la SNCF pour mettre fin à une situation injuste et permettre à ces jeunes gens de la SNCF de ne pas être pénalisés pour des raisons qui tiennent à leurs options morales, en faisant en sorte qu'au maximum une des deux années de service auxquelles ils sont astreints soit considérée, par exemple, comme une année de disponibilité pour convenance personnelle.

Chemins (maintien du bénéfice des facilités de circulation aux titulaires de l'échelon « Or » de la médaille d'honneur des chemins de fer).

43194. — 31 décembre 1977. — M. Sainte-Marie rappelle à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) que le décret du 28 mars 1977 a institué un échelon « Or » de la médaille d'honneur des chemins de fer en faveur des agents de la SNCF totalisant plus de dix ans de services dans cette entreprise nationale. Il lui fait observer que les bénéficiaires de cette mesure souhaiteraient que leur soient maintenues pendant la retraite les mêmes facilités de circulation que celles applicables pendant la période d'activité et qui sont d'ailleurs accordées aux titulaires du niveau 8 auxquels a été conféré l'honorariat de leur grade. Compte tenu du nombre restreint de bénéficiaires de cette médaille d'or, il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à cette revendication.

Pêche maritime (conséquences pour la pêche boulonnaise de l'extension des eaux territoriales des îles Féroë).

43203. — 31 décembre 1977. — M. Dupilet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur les problèmes posés à la pêche boulonnaise. Dernièrement, les autorités féringiennes ont décidé unilatéralement de porter la limite de leurs cantonnements à quatre milles supplémentaires au large de leurs côtes. Il lui rappelle que cette zone est primordiale pour la pêche industrielle boulonnaise en raison de son abondance en lieux noirs, espèce qui représentait l'année dernière 29 p. 100 du tonnage total débarqué à Boulogne soit 56,4 p. 100 de la production française de lieux noirs. Les dernières statistiques de 1977 montrent l'augmentation de ces proportions en raison de la raréfaction d'autres espèces. Le maintien de la décision féringienne conduirait donc non seulement à l'effondrement de la production de la pêche boulonnaise, mais aurait de graves conséquences sur les résultats de la pêche française. Il lui demande s'il compte intervenir avec l'ensemble de ses collègues de la CEE auprès des autorités féringiennes pour qu'elles rapportent leur décision et permettent aux pêcheurs boulonnais de continuer à exercer leur activité dans cette zone.

Emploi

(maintien de l'emploi dans l'entreprise Carel, au Mans [Sarthe]).

43235. — 31 décembre 1977. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de l'entreprise Carel, au Mans (matériel ferroviaire) dont le personnel est menacé de 170 licenciements. Déjà, depuis le 1^{er} septembre, l'horaire a été réduit de 42 à 40 heures par semaine en raison de la réduction du plan de charge de l'entreprise. Alors que le réseau ferré en région parisienne est notablement insuffisant et que les conditions de transport ne sont pas satisfaisantes en raison de la vétusté du matériel, que dans le même temps la politique gouvernementale se traduit par la suppression des lignes secondaires en province, il est intolérable que cette entreprise importante de matériel ferroviaire soit en difficulté par manque de commandes intérieures tandis que la concurrence, sur le marché extérieur devient plus dure. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour que dans l'immédiat les licenciements prévus soient annulés ; 2^o pour définir une politique industrielle concernant à la fois le transport en commun ferroviaire et la machine-outil, tenant compte des besoins et des capacités de la production française ; 3^o pour rendre public et soumettre à la discussion des parties concernées le rapport sur la restructuration de cette branche industrielle — dit rapport Malfay.

SNCF (augmentation du taux de réduction accordée aux parents ayant élevé ou moins cinq enfants).

43254. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) que des parents ayant élevé au moins cinq enfants bénéficient leur vie durant d'une réduction de 30 p. 100 sur les tarifs de la SNCF. Depuis l'institution de la carte « Vermeil » tous les Français de soixante-cinq ans et toutes les Françaises de soixante ans ont le même droit. Le nombre de parents en cause doit être très faible, ne serait-il pas possible de leur faire accorder une réduction supérieure à celle dont l'ensemble de la population bénéficie sous la seule condition de l'âge.

Aéroports (méconnaissance de l'appellation précise de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle).

43255. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Bas appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la méconnaissance par la compagnie Air France d'une décision du Gouvernement donnant à l'aéroport de Roissy le nom de Charles de Gaulle. A l'heure actuelle on peut lire dans la presse des publicités émanant d'Air France ainsi conçues : « Au kilomètre zéro, le premier aéroport du futur : Roissy. » Les efforts déployés pour tenter d'effacer le nom de Charles de Gaulle ne sont pas tolérables. Une fois de plus M. Pierre Bas attend du Gouvernement qu'il affirme véritablement sa reconnaissance au général de Gaulle, telle qu'elle a été exprimée par le baptême de l'aéroport de Roissy et qu'il invite les services à s'y plier. Il faut ajouter que certaines administrations se sont toujours parfaitement comportées à cet égard, notamment les ponts et chaussées, et que seules les administrations relevant du ministère des transports, Air France et la SNCF (Roissy Rail), se refusent à tenir compte des textes.

Aéroports (lenteur de la livraison des bagages des passagers à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle).

43256. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) que, lors d'une arrivée récente du Concorde venant de New York à l'aéroport Charles-de-Gaulle, il a fallu cinquante minutes pour obtenir livraison des bagages, c'est-à-dire l'équivalent, en temps, de près du tiers de la traversée de l'Atlantique pour faire quelques centaines de mètres. Peut-il prendre des mesures pour que certains syndicats cessent de saboter la réussite nationale qu'est le Concorde.

SNCF (simplification des formalités de renouvellement des cartes « double barre bleue » des grands invalides).

43310. — 31 décembre 1977. — M. Frédéric-Dupont attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur les difficultés rencontrées auprès de la SNCF par certains grands invalides civils ou militaires, lorsqu'ils veulent renouveler leur carte « double barre bleue » de la SNCF. A un moment où le Gouvernement et les administrations ne cessent de manifester le désir de simplifier les règlements, il lui demande si les textes exigeant la présentation d'un « modèle 15 », d'un feuillet de soins gratuits, etc. pouvaient en dispenser des mutilés apportant un brevet de pension militaire.

INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT

Pollution (remplacement dans l'essence automobile du plomb par un additif de fabrication suédoise).

43186. — 31 décembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les problèmes soulevés par la présence de plomb dans l'essence automobile. Selon certaines informations récemment parues dans la presse, plusieurs entreprises suédoises ont réussi à fabriquer un additif qui a les mêmes qualités que le plomb sans en avoir les inconvénients. En conséquence, il demande à M. le ministre de l'industrie quelle est sa position vis-à-vis de ces travaux, si ses services ont encouragé de telles recherches.

Industrie chimique (emploi menacé à l'usine APC de Toulouse (Haute-Garonne)).

43205. — 31 décembre 1977. — M. Andrieu appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les graves menaces qui pèsent sur l'emploi à l'usine de l'APC de Toulouse, à la suite du processus de démantèlement poursuivi par le Gouvernement à travers des restructurations successives depuis 1967. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour conserver à Toulouse cette industrie chimique nécessaire pour la sauvegarde de l'économie locale et régionale en évitant d'accroître un chômage particulièrement dramatique pour le Midi-Pyrénées et sa capitale languedocienne.

Emploi (maintien de l'emploi du personnel d'une entreprise de travaux publics de Clichy (Hauts-de-Seine)).

43226. — 31 décembre 1977. — M. Jans attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les 118 licenciements pour cause économique qui frappent les travailleurs d'une grande entreprise de travaux publics et privés de Clichy. A l'appui de cette décision de compression des effectifs, la direction invoque la diminution du chiffre d'affaires en région parisienne. Or en 1977 cette entreprise aura réalisé un chiffre d'affaires total en expansion de 230 p. 100 et elle retrouvera, selon les déclarations mêmes de son directeur, une situation financière normale. Dans ces conditions, ces licenciements pour cause économique ne sont absolument pas justifiés. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les 118 travailleurs concernés conservent leur emploi.

Industrie de la fonderie des métaux (maintien de l'activité).

43236. — 31 décembre 1977. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les problèmes actuellement connus par l'industrie de la fonderie des métaux. La possibilité de cette industrie semble excédentaire et les difficultés économiques touchent de nombreuses petites entreprises dans la France entière et en particulier dans le Vimeu. La concurrence étrangère est très sévère, notamment celles de l'Espagne et de l'Italie. Il demande ce que le Gouvernement compte faire pour que cette industrie qui emploie une main-d'œuvre importante puisse surmonter la crise actuelle.

Industrie textile (annonce de suppressions massives d'emplois dans le groupe Rhône-Poulenc).

43261. — 31 décembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur le fait que Rhône-Poulenc, premier trust français du textile, vient d'annoncer la suppression de 6 000 emplois dans son secteur textile, d'ici 1980, soit environ 50 p. 100 des effectifs et la fermeture de quatre usines, celles de Lyon-Vaise, Vaulx-en-Velin, Besançon et Givet. Un surcis jusqu'en 1982 est promis à celle de La Vouite. Cette liquidation fait suite à celle de l'usine de Péage-de-Roussillon. Ainsi ce groupe qui occupe une place déterminante dans l'industrie chimique, dans l'industrie pharmaceutique, dans le textile veut nous faire croire qu'il est malade. Rhône-Poulenc, la première entreprise privée, le premier exportateur privé, est présent dans 91 pays, possède plus de 200 usines. Ses profits sont passés de 1,8 milliard en 1975 à 2 milliards en 1976, mais entre 1975 et 1977 ses effectifs dans les secteurs textiles sont passés de 18 700 personnes à 13 200. Son redéploiement à l'étranger a été voulu et organisé par le Gouvernement, le 7^e Plan ne prévoyait-il pas d'ici 1980 la suppression de 37 000 emplois dans le textile, 22 000 dans l'habillement ? La commission de Bruxelles avec l'accord du Gouvernement propose elle aussi un plan de démantèlement avec la volonté d'aboutir à détruire 20 p. 100 des capacités de production. Les investissements du groupe à l'étranger ont augmenté de 50 p. 100 en 1974. En 1976, les inves-

tissements nouveaux se sont faits en Iran, au Brésil, au Guatemala, en Espagne, en Suisse, au Japon. Le groupe réalise 30 p. 100 de son chiffre d'affaires à l'étranger et 40 p. 100 de ses investissements. N'est-il pas scandaleux dans ces conditions de présenter les importations en provenance des pays du tiers monde comme une fatalité, alors qu'elles sont le fait des grands trusts comme Rhône-Poulenc qui introduit en France ce qu'il a produit ailleurs. Il s'agit d'un véritable sabotage du potentiel national et le Gouvernement y prête main forte. Cette politique est dramatique pour les travailleurs, elle plonge dans la misère des régions entières. L'industrie textile peut vivre et se développer. Les communistes ont fait connaître leur plan dans ce domaine et exposé les conditions à réunir pour créer 94 500 emplois dans ce secteur en cinq ans. Pour répondre aux besoins réels, la production de produits textiles devrait être portée à un million de tonnes par an. Il faut donc utiliser à plein les capacités existantes, créer de nouveaux équipements et de nouveaux emplois, améliorer les conditions de travail des salariés. Il faut arrêter toute implantation à l'étranger qui ne vise pas à la satisfaction des besoins nationaux. Cette politique suppose la maîtrise de l'industrie chimique en France. Elle implique la nationalisation de l'ensemble du groupe Rhône-Poulenc. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation aussi grave pour les travailleurs et si préjudiciable aux intérêts de la France.

Service des instruments de mesure (aménagement et modernisation du statut de ce service).

43280. — 31 décembre 1977. — M. Chevènement appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation du service des instruments de mesure dont les missions s'accroissent continuellement. Contrairement aux services équivalents des autres pays industrialisés, ses moyens tant en personnel qu'en matériel ont peu évolué alors que ses fonctions lui assignent un rôle fondamental pour établir la véricité des prix et défendre les consommateurs. De ce fait, le SEM est progressivement contraint d'abandonner les contrôles périodiques effectués chez les détenteurs d'instruments de mesure, ce qui provoque directement la généralisation de fraudes de faible importance unitaire mais d'extension considérable tant qu'indirectement la production du secteur national d'instrumentation se réduit au bénéfice d'une pénétration massive du marché national par des firmes étrangères. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour redresser une situation aussi dégradée et donner au service des moyens en rapport avec les tâches qui lui ont été assignées.

Emploi (chômage partiel et menace de licenciements à l'entreprise Prestil de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)).

43291. — 31 décembre 1977. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation de l'entreprise Prestil à Choisy-le-Roi. Les 630 employés de cette entreprise du groupe Eclair Industries se sont vu imposer une semaine de chômage technique en décembre et verront leurs horaires de travail diminuer de quarante heures à trente heures par semaine durant les mois de janvier, février et mars 1978. La direction de l'entreprise annonce la suppression imminente de 200 à 300 emplois. Le groupe IMI (Imperial Mechanic Industries) dont dépend Prestil investissant dans le même type de production à Formose et en Corée du Sud, cela signifie à terme la fermeture totale de l'entreprise Prestil à Choisy-le-Roi. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit préservé le potentiel d'emplois que représente cette entreprise et maintenue une production de type national.

INTERIEUR

Expulsion (suspension des poursuites intentées contre deux étudiants marocains expulsés).

43223. — 31 décembre 1977. — M. Montdergent attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les faits suivants : deux étudiants marocains (x) sont sous le coup d'un arrêt d'expulsion du territoire français. Le 5 décembre, la police a perquisitionné leur domicile à Besançon. De source officielle, l'arrêt d'expulsion et la perquisition sont motivés par le fait que ces deux étudiants sont « soupçonnés » d'appartenir au Front Polisario. Cette grave décision, basée sur des présomptions, loin de toute preuve, a indigné la population locale car elle intervient à une période marquée par des atteintes répétées aux droits des travailleurs immigrés et des étrangers résidant dans notre pays. Elle fait suite à l'expulsion de France, au mois de novembre dernier, sans motif apparent, d'un étudiant marocain demeurant à 92-Asnières. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour arrêter les poursuites intentées contre ces étudiants marocains.

Stupéfiant (bilan de la lutte contre la drogue pour 1977).

43230. — 31 décembre 1977. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir établir le bilan de la lutte contre la drogue au cours de l'année 1977. Pense-t-il que des progrès ont été faits en précisant à l'égard de quelles drogues (opium, morphine, héroïne, cocaïne, cannabis).

Attentats (indemnisation des victimes d'attentats dont les auteurs sont inconnus ou insolubles).

43249. — 31 décembre 1977. — M. de Poulpquet appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le problème de l'indemnisation des dommages matériels causés par les attentats terroristes dont les auteurs ne sont pas connus ou se sont révélés insolubles après leur arrestation. Les victimes de ces attentats sont rarement indemnisées, ce qui est manifestement contraire à l'équité. Il serait souhaitable qu'à leur égard se manifeste l'esprit de solidarité nationale. Son attention avait été appelée sur ce problème par une question orale sans débat à laquelle a répondu M. le secrétaire d'Etat au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 27 mai 1977. Dans sa réponse, celui-ci disait que le Gouvernement était conscient du problème et qu'un conseil des ministres se préoccupant de la sécurité des Français s'était prononcé en février 1976 en faveur de la mise à l'étude d'un texte destiné à assurer l'indemnisation des dommages en cause. Il ajoutait qu'un projet de loi élaboré par ses services était actuellement soumis à l'avis de divers départements ministériels compétents, compte tenu à la fois de sa complexité et de ses incidences financières non négligeables. Prés de sept mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande quand le projet de loi en cause pourra être soumis au Parlement.

Police (réglementation plus restrictive de l'emploi de matériels de guerre dans les opérations de maintien de l'ordre).

43268. — 31 décembre 1977. — M. Ansari attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le grave problème que pose l'emploi de grenades explosives et de tout matériel militaire à caractère meurtrier dans la répression des manifestations. Il est, en effet, indispensable que soit réglementé de manière plus restrictive le matériel mis à la disposition des forces de police engagées dans des opérations de maintien de l'ordre et que soit interdit l'usage d'armes de guerre, dont la mise en œuvre comporte le risque, délibérément accepté, d'entraîner des blessures graves, des mutilations, voire la mort, notamment des grenades offensives. On ne saurait admettre qu'on puisse ôter la vie ou entamer gravement l'intégrité physique d'un manifestant quel qu'il soit sous prétexte de sa participation à une manifestation. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à ce grave problème.

Elections

(mise à jour des listes électorales de Fort-de-France (Martinique)).

43272. — 31 décembre 1977. — M. Messmer appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la révision des listes électorales de Fort-de-France (Martinique). Lors des élections cantonales de mars 1976 et municipales de mars 1977, un grand nombre de documents électoraux adressés aux électeurs inscrits sur ces listes ont été retournés avec les mentions : « Inconnu à cette adresse » ou « N'habite pas à l'adresse indiquée ». Il est à craindre que le maintien irrégulier de ces personnes sur les listes électorales ne facilite les fraudes. Il est sans doute malaisé aux dix commissions administratives et à la commission chargée de la liste générale de vérifier la situation des quelque 50 000 inscrits en l'absence du contrôle que l'INSEE assure en métropole. Mais la loi du 31 décembre 1975 et le décret du 18 mars 1976 confient à titre transitoire ce rôle à la préfecture ; la mise sur ordinateur d'un fichier semblable à celui de l'INSEE aurait dû permettre de redresser ces irrégularités. En conséquence, il lui demande quelles dispositions ont été prises pour que les listes électorales de Fort-de-France soient effectivement à jour.

Expulsions (conditions de l'expulsion de représentants d'une organisation d'étudiants marocains en France).

43283. — 31 décembre 1977. — M. Chevènement expose à M. le ministre de l'intérieur que M. El Kharoudi Mustapha, ex-secrétaire général de l'Union nationale des étudiants du Maroc, section de Dijon, et M. Moubarki Mohamed, secrétaire général de cette organisation pour la section de Besançon, ont fait l'objet de mesures d'expulsion. Il s'étonne que de telles mesures aient pu être prises alors que le seul grief dont on puisse faire état, semble-t-il, à

l'encontre de ces deux personnes, est leur opposition à l'actuel régime politique marocain. Il souhaite savoir si de telles mesures, dictées par la complaisance du Gouvernement français à l'égard de ce régime, lui paraissent compatibles avec la tradition libérale de la France.

Police (conditions de promotion des enquêteurs au grade d'inspecteur).

43286. — 31 décembre 1977. — M. Phlibert expose à M. le ministre de l'intérieur la situation des enquêteurs compte tenu du décret n° 77-651 du 17 juin 1977. Il lui demande de lui faire savoir les conditions précises que doivent remplir les enquêteurs de la police nationale pour passer au choix dans le corps des inspecteurs et l'ancienneté que l'administration exige pour bénéficier de cette promotion interne. En effet à la lecture de l'article 7 bis du décret du 17 juin 1977, les sous-brigadiers et gardiens de la paix ont la possibilité d'être titularisés dans le corps des enquêteurs après une ancienneté de six ans (cinq années dans leur corps d'origine et une année dans celui des enquêteurs), alors que les enquêteurs semblent devoir attendre dix ans avant de pouvoir espérer une intégration dans le corps des inspecteurs. Si l'on tient compte du fait que le corps des enquêteurs est assez récent et que sa création remonte au mois d'août 1972, il faudra que ces agents attendent encore cinq ans au moins pour pouvoir accéder au choix dans le corps des inspecteurs de police. Il lui demande si, comme pour les sous-brigadiers et les gardiens de la paix, il ne serait pas possible par mesure d'équité de ramener de dix ans à six ans l'ancienneté exigée aux enquêteurs pour être proposée au choix, dans le corps des inspecteurs de police, tout en lui rappelant que certains enquêteurs d'aujourd'hui ont été inspecteurs dès 1957 outre-mer et ont été très nettement défavorisés à leur reclassement.

*JUSTICE**Sociétés commerciales*

(composition des directoires et conseils de surveillance).

43253. — 31 décembre 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la justice qu'aux termes de l'article 135 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales les sociétés anonymes constituées avec un directoire et un conseil de surveillance ont la possibilité de voir figurer à ce dernier organisme une personne morale qui est représentée aux réunions du conseil de surveillance par un « représentant permanent ». Est-il envisageable qu'une personne physique déjà membre du conseil de surveillance à titre personnel puisse également y figurer à titre de « représentant permanent » d'une société qui serait elle-même membre du conseil.

Liquidation de biens (éleveurs du centre victimes de malversations d'une société de commerce de bétail et de viandes).

43282. — 31 décembre 1977. — M. Morellon expose à M. le ministre de la justice qu'une grave affaire de malversations émanait des dirigeants d'une société de commerce de bétail et de viandes vient d'éclater à la suite de diverses plaintes d'éleveurs de bovins du Cantal, de la Corrèze, du Puy-de-Dôme et d'autres départements du Centre. Bien que cette société ait été déclarée en liquidation de biens le 20 septembre dernier, les dirigeants et responsables continuaient à faire le commerce de bétail en émettant des chèques sans provision, voire des effets de commerce non honorés. Le préjudice serait évalué à près de 300 millions d'anciens francs. Les services régionaux de la police judiciaire auraient, à ce jour, enregistré une trentaine de plaintes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les poursuites pénales soient au maximum diligentées et pour que les éleveurs victimes de cette escroquerie puissent obtenir complète réparation.

Tribunaux (création d'une cour d'appel à Nantes).

43309. — 31 décembre 1977. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de la justice que la question de la création, à Nantes, d'une cour d'appel est toujours en suspens. Or la disponibilité d'un terrain jouxtant le palais de justice, à savoir la prison de Nantes, qui sera dans quelques mois désaffectée, apparaît opportunément renaître ce dossier. Rappelons à ce sujet que diverses régions ont déjà plusieurs cours d'appel sans que cela soit un sujet de contestation : trois pour la région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble et Chambéry), l'Aquitaine (Bordeaux, Pau et Agen), deux pour le Languedoc-Roussillon (Montpellier et Nîmes), le Centre (Orléans et Bourges). De plus, il est incontestable qu'une métropole régionale doit disposer des équipements nécessaires à sa vocation, spécialement en matière judiciaire. Enfin, une cour d'appel à Nantes, qui disposerait comme secteur géographique des départements de

Loire-Atlantique et de Vendée, aurait une population largement suffisante pour lui assurer un fonctionnement équilibré. Il lui demande si, devant ces éléments nouveaux, il ne compte pas réexaminer ce dossier.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Radios amateurs

(réglementation de l'utilisation de loisir des ondes radio).

43210. — 31 décembre 1977. — M. Bellanger attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les problèmes rencontrés par certains radios amateurs. En effet, le développement de cette activité de loisir amène ces utilisateurs à employer du matériel plus puissant que celui qui est actuellement accordé par le code des PTT. Il lui demande, en conséquence : l'attribution d'une licence concédant une puissance de 3 watts avec antenne extérieure fixe ou mobile pour tous les utilisateurs de ce matériel ; la mise à l'étude d'une législation spécifique à cette activité.

Receveurs-distributeurs des postes et télécommunications (amélioration de leur situation statutaire).

43252. — 31 décembre 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur un certain nombre de mesures qui devraient être prises, semble-t-il, pour améliorer la situation des receveurs-distributeurs des postes et télécommunications. Les intéressés souhaitent particulièrement : leur intégration dans le corps des receveurs avec accès à la catégorie B ; la reconnaissance officielle de comptable, étant donné qu'ils remplissent les mêmes fonctions que celles d'un receveur de plein exercice ; l'exonération d'impôt sur le revenu en ce qui concerne leur logement de fonction, celui-ci leur étant imposé pour assurer la sécurité des fonds et des personnes et leur occasionnant de multiples servitudes ; la mise en place d'un certain nombre de dispositifs pour assurer leur sécurité, celle de leur famille et des usagers ; l'augmentation des effectifs de receveurs-distributeurs en proportion des tâches qu'ils ont à remplir et qui ne cessent de croître ; la revalorisation de l'indemnité de gérance et de responsabilité ; l'amélioration des conditions de leur déroulement de carrière, étant rappelé qu'à l'heure actuelle les conditions de leur avancement leur imposent une attente de quatorze ou quinze ans avant de pouvoir bénéficier de la promotion au grade de receveur de 4. Il lui demande de bien vouloir indiquer quelles mesures il compte prendre pour répondre à ces diverses requêtes.

Agents du cadre B des services administratifs des postes et télécommunications (amélioration de leur situation indicière).

43316. — 31 décembre 1977. — Mme Crépin attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les agents du cadre B des services administratifs des PTT par rapport aux agents du même cadre appartenant à d'autres services de cette administration ou à d'autres administrations. En ce qui concerne le déroulement de carrière, on constate qu'un contrôleur met dix-huit ans pour accéder au grade de chef de section, alors qu'un technicien met sept ans pour accéder au grade de technicien supérieur. Les techniciens peuvent parvenir au grade de chef technicien après douze ans de grade, avec nomination sur place, alors que les contrôleurs et chefs de section doivent passer un examen pour parvenir au grade de contrôleur divisionnaire et attendre plusieurs années leur nomination. D'autres anomalies peuvent être relevées en ce qui concerne les conditions d'accès au grade d'inspecteur, c'est-à-dire au cadre A : les vérificateurs ont accès au grade d'inspecteur en passant un examen professionnel spécialement réservé et conçu pour eux, alors que les contrôleurs désirant accéder au grade d'inspecteur doivent passer l'examen professionnel prévu pour les agents de la catégorie B. Afin de faire disparaître ces anomalies, les intéressés souhaitent que soient prévues les mesures suivantes : dans un premier temps, nomination au grade d'inspecteur de tous les agents qui ont été reconnus admissibles à l'écrit de l'examen professionnel, et ce à la date où ils ont été reçus ; pour l'avenir, fixation de la proportion des contrôleurs promus inspecteurs à la suite de la réussite à l'examen professionnel au même taux que celui des vérificateurs et chefs de secteur ; intégration par liste d'aptitude dans le cadre A dans les mêmes conditions que pour les agents des finances ; carrière unique des contrôleurs jusqu'à l'indice final du cadre B et nomination sur place de tous les contrôleurs divisionnaires ; fixation du montant de la prime attribuée aux contrôleurs des services administratifs à 350 francs par mois, c'est-à-dire au même montant que celle des techniciens et extension de cette prime aux agents des subdivisions mutés d'office dans un service d'exploitation ainsi qu'aux personnels

du corps des agents d'exploitation des services de direction. Il lui demande de bien vouloir indiquer quelles sont ses intentions en ce qui concerne la nécessaire amélioration de la situation administrative des agents du cadre B des services administratifs.

Service automobile des PTT (abandon du projet de scission).

43319. — 31 décembre 1977. — M. Kiffer demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'il compte prendre les mesures nécessaires pour maintenir un service unique et indépendant du service automobile des PTT travaillant au service rendu pour la poste et pour les télécommunications. Il lui rappelle sa déclaration de 1976 où il indiquait qu'il ne voulait pas la division du service quitte à créer un service indépendant. La division du service automobile des PTT ne peut qu'entraîner des dépenses et des investissements importants, incompatibles avec la situation économique actuelle.

Vérificateurs et principaux de la distribution des PTT (élargissement de l'accès au grade d'inspecteur).

43320. — 31 décembre 1977. — M. Chazalon attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation des vérificateurs et principaux de la distribution des PTT. L'évolution des tâches qui incombent à ces personnels, liée à l'utilisation de techniques de plus en plus modernes, semble justifier que tous les emplois de vérificateurs et principaux, classés en catégorie B soient transformés en emplois d'inspecteurs et inspecteurs centraux classés en catégorie A. Actuellement, seul un très petit nombre de vérificateurs et principaux peuvent accéder au grade d'inspecteur. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que soit mise en œuvre une réforme qui bénéficie à l'ensemble de cette catégorie de personnel.

JEUNESSE ET SPORTS

Jeunes chômeurs (attribution d'une allocation spéciale de 500 francs pour les fêtes de fin d'année).

43296. — 31 décembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la situation dramatique des chômeurs et plus particulièrement des jeunes chômeurs. Il lui précise que seule peut aider à résorber le chômage : la relance de la consommation populaire garant de la relance de la production. Il lui rappelle qu'en septembre 1977, malgré les déclarations officielles, c'est 3700 chômeurs de plus qu'a comptés le département du Rhône. Il lui rappelle que la situation ne cesse de se détériorer principalement dans notre région. Il lui demande donc quelles mesures immédiates et urgentes il entend prendre afin qu'une allocation spéciale de 500 francs soit allouée à chaque jeune chômeur pour les fêtes de fin d'année.

Association des francs et franchises camarades (attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association départementale du Rhône).

43297. — 31 décembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la situation actuelle faite aux associations d'éducation populaire, aux associations de loisirs et de vacances (suite au vote du budget 1978). Il lui précise que dans le département du Rhône la situation est « alarmante » puisque bon nombre d'entre elles sont au bord de l'asphyxie financière. En particulier, l'association des francs et franchises camarades (80 associations locales affiliées) — raison : l'absence presque totale de subvention d'Etat. Il lui rappelle que la fédération des francs et franchises camarades jouit d'une longue expérience au plan de l'éducation des enfants et adolescents, non seulement dans notre département, mais au niveau de notre pays. Il attire son attention sur la part faite au budget Jeunesse et sports en 1978 alors que celui-ci, pour répondre aux besoins fondamentaux de la France, aurait mérité dans un premier temps d'être « double » afin de promouvoir une véritable politique de sports, d'éducation populaire, de loisirs de la jeunesse. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter la situation de « misère » de ces organisations, compte tenu du rôle important qu'elles jouent en France ; ce qu'il entend faire dans l'immédiat afin de sauver de la catastrophe l'association départementale des francs et franchises camarades, en tenant compte de la grande expérience et du sérieux que n'a cessé de démontrer cette organisation, notamment en direction de l'enfance et de l'adolescence ; ce qu'il entend faire, dans les prérogatives qui sont les siennes, afin de débloquer la situation de cette organisation par l'octroi urgent d'une subvention de fonctionnement ainsi que les possibilités pour elle d'obtenir le personnel en nombre suffisant qui lui est indispensable.

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE

Aide médicale gratuite (aménagement des modalités de remboursement aux praticiens d'actes délivrés dans un département autre que celui de leur établissement).

43183. — 31 décembre 1977. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des professions médicales au regard des règles propres à l'aide médicale gratuite. Il lui fait observer que lorsque les intéressés doivent se faire rembourser les frais afférents à une aide médicale délivrée dans un département autre que celui où ils sont installés, il leur est nécessaire de demander préalablement à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale les imprimés propres au département en question et relatifs à l'établissement des mémoires de frais. Il en résulte de lourdes sujétions et des délais plus ou moins longs. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures elle compte prendre afin qu'un imprimé unique et commun à l'ensemble des départements soit établi au plus tôt de manière à faciliter le remboursement des frais médicaux en cause.

Produits d'hygiène et de beauté (maintien des restrictions relatives à l'emploi du bismuth).

43190. — 31 décembre 1977. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'arrêté du 28 mars 1977 réglementant sévèrement la prescription des médicaments contenant du bismuth. Les pouvoirs publics semblent avoir pris conscience des dangers de l'usage abusif et prolongé de ce produit. Il lui demande en conséquence si ses services : 1° envisagent de prolonger cette réglementation, notamment dans le secteur des crèmes de beauté, en tenant compte des dangers de troubles névrologiques dus à l'emploi prolongé de crèmes de beauté contenant du bismuth ; 2° ont favorisé des études concernant l'écotoxicité de ce produit.

Tabac (interdiction totale de la publicité recommandée par le comité consultatif des consommateurs de la CEE).

43191. — 31 décembre 1977. — **M. Delehedde** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** quelle est sa position sur un récent avis du comité consultatif des consommateurs de la Communauté européenne proposant l'interdiction totale de toute publicité pour le tabac, qu'il s'agisse de publicité directe (affichage, etc.) ou indirecte, par le biais d'offres gratuites ou du patronage de manifestations diverses par des marques de cigarettes.

Assurance-vieillesse (maintien de l'intégralité de la majoration pour enfants au conjoint survivant bénéficiaire d'une pension de réversion).

43192. — 31 décembre 1977. — **M. Philibert** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'injustice qu'il y a à réduire de moitié la majoration pour enfants de la pension de retraite accordée au conjoint survivant. En effet le code de la sécurité sociale prévoit qu'une majoration de 10 p. 100 de la pension principale est accordée à tout retraité qui a élevé trois enfants ou plus pendant neuf ans. Mais en cas de décès, le conjoint survivant perçoit actuellement la moitié de la retraite et la moitié de la majoration pour enfants. Pourtant cette majoration pour enfants a un caractère familial et devrait être allouée dans son intégralité au conjoint survivant qui a pleinement participé à l'éducation des enfants. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour remédier à cette situation choquante.

Podo-orthèse (agrément du BTS).

43196. — 31 décembre 1977. — **M. Gau** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la situation injuste où se trouvent les bottiers-orthopédistes et les étudiants en podo-orthèse, dont le BTS n'est pas agréé par la commission nationale consultative d'agrément siégeant auprès du secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Il lui demande quelles sont les intentions du ministre à cet égard, et dans quel délai les titulaires de ce diplôme pourront enfin obtenir l'agrément et ne seront plus victimes de cette carence gouvernementale.

Personnel hospitalier (promotion professionnelle des aides soignants).

43199. — 31 décembre 1977. — **M. Pierre Joxe** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des titulaires de BEP option sanitaire et sociale. Les possesseurs du diplôme en cause ont en principe, après titularisation dans l'emploi d'aide soignant ou d'auxiliaire puéricultrice, la faculté de se présenter au titre de la promotion professionnelle des personnels hospitaliers, à l'examen spécial d'entrée dans les écoles d'infirmiers et d'infirmières. Cette possibilité semble en réalité peu utilisée. Il lui demande donc d'une part de lui indiquer depuis que cette possibilité existe le nombre annuel des bénéficiaires rapporté aux effectifs du corps d'origine et d'autre part de lui dire quelles mesures elle compte prendre pour que la promotion professionnelle des aides soignants corresponde à une réalité accrue.

Allocation de tierce personne (attribution aux personnes subissant à domicile un traitement par dialyse).

43200. — 31 décembre 1977. — **M. Eyraud** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes qui subissent un traitement par dialyse à domicile plusieurs fois par semaine. Ces personnes ne bénéficient généralement pas, du fait qu'elles ne sont pas invalides, de l'allocation de tierce personne. Or, la présence d'une personne durant l'opération est indispensable pour procéder au branchement de l'appareil et à la surveillance de son fonctionnement. En outre, le traitement à domicile du malade est considérablement moins onéreux pour la collectivité qu'un traitement effectué en milieu hospitalier et le resterait encore en cas de versement de l'allocation de tierce personne. Il lui demande si elle n'entend pas accorder aux personnes subissant à domicile un traitement par dialyse, le bénéfice de l'allocation de tierce personne.

Prestations familiales (garantie des droits acquis au profit des femmes chefs de famille dans le cadre de l'institution du complément familial).

43207. — 31 décembre 1977. — **Mme Chonavel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'émotion soulevée parmi les femmes chefs de famille par le fait que le complément familial ne garantisse plus les acquis (allocation de frais de garde + salaire unique majoré). **Mme le ministre** a déclaré qu'elle envisageait pour l'avenir une nouvelle majoration de l'allocation d'orphelin (alignement sur le taux de l'orphelin total) qui viendrait, selon le nombre d'enfants, compenser l'effet du complément familial, mais elle n'a fait aucune proposition pour les femmes divorcées qui ne perçoivent pas l'allocation orphelin parce que leur pension alimentaire est payée quelques fois dans l'année. D'autre part, les femmes divorcées qui ne bénéficient pas de l'allocation orphelin ou de l'allocation logement, se verront rayées du fichier des allocataires et, ainsi, elles ne pourront plus espérer aucune aide ou allocation spéciale (allocation de rentrée scolaire, bons de vacances, prime de déménagement), lorsque leur dernier enfant aura atteint trois ans. Elle lui demande, en conséquence : 1° si elle entend prendre des mesures afin qu'au niveau des décrets d'application les acquis des femmes chefs de famille soient respectés, qu'elles soient veuves, divorcées ou mères célibataires ; 2° si elle envisage réellement le relèvement de l'allocation orphelin, dans quelles conditions et dans quels délais aura-t-il lieu.

Assurance décès (paiement immédiat de la prime décès par la sécurité sociale après production de certains certificats).

43218. — 31 décembre 1977. — **M. Rejaud** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences de certains décès accidentels. Quelle que soit la raison du décès, la veuve ou le veuf, surtout quand il s'agit de personnes aux revenus modestes, se trouvent en face d'une situation financière difficile et qui s'aggrave quand il y a des enfants. La sécurité sociale a prévu à cet effet une prime de décès. Bien que le Gouvernement fasse un effort pour diminuer le nombre des démarches administratives, il s'avère que les ayants droit doivent attendre bien trop longtemps pour percevoir la prime de décès, ou s'humilier pour demander un secours instantané. Quand un malheur frappe une famille c'est le jour même que le besoin d'argent se fait sentir. En conséquence, puisque le ministre de la santé et de la sécurité sociale a œuvré pour que tous les Français bénéficient de la sécurité sociale, n'est-il pas possible de prévoir une formule simple permettant le paiement immédiat par la sécurité sociale de la prime de décès, au vu d'un certificat de décès établi par la mairie et d'une attestation de l'employeur ou de l'organisme couvrant l'intéressé.

Déportés, internés et résistants (bénéfice de la retraite anticipée pour les déportés et internés qui ont cessé leur activité professionnelle avant le 12 juillet 1977).

43222. — 31 décembre 1977. — **M. Boudon** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des anciens déportés et internés qui, ayant dû cesser leur activité professionnelle pour raison de santé quelques mois avant la parution de la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés, se voient refuser le bénéfice des dispositions de ce texte alors que leur état est la conséquence de leur déportation. Il lui demande si on ne pourrait pas envisager de les comprendre à titre exceptionnel dans le champ d'application de cette mesure.

Médecine scolaire (insuffisance des moyens nécessaires pour effectuer une visite médicale de tous les enfants scolarisés en maternelle).

43227. — 31 décembre 1977. — **M. Bordu** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour permettre une visite médicale systématique des enfants scolarisés à l'école maternelle. A titre d'exemple, il indique que sur sa circonscription, pour une population de 180 000 habitants et plus de 9 000 enfants scolarisés en maternelles, 530 enfants seulement ont pu être examinés pendant l'année scolaire 1976-1977, chaque école n'étant vue qu'une année sur deux ou trois. Le nombre de médecins de protection maternelle et infantile est actuellement très insuffisant. Cinq médecins ont été recrutés par la direction départementale de Seine-et-Marne de l'action sanitaire et sociale. Le ministre de la santé a été sollicité pour obtenir l'autorisation de recruter quatre autres médecins ainsi que des infirmières et des secrétaires qui doivent former équipe avec le médecin. Il lui demande d'accorder au plus vite cette autorisation ainsi que les moyens financiers nécessaires pour effectuer une visite médicale annuelle de tous les enfants scolarisés en maternelle.

Communautés européennes (résultats du conseil réunissant les ministres de la santé de la Communauté).

43231. — 31 décembre 1977. — **M. Cousté** rappelant que **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** français vient de participer le 13 décembre, à Bruxelles, avec ses collègues, à la première réunion en tant que conseil des ministres de la santé de la Communauté, lui demande quel enseignement elle tire de cette réunion et dans quels domaines. Peut-elle notamment indiquer si des objectifs communs ont été dégagés et lesquels. Est-il exact qu'à l'occasion de ce conseil le problème des produits pharmaceutiques dans l'ensemble de la Communauté a été soulevé et dans quel sens.

Assurance maladie (utilisation des excédents dégagés depuis 1969 par la caisse d'assurance maladie des professions libérales).

43232. — 31 décembre 1977. — **M. Forens** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les préoccupations dont lui ont fait part plusieurs membres des professions libérales de sa région au regard du nouveau relèvement des taux de cotisation d'assurance maladie en application du décret n° 77-857 du 28 juillet 1977. Selon les précisions qui lui ont été apportées, l'amélioration des prestations d'assurance maladie prévues par ce même décret aurait pu être obtenue sans majoration de cotisations compte tenu des excédents dégagés par la caisse d'assurance maladie des professions libérales et qui dépasseraient depuis 1969 un total de 410 millions de francs. Ces majorations de cotisations seraient la conséquence de la modification de la loi du 12 juillet 1966 qui garantissait une autonomie financière aux caisses des professions libérales et de l'intégration totale de ces dernières en 1970 dans le régime des travailleurs non salariés. Compte tenu de ces informations, il lui demande, dans la mesure où ces chiffres s'avéreraient confirmés, de lui faire connaître : 1° l'utilisation de l'excédent dégagé depuis 1969 ; 2° s'il est dans son intention de faire droit aux souhaits des ressortissants du régime d'assurance maladie de la caisse des professions libérales de revenir à la loi du 12 juillet 1966 qui leur garantissait l'autonomie financière.

Retraite anticipée (statistiques relatives à l'application de la loi du 13 juin 1977).

43245. — 31 décembre 1977. — **M. Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir faire le point de l'application des dispositions de la loi du 13 juin 1977

concernant les retraites anticipées. Le Gouvernement peut-il notamment préciser quel est le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette retraite à soixante ans avec garantie de ressources et le préciser en outre par région de programme à la date de la réponse à la question posée. Le Gouvernement peut-il, dans sa réponse, rapprocher les résultats chiffrés demandés ci-dessus, de la population des salariés susceptibles de bénéficier des dispositions et exprimer par pourcentage et par région la situation au moment de la réponse à la question posée. D'une manière générale, le Gouvernement pourrait-il préciser à quel âge les salariés prennent leur retraite au cours de ces dernières années et s'il constate une attitude de prise de retraite à un âge de moins en moins élevé, notamment en distinguant les hommes et les femmes.

Assurance maladie.

(exonération de cotisations pour les artisans retraités).

43251. — 31 décembre 1977. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les retraités du régime artisanal doivent encore payer des cotisations d'assurance maladie alors que les retraités du régime général, même quand ils sont cadres supérieurs, ne sont pas astreints à cette obligation. Il lui demande si elle estime cette obligation justifiée et les mesures qu'elle compte prendre pour y remédier.

Caisse de retraite des cadres (arrrages trimestriels de pensions dus aux ayants cause d'assurés décédés).

43264. — 31 décembre 1977. — **M. Ballanger** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les caisses de cadres, et notamment la CAPIMMEC et l'IRPSIMMEC règlent les pensions trimestrielles à terme échu. Dans le cas de décès du bénéficiaire dans le cours du trimestre, ces caisses ne paient rien pour la totalité du trimestre, même si le décès s'est produit juste avant l'échéance du terme. Il a été ainsi saisi du cas d'une de ses administrées décédée le 25 septembre 1977. La pension a été payée le 30 septembre suivant, puis la banque a été directement sollicitée de reverser les sommes réglées par les caisses lorsque celles-ci ont appris le décès. Or, la modicité des revenus de la plupart des retraités, y compris de la plupart des bénéficiaires de retraites de cadres, qu'elles soient personnelles ou de réversion, fait que les bénéficiaires ont pris des engagements au jour le jour. La succession dans le cas cité, la fille unique, professeur, ayant des charges de famille, se trouve dans l'obligation de régler les dépenses engagées par sa mère, mais sans pouvoir utiliser à cette fin l'arrage trimestriel qui a été repris par les caisses parce que le décès du bénéficiaire s'était produit cinq jours avant l'échéance. Cette solution paraît d'autant plus injuste que ces mêmes caisses ne participent pas aux frais d'obsèques pour les agents relevant du régime des cadres. Il lui demande de lui faire connaître son point de vue sur cette pratique des caisses de retraite, de lui en préciser la base légale et de lui faire savoir s'il n'envisage pas, en compensant au besoin ces charges nouvelles des caisses, de prévoir qu'un prorata d'arrage pour le trimestre en cours sera versé en fonction de la date du décès.

Santé scolaire (insuffisance des moyens budgétaires mis à la disposition du service social et de la santé scolaires).

43265. — 31 décembre 1977. — **M. Claude Weber** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait qu'à l'heure où l'accent est mis par le Gouvernement sur l'importance de la prévention et de l'éducation sanitaire, le service social et de santé scolaire semble être délibérément voué à l'asphyxie. Le budget du ministère de la santé, qualifié par le ministre lui-même de « budget qui prépare l'avenir », pouvait laisser espérer que quelques crédits seraient affectés à ce service de prévention sociale et médicale qui s'adresse à une tranche importante de la population, celle justement qui prépare l'avenir : 13 millions d'élèves. Or au chapitre « Action sociale », le service social scolaire ne figure pas ; au chapitre « Action sanitaire » l'action « médico-sociale scolaire » n'entre que pour 6,48 p. 100 soit environ 0,24 franc par élève. Si on ne lui en donne pas les moyens, le service de santé scolaire (médecins et infirmières scolaires) ne peut réaliser une prévention sanitaire efficace ; celle qui évite l'installation des carences, des inadaptations et rend possible une véritable éducation de la santé ; le service social scolaire ne peut jouer, au niveau de l'institution scolaire, son rôle de conseiller social, intervenir auprès de l'élève pour agir sur les causes d'inadaptation scolaire et participer à une réelle éducation sociale. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures urgentes elle compte prendre afin de mettre en place une véritable politique de la santé scolaire.

Médecins (amélioration du statut des médecins chargés de la protection sanitaire des personnels hospitaliers).

43266. — 31 décembre 1977. — **M. Pierre Joxe** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le décret n° 55-683, du 20 mai 1955, qui avait le caractère d'un décret-loi, a fixé le statut du personnel des établissements visés à l'article 1^{er} de ce texte. L'article 102 de ce règlement contenait une disposition tout à fait originale dans la fonction publique, prévoyant que les mesures de prophylaxie, d'hygiène et de sécurité à prendre par les administrations hospitalières seraient l'objet d'un arrêté interministériel. Ultérieurement, la loi du 4 août 1955, en modifiant les dispositions de l'article 65 du livre II du code du travail a étendu le champ d'application de la loi du 11 octobre 1946, sur la médecine du travail, aux établissements hospitaliers publics. Cependant, un décret du 10 septembre 1956 incorporait le décret-loi susvisé au code de la santé, dont il constitue le livre IX. La loi du 3 avril 1958 a abrogé le décret n° 55-683, mais a donné force de loi à ses dispositions, de telle sorte que, sous l'empire de la Constitution de 1946, l'ensemble des articles du livre IX avaient le caractère de loi. Des modifications ont été apportées depuis, soit par un texte législatif, soit par décret selon que, dans le cadre de la Constitution de 1958, les dispositions abrogées ou modifiées étaient du domaine du législateur ou appartenait au pouvoir exécutif. Les dispositions du dernier alinéa de l'article 102 du décret du 20 mai 1955, devenu article L. 893, n'ont subi aucune modification. Sur cette base législative, a été pris l'arrêté du 29 juin 1960. Il convient aussi de remarquer que l'article 13 de l'arrêté précise que le médecin doit se conformer aux différentes prescriptions relatives aux travaux dangereux, qui sont fixés en exécution du livre II du code du travail. Par ailleurs, sont rappelées les dispositions sur les vaccinations. En pratique, si l'on peut déplore que, plus de vingt ans après sa promulgation, une loi n'ait pas encore reçu exécution dans le domaine hospitalier public, il faut reconnaître que la qualité de la protection sanitaire du personnel hospitalier ne peut être discutée. Sur un point cependant, la réglementation définie par l'arrêté du 29 juin 1960 laisse à désirer: alors que, dans le secteur privé, le comité d'entreprise contrôle le fonctionnement du service médical du travail, et que, de ce fait, les dispositions de l'article 17 du décret en Conseil d'Etat du 2 novembre 1945, pris pour compléter les dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 sur le comité d'entreprise, article qui est devenu l'article R. 241-11 du code du travail, prescrivent que le licenciement du médecin est soumis à l'accord du comité d'entreprise et, en l'absence d'accord, à la décision de l'inspecteur du travail. La jurisprudence (notamment l'arrêt du Conseil d'Etat du 22 décembre 1967, et Cour de cassation, chambre sociale, 4 juin 1969) rappelle les dispositions précitées. Dans le cadre de l'arrêté du 29 juin 1960, les conditions de recrutement, d'emploi et de licenciement sont fixées par le contrat, étant précisé par l'article 7 que seul le préfet peut nommer ou mettre fin aux fonctions du médecin en cause. Il est cependant arrivé, dans la pratique, que les dispositions de l'article 7 aient été perdues de vue, soit que l'arrêté préfectoral de nomination ne soit pas pris, soit surtout que le licenciement soit signifié au médecin par le directeur, et la date d'effet du licenciement fixée, avant que le conseil d'administration ait été saisi, et avant que l'arrêté préfectoral soit pris, une telle manière de procéder semblant supposer que conseil d'administration et l'autorité de tutelle adopteront, obligatoirement, le point de vue du directeur. Pourtant, non seulement les éditions successives de la brochure spéciale n° 1054 des « Journaux officiels » laissent toujours subsister le texte de l'article 7 de l'arrêté du 29 juin 1960 dans sa version initiale, mais encore du moment que les lois postérieures à celle du 3 avril 1958 ont respecté le dernier alinéa de l'article L. 893 du code de la santé, base législative de l'arrêté susvisé, il paraît juridiquement impossible que, par exemple, la portée de l'article dont il s'agit ait été implicitement modifiée. Dans ces conditions, à partir du moment où le licenciement du médecin du service de médecine préventive du personnel intervient sans que les prescriptions de l'article 7 soient, en pratique, observées, on peut en conclure que le médecin en cause se trouve dans une situation défavorisée par rapport à son confrère du secteur privé. Il lui demande en conséquence les mesures qu'elle compte prendre pour assurer l'égalité de ces deux catégories de médecins remplissant les mêmes tâches.

Médecine du travail (application de la législation existante aux établissements hospitaliers publics).

43267. — 31 décembre 1977. — **M. Pierre Joxe** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les dispositions de l'article 65 du livre II du code du travail (article L. 231-1 du code, après sa refonte) avaient été modifiées par une loi du 4 août 1955, de telle sorte que les établissements hospitaliers, tant publics que privés, sont visés par l'article en cause. Cet article définit,

d'autre part, le champ d'application de la loi du 11 octobre 1946, sur la médecine du travail (articles L. 241-1 à L. 241-11). Il lui demande de vouloir bien lui préciser les raisons pour lesquelles, plus de vingt-deux ans après la promulgation de la loi du 4 août 1955, les établissements hospitaliers publics échappent, en fait, à l'application de la législation dont il s'agit.

Recherche médicale (conclusions tirées du colloque international de Lyon sur les risques cancérigènes et la stratégie d'intervention).

43274. — 31 décembre 1977. — **M. Delehedde** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** quelles premières conclusions elle tire du colloque international organisé par le centre international de recherche contre le cancer et l'institut national de la santé et de la recherche médicale, qui s'est tenu à Lyon, début décembre, sur le thème « Risques cancérigènes et stratégie d'intervention ».

Recherche médicale (enseignements tirés du congrès de la Société française pour l'application des ultra-sons à la médecine).

43275. — 31 décembre 1977. — **M. Delehedde** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** quels enseignements elle tire du récent congrès de la Société française pour l'application des ultra-sons à la médecine, notamment sur les avantages de l'utilisation des ultra-sons dans les hôpitaux et les cliniques.

Secrétaires médicosociales (insuffisance des rémunérations).

43277. — 31 décembre 1977. — **M. Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des secrétaires médicosociales, caractérisée par l'insuffisance des rémunérations, liée à leur appartenance à la catégorie C et l'absence réelle de perspectives de carrière. Il tient à souligner en particulier que le niveau de recrutement actuellement exigé est celui du baccalauréat et que le brevet d'enseignement social, option Secrétariat médicosocial, toujours mentionné par les textes, n'est plus délivré depuis bien quelques années. Par ailleurs, les possibilités de promotion prévues par la réglementation en vigueur sont insuffisantes et très incomplètement appliquées. Enfin, le niveau de responsabilité des agents en cause les met au contact permanent des malades, les conduit à jouer le rôle d'intermédiaire entre les médecins, l'administration et les patients. Il doit être reconnu et concrétisé par le passage de ce corps en catégorie B. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle compte prendre pour satisfaire les revendications légitimes des secrétaires médicosociales et sous quel délai elle leur fera justice.

Médecins (garanties statutaires des médecins chargés du service de médecine préventive des personnels hospitaliers).

43278. — 31 décembre 1977. — **M. Besson** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si, en l'état actuel des textes, le directeur d'un établissement visé à l'article L. 792 du code de la santé peut résilier le contrat du médecin chargé du service de médecine préventive du personnel, organisé en exécution de l'arrêté du 29 juin 1960, et fixer la date à laquelle la résiliation interviendra, sans que la lettre de licenciement mentionne que le conseil d'administration ait été appelé à délibérer de la résiliation, et sans que l'arrêté préfectoral ait été pris, alors que la lecture de l'article 7 de l'arrêté précité indique, de manière formelle, que le médecin ne peut être révoqué que par le préfet, et après avis du conseil d'administration.

Assurance-maladie (exonération de cotisations pour les commerçants et artisans retraités).

43285. — 31 décembre 1977. — **M. Saint-Paul** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les commerçants et artisans retraités sont astreints au paiement d'une cotisation dès lors que leur revenu de l'année précédente atteint un certain plafond (fixé depuis le 1^{er} octobre dernier à 19 000 francs pour une personne seule et 22 000 francs pour un ménage). Malheureusement, il s'agit là d'un seuil d'exonération et non d'un seuil d'abattement. Il en résulte, ce qui est profondément injuste, qu'un retraité dont les revenus ont dépassé 19 000 francs de quelques centimes devra acquitter environ 2 200 francs de cotisation, de sorte qu'après ce versement il disposera d'un revenu net inférieur au seuil d'exonération. De même, il est anormal que la cotisation d'un nouveau retraité soit basée sur les revenus de l'année précédente, qui n'exis-

tent plus. Enfin, la loi Royer prévoyait une exonération totale de cotisation-maladie à compter du 1^{er} janvier 1978. Il lui demande si elle envisage de faire mettre à l'étude un système qui, au moins à titre provisoire, supprimerait les effets des seuils évoqués plus haut ; il lui demande, par ailleurs, s'il ne serait pas possible de supprimer totalement l'assujettissement à une cotisation-maladie sur les pensions de retraites dans un but d'harmonisation avec les autres régimes de protection sociale.

Sécurité sociale (couverture sociale des célibataires qui se sont dévoués pour soigner leurs parents).

43287. — 31 décembre 1977. — M. Hugué attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des enfants qui sont restés célibataires et se sont dévoués pour soigner leurs parents, leur évitant ainsi d'être placés à l'hospice ou à l'hôpital et faisant par là réaliser des économies à la collectivité, et qui se retrouvent seuls, sans couverture sociale et sans retraite, au décès des parents. Il demande ce qui est prévu pour améliorer le sort de ces personnes, dans le cadre de la politique du maintien des personnes âgées au domicile.

Médecins contrôleurs de l'aide sociale (élaboration d'un statut).

43289. — 31 décembre 1977. — M. Laurissergues appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des médecins contrôleurs de l'aide sociale. Ces médecins exercent d'importantes responsabilités en ce qui concerne l'attribution de multiples prestations sociales, d'allocations diverses et la fixation des pourcentages d'invalidité. L'ensemble de leurs décisions ont d'importantes répercussions financières sur le budget du ministère de la santé et sur les budgets départementaux. Actuellement, ces médecins n'ont pas de statut propre et sont généralement vacataires ou contractuels. Compte tenu des responsabilités exercées et de leurs répercussions financières, il demande à Mme le ministre s'il n'est pas envisagé de doter d'un statut — qui pourrait être comparable à celui des médecins conseils de la sécurité sociale — les médecins contrôleurs de l'aide sociale, ces derniers ayant manifesté leur volonté de concertation pour son élaboration.

Cliniques (remise en état et en service de la clinique SAE de Goussainville [Val-d'Oise]).

43301. — 31 décembre 1977. — M. Canacos attire à nouveau l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème de la clinique SAE de Goussainville. En effet, depuis août 1974, cette clinique, avec tout son équipement, est livrée à l'abandon et au pillage puisque les locaux sont gardés seulement depuis un mois. M. Canacos demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale quelle mesure elle compte prendre pour ne pas laisser détériorer le matériel médical et chirurgical de cette clinique et quelles dispositions elle compte mettre en œuvre pour que cet investissement important soit mis au service des malades, ce qui permettrait sans aucun doute d'améliorer sensiblement l'équipement médical existant en 1978 qui reste largement insuffisant même s'il correspond aux besoins définis par l'administration en 1974.

Assurance vieillesse (pension de réversion d'une veuve ayant vécu maritalement avec l'assuré avant le mariage).

43306. — 31 décembre 1977. — Mme Chonavel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le rejet de la demande de pension de réversion d'une de ses administrées. Cette personne était mariée depuis moins de deux ans lors du décès de son conjoint ; mais elle a vécu maritalement pendant vingt-cinq ans avec lui et, durant les seize dernières années, a assisté son conjoint, complètement paralysé. En conséquence, elle lui demande si de pareils cas ne méritent pas une dérogation en faveur des personnes ayant vécu maritalement durant vingt-cinq ans.

Handicapés (publication des décrets d'application de la loi d'orientation en ce qui concerne les malades mentaux).

43314. — 31 décembre 1977. — M. Maujouan du Gasset expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi d'orientation du 30 juin 1975 relative, entre autres, à la réinsertion sociale des malades mentaux devait faire l'objet de décrets d'appli-

cation. Or ces décrets, malgré l'attente de nombreuses familles, ne sont pas encore parus. Il lui demande à quelle date on peut raisonnablement escompter la parution de ces décrets.

Hôpitaux (conditions de nomination d'un chef de service dans un hôpital public).

43323. — 31 décembre 1977. — M. Frèche expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale le problème des conditions de nomination d'un chef de service dans un hôpital public. Il lui rappelle qu'un tel poste étant mis au recrutement, après clôture des candidatures, la commission régionale de recrutement est tirée au sort. Dans le cas où cette commission a retenu un candidat, il désire savoir quelle doit être l'attitude des pouvoirs publics sur cette proposition. Au cas où un préfet, par arrêté, nommerait « dans l'intérêt du service hospitalier » un candidat qui n'aurait pas été retenu par ladite commission, il lui demande si elle approuve une telle procédure au terme de l'actuelle réglementation. En conséquence, considère-t-elle comme normal, en matière de recrutement dans les CIIR, les propositions des commissions ad hoc.

TRAVAIL

Cuisses d'épargne (bulletin de solaire exigé des jeunes conscrits pour l'ouverture d'un livret d'épargne manuel).

43184. — 31 décembre 1977. — M. Darinot appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les difficultés rencontrées par les jeunes accomplissant leur service militaire pour ouvrir un livret d'épargne manuel, selon l'article 1E du décret n° 77-392 du 4 août 1977. En effet, un bulletin de salaire de trois mois au maximum est exigé pour avoir un tel compte. Les jeunes ayant dû interrompre leurs activités par obligation militaire se voient donc pénalisés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cette situation.

Direction du travail et de l'emploi de l'Isère (dégradation des conditions de travail).

43195. — 31 décembre 1977. — M. Gau attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation très difficile où se trouvent les personnels de la direction du travail et de l'emploi de l'Isère, et sur la dégradation de leurs conditions de travail. C'est ainsi que les locaux sont insuffisants, tant en ce qui concerne les agents qui y travaillent que le public qui y est reçu, ainsi que les besoins en matériel qui ne sont pas couverts. Quant aux besoins en personnels, la réalité de la pratique du ministère contredit de manière évidente les déclarations de principe sur sa politique sociale. Non seulement les conditions d'emploi et de rémunération des personnels se détériorent, mais le niveau du service rendu au public se dégrade dangereusement et se traduit par un retard important dans le paiement des chômeurs, l'établissement des titres de travail pour les étrangers, la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue, ainsi que le contrôle des contrats d'apprentissage. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, et dans quel délai ces personnels disposeront enfin de moyens dignes de l'importance de leur mission.

Saisie-arrêt sur salaire (revision de la procédure).

43206. — 31 décembre 1977. — Mme Chonavel attire l'attention de M. le ministre du travail sur le problème de la saisie-arrêt sur les salaires. Cette procédure de recouvrement des créances est devenue particulièrement lourde et impose des sacrifices très importants pour les salariés qui n'ont que de faibles revenus. Le barème actuellement en vigueur permet des saisies de 250 francs sur un salaire de 1 800 francs, de 300 francs sur un salaire de 2 000 francs, de 466 francs sur un salaire de 2 500 francs. Ces chiffres constituent des ponctions très sévères si l'on tient compte des situations de famille. En outre, le revenu saisissable comprend outre le salaire, diverses allocations sociales, y compris les indemnités journalières d'assurance maladie, les allocations de chômage, ce qui est particulièrement injuste. C'est pourquoi elle lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la procédure de la saisie-arrêt des salaires soit révisée de manière : 1° à ne pas pénaliser les personnes ayant de faibles revenus ; 2° à ce que la saisie-arrêt ne puisse porter que sur le salaire à l'exclusion de toute allocation sociale ou de travail ; 3° à ce qu'aucune saisie-arrêt ne puisse être imposée pendant une période de maladie ou de chômage et que la saisie-arrêt ne constitue pas ensuite une charge trop lourde lorsque la personne concernée retrouve une activité normale.

Pré-retraite (extension du champ d'application de l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977).

43216. — 31 décembre 1977. — **M. Claude Labbé** rappelle à **M. le ministre du travail** que le 6 octobre dernier, par une question au Gouvernement, il appelait son attention sur l'important accord interprofessionnel du 13 juin 1977 relatif aux conditions de pré-retraite. Il lui exposait que cet accord ne s'applique pas aux salariés qui, en raison de dispositions législatives particulières, peuvent bénéficier de la retraite anticipée, ce qui est infiniment regrettable, car il prévoit des mesures plus favorables aux salariés que ces législations. Il lui signalait en outre que l'ensemble des dispositions législatives et contractuelles applicables en ce domaine était très complexe et ne permettait pas aux intéressés de connaître avec précision leurs droits afin d'opter en faveur du meilleur régime possible pour eux. Dans la réponse, il était dit que les partenaires sociaux qui avaient signé l'accord de juin dernier avaient été saisis de cette question. Il lui demande à quelles conclusions ils ont abouti. Il espère que les nouvelles négociations qui ont été entreprises vont permettre aux anciens déportés, aux anciens combattants, aux anciens prisonniers de guerre, aux ouvrières mères de famille, aux travailleurs manuels et bientôt à toutes les femmes bénéficiaires de la loi du 12 juillet 1977 de pouvoir choisir entre les législations qui leur sont propres ou l'accord interprofessionnel du mois de juin 1977.

Emploi (difficultés rencontrées par les demandeurs d'emploi relativement âgés).

43258. — 31 décembre 1977. — **M. Vixet** expose à **M. le ministre du travail** les difficultés que rencontrent les personnes à la recherche d'un emploi et dont elles voient s'en refuser l'accès en raison de leur âge par les employeurs. Outre l'aspect moral de ces difficultés, s'ajoute l'impossibilité de continuer de toucher les indemnités de chômage relativement suffisantes. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour apporter une solution équitable à ce problème qui touche de nombreux travailleurs d'un certain âge à la recherche d'un emploi.

Industrie textile (versement des salaires dus à ses travailleurs par la société Montefibre de Saint-Nabord [Vosges]).

43284. — 31 décembre 1977. — **M. Chevènement** demande à **M. le ministre du travail** ce qu'il envisage de faire pour imposer le respect immédiat des lois françaises concernant les salaires dus par la société Montefibre au personnel de Saint-Nabord, dans les Vosges. En cas de refus de cette société, il lui demande s'il pense proposer d'urgence une indemnisation au titre du Gouvernement français et mettre en œuvre la procédure de recours à une entreprise nationale qui serait substituée à la Montedison qui refuse de tenir les engagements pris début novembre. Il lui rappelle à ce propos que le plan de sauvetage proposé par la firme en question a été imposé par les pouvoirs publics après une intervention des forces de police, malgré l'hostilité des organisations syndicales qui avaient dénoncé la précarité et le caractère purement électoral de ce plan.

Jeunes chômeurs (attribution d'une allocation spéciale de 500 francs pour les fêtes de fin d'année).

43295. — 31 décembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation dramatique des chômeurs et plus particulièrement des jeunes chômeurs. Il lui précise que seule peut aider à résorber le chômage la relance de la consommation populaire garant de la relance de la production. Il lui rappelle qu'en septembre 1977 malgré les déclarations officielles, c'est 3 700 chômeurs de plus qu'a comptés le département du Rhône. Il lui rappelle que la situation ne cesse de se détériorer principalement dans notre région. Il lui demande quelles mesures immédiates et urgentes, dans les prérogatives qui sont les siennes, il entend prendre afin qu'une allocation spéciale de 500 francs soit allouée à chaque jeune chômeur pour les fêtes de fin d'année.

Conflits du travail (revendications salariales des travailleurs de la Société Vernier de La Trinité [Alpes-Maritimes]).

43384. — 31 décembre 1977. — **M. Barel** signale à **M. le ministre du travail** le conflit qui dure depuis le 17 novembre 1977 à la SA Vernier (06-La Trinité) dont la direction rejette catégoriquement les revendications des 460 travailleurs de l'entreprise en

indiquant que les satisfaire aboutirait pour elle à s'exposer au risque de se voir sanctionner par le Gouvernement en matière de crédits bancaires et de marchés publics, et dont la direction envisage de faire soustraire une partie de sa production en Yougoslavie. En conséquence, il lui demande : s'il est exact que le Gouvernement prendra des mesures pour supprimer les crédits et les marchés de la SA Vernier — ce qui aboutirait à sa fermeture — dans la mesure où satisfaction serait donnée aux revendications des 460 travailleurs ; s'il n'est pas préférable de fabriquer dans les Alpes-Maritimes où le nombre de chômeurs est très important plutôt que de faire soustraire une partie de cette production à l'étranger.

Pré-retraite (application de l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 à un salarié de la profession bancaire).

43311. — 31 décembre 1977. — **M. Massot** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'aux termes de l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 rendu applicable par l'arrêté du 9 juillet 1977 publié au *Journal officiel* du même jour, l'allocation de garantie de ressources, dite pré-retraite, peut être accordée à tout salarié qui, entre autres conditions, justifie, à la date de sa demande, de ne pas être en mesure de bénéficier d'une pension de vieillesse de la sécurité sociale au taux applicable à soixante-cinq ans et de la retraite complémentaire sans abattement pour anticipation. Il lui demande si un salarié de la profession bancaire, branche d'activité dans laquelle la retraite peut être facultativement prise à soixante ans, est en droit de bénéficier des dispositions de l'accord précité, lorsqu'il continue à travailler au-delà de soixante ans parce que, entré tardivement dans la profession, il ne compte pas encore le nombre d'années de services lui permettant de toucher une retraite complète. Ne doit-on pas considérer que son cas rejoint celui de tous les salariés dont l'âge normal de la retraite est soixante-cinq ans. Une telle interprétation correspondrait à l'esprit de l'accord précité dont le but était de favoriser l'emploi des jeunes en permettant aux personnes âgées de cesser leur travail sans perdre cependant leur droit à une retraite complète à soixante-cinq ans.

Pré-retraite (situation des salariés pouvant bénéficier de la retraite anticipée au taux plein).

43313. — 31 décembre 1977. — **M. Aubert** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions de l'accord du 13 juin 1977 concernant la pré-retraite qui écartent du bénéfice de celle-ci les salariés pouvant bénéficier d'une retraite anticipée au taux plein. Il lui rappelle que l'admission au bénéfice de la pré-retraite permet notamment aux intéressés de parfaire leur durée d'assurance dans le régime général et de compléter le nombre de leurs points de retraite complémentaire. Dans la mesure où il a reconnu qu'une coordination était à opérer entre les systèmes de pré-retraite et de retraite anticipée et où il indiquait dès octobre que les partenaires sociaux avaient été saisis de cette question, il lui demande s'il peut lui préciser quelles sont les solutions envisagées et dans quel délai elles pourraient intervenir.

UNIVERSITES

Etudiants (compétence des représentants élus des étudiants en matière de contrôle des connaissances).

43276. — 31 décembre 1977. — **M. Forni** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** sur les difficultés auxquelles donne lieu l'interprétation de l'article 33 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. D'après cet article, les représentants élus des étudiants peuvent participer aux décisions concernant les procédés de contrôle et de vérification des aptitudes et des connaissances mais les enseignants ont compétence exclusive pour fixer les modalités d'organisation de ce contrôle et de cette vérification. Il lui demande s'il serait possible de disposer d'un critère permettant de distinguer les questions ayant trait au choix des procédés de contrôle et de vérification, d'une part, et celles concernant les modalités d'organisation de ce contrôle et de cette vérification, d'autre part. En particulier, il paraît nécessaire de préciser si l'article 33 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur permet aux représentants élus des étudiants de participer aux décisions prises sur les objets suivants : parts respectives du contrôle continu et de l'examen terminal ; choix d'un système de notation (par chiffres ou par lettres) ; affectation de coefficients aux différentes matières prévues par le programme ; nombre de points (ou nombre de notes égales ou supérieures à la moyenne) requis pour la passage en année supérieure ou pour l'obtention du diplôme.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Langue française : abus des sigles.

37834. — 6 mai 1977. — **M. André Billoux** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur un travers qui atteint à tous les niveaux la société française, qu'il s'agisse de l'école, de la presse écrite, parlée ou télévisée, de la publicité, de l'administration et qui gagne chaque jour en extension à l'image de ce qu'on peut voir dans certains pays généralement considérés comme plus évolués que le nôtre et où d'aucuns s'efforcent de trouver des modèles. L'abus des sigles, loin d'impressionner l'opinion, comme veulent s'en persuader ceux qui, dans un monde sans cesse plus complexe, devraient au contraire se caractériser par leur clarté et leur simplicité. C'est pourquoi il lui demande si, à l'image de l'effort entrepris pour lutter contre l'invasion de notre langue par des termes ou des tournures étrangères, il envisage de charger le haut comité de la langue française d'étudier ce phénomène de la prolifération des sigles et de lui faire des propositions afin d'en réglementer l'usage, singulièrement à l'occasion des rapports entre l'administration et les organismes chargés d'une mission de service public et leurs correspondants, dans les seuls cas où il s'impose et où il peut être admis par une pratique constante.

Réponse. — Le Premier ministre ne peut qu'approuver toute condamnation de la prolifération des sigles dans la langue française. Cet abus est particulièrement regrettable lorsqu'il se manifeste dans les rapports avec les administrations ou sur les antennes de la radiodiffusion et de la télévision. Il est difficile d'établir une réglementation à cet égard mais des recommandations ont été faites à l'administration et à la presse parlée et télévisée de limiter l'emploi des sigles aux seuls cas où ils ont été imposés par un usage constant et peuvent être considérés comme connus du public le plus large. De plus, leur transcription intégrale doit figurer au moins une fois dans chaque texte et avant l'utilisation du sigle concerné. Etant donné la portée considérable du langage pratiqué à la radiodiffusion et à la télévision, ces recommandations sont périodiquement renouvelées au personnel ayant accès à l'antenne.

Etat civil (inutilité des renseignements relatifs à la filiation dans les demandes de pièces d'état civil).

116. — 5 octobre 1977. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation suivante : le nombre d'imprimés administratifs (exemple : pour demande de carte d'identité) font obligation aux intéressés de fournir des indications concernant leurs ascendants (noms des père et mère, dates et lieux de leur naissance, nationalité). Il semble que ces obligations dont l'utilité ne semble pas évidente résultent de textes élaborés sous l'occupation allemande (recherche de filiation israélite). Il lui demande : 1° quels sont les textes légaux sur lesquels s'appuient les administrations pour réclamer aux intéressés pareils renseignements ; 2° ceux-ci paraissant superflus dans la plupart des cas, n'est-il pas possible d'envisager leur suppression, cet usage étant hérité du régime de Vichy et, en attendant l'épuisement des imprimés actuels, de donner aux administrations des instructions pour qu'il soit précisé aux intéressés au moment où ils formulent leurs demandes qu'ils ne sont, en aucun cas, tenus de répondre au questionnaire concernant leur filiation lorsque la justification de celle-ci est déjà bien établie ou ne s'avère pas absolument indispensable.

Réponse. — Il convient d'observer en premier lieu que le fait de demander dans certains imprimés administratifs des indications concernant les ascendants des personnes intéressées n'est pas un usage hérité du régime de Vichy : il s'agit, en effet, d'une formalité indispensable lorsqu'il est question de la filiation de la personne concernée. En ce qui concerne la carte d'identité, le décret n° 55-1397 du 22 octobre 1955 précise que ce document est délivré à tout Français qui en fait la demande, sur production d'extraits authentiques d'actes d'état civil. La présentation de pièces indiquant la filiation du demandeur ainsi que les lieux et dates de naissance de ses parents permet d'établir son identité et aussi de déterminer s'il possède ou non la qualité de Français à titre de nationalité d'origine. Les renseignements demandés ne sont donc pas superflus. S'ils doivent être fournis même en cas de renouvellement de la carte nationale d'identité, c'est que la notice réglementaire remplie par l'intéressé doit être conservée par le service ayant délivré le titre d'identité afin de permettre éventuellement de déceler la falsification ultérieure de celui-ci. Les pièces justificatives ne sont

alors plus demandés. Le Gouvernement partage cependant le soul de l'honorable parlementaire d'éviter que des questions inutiles figurent dans les questionnaires destinés à l'administration. Le décret n° 76-1053 du 16 novembre 1976 relatif à l'enregistrement et à la révision des formulaires administratifs indique que les administrations publiques sont tenues d'adresser au centre d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs (CERFA) tous les projets de questionnaires et formulaires élaborés par leurs services ou par ceux des organismes placés sous leur tutelle. Le CERFA est chargé notamment, en vertu de l'article 3 du décret précité, d'examiner, en vue d'assurer leur harmonisation et leur simplification, lesdits projets de questionnaires et formulaires. Il a reçu instruction de veiller à ce que ces documents ne comportent pas de questions qui ne découlent pas nécessairement des lois et règlements en vigueur.

Radiodiffusion et télévision nationales (extension de la diffusion en stéréophonie à France-Inter et Fip).

41507. — 19 octobre 1977. — **M. Gantier** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les techniques sonores de diffusion. Actuellement France-Musique est la seule chaîne de modulation de fréquence qui soit diffusée en stéréophonie. Devant le succès croissant des appareils stéréophoniques de haute qualité, il paraît souhaitable qu'un effort soit fait sur la qualité de la diffusion. Il lui demande donc si une extension totale du procédé de diffusion en stéréophonie ne pourrait pas être envisagée pour les programmes de France-Culture et de Fip.

Réponse. — La généralisation de la diffusion en stéréophonie suppose d'importants investissements de la part de Télédiffusion de France qui ne pourraient se faire qu'au détriment des objectifs actuellement poursuivis par l'établissement public en matière de radiodiffusion, à savoir compléter les réseaux existants et remédier aux insuffisances de la diffusion des programmes dans certaines régions, et tout particulièrement le Midi méditerranéen, objectifs considérés dans l'immédiat comme prioritaires. Par ailleurs, le développement dans le public des possibilités d'écoute en stéréophonie, bien qu'en extension, n'est pas encore un phénomène de grande diffusion ; en effet, environ 30 000 récepteurs stéréo sont vendus chaque mois contre 450 000 à 500 000 récepteurs ordinaires. De son côté, Radio-France a accru notablement sa production stéréophonique. Ainsi, France-Musique est intégralement composé d'émissions stéréophoniques et France-Culture diffuse sept heures en moyenne d'émissions stéréophoniques par semaine sur la région parisienne. Enfin, l'extension de la stéréophonie à l'ensemble des réseaux MF nécessiterait également de la part de Radio-France le perfectionnement de son équipement de production.

Décorations et médailles (avantages accordés aux détenteurs de décorations étrangères 1939-1945).

41644. — 22 octobre 1977. — **M. Buron** demande à **M. le Premier ministre** s'il existe un texte quelconque permettant aux détenteurs de décorations étrangères (1939-1945) d'avoir les mêmes avantages que les titulaires de décorations françaises.

Réponse. — La question posée appelle une réponse négative.

ECONOMIE ET FINANCES

Société anonyme coopérative (salaire du conservateur des hypothèques des logements construits pour les membres de la coopérative).

22897. — 3 octobre 1975. — **M. Richomme** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'il a été constitué, en mars 1953, une société anonyme coopérative à capital et personnel variables se prévalant des dispositions des décrets n° 50-135 du 18 septembre 1950 et n° 53-305 du 6 mai 1953, ainsi que des textes ultérieurs portant aménagements fiscaux en faveur de la construction de logements destinés aux membres de la coopérative et l'attribution à ses membres de la société dans les conditions les plus avantageuses des logements ainsi construits, le prix de revient des constructions s'étant élevé au total à environ 716 000 francs. Il lui précise que la société vient d'être dissoute et que le partage doit intervenir prochainement avec attribution à chaque collaborateur des immeubles qu'ils occupent depuis la construction. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si les honoraires de même que les salaires du conservateur doivent être calculés sur le prix de revient de 716 000 francs figurant au bilan de la société ou sur la valeur actuelle des constructions.

Réponse. — 1° Les salaires proportionnels et gradués alloués aux conservateurs des hypothèques pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière sont liquidés sur les sommes énoncées ou la valeur, estimée par les requérants, des immeubles ou des droits faisant l'objet de la publication (art. 296 de l'annexe III au

code général des impôts). Les estimations doivent se référer à la valeur vénale réelle des biens à l'époque de la publication des lors que le fait générateur des salaires est constitué par la réquisition de publier; c'est d'ailleurs à concurrence de la valeur des immeubles à l'époque de la publication que serait éventuellement engagée la responsabilité personnelle du conservateur. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux en cas de litige, les salaires ne sauraient donc être calculés sur le prix de revient des immeubles qui correspond au total des débours, généralement non actualisés, exposés au cours d'une période assez longue antérieure à l'accomplissement de la formalité. 2° En évoquant les « honoraires », la question posée par l'honorable parlementaire semble viser, par ailleurs, la liquidation des honoraires du notaire. Sous cet aspect, elle relève de la compétence du garde des sceaux, ministre de la justice.

Impôt sur les sociétés

(modalités de calcul de la déductibilité des jetons de présence).

36645. — 26 mars 1977. — M. Hamel expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 15 de la loi du 31 décembre 1975 a limité la déductibilité des jetons de présence, au titre de l'impôt sur les sociétés, à un montant égal à 5 p. 100 du produit obtenu en multipliant par le nombre des administrateurs la moyenne des rémunérations attribuées au cours de l'exercice aux cinq ou dix salariés les mieux rémunérés, selon que l'effectif de l'entreprise excède ou non 200 salariés. Cette disposition a été complétée par l'article 8 de la loi du 22 juin 1976 qui stipule que, lorsque l'effectif employé est inférieur à cinq, la déduction des jetons de présence est admise dans la limite de 3 000 francs par administrateur. Les entreprises peuvent donc se voir appliquer trois critères de référence différents selon les effectifs de salariés pris en compte. Il lui demande en conséquence si, compte tenu des difficultés d'application pouvant apparaître pour les entreprises employant un personnel à temps partiel, il ne lui paraît pas nécessaire de préciser, soit que les effectifs sont évalués, sur la base des heures rémunérées, en emploi à temps complet, soit que le chiffre de 3 000 francs par administrateur constitue en tout état de cause un minimum déductible quel que soit l'effectif de la société.

Réponse. — Les modalités d'application des dispositions visées par l'honorable parlementaire ont été commentées dans deux instructions des 29 mars et 19 juillet 1976 publiées au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts (4 C-3-76 et 4 C-8-76). Ces instructions n'auraient pu se fonder ni sur la lettre, ni sur l'esprit de la loi pour corriger, en fonction des heures rémunérées, soit l'effectif de l'entreprise, soit la moyenne des rémunérations les plus élevées. Il a par suite été précisé que, pour la détermination de l'effectif, les salariés à temps partiel doivent être retenus pour leur nombre réel. D'autre part, il a été indiqué que la limite de déduction de 3 000 francs par membre du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, prévue exclusivement pour le cas des sociétés employant moins de cinq personnes, ne constitue pas un minimum de déduction qui serait applicable en tout état de cause et n'est pas susceptible d'être invoquée par une société ayant cinq salariés ou plus, même si le mode de calcul prévu dans ce cas aboutit à un chiffre inférieur.

Médecine du travail (exonération de taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif).

36752. — 26 mars 1977. — M. Pierre Joxe attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les problèmes rencontrés par les services interentreprises de médecine du travail organisés sous forme d'associations à but non lucratif, et qui, à ce titre, sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée mais qui sont, par contre, assujetties à la taxe sur les salaires, ce qui grève fortement leur budget. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de mettre à l'étude une nouvelle législation fiscale pour les associations comportant notamment l'exonération de la taxe sur les salaires pour les associations sans but lucratif, la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée sur les prestations et fournitures éducatives.

Réponse. — Les œuvres à caractère social ou philanthropique sont exonérées de taxe sur la valeur ajoutée mais comme tout consommateur elles doivent supporter définitivement le montant de la taxe incluse dans le prix d'acquisition des biens et services qui sont nécessaires à l'exercice de leur activité. Elles sont, par ailleurs, redevables de la taxe sur les salaires comme toutes les personnes ou organismes qui versent à leur personnel des traitements ou salaires et qui n'acquittent pas la taxe sur la valeur ajoutée à raison de 90 p. 100 au moins de leurs recettes. Ce principe ne comporte qu'une seule exception en faveur des collectivités locales et de leurs groupements. Compte tenu de la perte de recettes qui en résulterait pour le Trésor, il n'est pas possible de réserver une suite favorable à la suggestion formulée par l'honorable parlementaire d'une modification du régime fiscal des associations. Il est rappelé

que l'article 7 de la loi de finances pour 1976 a redéfini de manière particulièrement libérale les mesures applicables aux associations de la loi de 1901 notamment en exonérant de taxe sur la valeur ajoutée les recettes de quatre manifestations organisées annuellement à leur profit exclusif.

Impôt sur le revenu (situation des jeunes appelés).

36827. — 31 mars 1977. — M. Ducloné attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la position des jeunes Français faisant leur service national au regard de l'imposition sur les revenus. L'exigibilité des impôts sur le revenu est reportée à six mois après la libération des jeunes Français effectuant leur service national. Cependant, rien n'indique qu'après ce laps de temps ils seront en mesure d'effectuer les règlements nécessaires car, et c'est un cas de plus en plus courant, ils ne sont pas assurés de trouver un emploi immédiatement après la fin de leurs obligations militaires. De plus, en ce qui concerne l'imposition sur le revenu de 1976 est venue se greffer une imposition supplémentaire: l'impôt relatif aux ravages de la sécheresse. Il lui demande, en conséquence: si le report d'exigibilité ne peut être déplacé à six mois après la prise d'un emploi; si, compte tenu des ressources limitées des jeunes militaires, il ne pourrait être envisagé l'exonération de l'impôt supplémentaire dit « de sécheresse ».

Réponse. — En égard à la diversité des situations pouvant se présenter, il n'est pas possible d'exonérer, par voie de mesure générale, les jeunes gens appelés sous les drapeaux de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de l'année 1975. Au demeurant, le nombre des intéressés ne saurait être très élevé puisque le seuil d'application de la majoration correspond à un salaire brut de 36 800 francs. Cela dit, l'administration ne manque pas d'examiner avec toute la largeur de vue désirable les demandes en remise ou modération d'impôt présentées par les contribuables qui, pour des motifs de gêne sérieuse, sont dans l'impossibilité réelle de se libérer de leur dette envers le Trésor. Tel peut être précisément le cas des jeunes gens qui éprouvent des difficultés à retrouver un emploi après l'accomplissement de leurs obligations militaires.

Expropriations (statistiques).

37138. — 13 avril 1977. — M. Hamel demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il lui est possible de lui indiquer: 1° la superficie totale des terrains expropriés pour cause d'utilité publique ou acquis après déclaration d'utilité publique, pour les années 1970 à 1976 inclus; 2° le coût total des acquisitions réalisées directement par et au nom de l'Etat; 3° le coût total des acquisitions effectuées par la voie de l'expropriation ou réalisées après déclaration d'utilité publique au profit de collectivités, organismes ou sociétés autres que l'Etat; 4° la ventilation de ces superficies et de ces coûts selon la nature des terrains concernés (terrains à bâtir, terrains à culture); 5° le coût total des indemnités versées aux exploitants agricoles, en excluant les indemnités représentatives de la valeur vénale des terres correspondantes, pour les années 1970 à 1976 inclus.

Réponse. — Les statistiques actuellement disponibles ne permettent de répondre que partiellement à la question posée par l'honorable parlementaire. 1° Superficie totale des terrains expropriés pour cause d'utilité publique ou acquis après déclaration d'utilité publique, pour les années 1970 à 1976 inclus. Ces renseignements ne sont pas en possession du service. En revanche, une statistique sur les consommations de terrains distinguant entre les différents types d'utilisation est disponible, à partir de 1973.

CONSOMMATION DE TERRAINS par les services publics.	1973	1974	1975
	Hectares.	Hectares.	Hectares.
1. Zone péri-urbaine des agglomérations d'au moins 10 000 habitants:			
Terrains réservés à la construction (immeubles collectifs, maisons individuelles).	2 600	2 600	1 600
Terrains réservés à l'aménagement (zones industrielles, commerciales, de services, etc.)	4 200	4 000	2 800
2. Grands aménagements publics:			
Aménagements routiers et autres	11 300	12 600	10 700
Total	18 100	19 200	15 100

2° Coût total des acquisitions réalisées directement par et au nom de l'Etat. Le tableau suivant distingue entre les acquisitions réalisées à l'amiable et celles pour lesquelles l'indemnité a été fixée par le juge (sommes exprimées en milliers de francs):

NATURE DES ACQUISITIONS	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Acquisitions amiables (actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation)	924 857	896 098	933 759	974 175	1 068 909	1 177 134	1 335 636
2. Acquisitions pour lesquelles l'indemnité a été fixée par le juge.....	288 033	184 098	225 423	227 432	197 302	222 944	265 776
Total	1 212 890	1 080 196	1 159 182	1 201 607	1 266 211	1 400 078	1 601 412

3° Coût total des acquisitions effectuées par la voie de l'expropriation ou réalisées après déclaration d'utilité publique au profit de collectivités, organismes ou sociétés autres que l'Etat. Comme dans le tableau précédent, la ventilation est faite non entre les acquisitions sous DUP et hors DUP mais entre les acquisitions amiables et celles qui ont donné lieu à la fixation d'une indemnité par le juge (sommes exprimées en milliers de francs):

NATURE DES ACQUISITIONS	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Acquisitions amiables (actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation)	2 725 464	2 642 997	3 508 270	3 588 460	4 729 228	4 685 352	5 976 913
2. Acquisitions pour lesquelles l'indemnité a été fixée par le juge.....	617 641	627 616	778 649	977 062	945 012	1 033 821	1 171 880
Total	3 343 105	3 270 613	4 286 919	4 565 522	5 674 240	5 719 173	7 148 793

4° La ventilation de ces superficies et de ces coûts selon la nature des terrains concernés (terrains à bâtir, terrains de culture). Les documents actuels ne permettent pas de donner d'autres indications que celles fournies dans le paragraphe 1.

5° Le coût total des indemnités versées aux exploitants agricoles, en excluant les indemnités représentatives de la valeur vénale des terres correspondantes. Ces renseignements ne peuvent être fournis à partir des statistiques actuelles.

C'est en considération du prix de revient élevé de telles opérations que l'administration a été conduite à limiter au strict minimum les centralisations statistiques nationales touchant cette partie du service. Des études sont en cours en vue d'obtenir à un coût qui demeure raisonnable une connaissance plus complète et plus fine des interventions publiques sur le marché foncier par le moyen d'une exploitation informatique des données pouvant être collectées au vu des dossiers des évaluations domaniales, des acquisitions amiables ou des procédures judiciaires.

Impôt sur le revenu (relèvement du montant plafond du salaire déductible du conjoint d'un commerçant ou industriel).

37290. — 16 avril 1977. — M. Caillaud expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, par application de l'article 154 du code général des impôts, le salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale peut, à la demande du contribuable, être, sous certaines conditions, déduit du bénéfice imposable dans la limite de 1 500 francs. Il lui souligne que ce chiffre n'a absolument aucune mesure avec le salaire que percevait une employée remplissant les fonctions tenues par l'épouse de ce contribuable, et lui demande s'il n'estime pas souhaitable que le chiffre précédemment cité soit sensiblement relevé pour atteindre à tout le moins la somme que représente annuellement le SMIC.

Réponse. — L'article 8 du projet de loi de finances pour 1978, adopté par les deux assemblées, prévoit le relèvement de 1 500 francs à 9 000 francs de la limite de déduction du salaire versé au conjoint de l'exploitant individuel. Le Gouvernement s'est, d'autre part, engagé à porter cette limite à 12 000 francs en 1978.

Commerçants et artisans
(aménagement fiscal en faveur des artisans tailleurs).

37475. — 23 avril 1977. — M. Robert Fabre attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des artisans tailleurs, du fait de la concurrence internationale et industrielle en matière de confection. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les aménagements fiscaux qu'il compte prendre pour assurer aux travailleurs de ce métier une juste rémunération de leur activité déjà gravement touchée.

Réponse. — Les artisans tailleurs bénéficient au plan fiscal des mesures de faveur réservées aux petits et moyens contribuables. Ainsi, ils peuvent adhérer à un centre de gestion agréé, ce qui leur permet d'obtenir l'assistance technique de ces centres et l'abattement de 10 p. 100 pour la détermination de leur revenu imposable. L'article 7 du projet de loi de finances pour 1978 adopté par les deux assemblées porte cet abattement à 20 p. 100. Pour la taxe sur la valeur ajoutée, l'application de la franchise ou de la décade apporte aux intéressés un avantage important encore accentué depuis le 1^{er} janvier 1977 par le relèvement de 13 500 francs à 20 000 francs de la limite supérieure de la décade spéciale. D'autre part, les artisans tailleurs sont, comme les autres artisans, exonérés de la taxe professionnelle sous réserve qu'ils ne spéculent pas sur la matière première ou sur le travail d'autrui et que le travail manuel reste prépondérant dans l'activité exercée. Toutes ces mesures sont de nature à atténuer les difficultés que peuvent rencontrer les artisans tailleurs et des aménagements fiscaux particuliers ne peuvent être envisagés car ils iraient à l'encontre de la politique de rapprochement des conditions d'imposition des diverses catégories de contribuables.

Impôts sur le revenu (contrôles fiscaux).

37547. — 27 avril 1977. — M. Audinot rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 67 de la loi de finances du 31 décembre 1975 prévoit que lorsque l'administration a procédé à un examen approfondi de situation fiscale personnelle, les résultats doivent être portés à la connaissance du contribuable même en l'absence de redressement; en outre, l'administration ne peut plus procéder à des rappels pour la même période et pour le même impôt. Il observe, par ailleurs, qu'en matière de bénéfices industriels et commerciaux, pour les entreprises réalisant moins d'un million de recettes pour les ventes ou 250 000 francs pour les prestations de services, la durée de la vérification sur place ne peut excéder trois mois. Or, le contrôle des personnes physiques se poursuit souvent sur une période largement supérieure au délai de trois mois susvisé et conduit même à des redressements portant sur plus de quatre années. Il lui demande, dès lors, s'il ne conviendrait pas d'appliquer aux simples particuliers les garanties de droit commun accordées par la loi aux autres catégories de contribuables, à savoir l'envoi d'un avis de vérification, la limitation à quelques mois du contrôle proprement dit, le respect de la période quadriennale pour les redressements et, enfin, la notification des résultats de l'examen approfondi dès la fin des opérations de vérification.

Réponse. — Ainsi que le souligne l'honorable parlementaire l'article 67 de la loi de finances pour 1976 fait obligation à l'administration d'informer le contribuable des résultats de la vérification approfondie de sa situation fiscale d'ensemble au regard de l'impôt sur le revenu, même en l'absence de redressement. Il lui interdit par ailleurs de procéder par la suite à des redressements pour la

même période et pour le même impôt, à moins que le contribuable ne lui ait fourni des renseignements incomplets ou inexacts. Cette disposition s'applique à tous les particuliers, exerçant ou non une activité commerciale, dans la mesure bien entendu où ils font l'objet d'une vérification approfondie de leur situation fiscale d'ensemble au regard de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, l'administration a prescrit à ses agents d'envoyer au contribuable qui fait l'objet d'une telle vérification, une lettre l'informant que la vérification de ses déclarations de revenu va être entreprise, lui précisant les années soumises à vérification et lui donnant diverses indications sur les modalités de cette vérification. Dans cette même lettre est indiquée la possibilité qui lui est offerte de se faire assister par un conseil de son choix. Si les dispositions de l'article 1649 septies F du code général des impôts limitent à trois mois la durée des vérifications sur place des livres et documents comptables pour les petites entreprises, aucune disposition législative ne limite la durée des vérifications approfondies de situation fiscale d'ensemble. Les difficultés tenant à la diversité des revenus, à leur dispersion géographique qui peut exiger le recours à l'assistance administrative internationale, aux délais nécessaires pour obtenir des contribuables eux-mêmes ou de tiers les renseignements ou justifications indispensables et la nécessité de poursuivre le dialogue avec le contribuable s'opposent, en effet, à ce que les vérifications approfondies de situation fiscale d'ensemble soient enfermées dans des délais prédéterminés. Cependant, l'administration a donné des instructions pour que la durée de telles vérifications ne se prolonge pas anormalement, et l'expérience montre que cette durée se limite, généralement, à quelques mois. La vérification approfondie de situation fiscale d'ensemble porte normalement sur quatre années puisque l'article 1666 du code général des impôts autorise l'administration à réparer les omissions ou les insuffisances jusqu'à l'expiration de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due. Les circonstances de fait peuvent toutefois être telles, notamment lorsque le délai de souscription d'une déclaration intervient en cours de vérification, que les opérations de contrôle portent exceptionnellement sur plus de quatre années.

Taxe professionnelle (charge supportée par les écoles privées non subventionnées).

37792. — 5 mai 1977. — M. Breillon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que la taxe professionnelle représente, pour les écoles privées non subventionnées, une charge de cinq à vingt fois supérieure à celle qu'elles supportaient au titre de l'ancienne patente. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que toutes décisions utiles soient prises à son initiative pour que le prochain projet de loi portant aménagement de la taxe professionnelle contienne des dispositions ramenant la nouvelle taxe au niveau de l'ancienne patente.

Réponse. — Les établissements privés d'enseignement général imposés à la patente sous la rubrique de chef d'institution bénéficiaient d'un régime particulier : il n'était tenu compte ni du personnel chargé de l'enseignement et de la surveillance des élèves, ni des locaux affectés au logement et à l'instruction des élèves. Ce régime libéral s'expliquait par l'absence de distinction entre les établissements sous contrat et les autres. Ces dispositions n'ont plus de raison d'être dès lors que les établissements d'enseignement du second degré sous contrat ainsi que les établissements d'enseignement supérieur ayant fait l'objet d'une reconnaissance d'utilité publique ou ayant passé une convention avec une université sont désormais exonérés de la taxe professionnelle au même titre que les établissements d'enseignement primaire. Les autres établissements privés d'enseignement général ne faisant pas partie intégrante du service public de l'enseignement et étant souvent gérés dans des conditions lucratives, ne sauraient être imposés à la taxe professionnelle suivant des règles différentes du droit commun. L'octroi d'allègements aux établissements d'enseignement pratique serait non moins difficile à justifier puisque ces établissements ne bénéficiaient d'aucune mesure de faveur sous le régime antérieur. Cela dit, une enquête effectuée sur une centaine d'établissements d'enseignement privés non conventionnés montre que les cas de forte augmentation signalés par l'honorable parlementaire s'expliquent principalement par la faiblesse des cotisations de patente mises auparavant à la charge des intéressés. En moyenne, leur taxe professionnelle de 1976 est supérieure de 44 p. 100 à la patente qui aurait été due en l'absence de réformé. Elle représente, en pourcentage du chiffre d'affaires de ces établissements, une charge qui est nettement inférieure à la moyenne constatée pour l'ensemble des professions libérales. Dans ces conditions, il n'est pas envisagé de modifier le régime d'imposition des établissements d'enseignement privés non conventionnés à la taxe professionnelle dès lors que les contribuables les plus touchés par la réforme bénéficient des mesures de plafonnement décidées par les années 1976, 1977 et 1978.

Taxe professionnelle (conditions d'assujettissement des entreprises installées dans une zone industrielle créée par un SIVOM).

38270. — 19 mai 1977. — M. Brugerolle demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) si un SIVOM ayant acquis des terrains pour créer une zone industrielle et artisanale peut faire bénéficier les entreprises qui s'installent de l'exonération de la taxe professionnelle pendant cinq ans. S'il pourrait, en outre, percevoir cette taxe professionnelle à l'expiration du délai d'exonération. Ceci en application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle ainsi libellée : « Une taxe professionnelle est instituée à la même date (1^{er} janvier 1976) au profit des collectivités locales, des communautés urbaines, des districts, des syndicats de communes, dans les conditions prévues à l'article 149 du code de l'administration communale... ». Le paragraphe 6 de l'article 149 du code de l'administration communale prévoit de son côté que les recettes du budget du syndicat comprennent : « le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ».

Réponse. — L'article 1473 bis du code général des impôts n'autorise pas les syndicats de communes à accorder des exonérations temporaires de taxe professionnelle en vue de favoriser le développement régional. Mais les entreprises qui s'installent dans une zone industrielle créée par un syndicat intercommunal à vocation multiple peuvent bénéficier d'une telle exonération sur décisions de la commune et du département concernés. Le syndicat intercommunal à vocation multiple peut percevoir la taxe professionnelle dans les conditions prévues par l'ancien article 149-1^o du code de l'administration communale (article L. 251-4 de l'actuel code des communes). Cette disposition permet aux syndicats de communes de lever les quatre principales taxes directes locales en remplacement de la contribution des communes associées, sauf si ces dernières s'y opposent. En revanche, l'ancien article 149-6^o du code de l'administration communale (ité par l'honorable parlementaire (article L. 251-3 [6] de l'actuel code des communes) ne concerne que les taxes, redevances et contributions correspondant à ces services rendus telles, par exemple, les taxes et redevances d'enlèvement des ordures ménagères, la redevance d'assainissement ou la taxe sur la consommation d'énergie électrique.

Exploitants agricoles (conditions d'assujettissement à la contribution de solidarité).

38304. — 25 mai 1977. — M. Rabreau expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) la situation d'un ostréiculteur qui a été soumis au paiement de la contribution de solidarité des exploitants agricoles prévu par l'article 2 de la loi de finances rectificative pour 1976, n° 76-978 du 28 octobre 1976. Ce contribuable a acquitté, dans les délais exigés, cet impôt, mais, estimant qu'il ne devait y être astreint, il a demandé à l'administration fiscale que soit reconsidérée l'imposition dont il fait l'objet. Sa requête est restée sans réponse. L'intéressé estime qu'il aurait dû être assimilé aux exploitants non assujettis, du fait des deux raisons suivantes : 1^o la contribution de solidarité est assise sur le bénéfice total imposable des années 1974 et 1975. Or, compte tenu des déficits des années antérieures, il n'a pas été imposé en 1974 et faiblement en 1975 puisque son revenu imposable n'était, pour cette année, que de 33 800 francs ; 2^o l'exonération envisagée au bénéfice des exploitants reconnus sinistrés pendant trois années consécutives pour la majeure partie de leur exploitation ne lui a pas été accordée. Or, en 1971, il a perdu, comme tous les ostréiculteurs, toute sa marchandise, et les années 1972 et 1973 ont subi les séquences de cette perte, laquelle, pour les trois années considérées, a atteint 660 000 francs. Par ailleurs, il a bénéficié en 1972 et en 1973, des prêts spéciaux accordés par le crédit agricole en cas de calamité, cette condition étant une de celles exigées pour la reconnaissance de la qualité de sinistré. Il lui demande donc si, compte tenu des précisions données ci-dessus, il estime que l'imposition de ce contribuable répond aux critères fixés.

Exploitants agricoles (conditions d'assujettissement à la contribution de solidarité).

42879. — 9 décembre 1977. — M. Rabreau s'étonne auprès de M. le Premier ministre (Economie et finances) de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 38304 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 25 mai 1977 (p. 2958). Plus de six mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et, comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui expose la situation d'un ostréiculteur qui a été soumis au paiement de la contribution de solidarité des exploitants agricoles prévu par l'article 2 de la

loi de finances rectificative pour 1976, n° 76-978 du 28 octobre 1976. Ce contribuable a acquitté, dans les délais exigés, cet impôt, mais, estimant qu'il ne devait pas y être astreint, il a demandé à l'administration fiscale que soit reconsidérée l'imposition dont il fait l'objet. Sa requête est restée sans réponse. L'intéressé estime qu'il aurait dû être assimilé aux exploitants non assujettis, du fait des deux raisons suivantes : 1° la contribution de solidarité est assise sur le bénéfice total imposable des années 1974 et 1975. Or, compte tenu des déficits des années antérieures, il n'a pas été imposé en 1974 et faiblement en 1975 puisque son revenu imposable n'était, pour cette année, que de 33 800 francs; 2° l'exonération envisagée au bénéfice des exploitants reconnus sinistrés pendant trois années consécutives pour la majeure partie de leur exploitation ne lui a pas été accordée. Or, en 1971, il a perdu, comme tous les ostréiculteurs, toute sa marchandise, et les années 1972 et 1973 ont subi des séquences de cette perte, laquelle, pour les trois années considérées, a atteint 660 000 francs. Par ailleurs, il a bénéficié en 1972 et en 1973, des prêts spéciaux accordés par le crédit agricole en cas de calamité, cette condition étant une de celles exigées pour la reconnaissance de la qualité de sinistré. Il lui demande donc si, compte tenu des précisions données ci-dessus, il estime que l'imposition de ce contribuable répond aux critères fixés.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concernant une situation particulière, il ne pourrait être répondu que si, par l'indication du nom et de l'adresse de l'exploitant intéressé, l'administration était mise à même de faire procéder à une enquête.

Droits de succession

(modalités d'application du décret du 28 février 1939).

38406. — 26 mai 1977. — M. Massot rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que le décret du 28 février 1939 (art. 3), modifié par la loi du 12 novembre (art. 2), prévoyait que « pour l'assiette des droits de mutations par décès, à l'exception de ceux perçus sur les successions entre parents au-delà du 4^e degré ou entre personnes non parentes, la valeur des immeubles bâtis dont la construction a été commencée entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre 1939 et achevée avant le 1^{er} janvier 1942, n'entre pas en ligne de compte, à la condition que ces immeubles n'aient fait l'objet d'aucune mutation de propriété antérieure »; que ce régime de faveur a été repris par une loi de décembre 1959 qui fait l'objet de l'article 793-2 (1^{er}) du code général des impôts; que la loi de finances pour 1974, n° 73-1150, supprime l'exonération des droits de mutation pour les immeubles construits après le 20 septembre 1973. Il lui demande quel régime fiscal doit être appliqué à un immeuble construit à la fin de 1939 et qui n'a été l'objet, jusqu'à ce jour, d'aucune mutation à titre gratuit ou onéreux. Ne doit-on pas considérer, au moment de l'ouverture de la succession du propriétaire constructeur, que l'exonération de droits de succession prévue par le décret du 28 février 1939 reste valable comme étant attachée à l'immeuble et que les textes postérieurs, s'ils ont pu changer des modalités d'imposition, n'ont pas pu supprimer une exonération acquise sans limitation de durée.

Réponse. — L'article 1237 ancien du code général des impôts exonérait de droits de mutation par décès, sous certaines conditions, les immeubles bâtis dont la construction a été commencée entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre 1939 et achevée avant le 1^{er} janvier 1942. Cette disposition a été abrogée par l'article 59-11 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959. Toutefois, compte tenu tant de l'engagement pris lors de l'institution de cette exonération, dont l'application dans le temps n'était pas limitée, que des motifs qui ont conduit à abroger l'article 1237, il est admis que cette exonération est susceptible de s'appliquer aux successions ouvertes postérieurement au 1^{er} janvier 1960 si les conditions posées par ce texte sont réunies. Sous cette dernière réserve, qui ne pourrait être levée qu'après enquête, cette disposition peut donc s'appliquer à l'immeuble visé par l'honorable parlementaire. Il est précisé, d'autre part, que l'exonération prévue à l'article 793-2 (1^{er}) du code général des impôts ne peut bénéficier à cet immeuble, dès lors que ce dernier a été achevé avant le 31 décembre 1947.

Artisans prothésistes dentaires (exonération du paiement de la T. V. A.)

38435. — 27 mai 1977. — M. Jean-Pierre Cot appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des artisans prothésistes dentaires. En effet, les chirurgiens-dentistes, organisés en cabinet de groupe, font exécuter leurs travaux par des prothésistes salariés sans payer de T. V. A. à la différence des artisans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de ces derniers ainsi menacés.

Artisans prothésistes dentaires (exonération du paiement de la T. V. A.)

38545. — 2 juin 1977. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des artisans prothésistes dentaires. En effet, les chirurgiens-dentistes, organisés en cabinet de groupe, font parfois exécuter leurs travaux par des prothésistes salariés sans payer de T. V. A., à la différence des artisans prothésistes. Il en résulte ainsi, au bénéfice des chirurgiens-dentistes travaillant dans ces conditions, un avantage indûment compensé par une baisse du prix des prothèses. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de ces artisans prothésistes ainsi menacés.

Réponse. — La sixième directive tendant à harmoniser les législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (système commun de taxe sur la valeur ajoutée), adoptée par le conseil des communautés le 17 mai 1977, prévoit dans son article 13, e, que « les prestations de services effectuées dans le cadre de leur profession par les mécaniciens dentistes, ainsi que les fournitures de prothèses dentaires effectuées par les dentistes et les mécaniciens dentistes » seront exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée. La France a fortement contribué à l'adoption de cette disposition dont la mise en œuvre, le moment venu, paraît de nature à apaiser les préoccupations des prothésistes dentaires.

Cadastre (conséquences de l'insuffisance des efforts des services).

39303. — 28 juin 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation du service du cadastre et ses conséquences sur les ressources des municipalités et sur l'égalité des contribuables devant l'impôt. L'augmentation des tâches traditionnelles à laquelle s'ajoute la prise en charge de tâches exceptionnelles, telle la révision foncière, a conduit l'administration — faute de moyens suffisants en personnel — à utiliser des palliatifs. Au nombre de ceux-ci figurent notamment : l'instruction du contentieux et l'exploitation des extraits d'actes par des expéditionnaires dépourvus de formation professionnelle; le dégrèvement automatique des cotisations inférieures à 500 francs faisant l'objet d'une réclamation. L'impossibilité matérielle d'évaluer toutes les constructions nouvelles conduit à dispenser de l'impôt local un certain nombre de contribuables, la charge étant alors reportée sur les anciens contribuables. L'absence d'un recouvrement exhaustif des variations de la matière imposable entraîne, pour les municipalités, une minoration de leurs rentrées fiscales. L'accumulation des retards entraîne une inadéquation de la documentation foncière des communes, particulièrement dans les secteurs de forte urbanisation. Cette situation a servi de prétexte pour confier une partie de la conservation cadastrale à des géomètres privés. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre au service du cadastre de jouer pleinement son rôle.

Réponse. — Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Parallèlement, le volume des tâches permanentes s'est accru, notamment dans les départements fortement urbanisés. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts leur a alloué, dans la limite des moyens budgétaires qui lui sont accordés, des renforts en personnels. C'est ainsi que, depuis 1972, 1 150 emplois ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977. Ces mesures ponctuelles ne peuvent être tenues pour inefficaces puisqu'au moins bien certaines directions connaîtront à la fin de la présente année une situation très satisfaisante, parfois même meilleure que celle qu'elles connaissaient avant la révision. En outre, le recours à des personnels non titulaires pour ces opérations de rattrapage n'est pas surprenant : il ne serait, en effet, pas rationnel de procéder au recrutement d'agents permanents pour exécuter des travaux qui présentent, pour une part appréciable, un caractère exceptionnel. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en

œuvre dès le début de cette année. Ce programme repose, pour l'essentiel, sur la reprise progressive des travaux de terrain par les géomètres en poste dans les services de base. De plus, des brigades régionales temporaires constituées en faisant appel aux géomètres nouvellement recrutés, dont l'effectif a été sensiblement accru, compléteront l'effort fourni au niveau départemental. Le dispositif comporte également, à titre subsidiaire et provisoire, un recours limité à des techniciens privés. A la fin de 1980, le plan cadastral devrait ainsi avoir retrouvé la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs. Enfin, toutes dispositions ont été prises pour que les modifications de matière imposable soient constatées à l'occasion des opérations annuelles de conservation cadastrale. Ainsi, les variations correspondantes de valeurs locatives sont normalement prises en compte pour l'établissement des rôles d'impôts directs locaux.

Cadastre (augmentation des effectifs du service du cadastre).

39352. — 29 juin 1977. — **M. Frêche** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation déplorable du service du cadastre dont les conséquences sont bien connues tant sur les ressources des municipalités que sur l'aggravation de l'injustice en matière d'impôt local. Au cours de ces dernières années, le service, faute de moyens et de personnel, a accumulé des retards très importants. L'absence d'un recensement exhaustif de toutes les variations de la matière imposable entraîne une minoration des rentrées fiscales municipales, particulièrement dans les grandes villes; ce retard a de plus servi de prétexte pour confier une partie de la conservation cadastrale à des géomètres privés, ce qui va dans le sens regrettable et général de la privatisation des services publics. Les solutions passent par le recrutement nécessaire d'agents à la direction générale des impôts et ce dans l'intérêt du service et des contribuables. Ces mesures permettraient de cesser de recourir aux services privés. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre à l'occasion du prochain budget tant en moyens qu'en personnel pour un bon fonctionnement du service du cadastre dans un cadre de service public.

Réponse. — Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Parallèlement, le volume des tâches permanentes s'est accru, notamment dans les départements fortement urbanisés. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts leur alloue, dans la limite des moyens budgétaires qui lui sont accordés, des renforts en personnels. C'est ainsi que, depuis 1972, 1 150 emplois ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 de sorte qu'à la fin de la présente année, une amélioration sensible de la situation pourra être observée. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre dès le début de cette année. Ce programme repose, pour l'essentiel, sur la reprise progressive des travaux de terrain par les géomètres en poste dans les services de base. De plus, des brigades régionales temporaires constituées en faisant appel aux géomètres nouvellement recrutés, dont l'effectif a été sensiblement accru, compléteront l'effort fourni au niveau départemental. Le recours à des techniciens privés, également prévu, ne revêtira donc, au niveau global, qu'une importance limitée. Mais il est seul de nature à permettre un redressement rapide de la situation dans un certain nombre de communes où le plan doit faire l'objet d'une réédition partielle ou totale pour retrouver la valeur d'usage qu'exigent ses multiples utilisateurs. En effet, par suite de la rigidité des dispositions applicables en matière de mutation des fonctionnaires, les circonscriptions cadastrales dont relèvent ces communes ne pourront être dotées que très progressivement des moyens en personnel nécessaires pour l'exécution de la totalité des missions d'ordre technique sans faire appel ou concours de techniciens n'appartenant pas à l'administration. Cette intervention, temporaire et limitée, du secteur privé ne se prête d'ailleurs à aucune ambiguïté: les travaux seront effectués à l'initiative, sous la direction et le contrôle des fonctionnaires compétents du cadastre. Aussi

bien, ne serait-il pas rationnel de procéder au recrutement d'agents permanents pour exécuter en totalité des opérations qui présentent, pour une part appréciable, un caractère exceptionnel. Enfin, toutes dispositions ont été prises pour que les modifications de matière imposable soient constatées à l'occasion des opérations annuelles de conservation cadastrale. Ainsi, les variations correspondantes de valeurs locatives sont normalement prises en compte pour l'établissement des rôles d'impôts directs locaux.

Cadastre (augmentation des effectifs du service dans l'Hérault).

39353. — 29 juin 1977. — **M. Frêche** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la dégradation du fonctionnement du service du cadastre dans l'Hérault et plus particulièrement à Montpellier. Ce problème est lié au problème de l'insuffisance des moyens en effectifs de cette branche de l'administration générale à Montpellier, compte tenu de la situation de la côte méditerranéenne et des aménagements financiers affectés, compte tenu de la rapidité particulière de la croissance de la ville, le contentieux du cadastre est en train de prendre un tour grave, il semble que le nombre des affaires contentieuses pour la ville de Montpellier puisse être comprises grossièrement, entre 10 000 et 15 000. Il n'est pas rare que des réclamations, malgré le dévouement des fonctionnaires, attendent trois à quatre ans pour avoir une réponse. Il semble en conséquence indispensable de renforcer le personnel dans des proportions de l'ordre de 25 à 30 p. 100 pour le service du cadastre dans le département de l'Hérault. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Parallèlement, le volume des tâches permanentes s'est accru, notamment dans les départements fortement urbanisés. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi qu'au cours des années 1975 et 1976, 474 emplois nouveaux ont été créés dans ces services. Les bureaux du cadastre de l'Hérault ont, pendant ces deux années, bénéficié de 16 emplois supplémentaires, correspondant à une majoration de 30,2 p. 100 de leurs effectifs. De plus, des opérations dites « ponctuelles », visant à apurer les arriérés, ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de 55 800 extraits cadastraux ainsi que l'instruction de 24 020 réclamations au cours de l'année 1976. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 dans ce département pour lequel un effort particulier a été consenti en matière de crédits et qui dispose également de vacataires recrutés dans le cadre du programme d'action mis en place par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes.

Services des impôts et du cadastre (création d'emplois nouveaux).

39365. — 29 juin 1977. — **M. Roucaute** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la dégradation constante des conditions de travail et l'aggravation des tâches constatées depuis plusieurs années dans le service des impôts et du cadastre. Un fonctionnement normal du service exigerait la création d'au moins 12 000 emplois nouveaux, l'arrêt des licenciements et des déplacements d'auxiliaires ainsi que l'amélioration des conditions de travail. Concernant le cadastre des retards importants sont constatés au niveau de la conservation cadastrale dont les conséquences sont particulièrement importantes pour les collectivités locales et les particuliers qui ne peuvent plus obtenir des documents mis à jour. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour améliorer le fonctionnement du service des impôts et du cadastre, notamment par la création d'emplois nouveaux.

Réponse. — Le ministre délégué à l'économie et aux finances est particulièrement soucieux de voler l'ensemble des moyens financiers et, parmi ceux-ci, les services fiscaux des moyens, notamment en personnel, leur permettant de continuer à remplir leurs difficiles missions dans les meilleures conditions d'efficacité. Les services extérieurs de la direction générale des impôts ont effectivement à faire face, depuis plusieurs années, à des tâches administratives en croissance continue alors que, dans le même temps, ils doivent s'adapter à une législation évolutive de plus en plus diversifiée; cette situation conduit le Gouvernement à demander chaque année au Parlement le renforcement des effectifs. C'est ainsi, que de 1968 à 1977, le nombre des emplois budgétaires a été augmenté de 25 p. 100. En ce qui concerne plus particulièrement

rement le cadastre, ses services connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Aussi, afin de permettre aux services du cadastre d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi que, depuis 1972, onze cent cinquante emplois nouveaux y ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 de sorte qu'à la fin de la présente année, une amélioration sensible de la situation pourra être observée. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre dès le début de cette année et le plan devrait, à la fin de 1980, avoir retrouvé la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs. Enfin, dans la limite des moyens budgétaires qui lui seront accordés, la direction générale des impôts continuera d'apporter une attention particulière aux effectifs des secteurs où la croissance de la charge est la plus rapide.

Cadastre (renforcement des moyens des services).

39474. — 9 juillet 1977. — M. Denvers demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de lui indiquer quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour donner aux personnels du service du cadastre les moyens d'exercer normalement leurs missions et d'accomplir dans des délais raisonnables et acceptables pour les collectivités locales leurs tâches de plus en plus importantes. Il lui signale que les retards dans l'ouverture des changements intervenus dans la configuration du plan cadastral entraînent une inadéquation de la documentation foncière des communes surtout dans les secteurs fortement urbanisés. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il prendra pour permettre au service du cadastre d'exercer totalement les missions qui doivent demeurer les siennes.

Réponse. — Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Parallèlement, le volume des tâches permanentes s'est accru, notamment dans les départements fortement urbanisés. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts leur alloue, dans la limite des moyens budgétaires qui lui sont accordés, des renforts en personnels. C'est ainsi que, depuis 1972, onze cent cinquante emplois ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 de sorte qu'à la fin de la présente année, une amélioration sensible de la situation pourra être observée. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre dès le début de cette année. Ce programme repose, pour l'essentiel, sur la reprise progressive des travaux de terrain par les géomètres en poste dans les services de base. De plus, des brigades régionales temporaires, constituées en faisant appel aux géomètres nouvellement recrutés, dont l'effectif a été sensiblement accru, compléteront l'effort fourni au niveau départemental. Le dispositif comporte également, à titre subsidiaire et provisoire, un recours limité à des techniciens privés. A la fin de 1980, le plan cadastral devrait ainsi avoir retrouvé la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs.

Cadastre (renforcement des moyens des services de la Haute-Vienne).

39484. — 9 juillet 1977. — Mme Constans attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des services du cadastre dans la Haute-Vienne. Faute de moyens suffisants en personnel, le retard s'accroît dans l'accomplissement des tâches dévolues aux services du cadastre (quelques chiffres : en 1969 : 9 405 extraits d'actes utilisés, 1 500 réclamations instruites ; en 1975 : 22 800 extraits d'actes utilisés, 201 000 locaux mécanisés, 760 000 parcelles « mécanisées » ; en 1976 : 8 000 réclamations reçues). Le retard pénalise les contribuables et les communes. Elle lui demande s'il n'estime pas nécessaire, d'une part, de titulariser les employés vacataires de ces services, d'autre part, de créer, dans le budget 1978, les vingt-cinq postes estimés nécessaires par l'ensemble des organisations syndicales des services des impôts de la Haute-Vienne pour pouvoir accomplir le travail dans de bonnes conditions.

Réponse. — Les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi qu'au cours des années 1975 et 1976, quatre cent soixante-quatorze emplois nouveaux ont été créés dans ces services. De plus, des opérations dites « ponctuelles », visant à apurer les arriérés, ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'accélération de l'exploitation des extraits d'acte et l'instruction de réclamations ; ainsi, le retard qui était apparu dans le département de la Haute-Vienne a pu être, en grande partie, résorbé. De même, le dispositif mis en œuvre au début de cette année pour accélérer la tenue à jour du plan cadastral devrait permettre d'apurer progressivement le retard actuel. Cet effort sera poursuivi en 1978, dans la limite des moyens budgétaires dont disposera l'administration fiscale. Quant aux auxiliaires employés dans les services du cadastre, il est rappelé que leur titularisation en qualité d'agent de bureau est subordonnée à l'accomplissement de quatre années de service à temps complet — la dernière année devant avoir été accomplie sans interruption — et à leur affectation dans un emploi vacant de titulaire des catégories C ou D.

TVA (assujettissement de l'ensemble des produits alimentaires au taux réduit).

39592. — 16 juillet 1977. — M. Jean Briane expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'actuellement toutes les opérations d'achat, d'importation, de vente et de livraison, de commission, de courtage ou de façon portant sur les produits alimentaires destinés à l'alimentation humaine sont passibles du taux réduit de la TVA égal à 7 p. 100, à l'exception de celles portant sur quelques catégories de produits qui demeurent soumises au taux intermédiaire de 17,6 p. 100, parmi lesquels se trouvent, en particulier, la confiserie et certains chocolats et produits composés contenant du chocolat. Une telle discrimination est d'autant plus regrettable qu'en raison de l'augmentation sensible du sucre et de celle, très importante, des fèves de cacao, la confiserie de sucre ou de chocolat a subi, ces derniers mois, des hausses particulièrement importantes qui seraient atténuées par une baisse du taux de la TVA. Il convient de souligner le fait que les détaillants en confiserie ont subi des pertes importantes en confiserie de chocolat par suite de la sécheresse survenue en 1976, ainsi qu'une baisse sensible de leur chiffre d'affaires en raison de la diminution de la consommation. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité d'insérer, dans la prochaine loi de finances, une disposition assujettissant au taux réduit de la TVA la totalité des produits alimentaires destinés à l'alimentation humaine.

TVA (application du taux réduit à tous les produits alimentaires solides).

39748. — 23 juillet 1977. — M. Ehrmann expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que tous les produits alimentaires solides sont, depuis le 1^{er} janvier 1973, imposables au taux réduit de la TVA, exception faite de la confiserie, de certains produits à base de cacao et des graisses végétales alimentaires. Il lui souligne qu'en raison de l'augmentation très sensible du prix du sucre et des fèves de cacao, la confiserie à base de chocolat a subi, ces derniers temps, une hausse importante et il lui demande s'il n'estime pas que, dans l'intérêt tant des professionnels concernés que des consommateurs eux-mêmes, il serait souhaitable d'appliquer le taux réduit de la TVA à tous les produits alimentaires solides.

TVA (application du taux réduit à l'ensemble des produits alimentaires solides).

40031. — 30 juillet 1977. — M. Honnet attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le fait que la quasi-totalité des produits alimentaires solides sont actuellement soumis au taux réduit de la TVA, à l'exception de la confiserie, de certains produits à base de cacao et des graisses végétales alimentaires. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans l'intérêt même des consommateurs, de mettre fin à ces disparités en appliquant le taux réduit de TVA à l'ensemble des produits alimentaires solides.

TVA (application du taux réduit à la confiserie à base de chocolat).

40531. — 10 septembre 1977. — M. Ehrmann expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que tous les produits alimentaires solides sont, depuis le 1^{er} janvier 1973, imposables au taux réduit de la TVA, exception faite de la confiserie, de certains produits à base de cacao et des graisses végétales alimentaires. Il lui souligne qu'en raison de l'augmentation très sensible du prix du sucre et des fèves de cacao, la confiserie à base de chocolat a subi, ces derniers temps, une hausse importante, et lui demande s'il n'estime pas que, dans l'intérêt tant des professionnels concernés que des consommateurs eux-mêmes, il serait souhaitable d'appliquer le taux réduit de la TVA à tous les produits alimentaires solides.

Réponse. — La réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée afférente aux produits de confiserie et de chocolaterie actuellement soumis au taux intermédiaire de 17,5 p. 100 entraînerait des pertes de recettes importantes que la situation budgétaire ne permet pas d'envisager. C'est pourquoi, sans méconnaître les difficultés résultant de la dualité des régimes de taxation applicables au secteur alimentaire, il n'est pas envisagé d'étendre le bénéfice du taux réduit de 7 p. 100 à tous les chocolats et confiseries qui n'en sont pas encore bénéficiaires. Toutefois, pour tenir compte de l'évolution de la réglementation définissant les produits de chocolaterie, il a été décidé d'admettre au bénéfice du taux réduit les produits dénommés « chocolat », « chocolat de ménage » et « chocolat de ménage au lait » présentés en tablettes. Cette mesure, appliquée depuis le 1^{er} août 1977, élargit le champ d'application du taux de 7 p. 100 en matière de chocolaterie, par rapport à la situation antérieure; et répond ainsi, partiellement, aux souhaits exprimés par les honorables parlementaires.

Cadastre (situation des services en Savoie).

39678. — 16 juillet 1977. — M. Besson appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation alarmante des services du cadastre en Savoie. A ce jour, les retards sont considérables en tous domaines: tenue à jour du plan et de la documentation cadastrale, délivrance des extraits, inventaire des propriétés bâties et non bâties, etc. Les particuliers et les collectivités locales font les frais de l'insuffisance des moyens en personnel de ce service. A la suite de la position unanime arrêtée par le comité technique paritaire local concluant à la nécessité de créer vingt emplois dans ce service, il lui demande si son ministère est décidé à tout faire pour satisfaire cette exigence qui correspond à un effort indispensable si l'on veut stopper la dégradation de la situation.

Réponse. — Les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des revisions des évaluations foncières des propriétés bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi qu'au cours des années 1975 et 1976, quatre cent soixante-quatorze emplois nouveaux ont été créés dans ces services. Cet effort sera poursuivi, en 1978, dans la limite des moyens budgétaires mis à la disposition de l'administration fiscale. Dans le département de la Savoie, où le développement particulièrement rapide des stations de sports d'hiver a également contribué à l'augmentation du volume des tâches, des mesures particulières ont été prises en 1975 et 1976 pour hâter l'exploitation des extraits d'acte et l'instruction du contentieux. Elles seront reconduites cette année. Enfin, un dispositif spécial a été mis en œuvre pour résorber les retards constatés dans la tenue à jour du plan cadastral. L'ensemble de ces dispositions devrait permettre progressivement le retour à une situation normale.

Cadastre (difficultés des services).

39709. — 16 juillet 1977. — M. Renard attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances), sur les difficultés que rencontre le service du cadastre. En effet, après la revision foncière des propriétés bâties, ce service a vu ses tâches spécifiques évoluer de manière très sensible. Devant les retards importants constatés tant au niveau des croquis, des extraits d'acte, du contentieux de la revision que des charges du service en continue augmentation, l'administration recourt à des palliatifs: auxiliaires embauchés sous contrats, sous-rémunérés puis licenciés. Prenant prétexte de retards accumulés, de l'insuffisance des effectifs, la direction générale des impôts transfère au privé, dans un premier temps, une partie de la conservation cadastrale ainsi que le remaniement. A échéance, la privatisation de la gestion du plan cadastral sera envisagée. Il lui demande en conséquence les moyens qu'il compte prendre pour arrêter la privatisation de ce service et obtenir un bon fonctionnement des centres des impôts fonciers.

Réponse. — Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, les services du cadastre connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des revisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Parallèlement, le volume des tâches permanentes s'est accru, notamment dans les départements fortement urbanisés. Afin de permettre aux services du cadastre de faire face, dans les meilleures conditions possibles, à leurs missions permanentes, la direction générale des impôts leur alloue, dans la limite des moyens budgétaires qui lui sont accordés, des renforts en personnels. C'est ainsi que, depuis 1972, onze cent cinquante emplois ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle revision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 de sorte qu'à la fin de la présente année, une amélioration sensible de la situation pourra être observée. Par ailleurs, les auxiliaires ou vacataires recrutés pour la constitution des ateliers temporaires chargés de contribuer à la résorption des retards précités sont très exactement informés du caractère précaire de leur emploi au moment de leur engagement. La survenance du terme prévu ne peut s'analyser comme un licenciement. Il n'est pas possible de renoncer à ces dispositions qui sont le corollaire nécessaire de l'autorisation accordée à l'administration de faire appel à des concours temporaires dans la limite des crédits alloués à cet effet, chaque fois que les circonstances l'exigent. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre dès le début de cette année. Ce programme repose, pour l'essentiel, sur la reprise progressive des travaux de terrain par les géomètres en poste dans les services de base. De plus, des brigades régionales temporaires constituées en faisant appel aux géomètres nouvellement recrutés, dont l'effectif a été sensiblement accru, compléteront l'effort fourni au niveau départemental. Le recours à des techniciens privés, également prévu, ne revêtira donc, au niveau global, qu'une importance limitée. Mais il est seul de nature à permettre un redressement rapide de la situation dans un certain nombre de communes où le plan doit faire l'objet d'une réédition partielle ou totale pour retrouver la valeur d'usage qu'exigent ses multiples utilisateurs. En effet, par suite de la rigidité des dispositions applicables en matière de mutation des fonctionnaires, les circonscriptions cadastrales dont relèvent ces communes ne pourront être dotées que très progressivement des moyens en personnel nécessaires pour l'exécution de la totalité des missions d'ordre technique sans faire appel au concours de techniciens n'appartenant pas à l'administration. Cette intervention, temporaire et limitée, du secteur privé ne se prête d'ailleurs à aucune ambiguïté: les travaux seront effectués à l'initiative, sous la direction et le contrôle des fonctionnaires compétents du cadastre.

Impôts (dégradation des conditions de travail notamment dans le service du cadastre).

40092. — 6 août 1977. — M. Millet attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la dégradation constante des conditions de travail qui touche tous les services des impôts. Il lui rappelle un certain nombre de revendications, notamment en ce qui concerne la création de 12 000 emplois nécessaires au fonction-

nement normal du service, l'arrêt des licenciements et des déplacements d'auxiliaires, l'amélioration des conditions de travail, l'arrêt du démantèlement du service public; le tout rentrant dans un véritable service public fiscal et foncier. Le personnel du cadastre en outre met en cause l'absence des moyens nécessaires au bon fonctionnement du service, ce qui n'est pas sans répercussions sur les collectivités locales et sur les particuliers. Enfin, le personnel réclame le recrutement de techniciens géomètres, d'agents de catégories C et D, la création d'un corps d'aides géomètres, la mise en place rapide de brigades topographiques départementales. Enfin, la privatisation des services en cours constitue une préoccupation importante de l'ensemble des personnels et met en cause à terme le contenu du service public de cette administration. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre aux légitimes inquiétudes de ces personnels.

Réponse. — Le ministre délégué à l'économie et aux finances est particulièrement soucieux de doter l'ensemble des services financiers, et parmi ceux-ci les services fiscaux, des moyens, notamment en personnel, leur permettant de continuer à remplir leurs difficiles missions dans les meilleures conditions d'efficacité. Les services extérieurs de la direction générale des impôts ont effectivement à faire face, depuis plusieurs années, à des tâches administratives en croissance continue alors que dans le même temps ils doivent s'adapter à une législation évolutive de plus en plus diversifiée; cette situation conduit le Gouvernement à demander chaque année au Parlement le renforcement des effectifs. C'est ainsi que de 1963 à 1977 le nombre des emplois budgétaires a été augmenté de 25 p. 100. En ce qui concerne plus particulièrement le cadastre, ses services connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retard dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Aussi, afin de permettre aux services du cadastre d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi que, depuis 1972, 1 150 emplois y ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 de sorte qu'à la fin de la présente année, une amélioration sensible de la situation pourra être observée. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre dès le début de cette année. Ce programme repose, pour l'essentiel, sur la reprise progressive des travaux de terrain par les géomètres en poste dans les services de base. De plus, des brigades régionales temporaires constituées en faisant appel aux géomètres nouvellement recrutés, dont l'effectif a été sensiblement accru, compléteront l'effort fourni au niveau départemental. Le dispositif comporte également, à titre très subsidiaire et provisoire, un recours limité à des techniciens privés. A la fin de 1980, le plan cadastral devrait ainsi avoir retrouvé la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs. Enfin, dans la limite des moyens budgétaires qui lui seront accordés, la direction générale des impôts continuera d'apporter une attention particulière aux effectifs des secteurs où le croisement est la plus rapide.

Impôts (fonctionnement des services fiscaux des Hauts-de-Seine).

40163. — 6 août 1977. — M. Barbet rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'au cours d'un débat télévisé sur la fiscalité il a été amené à reconnaître publiquement le manque évident de personnel dans les services fiscaux. Or, le service du cadastre de Nanterre (Hauts-de-Seine) ne peut, raison de l'insuffisance de personnel, faire face aux tâches qui lui incombent, ce qui perturbe l'établissement du budget des communes, car on ne peut valablement admettre que l'embauchage d'une vingtaine d'employés temporaires pour des périodes de deux à trois mois puisse supprimer les difficultés devant lesquelles se trouvent placé le personnel qui a manifesté par des démarches multiples (Interventions écrites, pétitions et grève) son mécontentement auprès des services fiscaux du département des Hauts-de-Seine et sa volonté de mettre fin à une situation qui ne peut plus durer. Il lui demande s'il entend réellement mettre à la disposition des services fiscaux des Hauts-de-Seine le personnel nécessaire à un fonctionnement normal de ceux-ci.

Réponse. — Le ministre délégué à l'économie et aux finances est particulièrement soucieux de doter l'ensemble des services financiers, et parmi ceux-ci les services fiscaux, des moyens, notamment en personnel, leur permettant de continuer à remplir leurs difficiles missions dans les meilleures conditions d'efficacité. Les services extérieurs de la direction générale des impôts ont effectivement à faire face, depuis plusieurs années, à des tâches administratives en croissance continue alors que dans le même temps ils doivent s'adapter à une législation évolutive de plus en plus diversifiée; cette situation conduit le Gouvernement à demander chaque année au Parlement le renforcement des effectifs. C'est ainsi que de 1963 à 1977 le nombre des emplois budgétaires a été augmenté de 25 p. 100. En ce qui concerne plus particulièrement le cadastre, ses services connaissent actuellement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retard dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. Aussi, afin de permettre aux services du cadastre d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, leurs missions permanentes, la direction générale des impôts s'est efforcée de leur réserver une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi que, depuis 1972, 1 150 emplois y ont été créés. Par ailleurs, une réorganisation des bureaux, inspirée des solutions appliquées depuis 1969 dans les autres services des impôts, vient d'être entreprise. Elle sera mise en œuvre par étapes et s'accompagnera d'une nouvelle révision des effectifs et d'une amélioration de l'installation matérielle des services. En outre, des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées depuis trois ans. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux, de sorte qu'une amélioration sensible de la situation pourra être observée dans de nombreux départements dès la fin de la présente année. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage a été mis en œuvre au début de cette année. De la sorte, ce document devrait, à la fin de 1980, avoir retrouvé, toute la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs. Le département des Hauts-de-Seine a bénéficié de l'ensemble de ces dispositions. En effet, les effectifs des services du cadastre ont été renforcés de dix-huit emplois supplémentaires au cours des deux dernières années et de neuf autres emplois cette année à l'occasion de la réorganisation complète des bureaux. Par ailleurs, d'importantes dotations de crédits spéciaux ont été attribuées à ce département tant en 1976 qu'en 1977, notamment dans le cadre du programme d'action mis en place par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes. Ces mesures devraient permettre le retour progressif à une situation normale.

Cadastre (renforcement des effectifs de personnel)

40306. — 27 août 1977. — M. Bayard attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation du service du cadastre. Il n'est pas douteux qu'un retard d'exécution important existe dans les tâches confiées à ce service, mise à jour des propriétés bâties, évaluation des locaux, etc. Ces retards ont une incidence non négligeable sur les services que doivent en attendre les municipalités, en particulier au niveau des impositions. Il en est de même dans les communes où un remembrement a eu lieu et où une association foncière existe, qui doit chaque année encaisser des cotisations. Celles-ci sont de plus en plus soumises à réclamations du fait des nombreuses mutations intervenues depuis la création de l'association. Dans les communes en voie de développement démographique, les retards de mise à jour des documents entraînent des difficultés. Le personnel affecté à ce service doit nécessairement, pour être efficace, posséder une bonne expérience, et il apparaît que des vacataires qui ne passeraient que quelques mois au service, ne pourraient assumer valablement une tâche délicate et très précise. Il lui demande donc s'il envisage un renforcement des effectifs du cadastre qui apparait tout à fait nécessaire et urgent, dans le cadre de la préparation du budget de 1978.

Réponse. — Les services du cadastre connaissent effectivement certaines difficultés de fonctionnement consécutives à la contribution très importante qu'ils ont apportée, de 1969 à 1974, aux travaux des révisions des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité directe locale. Ces travaux supplémentaires, ainsi que l'apurement du contentieux en résultant, ont provoqué l'apparition de retards dans la tenue à jour de la documentation cadastrale. La prise en compte des mutations de propriétés, par exemple, n'a pas toujours été assurée dans les délais souhaitables et cette situation a pu présenter des inconvénients pour les divers usagers du cadastre et, notamment, pour les associations foncières de remembrement. Cependant, la direction générale des impôts s'est toujours efforcée de réserver aux services du cadastre, pour leur permettre d'assurer leurs missions permanentes dans les meilleures conditions possibles,

une part importante des moyens budgétaires qui lui ont été alloués. C'est ainsi qu'au cours des années 1975 et 1976, 474 emplois nouveaux ont été créés dans ces services. Cet effort sera bien entendu poursuivi en 1978. Mais, sans attendre, plusieurs dispositions ont été prises pour apurer les arriérés dans les délais les plus brefs. Des opérations dites « ponctuelles » ont été réalisées en 1975 et 1976. Elles ont permis l'exploitation de nombreux extraits cadastraux en souffrance ainsi que l'accélération du traitement du contentieux. Les efforts déjà accomplis en ce domaine sont activement poursuivis en 1977 et le seront encore en 1978, grâce notamment au concours des vacataires recrutés récemment dans le cadre du programme d'action mis en place par le Gouvernement pour faciliter l'emploi de jeunes. Ces mesures ponctuelles ne peuvent être tenues pour inefficaces puisqu'aussi bien certaines directions connaîtront à la fin de la présente année une situation très satisfaisante, parfois même meilleure que celle qu'elles connaissaient avant la révision. En outre, le recours à des personnels non titulaires pour ces opérations de rattrapage n'est pas surprenant : il ne serait, en effet, pas rationnel de procéder au recrutement d'agents permanents pour exécuter des travaux qui présentent, pour une part appréciable, un caractère exceptionnel. De plus, seules les tâches les plus simples ont été confiées aux auxiliaires ou vacataires afin de permettre aux agents titulaires de se consacrer entièrement aux opérations les plus complexes. En ce qui concerne la tenue à jour du plan cadastral, un programme quadriennal de rattrapage, qui repose, pour l'essentiel, sur un effort accru des services départementaux mais aussi sur l'action de brigades temporaires composées de géomètres nouvellement recrutés et, à titre très subsidiaire et provisoire, sur le recours à des techniciens privés, a été mis en œuvre dès le début de cette année de sorte que le plan cadastral devrait, à la fin de 1980, avoir retrouvé la valeur qu'en attendent ses multiples utilisateurs. Toutes dispositions ont par ailleurs été prises pour que les modifications de matière imposable soient constatées à l'occasion des opérations annuelles de conservation cadastrale, les variations correspondantes de valeurs locatives étant ainsi normalement prises en compte pour l'établissement des rôles d'impôts directs locaux.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(relèvement du taux des pensions de réversion).*

40645. — 17 septembre 1977. — Mme Constans attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la nécessité de porter le taux des pensions de réversion accordées aux veuves de fonctionnaires de 50 p. 100 à 75 p. 100. Cela suppose la modification de l'article 38 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964. Ce taux de 50 p. 100 ne correspond pas du tout aux nécessités d'existence des bénéficiaires, car il n'est pas exact qu'au décès du mari les dépenses du foyer diminuent de moitié. Les dépenses de loyer, de chauffage, d'éclairage, etc. restent les mêmes. Les pouvoirs publics reconnaissent d'ailleurs officiellement la réalité de besoins supérieurs pour les personnes seules en fixant le plafond des ressources pour le droit à l'allocation du fonds national de solidarité à 57 p. 100 pour une personne seule par rapport aux besoins d'un couple. Les pays du Marché commun (sauf la France) ont compris également cette réalité en accordant des pensions de réversion dont les taux varient de 60 à 70 p. 100. Dans une première étape les retraités et pensionnés demandent que les pensions de réversion soient portées au taux de 60 p. 100. Les veuves de fonctionnaires ne comprendraient pas que leur revendication prioritaire ne soit pas satisfaite. Elle lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Réponse. — Le taux de la pension de réversion servie à la veuve est fixé à 50 p. 100 de la pension du mari non seulement dans le régime du code des pensions civiles et militaires de retraite mais également dans tous les autres régimes de retraite du secteur public. Il en est de même dans le secteur privé pour le régime de base de l'assurance vieillesse de sécurité sociale. Outre les charges supplémentaires très importantes qu'une élévation de ce taux entraînerait pour le budget de l'Etat, l'extension inévitable d'une telle mesure aux autres régimes compromettrait très inopportunément l'équilibre financier de ces derniers. C'est pourquoi le Gouvernement ne peut envisager de porter à 60 p. 100 le taux de la pension de réversion servie aux veuves de fonctionnaires civils et militaires.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (attribution de la carte du combattant aux anciens de 1939-1940 et d'A. F. N. et revalorisation des pensions).

41064. — 4 octobre 1977. — M. André Beaugiffé appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur une résolution du comité directeur de l'association des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc de la Meuse, réuni le 24 septembre 1977 à Bar-le-Duc, pouvant se résumer dans les termes ci-dessous : « Tenant compte de la session budgétaire de 1978, les ACPG et CATM de la Meuse demandent instamment que le dernier budget de la législature en cours contienne

une première mesure de rattrapage des pensions et retraites des anciens combattants et victimes de guerre dont le retard sur le niveau légal, commencé depuis 1962, atteint actuellement 25 p. 100. Les ACPG et CATM de la Meuse déclarent solennellement qu'ils ne sauraient se satisfaire de promesses que les programmes des partis politiques envisageraient pour le règlement de ce très important et très ancien contentieux au cours de la prochaine législature (1978-1983) et c'est pourquoi ils attendent notamment de l'Assemblée nationale, dont les pouvoirs expirent en mars 1978, que la volonté de justice maintes fois proclamée se traduise concrètement dans le prochain budget des anciens combattants par le dégel des pensions de guerre et d'invalidité. Tenant compte, d'autre part, des propositions de loi déposées par les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat pour l'attribution de la carte du combattant aux prisonniers de guerre 1939-1945 qui ne l'ont pas encore obtenue, les ACPG et CATM de la Meuse réclament avec fermeté le vote par le Parlement, avant la fin de la législature actuelle, d'une loi qui accorde aux anciens prisonniers de guerre de l'armée française de 1939-1940 les mêmes droits à la carte du combattant qu'ils réclament depuis trente ans et qui a été accordée en 1958 aux incorporés de force dans la Wehrmacht et faits prisonniers par les alliés, quelles que soient l'unité à laquelle ils appartenaient et la durée de la captivité. Solidaires de l'ensemble des intérêts et des droits du monde anciens combattants et victimes de guerre, les ACPG et CATM recommandent fermement à l'attention des parlementaires ces deux revendications prioritaires pour que soit mis fin aux injustices les plus criantes qui frappent les catégories les plus méritantes et les plus respectables de la nation. » Il lui demande de prévoir dans la préparation budgétaire actuelle les dispositions dont il s'agit.

Réponse. — 1° Aux termes de l'article 28 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, le « taux des pensions militaires d'invalidité et de leurs accessoires est établi en fonction d'un indice de pension dont le point est égal au 1/1000 du traitement brut d'activité afférent à l'indice 170 tel qu'il est défini en application du décret n° 48-1108 du 8 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois civils et militaires de l'Etat ». Ainsi, les pensions militaires d'invalidité ont bénéficié des mesures générales, augmentation du traitement de base et attribution de points uniformes notamment, accordées aux fonctionnaires. De plus, l'intégration de 10,5 points de l'indemnité de résidence dans le traitement de base des fonctionnaires a entraîné un gain net de 10,5 p. 100 pour les pensions militaires d'invalidité. La formule d'indexation résultant de ces dispositions assure donc la revalorisation des pensions dans des conditions avantageuses pour les intéressés. De 1974 à 1976, la valeur du point de pension s'est ainsi accrue de 57,41 p. 100 alors que le coût de la vie n'a augmenté que de 39,31 p. 100. Il faut rappeler par ailleurs que de nombreuses mesures ont été prises en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de la législation des pensions de guerre au cours des dernières années : majoration des avantages concédés sans conditions de ressources aux veuves âgées de plus de soixante ans, majoration des pensions d'ascendant de guerre, alignement des pensions des déportés politiques sur celles des déportés résistants. Enfin, l'alignement des retraites des anciens combattants de 1939-1945 sur celles des anciens combattants de 1914-1918, inscrit dans la loi n° 78-1000 du 10 décembre 1978, représentera pour les 400 000 titulaires une majoration de leur pension de 37,5 p. 100 en 1978. Aussi n'apparaît-il pas qu'il y ait lieu de modifier dans le sens envisagé par l'honorable parlementaire les modalités de revalorisation des prestations allouées aux bénéficiaires de la législation sur les pensions militaires d'invalidité ; 2° par ailleurs, les prisonniers de guerre ont droit à la carte du combattant, dans la mesure où ils ont appartenu au moins un jour à une unité combattante. C'est ainsi que 90 p. 100 des prisonniers de guerre ont actuellement cette carte. Les prisonniers de guerre qui n'ont pas la carte du combattant sont donc ceux qui ont été envoyés en captivité sans remplir cette condition. Néanmoins, ils ont, en tant que tels et pour tenir compte des épreuves de la captivité, droit à une retraite professionnelle anticipée en fonction de la durée de la captivité à partir de soixante ans et à toutes les prestations dispensées par l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (prêts, secours, etc.). Cela dit, il convient de rappeler que la carte du combattant est, historiquement et juridiquement, liée à la notion de combat, comme cela a été rappelé tout récemment par la commission réunie pour définir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens militaires d'Afrique du Nord. S'il convient dans une certaine mesure d'assimiler la captivité à un combat, des dispositions existent : articles R. 224-C et R. 227 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre qui permettent de donner la carte à ceux qui ont opposé à l'ennemi une attitude de refus. Des instructions ont été données à tous les préfets afin qu'ils prennent les mesures nécessaires dans le cadre de leur département pour inciter les prisonniers de guerre qui pourraient prétendre à la carte du combattant, mais qui n'auraient pas été informés de ces procédures particulières, à formuler leur demande.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires (sanctions d'un inspecteur des impôts du Gard).

41769. — 27 octobre 1977. — **M. Lucien Pignion** interroge **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les motifs pour lesquels un inspecteur des impôts a été déplacé d'Hippolyte-du-Fort, dans le Gard, à Vernon, dans l'Eure. Considère-t-il comme un manquement au devoir de réserve que de signer un tract de l'union de la gauche sans faire mention de sa qualité. Envisage-t-il de déplacer ainsi tous les fonctionnaires qui dans les prochains mois vont prendre parti pour l'un ou l'autre des partis de gauche. Enfin, pourquoi ne déplace-t-on pas également certains hauts fonctionnaires qui, eux, peuvent afficher publiquement leurs opinions sans être inquiétés.

Réponse. — Le pouvoir disciplinaire est exercé par chaque ministre sous le seul contrôle du juge pour ce qui concerne les fonctionnaires, comme les inspecteurs des impôts, nommés par arrêté ministériel. Aussi bien, aucun élément n'est en possession des services du Premier ministre au sujet de la situation évoquée dans sa question par l'honorable parlementaire.

Fonctionnaires (modalités d'organisation des concours de recrutement des fonctionnaires titulaires appartenant à un corps technique et assumant des fonctions spécialisées).

41892. — 3 novembre 1977. — **M. Papet** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** de lui préciser les modalités d'organisation des concours de recrutement de fonctionnaires titulaires appartenant à un corps technique et assumant des fonctions spécialisées. Un organisme public à caractère administratif est autorisé à recruter par concours quarante fonctionnaires d'un corps technique déterminé pour l'année 1977. Ces fonctionnaires sont appelés à assumer des fonctions très spécialisées (économistes, sociologues, informaticiens, etc.). Le concours est donc organisé en conséquence. Un jury distinct est constitué pour chacune des spécialités. Ce jury peut attribuer un certain nombre d'emplois en établissant un classement indépendant de celui des autres commissions de jurés. Les candidats ont-ils le droit de : 1° connaître les spécialités pour lesquelles les commissions de jurés sont constituées, en pratique, ont-ils le droit de savoir si cette année on recrute pour ce corps des économistes, des sociologues, etc. ; 2° connaître le nombre d'emplois dans chacune de ces spécialités ; 3° choisir la spécialité dans laquelle ils désirent être recrutés.

Réponse. — En l'absence d'informations précises sur le concours visé, il n'est possible d'apporter que des indications de portée générale : le statut particulier d'un corps technique peut prévoir plusieurs spécialités et dans cette hypothèse à chaque spécialité peut correspondre un certain nombre de postes budgétaires. L'arrêté interministériel autorisant l'ouverture du concours fixe le nombre de postes et la répartition par spécialités. Un autre arrêté fixant les modalités d'organisation du concours détermine les conditions dans lesquelles les candidats subissent les épreuves ainsi que le programme et la nature des épreuves variant suivant la spécialité. Il va de soi que tout candidat remplissant les conditions requises peut se présenter à la spécialité de son choix.

Fonctionnaires (obligation de réserve : modalités d'application de cette notion à l'occasion de sanction disciplinaire à l'encontre d'un inspecteur du Trésor).

42240. — 16 novembre 1977. — **M. Laurissergues** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la nouvelle utilisation qui a été faite de l'obligation de réserve à l'encontre d'un inspecteur du Trésor. Alors même que ce concept ne figure dans un aucun texte législatif ou réglementaire, il a été expressément invoqué pour sanctionner ce chef de poste de perception qui avait, lors des dernières élections municipales, fait connaître son opinion dans un tract sans faire référence à ses fonctions administratives. Or il semble bien évident que le tract dont la publication est reprochée à ce fonctionnaire ne porte atteinte ni au secret ni à la discrétion professionnelle, seuls définis par le statut général des fonctionnaires. En conséquence, il lui demande : 1° s'il ne pense pas que cette nouvelle affaire conduit à interdire aux fonctionnaires tout exercice réel des droits civiques, tout acte de candidature à des élections, voire toute participation à des activités de tous ordres susceptibles de ne pas « faire l'unanimité » parmi les administrés ; 2° s'il compte maintenir la mutation d'office dont ce fonctionnaire a été la victime.

Réponse. — Le statut général des fonctionnaires garantit aux agents de l'Etat le respect de leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses, dont ils ne peuvent d'ailleurs faire état dans le service. Comme tout citoyen, le fonctionnaire a le droit de participer aux élections politiques et à la campagne qui les

précède. Mais une jurisprudence constante précise qu'en de telles circonstances les fonctionnaires, magistrats ou militaires, d'une part, ne peuvent se prévaloir de leur qualité d'agent de l'Etat, d'autre part, doivent modérer l'expression de leurs convictions en y apportant cette nuance de retenue et de sagesse qui doit caractériser le comportement des agents du service public. Ce devoir, qualifié d'obligation de réserve par la jurisprudence du Conseil d'Etat et repris dans certains textes législatifs ou réglementaires (statut général des militaires, statut de la magistrature), trouve son fondement dans la tradition républicaine qui anime le fonctionnement de l'administration française. Il se traduit par l'impartialité des agents publics et leur sérénité dans l'accomplissement des tâches, la neutralité du service public et sa soumission à l'intérêt général ainsi que par la loyauté que l'Etat est en droit d'attendre de ses serviteurs. Sur le fondement de cette obligation, et compte tenu des circonstances de chaque affaire dans laquelle un fonctionnaire a commis une faute, l'autorité disposant du pouvoir disciplinaire prend les mesures utiles sous le contrôle exclusif du juge. Au cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, le pouvoir disciplinaire appartient uniquement au ministre délégué à l'économie et aux finances, qui est seul à disposer des éléments du dossier lui ayant permis de prendre une décision après respect des garanties disciplinaires.

AGRICULTURE

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (difficultés financières de la fédération nationale).

27471. — 3 avril 1976. — **M. Ruffe** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** la situation financière de la fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), dont les difficultés ne peuvent que se traduire négativement sur l'évolution du mouvement CUMA et sur le maintien et le développement d'une agriculture familiale moderne. Le mouvement CUMA compte aujourd'hui plus de 10 000 coopératives regroupant 400 000 exploitations agricoles. Ces CUMA, qui permettent l'équipement rationnel et moderne des petits et moyens agriculteurs, ont un intérêt économique très important en réduisant les frais de production, la consommation d'énergie et en moralisant le prix des travaux agricoles. Ce mouvement, utile et efficace pour le développement et la modernisation de notre agriculture familiale, connaît depuis quelques années un regain d'activité illustré par de nombreuses créations. Mais, pour s'implanter, se développer, toucher tous les agriculteurs qui en auraient besoin, ce mouvement a besoin d'un encadrement technique important au plan départemental, régional et national. Or la situation financière de la fédération nationale des CUMA, ses difficultés pour rétribuer correctement un personnel suffisant, qualifié et compétent, laisse craindre la disparition d'animateurs nationaux et régionaux, ce qui isolerait davantage les fédérations départementales des CUMA et les CUMA face aux difficultés et à la complexité des tâches qui les attendent. Considérant cette situation, dont l'aggravation porterait un grave préjudice au développement du mouvement CUMA, dont le décret n° 74-129 du 20 février 1974 confirme le rôle dans la modernisation des exploitations agricoles, il lui demande quelles mesures immédiates le Gouvernement peut-il prendre pour assurer un bon fonctionnement de la fédération nationale des CUMA, sachant que le principal organisme qui la finance (l'ANDA) connaît des difficultés financières liées à la baisse de la production agricole et à la très insuffisante revalorisation des prix des produits agricoles.

Réponse. — La fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole, qui a pour tâche d'étendre le progrès technique et économique en donnant aux exploitations agricoles le moyen de bénéficier de matériels plus perfectionnés et mieux employés, a reçu en 1977, pour dotation de fonctionnement ordinaire, 1,4 million de francs de l'ANDA, qui est le principal organisme qui la finance. Elle a reçu, d'autre part, pour couvrir les pertes constatées sur l'exercice 1976, une dotation exceptionnelle de 300 000 francs. Enfin, la dernière assemblée générale de la confédération française de la coopération agricole a décidé, le 27 octobre dernier, de lui accorder un financement complémentaire de 150 000 francs appelant, indépendamment de l'obtention d'autres subventions, le respect d'un plan de redressement financier et une meilleure conception du mécanisme d'autofinancement à partir des cotisations ordinaires, qui devraient constituer une part beaucoup plus appréciable du budget annuel de la fédération.

Environnement (interdiction de l'usage des herbicides et défoliants contenant de la dioxine).

31359. — 28 août 1976. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur l'émotion provoquée dans la population française par le drame de Seveso, consécutif à une émanation incontrôlée du défoliant 2,4,5-T. En l'état actuel des connaissances, elle lui demande s'il n'envisage pas d'interdire en France l'usage des défoliants et herbicides contenant de la dioxine.

Réponse. — L'inquiétude qui s'est manifestée lors de la campagne 1976 à la suite de l'utilisation du 2.4.5 T a conduit le ministre de l'agriculture à décider la suspension provisoire de l'emploi de ce produit en attendant les conclusions d'une nouvelle série d'études en ce qui concerne son innocuité. La commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole a examiné à nouveau les conditions d'emploi en agriculture du 2.4.5 T. Ces travaux ayant conclu à l'innocuité de ce produit dans les conditions réglementaires d'emploi en agriculture et après avis du conseil supérieur d'hygiène publique, l'arrêté du 21 septembre 1977, publié au *Journal officiel* du 12 octobre 1977, a pour objet d'interdire les traitements avec ce produit au moyen d'appareils aériens. Cette mesure est prise, non pour des raisons de toxicité à l'égard de la santé humaine, mais étant donné l'imprécision de ce mode de traitement et du danger qu'il représente pour les cultures avoisinantes. En revanche, les traitements effectués au moyen d'appareils terrestres restent autorisés dans les conditions de prudence et de protection prévues par l'arrêté du 25 février 1975 sur l'application des produits antiparasitaires et sous la réserve de pureté définie pour le 2.4.5 T à l'article 3 de l'arrêté du 21 septembre 1977, qui n'a fait que reprendre les dispositions antérieures. Ce produit doit être pratiquement exempt de dioxine, le maximum toléré étant d'un dix millionième de cette dernière substance.

Ministère de l'agriculture
(modernisation des structures agricoles).

34945. — 15 janvier 1977. — M. Alain Bonnet demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser dans quelle mesure le département de la Dordogne pourra bénéficier des aides consacrées par le fonds agricole européen à la modernisation des structures agricoles. Il apparaît, en effet, que cinquante-sept projets seront financés en France, soit un total de 170,5 millions de francs. Il lui demande en outre d'indiquer les critères qui ont présidé à l'attribution de ces aides regroupant trois types d'action : l'amélioration des structures de production, des opérations mixtes (production-commercialisation) et des aides à la commercialisation.

Réponse. — Afin de bénéficier des aides du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (section orientation), il est nécessaire que des dossiers traduisant l'initiative locale soient établis dans le département de la Dordogne. Des projets individuels ont été financés au titre du règlement 17/64 en fonction des disponibilités ouvertes. Les dossiers établis par les directions départementales de l'agriculture ont été transmis à Bruxelles avec avis favorable du ministère de l'agriculture pour être financés dans le cadre des tranches annuelles. A partir du 1^{er} janvier 1978, le règlement CEE n° 355 du 15 février 1977 concernant l'amélioration des conditions de transformation des produits agricoles s'appliquera. Des dossiers individuels pourront être financés à ce titre. Ils devront s'insérer progressivement dans le cadre de programmes spécifiques qui seront soumis au FEOGA. La contribution du FEOGA peut atteindre 25 p. 100 du coût de la réalisation du projet. Le concours du fonds est destiné aux projets qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants : contribuer à l'orientation de la production recherchée par la politique agricole commune ou comporter la création de nouveaux débouchés pour la production agricole ; être de nature à décharger les mécanismes d'intervention des organisations communes de marché en répondant à un besoin d'amélioration des structures à long terme ; se situer dans des régions qui éprouvent des difficultés particulières d'adaptation aux conditions et aux conséquences économiques de la politique agricole commune ou bénéficier à ces régions ; contribuer à l'amélioration des circuits de commercialisation ou à la rationalisation de la transformation des produits agricoles ; contribuer à l'amélioration de la qualité de la présentation et du conditionnement des produits ou contribuer au meilleur emploi des sous-produits.

Formation professionnelle et promotion sociale (conséquences de la fermeture du centre de formation professionnelle agricole pour jeunes de Brie) (Meurthe-et-Moselle).

35854. — 19 février 1977. M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre de l'agriculture sa correspondance du 8 novembre 1976, références PARL 9262, concernant les conséquences de la fermeture du centre de formation professionnelle agricole pour jeunes de Brie qui doit intervenir à la rentrée scolaire 1977-1978 ; il lui rappelle que le motif invoqué pour cette fermeture est le faible effectif de l'établissement. Or, à la dernière rentrée scolaire, trente élèves étaient intéressés. De plus, des parents de jeunes agriculteurs se sont déjà renseignés pour scolariser leurs enfants au centre de formation professionnelle agricole de Brie ; qu'il y a entre vingt et trente élèves, fils d'agriculteurs, scolarisés dans d'autres établissements (soit privés en Meuse, soit publics en Moselle et en Meurthe-et-Moselle, à Toul et à Pixérécourt) ; la situation géographique de Brie, situé au centre des cantons agri-

coles de Conflans, Chambly et Longuyon ; que le lycée Louis-Bertrand, situé en face du centre de formation professionnelle agricole, pourrait accepter les internes dans son établissement ; que les locaux existent, étant propriété de l'Etat. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cet établissement scolaire puisse continuer à fonctionner normalement pour la satisfaction des agriculteurs de notre secteur.

Réponse. — Dans le dessein d'une meilleure utilisation des moyens budgétaires dont dispose l'enseignement technique agricole, tant en ce qui concerne les personnels que les crédits de fonctionnement, la fermeture d'un nombre limité de centres de formation professionnelle agricole pour jeunes en voie de régression, dont celui de Brie, a été décidée. Pour ce qui a trait à l'établissement ci-dessus, la mesure trouve sa justification dans la faiblesse et la diminution constante des effectifs scolarisés : vingt-six élèves en 1973-1974 ; seize élèves en 1974-1975 ; quinze élèves en 1975-1976 ; onze élèves en 1976-1977. Ce centre pourrait cependant développer des activités au niveau de la formation des adultes et des apprentis si le besoin s'en trouvait exprimé. Ainsi serait maintenu dans la région considérée un centre de formation attestant de l'intérêt que porte le ministère de l'agriculture au problème de la formation professionnelle agricole.

Cours d'eau (maintien du droit de passage des exploitants agricoles sur les rives du Gapeau).

33849. — 11 juin 1977. — M. Mario Bénard expose à M. le ministre de l'agriculture que la rivière Gapeau, non navigable ni flottable, traverse la vallée du Gapeau depuis Signes jusqu'à la mer. L'eau de cette rivière est utilisée depuis un temps immémorial, pour l'arrosage des exploitations agricoles de ladite vallée, par un système de canaux traversant de nombreuses cultures maraichères, fruitières et florales. Ces ruisseaux et canaux doivent nécessairement être entretenus en bon état pour permettre la circulation normale de l'eau. Il faut donc procéder à leur curage, à leur faucardage ainsi qu'à la surveillance des eaux, ce qui implique obligatoirement le droit de passage sur les rives des bénéficiaires des eaux sans abus ni trafic. Ce sont des principes qui jusqu'à aujourd'hui ont toujours été admis et respectés comme intangibles. Les propriétaires arrosés depuis de très nombreuses années se sont constitués en associations syndicales autorisées, soumises à l'autorité préfectorale. Or ces groupements se sont heurtés, ces temps derniers, au refus par certains propriétaires fonciers d'exercer leurs droits légitimes, notamment de passage, sur une largeur d'un mètre utile le long des berges, pour le plus grand préjudice de la collectivité. C'est la raison pour laquelle il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les moyens légaux pouvant être employés par lesdites associations pour obtenir le respect de leurs droits imprescriptibles dans l'intérêt de tous.

Réponse. — Il apparaît qu'aucune servitude de passage n'a été prévue lors de la constitution des différentes associations syndicales autorisées de la vallée du Gapeau. Il appartient à ces associations syndicales autorisées de modifier l'acte d'association pour imposer les servitudes de passage souhaitées, dans les formes prévues par les articles 69 à 71 du décret du 18 décembre 1927 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi des 21 juin 1865 et 22 décembre 1838 sur les associations syndicales. La procédure de modification est régie par les articles 69 à 71 du décret susmentionné. Elle se déroule selon les modalités suivantes : les propositions de modification peuvent être faites par le préfet, par le syndicat de l'association ou par le quart au moins des membres (art. 69, alinéa 1). Ces propositions sont soumises à l'assemblée générale qui statue sur le point de savoir si elles doivent être retenues (art. 69, alinéas 2 et 3). Cette décision est prise à la majorité du nombre légal des membres de l'assemblée, c'est-à-dire celui résultant de l'application de l'article 21 du décret du 18 décembre 1927 relatif à la répartition des voix dans les assemblées générales. Si l'assemblée générale se prononce pour cette modification, le préfet accomplit les formalités d'enquête exigées lors de la constitution de l'association et convoque ensuite une assemblée générale constitutive (art. 69, alinéa 3).

Exploitants agricoles
(réglementation des cumuls d'exploitation).

40108. — 6 août 1977. — M. Gravelle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le grave problème de la réglementation des cumuls d'exploitation. C'est ainsi que les cumuls appelés à cesser dans un délai de cinq ans par l'installation d'un descendant du demandeur n'étant pas soumis à autorisation préalable, mais à simple déclaration, la nouvelle majorité à dix-huit ans permet d'installer un descendant à partir de treize ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que certains échappent au contrôle total établi depuis plusieurs années, car soumis à simple déclaration ; le cumul exagéré de certaines exploi-

ations sous prétexte d'installation d'un enfant, cette pratique permettant parfois aux plus forts de faire la loi dans le domaine foncier.

Réponse. — La loi du 31 décembre 1968 modifiant le régime antérieurement applicable avait réduit la portée de la déclaration de cumul provisoire faite au bénéfice d'un descendant, en établissant une autorisation pour les cumuls de parcelles. Depuis lors est intervenu l'abaissement de l'âge de la majorité. Un groupe foncier réunissant les représentants de l'administration et des organisations professionnelles, constitué pour étudier notamment les conséquences de cette novation, examine tout particulièrement la possibilité de modifier les dispositions susvisées dans un sens plus restrictif. Ces travaux pourraient aboutir à la préparation d'un projet de loi élaboré à cette fin.

*Alcools (fabrication par l'Italie
d'alcool de pomme concurrençant le calvados).*

40386. — 27 août 1977. — M. Bizet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur certaines fabrications italiennes d'alcool de pomme. En effet, dans le cadre du marché européen des pommes de table, il a été prévu, en vue de son assainissement, quatre méthodes de destruction des pommes de retrait, indemnisées par le FEOGA et, en France, par l'intermédiaire du FORMA : distribution gratuite ou sous certaines conditions aux économiquement faibles ; destruction pure et simple par arrosage avec du fuel ou écrasement par des bulldozers ; production d'aliments du bétail ; distillation d'alcool rectifié extra-neutre. Certains pays ont adopté la première mesure (Allemagne), d'autres la seconde (la France), d'autres la quatrième, par exemple l'Italie : distillation d'alcool. Il semblerait que les Italiens, au lieu de distiller de l'alcool rectifié extra-neutre, aient purement et simplement fabriqué de l'alcool de pomme, non rectifié et revendu sous la dénomination « alcool de pomme » sur les marchés italiens, suisses, allemands, créant ainsi une nouvelle concurrence au calvados ; de plus, il semble également que cet alcool de pomme d'origine italienne, fabriqué avec des pommes de retrait, financé par le FEOGA, soit utilisé frauduleusement et mélangé avec du calvados, notamment en Suisse et en Allemagne, par des importateurs de calvados en vrac. Il lui demande s'il a eu connaissance de cette pratique et l'action qu'il envisage de mener à ce sujet. Il lui demande également quel est le texte interdisant l'exportation du calvados en vrac ou plus exactement, sauf erreur, obligeant la mise en bouteille des calvados sur les lieux de production, afin qu'il ne soit reproché à la France de prendre une mesure discriminatoire vis-à-vis des autres pays du Marché commun.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que, sur le plan national, des dispositions ont été prises pour que des distributions gratuites, ou à des conditions spéciales, de fruits et de légumes faisant l'objet de retrait, puissent être réalisées à l'initiative des préfets. En ce qui concerne la transformation de fruits en alcool, il faut rappeler que l'article 21 du règlement CEE n° 1035/72 du conseil du 18 mai 1972 portant organisation commune des marchés dans le secteur prévoit que les poires et pêches retirées du marché peuvent être transformées en alcool titrant plus de 80° obtenu par distillation directe de ce produit, sans qu'il soit fait obligation de le rectifier pour en faire un alcool extra-neutre. Les distillateurs italiens, comme leurs homologues des autres pays de la Communauté, ont la possibilité, sous le couvert de cette réglementation, de fabriquer de l'alcool à partir de pommes de retrait à condition que celui-ci titre plus de 80°. Il semble que pour compléter leur approvisionnement insuffisant en pommes industrielles constituées par des retournes de pommes à couteau, ces distillateurs aient en effet utilisé assez largement des pommes de retrait. Toutefois, ces alcools qui doivent titrer plus de 80° ne paraissent pas concurrencer cette eau-de-vie noble qu'est le calvados. Il n'est malheureusement pas possible de savoir si des manipulations sont effectuées par certains importateurs étrangers de calvados en vrac, consistant à ajouter au calvados, lors de la mise en bouteilles, de l'alcool fabriqué en Italie à partir de pommes de retrait. Enfin, aucun texte n'impose la mise en bouteille des calvados sur les lieux de production. Certes une obligation de cette nature présenterait l'avantage d'assurer une meilleure garantie de la qualité du produit lorsqu'il est commercialisé hors du territoire national. A l'inverse, il n'est pas certain qu'elle serait favorable à l'expansion du produit sur le marché intérieur. C'est pourquoi il semble que la profession soit partagée sur une telle mesure.

*Industrie agro-alimentaire (conséquences pour l'emploi
des fermetures d'usines de conditionnement).*

40794. — 24 septembre 1977. — M. Robert Fabre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences que font supporter aux travailleurs français les fermetures d'usines de conditionnement d'industrie agro-alimentaire. Il lui demande de bien vou-

loir lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour développer l'emploi et relancer l'activité économique, compte tenu du fait que des entreprises françaises font procéder à l'étranger, et non en France, au conditionnement des denrées qu'elles importent ensuite, pénalisant ainsi les travailleurs de régions déjà frappées par la crise de l'emploi.

Réponse. — Bien que la question posée ait retenu l'attention du ministre de l'agriculture, il n'apparaît pas, malgré les recherches effectuées, que la fermeture d'usines de conditionnement d'industries agro-alimentaires ait pris une certaine ampleur et que les entreprises françaises fassent procéder à l'étranger au conditionnement des denrées qu'elles importent. Certes note-t-on un souci général, notamment de la part des pays en voie de développement, de promouvoir la valorisation de leurs productions agricoles. Outre le fait que ce phénomène n'est pas nouveau, il ne concerne que quelques spécialités qui ne relèvent pas de la production agricole nationale.

*Équitation (création d'un musée du cheval
au haras de Pompadour).*

41237. — 7 octobre 1977. — M. Pranchère attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'intérêt que présente la promotion de l'élevage du cheval pour l'économie générale de notre pays. Il lui signale l'intérêt qu'il y aurait de donner rapidement suite au projet de création d'un musée du cheval au haras de Pompadour (Corrèze). Il lui demande s'il n'entend pas dégager, dès 1978, les premiers crédits nécessaires à la réalisation de ce musée du cheval.

Réponse. — Le ministère de l'agriculture, et plus spécialement le service des haras et de l'équitation, n'ont jamais été saisis d'un projet de création d'un musée du cheval au haras de Pompadour.

Automobiles

(réglementation de la date de vente des véhicules automobiles).

41607. — 21 octobre 1977. — M. Lucien Pignion demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui indiquer les principales dispositions du projet de décret concernant la réglementation de la date de vente des véhicules automobiles. Celle-ci est l'objet de nombreux litiges, notamment au moment de la revente du véhicule, certains modèles vendus au début de l'année automobile étant des modèles de l'année précédente. Il lui demande à quelle date cette réglementation pourra entrer en vigueur.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que la réponse à la question qu'il a posée à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat lui est donnée sous le timbre de son département auquel incombe la mise en œuvre des dispositions des décrets portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. Le projet de décret sur les véhicules automobiles, fondé sur l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, concerne les véhicules relevant du titre II du livre 1^{er} du code de la route et dont le poids total autorisé en charge ne dépasse pas 3,5 tonnes. Le texte exige que la dénomination de vente, qui doit obligatoirement figurer sur les documents commerciaux et publicitaires, comporte l'indication du millésime de l'année modèle. Ce millésime correspond à celui de l'année pour laquelle le fabricant a fixé les caractéristiques du modèle auquel le véhicule est conforme. En ce qui concerne les véhicules d'occasion, la dénomination de vente devra également être accompagnée de la mention du mois et de l'année de première mise en circulation et de l'indication du kilométrage enregistré au compteur. Dans le cas cité par l'honorable parlementaire, le véhicule correspondant au modèle de l'année modèle A et vendu au début de l'année modèle suivante B ne pourra être revendu par l'acheteur qu'avec le millésime de l'année modèle A. Par ailleurs, le projet de décret prévoit que sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques tendant à modifier le kilométrage inscrit au compteur ou à le ramener à zéro. Le projet de décret a été adressé pour avis le 25 août 1977 aux ministères concernés. La publication du texte au cours du premier trimestre de l'année 1978 permettrait la mise en application de ses dispositions pour le début de l'année modèle automobile 1979.

*Bois et forêts (destination donnée aux plantations d'arbres
à poteaux du fait de l'emploi de pylônes métalliques par les P. T. T.).*

41786. — 27 octobre 1977. — M. Couderc expose à M. le ministre de l'agriculture le cas suivant : l'énorme développement du nombre des poteaux en métal utilisés par les P. T. T. va poser aux responsables locaux des régions forestières un grave problème dans un proche avenir. Qu'advient-il, en effet, des plantations effectuées au lendemain de la guerre grâce au fonds forestier national et qui doivent, dans les années prochaines, produire une grosse quan-

tité d'arbres destinés à faire des poteaux en bois, si l'administration des P. T. T. remplace, aussi systématiquement qu'elle semble le faire, les poteaux en bois solides, durables et discrets par des poteaux en fer disgracieux. En conséquence, il lui demande si des mesures ne pourraient être prises pour remédier à cette situation.

Réponse. — L'approvisionnement en supports de l'administration des postes et télécommunications et le développement de l'emploi des poteaux métalliques, objets des préoccupations de l'honorable parlementaire posent des problèmes difficiles qui préoccupent depuis longtemps les administrations concernées, notamment le ministère de l'Agriculture. Celui-ci s'était inquiété dès 1972 quand, pour la première fois, les postes et télécommunications avaient passé un marché de poteaux métalliques portant sur 100 000 supports. L'importance de ces problèmes s'est accrue à partir de 1975 quand, à la suite de l'effort d'équipement téléphonique en zone rurale, les besoins en supports de l'administration des postes et télécommunications sont passés de 1 million à 3 millions de poteaux en 1977. Par ailleurs, la situation difficile du marché des bois de trituration depuis 1975 donne un intérêt accru au débouché que constituent les poteaux, en particulier afin de permettre l'écoulement des produits des premières éclaircies maintenant nécessaires dans les jeunes peuplements issus des plantations créées grâce aux aides du fonds forestier national. Un effort important a été fait qui a permis de faire passer la production nationale de 600 000 à 1 200 000 poteaux. Cependant, ce résultat reste insuffisant face aux besoins actuels dont il faut bien souligner que l'importance sera limitée dans le temps. C'est ce qui a rendu nécessaire un apport complémentaire et temporaire de poteaux métalliques. L'action du ministère de l'Agriculture se traduit par une sensibilisation des professions intéressées, les propriétaires qui détiennent la ressource, les exploitants forestiers qui la mobilisent et les injecteurs. En outre, depuis 1975, dans ses cahiers-affiches, l'office national des forêts signale les poteaux dans les coupes mises en vente. Le ministère de l'Agriculture poursuit également une concertation avec l'administration des postes et télécommunications en vue d'obtenir un assouplissement des normes requises et d'améliorer les conditions de prix, ce qui serait de nature à augmenter l'offre. Enfin, lors d'un récent comité interministériel, le 21 octobre 1977, a été posé le principe de la disparition progressive de l'emploi de supports métalliques. Ceux-ci seront tolérés dans quelques départements, dont la liste reste à établir, quitte à recourir temporairement à des importations complémentaires de supports en bois.

Caisse d'allocations familiales (attribution aux caisses départementales du secteur rural de la prestation de service).

41931. — 4 novembre 1977. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur la nécessité d'étendre au secteur rural la prestation de service accordée par la caisse nationale d'allocations familiales aux caisses départementales. La situation économique des petits agriculteurs est de plus en plus précaire et difficile à supporter. Or, compte tenu de leurs faibles ressources, les caisses départementales ne peuvent certes pas faire face aux problèmes sociaux ainsi posés. Une telle initiative permettrait à ces organismes de disposer de moyens nouveaux pour venir en aide aux petits paysans en difficulté. **M. Leroy** demande donc à **M. le ministre de l'Agriculture** de tout mettre en œuvre pour l'application d'une telle mesure.

Réponse. — La mise en place dans les régimes agricoles de protection sociale d'un système de prestations de services destiné notamment à favoriser le développement des services d'aide ménagère à domicile et à diminuer la participation financière des familles ayant recours à ces travailleurs sociaux conduit à faire prendre en charge par l'Etat une partie des frais de fonctionnement de ces services. La caisse nationale d'allocations familiales qui a institué les prestations de services équilibre en effet son budget uniquement par le produit des cotisations de ses ressortissants. Dès lors, les modalités de financement sont les mêmes, qu'il s'agisse des prestations légales, des dépenses d'administration ou des prestations d'action sanitaire ou sociale. Les divers prélèvements effectués sur les cotisations et les affectations qui en résultent n'ont qu'un caractère comptable. Dans le régime agricole en revanche, il a toujours été convenu, tant en ce qui concerne le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) que le régime des salaires agricoles, que seules seraient prises en charge les dépenses correspondant à des prestations légales. C'est pourquoi il ne paraît pas possible de faire supporter par le BAPSA ou par le régime général les dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses de mutualité sociale agricole, d'autant que la part relativement faible assurée par le financement professionnel direct dans les dépenses totales du BAPSA conduit à recourir soit à des ressources publiques soit à des ressources provenant du régime général, pour couvrir le déficit entre les prestations et les cotisations. Compte tenu cependant de la nécessité d'assurer aux familles agricoles et rurales les mêmes aides que celles accordées aux populations urbaines, des études sont poursuivies en liaison avec les départements ministériels

intéressés en vue de rechercher les possibilités de financement susceptibles de procurer aux caisses de mutualité sociale agricole des ressources complémentaires pour leur permettre de répondre aux besoins de leurs adhérents.

ANCIENS COMBATTANTS

Internés et patriotes réfractaires à l'occupation de fait (suppression de la condition de délai pour l'imputabilité de certaines infirmités résultant de l'internement).

41900. — 3 novembre 1977. — **M. Ferretti** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les difficultés de la mise en application de la loi du 26 décembre 1974 et décret du 31 décembre 1974 qui devaient se traduire par des améliorations aux droits des internés et patriotes réfractaires à l'occupation. En effet, ces textes sont très mal interprétés : par les experts aussi bien des commissions départementales que des commissions consultatives spéciales qui sont chargées de donner un avis sur les conditions d'imputabilité. Il lui demande que la reconnaissance de l'imputabilité soit accordée sans condition de délai pour certaines infirmités résultant de l'internement ou de l'incarcération en camps spéciaux, en particulier pour les « troubles gastriques, troubles cardiaques, rhumatismes, pertes de dents et affections gynécologiques ».

Réponse. — La loi du 26 décembre 1974 et le décret du 31 décembre 1974 ont apporté des améliorations effectives et substantielles à la situation des anciens internés et des patriotes résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux. C'est ainsi que, par l'effet de la loi susvisée : 1° les pensions qui leur sont attribuées pour des infirmités résultant de maladies non incurables sont concédées à titre définitif après trois ans au lieu de neuf ans dans le régime de droit commun ; 2° Ils peuvent obtenir le bénéfice des modalités particulières de calcul des infirmités multiples et celui du droit aux allocations de grand mutilé pour des infirmités résultant de maladies imputables par présomption alors que le régime de droit commun réserve ces avantages aux grands invalides atteints d'infirmités résultant de blessures imputables par preuve. Quant au décret du 31 décembre 1974, il permet de reconnaître imputables par preuve à l'internement, certaines infirmités spécifiques, qui n'avaient pas été constatées au rapatriement dans les délais de présomption de l'article L. 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, à la seule condition qu'elles aient été constatées dans les délais allant de quatre à dix ans après le retour au foyer. Il s'agit notamment de la tuberculose, de l'asthénie et des affections carenciales, de certaines affections gastro-intestinales, rhumatismales, cardio-artérielles, gynécologiques, des affections d'origine endocrinienne ou relevant de la pathologie exotique des internés. Lorsque les infirmités en cause ont fait l'objet, dans les délais indiqués ci-dessus, de constats émanant d'un médecin militaire en activité ou en faisant fonctions, d'une commission de réforme, d'un établissement hospitalier public, d'un dispensaire ou d'un organisme de sécurité sociale, leur imputabilité à l'internement, sauf preuve contraire, peut être admise dès le stade des commissions de réforme ou de la commission consultative médicale. Si les constats relatifs aux infirmités en cause résultent d'autres documents dont il convient d'apprécier la valeur probante, ceux-ci peuvent être soumis pour avis à la commission spéciale consultative créée à cet effet. Le secrétaire d'Etat veille particulièrement à ce que la plus grande bienveillance soit exercée aussi bien en ce qui concerne l'interprétation de ces textes que leur application. En ce qui concerne le vœu tendant à l'extension aux catégories de victimes de guerre en cause de la présomption d'origine sans condition de délai, il ne peut être pris en considération car l'avantage absolument exceptionnel que constitue cette disposition ne se justifie que par les sévices particulièrement inhumains subis dans les camps d'extermination, par les déportés résistants et politiques, dont la situation, en tant que victimes de guerre, n'est comparable à aucune autre.

Pension d'invalidité et des victimes de guerre (mère n'ayant plus droit à la pension d'ascendant lorsqu'elle se remarie).

42048. — 8 novembre 1977. — **M. Moreillon** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** pour quelles raisons une femme, veuve ou divorcée, touchant actuellement une pension d'ascendant (hors guerre) à la suite du décès de l'un de ses fils sous les drapeaux, est normalement amenée à perdre le bénéfice de cette pension lorsqu'elle se remarie, et s'il estime justifié le maintien d'une telle disposition, la situation matrimoniale des parents n'ayant aucun rapport avec le préjudice causé par le décès accidentel d'un enfant au service de la France.

Réponse. — La mère, veuve ou divorcée, d'un militaire dont le décès ouvre droit à pension peut prétendre, toutes autres conditions étant remplies, à une pension d'ascendant au taux entier.

Si elle se remarie, elle ne perd pas ses droits, mais la pension lui est servie au demi-taux. Cette disposition découle du fondement traditionnel du droit à pension d'ascendant, c'est-à-dire la substitution de l'Etat au descendant « mort pour la France » en matière d'obligation alimentaire aux parents dans le besoin édictée par l'article 205 du code civil. Lorsque l'ascendante, en se remarquant, trouve un soutien nouveau, l'obligation alimentaire n'a plus lieu, en principe, de s'exercer; c'est pourquoi la pension est calculée au taux réduit. En cas de nouveau veuvage, divorce ou séparation, elle est à nouveau servie au taux plein.

Carte du combattant (attribution aux anciens des régiments d'artillerie lourde sur voie ferrée 1939-1940).

42104. — 10 novembre 1977. — M. Ollivro expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que de nombreux anciens des régiments d'artillerie lourde sur voie ferrée 1939-1940 n'ont pu, jusqu'à présent, obtenir la carte de combattant, leurs unités ou groupes d'artillerie n'ayant pas été retenus comme unités combattantes, alors que parmi eux un certain nombre, notamment ceux de la classe 25, ont été rappelés, mobilisés en septembre 1939 et ont été maintenus en zone des armées du 13 septembre 1939 au 25 juin 1940. Il s'agit d'unités qui, en raison de leur mobilité très lente sur les axes ferroviaires, étaient soumises aux bombardements aériens et qui ont perdu un grand nombre de combattants tués par éclats de bombes. Les artilleurs sur voie ferrée avaient bien conscience que leur mission était de défendre le territoire français et il est injuste de leur refuser la carte du combattant. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre toutes dispositions utiles afin que soit révisée la décision qui a été prise à l'égard de ces anciens combattants et que ceux-ci puissent obtenir la carte du combattant.

Réponse. — S'il se trouve qu'un certain nombre d'anciens militaires ayant appartenu aux régiments d'artillerie lourde sur voie ferrée (RALVF) en 1939-1940 n'ont pu obtenir la carte du combattant, ainsi que le fait remarquer l'honorable parlementaire, cette situation résulte uniquement de l'application régulière de la législation en vigueur et notamment de l'article R. 224 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui stipule en particulier que les postulants au titre dont il s'agit doivent avoir appartenu pendant quatre-vingt-dix jours au moins à une unité reconnue combattante par le ministère de la défense ou, à défaut, avoir été évacués pour blessure reçue ou maladie contractée en service alors que l'unité dans laquelle ils servaient était réputée combattante. Or, les RALVF qui ont été reconnus combattants, et dont la liste figure à la page 69 du volume 367, unités combattantes, édition méthodique du *Bulletin officiel chronologique des Armées*, l'ont été pendant un temps inférieur au minimum requis par les textes, même compte tenu des bonifications éventuelles, et donc insuffisant pour permettre aux militaires qui composaient ces unités de prétendre ipso facto au titre qu'ils revendiquent. Ainsi, les anciens des RALVF voient leurs requêtes examinées par les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre dans les mêmes conditions que celles émanant de leurs camarades des autres formations. Il n'est, en effet, pas possible d'établir des mesures spéciales en faveur de cette catégorie d'anciens militaires. Toutefois, les intéressés peuvent demander l'application des dispositions prévues à l'article R. 227 du code susvisé qui précise que les militaires « ayant pris part à des opérations de guerre ne remplissant pas les conditions (visées à l'article R. 224)... peuvent individuellement demander à bénéficier de la qualité de combattant », pourvu qu'ils aient des services exceptionnels à faire valoir.

COMMERCE EXTERIEUR

Automobiles (exportations vers le Canada).

40265. — 13 août 1977. — M. Bayard demande à M. le ministre du commerce extérieur de bien vouloir lui faire connaître le nombre de voitures françaises exportées au Canada au cours des trois dernières années ainsi que les pourcentages par rapport à l'ensemble des exportations et par rapport à l'ensemble de la production. Il lui demande de lui indiquer s'il considère les chiffres ainsi indiqués comme satisfaisants. Dans le cas contraire, quelles sont à son avis les difficultés rencontrées par l'industrie automobile française pour obtenir une meilleure place sur le marché de ce pays. Enfin, et toujours dans ce cas, quelles mesures il envisage de prendre pour pallier ces difficultés.

Réponse. — Les exportations françaises d'automobiles vers le Canada ont, selon les statistiques de nos douanes, atteint 9 409 unités en 1974, 8 450 unités en 1975, 10 193 unités en 1976 et 10 204 unités pour les neuf premiers mois de 1977. Ces chiffres représentent respectivement 0,7 p. 100, 0,6 p. 100, 0,7 p. 100 et 0,9 p. 100 du total de nos exportations d'automobiles; par rapport à l'ensemble

de la production française leur part est de 0,36 p. 100, 0,30 p. 100, 0,36 p. 100 et 0,37 p. 100. La faiblesse des positions de l'industrie automobile française sur le marché canadien tient aux caractéristiques de celui-ci d'une part et aux choix faits par nos constructeurs d'autre part. Le marché canadien est limité: 946 116 voitures ont été vendues en 1976 contre 988 530 en 1975; il est de plus proche de la saturation: un habitant sur 2,5 possède une automobile. L'essentiel des ventes provenant du renouvellement, le marché ne croît que lentement. La production locale a satisfait en 1976 83,18 p. 100 des besoins. Pour la même année, les principaux fournisseurs étrangers du Canada ont été le Japon (9,5 p. 100 des ventes), la RFA (2,8 p. 100), les Etats-Unis (1,6 p. 100), la Grande-Bretagne (1,1 p. 100) et la France (0,74 p. 100), qui arrive en cinquième position. La pénétration des constructeurs français au Canada a commencé à partir de 1956-1957 avec l'implantation de Renault et Peugeot. Citroën s'est également intéressé à ce marché mais a dû y renoncer récemment du fait de la sévérité des normes en vigueur concernant la sécurité et la pollution qui impliquent une fabrication très différente de celle destinée aux autres marchés. Avec près de 6 000 véhicules vendus en 1976, c'est Renault qui réalise les meilleures performances, suivi de Peugeot (1 254 véhicules). Les marchés nord-américains se présentent comme des marchés difficiles en raison de la puissance des constructeurs locaux, de la forte concurrence et de l'obstacle que constituent des normes particulièrement rigoureuses. Il importe donc que les efforts de développement de nos exportations soient dirigés vers les zones où ils seront les plus efficaces; c'est pourquoi une priorité a été donnée au marché des Etats-Unis, qui pour un territoire sensiblement équivalent, est de l'ordre de dix fois plus important que celui du Canada. Le secteur automobile s'intègre dans l'action de promotion de nos ventes sur le marché américain entreprise depuis plusieurs années et renforcée récemment. Cette politique devrait conforter notre position sur le marché canadien.

COOPERATION

Coopération (mesures tendant à renforcer la coopération à l'égard de l'île Maurice et des îles Seychelles).

42297. — 18 novembre 1977. — M. Debré demande à M. le ministre de la coopération s'il n'estime pas utile de renforcer la coopération tant à l'égard de l'île Maurice que des îles Seychelles; s'il est possible d'avoir une vue d'ensemble des réalisations acquises et des projets envisagés; s'il ne lui paraît pas nécessaire en même temps d'intéresser les autorités départementales et les entreprises réunionnaises à l'exécution de ces projets.

Réponse. — Il est très évidemment utile pour les pays bénéficiaires, mais aussi pour notre pays que la coopération entre la France d'une part, l'île Maurice et les Seychelles d'autre part, se renforce. C'est à quoi le ministère de la coopération s'emploie depuis la signature des accords de coopération du 22 juin 1970 avec l'ancienne Ile de France, et du 15 juillet 1976 avec la République des Seychelles. La coopération entre la France et l'île Maurice tout d'abord se développe sans nuages depuis plus de sept ans (accord de coopération du 22 juin 1970), et répond pleinement aux aspirations des deux partenaires. Ce fait a été encore souligné récemment lors de la réunion de la cinquième commission mixte franco-mauricienne à Port-Louis les 29 et 30 juin derniers. Elle n'est pas affectée par les quelques difficultés qu'il peut y avoir dans d'autres domaines entre l'île Maurice et la France (importation de textiles mauriciens, situation des travailleurs mauriciens immigrés, revendications mauriciennes sur l'îlot Tromelin). Plus que partout ailleurs, le fonds d'aide et de coopération a porté ses efforts sur la formation des hommes: bourses d'études supérieures (à la Réunion ou en métropole), de stages techniques, d'enseignement secondaire sur place, actions d'enseignement technique et de formation professionnelle, développement de la radio et de la télévision. La caisse centrale de coopération économique, pour sa part, autorisée à intervenir à l'île Maurice depuis 1975, apporte une aide importante au développement des infrastructures: adductions d'eau, téléphone, énergie électrique. Les touristes français (Réunion et métropole) représentent environ la moitié des touristes reçus chaque année, et les entreprises françaises, métropolitaines ou réunionnaises, notamment les entreprises nationales (Renault, Air France, BNP) mais aussi les entreprises privées (société bourbonnaise de construction) développent leurs activités dans l'ancienne Ile de France. Le renforcement des relations de toute nature entre l'île Maurice et la France a notamment pour résultats une nette amélioration de la situation de la langue française, et l'épanouissement d'une amitié profonde entre les deux peuples.

I. — Evolution des concours publics français à l'île Maurice: 1971: 2,1 millions de francs; 1975: 83 millions de francs; 1976: 52,1 millions de francs (pause après les premiers prêts de la caisse centrale de coopération économique). En 1977, l'île Maurice a également bénéficié des services de plus de 70 assistants techniques français.

II. — Opérations en voie d'achèvement : abattoir national de Port-Louis, subvention FAC de 10,4 millions de francs ; équipement d'une charcuterie coopérative, subvention FAC de 0,85 million de francs ; équipement de la radio et de la télévision, mise en service du procédé SECAM de la télévision en couleur, subvention FAC de 10 millions de francs ; équipement du centre coopératif de formation des jeunes agriculteurs, 1,03 million de francs ; irrigation de petites exploitations, 3 millions de francs ; appui à la mission d'aménagement du territoire de l'île Maurice, 2,5 millions de francs ; formation de contremaîtres aux ateliers nationaux (Development Works Corporation) ; 4 millions de francs ; appui à l'école hôtelière nationale, 3 millions de francs ; travaux cadastraux et cartographiques, 3 millions de francs ; fourniture d'équipements hospitaliers, 2 millions de francs.

III. — Opérations engagées ou prévues à la suite de la commission mixte de juin 1977 : construction d'un lycée professionnel, 19 millions de francs ; études routières, 1,5 million de francs ; projet pilote de riziculture, 1 million de francs ; aide aux coopératives de pêcheurs, 0,5 million de francs ; microfilmage d'archives, 0,5 million de francs ; restauration du théâtre de Rose Hill, 1 million de francs ; fourniture d'ambulances, 0,42 million de francs ; équipement électrique de l'île Rodrigues, 0,4 million de francs ; équipement radio et télévision, 1 million de francs.

CCCE : modernisation et extension du réseau téléphonique (E 10), prêt de 34 millions de francs ; adduction d'eau des districts, prêt de 17 millions de francs ; barrage hydroélectrique de Quatre-Sœurs, prêt envisagé de 40 millions de francs ; centrale thermique de Saint-Louis, prêt accordé : 22 millions de francs, prêt envisagé : 45 millions de francs.

Grâce à de fréquents contacts à tous les niveaux entre l'ambassade de France à Port-Louis et les autorités départementales de la Réunion, ces dernières ont toujours été régulièrement informées de ces projets, et certaines entreprises réunionnaises (notamment un cabinet d'architectes pour l'abattoir de Port-Louis) intéressées à leur exécution. La coopération avec les Seychelles est plus récente. Certes, dès 1972, soit quatre ans avant l'indépendance, le ministère des affaires étrangères s'était préoccupé de renforcer la présence de la France aux Seychelles par diverses mesures : érection de la représentation française au rang de consulat général tenu par un consul de carrière, création d'un poste d'attaché culturel, envoi d'un coopérant à Radio-Seychelles, et d'une demi-douzaine de coopérants enseignants, ouverture d'un centre culturel. Mais c'est seulement depuis l'indépendance que la coopération, qu'il est utile de renforcer avec cette jeune république, se diversifie et se développe sur les bases suivantes : ouverture d'une ambassade, d'une mission de coopération, d'un service de l'expansion économique dépendant de celui de Tananarive, signature d'un accord de coopération le 15 juillet 1976. Le nombre des assistants techniques français a été porté d'une demi-douzaine à une vingtaine, et le FAC a déjà engagé un certain nombre d'opérations : avril 1977, appui à la création d'une ferme d'Etat à vocation maraîchère et fruitière, subvention FAC de 3 millions de francs ; juillet 1977, appui à l'école hôtelière des Seychelles, subvention FAC de 1,5 million de francs ; fourniture d'une péniche de débarquement pour la desserte des petites îles de l'archipel, subvention FAC de 10 millions de francs ; fourniture d'équipements pour le développement de la pêche artisanale, subvention FAC de 2 millions de francs.

En liaison avec la caisse centrale de coopération économique, le secrétariat général de la marine marchande, et l'aide bilatérale britannique, le ministère de la coopération s'apprête enfin à démarrer une opération d'envergure tendant à la création d'un armement thonier seychellois. Cette opération, de grande ampleur, et qui s'échelonne sur une période de trois à cinq ans, comportera les volets suivants : fourniture de quatre thoniers, subvention FAC, 25 millions de francs, prêt CCCE, 20 millions de francs ; mise à disposition de 25 assistants techniques environ ; formation d'une centaine de professionnels seychellois en France ; participation d'un armement français au capital, à la gestion, au traitement et à la commercialisation des poissons pêchés par l'armement seychellois partenaire. Les entreprises françaises ne restent pas inactives : Air France a ouvert une deuxième escale aux Seychelles, une banque française doit s'y installer début 1978, le groupe international Hachette distribue la presse française depuis le mois de juillet, la filiale réunionnaise d'une importante société française de travaux publics espère se voir attribuer la construction d'un grand hôtel. Il va sans dire que les services de l'ambassade de France, et plus spécialement le service commercial, se tiennent à la disposition des entreprises réunionnaises pour les informer, et les aider à s'associer plus étroitement au développement économique des Seychelles. Les autorités départementales, elles, sont déjà associées à un certain nombre d'actions de coopération (vice-rectorat, direction départementale de la jeunesse et des sports, centre régional d'action culturelle, direction départementale des archives de France). La prochaine conférence des autorités françaises de l'Océan Indien pourrait permettre le renforcement d'une concertation à laquelle le ministère de la coopération est toujours très ouvert.

CULTURE ET ENVIRONNEMENT

Chasse (mise en place d'une seconde session annuelle pour l'examen du permis de chasse).

39560. — 16 juillet 1977. — M. Houël demande à M. le ministre de la culture et de l'environnement s'il ne croit pas utile, pour aider à la reprise des ventes des armes légères de chasse, d'autoriser que l'examen du permis de chasse ait lieu deux fois par an au lieu d'une seule actuellement. Il semble que, si cette mesure était adoptée, elle aurait le mérite de permettre une reprise de la vente de ces armes, vente qui subit un recul certain en ce moment.

Réponse. — L'examen du permis de chasse institué par le législateur a pour but de vérifier les connaissances du candidat concernant les équilibres naturels et cynégétiques, d'une part, la sécurité dans l'emploi des armes d'autre part. Il ne semble donc pas que l'institution de l'examen du permis de chasse ait eu une incidence sur les ventes d'armes de chasse. En 1977, 48 156 candidats ont été reçus à cet examen dont la sévérité a été reconnue, alors que, avant son institution, le nombre de nouveaux permis était de 33 500 par an en moyenne.

Environnement (nuisances pour les communes voisines provoquées par la station d'épuration d'Achères [Yvelines]).

40328. — 27 août 1977. — M. Claude Weber expose à M. le ministre de la culture et de l'environnement que la station d'épuration d'Achères (Yvelines), qui traite une grande partie des eaux usées de la région parisienne, cause des nuisances considérables aux habitants des communes voisines, Herblay et La Frette en particulier. Il y a quelques années, les odeurs provenant de la dessiccation des boues avaient été très réduites, des mesures techniques ayant été prises. Aujourd'hui, avec l'extension de la station, Achères V suivant Achères IV, les odeurs pestilentielles qui gagnent la rive nord de la Seine contraignent de nombreux habitants d'Herblay et de La Frette, dès les premières chaleurs, à vivre calfeutrés dans leurs maisons, portes et fenêtres fermées. Il n'est pas question de mettre en cause, et la nécessité, et le haut niveau technique d'une réalisation de l'ampleur de la station d'Achères. Mais il n'est pas concevable que la vie de plusieurs milliers d'habitants soit considérablement troublée par une installation d'utilité publique. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que la station d'épuration d'Achères ne soit plus une source de nuisances insupportables pour les habitants des communes voisines.

Réponse. — A la station d'épuration d'Achères, le processus de traitement des eaux usées entraîne effectivement un dégagement d'odeurs désagréables, essentiellement en amont de la station, à la hauteur des ouvrages de pré-traitement et en aval près des installations de traitement des boues. Toutefois, ces odeurs, très perceptibles aux abords mêmes des ouvrages, s'estompent rapidement lorsque l'on s'en éloigne et ce n'est que dans des circonstances très exceptionnelles dues à des conditions climatiques défavorables ou à un accident d'exploitation qu'elles peuvent se propager à une distance telle qu'elles puissent gêner les habitants des communes riveraines de la Seine sur sa rive droite. Les mesures prises en 1973 pour réduire les odeurs provenant de la dessiccation des boues effectuées à l'usine d'Achères III, entrée en service en 1972, ont permis d'obtenir une amélioration très sensible de la situation. Depuis lors, cette dernière ne s'est pas détériorée. D'ailleurs, depuis 1972, aucune extension des installations en fonctionnement à Achères n'est intervenue et ce n'est que dans le courant de l'année prochaine que l'ouvrage Achères IV entrera en service. Quant au projet Achères V, son plan de financement n'a pas encore été décidé. Dans le même temps, la réalisation de mouvements de terre et de plantations sur des terrains disponibles entre les différents ouvrages de la station et la rive gauche de la Seine devrait réduire les risques de propagation accidentelle de mauvaises odeurs sur les communes d'Herblay et de La Frette.

Pollution (plan de détection et d'intervention rapide dans les cas de pollution des plages par les nappes de mazout).

40474. — 3 septembre 1977. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur la pollution intervenue pendant la période du 15 août sur les rivages de Quiberville, Saint-Aubin-sur-Mer, Sainte-Marguerite, Varengeville, Pourville et Dieppe. Alors qu'une nappe de mazout préablement identifiée avait abordé cette partie de la côte dès le 12 août, il a fallu attendre plusieurs jours une première intervention des sapeurs-pompiers. Encore doit-on préciser que ceux-ci disposaient de moyens pour le moins précieuses : pelles et sacs obtenus grâce aux relations personnelles d'un cadre du port. Alertée dès le début par les maires des communes concernées, la sous-préfecture de Dieppe répondait tout d'abord que la pollution n'était pas suffisamment importante pour

mériter des interventions autres que des opérations de surveillance, et rejetait sur les municipalités la responsabilité de cette situation. Il a ensuite fallu des démarches de plusieurs personnalités notamment de M. Irénée Bourgois, maire de Dieppe, avant que M. le préfet de Seine-Maritime décide de faire intervenir la troupe pour le nettoyage des plages. Il va de soi que cette situation a des effets désastreux à bien des égards, notamment sur le plan du tourisme. Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un tel problème est posé dans notre pays et la lenteur avec laquelle réagissent les pouvoirs publics n'en est que plus surprenante. Il apparaît évidemment que la masse de déchets en tous genres est trop importante pour que le seul pouvoir « auto-épurateur » de la mer puisse en venir à bout. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les côtes de la France puissent bénéficier d'un matériel efficace de lutte contre la pollution. Il lui demande également de faire en sorte que les pouvoirs publics établissent au niveau départemental des plans de détection et d'intervention rapides. Il attire son attention sur la nécessité de mener à bien une enquête permettant de déterminer et de sanctionner les responsables des événements précités.

Réponse. — La neutralisation de la nappe de résidus pétroliers ayant atteint les plages situées entre Saint-Aubin-sur-Mer et Pourville, le 13 août 1977, illustre les problèmes délicats que doivent résoudre les collectivités locales lors du choix des moyens à mettre en œuvre pour lutter contre la pollution des plages par hydrocarbures, moyens qui dépendent essentiellement des caractéristiques de l'agent polluant. Ainsi, le 12 août 1977, les services de la sous-préfecture de Dieppe et de la préfecture de la Seine-Maritime, alertés par M. le maire de Quiberville, ont constaté sur les plages situées entre Saint-Aubin-sur-Mer et Pourville la présence d'un cordon de résidus pétroliers de faible largeur sur la ligne des hautes eaux. Devant la persistance de l'apport à la marée suivante, les services de la préfecture, après reconnaissance des caractéristiques de la nappe, ont monté une opération de nettoyage des différentes plages souillées en collaboration avec l'armée, les sapeurs-pompiers, les services de l'équipement et les services municipaux. Au vu des contraintes dues aux caractéristiques des résidus pétroliers, à l'accès difficile des plages de galets par les moyens mécaniques ainsi qu'aux courants de marée locaux qui rendent l'emploi de barrages en mer inefficace la préfecture a estimé qu'une intervention menée à l'aide de moyens manuels traditionnels serait la plus adaptée aux circonstances. Les opérations de nettoyage menées à cinq reprises entre le 15 août et le 30 septembre ont nécessité 85 000 francs supportés par le budget départemental, outre les prestations offertes par les services des administrations qui ont collaboré à l'intervention. Cette affaire soulève la question de choix des moyens à mettre en œuvre dans la lutte contre les pollutions du littoral. Le rapport sur la prévention et la lutte contre les pollutions marines accidentelles adopté récemment par le Gouvernement souligne les problèmes généraux que pose la prévention et la lutte contre les pollutions du littoral et propose un certain nombre de mesures destinées à améliorer la situation. Sur le plan technique, il a été décidé de poursuivre l'effort entrepris dans des domaines qui ont porté la France dans le groupe de tête des pays engagés dans la prévention et la lutte contre les pollutions accidentelles, en particulier dans la télédétection. A cette fin, l'équipement des services des affaires maritimes en matériel de télédétection et d'intervention en mer sera poursuivi. Parallèlement, les moyens dont dispose le ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire dans les ports seront étoffés : il s'agira de petit matériel tels qu'embarcations, barrages, citernes souples, adaptés à la lutte contre les pollutions localisées qui sont celles auxquelles les autorités ont à faire face dans la majorité des cas. Il faut être néanmoins conscient qu'il n'existe pas à ce jour, même au plan international, de procédé miracle pour lutter contre les pollutions accidentelles du littoral et que l'accès souvent difficile des franges côtières rend les moyens mécaniques sophistiqués inexploitable. Outre ces mesures d'équipement, le Gouvernement a décidé de constituer, sous l'égide de la mission interministérielle de l'eau, un comité d'orientation composé de fonctionnaires et d'experts d'origines diverses et qui aura deux rôles : encourager les efforts de recherche sur les procédés de prévention et de lutte existants ainsi que sur toute solution nouvelle et conseiller les autorités locales dans le cadre des opérations d'élimination des pollutions en mer ou à la côte prévues par les plans départementaux d'intervention rapide. C'est dans le même esprit que la France participera au niveau international aux séances du groupe de travail formé dans le cadre de la convention de Bonn dont la tâche sera d'inventorier au niveau européen les prestations susceptibles d'être rendues par des établissements publics ou des sociétés privées au niveau de la prévention et de la lutte. Sur le plan financier, un fonds d'intervention utilisable en cas de déclenchement du plan Polmar a été créé cette année. Il est destiné à couvrir les dépenses exceptionnelles de lutte contre la pollution. Ce fonds d'intervention est géré par le ministère de la culture et de l'environnement, les préfets maritimes et les préfets des départements côtiers en étant ordonnateurs secondaires. Il a été doté de 10 millions de francs. Ce fonds d'intervention permet donc à la collectivité nationale d'intervenir dans le cadre du plan Polmar en cas de marée noire d'une ampleur

exceptionnelle. Les accidents d'ampleur limitée demeureront couverts par les moyens locaux et départementaux. Il est donc souhaitable de voir se généraliser des initiatives telles que celles du département de la Seine-Maritime où l'existence d'une dotation allouée par le conseil général à la cellule contre la pollution du ministère de l'équipement a permis à cette dernière d'assister le préfet de façon opérationnelle. Cette mesure illustre l'esprit qui doit guider l'élaboration des plans départementaux d'intervention que les responsables locaux et départementaux mettent en place progressivement dans tous les départements du littoral.

Parc régional de Camargue (protection de l'intérêt général dans le cadre des transactions foncières effectuées en Camargue).

40521. — 10 septembre 1977. — M. Porell attire tout particulièrement l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur le fait qu'aucune législation particulière ne protège l'intérêt général dans le cadre des transactions foncières effectuées en Camargue. C'est ainsi que d'immenses domaines sont à la vente (domaine de Fielouse : 1 600 hectares dont 500 hectares jouxtant la réserve de Camargue), d'autres domaines ont été vendus (le domaine des Frignants de 600 hectares qui jouxte aussi la réserve) a été acquis en 1976 par la Compagnie Blohorn, déjà propriétaire du domaine de Carlet (500 hectares) et de Sylvercal (600 hectares). La vente de ces domaines impropres à l'agriculture mais dont le maintien en l'état est décisif pour l'équilibre écologique de la Camargue sont destinés à assurer aux nouveaux propriétaires des profits importants (aquaiculture, agriculture extensive hautement mécanisée), ce qui est contraire à la préservation de la nature en Camargue. D'autre part, il devient de plus en plus urgent de permettre aux pouvoirs publics de gérer conformément à l'intérêt général les grands domaines de Camargue quand ils sont à la vente, et de les gérer avec le souci non pas de les stériliser mais de les doter d'un statut de réserve s'appuyant sur un cahier des charges très strict définissant clairement les principes et les aménagements prévus ainsi que les modalités d'ouverture au public. Cette politique est celle que le parc régional de Camargue compte mettre en œuvre en étroite association avec les collectivités locales pour gérer le domaine de la Palissade, récemment acquis par le Conservatoire national du littoral, à la demande de la commune d'Aries, et du Sivom Aries-Port-Saint-Louis-du-Rhône. Or, actuellement, aucun de ces terrains ne peut être acquis raisonnablement par l'Etat puisque la procédure des zones d'aménagement différé n'est pas utilisée : l'Etat n'ayant pas encore pris de décision allant dans ce sens. L'espace camarguais n'est donc pas protégé. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour déclencher la procédure des zones d'aménagement différé avec droit de préemption au profit de l'Etat sur les domaines mis en vente dans le territoire couvert par le parc régional de Camargue.

Deuxième réponse. — Dans le cadre de sa charte constitutive, le parc naturel régional de Camargue doit effectivement veiller au maintien et au développement des activités économiques dans le respect de la qualité du cadre de vie et de la sauvegarde des équilibres naturels et écologiques. Cette politique ne peut être cependant que le résultat d'un large consensus des populations concernées et ne doit ni ne peut se fonder essentiellement sur l'acquisition par l'Etat de grands domaines dans le but d'assurer la protection des espaces, sauf lorsqu'il s'agit de zones particulièrement fragiles, proposées à l'Etat dans des conditions financières et techniques acceptables pour la collectivité. La mise en œuvre d'outils d'aménagement tels que les zones d'environnement protégé qui permettent d'affecter les sols, en tenant compte de l'organisation raisonnée de l'espace, paraît mieux adaptée aux légitimes besoins de protection. La généralisation systématique d'acquisition de grandes propriétés par l'Etat ne paraît pas la meilleure solution technique. Elle risque de conduire en particulier à un désengagement des populations locales vis-à-vis de leur patrimoine, dont elles sont les premières responsables et les mesures juridiques de protection foncière doivent être utilisées en priorité.

Musées (rémunérations et sécurité des gardiens de musées, sites et gisements préhistoriques).

40617. — 10 septembre 1977. — M. Dufard expose à M. le ministre de la culture et de l'environnement les difficultés toujours croissantes que rencontrent les gardiens de musées, de sites et de gisements préhistoriques. Il souligne que ces personnels sont à la fois insuffisamment rémunérés et exposés à des dangers d'agression. En conclusion, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les légitimes revendications des personnels ci-dessus désignés.

Réponse. — L'amélioration des rémunérations des gardiens de musées fait l'objet de l'attention toute particulière du ministre de la culture et de l'environnement. Dans un premier temps, la refonte du statut des personnels de gardiennage et de surveillance avait

été différée en raison de la mise en œuvre du plan de reclassement des fonctionnaires des catégories C et D, qui devait s'échelonner sur quatre ans. En revanche, pour favoriser la promotion de ces agents, 86 emplois de gardiens avaient alors été transformés en emplois supérieurs de brigadiers et de surveillants. En 1975 et 1977, la situation de ces agents a été améliorée selon les mêmes modalités respectivement par 150 et 50 transformations d'emplois. 108 emplois nouveaux sont prévus pour 1978, ce qui permettra d'offrir de nouvelles promotions au personnel actuellement en fonctions. Ces améliorations de carrière ont été complétées par des mesures d'ordre pécuniaire. C'est ainsi que les agents des musées nationaux ont récemment bénéficié d'une majoration d'environ 30 p. 100 de l'indemnité pour travail dominical et de la surprime d'été. La prime de sujétion spéciale, versée à l'origine uniquement aux musées de Paris les plus importants, a été étendue à certains musées de la banlieue parisienne et de province. Ces mesures s'accompagnent de la poursuite des études concernant les statuts des personnels. S'agissant des gardiens de sites, dont les emplois sont tenus par des agents appartenant aux corps des gardiens des monuments historiques et des surveillants militaires, l'étude de leur situation est liée au problème des gardiens de musées. Ces agents ont, eux aussi, bénéficié de la majoration relative à l'indemnité pour travail dominical et à la surprime d'été. Le cas des gardiens de gisements préhistoriques est particulier puisque ce personnel peu nombreux (sept agents) est régi par un arrêté du 27 mai 1966 et n'a pas la qualité de fonctionnaire de l'Etat. Il sera réglé à l'occasion de la réforme statutaire d'ensemble actuellement en préparation. En ce qui concerne la sécurité, un effort particulier d'information et de formation professionnelle est accompli auprès du personnel de surveillance des musées nationaux pour parfaire sa connaissance des moyens de prévention (fermetures de sécurité, systèmes de détection) et d'alarme (signaux d'alerte, téléphones reliés à la police et au personnel scientifique, équipements de transmission). Les moyens mis en œuvre permettent de faire face aux dangers d'agression tout en assurant la sécurité des agents. Quant aux gardiens de sites qui sont appelés à effectuer des rondes de nuit, ils ont réglementairement le droit d'être armés pour faire face à d'éventuelles agressions.

Architecture (conditions d'application de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977).

40821. — 24 septembre 1977. — **M. Fourneyron** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur les difficultés auxquelles se trouvent confrontés un certain nombre de maîtres d'œuvre en bâtiment, soucieux d'obtenir l'agrément en architecture en application de l'article 37 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. S'il est souhaitable que l'exercice d'une activité de conception architecturale soit réservé à des professionnels présentant toutes garanties de compétence, il serait particulièrement préjudiciable qu'une application restrictive des dispositions législatives, s'accompagnant d'une procédure trop lourde et contraignante, écarte de cette activité des professionnels ayant fait, dans la pratique, la preuve de leur qualification. Il lui demande donc dans quelle mesure il entend donner toutes instructions utiles pour que la mise en œuvre des dispositions de l'article 37 régissant l'agrément en architecture fasse l'objet d'une application à la fois objective et soucieuse d'équité.

Réponse. — L'article 37 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ouvre la faculté aux personnes physiques qui, sans posséder le titre d'architecte, exerçaient avant la publication de la loi une activité de conception architecturale dans le domaine de la construction de bâtiments d'être inscrites à un tableau régional de l'ordre des architectes si elles remplissent certaines conditions. Les maîtres d'œuvre exerçant depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1972 peuvent bénéficier des dispositions de l'article 37-1° s'ils remplissent les conditions objectives qui y sont définies : exercice libéral, exclusif et constant, attesté par la souscription d'un contrat annuel couvrant la responsabilité professionnelle et par l'assujettissement continu à une patente de maître d'œuvre en bâtiment ou de cabinet d'architecture. Il s'agit là d'un système d'admission « automatique » au titre d'agréé en architecture qui jouera en faveur des professionnels confirmés. Les personnes qui, tout en entrant dans le champ d'application général de l'article 37, n'auraient pas exercé depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1972 dans les conditions énumérées sous le 1° (entrée en activité plus récente, absence d'assurance, patente autre que celle de maître d'œuvre en bâtiment ou de cabinet d'architecture, exercice au sein d'une société, etc.) peuvent demander à bénéficier des dispositions prévues à l'article 37-2°. La loi impose à ces personnes l'examen de leurs références professionnelles par une commission régionale comprenant notamment en nombre égal, des architectes et des représentants des « professions concernées ». Ces commissions seront présidées par le préfet de région ou son représentant. Le décret sur la composition et le fonctionnement de ces

commissions régionales est actuellement examiné par le Conseil d'Etat. Ces dispositions qui ont fait l'objet de concertation avec les représentants des professions concernées, devraient donner toutes les garanties souhaitables d'objectivité.

Pollution (bilan de la lutte contre les nuisances industrielles prévue contractuellement avec le groupe Pechiney-Ugine Kuhlmann).

41260. — 7 octobre 1977. — **M. Maurice Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur les contrats signés entre son ministère et le groupe PUK tendant à réduire les nuisances de ses émanations et rejets industriels : en juillet 1975, engageant le groupe PUK à consacrer 200 millions de francs en sept ans dans dix-huit usines productrices d'acières et d'alliages spéciaux ; en novembre 1976, portant sur 250 millions de francs à investir en 1977, 1978 et 1979 dans huit usines d'aluminium et vingt-deux de produits chimiques. Il lui demande, d'une part, de bien vouloir lui communiquer le bilan à ce jour des travaux réalisés, détaillés par type d'investissement et par usine, et, d'autre part, de lui indiquer quelles sont les procédures de contrôle des applications de ces engagements et par qui ces contrôles sont effectués. Enfin, il lui demande également de bien vouloir préciser quel est l'objectif à dresser le constat périodique des nuisances et des atteintes à l'environnement liées aux procédés polluants mis en œuvre par ce groupe dans ses établissements français, notamment en matière de pollution fluorée, et quelles dispositions il compte prendre pour intervenir directement et mettre en place une réglementation sur les conventions d'indemnisation des dégâts occasionnés par les émanations industrielles nocives, afin que cessent les pratiques de conventions « à la sauvette » signées à l'amiable, cas par cas et selon le degré de mécontentement des habitants.

Réponse. — L'ensemble des programmes prévus par les conventions des 23 juillet 1975 et 9 novembre 1976 entre le ministre chargé de l'environnement et le groupe Pechiney-Ugine Kuhlmann, a été rendu public, avec le détail par opérations et par usine, lors de la signature des documents en cause. Le bilan actuel montre que les travaux ont été dans l'ensemble normalement exécutés. Les conventions précitées prévoient la transmission annuelle par le groupe Pechiney d'informations sur l'avancement des programmes. Le contrôle de leur exécution et de l'efficacité des installations est effectué par les services des installations classées chargés sous l'autorité des préfets de l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976, décret du 21 septembre 1977). Dans ce cadre, il convient également de souligner que, quand les investissements en cause constituent une modification notable des installations, ils doivent être autorisés au terme d'une procédure qui comprend une enquête publique sur la base d'un dossier incluant notamment une étude d'impact, une consultation des collectivités locales, du conseil départemental d'hygiène et la publicité de la décision préfectorale. Les autorisations administratives dans le domaine de la prévention des pollutions et nuisances sont expressément délivrées sous réserve des droits des tiers et le ministre chargé de l'environnement n'a pas à intervenir dans la fixation des indemnités éventuelles.

Amiante (interdiction de l'utilisation de l'amiante dans les revêtements de tous types de construction).

41374. — 12 octobre 1977. — **M. Maurice Legendre** s'inquiète auprès de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** de la portée très limitée de l'arrêté du 29 juin 1977 interdisant l'utilisation de l'amiante pour la réalisation des revêtements par flocage. Cette interdiction ne concerne en effet que les seuls bâtiments d'habitation ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire postérieure à la date de cet arrêté, alors que le projet initial du ministère de la santé étendait cette interdiction à toutes les constructions, en particulier aux établissements scolaires et aux locaux professionnels, et que le conseil supérieur de l'hygiène publique était également favorable à une extension du champ d'application de ce texte. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne retenir qu'une mesure aussi timide, alors même que les méfaits de ces revêtements à base d'amiante pour la santé de l'homme sont aujourd'hui bien connus.

Réponse. — L'interdiction de l'amiante pour la réalisation des revêtements par flocage est déjà effective pour les locaux neufs d'habitation, le Gouvernement ayant pu prendre un arrêté en s'appuyant sur le décret n° 69-596 du 14 juin 1969 qui fixe les règles générales de construction pour cette catégorie de bâtiments. Pour les autres constructions, en particulier les établissements scolaires et les locaux professionnels, les pouvoirs publics s'emploient donc actuellement à préparer les textes qui étendront cette interdiction, ce qui permettra de compléter la réglementation dans le sens souhaité.

Alsace-Lorraine (mesures tendant à diminuer le nombre des acquisitions immobilières par des étrangers en Alsace).

41440. — 14 octobre 1977. — **M. Gissinger** expose à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** qu'en quinze ans, de 1960 à 1975, les acquisitions immobilières réalisées par des étrangers en Alsace ont porté sur 1,05 p. 100 des transactions totales, soit 3 900 sur 371 500. Ces indications ressortent d'études faites par deux organismes spécialisés. Bien que ces mouvements soient encore limités, il apparaît nécessaire de maintenir une observation permanente de ces transactions et d'envisager les mesures nécessaires pour les réduire. Il semble qu'une protection plus faible des sites en France qu'en République fédérale d'Allemagne et en Suisse soit un facteur non négligeable d'attraction pour les étrangers. Une réglementation plus stricte aurait sans doute pour effet une modération des acquisitions immobilières. Cette conclusion des études précitées vaut notamment pour le massif vosgien actuellement encore moins protégé que la Forêt Noire. Les acquisitions en cause sont d'ailleurs plus nombreuses dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. Si elles existent dans les cantons bordant les frontières du nord, elles sont plus fréquentes encore dans le sud de l'Alsace ainsi que dans certaines vallées vosgiennes. Il lui demande si le Gouvernement envisage de prendre des mesures tendant à diminuer le nombre de ces acquisitions. Parmi ces mesures, il souhaiterait savoir s'il envisage d'assurer une meilleure protection des sites qui, semble-t-il, aurait pour effet de réduire le nombre des acquéreurs étrangers, Suisses et Allemands.

Réponse. — Les études menées au niveau de la région Alsace ont effectivement fait ressortir la progression des acquisitions immobilières réalisées par des étrangers en Alsace. Il convient toutefois de noter que le dispositif légal et réglementaire de protection des sites n'est pas moins restrictif en France qu'en République fédérale d'Allemagne ou qu'en Suisse. Au cours des dernières années, le ministère de la culture et de l'environnement a exercé en Alsace tout autant que dans le reste du territoire français une politique de protection des espaces naturels. C'est ainsi que dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin la loi du 2 mai 1930 a été utilisée à la fois pour des sites ponctuels et pour des sites de vaste étendue. On peut citer par exemple, dans le Bas-Rhin, le site de la forêt de Daubensand (inscrit le 12 juin 1967), celui de l'embouchure de la Sauc sur les communes de Seltz-Munchausen (inscrit le 20 mars 1973), la zone de protection d'Oberhaslach, le centre ancien de Sélestat (inscrit le 10 novembre 1975), le secteur n° 1 du massif des Vosges qui concerne plus de cinquante communes (inscrit le 1^{er} septembre 1971); dans le Haut-Rhin, le massif du Schucht-Honeck (inscrit le 21 septembre 1973), les fies de Kembs-Neuf Brisach et d'Arzenheim-Marcolsheim (inscrits le 23 décembre 1967), les quartiers anciens de Riquewihr (inscrits le 14 mai 1970). Ces mesures ne sont cependant pas suffisantes et c'est pourquoi sont actuellement à l'étude la protection du massif des Vosges sur le territoire du Haut-Rhin, ainsi que diverses autres mesures de protection portant sur de vastes territoires (pratiquement toute la partie Ouest des deux départements et le centre de la plaine d'Alsace). Des actions sont également prévues et engagées au niveau des réglementations propres à l'urbanisme (plans d'occupation des sols en particulier). Le ministère de la culture et de l'environnement a l'intention de poursuivre et de développer la politique de protection des espaces naturels en Alsace.

École des beaux-arts (motifs d'un déménagement éventuel).

41602. — 21 octobre 1977. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur la situation de l'école des beaux-arts, qui regroupe à la fois les études d'architecture et celles d'arts plastiques, soit près de 9 000 étudiants. Selon certaines informations, cette école déménagerait du quai Malaquais. Il lui demande de lui confirmer l'exactitude de ces informations et de lui indiquer, le cas échéant, les raisons de ce déménagement.

Réponse. — Contrairement à ce qui semble croire l'honorable parlementaire, l'école nationale supérieure des beaux-arts n'accueille que des étudiants en arts plastiques. L'enseignement de l'architecture est dispensé dans vingt-trois unités pédagogiques d'architecture mises en place en 1968. Trois unités pédagogiques sont encore actuellement installées dans les locaux du quai Malaquais mais elles disposent d'une complète autonomie. Le ministre de la culture et de l'environnement n'a jamais envisagé de faire quitter aux élèves de l'école nationale supérieure des beaux-arts les locaux qu'elle occupe quai Malaquais. Toutefois, compte tenu de l'accroissement considérable du nombre des étudiants ces dernières années, les bâtiments du quai Malaquais abritent aujourd'hui 7 000 étudiants pour une capacité d'accueil de 2 000 places, il est donc particulièrement indispensable que les unités pédagogiques d'architecture, aujourd'hui très mal installées quai Malaquais, reçoivent des locaux neufs et adaptés à leur mission dans les années à venir.

Artistes (doublage de tout film étranger programmé en France par les comédiens de la synchronisation française).

42208. — 16 novembre 1977. — **M. Ralite** attire vivement l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur l'objet du mouvement de grève des comédiens de la synchronisation qui dure maintenant depuis deux semaines. Cette grève vise à défendre toute une branche du travail des comédiens ainsi que des techniciens et ouvriers de la profession cinématographique à savoir le doublage des films et les émissions de télévision d'origine étrangère à un moment où notamment les images américaines occupent de plus en plus les grands et petits écrans de notre pays. Or, à l'occasion de la venue en France du Premier ministre du Québec la question d'un accord franco-québécois a été envisagée portant sur le doublage en français par le Québec de films et de téléfilms de langue anglaise programmés en France. Il a été avancé la possibilité du doublage de 100 films et la liberté du doublage pour les sociétés de télévision. Quand on sait qu'en 1976 133 films de langue anglaise ont été programmés en France, que déjà 12 p. 100 des doublages télévision sont assurés par le Québec, on comprend la légitime inquiétude des comédiens français. L'année dernière ils étaient contraints de faire grève pour la défense de la création française. Cette année ils sont encore contraints de faire grève pour la défense du doublage des œuvres étrangères trop abondamment imposées. Certes, devant leur mouvement unanime soutenu par le SFA et l'USDA, le Gouvernement semble marquer le pas et avancer l'idée qu'il n'y a pas eu d'accord avec le Québec. Mais une commission de travail a été créée et une menace continue donc de planer. Sans mettre aucunement en cause les échanges culturels notamment avec le Québec, échanges qui doivent se faire sur la base de la réciprocité quant aux créations des deux pays, mais qui n'ont rien à voir avec le doublage, les comédiens demandent : 1° le maintien de l'article 18 du code de l'industrie cinématographique disant que tout film étranger programmé en France sera doublé sur le territoire français, article qui a déjà été mutilé par le Marché commun ; 2° l'extension de cet article à la télévision sous la forme d'un amendement au cahier des charges. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre favorablement aux revendications des comédiens de la synchronisation et plus généralement pour promouvoir par des actes réels la création filmique et télévisuelle française.

Réponse. — Les inquiétudes concernant l'emploi des artistes et l'activité de notre industrie nationale de postsynchronisation sont pleinement partagées par le Gouvernement. C'est pourquoi il a été décidé de maintenir les dispositions de l'article 18 du décret n° 61-32 du 18 janvier 1961 aux termes duquel... « le visa d'exploitation en version doublée ne peut être accordé (à un film cinématographique doublé en langue française) que si la version originale a obtenu le visa d'exploitation et si le doublage a été entièrement réalisé dans les studios situés en territoire français... ». D'autre part, les dispositions précitées étant exclusivement applicables aux films cinématographiques, le problème du doublage à la télévision a fait l'objet de discussions associant les sociétés nationales de programme et les organisations syndicales concernées. Il est précisé, par ailleurs, qu'aucune « commission de travail » n'a été créée, lors de la visite en France du Premier ministre du Québec, pour procéder à l'étude de la question de l'admission en France de films doublés au Québec. Il peut être enfin signalé que le mouvement engagé par les artistes, et sur lequel il souhaitait attirer l'attention du ministre de la culture et de l'environnement, a pris fin le 17 novembre 1977.

Archives (validation de la licence d'archivistique pour l'accès aux emplois d'archiviste municipal).

42337. — 18 novembre 1977. — **M. Filloud** rappelle à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** que l'université de Mulhouse propose un enseignement d'archivistique et délivre un diplôme de licence de cette spécialité. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de valoriser cet enseignement en considérant ce diplôme comme un titre valable pour le recrutement direct des sous-archivistes municipaux et, en conséquence, de demander à **M. le ministre de l'intérieur** de vouloir bien ajouter la mention de ce diplôme au paragraphe 1 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mai 1969 (*Journal officiel* du 30 juillet 1969) relatif aux conditions de recrutement des archivistes et sous-archivistes municipaux.

Réponse. — L'alinéa 1 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mai 1969 relatif aux conditions de recrutement des archivistes et des sous-archivistes municipaux a été modifié par l'arrêté ministériel du 2 juillet 1975 (*Journal officiel* du 5 août 1975). Ces nouvelles dispositions prévoient que les candidats au recrutement sur titres en qualité notamment de sous-archiviste municipal doivent être titulaires soit du diplôme de documentaliste, soit du diplôme technique de documentaliste (nouveau régime), soit du diplôme universitaire de technologie (option Documentation). Cependant, rien ne paraît

a'opposer à ce que la licence d'archivistique délivrée par l'université de Mulhouse et signalée par l'honorable parlementaire soit adjointe à la liste des diplômes requis pour l'accès aux emplois dont il s'agit. En conséquence, le ministre de la culture et de l'environnement saisira le ministre de l'intérieur d'une proposition en ce sens.

DEFENSE

Pensions de retraite civiles et militaires (mesures tendant à améliorer la situation des retraités et des veuves de militaires).

42107. — 10 novembre 1977. — **M. Fabre** expose à **M. le ministre de la défense** la situation difficile et discriminatoire soit adjointe à la liste des diplômés requis pour l'accès aux emplois dont il s'agit. En conséquence, le ministre de la culture et de l'environnement saisira le ministre de l'intérieur d'une proposition en ce sens.

42107. — 10 novembre 1977. — **M. Fabre** expose à **M. le ministre de la défense** la situation difficile et discriminatoire soit adjointe à la liste des diplômés requis pour l'accès aux emplois dont il s'agit. En conséquence, le ministre de la culture et de l'environnement saisira le ministre de l'intérieur d'une proposition en ce sens.

Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures qu'il compte prendre dans les plus brefs délais, pour assurer un droit à pension de réversion aux veuves de militaires décédés avant le 1^{er} décembre 1964, titulaires d'une pension proportionnelle; mettre en place l'extension des majorations pour enfants aux retraités proportionnels avant le 1^{er} décembre 1964, ayant élevé au moins trois enfants; supprimer de la distinction entre retraités militaires d'avant ou d'après le 3 août 1962 pour l'obtention d'une pension d'invalidité au taux du grade.

Réponse. — Les droits à pension de tous les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat sont déterminés conformément aux dispositions en vigueur au moment de l'admission à la retraite. Le code des pensions civiles et militaires de retraite applicable à compter du 1^{er} décembre 1964 concerne les situations créées postérieurement à sa promulgation. De même, les dispositions de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962 qui ont permis le cumul d'une pension militaire de retraite avec une pension d'invalidité au taux du grade sont appliquées au personnel rayé des cadres après le 2 août 1962.

Légion d'honneur (large promotion en faveur des engagés volontaires de 1914-1918 à l'occasion du soixantième anniversaire de l'armistice.)

42361. — 19 novembre 1977. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre de la défense** s'il n'envisage pas, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1978, de faire, dans les promotions de la Légion d'honneur une très large part aux anciens combattants engagés volontaires qui peuvent n'avoir pas encore été promus dans notre ordre national. Il semblerait équitable, en effet, de faire en sorte que ces citoyens qui volontairement ont répondu à l'appel du pays à un moment où celui-ci était en danger soient enfin à l'honneur, et ce, avant qu'il ne soit trop tard en ce qui les concerne.

Réponse. — Le ministre de la défense invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite à la question écrite n° 41461 (*Journal officiel*, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale du 7 décembre 1977, page 8331).

EDUCATION

Enseignement technique (insuffisance de capacité d'accueil des élèves préparant un CAP dans le district n° 1 des Hauts-de-Seine).

41035. — 1^{er} octobre 1977. — **M. L'Huillier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de trente-deux élèves du district n° 1 des Hauts-de-Seine (Gennevilliers-Villeneuve-la-Garenne) qui, affectés par la commission d'affectation du 15 juin 1977 en première année de préparation d'un CAP en trois ans, n'ont pas été accueillis par les établissements prévus, dont vingt en section commerciale. A la date du 22 septembre 1977, c'est-à-dire une semaine après la rentrée scolaire, neuf ont accepté une solution différente de celle à laquelle ils avaient droit, vingt-trois sont encore sans affectation. Des renseignements fournis par le service de scolarité de l'inspection académique des Hauts-de-Seine, de nombreux élèves se verraient proposer une solution dans les CET de Paris des 18^e, 9^e et 17^e arrondissements. Cette dernière solution entraînant de graves difficultés pour les familles (absence de moyens de transport acceptables pour des enfants de quatorze ans, frais supplémentaires y afférents, fatigue accrue), ces dernières se verront dans l'obligation de la refuser. D'autre part, la commission d'affectation du 15 juin 1977 n'avait pu affecter vingt candidats à une entrée en première année de CAP d'employé de bureau et de CAP de sténodactylographe, faute de places. A ces vingt candidats viennent s'ajouter les vingt autres élèves « affectés non admis » en section Employé de Bureau, Sténodactylo, Employé de comptabilité. Dès le mois de juin dernier, il apparaissait donc que l'ouverture d'une classe supplémentaire dans ces disciplines était indispensable dans le district n° 1 des Hauts-de-Seine pour répondre aux demandes ou, à défaut, dans le district n° 2. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour trouver une solution à ce problème angossant pour les familles, le placement de ces jeunes élèves dans le district scolaire couvrant leur domicile.

Réponse. — L'affectation des élèves orientés vers l'enseignement de second cycle court tient compte des vœux exprimés par les familles et du dispositif d'accueil prévu à ce niveau par la carte scolaire des établissements technologiques. S'agissant des élèves originaires des Hauts-de-Seine, dont la situation est signalée par l'honorable parlementaire, il convient d'observer que les affectations offertes par l'inspection académique dans des établissements parisiens tiennent compte, en outre, du réseau des communications, les 17^e, 18^e et 9^e (gare du Nord) arrondissements de la capitale présentant un accès plus facile que certaines communes du département. Il est précisé, à cet égard, que tous les élèves de Gennevilliers et de Villeneuve devant entrer en classe de première année de CAP, ou éventuellement de BEP, ont reçu une affectation dans un lycée d'enseignement professionnel, soit des Hauts-de-Seine, soit de Paris.

Etablissements scolaires (revalorisation du budget du lycée technique Edouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne)).

41401. — 13 octobre 1977. — **M. Franceschi** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation financière critique du lycée technique Edouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne) dont les crédits de fonctionnement pour l'année 1977 ont été réduits de 13 p. 100 par rapport à ceux de 1976, et ce malgré l'augmentation des effectifs et celle du coût de la vie. Il s'avère par ailleurs que le conseil d'établissement de ce lycée technique a formulé le 23 avril 1977, puis le 25 juin, une demande de revalorisation de ce budget. Ces demandes malgré un rappel formulé le 25 septembre dernier sont restées sans réponse à ce jour. L'épuisement des crédits 1977 risque de provoquer une réduction importante des moyens d'enseignement, entraînant des perturbations préjudiciables à la scolarité des élèves. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de prendre afin d'améliorer une situation dont la précarité ne cesse d'inquiéter le conseil de l'établissement et, par voie de conséquence, les familles des élèves intéressés.

Etablissements secondaires : insuffisance des crédits de fonctionnement du lycée technique Edouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne).

42946. — 14 décembre 1977. — **M. Billotte** appelle la bienveillante attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation financière très difficile du lycée technique Edouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne). Ce très bel établissement technique, qui donne toute satisfaction, va se trouver dans une situation très amoindrie par suite d'une réduction de 13 p. 100 des crédits de fonctionnement, alors qu'il doit faire face à une augmentation de ses effectifs et que le coût de la vie aura également augmenté de 10 p. 100 au moins. Le conseil d'établissement du lycée a signalé cette situation mais n'a obtenu aucune réponse du rectorat de Créteil. Sans doute celui-ci a-t-il épuisé les sommes mises à sa disposition. **M. Billotte** serait heureux de savoir si une dotation supplémentaire résultant notamment de l'évolution des effectifs d'élèves ne pourrait pas être attribuée au recteur, afin que celui-ci ait les moyens de permettre une bonne exploitation du lycée technique.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration, les subventions de fonctionnement allouées aux établissements scolaires du second degré sont arrêtées par les recteurs dans le cadre de la dotation qui leur est accordée, celle-ci étant elle-même fonction des crédits votés par le Parlement. Une fois ces attributions effectuées par les recteurs, il appartient au conseil d'établissement de chaque lycée de voter la répartition des ressources entre les différents postes de dépenses selon les besoins et les priorités qu'il juge opportun de retenir. La dotation concernant le fonctionnement des établissements en 1977 a été mise en place dans les rectorats au cours du premier trimestre. Cependant, un complément de crédits a été accordé à chaque académie dans le courant du mois d'octobre pour faire face aux besoins supplémentaires de la rentrée, résultant notamment de l'évolution des effectifs d'élèves et de l'ouverture de nouveaux établissements. A cet égard un effort important a été effectué pour satisfaire en priorité les demandes de l'académie de Créteil, et la proposition de décision modificative concernant le budget du lycée Edouard-Branly adressée au rectorat fait l'objet d'un examen attentif de la part des services académiques de tutelle financière chargés de la répartition de ces crédits additionnels.

Diplômes (diplôme d'études supérieures techniques : validation de ce diplôme pour l'accès au titre de professeur certifié stagiaire).

41753. — 27 octobre 1977. — **M. Deplétri** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'anomalie que constitue la liste des diplômes exigés pour la candidature au titre de professeur certifié stagiaire, formule de recrutement exceptionnel ou formule de la promotion interne des professeurs titulaires âgés de quarante ans. Le diplôme d'études supérieures techniques ne figurant pas sur

cette liste, alors qu'il figure sur la liste des diplômés pour la candidature au concours du J.A.P.E.T., n'y a-t-il pas contradiction entre cette lacune et la revalorisation des enseignements technologiques, d'une part, et la promotion sociale supérieure, d'autre part. Par conséquent, il lui demande ce qu'il compte faire pour supprimer cette contradiction.

Réponse. — Le diplôme d'études supérieures techniques qui permet l'inscription au CAPET, dans la section choisie par le candidat, ne figure pas, effectivement, dans l'arrêté du 5 janvier 1973 complété, pris pour l'application des dispositions de l'article 5 (2°) du décret du 4 juillet 1972 et fixant les titres requis des candidats à une nomination en qualité de professeur certifié stagiaire par liste d'aptitude. Il n'existe, en effet, aucun parallélisme de principe entre les diplômés permettant l'inscription aux concours de recrutement des professeurs certifiés et ceux permettant l'inscription sur les listes d'aptitude à ce corps, établies, soit en application du décret statutaire précité, soit en application du décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975 fixant des conditions exceptionnelles d'accès au corps des professeurs certifiés. Pour des raisons évidentes, il est admis en effet que le recrutement par liste d'aptitude doit être subordonné à des conditions de titres plus strictes et en particulier plus directement en rapport avec la discipline à enseigner que celles exigées pour le recrutement par concours. S'agissant du personnel recruté par liste d'aptitude, le niveau de formation exigé des candidats est essentiellement attesté par la possession du ou des diplômes requis, alors que le niveau de formation des candidats à un concours est vérifié non seulement par la possession de diplômes mais aussi par la réussite aux épreuves du concours. La différence de traitement relevée par l'honorable parlementaire entre les deux catégories de candidats ne constitue donc pas une contradiction. Il convient d'ailleurs de signaler que l'arrêté du 27 avril 1960 qui a permis aux titulaires d'un diplôme d'études supérieures techniques de faire acte de candidature au CAPET a été pris en application de l'article 4 du décret n° 59-1074 du 10 septembre 1959 prévoyant que, à titre dérogatoire, peuvent être admis à s'inscrire les candidats dont la formation sera jugée suffisante, et qu'en aucun cas ce texte n'a établi d'équivalence de plein droit entre le DEST et la licence, équivalence qui, au demeurant, serait difficile à reconnaître puisque le DEST peut être obtenu, contrairement à la licence, au terme de deux années d'études après le baccalauréat. Pour ces raisons, il n'est pas envisagé de modifier la réglementation actuelle sur ce point.

Etablissements scolaires (réalisation de travaux pour assurer la sécurité de la cité scolaire Edouard-Vaillant, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine)).

41971. — 5 novembre 1977. — M. L'Huillier attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation alarmante qui règne à la cité scolaire Edouard-Vaillant, à Gennevilliers, où 2 200 élèves et 350 professeurs des CES, lycée technique et collège technique voient leur sécurité particulièrement menacée. L'accélération de la dégradation des toitures en bac auto-portant « ondacier » (matériau qui n'a pas reçu l'agrément du CSTB) entraîne peu à peu l'effondrement du complexe. Il en résulte des perforations et d'importantes pénétrations d'eau entraînant une surcharge des faux-plafonds qui menacent de s'effondrer. Ces mêmes phénomènes entraînent dans l'atelier de chaudronnerie une rupture des plaques d'isolation en mousse de polyuréthane. Déjà en 1975, des faux-plafonds de la cuisine s'étaient dans ces conditions effondrés. Les pompiers ont dû être appelés d'urgence par les soins de la municipalité le samedi 22 octobre 1977 aux fins d'assèchement des salles de classe du CES et de pose d'une bache sur la toiture. Les cabines électriques ont été inondées ce qui a contraint à l'interruption des circuits électriques depuis le 21 octobre 1977. Ceux-ci sont d'ailleurs dans un tel état de dégradation que des courts-circuits se produisent à tout moment. Les appareils électriques de cuisine et des ateliers (tours industriels notamment) doivent être débranchés dès qu'il pleut. Cette situation risque d'être irrévocable dans tous les locaux durant la période de pluies hivernales. Enfin, les crédits de fonctionnement de l'établissement étant notablement insuffisants, le chauffage n'est toujours pas allumé. Cette situation n'est pas nouvelle. Dans ces conditions, une partie importante des élèves et de leurs professeurs ont dû cesser tout travail scolaire. Dans ses questions écrites des 20 avril 1970, 8 mars 1971, 3 février 1973, M. Waldeck L'Huillier, député des Hauts-de-Seine, attirait l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les nombreux problèmes d'insécurité, de non-conformité et de malfaçons dans la construction de cette cité scolaire. Il rappelle que la construction de cette cité scolaire débutait le 6 mai 1968 sous la maîtrise d'ouvrage de l'Etat. En septembre 1969, le rectorat mettait en service les trois établissements précités contre l'avis de la municipalité alors que le chantier n'était pas achevé et qu'apparaissaient déjà les malfaçons et le non-respect des règlements de sécurité. La réception définitive des travaux a dû être refusée par le conseil municipal le 31 octobre 1972 du fait que l'Etat ayant eu la direction des projets et des travaux, le choix du mode de passation des marchés, l'ordonnement et le paiement des dépenses se proposait de remettre des bâtiments non conformes à ce qu'il s'était engagé à réaliser soit par marché principal, soit par marchés annexes. Or, depuis ce refus de signature de la réception définitive par la commune et malgré de nombreux engagements pris par le service constructeur (lettres de M. le préfet des Hauts-de-Seine en date des 25 mars 1975 et 29 avril 1975), aucun remède réel n'a été apporté et l'accroissement du sinistre s'en est allé en augmentant, en particulier pour les installations électriques, les couvertures en bacs « ondacier » et les huisseries. Ces travaux demandés par les commissions auxiliaires et départementales de sécurité les 9 mai 1973, 22 mars 1974 et 9 juin 1977 n'ont pas été réalisés. La commission départementale de sécurité du 20 octobre 1977, convoquée à la demande expresse de M. le maire de Gennevilliers, n'a pu que constater la non-réalisation de ses demandes précédentes et retient l'ensemble des constats et prescriptions de l'expertise SO.CO.TEC. effectuée à la demande du conseil municipal de Gennevilliers et qui démontre la non-conformité de l'établissement au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique codifié par la réglementation de sécurité de 1965, ainsi que la non-conformité des installations électriques et des matériaux utilisés en matière de toiture. Constatant la fuite de l'Etat devant ses responsabilités de constructeur, M. le maire de Gennevilliers s'est vu contraint de saisir la juridiction administrative pour qu'elle prescrive, compte tenu de l'urgence, la réalisation des travaux par le responsable de l'ouvrage, à savoir l'Etat. M. Waldeck L'Huillier, député des Hauts-de-Seine, demande expressément à M. le ministre de l'éducation de prendre immédiatement toutes les mesures administratives, techniques et financières qui s'imposent pour permettre que l'enseignement soit dispensé, sans interruption, dans les conditions matérielles et de sécurité exigibles.

Réponse. — L'honorable parlementaire demande au ministre de l'éducation de prendre immédiatement toutes mesures pour permettre que l'enseignement soit dispensé dans la cité scolaire Edouard-Vaillant à Gennevilliers, sans interruption dans les conditions matérielles et de sécurité exigibles. Les travaux de colmatage et de réparation des toitures incombent à la commune qui est propriétaire de l'établissement; son refus de faire exécuter les travaux nécessaires a été cause de retard. Afin d'assurer la sécurité des élèves et la continuité du service public, le préfet des Hauts-de-Seine a pris, dès qu'il a eu connaissance de ces incidents, toutes dispositions utiles pour faire assurer les travaux indispensables, aux frais avancés de l'Etat. Ces travaux sont terminés à l'heure actuelle. Il convient en outre de rappeler que d'importants travaux de sécurité avaient déjà été effectués, grâce aux crédits d'un montant de 640 000 francs, alloués par l'Etat, sans participation de la commune.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel au lycée Gay-Lussac de Chauny (Aisne)).

42057. — 9 novembre 1977. — M. Renard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le lycée Gay-Lussac de Chauny dans l'Aisne. La dernière rentrée scolaire a montré combien les moyens manquaient pour un bon fonctionnement du service public d'enseignement. Avoir un enseignement de qualité pour tous les jeunes, revaloriser le métier d'enseignant, autant d'objectifs qui nécessitent la création de nombreux postes budgétaires. Pour améliorer les conditions de travail des maîtres et des élèves, le lycée Gay-Lussac de Chauny aurait besoin d'une surveillance médicale efficace, de maîtres auxiliaires titularisés, de réduction des effectifs de classe. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire ces besoins.

Réponse. — Un effort important a été effectué ces dernières années pour réduire les effectifs des divisions. C'est ainsi qu'à la rentrée 1968, les seuils de dédoublement ont été abaissés de cinq unités à tous les niveaux et fixés notamment à 40 élèves pour le second cycle long. Par la suite, en fonction des possibilités budgétaires, et afin de poursuivre l'amélioration entreprise, il a été recommandé aux recteurs d'abaisser à 35 élèves, chaque fois que cela serait possible, les effectifs des classes de seconde et de terminale. Au lycée de Chauny, les effectifs sont à tous les niveaux inférieurs à ces seuils de dédoublement, et l'effectif moyen des divisions est de 27 élèves. Cet établissement est donc dans une situation favorable par rapport à la moyenne nationale, et il n'y a donc pas lieu de créer de nouvelles divisions. S'agissant de la titularisation des maîtres auxiliaires en fonctions au lycée Gay-Lussac de Chauny (Aisne), ce problème doit être examiné dans le cadre des diverses mesures prises par le ministère de l'éducation pour résorber l'auxiliaariat.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel au CES d'Anizy-le-Château (Aisne)).

42058. — 9 novembre 1977. — M. Renard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le CES d'Anizy-le-Château dans l'Aisne. La dernière rentrée scolaire a montré combien les moyens manquaient pour un bon fonctionnement du service public d'ensei-

gnement. Avoir un enseignement de qualité pour tous les jeunes, revaloriser le métier d'enseignant, autant d'objectifs qui nécessitent la création de nombreux postes budgétaires. Pour améliorer les conditions de travail des maîtres et des élèves, le CES d'Anizy-le-Château aurait besoin de deux maîtres auxiliaires et d'une documentaliste. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire ces besoins.

Réponse. — Des renseignements recueillis auprès des services rectoraux d'Amiens, il ressort qu'il n'a pas été possible à M. le recteur d'implanter à la rentrée 1977 un poste de documentaliste au collège d'Anizy-le-Château mais que néanmoins, dans le cadre de la circulaire n° 77-312 du 6 septembre 1977, un maître auxiliaire a été mis à la disposition de l'établissement pour remédier à la situation. Par ailleurs tous les enseignements réglementaires sont assurés dans cet établissement sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des maîtres auxiliaires.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel au CES de Flavy-le-Martel [Aisne]).

42060. — 9 novembre 1977. — M. Renard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le CES de Flavy-le-Martel dans l'Aisne. La dernière rentrée scolaire a montré combien les moyens manquaient pour un bon fonctionnement du service public d'enseignement. Avoir un enseignement de qualité pour tous les jeunes, revaloriser le métier d'enseignant, autant d'objectifs qui nécessitent la création de nombreux postes budgétaires. Pour améliorer les conditions de travail des maîtres et des élèves, le CES de Flavy-le-Martel aurait besoin d'un bibliothécaire-documentaliste, d'un surveillant d'extériorité. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire ces besoins.

Réponse. — Des renseignements recueillis auprès des services rectoraux d'Amiens, il ressort qu'il n'a pas été possible à M. le recteur d'implanter à la rentrée 1977 un poste de documentaliste au collège de Flavy-le-Martel. La mise en place d'un poste de cette catégorie demeure l'un des objectifs du ministère : il sera progressivement atteint grâce à un effort étalé sur plusieurs exercices budgétaires. En ce qui concerne le personnel de surveillance, ce collège dispose d'une dotation conforme à celle résultant du barème en vigueur.

Etablissements scolaires (mesures tendant à améliorer l'encadrement administratif, sanitaire, sportif et pédagogique au CES de Montigny-lès-Cormeilles [Val-d'Oise]).

42109. — 10 novembre 1977. — M. Fabre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les profondes difficultés dans lesquelles a lieu la rentrée scolaire au CES de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures qu'il compte prendre d'urgence pour que l'encadrement administratif, sanitaire, sportif et pédagogique des élèves soit enfin assuré dans les plus brefs délais.

Réponse. — Les créations d'emplois de personnels non enseignants autorisées, chaque année, par la loi de finances ne concernent que les ouvertures et les nationalisations des lycées et collèges. Dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, les recteurs les répartissent en tenant compte des caractéristiques pédagogiques des établissements concernés ainsi que des charges qui leur sont spécifiques. Il leur revient également de redistribuer, le cas échéant, les emplois provenant d'établissements dont les charges ont décliné. Les recteurs sont invités, par ailleurs, à promouvoir une organisation plus rationnelle du travail dans les établissements. Ainsi se développent les regroupements de gestions, les cantines communes, les équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Une telle organisation permet une meilleure utilisation des emplois et des moyens disponibles en fonction des besoins réels des établissements. L'application de ces principes a conduit le recteur de l'académie de Versailles à attribuer au collège de Montigny-lès-Cormeilles un nombre de personnels administratifs et de service nécessaire à son fonctionnement et qui ne pourra être accru au cours de la présente année. Tous les postes de personnels administratifs et de service alloués au collège de Montigny-lès-Cormeilles sont actuellement pourvus ; le service sanitaire, notamment est assuré par un agent titulaire (ouvrier professionnel) de 3^e catégorie secouriste lingère. S'agissant de l'encadrement pédagogique des élèves, des renseignements recueillis auprès du recteur de Versailles, il ressort que tous les enseignements sont assurés dans cet établissement.

Sous-directeurs de CES (bénéfice de l'indemnité de responsabilité de direction).

42125. — 10 novembre 1977. — M. Franceschi appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la mesure budgétaire concernant les personnels de direction des lycées et collèges de l'ensei-

gnement public et tendant à accorder aux proviseurs, principaux et directeurs une indemnité « de responsabilité de direction ». En effet, cette disposition, qui est destinée à revaloriser — certes, très modestement — la situation des personnels de direction et qui, malheureusement, n'a pas été prévue en faveur des sous-directeurs, alors que leur traitement, leur recrutement, leur carrière étaient jusqu'à présent strictement parallèles à ceux des directeurs des CEG, a suscité un mécontentement légitime de cette catégorie de personnel, qui voit dans cette mesure une discrimination absolument injustifiée. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier l'ensemble des sous-directeurs des CES de la même indemnité que leurs homologues directeurs de CEG ou principaux de CES.

Sous-directeurs de CES (bénéfice de l'indemnité de responsabilité de direction aux sous-directeurs des CES).

42132. — 15 novembre 1977. — M. Niles demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour que les sous-directeurs des CES puissent bénéficier de l'indemnité de responsabilité de direction au même titre que les autres personnels de direction.

Réponse. — Les sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire — comme les autres personnels de direction — pourront être appelés à bénéficier à compter du 1^{er} janvier prochain, de l'indemnité nouvelle, dite de responsabilité de direction, instituée en faveur de ces personnels et au titre de laquelle une mesure nouvelle d'un montant global de 24,5 millions de francs est inscrite au projet de budget pour 1978. Toutefois, le ministre de l'éducation a souligné, lors de l'examen du budget 1978 de l'éducation aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, la considération particulière qui doit être portée à la fonction de chef d'établissement. Ainsi, tout en appréciant le rôle que jouent les sous-directeurs et les censeurs dans l'équipe de direction, il convient de rappeler que le chef d'établissement assume la tâche la plus lourde et la plus difficile. Les mesures de revalorisation envisagées en tiendront compte.

Etablissements secondaires (prise en charge par l'Etat des rémunérations de la totalité des agents de service et personnels de laboratoire).

42166. — 15 novembre 1977. — M. Eyraud appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des agents de service et personnels de laboratoire des lycées et collèges. Dans de très nombreux établissements, pourtant nationalisés, cette catégorie de personnel n'est pas entièrement prise en charge par l'Etat. Ainsi au lycée La Fayette à Brioude, établissement qui comprendra lorsque la réforme sera appliquée, un collège (autonome), un lycée polyvalent et un lycée d'enseignement professionnel, vingt-trois agents ainsi que l'infirmière, sur un total de trente-huit sont payés directement à l'aide des sommes versées par les parents d'élèves pensionnaires ou demi-pensionnaires. Il en est de même dans les C. E. G. nationalisés dont tous les agents ne sont pas pris en charge par l'Etat, obligeant ainsi les communes à consacrer des sommes considérables afin qu'un service correct y soit assuré. Par ailleurs le barème 66 de dotation, encore en vigueur actuellement, avait été établi seulement en fonction du nombre d'élèves, sans qu'il soit tenu compte de la surface des bâtiments à entretenir et sur la base de quarante-huit heures par semaine de service alors que l'horaire effectif de ces agents est aujourd'hui de quarante-quatre heures trente, chiffre le plus élevé de tout le personnel de l'éducation nationale. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour assurer la prise en charge de la totalité de ces agents par l'Etat et en particulier dans quels délais un nouveau barème de dotation, remplaçant celui de 1966, sera établi.

Réponse. — Si la gratuité de l'enseignement proprement dite est accordée aux familles, en revanche, l'internat ou la demi-pension des établissements publics scolaires constitue un simple service d'hébergement annexé à ces établissements et dont les dépenses de fonctionnement devraient normalement être supportées en totalité par les parents d'élèves, qui bénéficient d'ailleurs, à cet égard, des prestations familiales. Nonobstant ce principe, le ministre de l'éducation prend actuellement en charge une très large part des dépenses de ces services : totalité des frais d'installation et d'équipement en mobilier et matériel, totalité des dépenses de rémunération des personnels d'administration et de surveillance. En ce qui concerne les frais de personnels de service affectés au fonctionnement de l'internat ou la demi-pension, la contribution des parents a été limitée à une fraction seulement de leurs émoluments (30 p. 100 au plan national). Compte tenu des actions prioritaires auxquelles le ministre de l'éducation doit faire face, il ne peut être envisagé, actuellement, d'accroître l'aide de l'Etat en ce domaine. En ce qui concerne la répartition des emplois de personnel non enseignant, elle relève, dans le cadre de la politique de déconcentration administrative, de la compétence des recteurs qui tiennent compte dans leurs affectations des caractéristiques pédagogiques des établissements et des sujétions qui leur sont propres. Ils disposent, à cet

afiel, d'un part, des postes autorisés chaque année par la loi de finances pour faire face aux ouvertures et aux nationalisations d'établissements, d'autre part, des postes qui proviennent d'établissements dont les charges auraient déchu. En application de ces principes, le recteur de l'académie de Clermont-Ferrand a doté la lycée La Fayette de Brioude d'un nombre de personnel nécessaire à son bon fonctionnement puisque trente-six emplois de personnel de service lui ont été attribués alors que la plupart des établissements du même type ne disposent que de vingt-neuf postes de cette nature. Il convient de noter, en outre, que les recteurs ne sont pas tenus d'attribuer aux établissements nationalisés un nombre de postes identique à celui implanté par la commune autrefois tutrice qui avait ses propres critères de dotation. En toute hypothèse, ne peuvent être recrutés dans les cadres des personnels de l'Etat que les agents municipaux susceptibles d'y être intégrés, contrairement des statuts propres à chacun des corps concernés. Par ailleurs, une étude approfondie est actuellement engagée au ministère de l'Éducation afin de déterminer de nouveaux critères de répartition des emplois de personnel non enseignant, en remplacement des anciennes normes définies en 1963 qui n'ont d'ailleurs jamais eu qu'un caractère indicatif. Cette étude ne saurait remettre en question la nécessité de procéder à des réajustements entre les dotations des établissements. Il est signalé que, dès 1976, les recteurs ont reçu des instructions qui préconisent le recours à des méthodes plus rationnelles de travail dans les établissements. Ainsi sont encouragés les regroupements de gestion : la constitution de communes communes, la mise en place d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Cette nouvelle organisation du service doit permettre une meilleure utilisation des emplois et des moyens en fonction des besoins réels des établissements.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Permis de conduire (travailleurs immigrés).

36211. — 5 mars 1977. — M. Weisenhorn appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur la récente prise de position des pouvoirs publics au sujet du permis de conduire délivré à l'étranger et, dans certaines conditions, à des immigrés vivant en France. La loi française ne considère comme valable un permis de conduire délivré à l'étranger que si son titulaire a passé les épreuves correspondantes alors qu'il réside à plein temps dans ce pays. Par contre, un permis obtenu à l'étranger à une époque où la résidence principale de son titulaire était en France n'est pas reconnu. Il semble que, jusqu'au 1^{er} janvier 1977, cette réglementation a été appliquée avec une très large indulgence dans la mesure où aucun immigré, quelles qu'aient été les conditions d'obtention de son permis à l'étranger, n'avait été inquiété. Or récemment, vraisemblablement pour mettre fin à des abus dans ce domaine, les forces de gendarmerie et de police semblent avoir reçu des consignes visant à une application stricte de la réglementation. Une telle décision est très lourde de conséquences. En effet, de nombreux immigrés conduisent un véhicule alors qu'ils sont considérés légalement comme n'étant pas titulaires du permis de conduire. Ignorant de bonne foi leur situation irrégulière, ils ne sont pas conscients du danger que cela constitue pour eux, tant sur le plan pénal que sur celui de la responsabilité civile, étant donné que les assurances, qui ont accepté le permis comme valable, refusent de prendre en charge un sinistre dès lors que l'administration ne reconnaît plus ce permis. Pour régulariser leur situation, ils n'ont d'autre solution que de repasser leur permis en France avec toutes les difficultés que cela implique : frais d'inscription et d'auto-école, délais, nécessité de passer un examen dans une langue étrangère. Par ailleurs, ils sont privés, au moins momentanément, de l'usage de leur véhicule alors que celui-ci est devenu pour certains d'entre eux indispensable pour la vie quotidienne et qu'ils continuent à supporter une partie des charges financières inhérentes à la possession d'une voiture. Sans méconnaître les raisons qui ont pu pousser les autorités à appliquer plus strictement la réglementation existante, il apparaît souhaitable que les intéressés puissent repasser les épreuves du permis de conduire en France dans des conditions adaptées à leur situation afin d'atténuer le sentiment d'injustice que cette décision suscite chez eux. Il lui demande, en conséquence, que des mesures soient arrêtées, conjointement avec son collègue, M. le ministre du travail, afin d'assouplir à l'égard des intéressés les conditions de passage des épreuves notamment en ce qui concerne les frais d'inscription, les délais et la difficulté des épreuves en leur offrant, par exemple, la possibilité de passer celles-ci dans leur langue natale.

Permis de conduire (travailleurs immigrés).

40421. — 27 août 1977. — M. Weisenhorn s'étonne auprès de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 36211 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale

du 3 mars 1977 (p. 954). Près de six mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il faut à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur la récente prise de position des pouvoirs publics au sujet du permis de conduire délivré à l'étranger et, dans certaines conditions, à des immigrés vivant en France. La loi française ne considère comme valable un permis de conduire délivré à l'étranger que si son titulaire a passé les épreuves correspondantes alors qu'il réside à plein temps dans ce pays. Par contre, un permis obtenu à l'étranger à une époque où la résidence principale de son titulaire était en France n'est pas reconnu. Il semble que jusqu'au 1^{er} janvier 1977 cette réglementation a été appliquée avec une très large indulgence dans la mesure où aucun immigré, quelles qu'aient été les conditions d'obtention de son permis à l'étranger, n'avait été inquiété. Or récemment, vraisemblablement pour mettre fin à des abus dans ce domaine, les forces de gendarmerie et de police semblent avoir reçu des consignes visant à une application stricte de la réglementation. Une telle décision est très lourde de conséquences. En effet, de nombreux immigrés conduisent un véhicule alors qu'ils sont considérés légalement comme n'étant pas titulaires du permis de conduire. Ignorant de bonne foi leur situation irrégulière ils ne sont pas conscients du danger que cela constitue pour eux, tant sur le plan pénal que sur celui de la responsabilité civile, étant donné que les assurances, qui ont accepté le permis comme valable, refusent de prendre en charge un sinistre dès lors que l'administration ne reconnaît plus ce permis. Pour régulariser leur situation, ils n'ont d'autre solution que de repasser leur permis en France avec toutes les difficultés que cela implique : frais d'inscription et d'auto-école, délais, nécessité de passer un examen dans une langue étrangère. Par ailleurs, ils sont privés, au moins momentanément, de l'usage de leur véhicule alors que celui-ci est devenu pour certains d'entre eux indispensable pour la vie quotidienne et qu'ils continuent à supporter une partie des charges financières inhérentes à la possession d'une voiture. Sans méconnaître les raisons qui ont pu pousser les autorités à appliquer plus strictement la réglementation existante, il apparaît souhaitable que les intéressés puissent repasser les épreuves du permis de conduire en France dans des conditions adaptées à leur situation afin d'atténuer le sentiment d'injustice que cette décision suscite chez eux. Il lui demande en conséquence que des mesures soient arrêtées, conjointement avec son collègue M. le ministre du travail, afin d'assouplir à l'égard des intéressés les conditions de passage des épreuves notamment en ce qui concerne les frais d'inscription, les délais et la difficulté des épreuves en leur offrant, par exemple, la possibilité de passer celles-ci dans leur langue natale.

Réponse. — Les conditions d'échange des permis de conduire étrangers en permis français sont établies par l'arrêté du 28 mars 1977 pris en application de l'article R 123 du code de la route et fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés à l'étranger ainsi que de la circulaire d'application de la même date (Journal officiel du 30 avril 1977). Aux termes de ces dispositions, tout titulaire d'un permis de conduire étranger résidant en France depuis un an peut échanger son titre original contre un permis français de même catégorie à condition que ce titre ait été obtenu dans le pays où il avait alors son domicile. Cette notion de domicile doit être entendue — ainsi que l'ont précisé la circulaire citée plus haut, et, avant elle, des instructions particulières adressées aux préfets — dans le sens de « résidence effective, habituelle et permanente ». En conséquence, le conducteur doit avoir séjourné au moins six mois dans le pays où le permis lui a été accordé. Les personnes qui ont obtenu leur permis à l'étranger au cours d'un bref séjour (vacances ou autres), c'est-à-dire, sans y être domiciliées, se trouvent donc exclues de l'échange. Ce régime — essentiellement libéral — est conforme aux traités internationaux signés par la France en la matière, notamment la convention de Vienne qui vient d'entrer en vigueur. Il est précisé à l'honorable parlementaire que le candidat étranger qui désire obtenir le permis de conduire en France n'est pas obligé de faire appel à une auto-école ; il peut se présenter en candidat libre et déposer directement sa demande à la préfecture. En outre, dans le cas de difficultés linguistiques, un candidat étranger a la possibilité de demander à bénéficier du système de contrôle des connaissances théoriques spécialement réservé aux étrangers : présentation d'un livret spécial comportant quarante photos et un texte français très simplifié. Cette épreuve a lieu individuellement, l'inspecteur parle très lentement et le candidat a l'autorisation de se présenter avec un traducteur s'il le désire. Dans le cas où le candidat étranger désirerait faire appel à une auto-école, il lui serait possible de bénéficier des mesures prises depuis cette année pour améliorer les délais de convocation à l'examen des candidats prêts à subir les épreuves. Le taux de succès en première présentation du permis « B » s'est en effet sensiblement amélioré (plus de 6,8 p. 100) en quelques mois, après la mise en place de la nouvelle méthode de convocations en blanc dont le principe est le suivant : les ensei-

gnants réservent, dans la limite d'un quota et pour une date déterminée, un nombre de places correspondant au nombre de candidats qui, à la période déclinatoire, devraient, selon leurs estimations, posséder un niveau de qualification suffisant. Il reste toutefois bien entendu que les candidats formés par une auto-école peuvent, s'ils se jugent prêts, demander à passer l'épreuve pratique, malgré l'avis contraire de leur moniteur. Dans ce cas, les résultats de l'intéressé ne seront pas comptés dans les statistiques de l'auto-école. Les premiers résultats font apparaître, au niveau des délais, un gain d'environ quinze jours sur l'ensemble du territoire. Ainsi l'honorable parlementaire peut être assuré que le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a pris toutes les dispositions pour que, d'une part, la reconnaissance des permis de conduire étrangers soit la plus large possible, dans le souci, toutefois, de ne jamais compromettre la sécurité routière (garantie de la domiciliation de six mois pour éviter des fraudes) et que, d'autre part, les conditions de préparation et de passage de l'examen des permis de conduire soient simplifiées au maximum.

HLM (composition des conseils d'administration des offices HLM).

37951. — 11 mai 1977. — M. Jans rappelle à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire les termes de la résolution du 38^e congrès HLM dans laquelle il était notamment déclaré que le congrès « demande au Gouvernement de ne plus différer les réformes tendant à réintroduire les locataires dans les conseils d'administration » et « s'oppose à toute réforme des conseils d'administration qui n'assurerait pas la prépondérance aux représentants des collectivités locales et qui ne ferait pas place aux représentants familiaux et syndicaux ». La représentation des locataires dans les conseils d'administration des offices HLM et la représentation majoritaire des élus des collectivités locales permettrait que soit mis fin aux scandaleuses dispositions actuelles qui permettent aux représentants du préfet d'être président des offices en lieu et place du maire. Elles vont aussi dans le sens d'un indispensable renforcement de la démocratie dans notre pays souhaité par la majorité de notre peuple. En outre des précédents existent puisque les locataires depuis 1973 sont élus au sein des conseils d'administration des OPAC (1) et que l'Assemblée a émis un vote favorable à un amendement au projet de loi portant réforme de l'urbanisme, amendement déposé par le groupe communiste qui rend obligatoire dans les conseils d'administration des EPA (2) la représentation majoritaire des représentants élus des collectivités locales intéressées. En conséquence il lui demande de bien vouloir apporter des précisions quant aux intentions du Gouvernement en ce qui concerne le nouveau décret fixant la composition des conseils d'administration des offices HLM.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a déjà fait l'objet d'une réponse devant l'Assemblée nationale le 27 mai dernier, à l'occasion d'une question identique. Les termes de cette réponse, très favorables à la participation des locataires, en tant que tels, à l'administration des offices d'HLM, restent entièrement valables à ce jour. Il est précisé que le projet de décret qui doit modifier le décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963 et qui prévoit, en application de l'article 191 bis nouveau du code de l'urbanisme, la réintroduction des locataires au sein des conseils d'administration desdits offices, vient d'être examiné par le Conseil d'Etat. Dans un souci de rapidité, ce texte sera soumis à la signature des différents ministres intéressés selon la procédure des contre-seings simultanés. En ce qui concerne la représentation des élus des collectivités locales dans ces mêmes conseils d'administration, le Gouvernement n'a pas cru devoir remettre en cause le principe de la parité entre les membres nommés par le préfet et les membres élus ou désignés par ailleurs. Cet aspect particulier du problème pourra être néanmoins examiné dans le cadre plus vaste du renforcement du pouvoir des collectivités locales et des rapports entre l'Etat et ces dernières, ce nouvel examen ne pouvant qu'être lié à des mesures qui feront suite au rapport Guichard, et au récent questionnaire adressé à toutes les communes. Il convient du reste de signaler que les dispositions actuelles qui établissent la parité en question n'entraînent pas systématiquement la nomination, en qualité de président du conseil d'administration, d'un administrateur désigné par le préfet, cette nomination résultant d'un choix exercé librement par l'ensemble des administrateurs.

- (1) OPAC : office public d'aménagement et de construction.
(2) EPA : établissement public d'aménagement.

Construction (conditions d'accès au bénéfice des prêts à la construction au titre de la participation patronale de 1 p. 100 dans la région parisienne).

40642. — 17 septembre 1977. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire les mesures qu'il envisage de prendre afin de faciliter aux personnes

désireuses d'acquiescer leur habitation principale, l'accès aux prêts à la construction au titre de la participation patronale à l'effort de construction (1 p. 100 patronal). En effet, les plafonds fixés pour les prix de revient des logements ouvrant droit à de tels prêts limitent considérablement le nombre des bénéficiaires et interdit même en pratique aux salariés de Paris et des villes nouvelles de la région parisienne (zone 1) d'y prétendre. A titre d'exemple, un appartement de 80 mètres carrés bénéficiant d'un financement H. L. M. ne peut, en zone 1, ouvrir droit à un prêt au titre du 1 p. 100 patronal que si son prix de revient n'excède pas 119 128 francs. Un tel plafond, fixé en janvier 1977, est sans commune mesure avec les prix actuellement pratiqués. M. Cousté demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire s'il est possible, afin de permettre aux personnes désireuses d'accéder à l'acquisition de leur habitation principale et qui en sont empêchées par le niveau très bas des plafonds fixés pour bénéficier d'un prêt 1 p. 100 patronal: soit de relever substantiellement lesdits plafonds et, dans une mesure encore plus importante, ceux des logements compris dans la zone 1; soit de dissocier les conditions d'attribution des prêts 1 p. 100 des plafonds actuellement en vigueur. Une telle mesure contribuerait en outre à améliorer le niveau d'activité du secteur du bâtiment.

Réponse. — La promotion de la qualité de l'habitat annoncée par la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme du financement du logement et concrétisée par les textes réglementaires pris pour son application (décrets n° 77-934 et 77-944 du 27 juillet 1977 et arrêté du 29 juillet 1977) a conduit à un relèvement sensible des « prix-plafonds ». Il convient toutefois de substituer à cette notion de prix-plafonds celle de prix-témoins et de prix de référence. Chaque logement a ses caractéristiques propres : localisation, surface, qualité, nombre de niveaux de l'immeuble dans lequel il est incluí, etc. Ces caractéristiques étant recensées, on peut calculer pour chaque type de logement (I, I bis, II, etc.) des caractéristiques statistiquement moyennes. Le prix-témoin d'un logement de type donné est le prix de vente d'un logement qui correspondrait exactement à ces caractéristiques moyennes. Le prix de référence d'un logement est à l'inverse un prix calculé en fonction des caractéristiques techniques réelles et du niveau de qualité de ce logement. Pour qu'un logement puisse bénéficier d'un prêt aidé par l'Etat, son prix de vente prévisionnel ne devra pas dépasser son prix de référence ni être supérieur de plus de 33 p. 100 à son prix-témoin. A titre d'exemple, le prix-témoin d'un logement en immeuble collectif de type F IV en zone I a été fixé à 226 330 francs par l'arrêté du 29 juillet 1977, ce qui représente un relèvement sensible par rapport au prix-plafond de l'appartement du même type auquel se réfère l'honorable parlementaire. Ces nouvelles conditions pour bénéficier d'un prêt aidé faciliteront donc l'obtention d'un prêt au titre du 1 p. 100 patronal dès la généralisation de la réforme du financement du logement, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1978.

Permis de construire (construction d'une habitation principale et création d'une exploitation pépinière dans une zone à vocation agricole).

40996. — 1^{er} octobre 1977. — M. Maujoub du Gasset expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que, dans la commune de X..., non dotée d'un plan d'occupation des sols, M. B..., professionnel en horticulture (salarié), envisage l'acquisition d'une parcelle de terre d'une contenance de 1 hectare 54 ares, en vue d'y construire une résidence principale et d'y créer une exploitation pépinière à vocation florale. Une demande de certificat d'urbanisme a été rejetée par la DDE au motif suivant : « Terrain situé dans une zone à vocation agricole ». L'établissement bancaire est d'accord pour financer la construction, mais refuse d'aider la création de l'exploitation pépinière tant que l'exploitation principale n'aura pas été construite. Or la DDE refuse d'étudier le permis de construire tant que l'exploitation n'aura pas été créée. Le dossier de M. B..., pourtant titulaire d'un plan d'épargne-logement, se trouve devant une impasse. Il lui demande de lui indiquer quelle solution apporter à ce problème. Peut-être serait-il possible de donner un permis de construire l'habitation principale sous condition suspensive de créer une exploitation dans les délais, M. B... s'engagerait à recéder construction et terrain à un professionnel de l'agriculture, l'habitation étant ainsi strictement liée à l'exploitation.

Réponse. — Il y aurait intérêt à connaître le cas particulier qui est à l'origine de la question posée par l'honorable parlementaire, pour permettre d'examiner s'il est possible d'y apporter une solution. La constructibilité d'un terrain s'apprécie en fonction d'éléments qui ne tiennent pas à la qualité des personnes, ni à leur profession, mais en fonction des possibilités qui découlent des équipements et des dispositions juridiques applicables à l'espace considéré. Au stade du certificat d'urbanisme, il ne peut en aller autrement, même si les bâtiments agricoles (serres, hangar à

matériel) qui ne donnent lieu à aucune surface hors œuvre nette pourront être très probablement édifiés sur le terrain. La solution suggérée de la délivrance d'un permis de construire sous condition suspensive de créer une exploitation rurale dans un délai déterminé, faute de quoi la construction devrait être recédée à un professionnel de l'agriculture, ne peut être envisagée. Aucune disposition législative ou réglementaire ne permet d'imposer une telle condition, ni d'obtenir, le cas échéant, la garantie de son exécution.

Urbanisme

(modalités de création des zones d'aménagement concerté).

41372. — 12 octobre 1977. — M. André Laurent demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire quelle signification il attache à la circulaire de son prédécesseur en date du 6 février 1974 relative aux documents d'urbanisme et à la création des zones d'aménagement concerté (ZAC) et s'il attache une importance particulière à l'utilisation du terme « directives » pour ce qui concerne les effets que peut avoir cette circulaire sur la création des zones d'aménagement concerté. Il lui demande également de lui faire connaître quelles sont, à sa connaissance, les diverses directives nationales d'aménagement du territoire au sens de l'article 15 du décret du 30 novembre 1961, et notamment si les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme prévus par la loi d'orientation foncière du 31 décembre 1967 sont, à son sens, des directives nationales d'aménagement du territoire.

Réponse. — La circulaire du 6 février 1974, précisée et complétée par une circulaire du 3 février 1976, a demandé aux préfets de ne pas créer de zone d'aménagement concerté dans les communes qui ne seraient pas comprises dans un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, ou qui ne seraient pas dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé. Ces instructions sont d'autant plus importantes qu'au moment du vote de la loi n° 73-1285 du 31 décembre 1976, le Parlement a vivement manifesté son souci d'éviter que la création d'une zone d'aménagement concerté n'apparaisse comme un moyen de s'affranchir des prescriptions des documents d'urbanisme en vigueur. Le Gouvernement a d'ailleurs réaffirmé à cette occasion qu'il partageait complètement ce souci (Journal officiel Débats Assemblée nationale n° 17 AN du 9 avril 1976, pages 1493 et 1494). Cela dit, quelle importance doit-on attacher au terme de « directive ». Il existe deux catégories distinctes de directives. D'une part, les directives d'aménagement national, au sens de l'article 15 du décret du 30 novembre 1961, portant règlement national d'urbanisme, devenu l'article R 111-15 du code de l'urbanisme. Cet article R 111-15 a fait l'objet d'une jurisprudence abondante aux termes de laquelle le Conseil d'Etat a jugé qu'un refus de permis de construire ne pouvait être légalement fondé sur les dispositions d'une directive d'aménagement national que si cette directive émane du Gouvernement, c'est-à-dire si elle est signée par le Premier ministre et contresignée par les ministres chargés de son exécution, contient des dispositions suffisamment précises pour permettre à l'autorité administrative chargée de statuer sur la demande d'apprécier si le projet de construction est contraire à l'action d'aménagement du territoire telle qu'elle résulte de cette directive et a fait, enfin, l'objet de mesures de publicité suffisantes pour la rendre opposable aux tiers (Conseil d'Etat, Sect. SMPO Railve 31 janvier 1975, recueil P 68 ; Conseil d'Etat, Sect., 31 décembre 1976, Comité de défense des riverains de l'aéroport Paris-Nord, n° 93044). Cette jurisprudence pourrait conduire à une interprétation restrictive de l'article R 111-15 du code de l'urbanisme. En tout état de cause, la directive relative à la construction dans les zones de bruits des aéroports, approuvée par le décret récent n° 77-1066 du 22 septembre 1977, constitue une directive d'aménagement national, au sens de l'article R 111-15. Le décret n° 77-755 du 7 juillet 1977, relatif aux règles nationales d'urbanisme, a précisé le texte de l'article R 111-15 et indiqué que « le permis de construire peut être refusé... lorsque, par leur importance, leur situation et leur affectation, des constructions contrarieraient l'action d'aménagement du territoire et d'urbanisme telle qu'elle résulte des directives d'aménagement national approuvées par décret, et notamment des dispositions d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme approuvé » par décret. Ce texte entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1978, et à cette date, de nombreux schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) devront donc être considérés comme des directives nationales d'aménagement du territoire. Les circulaires du 6 février 1974 et du 3 février 1976 ne sont manifestement pas du nombre des directives d'aménagement national, au sens de l'article R 111-15 du code de l'urbanisme. En revanche, elles peuvent être considérées comme des directives administratives, au sens que la jurisprudence donne à ce terme. Depuis une décision de section du 11 octobre 1970 (crédit foncier de France, recueil p. 750), le Conseil d'Etat a en effet admis l'existence et la validité de directives qui définissent les orientations générales en vue de diriger les interventions d'une autorité administrative investie d'un pouvoir discrétionnaire. C'est précisément ce qu'ont entendu faire les circulaires en cause. Les administrés peuvent se prévaloir

de telles directives surtout lorsqu'elles ont été publiées. Les directives de l'espèce ont notamment pour objet d'assurer le respect du principe d'égalité dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire. L'administration n'a le droit d'y déroger que pour des motifs tirés de l'intérêt général ou des caractères particuliers de l'affaire. L'existence de la directive a pour effet d'obliger l'administration, lorsqu'elle décide de ne pas l'appliquer, à justifier son attitude. Telle est la portée de la circulaire du 6 février 1974. Il est précisé en outre à l'honorable parlementaire que les préfets, lorsqu'ils estiment devoir y déroger, doivent au préalable obtenir l'accord du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

La Réunion (révision des conditions d'attribution de l'allocation de logement à caractère familial)

41378. — 12 octobre 1977. — M. Fontaine expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire ce qui suit : l'allocation de logement à caractère familial a été tendue dans les départements d'outre-mer à compter du 1^{er} juillet 1976, par la loi n° 75-263 du 1^{er} juillet 1975 et le décret n° 76-555 du 25 juin 1976. Le bilan de cette mesure après une année d'exercice fait ressortir que sur 50 000 bénéficiaires de prestations familiales, seules 4 113 familles ont réuni les conditions pour obtenir cette allocation, soit 8 p. 100, contre 37 p. 100 en métropole. Il est vrai que dans mon département, au 1^{er} juillet 1976, hormis les salariés employés à plein temps, seuls 426 pères de famille, journaliers occasionnels réunissaient le nombre de jours d'activité exigé, soit 150 jours. A l'évidence, ce seuil est donc beaucoup trop élevé. Pour tenir compte de l'état actuel du marché du travail, il devrait être diminué au moins de moitié et plus si possible. De même, le montant maximum du loyer à prendre en considération pour le calcul de l'allocation plafond est nettement inférieur à celui qui a été retenu pour la métropole. A preuve, ces deux exemples : pour un ménage de trois enfants, ce plafond est de 400 francs à la Réunion, il est de 545 francs en métropole ; pour un ménage de quatre enfants et plus, ce plafond est de 450 francs à la Réunion, alors qu'en métropole, il est de 725 francs et plus. Ces différences ne sont pas compréhensibles lorsque l'on sait par ailleurs que le S. M. I. C. de l'ouvrier réunionnais n'est que de 69 p. 100 de celui de son homologue métropolitain. En outre, pour la détermination des loyers maxima, le barème des loyers-plafond pris en considération en métropole est majoré d'une manière illimitée, de 60 francs par enfant et personne à charge, alors qu'à la Réunion, tout le système est bloqué au niveau de quatre enfants. En conséquence de quoi les familles nombreuses se trouvent être durement pénalisées et l'on constate en pratique un surpeuplement des logements. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour améliorer le service de cette allocation logement.

Réponse. — L'actualisation au 1^{er} juillet 1977 du barème servant au calcul de l'allocation de logement a tenu compte de l'évolution des loyers et des ressources des familles dans les départements d'outre-mer et notamment à la Réunion. Un projet de décret et un projet d'arrêtés, établis à cet effet, ont été soumis aux conseils généraux de ces départements. D'autres mesures sont actuellement en cours de mise au point ; elles portent notamment sur la diminution du nombre de jours de travail exigé pour l'ouverture du droit à l'allocation de logement et la prise en considération des enfants à charge au-delà du quatrième. En ce qui concerne la Réunion, ces mesures portent également sur l'ajustement du plafond des loyers afin de mieux tenir compte de la situation particulière de ce département.

Terrains à bâtir (opposabilité et validité du certificat d'urbanisme en zone rurale).

41381. — 12 octobre 1977. — M. Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire le cas de M. B. Il y a quatre ans, ce monsieur a acheté un terrain à bâtir, avec certificat d'urbanisme, sur la commune de H... Du fait de problèmes financiers (notamment la charge de l'achat dudit terrain), il a attendu pour démarrer sa maison, incité en cela par les délais prévus au niveau de la fiscalité. Durant ce temps, M. B. a aménagé son terrain, creusant un puits, plantant des arbres, faisant apport de terre végétale et enfin versant des fonds à une société spécialisée pour constitution de dossier de construction. Lorsque ce dossier fut déposé, le service de l'équipement, malgré l'avis favorable du maire de H..., opposa un refus au motif que le terrain se trouve en zone rurale (alors que pour l'achat un certificat d'urbanisme avait été délivré quelques années auparavant). Il lui demande s'il n'y a pas là un problème ; d'autant plus que dans cette commune il n'y a pas de POS. N'y a-t-il pas une injustice à remettre en cause au bout de six mois la délivrance d'un certificat d'urbanisme.

Réponse. — Aux termes de l'article L 410-1 du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme a pour objet de donner à l'administré une information aussi complète que possible sur les possi-

ibilités d'utilisation d'un terrain pour la construction ou la réalisation d'une opération déterminée, compte tenu des dispositions d'urbanisme et des limitations administratives au droit de propriété applicables dans le secteur où se situe ce terrain, ainsi que de l'état des équipements publics existants ou prévus. Les renseignements ainsi donnés ne sont pas susceptibles d'être remis en cause, si dans les six mois, à compter de la date de délivrance du certificat (ou dans un délai supérieur mais qui ne saurait excéder un an, s'il s'agit d'une opération déterminée, ce délai étant alors fixé par le certificat lui-même), ils sont suivis de la demande de permis de construire (ou de la demande d'autorisation en vue de la réalisation de ladite opération) accompagnée de plans qui y soient conformes. Au-delà du délai fixé de six mois (ou du délai supérieur qui aurait été fixé par le certificat lui-même) il ne peut en être ainsi que dans la mesure où de nouvelles dispositions reinstant en cause la constructibilité du terrain ne seraient pas intervenues; aussi y aurait-il intérêt à connaître le cas qui est à l'origine de la question posée par l'honorable parlementaire pour permettre d'apprécier si, en l'espèce, la décision de refus de permis de construire opposée à l'intéressé est justifiée ou non.

Protection de la nature (sauvegarde des droits de la commune de Vence [Alpes-Maritimes] classée espace naturel de moyenne montagne).

41632. — 22 octobre 1977. — M. Barel transmet à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire la réclamation suivante émanant d'une importante partie de la population de Vence (Alpes-Maritimes). Cette ville dispose de vastes espaces naturels dits de moyenne montagne. Ceux-ci ont fait l'objet de tractations de promoteurs, parfois étrangers, pour une urbanisation allant jusqu'à 5 000 logements. Les associations locales et la population ont protesté et amené le conseil municipal de Vence à se prononcer contre ce projet dit du « Plan des Noves ». Cette décision a motivé une intervention du maire de Nice, président de la commission du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S. D. A. U.), auprès du maire et du conseil municipal de Vence et auprès du préfet des Alpes-Maritimes. Ces faits motivent les deux questions suivantes : premièrement, le maire de Nice, M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, n'a-t-il pas outrepassé ses pouvoirs en intervenant au profit du projet des promoteurs privés de la Société Vence-Développement; deuxièmement, quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour la sauvegarde des droits des communes de Vence et des communes environnantes (Courmes, Tourettes-sur-Loup, Le Bar-sur-Loup, Grasse) classées comme espaces naturels de moyenne montagne et quels moyens le Gouvernement mettra-t-il à la disposition des collectivités locales pour assurer la maîtrise foncière et la mise en valeur de leurs territoires naturels.

Réponse. — Les vastes espaces naturels, dits de moyenne montagne, situés sur le territoire de la commune de Vence, auxquels l'honorable parlementaire fait allusion, concernant la zone dite du plan des Noves qui domine, au nord de l'agglomération de Vence, de plusieurs centaines de mètres la vallée du Loup. Le principe de la protection intégrale de ce site est inscrit sur le projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Nice, actuellement en cours d'approbation. Sur le plan d'occupation des sols partiel de Vence, rendu public le 11 mars 1977, cet espace est inclus dans une zone naturelle protégée de type ND, totalement inconstructible. En outre, tous les Baous de Vence (dont fait partie le plan des Noves) ont fait l'objet d'un classement à l'inventaire des sites. Aux demandes qui ont été présentées pour atténuer la rigueur de ces dispositions faisant obstacle à la réalisation de projets immobiliers, il a été répondu de façon très nette que les mesures de protection envisagées par la commune étaient parfaitement justifiées, eu égard aux directives du gouvernement tendant à la préservation des sites et au respect de l'équilibre écologique, et qu'il n'était pas question de les remettre en cause.

Habitation à loyer modéré (décret prévoyant la représentation des locataires au sein des conseils d'administration des offices).

42074. — 9 novembre 1977. — La loi du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme a prévu, dans son article 62, qu'il serait inséré dans le code de l'urbanisme et de l'habitation, un article 191 bis, précisant que : « les conseils d'administration des offices comportent des représentants de leurs locataires. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de l'alinéa précédent ». Il va sans dire que cet article répond pleinement à l'attente de tous les locataires des offices dont c'était, à juste titre, l'une des principales revendications. Cependant, bien que dix mois se soient écoulés depuis la publication de cette loi, le décret en Conseil d'Etat fixant les conditions d'application des dispositions prévues par l'article 191 bis n'a toujours pas été publié, ce qui les

rend inopérantes. Aussi, M. Jens demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire quelles mesures il compte prendre pour que la publication de ce décret tant attendu intervienne au plus tôt.

Réponse. — Le problème relatif à la représentation des locataires au sein des conseils d'administration des offices d'HLM a déjà fait l'objet d'une réponse devant l'Assemblée nationale le 27 mai dernier, à l'occasion d'une question sur ce point. Les termes de cette réponse, très favorables à la participation des locataires, en tant que tels, à l'administration des offices d'HLM, restent entièrement valables à ce jour. Il est précisé que le projet de décret qui doit modifier le décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963 et qui prévoit, en application de l'article 191 bis nouveau du code de l'urbanisme, la réintroduction des locataires au sein des conseils d'administration desdits offices vient d'être examiné par le Conseil d'Etat. Dans un souci de rapidité, ce texte sera soumis à la signature des différents ministres intéressés selon la procédure des consultations simultanées. En ce qui concerne la représentation des élus des collectivités locales dans ces mêmes conseils d'administration, le Gouvernement n'a pas cru devoir remettre en cause le principe de la parité entre les membres nommés par le préfet et les membres élus ou désignés par ailleurs. Cet aspect particulier du problème pourra être néanmoins examiné dans le cadre plus vaste du renforcement du pouvoir des collectivités locales et des rapports entre l'Etat et ces dernières, ce nouvel examen ne pouvant qu'être lié aux mesures qui feront suite au rapport Guichard, et au récent questionnaire adressé à toutes les communes. Il convient du reste de signaler que les dispositions actuelles qui établissent la parité en question n'entraînent pas systématiquement la nomination en qualité de président du conseil d'administration d'un administrateur désigné par le préfet, cette nomination résultant d'un choix exercé librement par l'ensemble des administrateurs.

TRANSPORTS

Emploi (sauvegarde de l'emploi des travailleurs de la Société Sedam, de Pouillac [Charente-Maritime]).

40024. — 30 juillet 1977. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de la Société Sedam, de Pouillac, et l'avenir des aéroglossiers français. La menace de fermeture de la Sedam est lourde de conséquences. Elle signifierait le licenciement de 150 salariés dans une région où il existe déjà 40 000 chômeurs et où le secteur de la métallurgie est gravement touché. Elle signifierait également l'abandon d'une nouvelle technique de pointe. Cette situation n'est pas étrangère à l'accord conclu en 1976 entre les pouvoirs publics, les ministères intéressés et le groupe Dubigeon-Normandie; accord dont toutes les clauses ont été prévues en faveur de ce groupe et au détriment de la S. N. C. F. et de la Sedam. En particulier, d'importants fonds publics lui ont été accordés, en lui laissant toute latitude dans le choix de ses orientations. Or, Dubigeon-Normandie n'a aucun intérêt au développement des aéroglossiers marins, qui peuvent concurrencer une de leurs principales productions, les car-ferries. La fermeture du bureau d'études de la Sedam et les rumeurs selon lesquelles le naviplane N 500, détruit par un incendie, ne serait pas reconstruit, confirment les craintes des travailleurs de la Sedam. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour, en concertation avec les représentants du personnel de la Sedam, préserver ce secteur industriel et empêcher toute mesure de licenciement.

Réponse. — En France, le développement des aéroglossiers marins a été poursuivi depuis 1965, date à laquelle la Société Bertin et C° a fait apport de ses brevets en la matière à une société créée à cet effet, la Société d'études et de développement des aéroglossiers marins. L'Etat a participé financièrement aux trois programmes exécutés successivement par la Sedam : programme N 300, appareil de taille moyenne (30 tonnes), transportant 80 passagers; programme N 102, appareil de 4 tonnes, et enfin programme N 500 (appareil de 250 tonnes, transportant 400 passagers et 60 voitures). Le programme d'études préalables à la mise en construction des appareils N 500 a fait l'objet d'un protocole d'accord passé entre l'Etat et la Sedam le 2 avril 1973 prévoyant un financement à parts égales. Par ailleurs, la Sedam a reçu en commande de deux appareils N 500, l'un pour le compte du département de la Gironde, l'autre pour la SNCF, le montant de ces commandes étant intégralement pris en charge par les acheteurs. La Sedam s'est trouvée au premier semestre 1976 dans une situation financière critique entraînant début juillet 1976 la nomination d'un administrateur judiciaire et la mise en suspension provisoire de poursuites. Un plan de redressement a été élaboré comportant une réévaluation de près de 25 p. 100 du montant du programme de développement, concrétisé le 18 août 1976 par un avenant au protocole conclu entre l'Etat et la Sedam en 1973. La persistance de difficultés financières

a conduit à rechercher un nouvel animateur industriel dont la « surface » permettrait l'achèvement des commandes en cours et la poursuite de la commercialisation de ce type d'appareil. Un protocole a été conclu dans ce but entre la SNCF, la Sedam et le chantier naval Dubigeon-Normandie le 15 novembre 1976. Il existe des perspectives de commercialisation et d'exportation du Naviplane N 500, mais les clients ne se manifesteront de toute évidence de façon concrète qu'après une conclusion favorable des essais à la mer de l'engin actuel (N 500-02). Le sinistre du Naviplane N 500-01 survenu en mai 1977 à l'atelier de montage de Pauillac a, en effet, conduit à reporter l'ensemble du programme d'essais sur l'appareil N 500-02, dont les essais à la mer ont débuté le 11 août dernier et doivent se poursuivre jusqu'au début de l'année 1978. Dans l'attente de nouvelles commandes, les chantiers Dubigeon-Normandie ont déjà fait preuve d'un intérêt certain pour les aéroglisseurs marins. Plusieurs études ont été lancées pour tenir compte pour les futurs appareils des enseignements acquis à ce jour. Diverses activités de diversifications permettant de maintenir l'emploi des personnels de l'atelier de Pauillac ont été recherchées. La recherche de solution est compliquée par la situation d'administration judiciaire dans laquelle se trouve la Sedam.

Industrie métallurgique (menaces de fermeture de la société Sedam à Pauillac (Gironde)).

40375. — 27 août 1977. — M. Madrelle appelle d'urgence l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de la société Sedam à Pauillac (Gironde). Des menaces de fermeture pèsent sur cette entreprise et par conséquent sur les 150 salariés qui y travaillent. L'avenir des aéroglisseurs français est conditionné par le maintien de la Sedam et il serait inadmissible d'abandonner une technique de pointe à la concurrence étrangère. Le conseil général de la Gironde ayant donné l'exemple du courage lors du lancement de cette entreprise il y a quelques années, il serait logique que l'Etat assure le relais et le maintien de ce secteur industriel dans une région terriblement atteinte au niveau du chômage, notamment dans la métallurgie. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour sauvegarder cette entreprise et empêcher tout licenciement.

Réponse. — L'Etat s'intéresse au développement des aéroglisseurs marins depuis 1965. Il a participé financièrement aux trois programmes exécutés successivement par la Société d'études et de développement des aéroglisseurs marins (Sedam). Le programme de développement du Naviplane N 500 (études préliminaires à la mise en construction des appareils et essais d'évaluation) a fait l'objet d'un protocole d'accord passé entre l'Etat et la Sedam le 2 avril 1973 et prévoyant un financement à parts égales. Parallèlement, la Sedam a reçu commande de deux appareils N 500, l'un pour le compte du département de la Gironde, l'autre pour la SNCF, le montant de ces commandes étant intégralement pris en charge par les acquéreurs. La Sedam s'est trouvée au premier semestre 1976 dans une situation financière critique entraînant au début du mois de juillet 1976 la nomination d'un administrateur judiciaire et la mise en suspension provisoire de poursuites. Un plan de redressement a été élaboré comportant une réévaluation de près de 25 p. 100 du montant du programme de développement, concrétisé le 18 août 1976 pour ce qui concerne l'Etat par un avenant au protocole conclu en 1973. La persistance de difficultés financières a conduit à rechercher un nouvel animateur industriel dont la « surface » permettrait l'achèvement des commandes en cours et la poursuite de la commercialisation de ce type d'appareil. Un protocole a été conclu dans ce but entre la Sedam, la SNCF et le chantier Dubigeon-Normandie le 15 novembre 1976. Il existe en effet des perspectives de commercialisation et d'exportation du Naviplane N 500, mais les clients ne se manifesteront de toute évidence de façon concrète qu'après la conclusion favorable des essais à la mer de l'engin N 500-02. Le sinistre du Naviplane N 500-01 en mai 1977 a en effet conduit à reporter l'ensemble du programme d'essais d'évaluation sur l'appareil N 500-02, dont les essais à la mer ont débuté le 11 août dernier et doivent se poursuivre jusqu'au début de l'année 1978. Dans l'attente de nouvelles commandes, les chantiers Dubigeon-Normandie ont effectué de nombreuses démarches pour assurer l'emploi du personnel au fur et à mesure de la baisse du plan de charge de l'atelier de Pauillac. La recherche de solution est compliquée par la situation d'administration judiciaire dans laquelle se trouve la Sedam. Les chantiers Dubigeon-Normandie s'efforcent de proposer d'autres emplois au personnel de l'atelier de Pauillac dans des activités de diversification. Parallèlement des études nouvelles ont été engagées pour tenir compte, pour la conception de futurs appareils, des enseignements acquis au cours du programme de développement. C'est une marque du souci des différents partenaires intéressés de maintenir l'industrie française des aéroglisseurs.

Automobiles (dérogations aux règles de limitation de vitesse en faveur des professionnels de l'automobile procédant à des essais de freinage).

40527. — 10 septembre 1977. — M. Forens appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur les problèmes qui se posent aux professionnels de l'automobile lors des essais de freinage des véhicules qui leur sont confiés. En effet, lorsqu'il est procédé à la révision ou à la réparation du système de freinage il est nécessaire de procéder à des essais pour en vérifier l'efficacité, or, dans certains départements et particulièrement en Vendée, les professionnels ne disposent que du réseau routier utilisé par tous les usagers. Il n'y a ni routes à quatre voies, ni autoroutes, ni pistes d'essais. D'autre part, la législation leur fait obligation de respecter la vitesse réglementaire de 90 kilomètres à l'heure, ce qui implique que les essais ne peuvent se pratiquer qu'à la vitesse maximum de 90 kilomètres à l'heure. Or, il est évident que l'usager peut être amené à utiliser d'autres voies où la vitesse autorisée est supérieure. Le fait que le véhicule n'ait été testé qu'à une vitesse de 90 kilomètres à l'heure entraîne pour le réparateur une lourde responsabilité professionnelle. Il serait donc souhaitable qu'une dérogation soit accordée pour permettre d'effectuer des essais de freinage au-delà de la vitesse autorisée sur des routes propices et à proximité de l'exploitation du garagiste, des marques distinctives pouvant être posées sur le véhicule permettant ainsi de l'identifier. Il lui demande quelles mesures il entend prendre en ce domaine pour assurer une plus grande sécurité pour l'usager et permettre aux professionnels de l'automobile d'exercer leur tâche dans de meilleures conditions.

Sécurité routière (dérogation aux limitations de vitesse en faveur des techniciens de la réparation automobile procédant à des essais de freinage).

41103. — 4 octobre 1977. — M. René Feit expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) que la clientèle demande souvent aux techniciens de la réparation automobile de régler leur voiture afin d'obtenir différentes améliorations et notamment un freinage impeccable à la vitesse de 130 kilomètres/heure. Il lui souligne que certains concessionnaires, dont les agences sont situées loin des autoroutes se trouvent dans l'impossibilité d'effectuer les essais permettant d'assurer l'excellence de la mise au point faite sur la voiture qui leur est confiée, car ils ne peuvent procéder à des essais sur route à une vitesse dépassant 90 kilomètres/heure. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que les services d'ordre chargés du contrôle sur les routes puissent, sur demande qui leur serait faite par les présidents des chambres syndicales départementales du commerce et de la réparation automobile, permettre sur une certaine distance et dans des conditions qui seraient précisées par l'autorité préfectorale, aux metteurs au point d'effectuer à grande vitesse tous les essais souhaitables, étant précisé à ce propos que dans l'actuel état de la réglementation, d'une part, ces techniciens ne peuvent pas procéder aux essais de rupture d'organes de la voiture ce qui risque de provoquer éventuellement de graves accidents de circulation, et, d'autre part, que s'ils contreviennent aux limitations de vitesse ils encourrent non seulement de lourdes amendes mais encore plus le retrait de leur permis de conduire.

Réponse. — Le problème des essais de freinage des véhicules présente deux aspects : celui de l'infrastructure nécessaire à la réalisation de ces essais et celui de la limitation de vitesse sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique. Dans le cas où le réseau routier existant le permet, les professionnels de l'automobile peuvent l'utiliser pour effectuer ces essais. Lorsque l'infrastructure routière ne peut jouer ce rôle, il appartient aux intéressés eux-mêmes de prendre les mesures nécessaires pour se doter spécialement de pistes aménagées dans ce but. En ce qui concerne la limitation de vitesse imposée en 1973 aux usagers de la voie publique, de nombreuses dérogations à cette réglementation ont été sollicitées par les professionnels de la réparation automobile, en vue d'effectuer des essais de véhicules. Après examen, il est apparu que sur le plan de la sécurité routière, les demandes des garagistes ne répondaient pas à des besoins réels, et que les vérifications auxquelles ils souhaitent pouvoir procéder portent essentiellement sur la géométrie du véhicule et peuvent donc être réalisées dans les ateliers eux-mêmes. En outre, les manœuvres destinées à vérifier le comportement des véhicules dans des circonstances telles que le freinage violent seraient dangereuses pour les autres usagers. Enfin, il convient de préciser à l'honorable parlementaire qu'octroyer une dérogation de ce type à une telle interdiction créerait un précédent auquel d'autres catégories d'usagers ne manqueraient pas de se référer, et pourrait donner lieu à des abus difficilement contrôlables. Dans ces conditions, il est nécessaire que les garagistes se conforment à la réglementation en vigueur en matière de vitesse lorsqu'ils procèdent à des essais de véhicules.

Marins pêcheurs (situation des pêcheurs de Dieppe et du Tréport résultant d'une décision de la C. E. E. interdisant la pêche aux harengs dans la Manche).

41351. — 12 octobre 1977. — **M. Offroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur le grave préjudice que pose aux artisans pêcheurs de la Manche la décision de la Communauté économique européenne d'interdire la pêche aux harengs jusqu'au 31 octobre. Tout en prenant en considération les inconvénients de la surexploitation des stocks de harengs, il lui demande d'envisager d'extrême urgence des mesures en faveur des petits artisans pêcheurs de la région de Dieppe et du Tréport qui ne pêchent chaque année qu'un tonnage très réduit auprès des côtes et avec des filets droits, ces pêcheurs ne peuvent, en effet, être considérés comme prélevant des quantités assez importantes pour compromettre les mesures d'ordre général décidées à Bruxelles. Il demande donc au Gouvernement de se préoccuper du sort de ces modestes artisans dont les activités de pêche constituent l'unique ressource.

Réponse. — Le Gouvernement français est pleinement conscient des problèmes sociaux qu'aurait posés aux petits pêcheurs côtiers de la région de Dieppe et du Tréport une prolongation de l'interdiction de pêcher le hareng en Manche au-delà du 31 octobre. C'est pourquoi, il a demandé lors de la réunion du 25 octobre du Conseil des ministres de la Communauté l'attribution d'un quota limité aux pêcheurs artisans pour lesquels cette pêche saisonnière constitue une part importante de leurs revenus. Le conseil des ministres lors de sa réunion du 3 novembre 1977, et après étude du dossier social présenté, a donné droit à la demande française en autorisant les pêcheurs exerçant une activité de pêche côtière à partir des ports d'Étaples, de la baie de Somme, du Tréport et de Fécamp avec des navires de moins de 30 tonneaux de jauge brute et à l'aide des filets maillants ou dérivants à capturer 600 tonnes de harengs dans la Manche. Le problème dont l'honorable parlementaire a souligné la gravité a pu ainsi recevoir une heureuse solution.

La Réunion :

revision des tarifs d'Air France afin d'obtenir des prix compétitifs.

41506. — 19 octobre 1977. — **M. Fontaine** appelle une fois encore l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur les conditions de prix offertes par la compagnie nationale Air France sur la ligne de l'Océan Indien, desservant la Réunion. Les précédentes fois, il lui était fait observer que le transporteur devait se soumettre aux contraintes de l'IATA, mais que, néanmoins, dans les cas particuliers, des tarifs préférentiels pouvaient être offerts. C'est ainsi qu'il y a des tarifs « excursion », « famille », « groupe », « jeunes », « trait d'union », etc. Pour pouvoir bénéficier de ces tarifs, à certains égards intéressants, il convient de répondre à des conditions très précises et strictement appliquées. En outre, il était appelé qu'Air-France, devant assurer une desserte quotidienne de l'île, devait prendre en compte cette sujétion dans le décompte de ses tarifs. Tout cela est bel et bon. Mais, d'une part, la desserte n'est plus quotidienne, d'autre part, la British Airways propose sans conditions, par voie de placards publicitaires parus dans la presse locale ou au moyen de démarcheurs, des prix aller-retour Maurice-Londres, soit sur un trajet plus long, à 2 600 francs et plus précisément 3 450 roupies, en recommandant de s'adresser à un agent de voyage agréé par I. A. T. A., ce qui donne un tarif inférieur de plus de 1 000 francs par rapport au tarif le plus bas proposé par Air France dans des conditions très restrictives. C'est pourquoi, il lui demande de lui faire connaître s'il entend exiger de la compagnie nationale une révision de ses tarifs pour obtenir des prix compétitifs en rapport avec ceux proposés par les lignes étrangères desservant l'île Maurice.

Réponse. — Il convient tout d'abord de rappeler que les tarifs de base et les tarifs « excursion » au départ de l'île Maurice sont assez nettement supérieurs à ceux pratiqués au départ de la Réunion, même en tenant compte de la différence de distance. Seuls certains tarifs de groupe, dont celui auquel l'honorable parlementaire se réfère dans sa question, font apparaître un certain avantage au profit des Mauriciens sans cependant excéder une centaine de francs par rapport au tarif le plus bas proposé par la compagnie nationale Air France. Il s'agit de tarifs nés sur ordre gouvernemental mauricien dont le niveau exceptionnel, influencé par les fluctuations de la livre sterling et de la roupie mauricienne, n'est d'ailleurs pas sans créer quelques problèmes aux compagnies qui ont à les appliquer. Plutôt que de comparer tel ou tel tarif pris isolément, il semble préférable de considérer dans leur ensemble les mesures tarifaires en vigueur sur la relation Réunion-Métropole. En effet le nombre de tarifs préférentiels et l'importance des réductions consenties sur cette relation, font que, en pratique, les tarifs de base n'ont plus qu'une simple valeur de référence. A titre indicatif 88 p. 100 des passagers transportés en 1976 sur cette relation ont bénéficié de réductions de 40 p. 100 à 60 p. 100 par rapport

aux tarifs de base. Le nombre de ces passagers devrait franchir en 1978 le seuil des 100 000, ce qui semble indiquer que la grille tarifaire actuelle est relativement bien adaptée aux usagers de cette relation. Au plan économique, les lignes Réunion-Métropole sont tout juste équilibrées en 1976 et 1977 ; il ne paraît pas possible, dans ces conditions, d'imposer à Air France la mise en place d'avantages tarifaires plus importants sans contrepartie financière à la charge du budget de l'Etat, ce que ne permet pas la conjoncture budgétaire économique actuelle. Enfin le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) tient à confirmer à l'honorable parlementaire qu'Air France a assuré la desserte de la Réunion pendant la saison d'été 1977 sur la base de huit services par semaine sans compter certains vols supplémentaires ; ce n'est que pendant la période du 10 août au 15 septembre que la desserte a dû être ramenée à sept services répartis sur six jours. Pendant la saison d'hiver 1977-1978, la compagnie nationale assure une desserte comportant huit fréquences hebdomadaires dont deux en Boeing B 707 — via Tananarive — et six en Boeing B 747 — dont deux via les Seychelles et quatre via Nairobi — soit un service en B 747 de plus qu'à l'hiver 1976-1977.

Aéroport d'Orly : respect de la réglementation relative à l'atterrissage et au décollage de nuit des avions.

41515. — 19 octobre 1977. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur les nombreux défauts d'application de la réglementation en vigueur à l'aéroport d'Orly sur l'atterrissage et le décollage de nuit des avions. Il est prévu qu'aucun avion ne doit faire mouvement sur l'aéroport de onze heures trente du soir à six heures du matin. En fait, de très nombreuses dérogations sont appliquées qui aboutissent à un nombre important de mouvements d'appareils pendant le temps où le silence devrait régner. C'est ainsi que certains appareils qui ont pris du retard sont autorisés à atterrir et à repartir en dehors des heures prévues. Un autre cas d'espèce, fréquent, est celui des avions de fret. Enfin, l'aéropostale fait atterrir et décoller ses appareils à toute heure de la nuit, et les petits avions dont il s'agit dans ce cas sont souvent très bruyants et de plus semblent observer couramment une procédure en fonction de laquelle ils stationnent longuement en bout de piste en faisant tourner leurs moteurs. Si l'on ajoute à cet ensemble de cas d'espèces les situations exceptionnelles indiscutables telles que l'arrivée d'un avion sanitaire, on constate que les riverains d'Orly, particulièrement ceux des communes très exposées aux nuisances sonores telles que Wissous, Champlan ne jouissent pas d'un repos véritable pendant la nuit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour contraindre l'aéroport d'Orly et les compagnies à appliquer effectivement la réglementation en vigueur.

Réponse. — La décision du 4 avril 1968 qui règle l'utilisation de nuit de l'aéroport d'Orly ne vise pas le trafic ci-après : avions à hélices non programmés (onze mouvements nocturnes en septembre 1977) ; avions à hélices programmés à la date de la décision (cas des avions postaux) ou ayant reçu ultérieurement à cette date une autorisation ; aéronefs d'Etat et aéronefs effectuant des missions à caractère humanitaire (un en septembre 1977). Les avions postaux, dont l'utilisation répond à une nécessité sociale, effectuent, entre 23 h 30 et 6 heures une moyenne de soixante mouvements par semaine. Ils ont pour consigne de décoller, dans la mesure du possible, depuis le milieu de la piste 26 où ils effectuent souvent leur point fixe avant décollage. Cet endroit est le plus éloigné des habitations. Ces avions appliquent ce faisant une procédure anti-bruit. Les seuls mouvements de fret, hormis les avions postaux, qui sont autorisés de nuit concernent les mouvements d'avions à hélices, militaires étrangers non équipés de transporteurs mode C et qui ne peuvent décoller que de nuit pour des raisons de contrôle de navigation aérienne. Il y en a eu cinq en septembre 1977, ce qui représente la moyenne habituelle. Les dérogations, dont le contrôle reste très étroit, ont été plus nombreuses, il est vrai, en septembre 1977 que pour les mois précédents. Les raisons en sont multiples : les mouvements sociaux survenus notamment au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal ont désorganisé le trafic ; le mois de septembre est traditionnellement très chargé, le début et la fin du mois enregistrant de fortes pointes ; le détournement du vol IT 429 le 30 septembre qui a conduit à dix dérogations dont neuf pour la période 23 h 30 - 24 heures. Les dérogations accordées en septembre concernent dix-sept vols à l'arrivée (dont deux A 300 et DC-10) et dix-neuf départs (dont trois A 300 et DC-10). Ces vols ont été effectués en grande majorité des cas, avant 24 heures locales soit : entre 23 h 30 et 23 h 45 : huit arrivées et onze départs ; entre 23 h 45 et 24 heures : sept arrivées et sept départs. Seuls cinq vols (quatre arrivées et un départ) ont été effectués entre 24 heures et 6 heures. Il ne semble pas que la situation exceptionnelle rencontrée en septembre motive un changement de la réglementation actuellement en vigueur mais les consignes seront rappelées afin que le nombre des dérogations soit aussi réduit que possible.

Transports aériens (réduction au tarif de la compagnie Air France sur la liaison Paris — New York).

41642. — 22 octobre 1977. — Devant la mise en place de prix très compétitifs dans la ligne Londres — New York par des compagnies aériennes américaines et anglaises, M. Cousté demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) de bien vouloir lui indiquer pourquoi la compagnie nationale Air France, membre JATA comme les autres compagnies, n'a pas aligné ses tarifs sur cette formule. Il paraît évident que beaucoup d'utilisateurs préféreront voyager sur les compagnies assurant les prix les plus bas, même si cela les oblige à effectuer le trajet Paris—Londres soit en train, soit en avion, ce tarif pratiqué par les compagnies aériennes anglaises et américaines étant de loin très inférieur au prix le plus bas pratiqué par Air France.

Réponse. — On assiste aujourd'hui sur l'Atlantique Nord à une seconde baisse tarifaire. La première était liée à l'entrée en service d'appareils gros porteurs qui avait permis une diminution sensible des coûts d'exploitation. Mais celle-ci a contribué surtout à créer une surcapacité que les compagnies exploitantes ont dû remplir en proposant des tarifs avantageux à tout passager pouvant accepter quelques contraintes pour le paiement ou la réservation. A l'occasion de la renégociation de l'Accord des Bermudes, les Anglais ont pu désigner une nouvelle compagnie pour l'exploitation des liaisons Atlantique Nord. Cette compagnie, qui n'assure par ailleurs, pour le moment, que des vols affrétés, a donc lancé avec l'accord des deux gouvernements concernés un programme de vols réguliers mais qui — de par le service offert à la clientèle — ne sont pas tout à fait l'équivalent des vols classiques. Les compagnies régulières anglaises et américaines desservant le même axe ont été forcées de suivre, pour des raisons évidentes de concurrence. Cependant les autres compagnies IATA européennes et américaines assurant des services entre les Etats-Unis et le continent européen n'ont pas jugé opportun pour l'hiver 1977-1978 de baisser de façon aussi considérable le niveau tarifaire le plus bas de la gamme. Elles avaient, toutefois, proposé une baisse du tarif APEX de près de 15 p. 100. Mais cette baisse n'a pas été homologuée par les autorités aéronautiques américaines. Il n'est pas du tout évident que les utilisateurs, pour bénéficier des tarifs les plus bas, effectueront le trajet Paris—Londres. En effet, quelle que soit la combinaison utilisée pour se rendre d'une capitale à l'autre, il existe sur cette desserte d'importantes contraintes au niveau des tarifs ou à celui de la durée du voyage. Ces contraintes annulent, dans la pratique, l'attrait que peut présenter l'utilisation des services de LAKER. Cette dernière est d'ailleurs assujettie, elle-même, à un certain nombre de dispositions contraignantes dont l'influence sur les résultats de toute l'opération est loin d'être négligeable. De toute manière, un temps de réflexion s'avère nécessaire pour en permettre une meilleure appréciation.

Transports en commun (création d'une gare autoroutière à la porte d'Orléans, Paris (14^e) destinée aux lignes de cars APTR).

41695. — 26 octobre 1977. — M. Ginoux attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur l'utilité que présente la création à la porte d'Orléans, Paris (14^e) d'une gare autoroutière destinée aux lignes de cars APTR adhérent à la convention qui a permis la création de la carte orange. Les terminus de ces lignes, qui concernent les départements de l'Essonne, des Yvelines et du sud des Hauts-de-Seine, englobent l'avenue Paul-Appell, saturée par la circulation de nombreuses voitures automobiles, de sorte que les incidents sont fréquents et les usagers doivent stationner dans les conditions les plus inconfortables. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes dispositions utiles en vue de hâter les études préliminaires à la création de cette gare autoroutière et de mettre au point un programme de réalisation.

Réponse. — La création d'une gare routière à la porte d'Orléans pour faciliter la circulation et le stationnement avenue Paul-Appell, Paris (14^e), des autocars des transporteurs adhérents à l'Association professionnelle des transporteurs routiers de la région parisienne (APTR) est actuellement étudiée par les services techniques de la Ville de Paris. Le syndicat des transports parisiens doit être saisi prochainement de ce projet et il devra examiner, s'il retient le principe de cette opération, les modalités de son financement. Par ailleurs, afin de faciliter l'accès vers Paris des autocars, un projet d'expériences de régulation du trafic sur les autoroutes A 6/B 6 est actuellement étudié par la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France; ces expériences pourraient être réalisées vers la fin du premier semestre 1978.

Société nationale des chemins de fer français (électrification et amélioration de la desserte de la ligne Paris—Corbeil—Malesherbes).

42095. — 10 novembre 1977. — M. Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la question écrite qu'il lui a déjà posée en date du 25 août 1977 et qu'il maintient relativement à la ligne SNCF Corbeil-Essonnes—Malesherbes. Il fait remarquer qu'une certaine évacuation de trafic de voyageurs se développe présentement en raison des meilleures possibilités d'accès à Paris et au cœur de la capitale qu'offre la ligne voisine de la région Sud-Ouest Orléans—Paris. Cette évacuation de trafic sera dissuadée avec les transformations de la gare de Lyon et l'interconnexion avec le RER. Il serait par conséquent souhaitable de saisir cette occasion pour améliorer la desserte des gares situées entre Corbeil-Essonnes et Malesherbes, dans l'immédiat par la mise en place de trains directs entre Paris et Corbeil-Essonnes et omnibus entre Corbeil-Essonnes et Malesherbes, sans rupture de charge à Corbeil-Essonnes. Il serait également nécessaire d'envisager, à moyen terme, l'électrification de la ligne Corbeil-Essonnes—Malesherbes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour l'amélioration des conditions de transport sur la ligne considérée.

Réponse. — La ligne de Corbeil à Malesherbes se compose de deux sections. La première, Corbeil — La Ferté-Alais, est desservie quotidiennement par dix-sept allers et retours; la seconde, La Ferté-Alais—Malesherbes, par douze allers et retours. Le nombre et la répartition de ces circulations au cours de la journée semblent bien correspondre au profil de la demande. En outre, quatre allers et retours, correspondant aux horaires de travail, permettent de se rendre de Malesherbes à Paris, ou vice-versa, sans rupture de charge à Corbeil. Bien entendu, la SNCF suit l'évolution du trafic de cette ligne avec le maximum d'attention et apportera, le cas échéant, toutes les améliorations qui pourraient s'avérer nécessaires. Enfin, la SNCF a établi un projet d'électrification de la section Corbeil—La Ferté-Alais, mais la réalisation ne peut pas en être envisagée au cours du VII^e Plan.

INTERIEUR

Assurances (garanties pour la couverture d'un accident se rattachant à l'exercice des pouvoirs de police).

39345. — 29 juin 1977. — M. Allainmat signale à M. le ministre de l'intérieur que, se fondant sur le paragraphe H de l'article 3 des conditions générales de la police d'assurance de responsabilité civile d'une ville, les dispositions invoquées étant celles préconisées aux maires par sa circulaire n° 71-557 du 25 novembre 1971, une compagnie d'assurances se prétend en droit de refuser la prise en charge des dommages résultant pour un coureur cycliste d'un accident de la circulation survenu pendant le déroulement d'une épreuve organisée par un comité de quartier, mis lui-même hors de cause. Or le maire, dont la responsabilité a été retenue, s'est borné à prendre un arrêté prescrivant les mesures propres à éviter tout accident et à confier son exécution au commissaire de police. L'accident a été causé par une faute d'inattention d'un agent de l'Etat qui laissa pénétrer sur le circuit un véhicule qu'il avait mission de stopper. Il lui demande donc de bien vouloir préciser si la compagnie d'assurance est fondée à refuser sa garantie pour la couverture d'un accident qui se rattache à l'exercice des pouvoirs de police et non à l'organisation d'une épreuve sportive et s'il lui est possible de donner éventuellement les instructions complémentaires qui pourraient s'imposer.

Réponse. — Dans la mesure où il est établi, d'une part, que la course cycliste n'était pas organisée par la ville, mais par un comité de quartier et, d'autre part, que le fonctionnaire responsable de l'accident n'avait pas été mis à la disposition des organisateurs, mais avait été chargé d'exécuter un règlement de police municipale dans le cadre d'un arrêté du maire concernant la circulation publique lors des fêtes de quartier, la garantie de la compagnie d'assurance est acquise à la ville, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, au titre de l'article 2, 2^e alinéa du paragraphe 1 du contrat-type qui précise, en effet, que « le présent contrat garantit... les dommages... qui sont causés aux tiers du fait des agents placés sous l'autorité de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions ». Dans l'hypothèse où un litige subsisterait néanmoins à ce sujet, il appartiendrait au maire concerné de saisir le ministre délégué à l'économie et aux finances en lui fournissant toutes indications utiles sur l'identité de la société en cause et sur les références de la police souscrite auprès d'elle par la ville afin de lui permettre d'intervenir le cas échéant en toute connaissance de cause. Cette réponse a été établie en accord avec le ministre délégué à l'économie et aux finances.

Finances locales (prorogation des bonifications de subventions allouées aux communes fusionnées).

40546. — 10 septembre 1977. — **M. Bernard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des communes fusionnées qui, du fait de la limitation des enveloppes de subventions, n'ont pu réaliser dans les cinq années ayant suivi la fusion les travaux pour lesquels elles auraient pu prétendre à la bonification de subvention accordée pendant cette période aux communes fusionnées. Il lui demande ce qu'il envisage de faire pour remédier à cette situation anormale.

Réponse. — Aux termes de l'article L 235-12 du code des communes, et conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes, « la majoration de subvention est applicable pendant un délai de cinq ans, à compter de la date d'effet de la fusion ». Cette loi de 1971 avait donc créé un régime de caractère dérogatoire pour un temps limité. C'est dans ce sens que le législateur l'a entendu. S'il a souhaité que les communes fusionnées puissent bénéficier d'importants avantages financiers, notamment pour faciliter au départ l'équipement de la nouvelle commune, il n'a pas pour autant voulu donner un caractère permanent à cette aide incitative.

Administration (validité des photocopies certifiées conformes de documents).

40556. — 10 septembre 1977. — **M. Duvillard** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si l'administration, quelle qu'elle soit, est en droit de refuser la photocopie d'un document, certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police. Il est toujours dangereux pour l'intéressé de se dessaisir d'un original, surtout si cette pièce doit être envoyée par services postaux.

Réponse. — Aucun texte ne prévoit les conditions générales dans lesquelles sont certifiées conformes à l'original par les maires ou les commissaires de police les copies ou photocopies qui leur sont présentées, ni la force probante de ces copies ou photocopies. Il convient, toutefois, de signaler que différents documents ne peuvent faire l'objet de copies ou de photocopies certifiées conformes : tels sont, par exemple, les copies ou photocopies d'actes notariés, de jugements des tribunaux ou même des déclarations ou radiations du registre de commerce ou des métiers qui doivent être légalement établis par les notaires ou greffiers compétents. Si, donc, une copie ou une photocopie de tels documents était produite à une administration, cette dernière serait fondée, même si une certification de conformité était intervenue par erreur, à exiger la production d'une pièce régulièrement délivrée par le notaire ou le greffier compétent.

Sécurité routière (généralisation à l'ensemble du territoire national d'un numéro d'appel unique pour les secours routiers).

41451. — 14 octobre 1977. — **M. Müller** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'à l'initiative de la jeune chambre économique de Mulhouse, un numéro d'appel unique pour les secours routiers : le 17, a été réalisé dans le Haut-Rhin. Ce système, qui répond de façon partielle aux instructions contenues dans une circulaire du ministère de l'intérieur de 1969, permet d'obtenir, à bon compte, de façon simple et uniforme, la rapidité de l'alerte en cas d'accident de la route — rapidité qui est universellement reconnue comme conditionnant l'efficacité des secours et, par là même, influant directement sur le pourcentage des morts. C'est pourquoi il lui demande s'il n'a pas l'intention de faire réaliser, à tous les niveaux, les études techniques nécessaires pour permettre la généralisation progressive de ce système à l'ensemble du territoire national.

Réponse. — Le ministère de l'intérieur s'est attaché depuis longtemps à généraliser l'appel des sapeurs-pompiers par le numéro 18 sur l'ensemble du territoire. Parallèlement, des efforts identiques étaient menés pour obtenir que les services de police et de gendarmerie puissent être directement appelés par le numéro 17. En effet, les services chargés de l'ordre public et les services de secours étant étroitement interconnectés, l'alerte reçue par les uns se trouve immédiatement répercutée sur les autres, en sorte que, quelle que soit la nature de l'intervention sollicitée par une personne en difficulté ou en détresse, le recours au 17 ou au 18 permet d'obtenir la mise en œuvre des moyens appropriés. Des limites techniques imposées par les structures du réseau téléphonique national font qu'à l'heure actuelle ces dispositifs n'ont pu être mis en place sur l'ensemble de la France. Ils en couvrent, toutefois, la plus grande partie. Lorsque ces procédures d'appel auront pu être étendues à tout le territoire, une large publicité sera faite pour les rendre familières à chacun.

Police (modalités de réforme du statut des commissaires de police et des inspecteurs de la police nationale).

41655. — 22 octobre 1977. — **M. Kalinsky** proteste auprès de **M. le ministre de l'intérieur** contre la publication des décrets réformant le statut du corps des commissaires de police et celui des inspecteurs de la police nationale malgré l'avis défavorable donné lors de sa dernière réunion par le conseil supérieur à la fonction publique. Il lui demande s'il n'entend pas, au lieu de poursuivre une réforme qui se heurte à l'opposition de la majorité des organisations syndicales intéressées, et qui viole le code de la procédure pénale, permettre au Parlement d'en débattre de manière à garantir les principes établis du droit français et de la tradition républicaine, principes fondamentaux qui relèvent du domaine de la loi et sont, de ce fait, de la compétence du Parlement.

Réponse. — Une distinction essentielle doit être formulée entre la réforme des structures et des corps de la police, d'une part, l'extension des qualifications judiciaires des policiers, d'autre part. En ce qui concerne la réforme, il n'est évidemment plus nécessaire de la poursuivre puisqu'elle a été décidée dans son principe par le conseil des ministres du 29 décembre 1976 et réalisée en 1977 par la publication successive des nouveaux statuts des différents corps de policiers. Le ministre de l'intérieur rappelle que l'article 2 du statut général des fonctionnaires confère un caractère purement réglementaire à la procédure d'établissement statutaire. Celle-ci a été strictement respectée dans sa lettre comme dans son esprit. Avant même d'ouvrir le dossier de la réforme, le président de la commission interministérielle, **M. Racine**, conseiller d'Etat, a procédé à une large consultation des organisations syndicales. Quant au comité technique paritaire, l'organisme institutionnel qualifié pour participer à la procédure, il a été informé du projet de réforme dès le 29 décembre 1976 et consulté ensuite à deux reprises les 6 avril et 27 mai 1977. En ce qui concerne les qualifications judiciaires des policiers, il est exact qu'elles entrent tout naturellement dans la compétence du Parlement car leur définition fait partie intégrante de la garantie des libertés individuelles. Aussi bien sont-elles insérées dans le code de procédure pénale qui est un texte à caractère législatif. Toute modification dans ce domaine ne peut donc être réalisée que par une loi. Bien entendu, ni le ministre de la justice, ni le ministre de l'intérieur n'ont à aucun moment envisagé de porter atteinte aux prérogatives constitutionnelles du Parlement en cette matière. Destinée à permettre aux policiers de lutter dans de meilleures conditions contre l'augmentation de la grande criminalité et de la violence comme de la petite délinquance, le projet de loi correspondant a été adopté par le conseil des ministres du 27 septembre 1977, déposé en première lecture sur le bureau du Sénat qui l'a examiné dans sa séance du 18 novembre 1977.

Communes fusionnées (prorogation de la période impartie pour le bénéfice des majorations de subvention).

41850. — 29 octobre 1977. — **M. Hausherr** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés qu'éprouvent certaines communes fusionnées selon les lois n° 70-1297 du 31 décembre 1970 et n° 71-588 du 16 juillet 1971, par suite de l'impossibilité matérielle dans laquelle elles se trouvent pour terminer dans le délai imparti de cinq ans (période d'attribution à partir de la date de fusion du bénéfice des majorations de subvention instituées par l'article 11 de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971) les programmes et travaux de restructuration ou d'équipement qu'elles ont entrepris. En effet, par suite de circonstances imprévues ou imprévisibles au moment du démarrage des travaux, leur réalisation ou finition peut s'échelonner sur une période supérieure à cinq ans et placer de ce fait lesdites communes devant des charges financières trop lourdes à supporter pour leur budget propre. Aussi, il lui demande si dans l'intérêt même d'une bonne et saine gestion de réalisation des programmes d'investissement de ces communes, il ne serait pas souhaitable de proroger pour une certaine période ou tout simplement de reconduire pour une nouvelle de cinq ans celle en cours, afin de leur permettre de conserver le bénéfice des majorations de subvention et par-là même de supporter plus aisément les charges qui leur incombent. Le nombre des communes fusionnées n'étant pas trop élevé, il pense que l'examen de cette proposition pourrait valablement être entrepris.

Réponse. — Les dispositions de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes stipulent clairement que la majoration de subvention est applicable pendant cinq ans à compter de la date d'effet de la fusion. En adoptant cette loi de 1971, le législateur a voulu faire bénéficier les communes fusionnées d'importants avantages financiers afin de faciliter l'équipement de la nouvelle commune. Par ailleurs, c'est aussi un régime de caractère dérogatoire pour un temps limité.

Il n'est donc pas possible, du moins dans le contexte actuel, d'envisager l'instauration d'un régime quasi permanent à cette aide incitative ou en tout cas d'étendre assez largement dans le temps cette possibilité dérogatoire.

Problèmes posés par la position géographique d'Alençon (Orne).

42220. — 16 novembre 1977. — **M. Goulet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés qu'engendre pour le chef-lieu du département de l'Orne et pour le district urbain dont il est le centre, le fait d'être localisés à l'extrême sud du département. Alençon est, en effet, située en limite du département de la Sarthe et certaines des installations de la ville et du district sont même implantées sur le territoire de communes sarthoises limitrophes de l'Orne. Ainsi, le lycée Marguerite-de-Navarre, dépendant d'Alençon, se trouve-t-il dans la Sarthe, de même que la station de broyage et la décharge d'ordures ménagères édifiées par le district. Ces équipements prennent place sur la commune sarthoise d'Arconnay qui en tire certains avantages sans en subir aucune contrepartie financière. La commune de Saint-Paterne, également sarthoise, est dans une situation équivalente. A ces problèmes d'ordre technique et financier s'ajoutent des questions de sécurité fort préoccupantes, notamment en regard du lycée Marguerite-de-Navarre. Celui-ci est, en effet, sis en dehors de la compétence territoriale du corps urbain de police d'Alençon qui ne peut donc légalement répondre aux multiples sollicitations dont il fait fréquemment l'objet. Seule la brigade de gendarmerie d'Oisseau-le-Petit (Sarthe) pourrait régulièrement intervenir, mais un effectif insuffisant et un relatif éloignement géographique l'empêchent de le faire de façon satisfaisante. Il en résulte que la sécurité des lycéens n'est pas sérieusement assurée. Une préoccupation similaire se pose quant à la compétence du corps des sapeurs-pompiers habilité à se rendre sur les lieux de sinistres survenus en territoire sarthois. Le centre de secours principal d'Alençon, constitué de professionnels et doté d'un puissant matériel, ne peut franchir la limite départementale. C'est au centre de secours d'Oisseau-le-Petit, formé uniquement de bénévoles, qu'il revient donc d'assurer la sécurité du lycée Marguerite-de-Navarre, mais aussi des communes d'Arconnay et Saint-Paterne. Mais les caractéristiques de ce centre le mettent dans l'impossibilité d'assurer valablement son rôle de protection et ce sont donc les pompiers d'Alençon, auxquels les habitants sarthois limitrophes de l'Orne sont d'ailleurs téléphoniquement reliés, qui interviennent le plus souvent après avoir prévenu leurs collègues d'Oisseau-le-Petit. Cette situation, inquiétante sur le plan de la sécurité est un sujet de complications entre les deux centres concernés. Face à tous ces problèmes, l'éventualité d'un rattachement de certaines communes sarthoises au district urbain d'Alençon avait été envisagée. A une exception près — celle de la commune de Chevain — toute démarche amiable a échoué, Arconnay et Saint-Paterne refusant d'entrer dans le district et entendant manifestement conserver certains des avantages que leur procure leur situation. Il est donc urgent de trouver une solution à ce problème. Celle-ci, pour être parfaite, devrait remettre en cause les limites communales d'Alençon, mais aussi départementales entre l'Orne et la Sarthe, voire régionales entre les Pays de la Loire et la Basse-Normandie. En conséquence, il lui demande quelle procédure, menée sous le couvert des pouvoirs publics, doit être engagée dans ce sens.

Réponse. — La question posée nécessite une étude comportant notamment la consultation des préfets de la Sarthe et de l'Orne. Il sera répondu dès que les éléments nécessaires auront pu être réunis.

Police (modification de l'armement des gardiens et inspecteurs de police).

42233. — 16 novembre 1977. — **M. Ferretti** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que les gardiens et inspecteurs de police sont armés de pistolets 7,65 alors qu'ils se trouvent fréquemment exposés à rencontrer dans l'accomplissement de leur mission des personnes en possession d'armes de calibre bien supérieur (9 ou 38 mm). Il lui demande, en conséquence, s'il projette de modifier les dotations d'armes réglementaires des gardiens et inspecteurs de police.

Réponse. — Le pistolet de 7,65 mm constitue l'armement de base des fonctionnaires de la police nationale. Toutefois, compte tenu des risques particuliers encourus par certains policiers dans l'accomplissement de leur mission, le ministère de l'intérieur acquiert des revolvers de calibre supérieur mieux adaptés à leurs besoins. C'est ainsi qu'une commande a été récemment transmise à une firme française afin de moderniser l'armement de la police nationale. Ces armes seront progressivement attribuées aux fonctionnaires les plus exposés par la nature de leur mission.

Communes (protection sociale des agents communaux non titulaires privés d'emploi).

42415. — 23 novembre 1977. — **M. Rieubon** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que : le régime des garanties sociales dont bénéficient les travailleurs privés d'emploi découle des ordonnances du 13 juillet 1967 (*Journal officiel*, 19 juillet 1967), n° 67-580 et n° 67-581; les agents non titulaires des communes entrent dans le champ d'application de ces ordonnances, mais en ce qui les concerne l'indemnisation de la perte d'emploi fait l'objet de dispositions réglementaires particulières; l'ordonnance n° 67-580 crée, pour tout travailleur privé d'emploi, un revenu de remplacement comprenant : l'allocation d'aide publique; l'allocation d'assurance et, pour les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales, une allocation spécifique : « l'allocation pour perte d'emploi », dont les conditions d'attribution et de calcul sont analogues à celles de l'allocation d'assurance; l'allocation supplémentaire d'attente; l'ordonnance n° 67-581 est relative à l'indemnité de licenciement; deux décrets n° 68-1130 du 16 décembre 1958 et n° 75-256 du 16 avril 1975 fixent les conditions et les modalités d'application des dispositions des ordonnances n° 67-580 et 67-581 du 13 juillet 1967 aux agents des collectivités locales; l'allocation d'aide publique est à la charge de l'Etat; les allocations d'assurances (allocations spécifiques pour perte d'emploi) et l'allocation supplémentaire d'attente et l'indemnité de licenciement sont à la charge de la commune, employeur de l'agent licencié. (Les communes ne sont pas autorisées à cotiser au régime A. S. S. E. D. I. C., qui couvre les avantages énumérés ci-dessus pour le secteur privé). Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que ces garanties sociales, conformément à la législation en vigueur, s'appliquent : aux agents non titulaires ayant été employés de manière permanente (décret du 10 décembre 1963); aux agents non titulaires ayant été employés de manière continue non permanente (décret du 16 avril 1975) licenciés par la commune.

Réponse. — Les agents non titulaires communaux privés d'emploi bénéficient des garanties de ressources prévues par les décrets n° 68-1130 du 16 décembre 1958, n° 75-256 du 16 avril 1975 (allocation pour perte d'emploi), n° 75-243 du 14 avril 1975 (allocation supplémentaire d'attente), n° 72-512 du 22 juin 1972 (indemnité de licenciement). Les dispositions de ces textes sont actuellement appliquées. Un projet de décret modificatif du décret du 16 avril 1975 est en cours d'élaboration; il permettra aux agents, dont le contrat à durée déterminée se termine, de percevoir l'allocation pour perte d'emploi.

JEUNESSE ET SPORTS

Centres de loisirs et de vacances (situation financière).

39961. — 30 juillet 1977. — **M. Maujouën du Gasset** expose à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que les centres de loisirs et de vacances ont des charges financières importantes tant au niveau de la formation de jeunes cadres qu'au niveau des centres de vacances eux-mêmes. Il lui demande s'il envisage pas de soulager l'effort des familles par une prise en charge dans le domaine financier.

Réponse. — En 1977, l'aide croissante de l'Etat aux centres de loisirs et aux centres de vacances forme un tout auquel est consacrée, pour le fonctionnement, la totalité du chapitre budgétaire 47-51. Ces subventions sont attribuées par le biais des crédits déconcentrés. Leur répartition est laissée aux soins des directions départementales, qui apportent de la sorte une aide à un très grand nombre d'associations locales ou de municipalités organisatrices de centres de loisirs. L'aide se situe à plusieurs niveaux.

I. — L'aide au fonctionnement : l'aide au fonctionnement des centres de vacances et de loisirs est ainsi répartie :

— pour les centres de vacances : 1° une subvention en espèces dont bénéficie les associations organisatrices. Cette subvention peut être accordée selon deux modalités : une première correspondant à un forfait à la journée enfant; une deuxième liée à des réalisations pédagogiques. En 1977, ce chapitre correspond à un montant de 12 152 816 francs. 2° Des subventions en nature pour l'octroi de matériel d'hébergement. Ce chapitre s'élève à 1 832 500 francs; — pour les centres de loisirs sans hébergement : des subventions en espèces pour l'octroi de matériel éducatif. Ce chapitre s'élève à 1 332 500 francs. A cela il y a lieu d'ajouter certaines actions expérimentales du secrétariat d'Etat qui visent à développer l'animation destinée aux jeunes qui, pour des raisons diverses, ne partent pas en vacances. En 1977, cette animation intéresse notamment plusieurs ZUP de neuf grandes villes de province et certains grands ensembles de Paris et de la région parisienne, pour lesquels le secrétariat d'Etat a consacré des aides relativement importantes.

II. — La formation des cadres : elle est, depuis 1973, commune aux centres de vacances et aux centres de loisirs. L'aide à la formation des cadres de centres de vacances et celle des centres de loisirs n'est de ce fait pas dissociée puisqu'il existe une formation polyvalente permettant l'obtention d'un brevet d'aptitude à l'animation des centres de vacances et de loisirs. Dans ce domaine, il convient de souligner que le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports accorde depuis quelques années déjà une priorité dans la répartition des crédits qui lui sont alloués. C'est ainsi que l'aide à la journée stagiaire, qui était de 10 francs en 1974, est passée à 12 francs en 1975 et à 13 francs en 1977. Le crédit global affecté à cette action de formation est passé de 6 107 000 francs en 1973 à 12 024 000 francs en 1977, soit une augmentation d'environ 92 p. 100. L'aide apportée à la formation revêt une seconde forme par le biais des subventions de fonctionnement aux associations nationales de formation de cadres de centres de vacances et de loisirs disposant d'une habilitation générale. Cette aide a été augmentée en trois ans de plus de 60 p. 100, passant de 8 857 901 francs en 1974 à 14 228 738 francs en 1977.

III. — L'aide aux familles : cette aide est assurée par les bons-vacances de la caisse nationale d'allocations familiales. C'est ainsi près de 250 MF qui sont distribués aux familles et permettent aux plus déshérités de faire profiter leurs enfants d'un séjour en colonie de vacances. En liaison avec le ministère de la santé, je suis en pourparlers avec les instances de la CNAF afin que celles-ci décident d'augmenter leur participation.

Education physique et sportive : création d'un demi-poste d'enseignant au CES Eugène-Delacroix de Draveil (Val-de-Marne).

40910. — 1^{er} octobre 1977. — M. Combrisson attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la dégradation de l'enseignement physique et sportif au CES Eugène-Delacroix, à Draveil. En effet, pour pouvoir appliquer, comme le prévoit le décret du 14 mars 1977, les trois heures hebdomadaires d'E. P. S. pour les classes de 6^e seulement, il faudrait à cet établissement la création d'un demi-poste. Or, le nombre des professeurs étant actuellement le même que l'année passée, cela se traduirait, en fait, par une diminution des horaires pour les autres classes, voire la suppression des cours d'enseignement physique et sportif pour les classes de 4^e. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir étudier la création d'un demi-poste de professeur d'enseignement physique et sportif afin de répondre aux besoins sportifs de plus en plus éprouvés par les élèves du CES Eugène-Delacroix à Draveil.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a demandé aux recteurs d'académie de veiller à ce que les emplois du temps des classes de sixième soient établis en faisant apparaître, en priorité pour ces classes, les trois heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive prévues par l'arrêté interministériel du 14 mars 1977, cet horaire devant être respecté par tous les établissements dans la mesure de leurs possibilités. De ce fait, des modifications dans la répartition des heures d'enseignement ont pu intervenir, dans les classes de quatrième notamment. En ce qui concerne les postes d'enseignants d'EPS ouverts en 1977, ils ont été implantés selon un ordre de priorité défini suivant l'importance des besoins. Or le collège Eugène-Delacroix de Draveil (Essonne) ne figurait pas parmi les établissements qui ont pu bénéficier de l'affectation d'un enseignant supplémentaire d'éducation physique et sportive dès la rentrée scolaire de 1977, compte tenu du rang qu'il occupait dans la liste des priorités.

*Education physique et sportive
(bilan de la mise en place des centres d'animation sportive).*

41142. — 5 octobre 1977. — M. Bonhomme demande à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports de lui faire connaître si la formule des centres d'animation sportive mise en place par la circulaire du 1^{er} juillet 1972 a tenu les promesses envisagées lors de sa création et s'il n'apparaît pas, à l'usage, qu'elle ne peut suppléer à l'enseignement de l'éducation physique et sportive traditionnelle assurée dans les établissements scolaires par des personnels qualifiés et formés pour cet emploi. Il souhaite également savoir si la réduction à trois heures par semaine de l'enseignement dans cette discipline ne constitue pas la reconnaissance officielle d'un manque de moyens, donc de crédits, pour assurer cet enseignement dans des conditions normales.

Réponse. — La durée des activités physiques et sportives fixée à cinq heures hebdomadaires comprend trois heures d'éducation physique et sportive par semaine dans le premier cycle et deux heures par semaine dans le second cycle, et est complétée à concurrence de cinq heures par le sport optionnel. Le sport optionnel est partie intégrante de l'éducation physique et sportive, il n'a pas pour finalité de suppléer l'enseignement traditionnel de l'édu-

cation physique et sportive mais de permettre la pratique d'activités complémentaires librement choisies par les élèves. L'organisation initialement mise en place a permis à 510 300 jeunes d'âge scolaire de pratiquer en 1976 43 disciplines sportives. La nouvelle organisation du sport optionnel définie par la circulaire interministérielle du 10 mai 1977 permet dès maintenant l'utilisation optimale au profit des élèves des ressources existantes. Il est à signaler que dans la plupart des pays les horaires consacrés à l'enseignement de l'EPS sont sensiblement équivalents à l'horaire retenu en France (à titre d'exemple : Luxembourg une à trois heures, Belgique deux à trois périodes de cinquante minutes, RFA deux à trois heures sauf lorsque le sport est choisi comme matière principale, Grande-Bretagne trois à quatre périodes de cinquante minutes).

Education physique et sportive (création de postes supplémentaires d'enseignants au lycée technique de Créteil (Val-de-Marne)).

41402. — 13 octobre 1977. — M. Franceschi expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports la gravité des problèmes que pose l'exercice de l'éducation physique au lycée technique de Créteil dès la rentrée scolaire de 1977. Cet enseignement obligatoire prévu par les instructions officielles, à raison de trois heures hebdomadaires voit son importance accrue, dans les classes d'examen qui comporte une épreuve d'éducation physique. Malgré l'augmentation des effectifs, l'établissement accueillant en 1977 1 100 élèves, le nombre des professeurs est maintenu à trois. Il apparaît ainsi qu'aucun travail positif ne peut être envisagé pour des classes ne bénéficiant que d'une heure hebdomadaire. La situation est telle qu'à raison de trois professeurs pour l'effectif actuel (1 100) il devient impossible d'assurer des heures d'éducation physique aux sept classes de seconde et aux six classes de première année de brevet d'enseignement professionnel, en tenant compte du souci des professeurs d'assurer cette année deux heures hebdomadaires aux autres classes et plus spécialement aux classes d'examen. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions particulières qu'il envisage de prendre pour permettre au lycée technique de Créteil de bénéficier d'un enseignement obligatoire dans les conditions prévues par les instructions officielles en vigueur.

Réponse. — L'horaire hebdomadaire d'éducation physique et sportive retenu comme objectif pour le VII^e Plan est de deux heures pour les classes du deuxième cycle de l'enseignement du second degré. Le lycée technique de Créteil (Val-de-Marne) ne dispose pas encore d'un nombre de postes d'enseignants d'EPS lui permettant d'assurer un tel horaire. Avec une moyenne théorique d'une heure trente minutes, il ne figurait pas, cependant, parmi les établissements les plus déficitaires qui ont pu bénéficier de l'implantation d'un poste supplémentaire dès la rentrée scolaire de 1977. Les deux heures hebdomadaires ne seront assurées que progressivement dans l'ensemble des classes de second cycle, grâce à l'application du programme d'actions prioritaires n° 13 qui prévoit la création de près de 5 000 emplois au cours de l'exécution du Plan. C'est pourquoi les heures d'enseignement disponibles ont été attribuées, en priorité, aux classes à examen, cette année.

Education physique et sportive (réemploi des maîtres auxiliaires au chômage dans l'académie de Montpellier).

41533. — 20 octobre 1977. — M. Frêche appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la situation de l'enseignement du sport dans l'académie de Montpellier. Il lui rappelle que le Gouvernement s'est publiquement engagé sur le réemploi des maîtres auxiliaires à la rentrée de 1977. Dans l'académie de Montpellier il existe quatre-vingt-trois demandes de personnes ayant le niveau licence du DEUG. Il y a eu une affectation à plein temps, deux affectations à mi-temps et quatre-vingts chômeurs à temps complet. A noter que sur les quatre-vingts chômeurs, quarante-quatre étaient en service l'année dernière. Compte tenu des importants besoins en enseignants en éducation physique dans l'académie de Montpellier, il lui demande quand il compte donner aux recteurs les moyens de réemployer des maîtres auxiliaires.

Réponse. — Le Gouvernement a prévu que tous les maîtres auxiliaires en poste durant l'année scolaire 1976-1977 et qui ont effectué un service continu d'enseignement au minimum à mi-temps retrouveraient, pour l'année scolaire 1977-1978, une activité d'enseignement dans des conditions d'horaires hebdomadaires, et donc de rémunération, au moins équivalentes à celles de l'an dernier. Ces dispositions ont été appliquées aux maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive exactement dans les mêmes conditions que pour les maîtres auxiliaires des autres disciplines. Notamment la définition du service au minimum à mi-temps a été celle retenue par chaque recteur. Les instructions prévoient que le service reste subordonné à l'acceptation par chaque intéressé de l'affectation offerte. Par ailleurs, ne sont prises en compte par les académies

que les demandes émanant des maîtres auxiliaires en fonctions dans cette même académie pendant l'année scolaire 1976-1977. Le nombre de demandes de changement d'académie connu dans chacune de ces circonscriptions apparaît relativement faible. Sur l'académie de Montpellier, vingt maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive ont été concernés par la mesure.

*Emploi de la langue française
lors des championnats du monde de vol à voile en 1978.*

41737. — 23 octobre 1977. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur le fait qu'à l'occasion des championnats du monde de vol à voile qui seront organisés en juillet 1978, dans notre pays, par la Fédération française de vol à voile, la seule langue officielle sera l'anglais. De telles mesures ne tiennent même pas compte de l'usage établi dans l'aviation civile internationale. Cet usage, conformément aux règles de l'OACI, est un multilinguisme tout à fait satisfaisant. La France, quant à elle, grâce en particulier à une loi récente que l'auteur de la présente question a quelques raisons de connaître, pratique une politique de maintien de la langue française qui semble tenir un juste compte de l'intérêt national. Soutenir cette politique paraît un devoir que dicte le plus élémentaire des instincts de conservation. Il serait tout à fait choquant que les deniers publics servent à financer, en France, une manifestation internationale qui ne réserverait pas à la langue française sa place légitime.

*Emploi de la langue française
aux championnats du monde de vol à voile en France en 1978.*

41755. — 27 octobre 1977. — M. Marchais attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la décision de la fédération française de vol à voile de ne retenir que l'anglais comme seule langue officielle lors des championnats du monde de vol à voile qui se tiendront en juillet 1978 dans notre pays. Une telle initiative constitue un abandon contraire à l'usage établi dans l'aviation civile internationale, et notamment aux règles de l'OACI. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer l'usage de la langue française dans de telles manifestations sportives.

Réponse. — Les championnats du monde de vol à voile qui seront organisés en juillet 1978 par la fédération française de vol à voile sont placés sous l'autorité sportive de la fédération aéronautique internationale (FAI) qui, dans le monde, est le seul organisme responsable pour l'ensemble des disciplines aériennes. Les championnats sont organisés suivant les directives du code sportif de la FAI et l'organisateur est notamment tenu de se conformer aux dispositions du chapitre 6, article 6-3.3, qui stipule que « tous les règlements ou informations distribués aux concurrents, le briefing et les annonces publiques faits au cours de la compétition seront en langue anglaise. La langue de l'organisateur ou tout autre langage additionnel est au gré de ce dernier ». Ainsi, cette manifestation sportive internationale susceptible de réunir les solvants-deux pays adhérents à la FAI sera également annoncée et commentée en français par les organisateurs.

Enseignants : remboursement des frais de déplacement des conseillers pédagogiques de circonscription et des conseillers pédagogiques pour l'enseignement général.

41779. — 27 octobre 1977. — M. Delaneau attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur les disparités qui existent pour le remboursement des frais de déplacement entre les conseillers pédagogiques de circonscription (frais remboursés par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports) et conseillers pédagogiques pour l'enseignement général (frais remboursés par le ministère de l'éducation nationale). Cette disparité touche à la fois le kilométrage pris en compte et les indemnités de repas. Il lui demande s'il envisage de donner dans ce domaine aux conseillers pédagogiques de circonscription (CPC) les mêmes avantages dont bénéficient les conseillers pédagogiques pour l'enseignement général (MIEA), les modalités de recrutement, de fonction et de classement indiciaire étant par ailleurs identiques.

Réponse. — Les frais de déplacement, accordés aux conseillers pédagogiques de circonscription pour l'éducation physique et sportive dans les écoles élémentaires sont, effectivement, inférieurs à ceux attribués aux maîtres formateurs remboursés sur le budget du ministère de l'éducation. Il convient toutefois d'ajouter que le crédit destiné au remboursement des frais de déplacement des conseillers pédagogiques a été majoré de 30 p. 100 dans le projet de budget de 1978, ce qui permettra d'atténuer sensiblement la disparité relevée.

JUSTICE

Commissaires aux comptes (honoraires).

40727. — 17 septembre 1977. — M. Kaspereit expose à M. le ministre de la justice que certaines sociétés dont le contrôle est assuré par un commissaire aux comptes s'émeuvent de constater au reçu de la note d'honoraires du commissaire la différence très sensible existant entre le barème officiel tel qu'il résulte de l'article 120 du décret du 12 août 1969 et le tarif dit actualisé pratiqué effectivement. Dans une réponse faite à M. Bouquerel, sénateur, il avait été répondu que : « Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, les frais généraux exposés par le commissaire aux comptes pour l'accomplissement de sa mission (par exemple frais de dactylographie, de correspondance) ne justifient pas une majoration des honoraires alloués globalement au commissaire aux comptes en rémunération de l'ensemble des diligences qu'il a normalement à accomplir dans le cadre de sa mission. Le décret du 12 août 1969 (10) ne prévoit en son article 119 le remboursement distinct que des frais de déplacement et de séjour engagés par le commissaire. Quant à la demande de supplément d'honoraires visée à l'article 123 du décret, elle n'est justifiée que si le commissaire est contraint, dans le cas d'espèce, d'accomplir des diligences particulières pour lesquelles le barème prévu à l'article R 120 se révélerait notoirement insuffisant. » La COB dans une communication publiée dans son bulletin de mai 1974, avait également précisé que : « Pour le présent, les notes d'honoraires ainsi présentées ne peuvent s'appuyer en l'absence d'une modification de l'article 120 du décret du 12 août 1969 que sur l'article 123 du décret visé qui prévoit qu'à la demande du commissaire aux comptes la société peut verser des honoraires dont le montant est supérieur à celui résultant de l'application du barème. Malgré ces précisions, et sans que des diligences ou missions particulières motivent le supplément d'honoraires prévus par le décret, les honoraires qui, par leur mode de calcul suivent en partie l'évolution du coût de la vie, sont facturés dans des conditions fort différentes. Il lui demande si le texte du décret est toujours considéré comme le seul texte légal applicable et si le manquement à ce décret constitue une contravention de simple police et tombe sous le coup de l'article R. 26, 15^e alinéa, du code pénal.

Réponse. — Le ministère de la justice et le ministère de l'économie et des finances ont été simultanément interrogés par l'honorable parlementaire sur le caractère justifié de la majoration des honoraires demandés par les commissaires aux comptes en application d'un barème « actualisé » sur les indications du conseil national des commissaires aux comptes. La Chancellerie examine avec le ministère des finances dans quelle mesure il peut être donné satisfaction aux demandes faites par les professionnels de modifier l'article 120 du décret du 12 août 1969 qui fixe le barème des honoraires. Cet article, ainsi que le fait observer l'auteur de la question, n'a pas été modifié depuis la publication de ce décret. Or la profession fait valoir que ce barème, en raison de son caractère dégressif, conduit en francs constants à une rémunération des diligences effectuées moindre que celle qui avait été prévue en 1969. C'est la raison pour laquelle le conseil national a recommandé aux membres de la compagnie de demander aux sociétés une rémunération supérieure à celle du barème fixé à l'article 120. Ce dernier barème reste bien entendu le barème légal et n'est pas susceptible de majoration automatique et obligatoire en dehors d'une modification réglementaire. Les commissaires aux comptes peuvent par contre motiver une éventuelle demande de supplément d'honoraires par les dispositions de l'article 123 du décret précité qui les autorise à demander un montant d'honoraires supérieur à celui résultant de l'application du barème. De son côté, la société contrôlée est libre de refuser toute majoration d'honoraires qu'elle estimerait injustifiée. En cas de désaccord entre la société et le commissaire aux comptes, la chambre régionale de discipline des commissaires aux comptes est appelée à se prononcer sur le caractère excessif ou non des honoraires demandés. La réduction des honoraires excessifs paraît, hors le cas de manquement grave constituant une faute disciplinaire, être la seule sanction résultant du décret du 12 août 1969 ; les dispositions de l'article R 26-15^e du code pénal ne s'appliquent en effet, ainsi que la jurisprudence a eu l'occasion de le préciser, qu'en matière de police d'administration générale, catégorie juridique dont ne paraît pas relever la réglementation des honoraires des commissaires aux comptes.

Employés du notariat

(conditions d'inscription à l'examen professionnel de notaire).

41017. — 1^{er} octobre 1977. — M. Houteur rappelle à M. le ministre de la justice les dispositions de l'article 126 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat. Cet article, dans le cadre des dispositions transitoires dudit décret, permet aux employés de notaire titulaires de l'examen de premier clerc de pouvoir se présenter à l'examen professionnel de notaire

prévu à l'article 42 de la loi du 25 ventôse an XI à la seule condition ci-après : avoir satisfait à l'examen de premier clerc. Mais certains centres d'examen refusent l'inscription à l'examen professionnel de notaire prévu à l'article 42 du décret du 25 ventôse an XI aux employés de notaires qui n'ont pas satisfait à certaines conditions de stage. Cette condition ne résultant pas de l'article 126 du décret du 5 juillet 1973, précité, il lui demande de préciser si cette exigence supplémentaire ne constitue pas une mauvaise interprétation du décret du 5 juillet 1973 de la part de ces centres d'examen et si un employé de notaire ayant satisfait à l'examen de premier clerc depuis moins de trois ans peut se présenter aux épreuves de l'examen professionnel prévu à l'article 42 de la loi du 25 ventôse an XI avant le 1^{er} octobre 1979.

Réponse. — Il résulte de l'article 126 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 que les personnes mentionnées aux articles 123 et 124 de ce texte peuvent, jusqu'au 1^{er} octobre 1979, se présenter, si elles sont titulaires du diplôme de premier clerc, à l'examen professionnel de notaire prévu à l'article 52 de la loi du 25 ventôse an XI. Pour l'application de ces textes, il est admis que les aspirants du notariat, qui sont soumis à un stage de six années, peuvent subir les épreuves de cet examen au cours des deux dernières années de leur stage.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (remise gratuite des sommes encore dues par les personnes âgées au titre de la taxe de raccordement).

42268. — 17 novembre 1977. — M. Sénès expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que depuis le 10 octobre 1977 les personnes âgées bénéficiant de l'attribution supplémentaire du fonds national de solidarité ont priorité pour obtenir le téléphone. Elles sont exonérées du versement de la taxe de raccordement dont le montant actuel est de 800 francs payables : 500 francs au bout de deux mois après l'installation et cinq bimestres de 60 francs. Or, il lui précise que de nombreuses personnes âgées répondant aux conditions requises ont demandé et obtenu le téléphone en 1977 et certaines, depuis peu de temps, n'ont pas encore acquitté la totalité du montant de la taxe de raccordement. On leur demande bien entendu de la régler intégralement. Celles-ci ressentent un sentiment d'injustice. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager pour ces cas particuliers une remise gratuite des sommes encore dues.

Réponse. — La mesure d'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau, prise en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, vivant seules et allocataires du Fonds national de solidarité, est applicable à toutes les lignes d'abonnement mises en service à compter du 10 octobre 1977, même si la demande était antérieure à cette date et par conséquent formulée compte tenu des conditions financières en vigueur auparavant. Il est en effet de doctrine constante que le tarif relatif aux frais forfaitaires d'accès au réseau à appliquer, est celui en vigueur à la date où le service est rendu, c'est-à-dire à la date de mise en service de l'installation. Cette disposition est appliquée lors de tout changement de tarifs, quel qu'en soit le sens. Il est évident, par ailleurs, que le même sentiment d'injustice évoqué par l'honorable parlementaire serait ressenti par les personnes âgées qui, dans les mêmes conditions, auraient déjà effectué la totalité du versement de 800 F correspondant au tarif antérieur. Pour ces raisons, et malgré l'intérêt que soulève leur situation particulière, il n'est pas possible d'envisager pour les personnes âgées allocataires du fonds national de solidarité dont la ligne d'abonnement a été mise en service antérieurement au 10 octobre 1977, une remise gratuite des sommes encore dues au titre de l'engagement qu'elles ont souscrit.

Cures thermales (conditions restrictives aux autorisations d'absence pour cure thermique dans les services des PTT).

42677. — 1^{er} décembre 1977. — Mme Constant appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les conditions restrictives auxquelles sont soumises les autorisations d'absence pour cure thermique dans les services des PTT. La note du 16 juillet 1973 (BO, DOC 278 PAS III) précise qu'un congé ordinaire de maladie pour cure thermique ne peut être accordé que si la cure est reconnue à la fois urgente et indispensable au rétablissement de la santé de l'intéressé, par le comité médical spécial aux PTT siégeant en formation restreinte ou le médecin contrôleur désigné par l'administration. Il résulte de ce texte que même lorsqu'un médecin spécialiste préconise une cure thermique à une époque déterminée, l'administration des PTT peut refuser l'autorisation d'absence pour congé maladie et obliger l'agent des PTT à consacrer son congé annuel à la cure, la période de vacances ne coïncidant d'ailleurs pas nécessairement avec celle recommandée par le médecin pour la cure. Elle lui demande s'il ne compte

pas revenir sur ces conditions restrictives et accorder aux agents un congé maladie pour cure thermique dès lors que la nécessité et l'époque en auront été certifiées par un médecin spécialiste.

Réponse. — Aux termes de l'article 36-2° de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires qui a repris, sur ce point, les dispositions de l'article 89 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, le fonctionnaire en activité a droit à des congés ordinaires de maladie « en cas de maladie dûment constatée mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ». Un agent qui doit suivre une cure thermique dont la prise en charge a été acceptée par la caisse d'assurance maladie dont il relève mais dont l'état de santé n'est pas incompatible avec l'exercice de son activité professionnelle ne peut, dès lors, bénéficier d'un congé ordinaire de maladie que dans l'éventualité où, du fait de la cure préconisée par son médecin traitant, il se trouve « dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ». Il est donc nécessaire, pour cela, que la cure soit indispensable au rétablissement de la santé de l'intéressé et, en outre, qu'elle présente un caractère d'urgence. C'est la raison pour laquelle, en cas de demande de congé ordinaire de maladie pour suivre une cure thermique, l'intéressé est soumis à l'examen d'un médecin contrôleur qui a pour mission de préciser si les deux conditions ci-dessus se trouvent remplies. Dans l'affirmative, l'agent est placé en congé ordinaire de maladie. Dans la négative, il est invité à suivre la cure envisagée pendant une période de congé annuel. L'instruction n° 7 du 23 mars 1950 pour l'application du statut général des fonctionnaires, contresignée notamment par le ministre de la santé, précise d'ailleurs que les cures thermales ne peuvent être suivies qu'à l'occasion du congé annuel ou pendant une période régulière de congé de maladie. La règle appliquée par l'administration des PTT est conforme aux dispositions du statut général des fonctionnaires et il n'est pas envisagé de la modifier.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Médecins (validation des services effectués à titre provisoire dans des établissements d'action sociale).

40303. — 27 août 1977. — M. Guinebretière attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le retard important pris dans la parution de certains décrets et circulaires d'application de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière. Il s'agit : 1° du classement des hôpitaux dans le cadre de l'action sanitaire, par exemple le département du Finistère ; 2° du classement des maisons de retraite et hospices dans le cadre de l'action sociale ; 3° du statut des médecins chargés de la surveillance médicale des pensionnaires des hospices et maisons de retraite. Un certain nombre d'entre eux exercent actuellement, à titre provisoire, depuis plusieurs années. Il semble souhaitable que ce temps passé soit pris en compte pour le calcul de leur ancienneté, lors de leur nomination en qualité de titulaire. Il lui demande donc que ces textes d'application soient publiés dans les meilleurs délais afin, entre autres, que les médecins ayant accepté à titre provisoire, depuis plusieurs années, la responsabilité de ces services aient une sécurité de l'emploi et puissent envisager leur avenir.

Réponse. — 1° Le classement des établissements d'hospitalisation publics assurant le service public hospitalier a fait l'objet du décret n° 72-1078 du 6 décembre 1972 et de la circulaire d'application n° 1007 du 29 octobre 1973. En application de ces textes, ont déjà été classés : vingt-neuf centres hospitaliers régionaux ; cinquante-trois centres hospitaliers généraux ; soixante et onze hôpitaux locaux ; cinquante centres hospitaliers spécialisés. En ce qui concerne le département du Finistère, le centre hospitalier régional de Brest a été classé par décision ministérielle le 6 novembre 1974. L'hôpital de Quimper et l'hôpital de Morlaix ont été classés « centres hospitaliers généraux ». Les hôpitaux de Douarenez, Concarneau et Landerneau doivent faire l'objet d'un nouvel examen. Par ailleurs, sont en cours d'instruction dans mes services les dossiers de classement des hôpitaux de Carhaix, Quimper, Crozon, Lanmeur et Lesneven. Enfin, l'hôpital rural de Saint-Renan a été classé « hôpital local ». 2° et 3° En ce qui concerne les hospices et les maisons de retraite, la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales a posé les principes de l'organisation et de la coordination de l'intervention desdites institutions, notamment en ce qui concerne leur création et leur fonctionnement. L'article 23 de la loi édicte notamment que dans un délai de dix ans, les hospices publics devront disparaître en tant que tels. D'autre part, l'article 27, deuxième alinéa, traite de la prise en charge par les régimes d'assurance maladie ou l'aide sociale des dépenses afférentes aux soins médicaux dispensés aux pensionnaires des établissements d'hébergement sociaux. De nombreux textes d'application sont nécessaires. Etablis avec le maximum de célérité en regard à la difficulté des problèmes soulevés et à la complexité des situations rencontrées, ils permettront d'apporter des réponses aux questions évoquées par l'honorable parlementaire.

Equipements sanitaires et sociaux (libération des crédits nécessaires à la réalisation d'un ensemble social, 164, rue de Grenelle, à Paris [7^e]).

40634. — 17 septembre 1977. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la ville de Paris est propriétaire depuis 1970 d'un terrain sis 164, rue de Grenelle. L'immeuble qui était construit sur ce terrain a été détruit. Le terrain est donc libéré depuis plusieurs années. Le conseil de Paris a, par délibération du 20 décembre 1974, voté la construction d'un ensemble social comportant la création d'une crèche de soixante berceaux, d'une bibliothèque et d'un service d'hygiène mentale. Le permis de construire a été délivré le 10 juillet 1976; l'avis favorable de la commission régionale des opérations immobilières et de l'architecture a été donné le 21 septembre 1976. Le démarrage du chantier était prévu à partir de janvier 1977. La direction des finances et des affaires économiques de la mairie de Paris vient de donner un visa défavorable parce que la recette prévue du ministère de la santé n'a pas été obtenue. En raison de l'ancienneté de la libération du terrain acheté il y a sept ans et de l'urgence de la construction d'équipements sociaux, notamment crèche et service de psychiatrie infantile dans les locaux, le parlementaire lui demande quand les crédits devant être accordés par son ministère et dont le retard entraîne l'arrêt des travaux pourront être débloqués.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire que l'arrêté attribuant à la ville de Paris une subvention de 768 544 francs pour la construction du centre d'hygiène mentale prévu au sein de l'ensemble social en cause, a été signé par M. le préfet de Paris le 21 octobre dernier. La signature de cet arrêté était en effet indispensable pour permettre l'ouverture des crédits inscrits au budget d'investissement de la ville de Paris pour la réalisation de cette opération, et en contrepartie desquels figurait précisément l'inscription en recettes de la subvention escomptée pour le dispensaire d'hygiène mentale. Après signature — actuellement en cours — par M. le maire de Paris de l'arrêté d'autorisation de travaux préparé sur la base des crédits ainsi ouverts, les services d'architecture de la ville de Paris, chargé de la réalisation de l'opération, pourront en entreprendre l'exécution sans plus tarder.

Action sanitaire et sociale (extension aux D. O. M. des dispositions du décret du 2 septembre 1954).

41203. — 6 octobre 1977. — **M. Fontaine** signale à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la discrimination intolérable existant au préjudice des départements d'outre-mer du règlement type d'aide médicale. En effet, la circulaire du 7 octobre 1957, prise en application du R. A. P. 54-883 du 2 septembre 1954 et plus précisément de son article 45, stipule expressément dans ses articles 8 et 9, que les dispositions de l'article 42 du décret du 2 septembre 1954 consacrent le libre choix du praticien par le malade et que tout autre système peut néanmoins être envisagé à condition qu'il assure effectivement le libre choix du médecin par le malade, tout en limitant les dépenses de service. Sur ce point, il est à noter qu'il n'a jamais été prouvé, bien au contraire, qu'un centre de diagnostic et de soins concourt à la modération des dépenses de santé. Dans les mêmes conditions de droit, une autre circulaire du 7 octobre 1957, applicable exclusivement au règlement type d'aide médicale dans les départements d'outre-mer, prévoit pour ces collectivités locales des dispositions particulières prescrites par l'article 3 du R. A. P. du 28 septembre 1956, lesquelles, entre autres choses, donnent une priorité aux centres de diagnostic et de soins, chaque fois qu'ils existent dans un secteur déterminé, alors que, dans le même temps, il est ouvert aux conseils généraux la faculté de modifier certaines dispositions du règlement type proposé, à la condition d'obtenir l'approbation du ministre de la santé. C'est ce qui a été fait par le conseil général de la Réunion en 1972 et l'approbation donnée par le ministre en exercice. Il n'empêche qu'aujourd'hui tout le système est remis en cause, se fondant sur la circulaire du 7 octobre 1957, dont les dispositions, rappelé-t-on, s'imposent d'une façon absolue et qui portent atteinte au principe de la liberté du choix du médecin par le malade. C'est pourquoi, estimant qu'il est plus que temps de mettre un terme à cette discrimination d'un autre âge, il lui demande d'envisager d'étendre purement et simplement aux départements d'outre-mer les dispositions du R. A. P. n° 54-883 du 2 septembre 1954 et d'abroger expressément le décret n° 56-1030 qui n'a aucune justification de droit et de fait.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale tient à souligner que si en matière d'aide sociale il existe des dispositions réglementaires spécifiques aux départements d'outre-mer le législateur l'a décidé lui-même en édictant l'article 202 du code de la famille et de l'aide sociale, lequel renvoie à des dispositions réglementaires l'adaptation et l'application de la législation

d'aide sociale aux départements d'outre-mer; le règlement d'administration publique du 28 septembre 1956 pris en application de cet article, qui a donné compétence en priorité aux centres de soins pour traiter les malades relevant de l'aide médicale, continue d'être justifié par les conditions économiques et sociales propres aux départements d'outre-mer et notamment par le nombre élevé des personnes qui bénéficient de l'aide médicale. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que l'application faite au département de la Réunion des dispositions de ce décret est légale par celles des dispositions du décret et du règlement départemental de l'aide médicale qui dérogent au règlement type ont été expressément exclues de l'approbation ministérielle donnée le 6 décembre 1972.

Médecins (atteinte au principe du libre choix du médecin résultant de la prolifération des centres de diagnostic et de soins à la Réunion).

41206. — 6 octobre 1977. — **M. Fontaine** a écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention l'intervention de M. le Président de la République aux entretiens de Bichat: « Les médecins parlent aux médecins ». Il a particulièrement goûté cette défense et cette illustration de la médecine libérale. C'est pourquoi, M. Fontaine demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de lui faire connaître si elle a entendu cette proclamation et si le Gouvernement entend traduire en actes de si belles paroles. En effet, M. Fontaine est particulièrement préoccupé, en dépit des promesses prodiguées par les voix les plus officielles, de constater que dans son département, la Réunion, il est envisagé une prolifération des centres de diagnostic et de soins, ce qui est la concrétisation à terme d'une médecine étatisée et bureaucratique, excluant le libre choix du médecin par le malade. Ces faits contredisent la doctrine du Président de la République.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale tient à préciser que « la prolifération des centres de diagnostic et de soins » n'est nullement envisagée ni dans le département de La Réunion, ni ailleurs. Un seul centre de diagnostic et de soins d'initiative communale a été ouvert récemment à Saint-André en application des dispositions du règlement d'administration publique du 28 septembre 1956 introduisant dans les départements d'outre-mer la réforme des lois d'assistance; ce texte prévoit que, lorsque la population relevant de l'aide médicale dépasse 50 p. 100, un centre de diagnostic et de soins doit être ouvert; c'est ce qui a été effectivement réalisé à Saint-André, pour les seules personnes qui sont prises totalement en charge par l'aide médicale à l'exclusion de celles qui ne bénéficient de l'aide médicale que pour la partie des soins non pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

Etablissements secondaires (absence d'infirmier et insuffisance du nombre des personnels de service au C. E. S. de Brignon [Gard]).

41744. — 27 octobre 1977. — **M. Millet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les intoxications alimentaires dont ont été victimes à deux reprises, en une semaine, plusieurs élèves du C. E. S. de Brignon dans le Gard. Il lui fait remarquer l'absence d'infirmier dans cet établissement accueillant 650 élèves ainsi que l'insuffisance du nombre des personnels de service. En conséquence, il lui demande: 1° quelles mesures elle compte prendre pour qu'un tel état de fait ne se renouvelle pas; 2° d'intervenir rapidement auprès des services départementaux compétents (inspection académique et service de la santé) pour que des crédits exceptionnels évitent aux familles de supporter les conséquences financières de ces intoxications.

Réponse. — L'enquête épidémiologique effectuée à propos de l'intoxication alimentaire survenue au CES de Brignon a permis de déterminer la cause de cet accident et une procédure judiciaire est actuellement en cours, sur plainte du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité. On peut déjà affirmer, sans nuire au secret de l'instruction, que le nombre des personnels de service et l'absence d'infirmier n'ont joué aucun rôle dans le processus de contamination de l'aliment en cause. Quoi qu'il en soit, les mesures nécessaires qui découleront de l'enquête judiciaire seront mises en application, étant observé que l'affectation de personnels et notamment d'une infirmière dans ce CES relève de la compétence du ministre de l'éducation. Par ailleurs, le recouvrement, auprès des familles des malades, des frais d'hospitalisation sera mis en attente jusqu'à ce que les responsabilités aient été déterminées.

Infirmiers et infirmières (amélioration de la situation matérielle et financière des élèves infirmières).

42108. — 10 novembre 1977. — **M. Fabra** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la situation des élèves infirmières. Celles-ci doivent faire face à une grande disparité de

traitement tant sur le plan des bourses, des avantages matériels, des contrats que sur les conditions de déroulement des stages intégrés. Il lui demande, en conséquence, de lui exposer : 1° les mesures qu'elle compte prendre pour garantir à toutes les élèves un accès aux bourses simplifié, de taux égal à situation semblable, et une juste rémunération des services rendus ; 2° les éléments pris en compte pour justifier la différence de traitement entre les élèves sur le plan des avantages matériels ; 3° les règles régissant l'établissement de contrats d'engagement liant les élèves aux hôpitaux, et les raisons pour lesquelles ces contrats reposent sur des conditions variables selon les établissements ; 4° les motifs invoqués par les services et par les directions d'hôpitaux pour maintenir les écarts actuels dans la rémunération des stages intégrés de fin de scolarité.

Réponse. — Il est tout d'abord précisé à l'honorable parlementaire que les différences constatées dans les avantages financiers dont bénéficient certaines élèves infirmières pendant leurs études sont la conséquence des situations différentes dans lesquelles se trouvent les intéressées au moment de leur admission à la préparation du diplôme d'Etat d'infirmière : 1° les élèves ayant déjà un statut hospitalier (aides soignants ou agents des services hospitaliers titulaires) qui peuvent bénéficier des dispositions du décret du 3 novembre 1970 concernant la promotion professionnelle hospitalière, conservent, pendant la durée de leur scolarité, leur rémunération antérieure ; 2° les élèves qui effectuent leurs études au titre de la promotion sociale (loi du 16 juillet 1971) perçoivent une rémunération plafonnée à 10,50 francs de l'heure. Tous les stages du secteur sanitaire sont classés en stages dits « de promotion professionnelle ». Pour en bénéficier, il faut avoir vingt et un ans au minimum et avoir été salarié à temps plein au moins pendant trois ans. Chaque année, un quota est attribué à chaque département pour les stagiaires du secteur sanitaire ; 3° les élèves qui, ne pouvant prétendre à l'une des deux mesures exposées ci-dessus, appartiennent à des familles aux revenus modestes, peuvent obtenir une bourse d'Etat en application de la réglementation précisée notamment dans les circulaires ministérielles des 2 octobre 1970 et 25 août 1977. En ce qui concerne les bourses d'Etat, il est, d'une part, souligné que la réglementation en vigueur instaure un régime d'instruction des dossiers, unique et commun aux études de sage-femme et à l'ensemble des formations paramédicales placées sous la tutelle du ministère de la santé et de la sécurité sociale ; les taux des bourses 4/4, 3/4, 1/2 ou 1/4 sont identiques sur l'ensemble du territoire et dépendent d'un quotient familial calculé sur des bases définies par des circulaires de portée générale. Il convient, d'autre part, de rappeler l'important effort consenti par le Gouvernement ces dernières années pour la formation des infirmières. Ainsi, le montant des crédits pour les bourses d'études aux élèves des écoles paramédicales, qui était de 20 860 890 francs en 1974, est passé à 54 460 890 francs en 1977, soit un pourcentage d'augmentation de 161 p. 100 en trois ans ; le montant maximum de la bourse d'études fixé à 3 400 francs en octobre 1974 a été porté à 6 400 francs en octobre 1977, soit un pourcentage d'augmentation de 88,23 p. 100 en trois années. En outre, certains établissements hospitaliers publics et privés accordent des avantages matériels à des élèves qui signent un engagement de servir pour une durée déterminée après l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmière ; ces contrats varient suivant les établissements et les aides financières et sont proportionnelles à la durée de l'engagement souscrit. Le versement de telles allocations représentent une charge supplémentaire pour le budget hospitalier. Aussi s'est-il surtout développé lorsque la pénurie de personnel soignant était particulièrement grave ; il est normal que les administrations hospitalières aient été amenées à y renoncer dès lors que, leurs effectifs infirmiers/ères étant normalement pourvus, elles n'ont pas la certitude de pouvoir recruter dans leur propre établissement toutes les nouvelles diplômées d'Etat qui en feraient la demande. Enfin, en ce qui concerne l'allocation versée pendant les stages à temps plein de fin de scolarité, la circulaire n° 3090 du 17 septembre 1974 en a précisé les conditions d'attribution, qui sont liées aux tâches effectivement remplies par l'élève, lesquelles varient d'un hôpital à l'autre, en fonction du nombre d'infirmières exerçant dans l'établissement.

Etablissements secondaires (insuffisance des installations et des effectifs de personnel au CES Michelet à Vénissieux [Rhône]).

42141. — 15 novembre 1977. — M. Houët attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les légitimes revendications des personnels d'enseignement, d'éducation, de surveillance et d'orientation du CES Michelet, à Vénissieux. Ces personnels, qui exigent avec les enseignants du second degré un budget 1978 en rapport avec la réalité des besoins, réaffirment avec force l'exigence des demandes suivantes : 1° maintien des horaires et dédoublements qui existaient avant septembre 1977 ; 2° effectif maximum de trente élèves à tous les niveaux ; 3° soutien plus souple et assuré en plus de l'enseignement normal ; 4° nomination d'une bibliothécaire documenta-

liste ; 5° création d'un véritable service de psychologie et orientation attaché à l'établissement ; 6° construction d'un gymnase (attendu depuis dix ans) ; 7° création d'au moins deux postes en EPS ; 8° crédits pour les activités de 10 p. 100 et le foyer socio-éducatif ; 9° amélioration de l'encadrement pédagogique en dessin et travaux manuels éducatifs ; 10° maintien du quart de poste de surveillance supprimé à la rentrée 1977 et création supplémentaire d'un demi-poste pour demi-pension ; 11° amélioration sensible du fonctionnement du service de santé scolaire par création des postes de médecins, infirmières et assistantes sociales. Ces enseignants conscients de la nécessité absolue d'une scolarisation de qualité pour les jeunes, de la nécessité de la revalorisation de leur métier, demandent entre autres sur un plan plus général : la création massive de postes, l'amélioration des conditions de travail, la construction des locaux indispensables à un bon fonctionnement des enseignements dispensés. Il lui demande donc : quelles dispositions immédiates il entend prendre pour donner satisfaction aux revendications spécifiques des enseignants et personnels du CES, Michelet ; dans le cadre de l'ensemble de l'enseignement du second degré, ce qu'il entend mettre en œuvre pour l'amélioration sensible de la situation qui ne cesse de se détériorer de manière inquiétante.

Réponse. — En ce qui concerne la création de postes de médecins, d'assistantes sociales et d'infirmières demandée par l'honorable parlementaire pour améliorer le fonctionnement du service de santé scolaire, le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise que les études récentes ont fait apparaître la nécessité de réorganiser ce service dont l'une des missions essentielles est de prendre une part active à l'orientation des élèves. A cet effet, un comité consultatif et un groupe permanent pour l'étude des actions médicales, para-médicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents ont été constitués et ces organismes poursuivent actuellement leurs travaux. Ils ont pour mission de préparer les orientations et les décisions d'ordre général touchant les actions médicales, para-médicales et sociales à prendre en milieu scolaire ainsi que le fonctionnement administratif et financier du service de santé scolaire dans le but d'une meilleure utilisation du personnel disponible. Ces organismes devraient déposer leurs conclusions très prochainement et d'ores et déjà les travaux en cours permettent de supposer que les normes admises jusqu'à présent pour la fixation des effectifs des personnels médicaux et médico-sociaux devront être modifiées.

Aide ménagère (mesures tendant au développement de ce service.)

42190. — 15 novembre 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les graves difficultés que rencontrent les services d'aide ménagère à domicile. Il convient de regretter, tout d'abord, que des catégories sociales de retraités soient exclues du bénéfice de cette aide. Par ailleurs, les prises en charge des dépenses occasionnées par l'aide ménagère sont devenues de plus en plus restrictives et empêchent les services de répondre aux besoins réels. La référence à l'obligation alimentaire pour les ressortissants de l'aide sociale limite encore le nombre des bénéficiaires de ces services. En ce qui concerne le financement, on constate de grandes disparités des taux des prises en charge qui ne correspondent pas au coût réel des services. Le taux de remboursement de l'aide sociale est toujours indexé sur le SMIC alors que les salaires sont versés à raison de 110 p. 100 du SMIC. Il lui demande si elle n'estime pas indispensable de prendre toutes dispositions utiles pour aider au développement de ces services d'aide ménagère, qui sont absolument indispensables pour assurer le maintien à domicile des personnes âgées et si, en particulier, il ne pourrait être prévu les mesures suivantes : création d'une prestation légale qui permettrait d'étendre le bénéfice de l'aide ménagère à tous les retraités justifiant d'un besoin reconnu ; la suppression de la référence à l'obligation alimentaire pour les ressortissants de l'aide sociale ; la suppression de la référence au SMIC actuellement retenue par l'aide sociale pour fixer son taux de remboursement ; l'uniformisation des taux de prise en charge des organismes payeurs ; l'indexation de ces taux sur le coût réel des interventions.

Réponse. — Le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour remédier aux difficultés relevées par l'honorable parlementaire. Son objectif est de doubler en quatre ans le nombre des personnes âgées bénéficiant de l'aide ménagère. A cet effet, plusieurs mesures sont intervenues ou interviendront prochainement : 1° Depuis le décret n° 77-872 du 27 août 1977 il n'est plus tenu compte de la situation des débiteurs d'aliments dans l'examen des demandes de prise en charge par l'aide sociale de la prestation d'aide ménagère au domicile des personnes âgées ; 2° l'arrêté interministériel du 7 novembre 1977 (*Journal officiel* du 16 novembre 1977) a, d'une part, supprimé la disparité des taux de remboursement existants entre le milieu urbain et le milieu rural, et d'autre part, revalorisé les taux applicables ; 3° la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés a été incitée à maintenir

le bénéfice de la prestation en cause lorsque le dépassement du plafond est dû à la seule évolution du montant des pensions; 4° au 1^{er} janvier 1978, le pourcentage de relèvement du barème de prise en charge établi par cette caisse nationale sera égal au taux de relèvement des pensions, en 1977; 5° les crédits consacrés par cette caisse nationale à l'aide ménagère seront en très forte augmentation en 1978. La création d'une p. station légale d'aide ménagère n'est pas envisagé dans l'immédiat. Il convient en effet de ne pas figer l'évolution d'une prestation somme toute récente mais de l'adapter aux besoins à venir des personnes âgées.

TRAVAIL

Industrie métallurgique (menace sur l'emploi des travailleurs de la Boulonnerie de Thiant (Nord)).

35764. — 19 février 1977. — **M. Ansart** expose à **M. le ministre du travail** que la direction d'une entreprise de sa circonscription projette de licencier quatre-vingts travailleurs et envisage de ne pas réembaucher les jeunes salariés à l'issue de leurs obligations militaires. La direction de cette entreprise invoque essentiellement, pour justifier son projet, une baisse importante des commandes. Il apparaît notamment que cette société, dont l'activité est tributaire à près de 50 p. 100 des commandes de la SNCF souffre d'une réduction importante de celle-ci. Il faut noter par ailleurs que l'entreprise en question occupe en nombre appréciable une main-d'œuvre féminine. Ce qui est d'importance dans cet arrondissement où le taux de sous-emploi féminin est l'un des plus élevés de France. En conséquence, il lui demande : 1° s'il n'entend pas intervenir auprès de la SNCF afin qu'elle revise sa politique d'investissement, permettant ainsi aux entreprises qui lui sont tributaires de maintenir leur activité; 2° ce qu'il compte faire, en tout état de cause, pour garantir l'emploi de tous les travailleurs concernés.

Réponse. — Comme le souligne l'honorable parlementaire, la Boulonnerie de Thiant a en effet été amenée à licencier une partie de son personnel pour des motifs économiques et une autorisation a été accordée par le ministère du travail en mars 1977. Les services de l'emploi s'occupent activement du reclassement du personnel. La situation de l'emploi féminin a évolué de façon plus favorable que ne le laisse apparaître la question de l'honorable parlementaire, puisqu'en 1976, les effectifs salariés féminins des établissements relevant du secteur géographique de l'ASSEDIC de Valenciennes se sont accrus de 3 p. 100. Le reclassement du personnel féminin de l'entreprise devrait donc s'en trouver facilité.

Emploi (sauvegarde de l'emploi des travailleurs de l'entreprise J.-B. Martin).

36036. — 26 février 1977. — **M. Poralli** précise à **M. le ministre du travail** qu'à l'occasion d'un de ses passages dans le département de l'Ardèche, il a été informé que le tribunal de commerce de Lyon venait de prononcer la liquidation de l'entreprise J.-B. Martin qui est la seule fabrique de velours uni en France, dont la qualité est de loin la meilleure au monde. Cette société possédait en France quatre usines : à Ruoms dans l'Ardèche, à Tignieu et Voiron dans l'Isère et à Saint-Chamond dans la Loire. Elle a bénéficié d'une subvention de cinq millions de francs en vue de se restructurer. Cette subvention était censée créer 230 emplois à Saint-Chamond, mais en réalité, par sa mise en liquidation, ce sont 800 emplois qui se trouvent supprimés avec l'argent des contribuables. Il ajoute, d'autre part, que cette société possède des succursales, notamment au Mexique et au Brésil qui pourront continuer à fonctionner avec la même appellation ou sous une autre appellation et qui vendront en France le produit que notre pays se trouve, aujourd'hui du fait de cette liquidation, dans l'impossibilité de fabriquer ! Les conséquences de la disparition de cette société sont incalculables pour l'économie des communes concernées. Notamment la commune de Ruoms dans l'Ardèche risque de connaître un véritable désastre économique; d'autant qu'il y a dix ans cette même commune a vécu la disparition des brasseries. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour maintenir en activité cette entreprise et permettre, ainsi à plus de 900 ouvriers, employés, ingénieurs et cadres de garder leur emploi.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les précisions suivantes : La société J.-B. Martin spécialisée dans le tissage et le moulinage du velours a connu d'importantes difficultés financières en raison de la mévente de ses produits. Ces difficultés l'ont amenée à déposer son bilan le 17 janvier et le tribunal de commerce de Lyon a prononcé la liquidation de biens le 11 février 1977. Les diverses unités du groupe situées à Lyon, Voiron et Tignieu dans l'Isère, Ruoms dans l'Ardèche et Saint-Chamond dans la Loire et qui employaient 800 salariés au total ont

cessé toute activité le 31 mai 1977. Prenant acte de la décision du tribunal de commerce, les services départementaux de l'emploi ont veillé à ce que les personnels concernés bénéficient de toutes les garanties sociales que leur assure le droit du travail et déploient un effort vigoureux en vue de les reclasser.

Industrie du meuble (menace de fermeture de l'entreprise LDC Meubles de Ligny-en-Barrois (Meuse)).

38240. — 19 mai 1977. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait suivant : l'entreprise LDC Meubles de Ligny-en-Barrois (Meuse) est menacée de fermeture. Cette fermeture entraînera le licenciement de 230 travailleurs, qui viendront grossir les rangs des 4 000 chômeurs déjà inscrits pour le département de la Meuse. Cette entreprise est actuellement en liquidation judiciaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : pour que les travailleurs de cette entreprise puissent conserver leur emploi; pour que cette entreprise puisse continuer à fonctionner normalement.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire sur les problèmes soulevés par les compressions d'effectifs pratiqués à la société LDC Meubles, sise à Ligny-en-Barrois, appelle les observations suivantes : cette entreprise, qui occupait 230 salariés, a connu des difficultés liées notamment à la crise que traverse actuellement le secteur de lameublement, ainsi qu'à des difficultés de trésorerie résultant de la reprise par LDC Meubles du passif de la société JAMS Meubles. Ces difficultés ont conduit l'entreprise au règlement judiciaire, cependant un concordat a été obtenu et l'exploitation se poursuit. Toutefois, une compression d'effectifs s'est avérée indispensable afin de restructurer l'établissement : quatre-vingt-dix salariés ont été licenciés en juillet 1977 et huit en septembre. Actuellement, la situation paraît stabilisée, mais les services départementaux du travail et de la main-d'œuvre suivent avec la plus grande attention l'évolution de cette affaire.

Participation des travailleurs (inclusion du cas du divorce comme cause de déblocage des fonds alloués à un salarié).

41143. — 3 octobre 1977. — **M. Michel Boscher** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les clauses particulières qui permettent le déblocage des fonds alloués à un salarié par l'entreprise au titre de la participation à l'expansion de ladite entreprise. Parmi ces clauses, assez nombreuses, figure en tête le mariage et en dernier lieu le décès de l'intéressé ou de son conjoint. Il lui demande s'il ne pourrait pas y être inclus le cas du divorce qui entraîne parfois des années de perturbations budgétaires.

Réponse. — La règle de l'indisponibilité quinquennale des droits à participation prévue à l'article L 442-7 du code du travail, outre qu'elle constitue la contrepartie légitime des importants avantages fiscaux consentis à leurs bénéficiaires, répond au vœu même du législateur qui a souhaité que le système institué par l'ordonnance du 17 août 1967 permette d'assurer la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises tout en favorisant la formation d'une épargne nouvelle et le développement des investissements. C'est la raison pour laquelle les hypothèses dans lesquelles il peut être dérogé à cette indisponibilité sont et doivent demeurer exceptionnelles. Il paraît difficile, dans ces conditions, de créer, comme le suggère l'honorable parlementaire, un nouveau cas de déblocage anticipé au bénéfice des salariés divorcés.

UNIVERSITES

Etablissements universitaires (attribution d'heures complémentaires au centre universitaire Antilles-Guyane).

42358. — 19 novembre 1977. — **M. Ihéné** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** que la situation du centre universitaire Antilles-Guyane est des plus critiques; que le contingent d'heures complémentaires accordé pour le fonctionnement des U.E.R. sciences et lettres est dérisoire. Les 410 heures complémentaires accordées à l'U.E.R. sciences et les 550 à l'U.E.R. lettres sont des contingents manifestement insuffisants, surtout que d'autres disciplines en ont reçu jusqu'à 10 040. Cette situation très préoccupante retarde le démarrage des cours et plonge dans le désarroi plusieurs centaines d'étudiants antillo-guyannais. C'est pourquoi, il lui demande si elle ne croit pas devoir réexaminer le problème de l'attribution d'heures complémentaires aux U.E.R. sciences et lettres en les augmentant dans des proportions raisonnables.

Réponse. — La répartition des moyens, tant crédits de fonctionnement que crédits d'heures complémentaires, entre les unités d'enseignement et de recherche relève du seul conseil de l'établissement.

L'université a reçu globalement les moyens nécessaires pour assurer la préparation de tous les diplômés d'Etat, majorés de 10 p. 100 ; il appartenait donc au conseil du CUAC d'adopter en la matière la répartition optimale.

Enseignants (accès au grade de maître-assistant des assistants de l'université des sciences et techniques de Lille.

42405. — 23 novembre 1977. — M. Haesebroeck attire l'attention de Mme le secrétaire d'Etat aux universités sur le problème grave qui se pose à une catégorie importante du personnel de l'université des sciences et techniques de Lille. En effet si, sur 206 assistants que compte cette université, 80 remplissent toutes les conditions requises par les règles en vigueur pour accéder au grade de maître-assistant, deux seulement auront pu cette année obtenir cette nomination. Face à un avenir professionnel aussi sombre, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour qu'en 1978 un nombre beaucoup plus important de transformations d'emplois d'assistants en maîtres-assistants soit réalisé, afin d'atténuer l'injustice qui frappe cette catégorie de personnel cette année.

Réponse. — L'université des sciences et techniques de Lille avait, au 31 décembre 1976, quatre-vingt-dix-neuf assistants inscrits sur la LAFMA. Il lui a été attribué (1^{er} janvier et 1^{er} octobre 1977) vingt et une transformations. Si l'on y ajoute les IUT (UER dérogatoires faisant organiquement partie de l'université) dans lesquels il y avait à la même date vingt-huit assistants inscrits sur la LAFMA et qui ont bénéficié de dix-neuf transformations, c'est au total quarante transformations pour 127 inscrits qui ont été accordées à l'université des sciences et techniques. Ainsi près du tiers des inscrits ont obtenu, au cours de cette seule année 1977, une promotion au grade de maître-assistant.

Etudiants étrangers (protection sociale des ressortissants de pays n'ayant pas signé d'accord de réciprocité avec la France).

42544. — 26 novembre 1977. — La situation des étudiants étrangers dont le Gouvernement n'a pas signé d'accord de réciprocité avec la France en ce qui concerne la sécurité sociale. Ils ne bénéficient d'aucune protection sociale et sont totalement démunis devant la maladie et l'accident. En conséquence, M. Delehedde demande à Mme le secrétaire d'Etat aux universités si, à partir du moment où ces étudiants sont acceptés en France, notre pays ne pourrait pas faire en sorte qu'ils effectuent leurs études dans des conditions décentes et bénéficient du régime étudiant de sécurité sociale.

Réponse. — La réciprocité des avantages consentis est un principe général des relations internationales. Il appartient donc aux gouvernements qui souhaitent faire bénéficier leurs ressortissants étudiants en France du régime étudiant de sécurité sociale de conclure à cet effet un accord avec le Gouvernement français. Le ministère des affaires étrangères a négocié et conclu de nombreux accords de ce type avec tous les gouvernements étrangers qui le souhaitent. En 1976, sur 55 712 étudiants étrangers bénéficiaires des œuvres, 12 985 seulement ressortissaient à des pays n'ayant pas passé d'accord de réciprocité.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42587 posée le 30 novembre 1977 par M. Velleix.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42608 posée le 30 novembre 1977 par M. Lapercq.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42623 posée le 30 novembre 1977 par M. Houël.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42657 posée le 30 novembre 1977 par M. Laborde.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42671 posée le 30 novembre 1977 par M. Labarrère.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42673 posée le 30 novembre 1977 par M. Cousté.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42678 posée le 1^{er} décembre 1977 par M. Villa.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42695 posée le 1^{er} décembre 1977 par M. Dupilet.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42701 posée le 1^{er} décembre 1977 par M. Pierre Lagorce.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42731 posée le 2 décembre 1977 par Mme Chonavel.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42745 posée le 2 décembre 1977 par M. Jourden.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42752 posée le 2 décembre 1977 par M. Cornut-Gentille.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42756 posée le 2 décembre 1977 par M. Bertrand Denis.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42762 posée le 2 décembre 1977 par M. Denvers.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42778 posée le 3 décembre 1977 par M. Lapercq.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42786 posée le 3 décembre 1977 par M. Claude Michel.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42803 posée le 7 décembre 1977 par M. Bisson.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42880 posée le 9 décembre 1977 par **M. Bonhomme**.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42924 posée le 10 décembre 1977 par **M. Brun**.

M. le ministre de la culture et de l'environnement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 42991 posée le 15 décembre 1977 par **M. Barel**.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43013 posée le 15 décembre 1977 par **M. Fouqueteau**.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43018 posée le 16 décembre 1977 par **M. Delaneau**.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43022 posée le 16 décembre 1977 par **M. Balmigère**.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6, du règlement.)

Fonds de commerce

(conditions requises pour la concession d'une location-gérance).

42382. — 23 novembre 1977. — **M. Mario Bénard** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'article 4 de la loi du 20 mars 1956, lequel prévoit que : « les personnes physiques ou morales qui concèdent une location-gérance doivent avoir été commerçants ou artisans pendant sept années ou avoir exercé pendant une durée équivalente les fonctions de gérant ou de directeur commercial ou technique ». Dans le calcul de ce délai de sept années, un commerçant peut-il prendre en compte le temps passé à la direction d'une personne morale ou, inversement, le dirigeant d'une personne morale a-t-il la possibilité de retenir la période où il a été commerçant pour pouvoir mettre en gérance le fond de commerce appartenant à une personne morale.

Commerçants et artisans (allègement des charges sociales décourageant l'embauche et l'apprentissage).

42383. — 23 novembre 1977. — **M. Bonhomme** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'il avait posé à son prédécesseur une question écrite portant le n° 31342 qui a été publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 28 août 1976 (p. 5792). Cette question étant restée sans réponse pendant près de quatre mois, il l'avait renouvelée sous le numéro 33734 (*J.O.*, Débats A. N. n° 116, du 2 décembre 1976, p. 8891). Presque un an s'est écoulé depuis ce rappel, c'est-à-dire plus de quinze mois depuis la question initiale. Il est extrêmement regrettable qu'après ce très long délai aucune réponse n'ait été fournie. Comme il entend connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant une réponse rapide. En conséquence, il lui expose que les forgerons et réparateurs de machines agricoles ont décidé de supprimer tout embauchage et de ne plus souscrire de contrat d'apprentissage. Cette décision, qui aura des conséquences fâcheuses pour l'économie et pour l'emploi, résulte du poids excessif des charges sociales qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre et plus particulièrement les entreprises artisanales. Si tout doit être fait pour modérer la progression, trop forte pour la santé de notre économie, de notre budget social et plus particulièrement des dépenses de l'assurance maladie, il importe

de prendre des mesures urgentes et radicales afin que les charges sociales ne soient plus intégralement assises sur les salaires. Il importe de préserver l'emploi et donc de ne plus le pénaliser. Il importe de garantir l'emploi artisanal qui est un des meilleurs garants de l'équilibre social. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il entend promouvoir rapidement à cet effet.

Taxe professionnelle (allègement de la taxe au profit des entreprises de travaux et de battage agricole).

42384. — 23 novembre 1977. — **M. Cornic** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le cas de l'application des dispositions de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 aux entreprises de travaux et de battage agricole. 1° Ces entreprises commerciales, par leur objet et également par leur forme (s'il s'agit de sociétés de capitaux), sont imposées à la taxe professionnelle sur la valeur locative des matériels agricoles dont elles sont propriétaires ou locataires, alors que pour l'utilisation des mêmes matériels, les entreprises agricoles en sont exonérées par l'article 211-a de la loi précitée. L'assujettissement à la taxe professionnelle pour une même utilisation des mêmes matériels crée donc une distorsion au détriment des entreprises de travaux et de battage agricole, auxquelles ont normalement recours les petits exploitants agricoles qui n'ont pas les moyens suffisants pour acquérir ou louer lesdits matériels. 2° Les matériels utilisés par ces entreprises : moissonneuses-batteuses, tracteurs, récolteurs de maïs, arracheuses de betteraves, etc., ne sont utilisés qu'une très faible partie de l'année pour des travaux spécifiquement saisonniers. Ces entreprises, installées généralement dans de petites bourgades, supportent la quasi-totalité de la taxe professionnelle assise dans la commune. A défaut de l'exonération, qui paraîtrait la solution la plus équitable, il lui demande si, en raison du caractère saisonnier de l'utilisation de ces matériels, il pourrait être tenu compte d'un abattement *pro rata temporis* pour entreprise saisonnière, comme l'a prévu le paragraphe 132 de l'instruction G. E. 7-75 pour l'hôtellerie de tourisme (visée à l'article 1482 du C. G. I.), ou tout au moins faire bénéficier ces entreprises de la réduction de moitié prévue en faveur des coopératives agricoles ou des S. I. C. A. (art. 3-11 de la loi précitée).

Assurance vieillesse (validation pour la retraite des services de guerre accomplis par des étrangers devenus français)

42388. — 23 novembre 1977. — **M. Robert-André Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des anciens combattants d'origine étrangère, et en particulier polonaise, qui se voient refuser la validation pour leur retraite du régime général de sécurité sociale des services accomplis en France. Il lui demande s'il compte, en accord avec son collègue Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale, faire étudier les mesures nécessaires pour compléter la législation en vigueur afin que les services effectués dans les armées alliées ou associées pendant les guerres de 1914-1918 et 1939-1945 par des étrangers ayant acquis par la suite la nationalité française soient considérés comme services militaires validables pour la retraite.

Pensions alimentaires (régime fiscal applicable à un père réunionnais divorcé astreint au versement d'une pension alimentaire).

42389. — 23 novembre 1977. — **M. Fontaine** signale à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un père de famille réunionnais qui, divorcé de son épouse et devant lui verser une pension alimentaire pour la charge de leur enfant dont elle a la garde, souhaiterait connaître s'il est en droit au regard du fisc de bénéficier, pour le calcul de son revenu imposable, d'une demi-part à ce titre ou s'il ne peut prétendre qu'à un abattement à concurrence du montant de la pension servie.

Rapatriés (indemnisation des rapatriés du Maroc et de Tunisie spoliés postérieurement à 1970).

42390. — 23 novembre 1977. — **M. Jean Briens** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation en matière d'indemnisation des Français rapatriés originaires des anciens protectorats et, notamment, du Maroc et de Tunisie. Parmi ces rapatriés, il en est un certain nombre qui ont pu obtenir un prêt de réinstallation du Crédit foncier de France. Des prêts complémentaires ont pu être obtenus, émanant de divers organismes et, en particulier, des prêts migrants ruraux. Comme les rapatriés d'Algérie, les Français revenus du Maroc et de Tunisie ont dû abandonner tous leurs biens. Pour ceux qui avaient leur patrimoine au Maroc, le dahir du 2 mars 1973 a bien prévu un programme de rachat, notamment des installations agricoles. Les autorisations de vente rendues obligatoires par le dahir du 26 septembre 1963 et portant sur environ 88 000 hec-

tares n'ont pas été accordées. Toutes les démarches faites auprès du ministre des affaires étrangères depuis bien des années ne laissent aux intéressés aucun espoir d'obtenir un règlement satisfaisant de cette affaire. Il est donc de la plus élémentaire justice d'assimiler les rapatriés des anciens protectorats à leurs compatriotes d'Algérie en ce qui concerne le projet d'indemnisation actuellement à l'étude. Cependant, ils seraient, semble-t-il, exclus de ce texte, en raison du fait que le projet de rachat serait postérieur à 1970. Or, si juridiquement ils ont été dépossédés de leurs biens après cette date, ils le sont en fait depuis leur départ du Maroc en 1957-1958. Il lui demande si le Gouvernement n'a pas l'intention de comprendre les rapatriés des anciens protectorats parmi les bénéficiaires du projet de loi actuellement en préparation qui doit être soumis prochainement à l'examen du Parlement.

Agents immobiliers (assiette de la commission portant sur la vente de parts d'une société civile immobilière).

42391. — 23 novembre 1977. — M. Jean Briane expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un agent immobilier qui a permis la négociation de parts d'une société civile immobilière L'actif brut de la société étant de 5 millions de francs et son passif de 2 000 000 francs, la valeur nette de chaque part a été fixée à 2 400 francs. Cet agent immobilier prétend calculer le montant de sa commission en la faisant porter, non seulement sur la valeur nette de la part, mais aussi sur le passif pris en charge par le cessionnaire, alors qu'en fait la cession porte sur les parts et non sur l'immeuble. Il lui demande de bien vouloir indiquer si une telle prétention est justifiée.

Primes d'installation d'artisans (attribution aux jeunes artisans reprenant une affaire familiale).

42392. — 23 novembre 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat sur la réglementation relative à l'attribution des primes d'installation d'artisans. Le décret n° 75-808 du 29 août 1975 et la circulaire interministérielle du 22 novembre 1976 ne contiennent pas de dispositions prévoyant de façon expresse que, dans le cas de reprise par un artisan d'une affaire familiale, la prime d'installation peut être refusée. Pendant un certain temps, les dossiers de ce genre présentés à la préfecture de région ont obtenu un avis favorable. Depuis quelques mois, l'instruction de ces dossiers est assurée au niveau départemental et le comité départemental pour la promotion de l'emploi émet un avis défavorable à toute demande de prime lorsqu'il s'agit d'un artisan reprenant une affaire familiale. Il semble que ces décisions fassent suite à des instructions données par circulaire ministérielle ayant pour objet de rétrécir progressivement le champ des bénéficiaires de la prime. Il lui demande quelles sont les raisons exactes de cette nouvelle attitude, si le nombre des demandes a dépassé les prévisions, et s'il n'estime pas qu'il serait cependant fort souhaitable que les jeunes artisans reprenant une affaire familiale puissent bénéficier de la prime pour moderniser leur installation.

Armes (réglementation et contrôle de la vente d'armes à des particuliers).

42393. — 23 novembre 1977. — M. Muller attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'urgence extrême d'une réglementation de la vente des armes à feu sur l'ensemble du territoire national, à un moment où les agressions, les vols et les prises d'otages se multiplient. Il tient à citer un cas particulièrement significatif, survenu dans sa cité le mercredi 26 octobre. Ce jour-là, entre dix-sept heures quarante-cinq et dix-neuf heures dix, deux individus, armés chacun d'un fusil 22 long rifle, munis d'une réserve de 250 à 350 cartouches (dont certaines traçantes au phosphore) et de deux poignards neufs, ont tiré sur des membres de la direction de l'entreprise dont ils étaient les salariés, tout en prétendant voler la caisse de cet établissement. Quelques minutes plus tard ces mêmes individus attaquaient une pharmacie de la région avant de prendre toute une famille en otage. Or, l'un des deux fusils avait été acheté l'après-midi même dans un magasin à grande surface, ainsi que les deux poignards. Plusieurs personnes ont frôlé la mort aux cours de ces agressions répétées. Il demande au Gouvernement de prendre sans délai les mesures qui s'imposent afin que ne puissent plus être vendues librement, sans contrôle d'identité, sans déclaration officielle, des armes qui, trop souvent, servent à menacer, à rançonner, à voler, à tuer d'honnêtes citoyens. La sécurité des Français passe par des décisions draconiennes, de nature à freiner une criminalité galopante.

Théâtres (reconduction de la subvention au théâtre Oblique de Paris (11')).

42394. — 23 novembre 1977. — M. Chambaz expose à M. le ministre de la culture et de l'environnement les difficultés que rencontre le théâtre Oblique pour maintenir et développer son activité. Depuis plusieurs années, le théâtre Oblique poursuit un travail de création et de diffusion culturelle dans le XI^e arrondissement de Paris. Le caractère pluridisciplinaire de ses interventions suscite l'intérêt de la part du public comme des créateurs. Il attire particulièrement son attention sur le fait que la subvention qui lui est attribuée n'a pas été augmentée en valeur nominale depuis 1975, ce qui signifie qu'elle a diminué en francs constants. Pour 1978, alors que la programmation doit être définie dès maintenant, ses responsables ignorent encore si la subvention sera reconduite et pour quel montant. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le théâtre Oblique puisse disposer des moyens financiers nécessaires.

Chauffage électrique intégré (exonération de la taxe au profit des réalisations sociales en cours d'achèvement).

42395. — 23 novembre 1977. — M. Kalinsky rappelle à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat l'injustice et l'inefficacité de la nouvelle réglementation pénalisant le chauffage électrique intégré. Il attire en outre son attention sur un certain nombre de constructions en cours, où des dispositions ont été prises de manière irréversible pour assurer le chauffage à l'électricité mais où il n'existe aucun moyen de financer la nouvelle taxe qui leur sera applicable. C'est le cas du foyer des personnes âgées en construction à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). La taxe correspondante s'élèverait à 20 millions d'anciens francs. Le plan de financement approuvé par l'Etat au titre de la législation H. L. M. ne comprend aucun crédit à ce titre. De ce fait, les logements ne pourraient être raccordés au réseau électrique faute de pouvoir acquitter la nouvelle taxe. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas de tenir compte du caractère particulier des situations telles que celles du foyer des personnes âgées de Villeneuve-le-Roi en prononçant, dans ces cas, l'exonération de la taxe qui vient d'être instituée.

Prêts aux jeunes ménages (publication des décrets d'application de la loi du 3 janvier 1975).

42396. — 23 novembre 1977. — M. Ralite demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale quel est le calendrier de parution des décrets d'application de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 et, en particulier, celui portant sur l'article 3 du titre III, Prêts aux jeunes ménages. Ce défaut de décret d'application devant définir les modalités complémentaires d'attribution prive un grand nombre de jeunes ménages, en particulier les agents des collectivités locales, d'une possibilité de prêt prévu par cette loi.

Emploi (menace de fermeture du magasin central de rechanges de Moulins et de son annexe de Saint-Loup (Allier)).

42397. — 23 novembre 1977. — M. Villon expose à M. le ministre de la défense que certaines informations font craindre aux personnels civils du magasin central de rechanges de Moulins et de son annexe de Saint-Loup (Allier) la prochaine disparition de leur établissement. Tout en protestant contre une telle éventualité et en soulignant les conséquences graves qu'elle aurait pour ces personnels et pour la situation économique de la région concernée, il lui demande de lui préciser ses intentions quant à l'avenir de ces deux établissements.

Résistants (exigence de témoins oculaires pour preuve d'actes de résistance).

42398. — 23 novembre 1977. — M. Villon signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que le modèle d'attestation publié au Journal officiel du 9 septembre 1977 a abasourdi les anciens résistants du fait que ses auteurs n'ont manifestement aucune notion des conditions réelles du combat de la résistance : ainsi par exemple l'attestataire doit être témoin oculaire d'une action de résistance comme si ces actions (par exemple une attaque contre des unités ou des membres de la Wehrmacht, un sabotage de pièces destinées à l'occupant ou d'outillages travaillant pour lui, voire la rédaction, l'impression et la distribution de tracts ou journaux clandestins) avaient toujours été exécutées collectivement ou devant des spectateurs. Il lui fait remarquer que cette exigence de témoins « oculaires » est contraire à toute la législation en vigueur et que, en s'y tenant, les résistants responsables de l'organisation des actions et qui ont eu à connaître leur exécution

à l'époque ne pourraient plus établir une attestation en faveur d'un de leurs anciens subordonnés. Il lui demande en conséquence que ce modèle soit remplacé par un autre élaboré en coopération avec les associations d'anciens résistants représentatives.

*Centre médico-social municipal
d'Ivry-sur-Seine (homologation et aide de la sécurité sociale).*

42399. — 23 novembre 1977. — **M. Gosnat** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que depuis plus de cinquante ans le centre médico-social municipal d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) est un outil indispensable se situant entre la pratique libérale de la médecine et l'hospitalisation. En effet, dans une ville qui, comme beaucoup d'autres essentiellement ouvrières, est loin d'être surmédicalisée, l'existence d'un tel centre joue un rôle social considérable non seulement en raison de la diversité des consultations et de la qualité des soins dispensés mais aussi en raison de la pratique du tiers payant permettant ainsi aux personnes les plus défavorisées d'accéder aux soins médicaux. Or les conditions qui sont faites aux centres médicaux à but non lucratif sont inadmissibles et les condamnent tous à terme. Ils subissent en effet un abattement de 7 p. 100 au moins sur les remboursements de la sécurité sociale, ils n'ont aucune indemnité tenant compte des prestations de service effectuées pour le tiers payant ni aucune subvention leur permettant d'acquiescer et d'utiliser des appareils modernes. Aussi nombre d'entre eux ont dû fermer leurs portes ces dernières années et la grande majorité de ceux qui existent encore ne fonctionnent que grâce aux subventions versées par les organismes gestionnaires. Le centre municipal d'Ivry-sur-Seine qui totalise plus de 90 000 actes par an n'échappe pas à cette règle et, par exemple, le remplacement de l'appareil de radiologie est posé depuis plus de dix ans. Le conseil municipal d'Ivry-sur-Seine et, plus largement, l'ensemble de la population sont déterminés à ne plus tolérer une telle carence des pouvoirs publics. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour : 1° inscrire à la carte sanitaire le centre médico-social d'Ivry-sur-Seine ; 2° abroger l'abattement de 7 p. 100 ; 3° indemniser les frais occasionnés par le tiers payant ; 4° octroyer des subventions pour l'acquisition des appareils nécessaires.

*Emploi
(crise persistante dans la région lyonnaise).*

42401. — 23 novembre 1977. — **M. Houël** rappelle à **M. le ministre du travail** l'inquiétante dégradation de la situation de l'emploi dans la région lyonnaise, comme son attention a déjà été attirée à plusieurs reprises. Il porte à sa connaissance la situation extrêmement préoccupante de l'entreprise Mure (contrôlée par les Etablissements Pitance), qui envisage 275 licenciements sur un ensemble de scieurs, dont 98 licenciement annoncés sur Lyon, répartis ainsi : 68 ouvriers, 23 E. T. A. M., 2 cadres. Il proteste aussi contre certaines mesures envisagées dans l'immédiat, comme : les réductions d'horaires ; la suppression des trois heures de réduction de temps de travail payées ; la suppression du quart d'heure de « casse-croûte ». Ces dispositions entraîneraient pour ces travailleurs une baisse de salaire importante, donc une baisse du pouvoir d'achat. Il dénonce donc les conséquences désastreuses sur l'emploi et les conditions de vie des travailleurs lyonnais en général de la politique d'austérité que conduit actuellement et entend conduire **M. le Premier ministre**. En ce qui concerne plus précisément la société Mure, outre le désarroi jeté parmi les travailleurs de l'unité de Lyon, qui totalisent une moyenne de vingt ans environ d'ancienneté, c'est l'ensemble des travailleurs de l'entreprise qui fait les frais de ces mesures, puisqu'il est fait état : de 31 licenciements à Saint-Etienne ; de 58 licenciements à Grenoble ; de 50 licenciements à Marseille ; de 38 licenciements dans des établissements divers. Il lui demande donc quelles dispositions immédiates il entend prendre pour que la situation de l'emploi tende à s'améliorer dans la région lyonnaise. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les établissements Mure, s'il entend mettre en œuvre les moyens nécessaires et user de son autorité afin que cette société puisse trouver les solutions propres à assurer la relance et à préserver les emplois menacés. Enfin, quelles dispositions il entend prendre afin d'arrêter le processus de « bradage » de certaines entreprises et stopper la vague de licenciements qui déferle actuellement sur la région lyonnaise.

Ouvriers de la défense (conditions de reclassement en province des travailleurs de l'atelier de réparation automobile de l'armée de Neuilly-sur-Marne [Seine-Saint-Denis]).

42402. — 23 novembre 1977. — **M. Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation du personnel de P.E.R.G.M./A.U. de La Maltournée, à Neuilly-sur-Marne, en Seine-Saint-Denis, atelier de réparation automobile de l'armée, à la suite de la décision de fermeture de cet établissement prise en 1974. Son infra-

structure a été rénovée et aménagée en 1945. Les effectifs de l'établissement ont atteint, en 1965, 615 personnes ; au moment de l'annonce de la décision de fermeture, 400 personnes y travaillaient encore. A ce jour 200 personnes ont été mutées ou mises à la retraite anticipée, 100 personnes seront également mises à la retraite en 1978. La mutation en province entraîne presque toujours une diminution de salaire due à l'abattement de zone ; elle amène de graves problèmes de logement, perturbe la scolarité des enfants et entraîne presque dans tous les cas la perte de l'emploi du conjoint, fort nécessaire dans les ménages à faibles revenus. Il lui demande donc de vouloir bien examiner avec attention les difficultés des 100 ouvriers actuellement mutables, pour lesquels se posent des problèmes insolubles.

Education physique et sportive (déficit d'heures d'enseignement dans les établissements secondaires de Savoie).

42403. — 23 novembre 1977. — **M. Besson** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** sur l'important déficit d'heures d'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les établissements secondaires de Savoie. En s'en tenant à un horaire ramené à trois heures et deux heures hebdomadaires pour le premier et le second cycle, il lui signale en particulier la situation très difficile des collèges de La Motte-Servolex, La Ravière, Cognin, « Côte Rousse », de Chambéry, qui supportent chacun un déficit hebdomadaire de plus de vingt heures et qui devraient bénéficier chacun, de toute urgence, d'une création de postes. La situation n'est guère plus favorable dans les collèges Garibaldi, d'Aix-les-Bains ; Pierre-Grande, à Albertville, ainsi que dans ceux de Saint-Jean-de-Maurienne et Ugine. Quand on connaît le nombre des futurs enseignants classés comme « reçus-collés », on ne comprend pas que le Gouvernement puisse ne pas prendre les mesures qui s'imposent pour atteindre l'objectif modeste qu'il s'est lui-même fixé, c'est-à-dire un horaire hebdomadaire par classe de trois heures dans le premier cycle et de deux heures dans le second cycle. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier aux plus graves des carences constatées.

*Médecine homéopathique
(amélioration du niveau de remboursement des actes).*

42404. — 23 novembre 1977. — **M. Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation de la médecine homéopathique. Il lui rappelle que cette formation s'acquiert après les études traditionnelles — dans des conditions qui devraient d'ailleurs être clarifiées au regard de l'enseignement public — sans ouvrir droit à une contrepartie financière, consacrée par la reconnaissance de cette spécialité avec la valeur de la lettre clé y afférente, par exemple, ou encore ouvrant droit en attendant que le problème soit réglé au fond, à un droit permanent à dépassement justifié par la longueur des études et par les conditions générales d'un exercice lent de la médecine. Ce serait la condition pour que les malades, auxquels le droit à recourir à ces praticiens est reconnu, ne soient plus pénalisés dans les faits pour les remboursements par la sécurité sociale, puisque la plupart des médecins homéopathes sont — le plus souvent contre leur gré — en dehors du système conventionnel. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à la situation actuelle s'agissant de la formation des futurs praticiens et pour améliorer le niveau des remboursements des assurés sociaux recourant aux praticiens homéopathes, dont les thérapeutiques sont — au demeurant — généralement très peu coûteuses.

Assurance vieillesse (relèvement du taux des pensions de réversion des veuves de personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile).

42405. — 23 novembre 1977. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur le faible taux de la pension de réversion des veuves de personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile. Il lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les veuves de ces personnels se voient attribuer une pension de réversion calculée sur un pourcentage de 50 p. 100 de celle dont bénéficiait le conjoint (art. 19 du décret n° 63-8 du 5 janvier 1963), alors que le conjoint survivant du retraité d'un autre régime complémentaire obtient une pension de réversion déterminée sur la base de 60 p. 100.

Société nationale des chemins de fer français (maintien du régime actuel de fonctionnement de la gare de Lavoite-sur-Loire [Haute-Loire]).

42407. — 23 novembre 1977. — **M. Eyraud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur le projet de transformation en point d'arrêt non

géré de la gare de Lavouët-sur-Loire à compter du 1^{er} janvier 1978. Les élus locaux des communes de Rosières, Malrevers, Beaulieu et Lavouët-sur-Loire sont fermement opposés à cette mesure, considérant qu'elle créera une gêne supplémentaire à la population locale et qu'elle portera gravement préjudice à l'activité économique des communes desservies par cette gare. Il lui indique en outre que cette décision, si elle devenait exécutoire, contredirait la volonté exprimée à de nombreuses reprises par le Président de la République, en particulier lors de sa visite au Puy le 29 septembre 1975, de mettre fin aux suppressions de services publics en zone rurale. Il lui signale enfin que l'emploi de chef de gare de Lavouët-sur-Loire est actuellement occupé par une veuve de cheminot ayant deux enfants à charge. La disparition définitive de toute gestion de ce point d'arrêt, outre la très faible économie qu'elle permettrait à la S. N. C. F. de réaliser, aggraverait la situation de cette personne, qui perdrait ainsi à la fois son logement et son emploi. Il lui demande instamment s'il n'entend pas s'opposer à ce projet en décidant de maintenir le régime de fonctionnement actuel de la gare de Lavouët-sur-Loire.

Etablissements universitaires (sous-dotation en heures complémentaires du centre universitaire Antilles-Guyane).

42408. — 23 novembre 1977. — **M. Jalton** rappelle à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** qu'il a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'attirer respectueusement son attention sur la situation de parent pauvre de l'Université de France du centre universitaire des Antilles-Guyane. Il regrette et déplore que la sous-dotation en heures complémentaires rende impossible le fonctionnement de ce centre pour l'année 1977-1978. Il lui signale que le sous-encadrement pédagogique existant entraîne une diminution de la qualité de l'enseignement dispensé et la dévalorisation des diplômes qui seraient délivrés. Il lui indique qu'une telle situation priverait des centaines d'étudiants du C. U. A. G. de toute possibilité de poursuivre leurs études, en amplifiant le marasme qui existe dans ces régions. Il lui demande quelles dispositions urgentes elle envisage de prendre pour résoudre cet angoissant problème.

Métrologie (budget du service des instruments de mesure).

42409. — 23 novembre 1977. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat** la situation financière du S. I. M. ont il a la tutelle. Actuellement, le S. I. M. ne participe en rien directement à la préparation budgétaire, la direction des mines assurant l'élaboration et l'exécution ainsi que la surveillance des mesures prévues par la loi de finances. Il lui demande de bien vouloir préciser les mesures qu'il compte prendre pour garantir à l'avenir au S. I. M. une présentation budgétaire distincte lui permettant de connaître dans le détail les crédits qui lui sont alloués et d'établir ainsi les plans d'action à terme qui sont indispensables à l'efficacité de ce service de pointe.

Artisans (modulation de l'obligation d'adhérer à un centre de gestion agréé pour les artisans soumis au régime fiscal du réel simplifié).

42410. — 23 novembre 1977. — **M. Audinot** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que la loi de finances rectificative pour 1974 a donné la possibilité aux artisans soumis au régime réel simplifié de bénéficier d'un abattement de 10 p. 100 pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à condition qu'ils adhèrent à un centre de gestion agréé. Cette containte n'incite pas les artisans à s'intéresser personnellement à la gestion de leur entreprise et diminue considérablement l'abattement de 20 p. 100 par les frais qu'elle entraîne. Le projet de loi de finances pour 1978 accorde bien aux artisans le même abattement de 20 p. 100 qu'aux salariés, mais il maintient l'exigence d'une adhésion à un centre de gestion agréé. Cette disposition avantage les entreprises artisanales importantes au détriment des artisans travaillant seuls ou avec un nombre réduit de compagnons pour lesquelles les dépenses supplémentaires ne sont pas compensées par l'abattement en question. Serait-il possible de moduler cette obligation d'adhérer à un centre de gestion agréé et d'accorder l'abattement de 20 p. 100 aux artisans qui justifient de la réalité de leur revenu professionnel, notamment quand ils sont placés dans le cadre du régime « réel simplifié ».

Liban (réglement de paix et garantie de sa souveraineté).

42411. — 23 novembre 1977. — **M. Fossé** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que la France a joué depuis très longtemps un rôle important au Liban tant du point de vue culturel qu'économique. Elle est intervenue en conciliateur dans la récente crise intérieure libanaise. Il lui demande, en conséquence, quelles sont actuellement les lignes directrices de la politique française à l'égard du rétablissement d'une vie politique, économique et sociale normale

au Liban, et notamment comment le Gouvernement français entend agir pour que : 1^o le Gouvernement libanais recouvre le plein exercice de sa souveraineté sur l'ensemble du territoire et dispose d'une force militaire lui permettant de faire respecter son autorité et ses frontières ; 2^o la paix revenue au Sud-Liban et que les problèmes existant dans cette région soient réglés sans intervention extérieure. Il lui demande en particulier si l'envoi de casques bleus de l'O. N. U. dans cette région ne pourrait permettre au Gouvernement libanais de trouver une solution pacifique en évitant l'internationalisation du conflit. Il se permet de souligner à cet égard la grave menace pour la paix et pour les négociations qui doivent s'ouvrir que représente la situation de tension permanente qui règne au Sud-Liban.

Vaccinations (approvisionnement des pharmacies en nouveaux vaccins contre la coqueluche).

42412. — 23 novembre 1977. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les retraits des vaccins contre la coqueluche de toutes les pharmacies de France à compter du 1^{er} octobre 1977. Il a été signalé que les nouveaux médicaments de remplacement n'étant pas encore arrivés, ce retard suscitait de l'inquiétude dans les familles dont les enfants sont menacés par cette maladie. Il demande quelles mesures elle envisage de prendre pour permettre aux pharmacies d'être approvisionnées le plus rapidement possible en médicaments de remplacement.

Prix (prix élevés des produits alimentaires et des services de restauration dans les gares et dans les trains).

42413. — 23 novembre 1977. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur les prix pratiqués par les entreprises concessionnaires des services de restauration dans les trains et des produits alimentaires dans les gares de la S. N. C. F. Les prix pratiqués par ces prestataires de services, qu'ils s'agisse de sandwiches, de fruits ou de sucreries, sont le plus souvent exorbitants. C'est ainsi qu'une petite tablette de chocolat vendue 1,60 franc dans une épicerie de quartier à Paris est vendue 3,40 francs à la gare Saint-Lazare. Il lui demande quelles dispositions pourrait prévoir la direction de la S. N. C. F. afin que la notion de service public qu'elle tient à faire respecter dans ses tarifs de transport ne soit pas exclue totalement dans la restauration et la commercialisation des produits alimentaires destinés aux voyageurs et qui sont devenus dans ces conditions prohibitifs pour de nombreuses familles.

Gardiennes d'enfants (réglementation relative aux rémunérations des assistantes maternelles).

42414. — 23 novembre 1977. — **M. Bordu** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les décrets qui doivent paraître concernant les assistantes maternelles. Il lui fait remarquer qu'actuellement les assistantes maternelles sont rémunérées sur la base d'accords départementaux décidés par les conseils généraux. A titre d'exemple, il cite le cas du département dans lequel il est élu et qui a fixé récemment le taux de rémunération à 990 francs par mois pour la garde d'un enfant âgé de onze ans. Sur cette somme 10 p. 100 sont représentatifs du salaire. Il semble que les décrets à paraître envisagent de payer les assistantes maternelles l'équivalent de deux heures de S. M. I. C. par jour et par enfant et de leur verser une pension nourricière dont la somme serait à déterminer par les conseils généraux pour chaque département. Cette pension risque fort d'être fixée à un taux minimum insuffisant et, selon quelques premières indications, ne représenter que la valeur journalière du prix d'un repas de cantine. Il fait remarquer que les assistantes maternelles devenant salariées paieront un impôt plus important sur le revenu, ne pourront payer la nourriture des enfants sur la seule pension nourricière et devront, en conséquence, les nourrir en prenant sur la part salariale. Pour certaines assistantes, elles perdront le bénéfice du salaire unique, d'un certain montant de l'allocation logement, de certaines allocations complémentaires liées aux professions des époux. Il demande donc, en conséquence, que les décrets ne soient pas publiés avant que n'ait lieu un débat sérieux entre le ministère, les syndicats et les organisations habilitées.

Fonctionnaires (régime des autorisations d'absence des fonctionnaires élus municipaux).

42416. — 23 novembre 1977. — **M. Giovannini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par des fonctionnaires pour exercer normalement les responsabilités attachées au mandat d'élu municipal. En l'espèce, il s'agit d'agents

du ministère de la santé publique menacés de retenues sur leurs traitements pour absences consécutives à la participation à des séances du conseil municipal ou de commissions municipales. Il se trouve d'autre part que l'une de ces commissions peut être amenée à traiter de questions concernant l'établissement auquel appartiennent les intéressés en leur qualité de conseillers municipaux, mais l'autorité hiérarchique entend s'opposer à la présence en commission de ses subordonnés. Or, le ministre de l'intérieur de l'époque, saisi d'un problème analogue par voie de question écrite n° 8637 du 23 février 1974 posée par M. Le Meur, a répondu le 4 avril 1974 qu'il convenait d'interpréter libéralement les textes et d'accorder les permissions d'absences pour les séances des commissions ou organismes divers auxquels les intéressés doivent participer en qualité ; il n'a accompagné sa réponse d'aucune restriction pour la participation à des commissions appelées à traiter d'affaires intéressant la fois la commune et l'administration dont relève le fonctionnaire ; et, de plus, le choix du conseil municipal a été guidé par le souci de faire appel à des spécialistes susceptibles de faciliter la compréhension des besoins réciproques de l'administration et des usagers. En conséquence, il demande : 1° si les demandes d'autorisations d'absence, régulièrement déposées au préalable devant l'autorité hiérarchique et toujours implicitement accordées, c'est-à-dire n'ayant jamais fait l'objet d'un refus officiel, peuvent autoriser une retenue a posteriori sur le traitement ; 2° si l'administration est légalement ou réglementairement habilitée à interdire à un conseil municipal la désignation d'un élu à une commission appelée à traiter d'affaires intéressant les deux parties ; 3° si pour éviter de tels conflits et permettre aux fonctionnaires élus de pouvoir vraiment exercer le mandat à eux confié par le suffrage universel, il ne pense pas devoir mieux préciser sa pensée par rapport à la réponse à la question de M. Le Meur en date du 14 février 1959.

Instituts de recherche pour l'enseignement des mathématiques (rétablissement des crédits de fonctionnement).

42417. — 23 novembre 1977. — M. Lazzarino fait part à M. le ministre de l'éducation de l'émotion suscitée parmi les intéressés (enseignants, élèves et parents) par la demande de réduction de 20 p. 100 des crédits attribués aux instituts de recherches pour l'enseignement des mathématiques, transmise par le ministère aux recteurs. Une telle décision, prise en l'absence de toute concertation, intervient alors que ces crédits avaient été répartis et notifiés en avril 1977 et que les différents I. R. E. M. avaient déjà mis en œuvre leurs programmes d'activités. Les I. R. E. M. constituent, pour les enseignants du second degré, la seule institution permanente soutenue par le ministère. Ils sont rattachés à l'enseignement supérieur et leurs animateurs et stagiaires proviennent de tous les degrés de l'enseignement. La formation continue des enseignants doit être, en effet, liée à la fois à la recherche fondamentale des universités et à la pratique pédagogique de la classe. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux enseignants de toutes les disciplines de bénéficier d'une formation continue, comme l'a prévu la loi du 10 juillet 1971, et pour que soit débouquée à cette fin la totalité des moyens attribués aux I. R. E. M. en avril 1977.

Psychologues scolaires (reprise du recrutement dans les centres universitaires de formation d'Aix, Besançon, Caen et Grenoble).

42418. — 23 novembre 1977. — M. Millet expose à M. le ministre de l'éducation les problèmes sérieux que rencontrent les psychologues scolaires dans l'exercice de leur profession en raison de l'insuffisance de leur nombre pour faire face aux besoins en la matière. Leur rôle, en effet, dans le cadre de l'évolution de l'éducation nationale, ne peut que grandir en collaboration d'ailleurs avec tous les intéressés, enseignants, parents d'élèves, etc., ce qui pose le problème de la qualité de leur formation et du nombre des postes mis à leur disposition. Or, il semble que le recrutement des psychologues scolaires soit suspendu dans les centres universitaires de formation d'Aix, Besançon, Caen et Grenoble. Il s'agit là d'une situation très préoccupante, non seulement quant à leurs problèmes catégoriels mais pour les bonnes conditions du fonctionnement de l'éducation nationale. Il lui demande de revenir, dès à présent, sur une telle mesure qui va à l'encontre de l'évolution des connaissances et des techniques dans ce domaine et de rétablir le recrutement dans ces centres universitaires.

Education physique et sportive (insuffisance du nombre d'enseignants dans l'Essonne).

42419. — 23 novembre 1977. — M. Juquin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la gravité de la dégradation de l'enseignement physique et sportif dans l'Essonne. La moyenne hebdomadaire y est inférieure à deux heures

par classe. Les syndicats d'enseignants estiment raisonnablement à 25 le nombre de postes à créer pour seulement assurer trois heures d'éducation physique et sportive aux seuls élèves de sixième. Pour assurer deux heures d'enseignement à tous les élèves, la création de 60 postes est indispensable. Pour atteindre l'objectif de trois heures hebdomadaires pour toutes les classes, la création de 150 postes est nécessaire et pour celui souhaitable de cinq heures par semaine, ce sont 450 postes qui devraient être créés. La situation actuelle est d'autant plus déplorable que des centaines de professeurs d'E. P. S. sont aujourd'hui réduits au chômage. Il lui demande s'il s'engage à créer d'urgence dans un premier temps les postes nécessaires à assurer un minimum de trois heures d'enseignement physique et sportif pour tous les élèves de l'Essonne, ce qui ne serait qu'honorer ses propres promesses, telles qu'elles ont été exposées dans la circulaire ministérielle du 25 juillet 1975.

Propriétés agricoles (réglementation restreignant les achats en excès).

42420. — 23 novembre 1977. — M. Debré demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il n'estime pas que les excès d'achats de propriétés agricoles ou de propriétés d'agrément, ainsi que, dans certains cas, l'aménagement de lotissements par des ressortissants étrangers, notamment dans les départements de l'Est et du Midi, justifieraient, dans l'intérêt des populations et de la France, une réglementation destinée à en limiter le nombre.

Charbon (prospections françaises dans les pays étrangers).

42421. — 23 novembre 1977. — M. Debré demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat s'il ne lui paraît pas conforme aux intérêts de la France de rechercher les mines de charbon situées en territoire étranger et dont la France, par des achats ou des accords, pourrait s'assurer qu'elles nous garantiraient contre la pénurie probable de la prochaine décennie.

Hydrocarbures (préservation de la capacité nationale de raffinage).

42422. — 23 novembre 1977. — M. Debré demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat s'il est exact que les orientations de la commission économique européenne seraient en faveur de l'introduction toujours plus généreuse de pétrole raffiné aux dépens de l'industrie européenne de raffinage ; lui rappelle qu'un constant effort de la politique française depuis un demi siècle a tendu à développer sur notre sol une industrie nationale de raffinage ; qu'effectivement cette politique, conforme au bien public des français, a toujours été critiquée et battue en brèche par des sociétés étrangères ; que tous les gouvernements ont cependant tenu bon et refusé de s'incliner ; qu'il serait néfaste et peu conforme aux intérêts européens de laisser adopter par les fonctionnaires supranationaux, une politique contraire ; lui demande donc, et de la manière la plus détaillée, quelles sont ses intentions et celles du Gouvernement français face à ce problème qui doit être traité avec la gravité qui convient ; s'il entend poursuivre une politique nationale ou s'incliner devant des diktats étrangers ; au cas souhaitable où il n'en est rien quelles sont les lignes d'action des prochains mois pour maintenir une ligne de conduite inspirée par le seul souci de la plus grande indépendance française.

Energie (effort européen en matière d'implantation d'énergies nouvelles sur le sol français).

42423. — 23 novembre 1977. — M. Debré fait observer à M. le ministre des affaires étrangères que les recherches de la commission de la Communauté économique européenne en matière d'énergie se traduisent présentement par l'implantation du projet « jet » en Grande-Bretagne, contrairement aux promesses faites par le Gouvernement au Parlement, et l'implantation d'un projet de centrale solaire en Italie ; lui demande s'il est prévu que la France sera appelée un jour à bénéficier sur son sol d'un effort européen dans ce domaine capital.

Pensions de retraite civiles et militaires (bénéfice d'une retraite anticipée pour les fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants).

42424. — 23 novembre 1977. — M. Le Tac signale à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une annexe à la convention sociale 1976 prévoyait d'octroyer aux fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants la possibilité de prendre leur retraite une ou deux années avant l'âge normal et ce en percevant immédiatement leur pension. Il lui demande quelles dispositions ont été prises

pour concrétiser très rapidement cette légitime aspiration des Intéressés. Au moment où un système de préretraite a été créé dans les entreprises afin de libérer le plus grand nombre d'emplois pour résorber le chômage, il serait regrettable que le Gouvernement ne consente lui aussi quelques réformes au demeurant bien minimes puisqu'elles ne permettraient qu'un départ à la retraite légèrement anticipé pour une catégorie d'agents particulièrement méritants, sans que soit engagée la moindre dépense supplémentaire, le calcul du montant de la pension s'effectuant compte tenu de l'ancienneté à la date réelle de cessation des fonctions. Il résulterait de cette opération une économie sur le montant des retraites pouvant aller dans certains cas jusqu'à 14 p. 100 (2/100 par année de cinquante-huit ans à soixante-cinq ans). Par ailleurs, il n'est pas indifférent de mentionner que très souvent de petits fonctionnaires, après toute une vie passée au service de l'Etat ne peuvent profiter d'un repos bien gagné tant que leur épouse moins âgée n'a pas atteint l'âge de soixante ans l'autorisant à cesser également ses fonctions, ce qui entraîne pour eux maintien dans les lieux, ennui et désœuvrement.

Défense (capacité de réaction de la France dans l'Atlantique).

42425. — 23 novembre 1977. — La presse internationale a rendu compte que les sous-marins atomiques soviétiques auraient découvert une nouvelle route pour pénétrer dans l'Atlantique. Cette voie, sous les glaces, passerait à moins de 1 000 km au sud du pôle Nord. Ce nouvel itinéraire éviterait aux sous-marins nucléaires russes l'obligation de passage entre l'Islande et le Groenland et entre l'Islande et la Norvège où les défenses occidentales sont les plus efficaces. Les informations confirment que le Canada, directement concerné, accroît très sensiblement sa défense anti-sous-marine en avions à réacteurs à long rayon d'action équipés des appareils les plus sophistiqués ; en outre, le Canada renforce sa flotte de surface dans de notables proportions. L'été dernier, près de cent sous-marins soviétiques seraient entrés dans l'océan Atlantique pour une démonstration de forces navales. Les sous-marins étaient accompagnés par une flotte de surface dont un porte-avions armé de chasseurs à réaction à décollage vertical. Ces informations, si elles sont exactes, justifient une interrogation parlementaire sur la capacité de réaction de la France, nation maritime de l'Atlantique. **M. Guerneur** demande donc à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui confirmer que la France reste en mesure de garantir sa sécurité en présence du fait nouveau que constitue la pression considérable de la marine soviétique dans l'océan Atlantique et notamment son apparente aptitude à porter en un temps très court une grave atteinte aux flottes de commerce des nations occidentales.

Débit de boissons (conditions de détermination de certaines denrées servies dans les débits de boissons).

42426. — 23 novembre 1977. — **M. Krieg** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur certaines dispositions des arrêtés n° 77-127, 77-128, 77-129 et 77-130 du 4 novembre 1977 relatifs aux prix de vente des eaux minérales, de vins, de la bière et de certaines denrées servies dans les débits de boissons. Certains prix de vente ne peuvent en effet que frapper d'étonnement et particulièrement ceux relevés ci-après : une saucisse chaude accompagnée de pain et de moutarde servie ou non sous forme de sandwich : 4 francs ; deux saucisses présentées selon la même préparation : 4,50 francs ; un œuf chaud : 4 francs et deux œufs chauds : 5 francs. **M. Krieg** serait reconnaissant à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** de demander à la direction des prix de faire connaître les éléments d'appréciation qui ont conduit à déterminer le prix de vente de ces aliments.

Personnel de l'économie et des finances (aménagement des modalités d'intégration des personnels de la redevance de radio et de télévision au ministère de l'économie et des finances).

42427. — 23 novembre 1977. — **M. Le Tac** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les retards apportés au règlement du problème important né de la difficulté d'intégration des personnels de la redevance de radio et télévision au ministère des finances. Il lui rappelle que ces agents attendent depuis le 1^{er} janvier 1975 : qu'une solution soit enfin trouvée pour qu'ils puissent prétendre à soixante ans à une retraite normale par le reversement intégral des cotisations IRCANTEC et de sécurité sociale retenues par l'O. R. T. F. sur le régime de retraite de la fonction publique (reversement actuellement interdit par l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite). Il serait judicieux qu'un examen approfondi des diverses situations soit entrepris et que tous les préjudices soient réparés ; qu'une rémunération accessoire convenable leur soit attribuée éventuellement

par un prélèvement minime sur les sommes très importantes qu'ils recouvrent. En effet, ils ne sauraient être agents du Trésor au rabais comme ils ont déjà été les parents pauvres de l'O. R. T. F. ; la révision de l'intégration injuste des ex-fonctionnaires de l'O. R. T. F. pour lesquels une reconstitution de carrière fictive a été établie sur la base de la durée moyenne d'avancement, sans qu'il soit tenu compte des bonifications d'ancienneté acquises très régulièrement à l'O. R. T. F. Il lui demande que des décisions soient prises le plus rapidement possible afin de donner satisfaction à ces légitimes revendications.

Chirurgiens-dentistes : mesures tendant à l'exécution d'un arrêté du Conseil d'Etat annulant l'arrêté établissant la liste d'aptitude aux fonctions de professeur et d'assistant des écoles nationales de chirurgie dentaire odontologiste.

42428. — 23 novembre 1977. — **M. Pujol** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** que par jugement du 28 mai 1975 le tribunal administratif de Paris a annulé l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre d'Etat chargé des affaires sociales en date du 20 mars 1968 établissant la liste d'aptitude aux fonctions de professeur et d'assistant des écoles nationales de chirurgie dentaire odontologiste et odontologiste assistant des services de consultation et de traitement dentaire, au titre des dispositions transitoires prévues à l'article 41 du décret du 22 septembre 1965. Ce jugement du tribunal administratif a été confirmé par un arrêté du Conseil d'Etat du 30 mars 1977. L'exécution des décisions précitées a été demandée notamment par voie de justice, d'huissier le 7 juin 1977, par l'association des orthodontistes français. A ce jour, et malgré toutes les demandes, les ministères intéressés n'ont pris aucune disposition. En conséquence, tous les professeurs nommés en 1968 sont dans une situation totalement illégale. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour pourvoir à l'exécution des décisions rendues par le tribunal administratif de Paris et le Conseil d'Etat.

Médecine du travail : modalités de cotisation pour les commerçants employant à temps partiel un décorateur de vitrines.

42429. — 23 novembre 1977. — **M. Valbrun** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un décorateur qui travaille pour différents employeurs commerçants, sur la base de huit heures par mois à la décoration de vitrines. Il lui demande si chaque employeur est tenu de cotiser à un organisme de médecine du travail, eu égard à la modicité des intérêts en jeu et s'il suffit au contraire que l'un des employeurs soit affilié et que le salarié se soumette aux examens médicaux.

Adoption : réformes des procédures d'adoption.

42431. — 23 novembre 1977. — **M. Darres** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les difficultés rencontrées par les familles qui désirent adopter un enfant. Alors qu'il y a en France 200 000 enfants adoptables sous tutelle à la D. A. S. S., les candidats à l'adoption sont contraints d'attendre trois à cinq ans ou de s'adresser à l'étranger. Il lui demande s'il envisage de mettre à l'étude un projet de réforme des procédures d'adoption et, en attendant, de requérir plus rapidement en « déclaration d'abandon » pour de nombreux enfants victimes d'abandon déguisé et, de ce fait, non adoptables.

Rentes viagères : exonération des caisses de retraite mutualistes du règlement des dépenses résultant de majorations éventuelles des rentes viagères.

42432. — 23 novembre 1977. — **M. Chevènement** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'article 22, paragraphe VIII de la loi de finances pour 1977, prévoit que les dépenses résultant de majorations éventuelles des rentes viagères souscrites à compter du 1^{er} janvier 1977 incomberont aux organismes débiteurs, une partie d'entre elles leur étant remboursées par un fonds alimenté par le budget de l'Etat. Le décret devant fixer les règles de constitution et de fonctionnement de ce fonds n'étant pas encore intervenu, cette fraction demeure encore indéterminée. Les caisses de retraite mutualistes, organismes à but non lucratif, ne pourraient assumer cette obligation nouvelle sans imposer à leurs adhérents des charges encore plus élevées que celles qu'elles supportent actuellement, ce qui pénaliserait une forme très développée d'épargne populaire. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui semble pas utile de prévoir dans le texte d'application d'exonérer les caisses mutualistes de ce financement, de la même manière que l'ont été les caisses d'anciens combattants.

Assurance vieillesse : aménagement des règles interdisant le versement d'une pension de réversion dès lors que le conjoint survivant perçoit une retraite supérieure à celle de l'époux décédé.

42433. — 23 novembre 1977. — **M. Chevènement** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences foncièrement injustes auxquelles conduisent les textes actuellement en vigueur régissant les pensions de réversion. L'article 90 du décret n° 45-0179 du 19 décembre 1945, modifié par le décret n° 75-109 du 24 février 1975, fait en effet obstacle au versement d'une telle pension dès lors que le conjoint survivant perçoit une retraite d'un taux supérieur à celle de l'époux décédé. Un tel système avantage notamment les veuves de titulaires de revenus élevés et pénalise les femmes d'ouvriers ou d'employés lorsqu'elles ont exercé une activité professionnelle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Marchés administratifs (extension aux communes des dispositions relatives aux intérêts moratoires).

42434. — 23 novembre 1977. — **M. Denvers** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** s'il envisage de prendre un texte réglementaire faisant bénéficier les créanciers des communes, en vertu de marchés avec ces dernières, des dispositions analogues à celles du décret n° 77-981 du 29 août 1977 (*Journal officiel* du 31 août 1977, p. 4398) relatives à l'engagement et au mandatement des sommes dues en exécution des marchés passés par l'Etat au titre des intérêts moratoires pour retard apporté dans le règlement de leurs créanciers. Les mêmes motifs qui ont entraîné une promulgation du décret du 29 août 1977 justifieraient son extension aux communes et permettraient aux créanciers, dans cette période difficile où l'encadrement du crédit restreint leurs possibilités de financement, d'obtenir plus rapidement le règlement des sommes qui leur sont dues.

Autoroutes (financement complémentaire nécessaire à la poursuite du programme autoroutier en Ile-de-France).

42435. — 23 novembre 1977. — **M. Chénou** constate la diminution sensible et régulière des autorisations de programme allouées par l'Etat au titre des budgets annuels du ministère de l'équipement à la voirie rapide en Ile-de-France : 587 millions de francs en 1976, 431 millions de francs en 1977, 258 millions de francs dans le projet de loi de finances pour 1978 (en francs courants). Il appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur les conséquences de cette réduction, qui compromettent gravement la réalisation du programme autoroutier en Ile-de-France et, en particulier, de la rocade de grande banlieue A 86. Il rappelle que la région d'Ile-de-France participe à ce programme dans des proportions de 15 à 45 p. 100 suivant le type de voirie. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour dégager les financements complémentaires permettant de poursuivre et d'achever ce programme dans de bonnes conditions.

Handicapés (réalisation d'un véritable statut social du handicapé).

42436. — 23 novembre 1977. — **M. Robert-André Vivien** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la réalisation d'un véritable statut social du handicapé comportant la définition de ses droits fondamentaux qui sont : 1° le droit à l'instruction, dans le cadre de l'éducation nationale (chaque fois que possible), plutôt que de multiplier les structures parallèles qui comportent un risque certain de « ségrégation » ; 2° le droit au travail en milieu ordinaire ou en milieu protégé avec la garantie de ressources pour la formation professionnelle et la réinsertion. Il convient que les chances de promotion du handicapé ne soient pas anéanties par son maintien perpétuel dans des structures de travail protégé, l'objectif devant être l'insertion en milieu de travail ordinaire dès que possible. La garantie de ressources allouée au handicapé doit être la même, qu'il soit placé en milieu de travail protégé ou en milieu ordinaire ; 3° le droit à l'autonomie financière avec l'attribution d'allocations aux adultes handicapés égales au minimum à 80 p. 100 du S.M.I.C. et d'allocations compensatrices ouvrant droit aux prestations des assurances maladie et maternité ; 4° le droit à l'insertion sociale qui passe par une véritable politique de l'accessibilité aux transports, aux logements, aux loisirs et aux sports. Cette insertion sociale ne pourra se réaliser que dans la mesure où l'on facilitera la vie des handicapés dans leurs activités de tous les jours en supprimant les barrières architecturales qui

interdisent leur accès dans de bonnes conditions aux logements et aux installations ouvertes au public et en développant des moyens de transports en commun qui leur soient pratiques et accessibles.

Assurance vieillesse (détermination des droits d'une salariée qui a été religieuse).

42437. — 23 novembre 1977. — **M. Donnez** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** le cas d'une assurée qui a, successivement, exercé une activité salariée de 1950 à 1956, puis une activité non salariée, alors qu'elle était religieuse, de 1956 à 1969, et, de nouveau, une activité salariée de 1969 à ce jour. Au cours des années où l'intéressée était religieuse, elle a été affiliée au régime de l'assurance vieillesse de la mutuelle Saint-Martin. Il lui demande de bien vouloir indiquer quels seront les droits de cette assurée en matière d'assurance vieillesse, à la suite de la mise en vigueur du nouveau régime d'assurance vieillesse des membres du clergé, des religieux et des religieuses : les années de travail non salarié correspondant à la période pendant laquelle l'intéressée était religieuse pourraient-elles être prises en compte pour le calcul de la pension de vieillesse. Et quelles démarches l'intéressée devra-t-elle faire pour obtenir cette prise en compte. D'autre part, dans le cas où la congrégation n'aurait pas versé de cotisations à la mutuelle Saint-Martin pendant toute la période 1956 à 1969, les années de travail non salarié, effectuées avant l'affiliation à la mutuelle, pourront-elles être validées.

Prestations familiales : mesures tendant à permettre aux mères de famille seules d'élever leur dernier enfant.

42438. — 23 novembre 1977. — **M. Bertrand Denis** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'une mère de famille, âgée de 58 ans, ayant élevé douze enfants, vit, depuis six années, séparée de son mari. L'avant-dernier de ses enfants ayant atteint l'âge de 18 ans en juillet 1977, elle ne bénéficie plus, depuis cette date, d'aucune prestation familiale. Après avoir consacré sa vie à élever sa nombreuse famille, elle se trouve donc, à 58 ans, sans autre ressource que la modeste pension alimentaire versée par son ex-mari pour elle-même et pour son dernier enfant à charge, alors qu'il ne lui est pas possible de trouver un emploi. Il lui demande si, dans des cas analogues, il ne serait pas possible de prévoir le maintien des prestations familiales pour le dernier enfant à charge ou une aide permettant aux mères de famille seules d'élever leur dernier enfant.

Téléphone (mesures tendant à exonérer les personnes handicapées du paiement de la taxe de raccordement).

42439. — 24 novembre 1977. — **M. Forens** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les mesures récemment annoncées tendant à exempter, sous certaines conditions, les personnes âgées du paiement de la taxe de raccordement. Il lui demande dans quelles mesures les personnes handicapées qui ne remplissent pas nécessairement les conditions d'âge prévues ne pourraient bénéficier de ces nouvelles dispositions.

Education spécialisée : mesures tendant à assurer la continuité du fonctionnement de cette école.

42441. — 24 novembre 1977. — **M. Fizbin** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les faits suivants : l'association Pierre Monestier ayant décidé unilatéralement la fermeture de l'école des moniteurs-éducateurs de Saint-Rome de Dolan, deux associations ont manifesté leur intention de garantir la continuité du fonctionnement de l'école en se substituant à cette association et ont effectué les démarches nécessaires. Le 16 août dernier, monsieur le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale adressait au représentant de l'une d'elles une lettre où il affirme : « j'ai décidé d'agréer le projet de l'U. N. A. P. H. ». En conséquence, il lui demande : 1° comment se fait-il que monsieur le secrétaire d'Etat ait anticipé sur une décision d'agrément dont les textes précisent qu'il est l'affaire d'un arrêté ministériel et selon quels critères une association : la S.E.P. a-t-elle été évincée au profit de l'U. N. A. P. H. ? 2° Le gouvernement peut-il donner l'assurance qu'il sera exigé de la nouvelle association quelle qu'elle soit, la réembauche de la totalité du personnel y compris celui déjà licencié pour raison économique. 3° Etant donné l'urgence de la situation, quand les ministères concernés entendent-ils répondre à l'attente des personnels en garantissant la continuité du fonctionnement de l'école et en maintenant la convention de formation professionnelle signée avec le ministère de l'agriculture.

Commissariat à l'énergie atomique : atteintes aux dispositions du droit au travail.

42443. — 24 novembre 1977. — **M. Raïte** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur le développement des atteintes aux libertés au C. E. A. Les exemples sont nombreux : 1° un délégué du personnel C. G. T. (collaborateur temporaire de thèse se voit refuser l'embauche au C. E. A. et notamment au centre de Limeil (DAM), il est actuellement au chômage ; 2° un délégué du personnel C. G. T. interdit de séjour depuis deux ans à l'arsenal de Brest ; 3° une déléguée du personnel C. G. T. se voit refuser une mutation d'un service à un autre (alors que l'administration prétend favoriser les mutations internes). Le prétexte invoqué est qu'elle n'est pas habilitable au secret ; 4° un technicien de la division de la chimie, qui devait se rendre en mission au centre de la Hague, apprend la veille de son départ qu'il est interdit de séjour à la Hague sur ordre du chef de ce centre (rappelons que cette mission était prévue depuis juillet 77 — ordre de mission signé — avancé sur frais de mission touchés) ; 5° deux travailleurs d'entreprises extérieures, délégués de la C. G. T. (à Saclay depuis quatre ans) viennent d'apprendre, par leur employeur, qu'ils ne seraient plus habilités au secret. De nombreux militants syndicaux n'ont pas droit à l'habilitation au secret du fait de leur appartenance syndicale. Dans tous les cas cités, le motif d'interdiction n'est pas d'ordre professionnel (confirmation en a été donnée par la direction du centre et les différentes hiérarchies). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ces faits graves en totale contradiction avec les affirmations gouvernementales et qui portent atteinte à la démocratie dans notre pays.

Bourses et allocations d'études : motifs de la suppression des bourses attribuées aux étudiants comoriens.

42444. — 24 novembre 1977. — **M. Weber** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur (D.O.M.-T.O.M.)** sur la situation dans laquelle se trouvent actuellement les étudiants comoriens. En effet, les Comores ayant accédé à l'indépendance en mars 1977 ils disposent jusqu'en mars 1978 de la possibilité d'option pour la nationalité française ou comorienne. Or plus d'un millier d'étudiants comoriens ont brusquement perdu les bourses qu'ils recevaient du ministère des D.O.M.-T.O.M., étant considérés comme des étrangers alors même qu'ils ont toujours des papiers français. Certains ont essayé de trouver un travail compatible avec leurs études pour subvenir à leurs besoins. Cependant dès mars prochain, s'ils optent pour la nationalité comorienne, ils n'auront plus le droit d'exercer une activité salariée, cette possibilité ayant été ôtée aux étudiants étrangers. Il lui demande : 1° pourquoi les bourses de ces étudiants ont été supprimées alors même qu'ils restent français jusqu'en mars prochain ; 2° où est passé l'argent de ces bourses qui avait été voté pour toute l'année 1977 par le Parlement ; 3° comment les étudiants comoriens trouveront-ils les ressources nécessaires pour terminer leurs études, en particulier à partir de mars prochain, lorsqu'ils perdront leur emploi ; 4° un rapatriement massif est-il envisagé.

Détention (intervention en faveur d'Alexandre Moumbaris, emprisonné en Afrique du Sud).

42446. — 24 novembre 1977. — **M. Cermolacce** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le sort d'Alexandre Moumbaris, ancien responsable des scouts orthodoxes grecs à Marseille, condamné à treize ans de prison par un tribunal sud-africain sur le motif qu'il aurait, en compagnie de son épouse, tenté de faire pénétrer en Afrique du Sud, des Africains entraînés à l'étranger aux opérations de guérilla (réponse à la question n° 35027 du 22 janvier 1977). Il rappelle que la même réponse précisait que le représentant de la France à Pretoria ne manquait pas de saisir toute occasion favorable pour signaler au gouvernement sud-africain les aspects douloureux d'une situation qui brisait l'unité d'une famille dont plusieurs membres sont français. Il souligne qu'il vient d'être à nouveau saisi de la situation de **M. Moumbaris** afin, ainsi que l'a écrit **M. l'ambassadeur de l'Afrique du Sud** à Paris au président de l'association des amis d'Alexandre Moumbaris, que le conseil de réduction des peines (Prisons Parole Board) d'Afrique du Sud accorde la libération après que la moitié de la peine a été purgée. Le moment d'une nouvelle démarche française auprès du gouvernement sud-africain lui paraît favorable en considérant qu'après soixante-trois mois d'une détention très dure, **M. Alexandre Moumbaris** aura purgé la moitié de sa peine d'ici moins d'un an. Il lui demande s'il entend effectuer cette démarche qui doit être considérée comme devant permettre d'obtenir un acte humanitaire du gouvernement sud-africain.

Libertés publiques (protestation du ministre des affaires étrangères auprès du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à propos de l'interpellation d'un citoyen français par la police ouest-allemande).

42447. — 24 novembre 1977. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les événements inadmissibles qui se sont déroulés le samedi 19 novembre à Bonn, en République fédérale d'Allemagne. **M. X.**, membre du bureau national du M. J. C. F. qui participait à un séminaire international sur la paix et le désarmement, a été arrêté comme un vulgaire criminel en gare de Bonn par la police ouest-allemande, emmené dans un commissariat où il est fouillé sans aucune explication, gardé en cellule, puis conduit au présidium de la police criminelle de Bonn, sans pouvoir contacter son ambassade. Après un interrogatoire très serré, **M. X.** est finalement relâché dix heures après, sans un mot d'explication, ni d'excuse. Devant cette violation inadmissible des droits de l'homme, il lui demande d'élever immédiatement une protestation auprès du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne contre ces pratiques indignes exercées à l'encontre d'un citoyen français et quelles mesures il entend prendre pour que de tels faits ne puissent se renouveler.

Auxiliaires médicaux : organisation de la profession de rééducateur de la psychomotricité.

42448. — 24 novembre 1977. — **M. Millet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème posé aux psychorééducateurs et à leurs patients par l'absence de tout texte légal concernant cette profession et son statut. Il lui rappelle d'une part qu'elle a, à maintes reprises, déclaré que le législateur pourrait être autorisé à se prononcer sur un texte légal déjà existant et d'autre part, que le groupe communiste a déposé une proposition de loi (n° 579 du 23 juin 1973) tendant à organiser la profession de rééducateur de la psychomotricité. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle compte prendre afin que les problèmes liés à la profession de psychorééducateur viennent rapidement en discussion.

Monnaie : inconvénients des changements des signes monétaires.

42449. — 24 novembre 1977. — **M. Branger** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les inconvénients que présente tout changement des signes monétaires (pièces ou billets), source de confusion, notamment pour les personnes âgées. Il lui fait observer qu'il en est ainsi, par exemple, du maintien en service de deux billets de dix et cinquante francs de formats différents mais également de la possibilité de confusion de la nouvelle pièce de dix francs avec d'autres signes en circulation. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de veiller, à l'avenir, à ce qu'une plus grande stabilité soit observée en cette matière, notamment en ce qui concerne les formats.

Electricité (taxation de la consommation d'un atelier artisanal).

42450. — 24 novembre 1977. — **M. Branger** rappelle à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que l'article L. 233-1 du code des communes prévoit que toute commune peut, par délibération du conseil municipal, établir une taxe sur l'électricité consommée pour le chauffage, l'éclairage et les usages domestiques ; qu'en outre l'article L. 233-3 du même code édicte que la taxe prévue à l'article 233-1 est, en ce qui concerne l'énergie électrique livrée par les distributeurs en basse tension, quelle qu'en soit l'utilisation, assise sur la part du montant de la facture d'électricité, variant avec les consommations relevées. Il lui demande s'il lui paraît conforme à l'interprétation qui doit être faite de ces deux textes que le propriétaire d'un atelier dans lequel se trouvent des moteurs électriques uniquement destinés à son activité professionnelle soit soumis à taxation.

Prêts aux jeunes ménages (insuffisance de la dotation de 1977 pour la Mayenne).

42451. — 24 novembre 1977. — **M. Buron** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des prêts aux jeunes ménages dans le département de la Mayenne en raison de l'insuffisance de la dotation attribuée à ce titre pour l'année 1977. Cette dotation est en effet inférieure à celle accordée pour 1976 malgré l'augmentation, d'une part, de la valeur nominale des prêts susceptibles d'être accordés et, d'autre part, de l'augmentation du nombre des demandes. C'est ainsi qu'actuellement la caisse d'allocations familiales de la Mayenne ne peut procéder, en raison de la limitation de la dotation, au paie-

ment de 170 prêts pour lesquels une décision d'acceptation a été prise. Il peut être évalué que 130 demandes environ seront encore déposées d'ici la fin de l'année, ce qui implique que la dotation 1978 sera déjà amputée de la valeur de 300 prêts, soit près de la moitié des prêts attribués dans une année. Or, ces prêts aux jeunes ménages constituent, aux termes de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975, une prestation légale dont le versement est obligatoire lorsque les conditions d'attribution se trouvent réunies. C'est pourquoi il lui demande que des mesures soient prises rapidement pour pallier l'insuffisance des dotations accordées afin de permettre aux organismes débiteurs de régler ces prêts et ne pas supporter la responsabilité que les intéressés ont tendance à leur faire supporter, dans l'ignorance qu'ils sont des raisons réelles de la carence constatée.

Pharmacie (revalorisation des remises consenties par les laboratoires d'analyses aux pharmacies rurales).

42452. — 24 novembre 1977. — **M. Julia** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les pharmaciens des zones rurales qui servent de correspondants à des laboratoires de biologie. Ils effectuent pour le compte de ces laboratoires des prélèvements, tiennent les dossiers de classement et une comptabilité sommaire. Depuis 1960, il est prévu qu'ils peuvent percevoir une remise de 3 francs sur les sommes versées par les patients aux laboratoires d'analyses. Cette remise est manifestement insuffisante, c'est pourquoi, semble-t-il, un projet de texte aurait été établi qui prévoirait de porter cette remise à 4 francs, 8 francs ou 16 francs selon les cas. Il lui demande si l'information qui lui a été donnée à ce sujet est exacte et, dans l'affirmative, quand paraîtra le texte en cause.

Plus values (détermination de la valeur vénale d'un bien d'actif successoral).

42453. — 24 novembre 1977. — **M. La Combe** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 complétée par l'instruction du 30 décembre 1976 prévoit que la plus-value imposable est constituée par la différence entre le prix de cession du bien et son prix d'acquisition ou sa valeur vénale en cas d'acquisition à titre gratuit, c'est-à-dire, semble-t-il, celle servant de base au calcul des droits de succession. Il lui demande s'il peut : 1° confirmer que la valeur vénale à retenir est bien celle servant de base au calcul des droits de succession ; 2° préciser si, pour la détermination de cette valeur vénale, il est possible de tenir compte des redressements opérés par l'administration ; 3° enfin, indiquer si une déclaration de succession complémentaire et rectificative, est opposable à l'administration et, dans l'affirmative, dans quel délai cette déclaration doit être établie.

Commerçants et artisans (redressement de la situation d'un commerçant immatriculé à tort au répertoire des métiers).

42454. — 24 novembre 1977. — **M. Valbrun** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un commerçant qui a sollicité et obtenu à tort son immatriculation au répertoire des métiers alors que l'activité réellement exercée a toujours été essentiellement commerciale, cette situation étant d'ailleurs bien connue du service des impôts. Remarque étant faite que cette fautive situation existe depuis fort longtemps, il lui demande quelle serait l'incidence d'une radiation intervenue en 1977 et quelles seraient les années pouvant, le cas échéant, faire l'objet d'un éventuel remboursement au titre de la taxe pour frais de chambres des métiers.

Hôpitaux (augmentation de la capacité de l'accueil du C. H. R. de Montpellier (Hérault)).

42457. — 24 novembre 1977. — **M. Frêche** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème très préoccupant au centre hospitalier régional de Montpellier de l'hospitalisation des personnes âgées dans les services de moyen et de long séjour. Après la parution de la loi n° 75-635 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, le directeur général de cet établissement a fait procéder à une étude prospective afin de déterminer le nombre de lits nécessaires pour cette catégorie de malades, compte tenu du vieillissement de la population de la ville et des communes environnantes. Il résulte de cette étude que le C. H. R. devrait disposer dès 1978 de 436 lits. Ce nombre de lits figure du reste dans le programme général de l'établissement en ce qui concerne les services de moyen et de long séjour. Or, le C. H. R. compte actuellement 274 lits répartis de la façon suivante : 154 à l'hôpital général après modernisation

et humanisation de l'hospice ; 120 au centre de soins pour personnes âgées de Bellevue à la suite de la construction d'une U. S. N. qui a ouvert ses portes le 1^{er} juillet 1977. Cet établissement se trouve déjà occupé à plus de 90 p. 100 de sa capacité par des malades en provenance des services actifs de médecine et de chirurgie. C'est dire qu'il est impératif que le C. H. R. dispose très rapidement de 162 lits supplémentaires. Il demande en conséquence la suite réservée à la délibération du conseil d'administration du 13 avril 1976 sollicitant l'attribution d'une deuxième U. S. N. de 120 lits à implanter sur le terrain de Bellevue. L'absence de décision de l'administration centrale est d'autant plus surprenante que les instances régionales ont, dans le courant du 1^{er} trimestre 1977, décidé d'affecter au financement de cette opération la somme de 2 928 000 francs prélevée sur l'autorisation de programme attribuée par l'Etat à la région sur le chapitre 66-13, article 20, au budget 1977.

Allocations de chômage : attribution de l'allocation supplémentaire d'attente aux salariés de l'entreprise textile de Laroque-d'Olmes (Ariège).

42459. — 24 novembre 1977. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre du travail** qu'à la suite d'un incendie, les dix-neuf salariés d'une entreprise textile de Laroque-d'Olmes (Ariège) sont privés de travail pour une période d'environ un an (minimum). Ces travailleurs, nullement responsables du sinistre précité, ne percevront qu'environ 50 p. 100 de leur salaire pendant la période d'arrêt de travail. Considérant les conditions particulières dans lesquelles ils ont été mis en chômage, il lui demande la possibilité, à titre exceptionnel, de les faire bénéficier des mêmes avantages que les travailleurs licenciés pour motif économique, soit 90 p. 100 de leur salaire.

Marchés administratifs : extension aux communes des dispositions relatives aux intérêts moratoires.

42460. — 24 novembre 1977. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il envisage de prendre un texte réglementaire faisant bénéficier les créanciers des communes, en vertu de marchés conclus avec ces dernières, des dispositions analogues à celles du décret n° 77-981 du 29 août 1977 (*Journal officiel* du 31 août 1977, p. 4398) relatives à l'engagement et au mandatement des sommes dues en exécution des marchés passés avec l'Etat, au titre des intérêts moratoires pour retard apporté dans le règlement de leurs créanciers. Les mêmes motifs qui ont entraîné une promulgation du décret du 29 août 1977 justifieraient son extension aux communes et permettraient aux créanciers, dans cette période difficile où l'encadrement du crédit restreint leurs possibilités de financement, d'obtenir plus rapidement le règlement des sommes qui leur sont dues.

Imprimerie nationale : mesures tendant à préserver l'emploi dans l'établissement de Douai (Nord).

42461. — 24 novembre 1977. — **M. Huguet** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation de l'imprimerie nationale et particulièrement sur l'établissement de Douai. L'accroissement de la sous-traitance, notamment pour ce qui concerne l'impression de l'annuaire téléphonique, pose le problème du maintien des personnels en place. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les justes revendications des employés de l'imprimerie nationale soient satisfaites, notamment en ce qui concerne la mise en place de deux rotatives supplémentaires à Douai et la réservation à l'imprimerie nationale de plus de 50 p. 100 du marché de l'annuaire téléphonique.

Salaires : garantie d'un salaire équivalent au salaire antérieur pour un travailleur qui, ayant perdu son emploi, a bénéficié d'un reclassement professionnel.

42462. — 24 novembre 1977. — **M. Besson** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur une grave lacune constatée dans l'indemnisation de certains travailleurs perdant leur emploi et qui sont obligés d'en accepter un autre moins bien rémunéré. En effet, quand il s'agit de licenciements survenant pour causes économiques, les intéressés se voient contraints de subir dans ce cas une perte de ressources, non seulement par rapport à leur salaire antérieur mais également par rapport à l'allocation d'attente qui leur était servie et cela sans pouvoir prétendre au bénéfice d'une quelconque indemnité différentielle dégressive qui leur serait versée en complément de leur nouveau salaire tant qu'il serait inférieur à leur salaire antérieur. Il lui signale en particulier le cas de travailleurs qui, affectés à une équipe de nuit, percevaient de leur entreprise qui a cessé son activité plus de 1 000 francs de plus que le salaire

qui leur est offert par une entreprise voisine leur proposant un reclassement. Comme en cas de réus de cette proposition de reclassement, les intéressés seront radiés de l'aide publique et des allocations ASSEDIC, ils se voient contraints d'accepter l'offre qui leur est faite, mais elle représentera pour eux et leur famille une brutale et importante diminution de ressources. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à une situation qui est tout à la fois dissuasive en matière de reclassement professionnel et très gravement injuste pour les salariés si lourdement frappés par les difficultés économiques de leur entreprise.

Assurance maladie :

prise en charge en totalité d'une double prothèse auditive.

42463. — 24 novembre 1977. — **M. Bernard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la nécessité pour certains malentendants de porter deux prothèses auditives pour éviter des troubles de l'équilibre et qui, en dépit de prescriptions médicales autorisées, obtiennent de la sécurité sociale la prise en charge d'un seul appareil. Il lui demande ce qu'elle entend faire pour remédier à cette situation préjudiciable pour les assurés sociaux concernés par ce problème.

Fiscalité immobilière (modalités d'application du prélèvement sur les plus-values résultant de la cession d'immeubles par des personnes non résidentes).

42465. — 24 novembre 1977. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values (*Journal officiel* du 20 juillet 1976) prévoit (titre II, art. 8, III) que les personnes non résidentes sont soumises à un prélèvement d'un tiers sur les plus-values résultant de la cession d'immeubles, etc., et dans son sixième paragraphe que cet impôt est acquitté lors de l'enregistrement de l'acte ou, à défaut d'enregistrement, dans le mois suivant la cession, sous la responsabilité d'un représentant désigné comme en matière de taxes sur le chiffre d'affaires. Lors d'une vente par un non-résident, le notaire rédacteur de l'acte calcule s'il y a ou non plus-value et de combien, mais, dans les deux cas, il est exigé avant la signature de l'acte qu'un établissement financier ou une personne agréée se porte caution du paiement de la plus-value, si ultérieurement l'enregistrement découvre une erreur. Or, cette exigence arrête toutes les ventes de biens appartenant à des non-résidents. Aucune personne physique ne veut se porter caution, la chambre des notaires a interdit à ses membres de prendre cette responsabilité, les banques refusent également, sauf pour des clients connus et moyennant commission. Il lui demande donc s'il n'est pas possible de fixer un court délai à l'administration de l'enregistrement pour vérifier le calcul de la plus-value dans les ventes faites par les personnes non résidentes ou tout au moins de fixer un minimum de caution à déposer à la caisse des dépôts et consignations pour permettre de régulariser les ventes faites par les non-résidents.

Enseignants (frais de déplacement et d'hébergement des professeurs de l'enseignement technique participant aux jurys d'examen des C. A. P. et B. E. P.).

42468. — 24 novembre 1977. — **M. Benoist** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que les professeurs de lycée d'enseignement professionnel (ex-C. E. T.) sont tenus, par leurs obligations de service, à se déplacer dans un ou plusieurs départements de leur académie, afin d'assurer les jurys d'examen des C. A. P. et des B. E. P. Il lui demande s'il existe un texte réglementaire qui les oblige à avancer les frais de déplacement et d'hébergement qui en résultent, sur leur budget personnel.

Jeux et paris

(publication du rapport initial sur les concours de pronostics).

42471. — 24 novembre 1977. — **M. Destremau** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que, lors du débat du 7 novembre 1977, il a déclaré que les propositions de financement extra-budgétaires devaient faire l'objet d'une étude approfondie. Il lui souligne que cette déclaration laisse entendre que les concours de pronostics, entre autres, n'auraient pas été suffisamment étudiés. Il croit devoir rappeler que, dès 1970, le secrétariat d'Etat a envoyé à l'étranger pendant plusieurs mois un fonctionnaire avec mission d'étudier les concours dans différents pays. Celui-ci a remis un rapport très substantiel sur le sujet mais bien que les frais de mission de ce fonctionnaire aient été couverts par des fonds publics, le secrétariat d'Etat a refusé de communiquer le rapport en question au président de la commission des affaires culturelles, familiales

et sociales de l'Assemblée nationale. Il attire également son attention sur le fait que d'autre part le problème des concours a fait l'objet d'une thèse de doctorat de deux professeurs à l'école normale d'éducation physique, thèse très élogieuse qui fournit toute la documentation nécessaire. Il est enfin à noter que dans le rapport sur les ressources extra-budgétaires rédigé tout récemment par un haut fonctionnaire du secrétariat, la question des concours a été également approfondie. Il ressort de tous ces travaux que contrairement à ce qui a été avancé à la tribune de l'Assemblée, des informations très complètes étaient déjà, le 13 octobre 1977, à la disposition du secrétaire d'Etat. **M. Destremau** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** s'il n'estime pas nécessaire de publier le rapport initial déposé en 1972 par **M. Thiery**.

Musées (exposition au public des collections d'art juif du musée de Cluny à Paris).

42472. — 24 novembre 1977. — **M. Marcus** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur la situation de la collection Strauss-Rothschild, du musée de Cluny. Cette collection qui est une des plus prestigieuses collections d'art culturel juif, reste pratiquement invisible en France, alors qu'elle a dans le passé, servi à de multiples expositions en France, en Hollande, en Allemagne et aux Etats-Unis. D'autre part, la collection des épitaphes du même musée, qui est la plus belle collection d'épithames juives du XIII^e siècle, reste invisible de la manière la plus absolue. L'auteur de la question souhaiterait que des mesures soient prises pour que les pièces de cette collection, témoignage de la vie d'une communauté présente en France depuis la période gauloise, puisse être exposée au public dans des conditions honorables.

Ethiopie (maintien des effectifs d'enseignants français au lycée franco-éthiopien).

42476. — 25 novembre 1977. — **M. Pierre Weber** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation difficile de nos relations culturelles avec l'Ethiopie. Cette situation ne semble pas en relation avec les événements qui se déroulent actuellement dans ce pays : 75 p. 100 des élèves du lycée franco-éthiopien sont en effet de nationalité éthiopienne, et à la rentrée 1977, 600 inscriptions ont dû être refusées faute de place. Il lui demande si, compte tenu de la position privilégiée que nous occupons dans ce pays, et en dépit de problèmes politiques certains, il n'apparaît pas nécessaire de maintenir une présence ancienne au lieu de réduire nos effectifs de personnel et d'essayer de faire en sorte que le français retrouve la première place qu'il avait autrefois en Ethiopie et qu'il a perdue au profit de l'anglais.

La Réunion (agrément des maîtres d'œuvre réunionnais).

42477. — 25 novembre 1977. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** le cas des maîtres d'œuvre réunionnais qui ont sollicité leur agrément en architecture sans avoir jusqu'ici obtenu satisfaction et lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour apporter une solution à leur situation particulière.

Conflits du travail : bilan de ceux-ci pour l'année 1976 en France, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale.

42478. — 25 novembre 1977. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre du travail** s'il peut lui fournir, en se référant aux statistiques de l'O. I. T., le bilan pour l'année 1976 des conflits du travail dans les pays d'Europe suivants : France, Allemagne fédérale, Italie et Grande-Bretagne (nombre de conflits, de travailleurs concernés, de journées de travail perdues).

Contraception :

statistiques sur les stérilisations volontaires en France.

42480. — 25 novembre 1977. — **M. Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de lui indiquer quel a été le nombre de stérilisations volontaires en France depuis 1974.

Enseignants (modalités de répartition des transformations d'emplois d'enseignants en postes de maîtres-assistants).

42482. — 25 novembre 1977. — **M. Ralito** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** sur les 950 transformations d'emplois d'assistants en emplois de maîtres-assistants prévues par le budget 1977. Ce contingent de transformations, qui devait permettre d'amorcer l'indispensable débocage des carrières des ensei-

gnants de l'enseignement supérieur, a été réparti entre les établissements sans qu- le C. E. S. E. R. ait été consulté sur cette répartition. En conséquence, il lui demande: 1° pourquoi le C. N. E. S. I. n'a pas été consulté; 2° pourquoi ces transformations d'emplois n'ont pas été attribuées conformément aux demandes des établissements au prorata du nombre des enseignants inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant; 3° il lui demande enfin de bien vouloir communiquer au Parlement la répartition de ces transformations entre les divers établissements et les diverses disciplines.

Formation professionnelle (revalorisation de l'indemnité mensuelle des stagiaires du centre d'études supérieures industrielles).

42493. — 25 novembre 1977. — **M. Ducolomé** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation actuelle des stagiaires suivant à titre individuel une formation à plein temps de deux ans au centre d'études supérieures industrielles. Ce stage est classé en application du décret n° 71-981 du 10 décembre 1971 dans la catégorie Promotion professionnelle et conduit au niveau de qualification 1 ou II à l'issue de la formation. L'indemnité mensuelle perçue par ces stagiaires est fixée d'après le décret du 3 décembre 1976 à 2150 francs. Elle représente généralement la moitié de leur salaire antérieur et constitue pour certains l'unique ressource de la famille. Il lui demande, compte tenu de l'augmentation importante du coût de la vie et de la régression notable de cette indemnité depuis 1971, de bien vouloir la revaloriser.

Travailleurs immigrés (interprétation abusive de la réglementation de séjour et de circulation des travailleurs migrants à l'égard d'un travailleur italien handicapé physique).

42494. — 25 novembre 1977. — **M. Berthelot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur un cas d'interprétation abusive de la réglementation nationale en matière de séjour et de circulation des travailleurs migrants, constituant en outre une violation caractérisée des dispositions communautaires. Un travailleur migrant handicapé physique, de nationalité italienne, domicilié à Paris avec sa famille, a été condamné par le tribunal de police de Bonneville à une amende pour « défaut de déclaration de changement de résidence » alors qu'il participait à Cluses (Haute-Savoie) à un stage de rééducation professionnelle suite à la décision de la commission départementale de reclassement des handicapés avec une prise en charge de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour faire annuler cette mesure abusive.

Etablissements secondaires (déficit de personnel au C. E. S. Romain-Rolland de Tremblay-lès-Gonesse [Seine-Saint-Denis]).

42495. — 25 novembre 1977. — **M. Niles** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la grave situation du C. E. S. Romain-Rolland à Tremblay-lès-Gonesse. Pour satisfaire les seules normes ministérielles, il manque actuellement dans ce C. E. S. : quatre postes d'agents de service; un poste de gardien portier; un poste de documentaliste; un poste de secrétaire sténodactylo; un poste de secouriste légère; un poste de travaux manuels. D'autre part, le remplacement d'un professeur de travaux manuels absent pour congé de maternité n'est pas assuré. Ce sont au total quinze classes sur vingt-cinq qui sont privées de travaux manuels. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation et appliquer au minimum ses propres règles.

Automobile (menace de fermeture des unités de production de l'entreprise Dalphi-Métal de Bron et Villeurbanne [Rhône]).

42496. — 25 novembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur les décisions des dirigeants de l'Entreprise Dalphi-Métal, au niveau des unités de production de Bron et Villeurbanne. Ces décisions, au niveau des fabrications, contestées par les travailleurs, menacent gravement l'avenir de Dalphi-Métal Bron et Villeurbanne. Il lui rappelle que Dalphi-Métal se plaçait, jusqu'à présent, sur le « marché des volants automobiles » comme le deuxième fabricant français, avec 75 p. 100 de l'activité réservée au « marché du volant ». Il ne saurait, d'autre part, trop rappeler à **M. le ministre** que Dalphi-Métal est la principale usine industrielle de Bron et que cette « politique d'entreprise » engagée par les dirigeants de la société n'est pas sans jeter l'inquiétude et le désarroi parmi les travailleurs de ce secteur. Si la production des sept premiers mois de 1977 était sensiblement la même que les sept premiers mois de 1976 (... avec un effectif réduit d'environ 17 p. 100), on comprend mal la volonté de vouloir transférer les productions de ces unités sur Amplepuis, alors que **M. Feugas**, président directeur général de

Dalphi-Métal, n'avait pas craint d'annoncer précédemment que «... la nouvelle unité d'Amplepuis constituerait une extension de Dalphi-Métal avec un éventail de nouveaux types de volants ». Il lui rappelle aussi les bruits de dépôt de bilan répandus dans l'entreprise pour inquiéter un peu plus les travailleurs. Aux dernières nouvelles, une menace qui pourrait s'avérer « mortelle » pour Dalphi-Métal Bron et Villeurbanne, semble se dessiner, à savoir: que la réalisation des fabrications « volants » encore existantes à Bron pourrait être confiée à la filiale espagnole où **M. Feugas** posséderait 5 p. 100 des actions. Il lui demande: quelles dispositions immédiates il entend prendre afin d'éviter la fermeture des unités de production de Bron et Villeurbanne, en lui rappelant la situation qui ne cesse de se dégrader de manière inquiétante dans le domaine de l'emploi sur la région lyonnaise; ce qu'il entend faire pour la protection de l'industrie française et pour le maintien de cette production sur le sol national.

Instituts de recherches pour l'enseignement des mathématiques (attribution des crédits de fonctionnement nécessaires).

42497. — 25 novembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation aggravée des I. R. E. M. (instituts de recherche de l'enseignement des mathématiques). Il lui rappelle l'importance de cette matière fondamentale dans l'enseignement général et la nécessité absolue de la formation continue des enseignants, notamment au niveau du second degré. Il lui rappelle également le contenu de la loi générale sur la formation continue du 16 juillet 1971. Depuis leur création en 1969, ces I. R. E. M. ont, conformément à leur mission, ouvert la voie d'une véritable formation continue des enseignants, dont les principales caractéristiques sont: l'actualisation des connaissances; la recherche pédagogique en liaison directe avec la pratique de classe; la coordination avec les autres disciplines; le travail en équipe des enseignants de la maternelle à l'université; la réflexion et la publication au niveau local et national. Il s'agit, notons-le bien, d'une expérience qui a été largement appréciée et souvent imitée dans les pays étrangers. Il est donc d'autant plus regrettable qu'en France on hésite à accorder à ces I. R. E. M. la place qui leur est nécessaire. Leur situation, quant à elle, n'a cessé de se dégrader et ces I. R. E. M. sont actuellement gravement menacés. Il n'a été spécifié que dans certaines académies, les recteurs ont réduit de 20 p. 100 en octobre 1977, les heures (stagiaires et animateurs) officiellement attribuées aux I. R. E. M. en avril 1977 pour 1977-1978. Ils le font, paraît-il, sur injonction téléphonique de **M. le ministre de l'éducation**, ce qui semble tout à fait inhabituel, surprenant et surtout inadmissible. Ne s'agit-il pas en fait d'essayer de démanteler la structure au niveau du secondaire, de la formation continue des enseignants. Etant donné l'angoisse suscitée chez les enseignants concernés par ces menaces, et les mesures incohérentes qui ont frappé des groupes en place après la rentrée, il lui demande: s'il entend immédiatement procéder au déblocage des moyens attribués aux I. R. E. M. en avril 1977; quelles dispositions il entend prendre afin de permettre à ces I. R. E. M. de poursuivre leur tâche, au niveau du second degré, étant donné l'importance de cette matière dans l'enseignement général; s'il entend user de son autorité afin que la loi de 1971 soit applicable pour tous les enseignants.

Victimes de guerre (pension militaire d'invalidité au profit d'une Alsacienne blessée en janvier 1945).

42498. — 25 novembre 1977. — **M. Tourné** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** le cas suivant: une dame, qui travaillait à l'hôpital de Pfaffatt, dans les faubourgs de Mulhouse, comme fille de salle, fut gravement blessée par des éclats d'obus le 2 janvier 1945. Ces obus provenaient des tirs de l'ennemi, à ce moment-là en déroute. Cette employée, ayant reçu l'ordre de ses supérieurs d'aller chercher de l'eau pour les malades, fut blessée en accomplissant, au mépris de sa vie, cette mission correspondant à son service. Mais pour cela elle dut traverser le parc de l'hôpital et c'est en se rendant au lieu où se trouvait l'eau qu'elle fut blessée. En 1954, cette courageuse Alsacienne demanda le bénéfice d'une pension militaire d'invalidité comme victime civile. Quelle ne fut pas sa surprise en recevant, en 1960, une notification de rejet, sous prétexte qu'elle n'était pas de nationalité française quand elle fut blessée. Une telle injuste décision semble devoir ses origines à une erreur administrative. Cette employée modèle était alsacienne; elle naquit dans cette province au moment où elle était occupée par l'Allemagne. A l'époque où l'Alsace rejoignit la mère patrie, normalement, cette dame, aurait dû être considérée comme française. Toute la famille de l'intéressée pensait qu'il en serait ainsi à partir du 11 novembre 1918. L'erreur administrative qui l'atteignit fut tellement grande que le frère de cette dame blessée dut s'engager dans la marine nationale à l'âge de dix-huit ans pour pouvoir présenter une demande de naturalisation. En conséquence, il semble que la situation de la citoyenne qui fait l'objet de la présente question écrite aurait dû être réglée comme l'ont été tous les problèmes des

Alsaciens nés au cours de la période de l'occupation allemande. Elle aurait dû, elle aussi, être considérée comme étant française. S'il en avait été ainsi, elle aurait, sans aucun doute, bénéficié de tous les droits de la législation française. Les erreurs administratives dont elle a été victime ne lui sont pas imputables. Il a fallu qu'elle soit blessée en service commandé pour qu'on s'aperçoive de l'anomalie dont elle a été victime et qui a provoqué le refus d'une pension d'invalidité au titre de victime civile de guerre. Il n'est pas possible qu'une telle situation puisse se perpétuer; aussi, il lui demande de bien vouloir reprendre le dossier de l'intéressée et de le résoudre en considérant l'intéressée comme étant française, ce qu'elle a toujours été de cœur et d'esprit.

*Graines et semences (achats
par la France de pommes de terre de semences primeurs).*

42490. — 25 novembre 1977. — M. Tourné expose à M. le ministre du commerce extérieur que la France est toujours tributaire de l'étranger pour faire face à ses besoins en pommes de terre de semences primeurs. Il lui demande : 1° quels sont les pays étrangers qui, au cours de l'année 1976, ont vendu à la France des semences de pommes de terre primeurs; 2° quel est le tonnage par pays exportateurs acheté par la France; 3° quel a été le coût global de ces achats de pommes de terre de semences primeurs en provenance des pays étrangers.

Enseignants (base réglementaire de l'obligation faite aux professeurs de L. E. P. d'avancer les frais de déplacement et d'hébergement lorsqu'ils assurent des jurys d'examen).

42491. — 25 novembre 1977. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème suivant : les professeurs de lycée d'enseignement professionnel (ex-C. E. T.) sont tenus, par leurs obligations de service, à se déplacer dans un ou plusieurs départements de leur académie afin d'assurer les jurys d'examen des C. A. P. et des B. E. P. Il lui demande s'il existe un texte réglementaire qui les oblige à avancer les frais de déplacement et d'hébergement qui en résultent sur leur budget personnel.

*Mines et carrières (enquête sur les effondrements miniers
survenus à Crusnes [Meurthe-et-Moselle]).*

42492. — 25 novembre 1977. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat les effondrements miniers survenus à Crusnes (Meurthe-et-Moselle), consécutifs à une exploitation anarchique ne tenant compte que du profit. L'Arbeid a détruit dans le stot de protection au mépris de la sécurité des habitations en surface pour exploiter la « veine brune » (celle qui a la plus forte teneur en minerai). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour constituer une commission d'enquête qui établira les responsabilités et fixera les droits des propriétaires, des locataires et de la municipalité en matière d'indemnisation, et ce dans les meilleurs délais.

*Industrie textile (maintien en activité
de l'usine Montefibre, à Saint-Nabord [Vosges]).*

42493. — 25 novembre 1977. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre du travail sa question écrite n° 40624 du 10 septembre 1977 concernant le maintien en activité de l'usine Montefibre, à Saint-Nabord (Vosges). Il lui rappelle que cette usine ultra-moderne est spécialisée dans la production de polyamide et de polyester. Cette entreprise employait 1 039 salariés et un plan de 283 licenciements a été conçu. Les travailleurs et les syndicats ont lutté pour le maintien de leur emploi et le maintien en excellent état de fonctionnement de tout le matériel. Or, dans la nuit de vendredi à samedi, alors que l'usine était occupée par les forces de police et que les ouvriers ne pouvaient entrer, l'alimentation des colonnes de polymérisation a été coupée. Ces sortes de hauts fourneaux, où prend naissance la matière première des fibres synthétiques, sont donc désormais éteints et il faudra au moins deux mois pour que l'entreprise puisse reprendre son activité. Les travailleurs de Montefibre ainsi que la population des Vosges savent qu'une solution est possible, c'est celle proposée par le parti communiste français, à savoir le passage de l'usine et de tout son potentiel humain et matériel au sein de la société nationalisée C. D. F. Chimie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la totalité des travailleurs puissent conserver leur emploi à l'usine de Montefibre et pour que l'usine puisse reprendre son activité le plus rapidement possible et que ce secteur très important de l'industrie française continue à travailler dans l'intérêt national.

*Etablissements secondaires (insuffisance des locaux,
équipements sportifs et effectifs de professeurs).*

42494. — 25 novembre 1977. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves carences dont souffre le collège G. Courteline dans le 12^e arrondissement de Paris. Les effectifs des classes sont nettement trop élevés et le dédoublement en ce qui concerne les classes de langues est indispensable; la salle de sciences, à laquelle on accède par un escalier de bois, n'a pas d'issue de secours; le manque total de subventions interdit toutes sorties éducatives; la salle de cantine n'est pas insonorisée; l'équipement sportif est quasi inexistant. C'est ainsi que l'acquisition d'un tapis de sol est impossible alors qu'elle serait absolument nécessaire. Aussi il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que des solutions puissent rapidement être apportées à ces problèmes, dans l'intérêt même des enfants.

*Fonctionnaires (possibilité pour les jeunes handicapés
d'accéder aux emplois du cadre A).*

42495. — 25 novembre 1977. — M. Porelli attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur le fait que de jeunes handicapés qui entrent dans la vie professionnelle ne peuvent accéder dans la fonction publique qu'aux emplois réservés des cadres B, C et D. En effet, les emplois du cadre A ne leur sont pas accessibles. Des cas précis de personnes ayant la compétence pour des emplois de cadres A se présentent et leur carrière en est par là même bloquée. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que cette législation de type discriminatoire soit modifiée.

*Enseignants (aménagement des dispositions relatives au recrutement
et au déroulement de carrière des docteurs de troisième cycle en
fonctions dans le second degré).*

42496. — 25 novembre 1977. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation suivante : les enseignants, docteurs de troisième cycle de l'université française, n'ont plus la possibilité, comme ils l'avaient par le passé, d'être nommés dans l'enseignement supérieur du fait de la relative stagnation, voire de la régression des effectifs dans cet ordre d'enseignement. La majorité des enseignants docteurs et ceux à venir enseignent donc dans les lycées et collèges et ce titre ne joue aucun rôle dans le recrutement et le déroulement de leur carrière. Or un chercheur désirant déposer un sujet en vue du doctorat de troisième cycle doit justifier de la possession de la maîtrise et ne peut déposer son travail avant deux années, un examen sanctionnant l'admission en deuxième année. Il lui demande, par conséquent, quelles mesures il compte prendre en faveur des docteurs en fonctions dans le second degré de l'enseignement public (plusieurs centaines) et s'il est possible notamment : d'étendre aux chercheurs le bénéfice des dispositions relatives aux candidats aux concours de recrutement (agrégation par exemple) permettant à ceux-ci d'être exemptés des deux heures supplémentaires obligatoires dans l'intérêt du service en sus du maximum afférent à leur grade; de mentionner dans les divers barèmes (en particulier pour la promotion interne et la titularisation des auxiliaires) le doctorat de troisième cycle en tant que tel.

*Bourses et allocation d'études (annulation de la mesure excluant
les enseignants en disponibilité du bénéfice des bourses
d'agrégation).*

42497. — 25 novembre 1977. — M. Maurice Andrieux demande à Mme le secrétaire d'Etat aux universités les raisons qui l'ont conduite à exclure du bénéfice des bourses d'agrégation les enseignants en disponibilité. Une telle mesure en effet compromet de façon particulièrement inopportune une des possibilités de promotion des enseignants. Il souligne en outre que la date de cette mesure la rend particulièrement inique; intervenant après la date des mises en disponibilité pour 1977-1978, elle met dans une situation particulièrement difficile des enseignants qui ont demandé et obtenu un congé en se fondant sur la pratique antérieure et sur des promesses qui leur ont été faites, et se trouvent à présent privés de ressources. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'annuler cette mesure.

*Etablissement secondaires (insuffisance des effectifs de personnel
au C. E. S. P.-Ronsard à Limoges [Haute-Vienne]).*

42498. — 25 novembre 1977. — Mme Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le manque de certains personnels au C. E. S. Pierre-de-Ronsard de Limoges. Cet établissement a besoin d'une aide soignante, d'un aide de laboratoire. Par

ailleurs, les crédits d'Etat ne permettent pas d'acquiescer le matériel pédagogique indispensable. Elle lui demande s'il compte inscrire les crédits nécessaires pour satisfaire ces demandes légitimes, dans les délais les plus rapprochés.

Education spécialisée (remboursement aux parents d'élèves des frais résultant de la présentation au comité départemental d'éducation spécialisée).

42499. — 25 novembre 1977. — **Mme Constans** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait suivant : les parents d'élèves qui siègent dans les comités départementaux d'éducation spécialisée créés par la loi d'orientation sur les handicapés et qui participent de ce fait à de nombreuses réunions n'ont droit ni au remboursement des frais (perte de salaire, déplacement) ni à des décharges d'heures de travail. Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que les personnes concernées puissent accomplir leur mission au sein des C. D. E. S. sans préjudice.

Instituteurs et institutrices (réemploi des institutrices titulaires roustaniennes dans les suppléances éventuelles de leur département d'accueil).

42500. — 25 novembre 1977. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation difficile de certaines institutrices titulaires appelées à suivre leur mari au titre de la loi Roustan. En effet, non seulement cette loi qui devrait permettre leur intégration dans le département d'accueil n'est appliquée qu'avec des retards considérables — parfois six ans et plus — privant ainsi l'administration d'enseignantes titulaires et qualifiées, mais, depuis la rentrée de septembre 1977, suite à la circulaire du 27 juillet 1976, toute suppléance leur est refusée. Dans ces conditions, les institutrices « roustaniennes » se retrouvent sans travail et n'ont pas la possibilité de se faire inscrire au chômage ; elles perdent ainsi tout droit à la fonction d'enseignants. De plus, à partir du 15 octobre 1977, elles ont perdu leurs droits à la mutuelle générale de l'éducation nationale. Elles sont profondément lésées, à la fois financièrement et moralement. C'est pourquoi il lui demande : 1° de bien vouloir intervenir afin de prévoir des réemplois d'institutrices roustaniennes dans les suppléances éventuelles de leur département d'accueil ; 2° de créer les conditions pour que la loi Roustan soit effectivement appliquée dans des conditions convenables et des délais corrects.

Équipement sportif et socio-éducatif (réalisation de locaux pour l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements secondaires de la Corrèze).

42502. — 25 novembre 1977. — **M. Pranchère** signale à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que depuis le Jeudi 3 novembre le seul professeur d'éducation physique du C. E. G. de Seilhac (Corrèze) n'est plus en mesure, faute de locaux, de dispenser l'éducation physique aux 250 élèves de cet établissement. Il apparaît depuis cette date que les pourparlers en cours permettront de trouver une issue favorable. De toute façon se trouve posée la question de la construction d'installations sportives pour le C. E. G. de Seilhac, la salle des fêtes communale n'étant pas une installation sportive. Cette remarque est valable pour d'autres C. E. G. ou C. E. S. du département dépourvus d'installations sportives, la réalisation de certaines d'entre elles aux C. E. S. de Brive et d'Uzerche revêtant un caractère d'urgence. Les crédits d'Etat concernant cette catégorie d'équipements sont dérisoires et provoquent un retard intolérable. La dispense dans ces conditions de l'éducation physique pose souvent des problèmes insolubles et peut même se trouver suspendue. Compte tenu du caractère de gravité de la situation des installations sportives pour de nombreux C. E. S. et C. E. G. en Corrèze, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer le financement correspondant aux besoins et dans les délais qu'impose l'urgence de leur réalisation.

Presse et publications (absence d'objectivité du journal Trente Jours d'Europe).

42503. — 25 novembre 1977. — **M. Debré** signale à **M. le ministre des affaires étrangères** l'absence d'objectivité du journal intitulé *Trente jours d'Europe*, et notamment le silence qu'il garde sur toute orientation favorable à l'Europe, mais défavorable à l'idéologie de la supranationalité ; il lui demande si les frais de ce journal sont imputés sur le budget de la Communauté ; dans l'affirmative, serait heureux de savoir s'il est prévu que notre diplomatie agra pour rappeler les dirigeants de ce journal à l'objectivité qui s'impose à un organe imprimé et distribué aux frais des contribuables, notamment des contribuables français.

Vignette automobile (exonération en faveur de la fille d'une personne atteinte de cécité).

42507. — 25 novembre 1977. — **M. Fataja** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que certains véhicules peuvent être exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur. Les exonérations tiennent, soit à l'âge ou la nature du véhicule, soit à la qualité personnelle du propriétaire du véhicule. Parmi ces derniers, bénéficient de l'exonération les personnes atteintes de cécité. Pour les intéressés, l'exonération donne lieu obligatoirement à la délivrance d'une vignette gratuite. Celle-ci est attribuée soit aux bénéficiaires de l'exonération eux-mêmes, soit à leur lieu et place à « leurs conjoints ou leurs parents ». Cette dernière indication figure dans une note d'information récente du ministère de l'économie et des finances, note bleue intitulée « La vignette automobile ». Il lui expose à cet égard la situation d'une famille dont la mère est aveugle. Son mari ne possède pas de permis de conduire et cette aveugle se déplace dans la voiture de sa fille. Celle-ci s'est vu refuser le bénéfice de l'exonération à laquelle elle semble pourtant pouvoir prétendre. Il lui demande quel sens il convient de donner à l'expression précitée « leurs conjoints ou leurs parents ». Il souhaiterait savoir si, comme il paraît normal, le mot « parents » s'applique en la circonstance dans son sens le plus large, c'est-à-dire également aux enfants des infirmes qui peuvent prétendre à l'exonération de la vignette.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (mesures envisagées en faveur des militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962).

42508. — 25 novembre 1977. — **M. Graziani** rappelle à **M. le ministre de la défense** les réponses faites à ses questions écrites n° 13035 (*Journal officiel*, débat A. N. du 3 octobre 1974) et n° 23517 (*Journal officiel*, débat A. N. du 13 décembre 1975) relatives à l'extension des dispositions non rétroactives de l'article 6 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, relative à la pension d'invalidité des militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962. Deux ans s'étant écoulés, il lui demande à quelles conclusions le département ministériel consulté à ce propos a abouti et que la situation des militaires de carrière nés avant 1895 soit notamment l'objet d'un examen particulier.

Instituteurs et institutrices (inclusion d'un garage dans leur logement de fonctions).

42509. — 25 novembre 1977. — **M. Le Theule** demande à **M. le ministre de l'éducation** si la législation ou la réglementation relative à l'attribution et à la composition des logements de fonctions des instituteurs prévoit qu'ils doivent comporter un garage. Si cette question comporte une réponse négative, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de compléter la réglementation en vigueur à cet égard, l'existence d'un garage, annexe d'un logement, étant actuellement un élément de confort presque indispensable.

Prestations familiales (extension du bénéfice du prêt aux jeunes ménages aux agents des collectivités locales).

42510. — 25 novembre 1977. — **M. Macquet** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'article 3 de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille, en complétant l'article L. 543 du code de la sécurité sociale, a étendu le bénéfice des prêts aux jeunes ménages, jusqu'alors réservé aux ressortissants du régime général, à l'ensemble des allocataires des prestations familiales. L'article 11 du décret n° 76-117 du 3 février 1976 a par ailleurs prescrit que les modalités d'application seront déterminées, par arrêté, pour chaque régime ou service particulier de prestations familiales. Or, près de trois ans après la promulgation de la loi en cause, les ressortissants du régime des collectivités locales ne peuvent toujours pas prétendre à ces prêts faute de texte les concernant. Il lui demande en conséquence que soit publié d'urgence l'arrêté permettant aux salariés relevant du régime des collectivités locales de bénéficier des dispositions rappelées ci-dessus.

Enseignement supérieur (réforme de l'enseignement hospitalier et réévaluation de l'encadrement en enseignants).

42511. — 25 novembre 1977. — **M. Macquet** appelle l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** sur la nécessité absolue de réévaluer numériquement l'encadrement des disciplines pharmaceutiques dans les établissements d'enseignement supérieur. Il souhaite que des mesures soient prises dans les meilleurs délais à cet effet se traduisant, dès la mise en œuvre du budget de 1978, par l'attri-

bution d'un contingent minimal d'emplois créés. Il lui demande également que le Gouvernement accepte l'inscription, à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, de la proposition de loi n° 2855 relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux relations hospitalo-universitaires pharmaceutiques. Ce texte est, en effet, le fondement indispensable d'une réforme profonde de l'enseignement pharmaceutique, conforme aux vœux de la profession mais, plus encore, aux intérêts bien compris de l'Etat.

D. O. M. (régime de rémunération des fonctionnaires en service dans les D. O. M. pendant les périodes de congé).

42514. — 25 novembre 1977. — M. Fontaine rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) sa question en date du 8 janvier 1977 concernant l'exécution d'un jugement du tribunal administratif de la Réunion, relatif aux droits au traitement des fonctionnaires locaux en congé en métropole pour laquelle la réponse ministérielle a été inscrite au *Journal officiel* Débats parlementaires du 3 septembre 1977. Il y est précisé que les dispositions d'un nouveau projet de décret permettront d'améliorer les conditions de fonctionnement des régimes de rémunération accordés au personnel de l'Etat en service dans les D. O. M. pendant les périodes de congé afin d'éviter que les intéressés ne soient conduits à saisir les tribunaux administratifs. C'est pourquoi, en attendant la parution du décret préparé par les administrations intéressées, il lui demande de lui faire connaître si, pour toute autre période d'interruption régulière des services (congé de maladie, congé pour hospitalisation, autorisation d'absence, etc.) si, dès lors, un fonctionnaire d'Etat ou des collectivités locales, cessait régulièrement son service et se rendant en métropole ou à l'étranger à ses frais, doit également continuer à percevoir son traitement selon les bases en vigueur à la Réunion.

Notariat (modalités de l'examen de notaire, voie traditionnelle).

42515. — 25 novembre 1977. — M. Fouqueteau expose à M. le ministre de la justice qu'aux termes de sa réponse à la question n° 38061 parue au *Journal officiel* du 23 juin 1977, il résulte que les bonifications de points accordées aux candidats titulaires de certains diplômes sont ajoutées à la note du « grand oral ». Il lui demande si un candidat titulaire de la licence en droit qui a obtenu son diplôme de licence avant que n'ait été instituée la « mention notariat » peut prétendre à cette bonification de points.

Conseils régionaux

(équité dans la représentation des conseils généraux en leur sein).

42516. — 25 novembre 1977. — M. Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le décret n° 77-1032 du 9 septembre 1977 relatif à la composition de divers conseils régionaux. S'agissant de la région Rhône-Alpes, ce décret confirme les graves inégalités de représentation des conseils généraux, maintenant par exemple à 3 le nombre de sièges du conseil général de la Savoie et à 6 celui de la Haute-Savoie, alors que les populations représentées sont très loin de varier du simple au double puisqu'elles sont respectivement de 305 000 et de 447 000. Certes, si l'on tient compte de la totalité des sièges revenant à un département, les inégalités précitées sont atténuées, mais cela revient à faire supporter aux conseils généraux les disparités constatées dans l'effectif des parlementaires de chacun des départements. Il lui demande s'il n'estime pas devoir adopter des dispositions tendant à assurer l'équité dans la représentation des conseils généraux qui n'ont pas à subir le contrecoup de l'arbitraire du découpage des départements en circonscriptions législatives démographiquement très déséquilibrées pour des considérations politiques qu'il est inutile de ranpeler.

Viticulture (conséquences de la taxation du prix de vente du muscadet et du gros plant).

42518. — 25 novembre 1977. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que le groupement des maires du Sud-Est de la Loire-Atlantique, réuni au Loroux-Bottereau, le lundi 21 novembre 1977, a évoqué les problèmes soulevés par la taxation du prix de vente du muscadet et du gros plant et plus précisément par l'arrêté n° 77-126/P relatif au prix de vente des vins servis dans les restaurants en date du 4 novembre 1977. Soulignant ce que cet arrêté a, en fait, de discriminatoire, constatant qu'il va entraîner et entraîne déjà le boycott de ces vins sur la table des restaurateurs, attire solennellement l'attention du Gouvernement sur les conséquences désastreuses qui pourraient en résulter pour la région du pays nantais. Tel est le contenu de la motion volée à l'unanimité par les maires de cette région, ajoutant personnellement que cet arrêté va à l'encontre de leur recherche (réduction du coût de

la vie) puisque les vins taxés, boycottés, sont remplacés sur la table des restaurateurs par des vins non taxés et donc plus chers. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation qui pourrait devenir grave.

Travailleuses familiales : affectation d'une partie de la taxe sur les corps gras alimentaires au financement de leur action en milieu rural.

42520. — 25 novembre 1977. — M. Huchon attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des aides à domicile en milieu rural. Il existe depuis plusieurs années en régime général un système de prestations de service qui consiste pour la caisse nationale d'allocations familiales à prendre en charge une partie du financement de toutes les actions de travailleuses familiales et à le verser aux caisses départementales qui à leur tour le répercutent sur les organismes employeurs. En avril dernier, le plan dit « Barre bis » avait permis une amélioration de ce système en prévoyant le relèvement de la dotation du fonds d'action sanitaire et sociale. Ce relèvement est destiné en particulier à favoriser l'accroissement du nombre des travailleuses familiales et le développement des crèches. Il y a là un effort certain, mais effort qui ne concerne que le régime général c'est-à-dire essentiellement les familles urbaines. Cependant le Premier ministre avait déclaré que des mesures similaires seraient prises pour les familles agricoles. Or, ce n'est pas encore le cas. Il n'y a pas de prestations de services pour le régime agricole alors que les ressources des caisses départementales de mutualité sociale agricole ne peuvent suffire à satisfaire toutes les demandes de prise en charge des familles affiliées. Nous avons eu connaissance d'un projet consistant à affecter une partie de la nouvelle taxe sur les corps gras alimentaires au soutien de l'action des travailleuses familiales en milieu rural. Cette somme s'ajouterait à un montant équivalent fourni par l'union centrale des caisses de M. S. A. pour permettre l'institution d'une prestation de services en régime agricole. M. Huchon souhaiterait avoir la confirmation de cette mesure qui à coup sûr permettrait le développement du service d'aide à domicile dans un monde rural encore sous-équipé dans ce domaine malgré des besoins spécifiques liés à l'isolement croissant des familles.

Energie (aménagement des conditions d'application de la taxe de raccordement électrique).

42521. — 25 novembre 1977. — M. Huchon appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les récentes déclarations en matière énergétique et plus particulièrement en matière électrique. La décision instituant une avance remboursable relative aux logements neufs chauffés à l'électricité, prévue au *Journal officiel* du 22 octobre 1977, est de nature à provoquer de vives inquiétudes, car elle semble augurer un profond changement de direction. La campagne de promotion du chauffage électrique menée depuis 1971 avec l'appui des pouvoirs publics avait incité l'électricité de France et de nombreuses entreprises du bâtiment et des travaux publics à réaliser d'importants investissements de conversion. Ce furent autant d'efforts tendant à substituer au fuel une énergie nationale. Au niveau national, cette mesure contribuera certainement à aggraver la dépendance énergétique du pays, au niveau local elle compromet gravement l'activité des maîtres d'ouvrages et les constructeurs individuels. La justification de cette taxe du 22 octobre 1977 est difficile à cerner. Au niveau économique, elle apparaît discriminatoire en ne visant qu'une catégorie de chauffage et en faussant les règles de concurrence vis-à-vis des sociétés d'exploitation de pétrole. Aussi, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que cette taxe de raccordement soit plus compatible avec la mission d'Electricité de France et qu'elle ne pénalise pas un secteur d'activité créateur d'emplois qui avait su dès 1971 répondre aux vœux du Gouvernement en matière énergétique.

Police (augmentation de l'implantation des postes de police au sein des grands ensembles immobiliers).

42522. — 25 novembre 1977. — M. Loo appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'insécurité de plus en plus grande dans laquelle vivent les habitants des grands ensembles immobiliers. Tous les jours des agressions sont perpétrées, en particulier sur les enfants, les femmes ou les personnes âgées. Les vols de toute nature se multiplient. Les grands ensembles, comme le « Roy d'Espagne » ou « La Rouvière », à Marseille, comptent plusieurs milliers d'habitants, soit l'équivalent de petites villes ou bourgades souvent isolées du reste d'un quartier. Aussi, il lui demande s'il envisage d'implanter des postes de police au sein des grands ensembles car c'est là, sans doute, le meilleur moyen de décourager les agresseurs et de contenir l'aggravation de la violence.

Bénéfices agricoles (majoration du seuil d'imposition au bénéfice réel pour les agriculteurs âgés de plus de cinquante ans).

42523. — 25 novembre 1977. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'un certain nombre d'agriculteurs sont au forfait ; que le seuil de 500 000 francs fixé est déjà ancien et qu'il ne tient pas compte de l'augmentation du prix de la vie ; qu'un certain nombre d'agriculteurs âgés de cinquante ans ne sont pas habitués à faire de la comptabilité et que, dans ce cas, il serait peut-être bon de continuer à appliquer le système du forfait pour un chiffre plus élevé que le chiffre actuel. Il lui demande donc s'il n'estime pas judicieux d'admettre une majoration du seuil pour l'impôt sur le bénéfice réel pour les agriculteurs âgés de plus de cinquante ans.

S. N. C. F. (inconvenients résultant de la réduction de la desserte ferroviaire d'Essonnes-Robinson).

42524. — 26 novembre 1977. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur la réduction de la desserte ferroviaire entre Corbeil-Essonnes et Melun. La station d'Essonnes-Robinson était desservie tous les quarts d'heure jusqu'à une date récente. Mais la S. N. C. F. a réduit le trafic à un ou deux trains par heure. Cette décision prive les habitants du centre d'Essonnes et du quartier de Montconseil d'une commodité importante. De nombreux usagers se détournent ainsi du chemin de fer pour utiliser leur véhicule personnel, accentuant les difficultés de circulation routière aux heures de pointe. Cette situation est d'autant plus aberrante que la nouvelle ligne passant par Evry offre une plus grande facilité d'écoulement du trafic entre Corbeil-Essonnes et Paris. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que la desserte ferroviaire d'Essonnes-Robinson puisse à nouveau répondre aux besoins de la population.

Education spécialisée (insuffisance des effectifs d'infirmières à l'école nationale pour déficients visuels de Montgeron [Essonne]).

42525. — 26 novembre 1977. — **M. Combrisson** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés provoquées par la vacance d'un poste d'infirmière à l'école nationale pour déficients visuels de Montgeron. De ce fait, la charge de travail qui devrait être répartie sur deux personnes repose sur la seule infirmière en exercice. Cette situation entraîne donc des conditions de travail difficiles, et met en cause la sécurité des élèves. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin de pourvoir dans les meilleurs délais à ce poste.

Economie et finances (personnel) (instauration de contrats ouvrant droit à la titularisation des vacataires des services extérieurs de la trésorerie générale de l'Essonne).

42526. — 26 novembre 1977. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les problèmes causés par la nomination de vacataires à quatre-vingt-quinze heures aux services extérieurs de la trésorerie générale de l'Essonne. En effet, ces agents étant soumis à des contrats de trois mois renouvelables ne seront jamais titularisés dans la fonction publique. Une telle situation contredit les prises de positions gouvernementales souhaitant la résorption de l'auxiliarat. De plus, ces modalités de recrutement ne sont pas de nature à résorber durablement le chômage et contribuent à la détérioration des conditions de travail dans cette administration. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour donner à ce personnel une véritable garantie de l'emploi au moyen de contrats ouvrant droit à leur titularisation.

Parents d'élèves (suppression de l'intégralité des personnes de nationalité étrangère au bureau des associations de parents d'élèves).

42527. — 26 novembre 1977. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'impossibilité d'être des personnes de nationalité étrangère au bureau des associations de parents d'élèves. Les dispositions du titre IV et plus particulièrement l'article 26 de la loi du 1^{er} juillet 1901, qui régissent le fonctionnement des associations, précisent que les membres de nationalité étrangère ne peuvent participer à leur gestion à moins de se soumettre aux dispositions du décret du 1^{er} juin 1939 sur les associations étrangères, ce qui demeure impossible concernant les associations de parents d'élèves. Ces dispositions deviennent contradictoires avec la mise en place des conseils de parents, où le critère de nationalité n'intervient à aucun moment dans les clauses d'éligibilité. De ce fait, les parents intéressés peuvent participer au fonctionnement des éta-

blissements scolaires, mais se voient interdire l'accès à des responsabilités dans les associations concernées. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Pensions de retraite civiles et militaires (mesures applicables à la détermination des pensions des sous-officiers retraités et des veuves de sous-officiers).

42528. — 26 novembre 1977. — Dans le cadre de la réforme statutaire du corps des sous-officiers, **M. Villon** demande à **M. le ministre de la défense** s'il est exact, ainsi que l'affirme une brochure du ministère, que l'ensemble des mesures indiciaires et des créations de primes concerne également les pensions versées aux veuves et aux retraités. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir préciser les textes qui prévoient l'application de ces mesures aux veuves et retraités.

Etablissements secondaires (revalorisation de la situation des proviseurs des lycées d'enseignement professionnels).

42529. — 26 novembre 1977. — **M. Guinebretière** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des proviseurs des lycées d'enseignement professionnel. Il lui demande si le rang de proviseur peut effectivement leur être reconnu, avec les évidentes revalorisations indiciaires qui s'en suivent afin de les mettre au rang des autres proviseurs. Il lui demande également s'il est possible de ne pas favoriser au détriment de ces établissements la formation dans les centres de formation des apprentis.

Travailleuses familiales (affectation d'une partie de la taxe sur les corps gras alimentaires au financement de leur action en milieu rural).

42530. — 26 novembre 1977. — **M. Guinebretière** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des femmes qui effectuent de l'aide à domicile en milieu rural, au regard de la sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures sont prévues pour soutenir l'action des travailleuses familiales en milieu rural. Un projet avait été établi en ce sens ; il consistait à affecter une partie de la nouvelle taxe sur les corps gras alimentaires au soutien de cette activité. Il lui rappelle que contrairement aux efforts entrepris pour le régime général, rien n'a été fait pour le régime agricole, il n'y a pas de prestation de service. Les associations de l'aide à domicile en milieu rural sont lourdement pénalisées par le manque de crédits, surtout dans des départements comme le Finistère, où elles sont extrêmement florissantes.

Obligation alimentaire (substitution de l'Etat aux pupilles de la nation pour assurer celle-ci).

42531. — 26 novembre 1977. — **M. Xavier Hamelin** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** la situation suivante : Mme X. dont le grand-père est mort et dont le père a été tué pendant la guerre 1939-1945 est pour cette dernière raison pupille de la nation. Sa grand-mère séjournant dans un hospice, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale lui a demandé ainsi qu'à ses frères d'assurer la charge de ses frais de séjour et ceci en application des articles 205 et suivants du code civil. Dans des situations de ce genre le ministère de la santé consulté rappelle que « d'une manière générale le caractère subsidiaire de l'intervention des collectivités publiques par rapport notamment à la solidarité familiale demeure un des principes fondamentaux de l'aide sociale ». Malgré cette position Mme X. et ses frères considèrent, à juste titre semble-t-il, que leur qualité de pupilles de la nation devrait avoir pour effet de voir l'Etat se substituer à eux pour assurer l'obligation alimentaire précédemment exposée. Il s'agit là d'un problème de principe qui présente un intérêt évident, c'est pourquoi il lui demande de bien vouloir faire étudier ce problème, en accord avec son collègue, Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale, afin d'aboutir, dans la mesure du possible, à la solution préconisée pour les pupilles de la nation dont la situation vient d'être exposée.

Action sanitaire et sociale (revendications des assistantes sociales chefs conseillères techniques des directions départementales).

42533. — 26 novembre 1977. — **M. Labbé** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 39534 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale, n° 66, du 9 juillet 1977. Plus de quatre mois s'étant écoulés depuis la

publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur la situation des assistantes sociales chefs conseillères techniques des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. Il lui rappelle que la circulaire du ministère des affaires sociales en date du 12 décembre 1966 prévoyait l'organisation et le fonctionnement du service social départemental. En particulier, le poste d'une assistante sociale chef conseillère technique était créé auprès du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale pour tout ce qui concerne le service social. Or, depuis cette date et malgré des demandes effectuées par le groupe délégué des assistantes sociales chefs conseillères techniques des directions départementales de l'action sanitaire et sociale auprès de la direction générale de l'action sociale au ministère de la santé la situation reste inchangée. Les conseillères techniques n'ont toujours pas de statut propre à leur formation et leur indices sont identiques à ceux des assistantes sociales chefs qui, d'après la circulaire du 16 avril 1975 peuvent être nommées sans assumer une fonction d'encadrement ou de responsabilité, mais simplement par promotion (20 p. 100 de l'effectif). Un décret du 12 avril 1974 a modifié le décret du 19 octobre 1959 portant règlement d'administration publique relatif au statut des assistants sociaux. Les conseillères techniques n'ont pas été concernées par ce décret. En 1972, 1973, lors des contacts du groupe délégué des conseillères techniques départementales avec la direction générale de l'action sociale et la sous-direction des professions sociales il ressortait que des textes étaient en préparation et pouvaient comporter la proposition de bonification d'indices de fonction: 120 points pour les assistantes sociales chefs conseillères techniques. Ces projets paraissent recueillir un avis favorable de la part des représentants des différents ministères. En octobre 1975, le représentant de la direction générale de l'action sociale faisait espérer en 1976 la reconnaissance de cette fonction. Les projets semblent avoir été reportés, compte tenu des difficultés économiques actuelles. Les conseillères techniques qui ont à assumer des responsabilités de plus en plus importantes et un encadrement de plus en plus lourd souhaitent qu'un statut les concernant soit élaboré rapidement. Elles acceptent le projet de bonification indiciaire prévu pour une période transitoire en espérant par la suite leur intégration dans le cadre A, intégration dont le principe avait été admis lors d'un arbitrage du 2 décembre 1972. Il lui demande donc quelle est sa position à l'égard de ce problème. Il souhaiterait que la situation des personnels en cause fasse l'objet d'un règlement rapide.

Retraites complémentaires prise en charge par l'Etat de la part de cotisations excédentaires de cadres ayant accepté de reprendre une activité de non-cadres.

42535. — 26 novembre 1977. — **M. Vaibrun** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des cadres licenciés pour causes économiques et qui ont accepté de reprendre une activité de non-cadres. En prenant cette décision, les intéressés réalisaient fort bien qu'ils subiraient un préjudice certain en matière de retraite complémentaire. Par ailleurs, cette reprise d'activité professionnelle diminue les charges qu'ils auraient représentées pour la collectivité en tant que demandeurs d'emploi. C'est pourquoi il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de faire bénéficier ces cadres de la prise en charge, par l'Etat, du paiement de la part des cotisations de retraite complémentaire représentant la différence entre le montant des cotisations appliquées aux cadres et celui des cotisations qu'ils versent actuellement au titre de leur emploi. En reconnaissant l'effort fait pour accepter une situation nettement moins lucrative, cette mesure s'avérerait par ailleurs moins onéreuse que les versements des aides publiques dues par l'Etat aux salariés privés d'emploi.

Fiscalité immobilière (exonération de taxation au titre des plus-values de biens immobiliers personnels par des associés en vue d'assurer la survie d'une entreprise).

42536. — 26 novembre 1977. — **M. Vin** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que pour assurer la survie d'une entreprise et le maintien de l'emploi des salariés de cette entreprise, il s'est avéré indispensable de procéder, de la part des associés, à la vente de certains biens immobiliers qui leur étaient personnels: appartement pour l'un, locaux professionnels pour le second associé, locaux commerciaux pour le troisième, ces ventes étant étalées d'avril 1975 à juillet 1977. Ces locaux avaient été construits en vue de la location et acquis depuis moins de dix ans. Il lui demande si, en raison des circonstances ci-dessus, les intéressés sont considérés comme ayant apporté la preuve du caractère non spéculatif des opérations réalisées, compte tenu de ce que l'article 35 A du CGI qui assujettit à l'impôt les plus-values résultant de la vente d'immeubles opérées dans un délai de dix ans prévoit l'administration de cette preuve.

Pensions de retraite civiles et militaires (jouissance immédiate de la pension pour les femmes fonctionnaires ayant recueilli des enfants).

42537. — 26 novembre 1977. — **M. Le Tac** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les dispositions de l'article 24, paragraphe 1-3 a du code des pensions civiles et militaires de retraite précisent: « la jouissance de la pension est immédiate pour les femmes fonctionnaires lorsqu'elles sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre ou d'un enfant vivant âgé de plus d'un an et atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 p. 100 ». Or, il apparaît que les services des finances, à l'inverse de la sécurité sociale appliquent strictement à la lettre le terme de « mère » dans son sens le plus restrictif et ne considèrent pas comme telle celle qui a recueilli un enfant et l'a élevé pendant seize ans quand ce n'est pas davantage. Tel ne peut être l'esprit de la loi qui se révélerait alors particulièrement injuste. En conséquence, **M. Le Tac** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** de lui faire savoir si des instructions peuvent être données aux services intéressés afin que le terme de « mère » soit entendu au sens le plus large.

Institut géographique national (livraison par la France aux Etats étrangers anciennement ou récemment indépendants des négatifs originaux de photographies aériennes).

42538. — 26 novembre 1977. — **M. Debré** demande à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** s'il est exact qu'il a été décidé de donner aux Etats étrangers, anciennement ou récemment indépendants, les négatifs originaux des photographies aériennes prises par les services officiels de la République. Il lui serait obligé de toute explication à ce sujet, compte tenu du fait que la livraison de toutes copies nécessaires éviterait à la France de se dessaisir de collections irremplaçables.

Proviseurs de lycées d'enseignement professionnel (statut et promotion professionnelle).

42539. — 26 novembre 1977. — **M. Frêche** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des proviseurs de lycées d'enseignement professionnel. Ces personnels sont en effet inquiets parce que l'avenir de la formation professionnelle initiale dispensée par le service public leur paraît être mis en cause. La campagne de valorisation de l'apprentissage traditionnel ayant coïncidé étrangement avec la diminution des moyens dont disposent effectivement les établissements publics. De plus, alors que s'établit une parité structurelle entre les établissements d'enseignement, les proviseurs ont constaté qu'aucune mesure globale n'est annoncée pour assurer l'identité de considération entre les chefs d'établissement. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour que ces personnels bénéficient d'une possibilité de promotion réelle telle qu'elle est tracée dans les propositions de réforme du système éducatif.

Ecoles primaires (création d'un poste d'instituteur au groupe scolaire Percot de Saint-Forgeau-Ponthierry (Seine-et-Marne)).

42540. — 26 novembre 1977. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'impérieuse nécessité de créer un poste d'instituteur au groupe scolaire Percot de Saint-Forgeau-Ponthierry (77). Certains enfants y travaillent dans des classes surchargées (quarante élèves) et à double programme, alors que des locaux scolaires sont disponibles, pour faire face à un dédoublement de classe. Il lui demande dans quels délais il mettra à la disposition de l'inspection d'académie les moyens nécessaires pour créer ce poste, dispensant ainsi les parents d'élèves et les élus locaux d'actions plus spectaculaires pour faire aboutir les nombreuses démarches qu'ils ont effectuées en vain jusqu'à présent.

Hôpitaux (revendications des personnels hospitaliers).

42541. — 26 novembre 1977. — **M. Delahedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions de travail des personnels hospitaliers, et lui demande si leurs revendications les plus immédiates ne lui paraissent pas légitimes, à savoir: 1° l'extension à tous les hospitaliers de la prime spécifique correspondant à treize heures supplémentaires par mois accordée actuellement dans les seuls hôpitaux de la région parisienne; 2° le classement des A. S. H.-A. S. I. dans le groupe II des aides-soignants dans le groupe IV avec la création d'un principal au groupe VI; 3° l'extension des primes dites de sujétion à tous les personnels des services de soins ainsi qu'aux agents

des services de laboratoire, radiologie, pharmacie; 4° l'élaboration d'un statut des assistantes sociales, catégorie indispensable à une véritable humanisation des hôpitaux.

Etudiants (insuffisance de la prévention en matière de santé).

42542. — 26 novembre 1977. — Force est de constater que, pour les étudiants, les structures de prévention et de soins se sont mal adaptées aux besoins nouveaux et à une demande grandissante. Une des conséquences de cette constatation est par exemple l'insuffisance de la prévention en matière de santé. Ainsi, la médecine préventive se limite-t-elle trop souvent au dépistage de la tuberculose. En conséquence, M. Delehedde demande à Mme le secrétaire d'Etat aux universités ce que ses services envisagent de faire pour pallier cette carence.

Examens, concours et diplômes (admission en équivalence du C. A. P. ou du B.E.P. des brevets belges de qualification Cuisine et hôtellerie).

42545. — 26 novembre 1977. — M. Huguet demande à M. le ministre de l'éducation s'il compte admettre en équivalence du C.A.P. ou du B.E.P. des brevets de qualification Cuisine et hôtellerie délivrés par certaines écoles belges à l'issue de trois années d'études professionnelles. En effet, de nombreux jeunes de la région Nord-Pas-de-Calais souhaitent suivre cette formation particulière le font en Belgique, les établissements techniques correspondants de la région manquent de place. Par la suite, ces mêmes jeunes postulant à un emploi dans les services de l'administration se le voient refuser, leur diplôme n'étant pas reconnu par la législation française.

Maîtres auxiliaires (proportion de titularisation des maîtres auxiliaires faisant fonction de conseiller d'éducation par rapport aux postes à pourvoir).

42546. — 26 novembre 1977. — M. Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que le décret interministériel n° 77-95 du 18 janvier 1977 a été promulgué pour permettre la titularisation des maîtres-auxiliaires exerçant les fonctions d'éducation (l'auxiliarat atteint 35 p. 100 dans ce secteur). Dans ce décret, il est prévu que « le nombre de places offertes chaque année à ce concours est fixé par le ministre de l'éducation dans la limite de 50 p. 100 du nombre de postes de conseillers d'éducation non pourvus par des conseillers d'éducation au 31 décembre de l'année précédente ». Or, par arrêté du 5 octobre 1977 (*Journal officiel* n° 156 [N. C.] du 9 octobre 1977, p. 6513), le nombre de places offertes au concours spécial a été fixé à 360, ce qui pourrait laisser croire qu'il y avait 720 postes non pourvus en 1976. Il lui demande de bien vouloir préciser les raisons pour lesquelles ce nombre n'a pas été de 448, ce qui correspondrait à 50 p. 100 des 896 postes budgétaires vacants (ces 896 postes étant d'ailleurs tous pourvus par des maîtres-auxiliaires) décomptés par les commissions paritaires à l'aide de documents préparatoires aux commissions fournis par les services du ministère aux représentants de ces personnels. Un rectificatif à l'arrêté du 5 octobre 1977 serait tout à fait conforme à l'esprit dans lequel le décret précité a été rédigé.

Retraites complémentaires (femmes de ménage employées dans des études de notaire).

42548. — 26 novembre 1977. — M. Franceschi rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale les termes de sa question écrite n° 40184 en date du 6 août 1977 dans laquelle il attirait son attention sur la situation du personnel employé en qualité de femmes de ménage dans une étude de notaire. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître par quelle caisse de retraite complémentaire est prise en compte cette catégorie de personnel.

Constructions scolaires (liste de priorité relative aux constructions scolaires du second degré dans le département des Yvelines).

42549. — 26 novembre 1977. — Mme Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du département des Yvelines en matière de constructions scolaires. Elle lui demande, notamment : de bien vouloir lui communiquer les listes de priorité relatives aux constructions scolaires, premier et second cycles du second degré; de lui indiquer ce qu'il compte faire pour que l'exécution des décisions administratives de financement et la réalisation des équipements correspondants soient effectivement entreprises. Des retards sont en effet très souvent constatés. C'est notamment le cas du lycée Jules-Ferry de Versailles, dont le financement a fait l'objet d'une décision ministérielle en 1972 mais dont la première pierre n'est toujours pas posée; de

lui indiquer les mesures qu'il compte prendre au sujet du lycée de la Plaine de Neauphle, à Trappes. Les élèves de première et de seconde sont cette année dans les locaux du C. E. S. en cours d'achèvement (les travaux en cours rendant très mauvaises les conditions de travail). Mais pour la rentrée 1978, ils devront céder la place à ceux pour qui le C. E. S. a été construit. Le lycée de la Plaine de Neauphle n'existant aujourd'hui qu'à l'état de projet, elle lui demande dans quelles conditions il compte prévoir l'accueil pour la prochaine rentrée des élèves de seconde, première et terminale.

Taxe professionnelle (iniquité résultant de l'utilisation de bases de calcul différentes selon que le contribuable, exerçant une profession libérale, emploie plus ou moins de cinq personnes).

42550. — 26 novembre 1977. — M. Dupilet attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation particulière résultant de l'application de la taxe professionnelle à certains membres des professions libérales employant du personnel. La réglementation prévoit des bases de calcul différentes selon que le contribuable, exerçant une profession libérale, emploie plus ou moins de cinq personnes. S'il emploie au moins cinq personnes, une partie de la base de calcul est fixée à un cinquième des salaires. S'il emploie moins de cinq personnes, une partie de la base de calcul est fixée à un huitième des recettes. Dans ces conditions, on est amené à constater qu'une diminution de l'actif entraînant une diminution du personnel employé peut avoir pour conséquence une augmentation sensible de la taxe professionnelle qui peut aller jusqu'à quadrupler. Dans un tel cas, malgré le plafonnement de cotisation par rapport à 1975, le supplément de charge fiscale est très important. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures propres à résoudre ces problèmes.

Taxe professionnelle (conditions d'assujettissement des redevables franchissant le seuil de 1 000 000 de francs de chiffre d'affaires).

42551. — 26 novembre 1977. — M. Dupilet attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'application de la taxe professionnelle aux redevables qui dépassent, pour la première fois, le seuil de 1 000 000 de francs de chiffre d'affaires. En effet, alors qu'en dessous du chiffre d'affaires de 1 000 000 de francs il n'est pas tenu compte du matériel et des agencements pour le calcul de cette taxe, un dépassement de ce chiffre, fut-il minime, modifie la base de calcul qui inclut alors lesdits matériels et agencements. Cela a pour conséquence d'entraîner un doublement, si ce n'est un triplement, de la taxe professionnelle et, malgré le plafonnement par rapport à 1975, le supplément de charge fiscale est très important. En conséquence, il lui demande si un aménagement n'est pas envisageable dans ce cas particulier.

Sécurité sociale minière (nature des travaux de réparation et d'entretien des berlines servant au transport des produits extraits).

42552. — 26 novembre 1977. — M. Darras attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur l'arrêté du 11 juillet 1958, qui définit les travaux spécifiquement miériers en vue de l'application de l'article 5 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable que le paragraphe 3 de l'arrêté reprenne la réparation et l'entretien des berlines servant au transport des produits extraits et du matériel nécessaire à l'exploitation. La berline, qui est bien un matériel spécifiquement miérier, est indispensable à l'exploitation minière tout comme les voies ferrées. Il est donc logique et normale que les travailleurs employés à les entretenir et à les réparer soient repris comme exerçant des travaux spécifiquement miériers, y compris pour les parties de leur carrière qui se sont déroulées étant au compte d'une entreprise extérieure aux mines.

Conseillers techniques de la jeunesse et des sports (établissement d'un statut).

42554. — 26 novembre 1977. — M. Sainte-Marie appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur la situation particulièrement inquiétante des conseillers techniques de son secrétariat d'Etat. Ces personnels qui sont désormais au nombre de 700 ne bénéficient d'aucun statut mais sont ventilés sur huit grades et quatorze catégories administratives différentes. Un projet de statut, qui avait reçu une large approbation de la part des intéressés et réglait tout à la fois les problèmes de formation, de carrière, de rémunération et de sécurité de l'emploi, était à l'étude depuis 1976 au secrétariat d'Etat mais semble avoir été abandonné depuis quelques mois. De plus, faute de directives données en temps

opportun, les remboursements de frais de déplacements, qui avaient pourtant bénéficié d'une rallonge budgétaire, n'ont pas pu être accordés, et les compléments de rémunération sont en constante régression. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à un malaise grandissant chez les conseillers techniques, malaise qui est une entrave au recrutement de personnes de valeur et au maintien en postes de ces personnels et, notamment s'il entend, enfin, les doter d'un véritable statut.

Détention (répercussions du manquement à l'obligation de réserve du médecin inspecteur des prisons sur le régime pénitentiaire).

42555. — 26 novembre 1977. — **M. Forni** demande à **M. le ministre de la justice** de préciser dans quelles conditions le médecin inspecteur des prisons a pu, dans des déclarations publiques largement reproduites par la presse, remettre en cause les principes mêmes sur lesquels depuis 1945 est ou devrait être fondée la politique pénitentiaire. Au-delà du manquement à l'obligation de réserve, au respect de laquelle la chancellerie est par ailleurs si attachée, et des violations du secret médical, ne faut-il pas voir dans ces déclarations le signe d'une volonté de retour en arrière dans la mise en œuvre d'une politique pénitentiaire libérale esquissée en 1975.

Aide spéciale compensatrice (exclusion des pensions militaires d'invalidité du plafond de ressources pris en compte).

42556. — 26 novembre 1977. — **M. Eyraud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les conditions de ressources auxquelles est subordonné l'octroi de l'aide spéciale compensatrice instituée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972. D'après les dispositions de l'article 10 modifié et de l'arrêté du 13 décembre 1974 modifié, le plafond des ressources extra-professionnelles à ne pas dépasser pour avoir droit à cette aide est de 9 400 francs pour une personne isolée et de 17 000 francs pour un ménage au 1^{er} janvier 1977. Si depuis le décret n° 74-62 du 28 janvier 1974 modifiant les conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice, les retraites ou pensions de réversion constituées à titre commercial ne sont plus prises en compte dans le calcul des ressources extérieures à l'entreprise, il n'en est pas de même pour les pensions ou réversions de pensions d'invalidité militaires, qui sont allouées pourtant à titre de réparation et ne sont pas imposables. Il lui demande en conséquence s'il envisage de remédier à cette injustice en excluant les pensions d'invalidité militaires des ressources prises en compte pour l'attribution de l'aide spéciale compensatrice.

Taxe professionnelle (conditions d'assujettissement des jeunes médecins s'installant en zone rurale).

42557. — 26 novembre 1977. — **M. Cheuvet** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1976 a limité le montant de la taxe professionnelle à 170 p. 100 de la patente 1975. Si cette mesure a eu pour effet d'écrêter la taxe professionnelle de certains redevables, elle entraîne par contre de profondes distorsions et de graves injustices dont sont victimes les nouveaux assujettis, et singulièrement les jeunes médecins qui s'installent en zone rurale (où le taux des taxes communales ou syndicales génère des taux de taxe professionnelle deux à trois fois plus élevée que dans les grandes agglomérations). Il lui cite notamment le cas d'un jeune médecin qui s'est installé depuis un an en zone rurale en s'associant à l'un de ses collègues exerçant son activité depuis une dizaine d'années déjà. Bien que les deux praticiens utilisent les mêmes locaux et les mêmes équipements, la taxe professionnelle du jeune médecin est le double de celle de son associé alors que ses propres recettes n'atteignent pas la moitié de celles de ce dernier. Il lui demande s'il n'y a pas là une profonde injustice et si, dans un tel cas, la mesure d'écrêtement dont bénéficie l'un ne devrait pas être applicable à l'autre du fait même qu'il s'agit de deux assujettis travaillant de concert dans des conditions identiques.

S. N. C. F. (utilisation par l'entreprise Calberson de terrains de la S. N. C. F. situés à Paris (18^e), boulevard Ney).

42558. — 26 novembre 1977. — **M. Ballot** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur l'utilisation des locaux Calberson du boulevard Ney, à Paris (18^e). Une convention signée par la ville de Paris et la S. N. C. F. a mis à la disposition de cette dernière des terrains importants en vue de l'édification par l'entreprise Calberson d'un immense entrepôt entre la porte d'Aubervilliers et la porte de la Chapelle. Le motif invoqué pour obtenir la cession par la ville de Paris de son terrain résidait dans la nécessité d'avoir un lieu

de stockage et de transit à la mesure des échanges commerciaux sans cesse croissants. Aujourd'hui les habitants du groupe H. L. M. qui fait face à l'entrepôt constatent que si une partie des bâtiments sert au transit des marchandises avec tous les inconvénients que cela leur procure notamment la nuit, des entreprises privées s'y sont installées (une imprimerie, une maison de confection, des magasins...). Il aimerait savoir si l'installation d'entreprises privées dans cet immense entrepôt est bien conforme à la convention signée entre la ville de Paris et la S. N. C. F. Si oui, qui perçoit les redevances d'occupation puisque le terrain demeure la propriété de la S. N. C. F. et que la société Calberson n'est en fait que concessionnaire de la société des chemins de fer français? Enfin faut-il s'attendre à l'extension d'installations d'autres entreprises privées dans des bâtiments prévus à d'autres fins.

Constructions scolaires (réalisation de lycées et C. E. S. dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yveline (Yvelines)).

42560. — 26 novembre 1977. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les besoins urgents de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, en C. E. S. et lycées. Dans le secteur Coignières-Maurepas-Elancourt, 3 498 enfants pour 3 000 places : le financement du C. E. S. 600 est donc indispensable en 1978. Sur ce même secteur, il manque une centaine de places au lycées des Sept-Mares. Dans le secteur de Trappes la construction d'un lycée en dur doit être mise en œuvre immédiatement, 550 élèves de lycée risquent d'être en surnombre dans le secteur Ouest en 1978. Dans le secteur Est, le plus défavorisé des onze communes en ce qui concerne les lycées, les élèves sont actuellement affectés au lycée de Saint-Cyr, ce qui les oblige à de longs trajets (douze heures hors du domicile pour les enfants de la Z. A. C. de Magny-les-Hameaux). Aussi, devant la gravité de cette situation, il lui demande de prendre les mesures nécessaires à la mise en chantier immédiate des nouveaux bâtiments scolaires dont l'ensemble de ce secteur a un besoin urgent.

Emploi (aide des pouvoirs publics pour le redémarrage de Manufrance à Saint-Etienne (Loire)).

42561. — 26 novembre 1977. — **M. Bellanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur les conditions prévues pour le redémarrage de Manufrance. A la suite du jugement du tribunal de commerce de Lyon, un certain nombre de conditions nécessaires au redémarrage de cette entreprise ont été réalisées : l'actionnaire majoritaire (ville de Saint-Etienne) a respecté ses engagements en reconstituant le conseil d'administration et en faisant désigner un nouveau président directeur général. La caution d'un partenaire est acquise avec la désignation d'un administrateur de la Coop qui apportera une aide technique. D'autre part, le personnel a été contraint d'accepter des sacrifices importants, dans la mesure où la garantie de l'emploi est acquise. La dernière condition, c'est-à-dire l'aide des pouvoirs publics devient donc, après les promesses orales faites par les diverses personnalités rencontrées, la condition indispensable à la survie de Manufrance. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer cette aide conformément aux promesses faites devant les travailleurs.

Pommes de terre (fixation d'un prix minimum à la production).

42563. — 26 novembre 1977. — **M. Tourné** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** et au contrôle des prix que la pomme de terre qui est un légume de grande consommation, sur le plan des prix à la production, connaît, chaque année, des vicissitudes anormales à l'encontre des producteurs. Il a été démontré par ailleurs que l'effondrement brutal des cours de ces produits à la production n'a jamais effectivement bénéficié aux consommateurs. Cette situation risque, à la longue, de provoquer une désaffection progressive chez les agriculteurs producteurs de pommes de terre. Le pays risque ainsi de devenir tributaire de l'étranger aussi bien pour les produits primeurs que pour ceux de grande consommation. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'envisager, comme c'est le cas pour plusieurs produits agricoles : viande, céréales, lait, betteraves, etc., de fixer chaque année un prix minimum à la production aussi bien pour les pommes de terre primeurs que pour les pommes de terre de conservation et de large consommation. En tenant compte : a) des variétés mises en vente ; b) des périodes de production ; c) des lieux géographiques de production ; d) du prix de revient des produits récoltés ; e) en arrêtant toute importation de l'étranger au-dessous du prix minimum fixé à la production.

Fruits et légumes

(statistiques sur les importations de conserves de fruits).

42565. — 26 novembre 1977. — M. Tourné expose à M. le ministre du commerce extérieur que l'agro-alimentaire connaît depuis quelques temps des difficultés très sérieuses dans certaines régions de France, notamment à l'encontre des industries de conserves de fruits au sirop, de confitures, de jus de fruits, etc. L'origine des difficultés dans cette partie de l'agro-alimentaire semble provenir des importantes importations de conserves de l'étranger à des prix rendus franco souvent de 20 à 40 p. 100 moins élevés que le prix de revient des conserves en France. Il lui demande : 1° quels sont les pays étrangers qui ont exporté vers la France en 1976 des conserves de fruits et de légumes ; 2° quel est le nombre, en milliers d'unités, de conserves de fruits au sirop et de confitures par catégorie et quel est le nombre, en milliers d'unités, de conserves de légumes par catégorie qui ont été importées par la France en 1976. Il lui demande quelle est la valeur exacte de ces produits importés tout le long de l'année 1976, rendue frontière. Il lui demande, en outre, ce qu'il compte décider pour mettre un terme à cette politique d'importations abusives qui, à l'heure actuelle, provoquent la liquidation progressive des coopératives-conserveries dans le Sud de la France. Le Gouvernement ne peut oublier que ces organismes sont le prolongement naturel des productions fruitières et agricoles diverses des lieux où ils sont implantés. En effet, à la suite d'une bonne récolte en quantité, l'existence d'une conserverie permet l'écoulement normal des produits sans avoir recours à la brutale mesure de destruction de ceux-ci, comme cela s'est produit très souvent sous forme de retraits.

Fruits et légumes (statistiques sur les importations de ceux-ci en 1976).

42569. — 26 novembre 1977. — M. Tourné demande à M. le ministre du commerce extérieur quel a été le tonnage de fruits et légumes importés de l'étranger, au cours de l'année 1976 : a) par catégorie de fruits ; b) par catégorie de légumes ; c) par pays étranger. Il lui demande enfin quelle est la valeur exacte de ces produits importés rendus frontière.

Uranium (conditions d'obtention d'un permis de recherche et d'un permis d'exploitation).

42570. — 26 novembre 1977. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat qu'à l'heure actuelle les opinions divergent en ce qui concerne l'exploitation des mines. En effet, pour qu'une exploitation minière puisse avoir lieu suivant les dispositions du code minier, il faut d'abord que les éventuels exploitants puissent bénéficier d'un permis de recherche, et cela pour les divers types de minerais, avec une mention spéciale pour le minerai d'uranium, puisque ce dernier comporte, pour être exploité, des dispositions spéciales : 1° dans quelles conditions un permis de recherche peut-il être accordé à des prospecteurs, société ou individualité ; 2° quelle est la procédure imposée par les textes en vigueur pour accorder un permis de recherche de produit minéralogique ; 3° une fois le permis de recherche accordé, quelle est la procédure obligatoire qui, normalement, doit être respectée pour pouvoir bénéficier du permis d'exploiter, notamment est-ce que le permis d'exploiter est le prolongement du permis de recherche accordé, ou alors une procédure complémentaire au permis de recherche doit-elle être engagée avant de pouvoir bénéficier de l'autorisation d'exploiter ; 4° quelles sont les dispositions légales juridiques et administratives que tout demandeur d'exploiter une mine doit respecter avant d'engager tout travail d'exploitation.

Etablissements secondaires

(sécurité des élèves au C. E. S. Blaise-Pascal, à Plaisir [Yvelines]).

42571. — 26 novembre 1977. — Mme Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'inquiétude légitime des parents d'élèves du C. E. S. Blaise-Pascal, à Plaisir, à la suite d'une nouvelle « affaire » d'incendie d'un C. E. S. à La Celle-Saint-Cloud qui, heureusement, n'a pas fait de victimes. Cette inquiétude s'exprime avec d'autant plus de gravité que les normes de construction du C. E. S. Blaise-Pascal, à Plaisir, sont pratiquement identiques à celles des établissements incriminés. Il est évident notamment que toutes les nouvelles normes prévues depuis l'incendie du C. E. S. Puilleron n'ont pas été respectées et que cet établissement actuellement en service ne présente pas, aujourd'hui, toutes les conditions de sécurité que les associations de parents d'élèves, les enseignants et la municipalité sont en droit d'exiger. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir, dans

les plus brefs délais, pour mettre un terme à cette menace permanente, donner des instructions pour que soient effectués au C. E. S. Blaise-Pascal tous les contrôles et surtout réaliser tous les travaux demandés et obligatoires.

Taxe à la valeur ajoutée (modalités d'assujettissement des membres des professions libérales).

42573. — 26 novembre 1977. — M. Cousté demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) si les membres des professions libérales ayant opté pour leur assujettissement à la T. V. A. doivent comprendre la T. V. A. agrée dans le montant des recettes servant de base de calcul de la taxe professionnelle quand le nombre de leurs salariés est inférieur à cinq. En outre, pour la détermination du plafond de recettes ouvrant droit à un abattement de 10 millions de francs sur les bénéfices non commerciaux, quand ils ont adhéré à un centre d'assistance, doivent-ils prendre comme recettes le chiffre réellement encaissé T. V. A. comprise ou le chiffre hors taxe.

Propriété (vente d'un immeuble par un non-résident.)

42574. — 26 novembre 1977. — M. Brun expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un non-résident propriétaire d'un immeuble en France vendant celui-ci. L'acte a été régularisé, le prix encaissé par le notaire et versé après l'accomplissement des formalités à une banque agréée à un compte « étranger ». L'acte a été déposé au bureau des hypothèques, accompagné de la déclaration sur les plus-values. Le prélèvement exigible au litre de cette cession a été réglé, mais le compte du vendeur reste bloqué jusqu'à un éventuel contrôle ultérieur de l'administration. Il lui demande s'il est normal que le prix de vente soit ainsi bloqué en totalité et combien de temps faudra-t-il attendre pour que le vendeur, qui envisage un réinvestissement, puisse disposer de ses fonds.

Bénéfices industriels et commerciaux (déductibilité des cotisations versées par les commerçants et artisans à une assurance complémentaire pour assurer une meilleure couverture du risque maladie).

42575. — 26 novembre 1977. — M. Ollivro expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que le régime obligatoire d'assurance maladie des travailleurs non salariés n'est pas encore aligné sur le régime général d'assurance maladie, malgré les améliorations intervenues récemment, la couverture de nombreux risques restant limitée à 50 p. 100 et les arrêts de travail n'étant pas indemnisés. En attendant l'harmonisation prévue des divers régimes de sécurité sociale, nombreux sont les artisans et commerçants qui ont souscrit une assurance complémentaire afin de bénéficier d'une meilleure couverture des risques en ce qui concerne les prestations en nature et d'avoir droit à une indemnisation des arrêts de travail. Cette assurance complémentaire donne lieu au paiement d'une cotisation relativement importante qui, dans l'état actuel de la législation, n'est pas déductible pour la détermination du bénéfice imposable à l'impôt sur le revenu, alors que les cotisations versées au titre du régime obligatoire sont, elles-mêmes, déductibles. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir une nouvelle disposition permettant que pour la détermination du revenu soumis à l'impôt soient, tout au moins, déductibles les cotisations destinées à permettre l'alignement des prestations d'assurance maladie des travailleurs non salariés sur les prestations du régime général de sécurité sociale.

Sécurité sociale (suppression des délais d'admission à une assurance volontaire pour le conjoint d'invalidé faisant office de tierce personne).

42576. — 26 novembre 1977. — M. Ollivro rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en vertu de l'article L. 244 du code de la sécurité sociale la faculté de s'assurer volontairement pour les risques invalidité et vieillesse est accordée, notamment, à la personne qui, sans recevoir de rémunération, remplit, effectivement, les fonctions et obligations de la tierce personne auprès de son conjoint ou d'un membre de sa famille, infirme ou invalide et bénéficiaire d'un avantage pour tierce personne, servi au titre d'un régime social légal ou réglementaire. La réglementation actuelle prévoit que la demande d'admission à cette assurance volontaire doit être présentée dans le délai de six mois qui suit soit le début de l'activité exercée au service de l'invalidé, soit la date à laquelle l'avantage pour tierce personne a été attribué à l'invalidé. C'est ainsi que l'épouse d'un assuré invalide à 100 p. 100 bénéficiaire de l'allocation pour tierce personne s'est vu refuser l'adhésion à l'assurance volontaire, du fait qu'elle a présenté sa

demande en-dehors du délai de six mois actuellement fixé. Le ménage se trouve ainsi dans une situation particulièrement difficile, le mari n'ayant qu'une pension au taux de 50 p. 100 comme ancien fonctionnaire de l'éducation nationale ayant exercé pendant vingt-cinq ans et la femme n'ayant aucune profession. Il lui demande s'il ne serait pas possible de supprimer ce délai de six mois ainsi prévu, étant donné que bon nombre de personnes ne connaissent pas la réglementation sur ce point et qu'il est profondément regrettable de leur ôter le bénéfice de l'assurance volontaire pour une simple question de délai.

Presse et publication (précisions sur la définition de l'expression Organe de presse).

42577. — 26 novembre 1977. — M. Kiffer demande à M. le ministre de la justice les précisions suivantes concernant la définition du mot « organe de presse » dans le cadre de l'article L. 52-1 du code électoral, car le jugement prononcé par le tribunal de grande instance de Metz en date du 15 novembre 1977, reste ambigu sur ce sujet et risque de créer un grave précédent dans le cadre des futures campagnes électorales. En effet, le législateur avait incontestablement, lorsqu'il a prévu cette loi sur l'interdiction de publication publicitaire dans la presse en période électorale, une intention louable de justice et d'égalité des chances des candidats, car avant cette loi, des candidats fortunés pouvaient acheter des placards publicitaires dans les journaux, quotidiens et même hebdomadaires. Cependant, la loi avait omis de préciser la définition et les critères de l'expression Organe de presse. Le jugement intervenu à Metz en date du 15 novembre 1977 concerne précisément une publication qui, en aucune façon, n'entre dans une catégorie de quotidien, d'hebdomadaires et même de mensuel. Il s'agit d'un « gratuit » ne répondant à aucun statut particulier de la presse et ne tombant pas sous le contrôle de l'O. J. D. Il est tellement vrai que ce genre de « gratuits » n'est nullement assimilable à un organe de presse, et que, précisément, au moment où le législateur a voté l'article L. 52-1 du code électoral, ce genre de publication n'existait pas. A l'heure actuelle, ont été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale des projets de loi tendant à régulariser cette situation et à donner un statut à ces « gratuits ». Par ailleurs, en ce qui concerne l'intention du législateur de vouloir établir l'égalité des chances financières, il est à remarquer que tout candidat a la possibilité, en période électorale, de diffuser des journaux, pour la plupart éphémères, bénéficiant du routage postal réservé à la presse. Ces journaux coûtent infiniment plus chers que les deux pages insérés dans le Téléx 57 dont il est question dans le jugement rendu à Metz. De surcroît, ces journaux électoraux sont, pour la plupart, financés le plus régulièrement du monde par de la publicité de faveur. Dans la pratique, l'article L. 52-1 est donc détourné insidieusement. On pourrait même considérer que le gratuit Téléx 57, par ses publicités, est le support financier de l'article incriminé. Il lui demande de fournir des précisions sur la définition Organe de presse dans le cadre de l'article 52-1 du code électoral.

Etablissements universitaires (débloccage de crédits pour construire un restaurant universitaire à Illkirch-Graffenstaden [Bas-Rhin]).

42578. — 26 novembre 1977. — M. Rickert attire l'attention de Mme le secrétaire d'Etat aux universités sur le problème d'équipement universitaire très grave que représente l'absence de restaurant universitaire sur le campus situé à Illkirch-Graffenstaden. La construction de ce restaurant universitaire a été prévue dès 1966 sur ce campus. Malgré les demandes pressantes et réitérées adressées à son département ministériel, et en dépit des promesses multiples et formelles formulées par ses prédécesseurs et par elle-même, ni la décision de construire, ni le déblocage des crédits nécessaires ne sont intervenus à ce jour. A la rentrée universitaire de 1978, la faculté de pharmacie s'installant à Illkirch-Graffenstaden, le problème de l'alimentation se trouvera posé pour 1300 nouveaux arrivants donc pour plus de 2000 personnes au total. Les délégués et représentants des étudiants en pharmacie ont décidé de n'accepter en aucun cas le transfert de leur faculté à Illkirch-Graffenstaden, au cas où le restaurant universitaire ne serait pas fonctionnel et ils assurent qu'ils se réserveront d'employer tous les moyens nécessaires à l'aboutissement de cette revendication. Il est donc clair que faute d'un restaurant universitaire disponible à la rentrée 1978, la situation sur le campus deviendra intolérable. En conséquence, il lui demande donc s'il ne lui paraît pas opportun de débloquer immédiatement les crédits nécessaires à la mise en place de l'infrastructure souhaitée.

Ecoles maternelles et primaires (mesures tendant à alléger les tâches des directeurs et directrices de celles-ci).

42580. — 30 novembre 1977. — M. Branger attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'ampleur et la diversité des tâches qui, depuis la dernière réforme, incombent aux directrices

et directeurs d'écoles primaires ou maternelles. Ceux-ci, outre leur mission d'enseignement, doivent en effet assurer les relations de leur établissement avec les administrations académiques et locales, les familles, les associations de parents d'élèves et aussi, analyser et exploiter la documentation pédagogique en liaison avec les centres départementaux et régionaux. Ils sont amenés à accomplir des tâches aussi diverses que celles d'intendant, de documentaliste, de secrétaire administratif et de chef de service de collectivité locale ce qui leur procure un surcroît de travail égal à celui exigé par leur activité d'enseignement proprement dite. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de prendre des mesures ayant pour effet soit de décharger ces chefs d'établissement de leur fonction d'enseignant, soit de leur adjoindre un secrétariat administratif.

Fonctionnaires (rétablissement de la collation de l'honorariat aux fonctionnaires de catégorie A).

42581. — 30 novembre 1977. — M. Branger attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique), sur le fait que la collation de l'honorariat aux fonctionnaires de catégorie A au moment de leur retraite a été, de facto, supprimée alors que les dispositions légales en la matière n'ont jamais été modifiées. Il lui rappelle que cette ultime marque de satisfaction, accordée en fin de carrière à des serviteurs de l'Etat particulièrement méritants, ne comporte aucune incidence financière mais constitue un stimulant non négligeable à l'égard d'agents qui ont atteint le sommet de leur carrière ou ne peuvent plus légitimement espérer ni avancement, ni distinction honorifique. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable que des instructions soient données pour que reprenne, à leur égard, l'application antérieure de la législation sur l'honorariat.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (alignement des conditions de perception d'une pension de réversion par les veuves d'invalides civils de guerre sur celles applicables aux veuves de guerre).

42582. — 30 novembre 1977. — M. Bisson appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation des veuves d'invalides civils de la guerre qui n'ont droit à pension que si leur mari est décédé des suites de l'invalidité pour laquelle il était pensionné ou s'il était titulaire d'une pension au taux minimal de 85 p. 100. Ces veuves, au demeurant peu nombreuses, souhaitent, à juste titre, percevoir une pension de réversion dans les conditions semblables à celles applicables aux veuves de guerre dont le mari était titulaire d'une pension supérieure à 60 p. 100 et sans tenir compte des causes du décès. Il lui demande la suite susceptible d'être réservée à ce vœu, dont la réalisation répondrait à un besoin de justice et d'équité.

Collectivités locales (état d'avancement de projets relatifs à la mise en place de services d'action sociale au profit des personnels des collectivités locales).

42583. — 30 novembre 1977. — M. Boscher, se référant notamment aux réponses faites le 31 mai 1974 par ses services et concernant la création d'un fonds national d'action sociale pour le personnel des collectivités locales ainsi que la création d'un comité d'action sociale pour les retraités de la CNRACL, demande à M. le ministre de l'Intérieur de bien vouloir lui répondre où en sont ces questions, qui, voici plus de trois ans, en étaient au stade des consultations dont les conclusions, promettaient « devaient être tirées à bref délai ». Il lui rappelle que, seuls les personnels des collectivités locales et leurs retraités sont dépourvus de toute action sociale, contrairement aux administrations privées ou publiques qui en sont pourvues. Des propositions de loi ont été déposées sur ce sujet, et à ce jour, malgré cette promesse de conclusions tirées à bref délai, ces personnels attendent ces créations, aucune action sociale n'étant à leur disposition, telles des maisons de repos.

Impôt sur le revenu (conditions de déductibilité des intérêts d'emprunts souscrits pour acquérir des immeubles locatifs).

42590. — 30 novembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur certaines conséquences surprenantes de l'article 3 de la loi de finances pour 1977. En matière de revenus fonciers, l'article 31 du code des impôts a toujours admis la déductibilité intégrale des intérêts d'emprunts souscrits pour acquérir des immeubles locatifs. Aux taux élevés actuels, il est fréquent que pendant les sept à huit premières années d'amortissement du prêt, les intérêts versés dépassent le revenu locatif imposable, d'où déficit appelé à se renouveler pendant plusieurs années.

*Syndicats professionnels
(résultats de l'enquête sur la représentation de ceux-ci).*

42591. — 30 novembre 1977. — **M. Boyer** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 juillet 1975, une enquête portant sur la représentativité des différents syndicats devra être effectuée avant toute échéance conventionnelle. Il lui expose que cette enquête ayant été effectuée en 1976, les intéressés n'ont toujours pas à ce jour connaissance des résultats de celle-ci. Il lui demande en conséquence si elle ne juge pas nécessaire de faire connaître au plus tôt les résultats de cette enquête aux professions visées par l'article L. 259-1 du code de la sécurité sociale.

*La Réunion (création à Saint-Denis-de-la-Réunion
d'un centre d'examen pour l'accès aux fonctions notariales).*

42592. — 30 novembre 1977. — **M. Fontaine** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur une situation défavorable aux départements d'outre-mer et plus particulièrement à la Réunion. En effet, le décret n° 73-1216 du 29 décembre 1973 fixe les conditions d'accès au notariat. Il est prévu à cette fin un stage et un examen débouchant sur la collation d'un certificat d'aptitude professionnelle (cf. art. 9). Ce même article 9 laisse à la discrétion du ministre le soin de désigner les centres d'examen. C'est dans ces conditions que différents centres ont été prévus pour la métropole. Rien de tel n'a été prévu pour la Réunion, alors que dans ce département existent une chambre notariale et un centre universitaire (droit, économie, lettres, sciences, médecine). C'est pourquoi **M. Fontaine** demande à **M. le ministre** s'il est disposé à créer à Saint-Denis-de-la-Réunion un centre d'examen pour l'accès aux fonctions notariales.

*Emploi (conditions de réinsertion professionnelle
des personnes ayant reçu des soins de longue durée).*

42594. — 30 novembre 1977. — **M. Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la douloureuse situation de personnes de plus en plus nombreuses rencontrant d'insurmontables obstacles à leur réinsertion professionnelle après avoir reçu des soins de longue durée, en particulier pour le traitement d'un état dépressif. Dans de tels cas, s'il est toujours difficile de faire la distinction entre l'état de maladie et la guérison, il est sûr qu'une réinsertion professionnelle réussie est la condition d'une consolidation de ces anciens malades. Hélas, la quasi totalité des emplois précédemment occupés par les intéressés n'offre pas cette possibilité de réadaptation progressive qui serait nécessaire et, dans ces conditions, beaucoup de ces anciens malades se voient condamnés à l'inactivité et très souvent à des rechutes, ce qui est désastreux pour eux et leur famille et bien coûteux pour la collectivité nationale. Constatant que des organismes sociaux, institutions sociales diverses ou collectivités locales, seraient à même d'offrir des emplois protégés à de telles personnes, même si leur productivité était réduite d'un quart, d'un tiers ou de moitié pendant plusieurs années, il lui demande si, en liaison avec les autres responsables des départements ministériels concernés, elle ne pourrait pas mettre en œuvre les mesures d'accompagnement qu'exigeraient de telles solutions, c'est-à-dire, notamment, le reversement selon les cas, par exemple, par les organismes débiteurs des prestations sociales, du quart, du tiers ou de la moitié des salaires qui seraient versés par ceux de ces employeurs que sont les collectivités ou les organismes à but non lucratif, qui accepteraient d'avoir une action sociale supplémentaire au bénéfice de ceux de nos concitoyens qui sont parmi les plus oubliés.

*Handicapés (assouplissement des conditions de cumul d'une pension
d'invalidité avec la rémunération d'une activité professionnelle).*

42595. — 30 novembre 1977. — **M. Hamel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le caractère très restrictif des dispositions de l'article 61 du décret n° 45-1079 du 29 décembre 1945 régissant les conditions du cumul entre une pension d'invalidité de la sécurité sociale et la rémunération d'une activité professionnelle. Il lui demande si, compte tenu du niveau généralement peu élevé du montant des pensions d'invalidité de la sécurité sociale et du courage dont font preuve leurs titulaires en exerçant un emploi malgré le grave handicap dont ils sont victimes, il ne lui paraît pas indispensable de modifier ces dispositions afin que les intéressés cessent d'avoir le sentiment que, loin de les aider à surmonter les épreuves que leur a imposées la vie, la loi entrave les efforts qu'ils accomplissent dans ce but.

*Prétraite : modalités de calcul de la garantie de ressources
d'une gérante de magasin.*

42596. — 30 novembre 1977. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur certains cas particuliers d'application de l'accord national interprofessionnel du 13 juin 1977, qui ouvre aux salariés âgés d'au moins soixante ans la possibilité de demander, à leur initiative personnelle, le bénéfice de la garantie de ressources, instituée par l'accord du 27 mars 1972 en faveur des salariés privés d'emploi. Le montant de cette garantie de ressources est identique à celui qui est prévu par l'accord du 27 mars 1972, c'est-à-dire qu'il s'élève à 70 p. 100 du salaire moyen calculé sur les trois derniers mois d'activité, dans la limite d'un plafond fixé à 14440 F par mois pour 1977. Il s'agit, en l'occurrence, du salaire moyen des trois derniers mois suivant la renouciation au contrat de travail ; cette moyenne des salaires ne peut donc être constatée que postérieurement à la demande de renouciation au contrat puisqu'il faut donner un préavis de trois mois pour signifier cette cessation d'emploi. Pour certaines catégories de travailleurs qui sont rémunérés au fixe et à la commission, cette réglementation a des conséquences profondément regrettables, du fait qu'ils ne peuvent ainsi connaître, avant de renoncer à leur contrat de travail, le montant de l'allocation qu'ils pourront percevoir. Pour surmonter cette difficulté, des dispositions particulières ont été prises en ce qui concerne les V. R. P. dont l'allocation peut être calculée sur la rémunération moyenne annuelle et non sur la moyenne des trois derniers mois. Des avenants ont étendu cette dérogation à d'autres catégories de travailleurs. Il reste, cependant, des personnes pour lesquelles le problème n'est pas résolu. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'une personne qui est gérante d'un magasin et qui perçoit un très faible fixe et un pourcentage sur le chiffre d'affaires. Celle-ci désirerait faire une demande pour bénéficier de l'accord du 13 juin 1977. Mais elle ignore sur quelle base sera calculée son allocation et si elle pourra être assimilée aux V. R. P. et bénéficier du calcul sur la rémunération moyenne mensuelle. Il lui demande de préciser les droits de cette personne en ce qui concerne le calcul de son allocation.

*Commerce de détail : mise en place de procédure de concertation
entre les commerçants de l'épicerie et de l'alimentation et les
ministères intéressés.*

42597. — 30 novembre 1977. — **M. Bégault** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation dans laquelle se trouvent les commerçants détaillants de l'épicerie et de l'alimentation de détail qui ont à supporter un certain nombre de brimades administratives, dont les charges augmentent continuellement et qui se trouvent placés devant des mesures de fixation de leurs prix intervenues sans aucune consultation de leur secteur professionnel. On constate ainsi un certain découragement parmi cette catégorie de commerçants et la disparition de nombreuses entreprises — ce qui est ressenti vivement par les populations des communes rurales, ainsi que dans certains quartiers urbains. Il lui demande s'il n'estime pas que les problèmes devant lesquels se trouvent placés ces commerçants devraient faire l'objet d'une concertation entre les ministères intéressés, la direction des prix et les représentants de la profession.

*Taxe professionnelle (détermination de la cotisation
d'une entreprise ayant effectué une cession sous forme d'apport).*

42598. — 30 novembre 1977. — **M. Dronne** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas suivant : une entreprise qui existe depuis plusieurs années a payé en 1976 une taxe professionnelle de 7 000 francs, après application de l'écrêtement et de la limitation de cotisation. En 1976 intervient une cession sous forme d'apport. En 1977 il est réclamé à cette entreprise une taxe professionnelle de 21 000 francs, alors que les locaux et le matériel, sont les mêmes qu'en 1976 et que le personnel est resté identique à une ou deux unités près. Il semble que les dispositions concernant l'écrêtement et la limitation des cotisations des entreprises cédantes devraient être appliquées aux successeurs. Il lui demande s'il s'agit d'une erreur ou, dans la négative, quelles sont les raisons de la non-application de l'écrêtement et de la limitation de cotisation.

*Enseignement privé (prise en charge par le budget de l'Etat des
enseignements optionnels effectués par des enseignants exerçant
dans des établissements secondaires privés sans contrat).*

42599. — 30 novembre 1977. — **M. Meyoud** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'en application de la loi du 11 juillet 1975 et de la circulaire n° 77-165 du 29 avril 1977, de nombreux enseignants d'établissements secondaires privés sans contrat, en raison de la

suppression des dédoublements de classe, se sont vu attribuer un certain nombre d'heures d'atelier dans les matières optionnelles; or ces heures de travail qui devaient compenser les diminutions d'horaires entraînées par la suppression des dédoublements ne sont pas prises en charge par le budget de l'Etat. Il lui demande en conséquence s'il ne juge pas nécessaire d'envisager au plus tôt la prise en charge de ces enseignements optionnels, ceci afin que soient respectées certaines dispositions de cette même loi qui prévoyaient notamment que les heures d'activités complémentaires puissent entrer dans le décompte du service des professeurs.

Boissons (extension de l'assiette du droit spécifique sur des boissons non alcoolisées à celles commercialisées par des distributeurs automatiques).

42600. — 30 novembre 1977. — M. Cornet expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 520 A du code général des impôts soumet à un droit spécifique d'un montant de 3,50 F par hectolitre les eaux minérales naturelles ou artificielles, les eaux de table, les eaux de laboratoire et les boissons ne renfermant pas plus d'un degré d'alcool, à l'exception des sirops et jus de fruits et de légumes. Le texte précise que ce droit est dû par les fabricants, exploitants de sources ou importateurs, que la commercialisation ait lieu en fûts, en bouteilles ou en boîtes. Il en résulte que les boissons commercialisées par ces distributeurs automatiques, qui représentent, en dépit de garanties d'hygiène sans doute inférieures, une part de plus en plus importante du marché, paraissent échapper à cette taxe. Dans le cas où cette interprétation serait fondée, il lui demande s'il n'estimerait pas souhaitable de mettre fin à une discrimination fiscale entraînant une distorsion de concurrence au détriment des activités d'embouteillage et une perte de recettes croissante pour l'Etat.

Jardins familiaux (date de parution des décrets d'application de la loi les créant et les protégeant).

42601. — 30 novembre 1977. — M. Bayard rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que la loi n° 76-1022 du 10 novembre 1976 avait pour but la création et la protection des jardins familiaux. Certaines sociétés regroupent plusieurs centaines de jardins de cette catégorie et cette loi était particulièrement attendue. Malheureusement, à ce jour, il ne semble pas que les décrets d'application en réglant les modalités aient été pris. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer à quelle date est envisagée la parution de ces décrets d'application.

Jardins familiaux (date de parution des décrets d'application de la loi les créant et les protégeant).

42603. — 30 novembre 1977. — M. Bayard rappelle à M. le ministre de l'Agriculture que la loi n° 76-1022 du 10 novembre 1976 avait pour but la création et la protection des jardins familiaux. Certaines sociétés regroupent plusieurs centaines de jardins de cette catégorie et cette loi était particulièrement attendue. Malheureusement, à ce jour, il ne semble pas que les décrets d'application en réglant les modalités aient été pris. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer à quelle date est envisagée la parution de ces décrets d'application.

Architectes (délai pour les demandes d'inscription des maîtres d'œuvre au tableau des architectes).

42605. — 30 novembre 1977. — M. Lepercq attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur le problème que rencontrent certains maîtres d'œuvre qui se voient refuser leur inscription au tableau régional de l'ordre des architectes pour n'avoir pas respecté le délai imparti par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977. En effet, l'article 37 (2°), paragraphe 2 de la loi susvisée prévoit que la demande d'inscription devra être déposée dans un délai de six mois après sa publication; ce qui a fait expirer le délai le 5 juillet dernier. Or, cette condition, beaucoup de maîtres d'œuvre n'en ont pas eu connaissance. Et, pour n'avoir pas demandé leur agrément en temps utile auprès de l'ordre des architectes, ils se trouvent, après un long exercice légal de leur profession, sanctionnés arbitrairement et tributaire d'un collègue agréé. Il lui signale que cette signature risque de favoriser un « marché noir » des signatures, de provoquer l'inflation des tarifs et de favoriser le chômage de nombreux maîtres d'œuvre et employés. C'est pourquoi il lui demande que cette question de délai soit reconsidérée afin que tous les maîtres d'œuvre actuellement en place puissent continuer à exercer leur profession.

Circulation routière (prise en compte par le juge administratif des données écologiques dans le contrôle des arrêtés municipaux de déviation de circulation).

42606. — 30 novembre 1977. — M. Lepercq appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les difficultés que rencontrent certaines autorités municipales qui, dans le cadre de leurs pouvoirs de police, prescrivent des arrêtés déviant du centre des agglomérations la circulation des véhicules d'un tonnage déterminé, en les dirigeant sur un itinéraire de contournement. Bien souvent, l'autorité administrative à laquelle il appartient de veiller au respect des conditions édictées par le juge administratif lorsque des arrêtés municipaux de déviation de la circulation des poids lourds sont soumis à son approbation, s'abrite derrière une interprétation jurisprudentielle très stricte et néglige l'aspect écologique d'une telle mesure. Il souhaite que des instructions soient données aux autorités administratives permettant d'assouplir l'interprétation jurisprudentielle et créant ainsi pour chaque citoyen, une égalité écologique.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (conséquences de l'application de l'échelonnement indiciaire au taux de grade pour les militaires admis à la retraite depuis le 3 août 1962).

42607. — 30 novembre 1977. — M. Lepercq attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les conséquences de l'application de l'échelonnement indiciaire des pensions d'invalidité au taux de grade, pour les militaires admis à la retraite depuis le 3 août 1962. Il estime que la différence des indices, donc des avantages accordés, constitue une injustice à laquelle il faut remédier. Il précise à titre d'exemple, avec l'échelonnement indiciaire actuel et pour une pension d'invalidité au taux de 100 p. 100, qu'un colonel en raison de son grade obtient un avantage de 493 points d'indice, et de ce fait passe de l'indice 372 (taux de soldat) à l'indice 865, alors que, dans les mêmes conditions, un adjudant-chef passe de l'indice 372 à l'indice 388. On arrive ainsi à un avantage de 493 points d'indice pour le colonel et de 16 points seulement pour l'adjudant-chef, soit 30 fois moins au lieu de deux fois moins comme c'est le cas en matière de traitement ou de retraite. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il compte prendre ou proposer afin que l'échelonnement indiciaire apporte à chacun des militaires concernés un avantage équitable, en rapport avec le grade détenu.

Pensions de retraite civiles et militaires (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux pensions de réversion au profit des conjoints survivants de femmes fonctionnaires).

42610. — 30 novembre 1977. — M. Krieg serait reconnaissant à M. le Premier ministre (Economie et finances) de bien vouloir lui faire connaître la date d'entrée en vigueur de l'article 44 du décret du 7 octobre 1974 prévoyant que le conjoint survivant non séparé de corps d'un agent de sexe féminin peut prétendre à 50 p. 100 de la pension obtenue par cet agent ou que celui-ci aurait pu obtenir au jour de son décès. En effet, l'article 5 du décret susvisé prévoit bien que l'exécution de ce texte prendra effet à compter de la date d'application aux fonctionnaires de l'Etat de l'article 12 de la loi du 21 décembre 1973, mais ce même article 12 ne donne aucune indication précise à ce sujet. Par ailleurs, il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui faire savoir si l'époux survivant d'un agent décédé en 1971 peut prétendre bénéficier de ces dispositions.

Médicaments (précisions quant à la teneur en alcool éthylique de certains médicaments).

42611. — 30 novembre 1977. — M. Welsenhorn expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les anciens alcooliques aidés par des organismes bénévoles et soutenus dans leur désir de désintoxication par leur famille sont des êtres fragiles qu'une ingestion minime d'alcool peut faire rechuter facilement. Or, certains médicaments contiennent de l'alcool éthylique qui joue le rôle de solvant ou de stabilisateur. Tel est en particulier le cas de certains sirops pectoraux et de certains fortifiants. La documentation pharmaceutique mise à la disposition des pharmaciens d'officine, des médecins et des hôpitaux ne comporte en ce domaine que des termes vagues, tels que : excipient sucré, aromatisé. Il lui demande de faire prendre des dispositions afin que les laboratoires de produits pharmaceutiques soient tenus de préciser sur leur documentation si les médicaments qu'ils fabriquent et les excipients qu'ils utilisent contiennent de l'alcool éthylique et, dans l'affirmative, en quelle proportion.

Carte du combattant (délais d'attribution aux anciens combattants d'Afrique du Nord).

42613. — 30 novembre 1977. — M. Tourné rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que le rythme de distribution des cartes de combattant aux anciens d'Afrique du Nord s'effectue très lentement. Cette situation ne manque pas de créer un réel malaise chez les postulants à la carte de combattant, dont certains ont déposé leur demande depuis très longtemps. Il lui demande combien de cartes de combattant ont été délivrées par département aux anciens combattants d'Afrique du Nord.

Emploi criqué de l'industrie de la sandale dans les Pyrénées-Orientales.

42615. — 30 novembre 1977. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat qu'à l'heure actuelle l'industrie de la sandale, dans les Pyrénées-Orientales, connaît une situation extrêmement critique. Cette industrie est aussi vieille que le département des Pyrénées-Orientales lui-même. Bien entendu, partant de la forme individuelle artisanale, on est passé progressivement à des formes de fabrication techniquement plus élaborées. La plupart des fabriques existantes imposent à leur personnel trois jours de chômage partiel par semaine. Il est à craindre qu'une fois le nombre d'heures de chômage partiel globalement atteint, certaines soit amenées à fermer leurs portes. S'il en était ainsi, ce serait la ruine sur le plan économique, mais aussi sur le plan social comme sur le plan humain de toute une région, comme celle du Haut-Vallespir, où l'agriculture a presque totalement disparu et où il n'est pas possible de trouver des formes nouvelles de production de remplacement. Le mal essentiel dans cette affaire semble provenir des importations abusives de produits similaires, notamment d'Espagne, à des prix bien en-dessous des prix de revient, pourtant très serrés, existant en France. En conséquence, il lui demande si son ministère est bien au courant de la crise qui atteint, en ce moment, la vieille industrie de la sandale, dans les Pyrénées-Orientales. Il lui demande, en outre, quelles mesures il a prises ou il compte prendre pour permettre à cette industrie de retrouver un rythme de travail capable d'assurer le plein emploi et s'il ne pourrait pas, comme première mesure, arrêter toute importation de l'étranger, cause probable de tout ce mal.

Dons du sang (résultats des collectes en 1976).

42616. — 30 novembre 1977. — M. Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les besoins en sang pour faire face à certaines thérapies obligatoires ne cessent d'augmenter. Il lui demande quel a été le résultat de la collecte de sang par l'intermédiaire des donateurs bénévoles au cours de l'année 1976 : a) pour toute la France ; b) pour chacun des départements concernés.

Dons du sang (encouragement des dons bénévoles).

42617. — 30 novembre 1977. — M. Tourné rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que parmi les institutions les plus honorables et les plus respectables qui existent dans notre pays, figure celle des donateurs de sang bénévoles. Les donateurs de sang se présentent sous forme d'individualités volontaires, ou sous forme de sections locales groupées dans une organisation départementale. A l'heure actuelle, les besoins en sang pour faire face notamment aux accidents du travail et surtout de la route — et en partant de thérapeutiques nouvelles indispensables qui, d'ailleurs, ont donné jusqu'ici d'excellents résultats — se font sentir avec un sérieux qui ne peut échapper à personne à quelque poste qu'il soit placé sur le plan administratif, comme sur le plan humain ou social. En effet, nul ne peut dire qu'il n'aura pas besoin un jour du sang d'autrui pour survivre ou retrouver la santé. Il lui demande quelles sont les différentes mesures administratives, morales, sociales et autres, que son ministère a prises pour encourager le bénévolat en matière de collecte de sang.

Emploi (maintien en activité de l'entreprise Mora de Lasalle (Gard)).

42618. — 30 novembre 1977. — M. Millet expose à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat le mécontentement et la protestation des ouvriers et ouvrières de l'entreprise Mora de Lasalle (Gard) menacés de licenciement par la liquidation totale de l'entreprise. C'est ainsi que le 23 novembre 1977, au matin, les quatre-vingts travailleurs de cette entreprise ont été renvoyés chez eux. Une telle situation est d'autant plus grave que cette entreprise est la seule dans la commune de Lasalle et qu'elle permet ainsi à

de nombreuses familles de travailleurs de pouvoir continuer à vivre dans cette région de montagne déjà fort menacée économiquement. Devant la tournure des événements actuels, les travailleurs de l'usine Mora peuvent compter sur le soutien actif de la population des communes avoisinantes. Pour sa part, j'apporte mon entière solidarité à la défense de leurs emplois. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures pour le maintien en activité de cette entreprise indispensable à la vie de ces cantons cévenols en péril.

Hygiène et sécurité du travail (non-respect des règles de sécurité aux aciéries de Paris, à Outreau (Pas-de-Calais)).

42620. — 30 novembre 1977. — M. Bardol attire l'attention de M. le ministre du travail sur le manque de sécurité qui règne aux aciéries de Paris, à Outreau (Pas-de-Calais). De nombreux accidents graves dont plusieurs mortels s'y sont produits. Le jeudi 24 novembre, à l'usine n° 3, un travailleur a été tué, écrasé par une dalle de béton. D'après les renseignements recueillis, les mesures de sécurité étaient inexistantes. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre les aciéries de Paris-Outreau dans l'obligation de procéder au respect des règles de sécurité prévues par la loi.

Assurance maladie (amélioration de la législation relative au remboursement des appareillages orthopédiques, prothétiques et d'optique médicale).

42621. — 30 novembre 1977. — M. Montdargent attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas d'une veuve retraitée, vivant à Argenteuil, n'ayant pour toutes ressources que deux modestes pensions s'élevant au total à 1 000 francs par mois. Cette personne a besoin d'une paire de lunettes, double foyer, d'un montant de 487 francs et, bien qu'étant exonérée du ticket modérateur par la sécurité sociale, cet organisme ne peut lui rembourser ses lunettes que sur la somme de 94,05 francs. Devant cette situation, le bureau d'aide sociale de la mairie d'Argenteuil a déposé auprès des services préfectoraux de l'action sanitaire et sociale une demande d'aide médicale pour le complément restant à la charge de l'administrée. Un rejet de cette administration vient de lui être signifié, le contrôle de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale s'alignant sur les tarifs de responsabilité de la sécurité sociale. Il paraît injuste et anormal que de tels faits se produisent atteignant les plus démunis. Aussi, en considération de ces éléments, M. Montdargent demande à Mme le ministre quelle décision elle compte prendre pour qu'une amélioration de la législation relative aux appareillages orthopédiques, prothétiques et d'optique médicale soit apportée dans les meilleurs délais.

Industrie textile (mesures tendant à préserver l'emploi à l'unité Rhône-Poulenc-Textile de Vaise).

42622. — 30 novembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre du travail sur les intentions de la direction de Rhône-Poulenc de ramener l'affectif de 2 100 personnes de l'unité Rhône-Poulenc-Textile de Vaise à 800 personnes d'ici à fin 1979, soit 1 200 suppressions d'emplois. Il attire son attention sur la politique déterminée du groupe Rhône-Poulenc de définir une nouvelle « structure de la production textile à l'intérieur du groupe pour 1980, au détriment des travailleurs de Rhône-Poulenc-Textile. Pour obtenir cet objectif, la direction de Rhône-Poulenc, par la voix de son directeur de Rhône-Poulenc-Textile, usine de Vaise, a fait connaître aux travailleurs de cette unité de production différentes mesures, comme : les mutations ; les congés de fin de carrière à cinquante-cinq ans. En ce qui concerne les mutations, la direction de Rhône-Poulenc Vaise propose des « unités de production » comme Roanne ou Grenoble. Je vous laisse, monsieur le ministre, apprécier les difficultés posées aux travailleurs mis devant une telle situation, par rapport aux problèmes d'insertion qui ne sont pas sans exister, ceci malgré des « contrats de mutations » proposés à des travailleurs de plus de cinquante ans pour les amener à accepter ces solutions ! » Il lui fait remarquer l'avenir assombri que fait planer cette importante diminution d'affectif. Il lui demande s'il entend se préoccuper du sort de cette division qui emploie jusqu'à présent 7 500 personnes dans la région et dont la restructuration prévue par les dirigeants du groupe laisse planer une menace non déguisée sur l'emploi et, par voie de conséquence, sur la situation économique et quelles dispositions il entend prendre face à la situation de l'emploi qui ne cesse de s'aggraver dans la région lyonnaise.

Entreprise (mesures tendant à maintenir l'emploi et l'activité de Manufacture).

42624. — 30 novembre 1977. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation de Manufacture, étant donné l'importance de cette entreprise pour les

15 000 salariés (y compris ceux de la sous-traitance) qu'elle emploie. Il lui rappelle la position du tribunal de commerce de Lyon, qui a décidé d'accorder un sursis à Manufrance en suspendant provisoirement les poursuites. Deux des conditions essentielles retenues dans le jugement semblent avoir été remplies, à savoir : viabilité de l'entreprise avec une direction responsable ; caution admise avec désignation d'un administrateur de la Coop pouvant apporter une aide technique. Il lui rappelle qu'un troisième point (et de loin le plus important) reste à éclaircir, c'est celui indispensable de l'aide financière. Etant donné l'importance de cette entreprise sur l'emploi, il ne peut être raisonnablement admis d'ajournement. Une nécessité impérieuse de déblocage de la subvention de l'Etat ne peut souffrir aucun retard puisqu'elle est une condition essentielle du bon redémarrage de cette entreprise réputée, et dont les travailleurs, monsieur le ministre, vous ne pouvez l'ignorer, ont fait la renommée. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre sans retard, compte tenu des sacrifices qu'ont dû consentir les travailleurs de Manufrance pour sauvegarder la garantie de l'emploi, afin d'assurer la survie de cette entreprise ; s'il entend agir afin que soient déblocués sans tarder les fonds nécessaires afin de sauvegarder l'emploi de 15 000 personnes et défendre ainsi la renommée acquise par cette entreprise.

Formation professionnelle et promotion sociale (mesures tendant à satisfaire les revendications du personnel du centre de FPA de Rilleux-la-Pape (Rhône)).

42625. — 30 novembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des personnels du centre de FPA de Rilleux-la-Pape (Rhône). Il lui rappelle les exigences de ces personnels pour le fonctionnement normal de l'important service public qu'est la formation professionnelle pour adultes, pour le développement des structures d'accueil et de formation. Il lui rappelle que ces travailleurs entendent voir pris en compte le maintien et la progression de leur pouvoir d'achat et aboutir leurs justes et légitimes revendications. Il lui rappelle l'importance et la qualité que doit avoir un tel service public, ce que ne cessent de défendre les personnels, moniteurs compris. Il lui rappelle avec insistance que la formation permanente devrait être un « droit » pour tous les citoyens afin de répondre aux besoins des connaissances nouvelles, de l'essor des sciences et des techniques. Il insiste auprès de **M. le ministre** sur la responsabilité du Gouvernement dans ce domaine et sur la nécessité de ne pas confondre l'intérêt de la nation au niveau de la formation permanente, avec les exigences patronales immédiates. Il lui demande : quelles dispositions il entend prendre afin que soient satisfaites les justes et légitimes revendications des personnels de la formation professionnelle des adultes de l'établissement de Rilleux-la-Pape ; s'il entend user de son autorité afin de donner à ce service public au service de la nation les moyens de fonctionnement en rapport avec la réalité des besoins.

Automobiles (mesures tendant à maintenir l'emploi et l'activité des unités de l'entreprise Dalphi-Métal de Bron et de Villeurbanne (Rhône)).

42626. — 30 novembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les décisions des dirigeants de l'entreprise Dalphi-Métal au niveau des unités de production de Bron et de Villeurbanne. Ces décisions, au niveau des fabrications, contestées par les travailleurs, menacent gravement l'avenir de Dalphi-Métal à Bron et Villeurbanne. Il lui rappelle que Dalphi-Métal se plaçait, jusqu'à présent, sur le marché des volants automobiles comme le deuxième fabricant français, avec 75 p. 100 de l'activité réservée au Marché du volant. Il ne saurait, d'autre part, trop rappeler à **M. le ministre** que Dalphi-Métal est la principale usine industrielle de Bron et que cette « politique d'entreprise » engagée par les dirigeants de la société n'est pas sans jeter l'inquiétude et le désarroi parmi les travailleurs de ce secteur. Si la production des sept premiers mois de 1977 était sensiblement la même que les sept premiers mois de 1976 (...avec un effectif réduit d'environ 17 p. 100 !) on comprend mal la volonté de vouloir transférer les productions de ces unités à Amplepuis, alors que **M. Feugas**, président-directeur général de Dalphi-Métal n'avait pas craint d'annoncer précédemment que « ... la nouvelle unité d'Amplepuis constituerait une extension de Dalphi-Métal avec un éventail de nouveaux types de volants ». Il lui rappelle aussi les bruits de dépôt de bilan répandus dans l'entreprise pour inquiéter un peu plus les travailleurs. Aux dernières nouvelles, une menace qui pourrait s'avérer « mortelle » pour Dalphi-Métal à Bron et Villeurbanne semble se dessiner, à savoir : que la réalisation des fabrications « volants » encore existantes à Bron pourrait être confiée à la filiale espagnole où **M. Feugas** posséderait 5 p. 100 des actions. Il lui demande : quelles dispositions immédiates il entend prendre afin d'éviter la fermeture des unités de production de Bron et Villeurbanne, en lui

rappelant la situation qui ne cesse de se dégrader de manière inquiétante dans le domaine de l'emploi sur la région lyonnaise ; s'il entend user de son autorité afin que les quarante personnes dont le reclassement est envisagé à la SNAV puissent être maintenues dans leurs lieux de travail. En effet, compte tenu des divers éléments que je rappelle dans cette question écrite, étant donné les difficultés connues à la SNAV et étant donné les conditions d'insertion auxquelles ne manqueraient pas d'être confrontés ces travailleurs, il ne peut, je vous le rappelle, **M. le ministre**, qu'y avoir incertitude et inquiétude quant à l'avenir qui leur serait réservé dans une telle opération, qui ne se justifie pas.

Automobiles (mesures tendant à maintenir l'emploi et l'activité des unités de l'entreprise Dalphi-Métal, à Bron et Villeurbanne (Rhône)).

42627. — 30 novembre 1977. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les dernières décisions des dirigeants de l'entreprise Dalphi-Métal au niveau des unités de production de Bron et Villeurbanne. Ces décisions au niveau des fabrications, contestées par les travailleurs, menacent gravement l'avenir de Dalphi-Métal « Bron » et « Villeurbanne ». Il lui rappelle que Dalphi-Métal se plaçait jusqu'à présent sur le marché des volants automobiles comme le deuxième fabricant français avec 75 p. 100 de l'activité réservée au marché du volant. Il ne saurait, d'autre part, trop lui rappeler l'importance de Dalphi-Métal comme principale usine industrielle de Bron et que cette « politique d'entreprise » engagée par les dirigeants de la société n'est pas sans jeter l'inquiétude et le désarroi parmi les travailleurs de ce secteur. Si la production des sept premiers mois de 1977 était sensiblement la même que les sept premiers mois de 1976 (avec un effectif réduit d'environ 17 p. 100), on comprend mal la volonté de vouloir transférer les productions de ces unités sur Amplepuis, alors que **M. Feugas**, président directeur général de Dalphi-Métal, n'a pas craint d'annoncer précédemment que « la nouvelle unité d'Amplepuis constituerait une extension de Dalphi-Métal avec un éventail de nouveaux types de volants ». D'autre part, les conditions d'emplois envisagées devant augmenter l'effectif 1977 de soixante personnes jusqu'en 1980, le maintien de l'emploi dans les trois unités devaient faire bénéficier l'entreprise d'une prime de développement régional. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin que cette prime de développement régional soit octroyée à Dalphi-Métal dans le but très précis de préserver l'emploi sur les trois unités de production Bron - Villeurbanne - Amplepuis ; ce qu'il entend faire, dans les prérogatives qui sont les siennes, en regard de la situation de l'emploi qui ne cesse de se détériorer de façon inquiétante dans la région lyonnaise et pour préserver l'industrie française.

Automobiles : mesures tendant à préserver l'emploi et l'activité de l'industrie du poids lourd.

42628. — 30 novembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat** sur les inquiétudes qu'il a eu à manifester à plusieurs reprises, et cette année particulièrement en mars, août et septembre, au sujet de la situation des personnels de Berliet-Renault - véhicules industriels, auprès de **M. le ministre de l'Industrie** et de **M. le ministre du travail**. Ces inquiétudes se confirment. Elles sont la conséquence dramatique d'une politique poursuivie qui conduit à la dégradation du marché du poids lourd. Depuis un an, les résultats sont graves : le marché national est dominé par l'étranger, qui atteint 51 p. 100 des immatriculations. On peut se demander, en conséquence, ce que signifie le slogan « Achevez français »... Avec vingt-quatre jours chômés en treize mois, c'est plus d'un mois d'activité perdue pour notre économie, soit une perte de plus de 2 000 véhicules. 35 milliards d'investissements chez Berliet-RVI entraînent la suppression en 1977 de 1 500 emplois, ce qui va aboutir à une baisse des effectifs de près de 3 000 depuis décembre 1974, soit 3 000 emplois supprimés. 6 milliards d'investissements sont prévus pour élever la productivité mais avec un renforcement sans précédent de l'exploitation, et investir massivement des capitaux pour des opérations industrielles de grande envergure. Après cinq mois de fusion Renault-Véhicules industriels, cette politique place l'industrie du poids lourd dans une fuite en avant pour le « tout à l'export », ce qui a pour triple conséquence : de menacer l'emploi, le secteur public et national, l'indépendance nationale. L'industrie du poids lourd se trouve ainsi menacée par une politique au service des grands monopoles qui tend à l'étouffer. C'est l'aveu de la faillite de la politique patronale et gouvernementale. Les conséquences pour les travailleurs, leurs familles et plus généralement l'ensemble du tissu régional sont désastreuses ! Directement chez Berliet-RVI cela se traduit par : une perte de 4 p. 100 du pouvoir d'achat avec le chômage ; aux financements préretraités s'ajoutent depuis quelques mois des licenciements abusifs : ruptures de contrats et démis-

sions forcées deviennent réglementées ; l'intensité du travail s'est développée, ce qui entraîne une dégradation des conditions de travail et de sécurité ; toute perspective constructive d'avenir est bouchée. Les mesures générales prises par votre Gouvernement s'affirment dans l'austérité et l'insécurité pour les travailleurs et l'augmentation des profits. Pour ces profits, l'illustration est significative pour Berliet-RV1 : en 1976 : 376 milliards de francs ; en 1975 : 83 milliards de francs ; en 1974 : 103 milliards de francs. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour parvenir à une orientation inverse à partir des propositions suivantes : la satisfaction des revendications pressantes des salariés ; l'abandon de la politique désastreuse d'austérité ; la relance de la consommation intérieure ; la reconquête du marché intérieur sur les importations directes et indirectes ; le développement d'une production correspondant aux besoins avec, pour objectif, de parvenir à l'indépendance nationale sur le plan technologique et industriel ; la promotion du secteur public industriel, qui seul peut accomplir ces tâches, en s'appuyant sur la démocratisation de la vie dans l'entreprise et sur l'intervention des travailleurs. La nationalisation du groupe Peugeot-Citroën permettrait en outre de développer, sur la base du respect des spécificités techniques et des traditions de chaque entreprise, une large coopération (ce groupe est le premier constructeur de véhicules utilitaires légers). Ce rapprochement pourrait, par la suite, déboucher sur la constitution d'une seule entreprise d'automobiles nationalisée, qui, par sa taille et son potentiel technique, autoriserait des perspectives de développement social et industriel beaucoup plus ambitieuses ; sur le financement public, dans le cadre d'un programme industriel défini démocratiquement. Le financement de ce programme social et industriel pourrait être dégagé à partir de trois sources : la réduction des gaspillages industriels et humains qui résultent de la politique d'austérité du Gouvernement et du redéploiement mis en place par la direction du groupe Renault (chômage et suppression d'emplois, gaspillage d'investissements, sous-utilisation des capacités de production, concurrence ruineuse entre Peugeot-Citroën et le groupe Renault) ; l'arrêt du pillage de la R. N. U. R. et de Berliet-Saviem par les grandes entreprises privées et notamment les grands fournisseurs de la sidérurgie, de la chimie et de l'industrie des équipements automobiles ; l'apport de capitaux publics, sous contrôle du Parlement et des représentants des travailleurs. Enfin, envisager le développement de la coopération internationale, expurgée des étroites considérations de profit et organisée sur la base de l'intérêt mutuel.

HLM (insuffisance du chauffage dans l'ensemble Les Orgues de Flandre, à Paris [19]).*

42629. — 30 novembre 1977. — M. Fiszbin attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement et du territoire sur les démarches et actions, jusqu'ici infructueuses, entreprises par les locataires de l'ensemble Les Orgues de Flandre, à Paris (19*), afin d'obtenir que leurs immeubles bénéficient d'un chauffage suffisant pendant l'hiver. Leur propriétaire, la société anonyme d'HLM Le Foyer du fonctionnaire et de la famille, s'est engagé, par contrat auprès de chacun des locataires, à leur assurer du 15 octobre au 15 avril, une température conforme à la réglementation gouvernementale. Il a adopté, pour ces immeubles, le procédé du « tout électrique » devant assurer à l'intérieur une température maximum de 15 par chauffage au sol, facturé aux locataires parmi les charges ; le complément, permettant d'atteindre 20° dans les salles de séjour et 18° dans les chambres, devant être assuré par des convecteurs électriques individuels, placés dans chaque pièce, aux frais des locataires et en sus des charges de chauffage. Or, depuis leur installation dans ces immeubles, les locataires, bien que supportant de lourdes charges de chauffage payées au FFF, ne peuvent bénéficier d'une température supérieure à 15° ou 16°, y compris en utilisant au maximum de leur puissance les convecteurs individuels. Cette situation entraîne une importante augmentation de leurs dépenses d'électricité sans leur assurer un chauffage convenable. Des familles de cet ensemble ont dû, déjà, passer l'hiver 1976-1977 dans des conditions pénibles et dangereuses pour la santé des personnes âgées, des enfants, des malades, sans que le FFF prenne les mesures nécessaires pour remédier à une situation dont il est le seul responsable. Il apparaît, en effet, que de graves défauts de conception dans la réalisation de ces immeubles sont à l'origine de cette insuffisance de chauffage. D'une part, les fenêtres ne permettent pas d'assurer une isolation thermique satisfaisante, ce qui entraîne une importante déperdition de chaleur. D'autre part, les convecteurs ne sont pas assez puissants pour permettre une élévation de température supérieure à 3° ou 4°. Les locataires de ces immeubles ont entrepris, en vain, de nombreuses démarches auprès de la direction du FFF et du ministre de la santé dès décembre 1976. Le FFF s'est toujours refusé à reconnaître sa responsabilité dans cette situation et à assurer un chauffage conforme à la réglementation en vigueur, en particulier sous le prétexte que la clause concernant le chauffage, contenue dans le contrat proposé par lui aux locataires, ne s'applique pas à ce procédé du « tout électrique ». Il devient indispensable que le Gouvernement se décide à intervenir auprès du FFF afin que cette

société prenne à sa charge et mette en œuvre les mesures d'urgence permettant aux locataires de ne pas passer un nouvel hiver dans ces conditions et de bénéficier d'un chauffage conforme à la réglementation. Il lui demande donc d'intervenir auprès de la direction de cette société et d'exiger : d'une part que le FFF mette à la disposition des locataires dans les semaines qui viennent et pendant toute la durée de l'hiver, des convecteurs d'appoint supplémentaires, permettant d'obtenir une température de 20° sans que les charges totales de chauffage des locataires en soient augmentées ; d'autre part que le FFF fasse procéder à sa charge, dès que l'hiver sera passé, aux travaux et réparations nécessaires afin d'assurer définitivement aux locataires une isolation thermique et un chauffage satisfaisants.

Industrie métallurgique (menace de fermeture de la société Voyer à Tours (Indre-et-Loire)).

42630. — 30 novembre 1977. — M. Fiszbin appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation de la société Voyer, société de construction métallique, qui regroupe 1 200 salariés dont 600 à Tours, qui a déposé son bilan au tribunal de commerce de la Seine. En 1973, l'entreprise Voyer était classée dix-huitième société française dans le secteur d'activité avec un bénéfice net déclaré d'un demi-milliard d'anciens francs. Après un premier plan de redressement et de restructuration et une réduction des effectifs de 18 p. 100, le bilan accuse une perte de 1 400 000 000 d'anciens francs. La société Voyer a subi les conséquences de la crise, crise qui s'aggrave dans la métallurgie, si le plan Acier européen est mis en œuvre en 1978, puisqu'il prévoit notamment une augmentation de l'acier de 15 p. 100. D'autre part, le marché de la poutrelle métallique s'est détérioré depuis deux ans, tombant de 1,2 million de tonnes en 1975 à 800 000 tonnes en 1976. Le dépôt de bilan des établissements Voyer fait suite à des premières mesures envisagées la semaine dernière : fermeture des usines d'Agondaye et d'Aix-en-Provence et compression du personnel administratif. En tout 367 licenciements dont une centaine à Tours. La réussite du premier plan de redressement mis en place au début de 1977 reposait sur un chiffre d'affaires atteignant 300 millions de francs. Ce chiffre n'a pu être atteint par le manque d'obtention de marchés de la société Voyer. Dans l'élaboration du plan, il était demandé aux fournisseurs et sous-traitants de Voyer d'abandonner 40 p. 100 des créances. Cela n'a rien changé, si ce n'est que cela s'est soldé pour les plus petits par d'énormes difficultés (réduction d'activité, licenciements, dépôt de bilan) sans pour autant que les menaces qui planaient sur l'entreprise Voyer aient disparu. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour : 1° s'opposer à la fermeture des établissements Voyer et à tous licenciements ; 2° que des mesures concrètes soient prises pour que les établissements Voyer continuent leur activité, en l'occurrence : déblocage de crédits aux collectivités pour la construction d'équipements sportifs (gymnases) dont notre pays a si grand besoin, et dans laquelle l'entreprise Voyer est spécialisée ; 3° contribuer à la résorption des charges, non pas par une restructuration destinée à procéder à de nouveaux licenciements, mais par la nationalisation de la sidérurgie ; 4° que les observations et les propositions des syndicats soient prises en compte ; 5° il demande à M. le ministre, si l'entretien qu'ont eu MM. Barre, Royer et le préfet d'Indre-et-Loire, à Tours, le 19 novembre, n'était pas destiné à s'entendre pour la fermeture de l'usine.

Electricité (coût moyen du kilowattheure thermique produit à partir de charbons importés).

42633. — 30 novembre 1977. — M. Villon demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat quel est le coût moyen actuel du kilowattheure thermique produit à partir de charbons importés et celui produit à partir de fuel. Il lui demande en outre quelle part provient respectivement, dans la production d'électricité par les centrales thermiques, du charbon importé, du charbon français et du fuel.

Direction départementale du travail de l'Isère (insuffisance de moyens de fonctionnement).

42634. — 30 novembre 1977. — M. Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conditions de travail de plus en plus difficiles dans lesquelles travaillent les agents de la direction départementale du travail de l'Isère faute des moyens les plus indispensables tant sur le plan humain que matériel. Ainsi un certain nombre de graves problèmes se posent dont les solutions s'avèrent urgentes si l'on veut permettre à ce service de fonctionner correctement et de remplir normalement ses missions de plus en plus importantes avec le développement du chômage. 1° Les locaux pourtant neufs sont notoirement insuffisants : au service d'aide publique, 16 personnes s'entassaient dans deux bureaux de soixante mètres

carrés. Faute de place, certaines armoires sont placées dans les couloirs ce qui crée une situation anormale tant du point de vue du travail que des conditions de sécurité ; au service rémunération des stagiaires, cinq personnes travaillent dans le même bureau. De plus, il n'y a pas de salle d'attente au second étage où sont pourtant installés des services recevant en permanence du public qui doit donc attendre dans le couloir. Enfin, l'arrivée de quatre nouveaux contrôleurs pose le problème des locaux susceptibles de les accueillir. 2° Les besoins en matériel sont aussi importants : ainsi chaque agent n'a même pas un bureau et un vestiaire ; le nombre de machines à écrire est tout à fait insuffisant et un certain nombre est partiellement inutilisable, etc. 3° Les personnels sont tout à fait insuffisants surtout avec l'accroissement des tâches qu'entraîne l'aggravation du chômage : ainsi la création de deux nouvelles sections d'inspection n'a entraîné aucune création de poste de secrétariat. Il en est de même pour les quatre contrôleurs supplémentaires. De plus, le nombre de non-titulaires occupant des emplois permanents, sans aucune garantie, s'accroît dont certains ont déjà plusieurs années d'ancienneté. Cette insuffisance de personnel a pour conséquence des retards importants dans le paiement des chômeurs, l'établissement des titres de travail aux étrangers, la rémunération des stagiaires de formation professionnelle continue, le contrôle des contrats d'apprentissage, etc. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que soient réglés, en concertation avec les organisations syndicales, les très nombreux problèmes qui se posent à la direction départementale du travail de l'Isère et permettre ainsi son fonctionnement dans des conditions satisfaisantes.

Expropriation (procédures administratives encourageant la spéculation et l'inflation).

42635. — 30 novembre 1977. — M. Jans attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le fait que l'administration des domaines placée sous sa responsabilité estime les biens à exproprier à partir de bases relevant du système inflationniste qui nuit tant à notre économie. Pendant toute une période, les domaines ont pratiqué le système de la boule de neige : prix fixé par les domaines tenant compte des dernières décisions du juge de l'expropriation ; décision du juge de l'expropriation en général supérieure de 10 à 15 p. 100, nouvelles estimations dans le même quartier tenant compte des dernières décisions du juge, et nouvelles décisions du juge avec 10 à 15 p. 100 de plus sur l'estimation des domaines. Nous assistons ainsi à une course effrénée dans la fixation des prix qui dépassent maintenant le prix du marché. Il en va de même également pour les expropriations de fonds de commerce. Dans des quartiers où les fonds ne se vendent plus, bien des estimations ne tiennent aucun compte de ce fait et bien des commerçants âgés se trouvant à la périphérie de ces opérations et ne pouvant négocier leur fonds en viennent à regretter de ne pouvoir bénéficier des mêmes indemnités. Là aussi, les prix offerts sont nettement supérieurs aux prix du marché. Mais cette période, pourtant périlleuse pour les opérations de rénovation, semble aujourd'hui dépassée car un niveau supplémentaire vient d'être franchi : les domaines s'efforcent maintenant de dépasser les décisions du juge. Ainsi, dans le quartier en rénovation de Levallois-Perret, un terrain encombré était estimé à 500 francs le mètre carré, le 11 janvier 1977. Un jugement rendu le 13 mai 1977 a porté le prix de ce terrain encombré à 540 francs le mètre carré et c'est à 600 francs le mètre carré que le 23 septembre 1977 les domaines ont estimé le prix d'un terrain encombré lui aussi, situé à moins de 100 mètres du premier, soit 20 p. 100 de plus que l'estimation de janvier et 11,10 p. 100 de plus que la décision du juge. Il en est de même pour les constructions de même qualité et entretien. Les domaines, en janvier, ont fixé le prix à 1 920 francs le mètre carré de plancher. Le juge, en mai, a porté ce prix à 1 260 francs et les domaines, en septembre, ont estimé l'immeuble voisin de même qualité entre 1 800 francs et 1 900 francs le mètre carré, soit une majoration variant entre 76 et 86 p. 100 sur les estimations de janvier, et entre 42 et 50 p. 100 sur le jugement du mois de mai. Il semble que nous assistions ici à un dérapage sérieux des prix, auquel l'intérêt public et national diète d'y mettre un terme. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre contre ces décisions incitant la spéculation, l'inflation interdisant toute nouvelle opération de rénovation en centre ville.

Maîtres auxiliaires faisant fonction de conseillers d'éducation (nombre de postes offerts au concours par rapport aux postes à pourvoir).

42636. — 30 novembre 1977. — M. Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que le décret interministériel n° 77-95 du 28 janvier 1977 a été promulgué pour permettre la titularisation des maîtres auxiliaires exerçant dans les fonctions d'éducation (l'auxiliaariat atteint 35 p. 100 dans ce secteur). Dans ce

décret, il est prévu que « le nombre de places offert chaque année à ce concours est fixé par le ministre de l'éducation dans la limite de 50 p. 100 du nombre de postes de conseillers d'éducation non pourvus par des conseillers d'éducation au 31 décembre de l'année précédente ». Or par arrêté du 5 octobre 1977 (*Journal officiel* n° 156 du 9 octobre 1977, p. 6513) le nombre de places offertes au concours spécial a été fixé à 360, ce qui pourrait laisser croire qu'il y avait 725 postes non pourvus en 1976. Il lui demande de bien vouloir préciser les raisons pour lesquelles ce nombre n'a pas été de 448, ce qui correspondrait à 50 p. 100 des 896 postes budgétaires vacants (ces 896 postes étant d'ailleurs tous pourvus par des maîtres auxiliaires) décomptés par les commissions paritaires à l'aide des documents préparatoires fournis par les services du ministère aux représentants de ces personnels. Un rectificatif à l'arrêté du 5 octobre 1977 serait tout à fait conforme à l'esprit dans lequel le décret précité a été rédigé.

Enseignants (validation des services accomplis dans l'enseignement privé par des maîtres intégrés dans l'enseignement public).

42537. — 30 novembre 1977. — M. Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer s'il envisage toujours une mesure tendant à valider les services accomplis dans l'enseignement privé par des maîtres intégrés dans l'enseignement public après 1960 comme le laissait présager la réponse à la question écrite n° 28563 parue au *Journal officiel* n° 53 (Débats de l'Assemblée nationale) du 17 juin 1976.

Mineurs de fond (mesures tendant à préserver l'emploi à la mine des Malines à Saint-Laurent-le-Minier (Gard)).

42639. — 30 novembre 1977. — M. Millet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur l'inquiétude des mineurs des mines des Malines de Saint-Laurent-le-Minier (Gard) appartenant à la Société Penarroya et de la population de la région devant la réduction d'effectifs prévue par cette société. C'est ainsi que trente-huit mineurs sont visés par des mesures de suppressions de postes. Au-delà de ces suppressions, c'est l'avenir de cette entreprise qui est en cause. Or, il semblerait que le minerai découvert est encore abondant et devrait permettre l'activité de cette mine pendant plusieurs années encore. En conséquence, la réduction des effectifs de la mine des Malines, les menaces qui en découlent pour la poursuite de son activité créent une légitime inquiétude et protestation chez les travailleurs, car au-delà du préjudice personnel causé par les licenciements, il s'agit d'une atteinte supplémentaire à l'activité économique d'une région déjà en difficulté et un gaspillage de nos richesses nationales. Dans les circonstances actuelles, de telles mesures apparaissent donc à de telles suppressions de postes qui pourraient constituer le préjudiciable et dangereuses. Il lui demande s'il n'entend pas s'opposer lude à la liquidation totale de cette entreprise.

Enseignants (attribution d'une rémunération pour travaux complémentaires aux PEGC incluant dans leur emploi du temps des heures consacrées à l'ASSU).

42640. — 30 novembre 1977. — Les conditions dans lesquelles est assurée l'ASSU dans les collèges offre un regrettable exemple des disparités profondes des situations. En effet, si les professeurs d'éducation physique certifiés peuvent inclure dans leur emploi du temps les heures consacrées à l'ASSU ou bénéficier à ce titre d'une rémunération pour travaux complémentaires, une telle possibilité est exclue pour les PEGC. Il faut d'ailleurs remarquer que la situation varie suivant les enseignants dépendent de l'éducation nationale ou du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. En conséquence, M. Delehedde demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures rapides il envisage de prendre pour mettre une fin à cette regrettable situation.

Mineurs de fond (revalorisation du salaire des mineurs du bassin Nord-Pas-de-Calais et attribution d'une indemnité de départ à la retraite).

42641. — 30 novembre 1977. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur certains aspects de la vie des mineurs du bassin du Nord-Pas-de-Calais et lui demande dans quelle mesure il envisage de trouver une solution rapide aux problèmes suivants : 1° suppression des inégalités salariales existant entre le bassin du Nord-Pas-de-Calais et les autres bassins miniers de France ; 2° attribution d'une indemnité de départ en retraite équivalente à au moins six mois de salaire ; 3° application aux mineurs convertis avant juin 1971 des dispositions leur permettant de bénéficier de la sécurité sociale minière.

Consommation (amélioration de l'information sur la marque « Normes françaises », sur ses travaux et les possibilités de recours qu'elle offre).

42642. — 30 novembre 1977. — M. André Delehedde expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) certaines questions qui sont actuellement posées à propos de la marque NF (normes françaises). Un récent sondage a montré que, si les consommateurs connaissent la marque NF, ils ignorent par contre par qui et comment elle est délivrée, quels services elle est susceptible de leur rendre et quelles garanties elle représente pour faire respecter leurs droits. Les consommateurs semblent en général ignorer les moyens de recours qu'elle leur offre. En conséquence, il lui demande si ses services envisagent de mettre à l'étude des mesures permettant : 1° une connaissance approfondie de la marque NF : son fonctionnement, les normes sur lesquelles elle s'appuie, les garanties précises qu'elle offre aux consommateurs ; 2° une large information des travaux de la marque NF et leurs conséquences sur les agréments refusés, retirés ou accordés, les constatations faites lors des contrôles ; 3° l'association d'un étiquetage informatif à l'estampillage NF exposant les critères sur lesquels il se fonde ; 4° l'association des consommateurs aux travaux de la marque NF.

Passports (expérimentation d'un système de passeport magnétique en Tunisie et en Egypte).

42643. — 30 novembre 1977. — M. André Delehedde demande à M. le ministre de l'intérieur s'il est exact que la Société C.H. Honeywell-Bull expérimente depuis deux ans, avec des Iris 80, en collaboration avec le ministère de l'intérieur français, un passeport magnétique en Tunisie et en Egypte. Ce passeport, destiné à être adopté dans tous les pays du Marché commun, permettrait de supprimer les contrôles physiques aux aéroports et de les rétablir aux frontières routières et ferroviaires. Pour franchir les frontières, les voyageurs introduiraient dans un lecteur (style carte bleue) leur document d'identité. L'ordinateur central n'aurait qu'à choisir, en consultant ses mémoires, en quelques dixièmes de seconde, l'autorisation de passage ou l'avertissement aux policiers de garde.

Elections (rattachement de l'ex-commune de Beaumont à la quatorzième circonscription du Pas-de-Calais pour les élections législatives).

42644. — 30 novembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation au regard du découpage des circonscriptions électorales de l'ex-commune de Beaumont (Pas-de-Calais). Par décret en date du 12 août 1970, elle a fusionné avec la commune d'Hénin-Liétard. La nouvelle commune a pris le nom d'Hénin-Beaumont. Le décret susindiqué précise que cette nouvelle commune est rattachée au canton d'Hénin-Beaumont, dénomination qui remplace celle d'Hénin-Liétard et à l'arrondissement de Lens. L'article 6 du même décret indique par ailleurs que les limites territoriales des cantons de Vlmy et d'Hénin-Beaumont, d'une part, des arrondissements d'Arras et de Lens, d'autre part, sont modifiées par voie de conséquence. Or, malgré ces précisions, l'ex-commune de Beaumont se trouve toujours pour les élections législatives reprise dans la liste des communes constituant la première circonscription du Pas-de-Calais, alors que la liste des communes constituant la quatorzième circonscription du Pas-de-Calais comprend les communes du canton d'Hénin-Liétard qui, comme le souligne le décret du 12 août 1970, a pris le nom d'Hénin-Beaumont et devrait donc logiquement comporter l'ex-commune de Beaumont. En conséquence, il lui demande comment il entend régulariser la situation de l'ex-commune de Beaumont qui devrait normalement être comprise dans la quatorzième circonscription du Pas-de-Calais.

Enseignants (conditions d'accès au corps des certifiés).

42645. — 30 novembre 1977. — M. Delehedde demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures rapides il envisage de proposer pour résoudre les problèmes posés pour l'accès au corps des certifiés, s'il envisage de faire prendre en compte le temps de formation et quelles sont pour lui les conditions de la stagiarisation.

Emploi (mesures tendant à maintenir l'emploi et l'activité de la coopérative L'Avenir rural à Arras (Pas-de-Calais)).

42646. — 30 novembre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre du travail sur l'autorisation de licenciement de 210 personnes demandée par la direction de la coopérative L'Avenir rural, dont le siège est à Arras. Il lui demande : 1° si la situation au plan financier et au plan économique de l'entreprise justifie une

telle mesure ; 2° si d'autres mesures sont recherchées qui pourraient éviter une situation extrêmement préjudiciable à un grand nombre de familles de travailleurs dans une région déjà durement touchée par le chômage ; 3° quelles mesures sont envisagées pour assurer l'avenir de l'entreprise.

Permis de conduire (état des travaux d'élaboration d'un nouveau statut des inspecteurs du permis de conduire).

42647. — 30 novembre 1977. — Constatant que le Conseil d'Etat a annulé le décret du 21 mars 1975 fixant le statut des inspecteurs du permis de conduire, M. Delehedde demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire où en sont les travaux de ses services pour l'élaboration d'un nouveau statut.

Auxiliaires médicaux (liste des titres donnant accès à la profession de secrétaire médicale).

42649. — 30 novembre 1977. — M. Lebon attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des secrétaires médicales. Par lettre du mois d'août dernier, elle a fait connaître que « les candidats titulaires du baccalauréat F. 8 (professions para-médicales) ou du brevet de technicien des professions para-médicales et sociales sont admises, a fortiori, à concourir, mais ces titres ne sont pas exigés par les textes en vigueur ». Or, une réponse d'une direction départementale de la santé fait savoir à des candidates que « seules les personnes titulaires du baccalauréat F. 8 pouvaient prétendre à être recrutées en qualité de secrétaires médicales ». Il lui demande si elle entend faire respecter une réponse précise sur ce point donnée par elle-même.

Etablissements secondaires (motifs du refus de nommer un retraité de l'enseignement en qualité de membre du conseil d'administration d'un CES).

42650. — 30 novembre 1977. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'éducation quels sont les motifs qui s'opposent à la nomination, en qualité de membre du conseil d'administration d'un CES, d'un retraité de l'enseignement.

Fonctionnaires (liste des établissements publics à caractère administratif dont les directeurs ont droit à disposer d'un logement de fonction).

42651. — 30 novembre 1977. — M. Poutissou demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de lui fournir la liste des établissements publics à caractère administratif dont les directeurs ont droit à disposer : 1° d'un logement de fonction ; 2° de gens de maison payés sur le budget de ces établissements publics.

Prestations familiales (mise à la disposition des caisses d'allocations familiales du ministère du personnel nécessaire pour exécuter leur mission).

42652. — 30 novembre 1977. — M. Le Penec expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale la multiplicité des prestations familiales, de la complexité de leur attribution et des courts délais laissés pour la mise en œuvre des nouvelles, il existe dans certaines caisses d'allocations familiales des difficultés de constitution, d'instruction des dossiers et de paiement des prestations. Malgré les promesses et les mesures prises des retards importants s'accumulent et contraignent parfois des familles modestes à recourir à l'emprunt pour faire face aux échéances. Au-delà des réorganisations nécessaires dans certaines caisses et centres informatiques, il s'agit de donner réellement aux CAF les moyens de remplir leur mission en ayant, et de façon permanente, un personnel suffisant. En conséquence il lui demande dans quel délai et de quelle manière seront résorbés les retards existants dans certaines caisses d'allocations familiales et notamment celle du Finistère ; ne lui paraît-il pas important, dans ce but, d'envisager l'embauche de nouveaux personnels pour répondre aux demandes des responsables de caisses et des syndicats de personnels.

Assurance vieillesse (alignement des retraites liquidées avant 1973 sur celles liquidées après 1973).

42653. — 30 novembre 1977. — M. Boulay rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi du 28 juin 1977 a accordé aux titulaires de pensions de retraite du régime général liquidées avant le 1^{er} janvier 1973 une majoration de 5 p. 100 à

compter du 1^{er} octobre dernier. Il lui fait observer que malgré cette augmentation une disparité de 25 p. 100 environ continue à marquer les pensions selon qu'elles sont antérieures ou postérieures à 1973. Aussi, compte tenu de la pénible situation de nombreux retraités qui sont au premier rang des victimes de l'inflation, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour aligner au plus tôt les retraites liquidées avant 1973 sur celles qui leur sont postérieures.

Impôt sur le revenu (exclusion des pensions d'invalidité de l'assiette de l'impôt sur le revenu).

42654. — 30 novembre 1977. — **M. Besson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur l'incompréhension que suscite l'obligation faite aux bénéficiaires de pensions d'invalidité de déclarer les sommes perçues à ce titre dans leurs revenus imposables. Considérant les pensions d'invalidité comme la prise en compte, le plus souvent insuffisante, d'un droit à réparation, les intéressés n'admettent pas leur assimilation aux revenus d'autre nature pour la détermination de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. De telles observations ne manquant pas de justifications, il lui demande si son gouvernement entend y faire droit.

Ex-ORTF (alignement de la situation des retraités du cadre A sur celle des retraités des autres administrations).

42655. — 30 novembre 1977. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** quelle mesure il compte prendre pour régulariser la situation des retraités du cadre A de l'ancien ORTF qui souhaitent obtenir l'homologation avec les retraités des autres administrations, et qui désireraient obtenir un acompte mensuel dans l'attente de cette revalorisation.

Fonctionnaires (manquement à l'obligation de réserve par le directeur général de la fonction publique).

42656. — 30 novembre 1977. — **M. Forni** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** dans quelles conditions le directeur général de la fonction publique a été autorisé à être personnellement dégagé des obligations de réserve qui s'imposent à tout fonctionnaire et en particulier à celui qui est chargé de les faire respecter. Il s'étonne que ce haut fonctionnaire prenne publiquement la parole, notamment à l'occasion du colloque Economie et Libertés, qui s'est tenu à la porte Maillot, pour attaquer avec la plus grande vigueur les positions défendues par des partis politiques représentant la moitié du corps électoral français. Il souhaite savoir si cette conception partisane du principal responsable des fonctionnaires de l'Etat reçoit l'assentiment des plus hautes autorités gouvernementales et dans le cas contraire, les suites qui y seront apportées.

TVA (réfaction de taxe sur les ventes de produits de l'aviculture vivants à des personnes non assujetties à la TVA).

42659. — 30 novembre 1977. — **M. Josselin** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'en matière de ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à la TVA, la base d'imposition des ventes effectuées par des personnes assujetties fait l'objet, jusqu'au 31 décembre 1978, d'une réfaction de 50 p. 100 (art. 268 ter II du code général des impôts). Il lui demande si une mesure analogue ne pourrait être envisagée pour les produits de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation.

Concours administratifs (raisons de l'interdiction faite aux candidats de se présenter plus de trois fois successivement à un même concours).

42660. — 30 novembre 1977. — **M. Josselin** s'étonne de constater qu'une clause de la réglementation de certains concours administratifs (de la catégorie B notamment) interdit aux candidats de se présenter à ces mêmes concours plus de trois fois consécutives. Il estime que cette règle peut constituer un grave handicap pour certains candidats malchanceux ou mal préparés en raison d'autres occupations : universitaires, professionnelles ou personnelles. C'est pourquoi il demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** quels sont les arguments qui justifient une telle disposition et s'il ne serait pas envisageable de la supprimer, étant donné que les possibilités offertes aux candidats sont déjà circonscrites par les conditions générales exigées pour s'inscrire aux concours, notamment les limites d'âge au-delà desquelles il n'est plus possible de s'y présenter.

Fiscalité immobilière (abattement forfaitaire sur le montant des plus-values consécutives à des acquisitions amiables réalisées par les collectivités locales ou les établissements publics).

42661. — 30 novembre 1977. — **M. Notbart** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le problème posé par la taxation des plus-values dans le cadre des acquisitions réalisées par les collectivités locales ou les établissements publics. La loi n° 78-850 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values stipule en effet qu'en cas d'expropriation un abattement forfaitaire de 75 000 francs est effectué sur le montant des indemnités allouées pour le calcul des plus-values. Or, dans le but de diligenter les opérations d'acquisition, des accords amiables interviennent entre les propriétaires et les collectivités locales ou établissements publics en vue d'éviter le recours à la procédure d'expropriation prévue par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958. Dans ce cas, la déclaration d'utilité publique prononcée vise en fait l'article 1042 du code général des impôts. Or, la plupart des opérations foncières ainsi réalisées portera sur des terrains réservés au plan d'occupation des sols qui sont donc de ce fait soumis dans le temps à une expropriation de la part des collectivités locales ou établissements publics communaux. Il demande donc si les acquisitions amiables avec déclaration d'utilité publique fiscale, réalisées au titre des terrains réservés au plan d'occupation des sols et destinés à l'implantation d'équipements publics ne peuvent être assimilés, sur le plan de la taxation des plus-values, aux opérations engagées en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément à l'article 7-III de la loi du 19 juillet 1976 (art. 150 Q. du code général des impôts).

Personnel communal (modalités de recrutement des rédacteurs de mairie).

42662. — 30 novembre 1977. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les épreuves du concours de rédacteur de mairie le 20 octobre 1977 pour les départements des Yvelines, de l'Essonne, du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne (330 postes étaient à pourvoir, 50 p. 100 à titre interne et 50 p. 100 à titre externe). 289 candidats s'étaient fait inscrire (127 internes et 162 externes) ; or n'ont été admis à subir les épreuves orales qu'une cinquantaine de postulants (en Seine-et-Marne 8 sur 40 inscrits). Cette situation tout à fait singulière nécessite certainement des éclaircissements ; un grand nombre de postulants exerçant déjà, à la satisfaction générale, des tâches similaires dans les mairies. En outre, d'après le statut général du personnel communal, certains diplômés, tel celui délivré par l'ENAM, permettent aux postulants d'être nommés secrétaires généraux dans des communes de 2 000 à 5 000 habitants, grade correspondant à celui de rédacteur mais comportant des responsabilités plus importantes. Les fonctionnaires de l'ENAM ne peuvent cependant pas être nommés rédacteurs sur titre. Il lui demande : 1° de bien vouloir lui donner les raisons pour lesquelles un si petit nombre de candidats a été admis aux épreuves orales du 5 octobre 1977 ; 2° Si il ne lui paraît pas opportun d'examiner si les cours dispensés par le centre de formation du personnel communal correspondent bien au niveau du concours organisé par ce même CFPC ; 3° quelles mesures il compte prendre pour que les grades correspondant des fonctionnaires diplômés puissent être officiellement exercés.

Ecoles primaires (retard dans la reconstruction de l'école Decroly de Saint-Mandé [Val-de-Marne]).

42663. — 30 novembre 1977. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Éducation** sur le retard constaté dans la reconstruction de l'école Decroly, à Saint-Mandé, école publique rattachée à l'école normale d'instituteurs de Paris. Il lui signale que la reconstruction de cet établissement qui a été décidée en 1972 a entraîné le vote d'une première tranche de crédits par le Conseil de Paris. Par ailleurs, le permis de construire obtenu en 1976 a été renouvelé en 1977 et les travaux devaient commencer dans le courant du mois de mars 1977. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître l'état actuel de financement de l'opération, ainsi que la date prévue pour l'ouverture du chantier.

Ecoles maternelles et primaires (participation des délégués départementaux de l'éducation aux travaux des conseils d'école).

42664. — 30 novembre 1977. — **M. Huguet** demande à **M. le ministre de l'Éducation** pour quelles raisons les délégués départementaux de l'éducation n'ont pas été admis institutionnellement à participer aux travaux des conseils d'école nouvellement mis en place.

Ecoles maternelles et primaires (collectes faites par les élèves au profit des œuvres éducatives).

42665. — 30 novembre 1977. — **M. Huguet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que, pour assurer aux œuvres éducatives les ressources nécessaires pour compléter l'action des écoles dans les domaines éducatif et culturel, on continue d'imposer aux enfants des établissements publics des collectes et ventes d'objets sur la voie publique. Il demande si cet appel à la générosité publique est conciliable avec une éducation nationale qui devrait être un véritable service public, démocratique, ouvert à tous et s'il est envisagé de mettre à la disposition des écoles publiques les moyens financiers indispensables pour en assurer le bon fonctionnement.

Bourses et allocations d'études (exclusion des revenus des ascendants vivant au foyer des ressources prises en compte pour l'attribution des bourses d'enseignement).

42668. — 30 novembre 1977. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il estime normal que, lors de l'examen des dossiers de demandes de bourses d'enseignement, soient prises en considération, dans les ressources de la famille, celles des ascendants qui résident au foyer, étant fait observer que le fait, pour les ascendants, de résider sous le même toit que les parents de l'enfant ne signifie pas que leurs ressources soient mises en commun. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de donner toutes instructions utiles en vue de faire cesser cette pratique injuste.

Transports aériens (conditions de transit des voyageurs à Los Angeles sur la ligne Papeete-Paris).

42669. — 30 novembre 1977. — **M. Mesmin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les conditions déplorables dans lesquelles s'effectuent, à Los Angeles (USA), les transits des voyageurs utilisant le service aérien Papeete-Paris. Depuis le 1^{er} avril 1976, la Compagnie Air France n'assure plus la correspondance immédiate entre le DC 10 de la compagnie UTA Papeete-Los Angeles et son Boeing 707 Los Angeles-Paris, ce qui entraîne pour les voyageurs un arrêt de quinze heures et, par conséquent, la nécessité de passer une nuit à Los Angeles. Il s'agit cependant de voyageurs en transit qui détiennent des billets directs Papeete-Paris et dont les bagages sont enregistrés. Les services d'immigration américains exigent que les bagages de soute leur soient présentés par les voyageurs sans faire appel à aucune aide, sans utiliser des chariots, ce qui oblige toutes ces personnes, parmi lesquelles se trouvent des femmes chargées d'enfants, à transporter de lourdes valises en plus de leurs propres bagages à main. Compte tenu de la manière dont se passent les opérations de transit à Roissy et à Orly pour les étrangers, il serait souhaitable que les Français bénéficient du même traitement à Los Angeles. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de demander à notre consul à Los Angeles d'intervenir afin que les bagages de soute enregistrés de Papeete à Paris demeurent sous douane, comme cela se pratique dans le sens Paris-Papeete où l'escale n'est que de deux heures.

Aéronautique (relance de la construction des appareils Nord 262).

42670. — 30 novembre 1977. — **M. Labarrère** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la nécessité de relancer la construction des appareils Nord 262. Cet avion de construction entièrement française est produit par les firmes SNIAS, Turboméca, Ratier, ERAM. Depuis l'interruption de la chaîne, en 1972, des événements importants sont intervenus qui plaident pour la relance de cet appareil qui a toujours donné entière satisfaction à ses utilisateurs. En premier lieu, la crise de l'énergie impose la mise en place de matériel économique. C'est le cas des turbo-propulseurs dont le Nord 262 est équipé. Ceux-ci procurent une économie de carburant de l'ordre de 20 à 30 p. 100 par rapport aux réacteurs. Le Nord 262 est le seul de sa catégorie à réunir les conditions optima de certification. Par ailleurs, l'extension à 200 milles marins des zones territoriales a été adoptée par ce nombreux Etats. Le Nord 262 se prête parfaitement aux missions de surveillance et d'intervention, son rayon d'action étant de 5 000 km. La relance de cet appareil et le développement de la version marine permettraient, à l'heure où la situation de l'emploi est particulièrement critique, d'assurer le maintien de 3 000 emplois environ dans la branche Aéronautique. 50 p. 100 de ces emplois sont constitués par la sous-traitance. Il est évident que les entreprises de sous-traitance ont grand besoin d'être soutenues. D'après les études faites, il ressort que 100 appareils peuvent être commandés immédiatement. La relance de la fabrication du Nord 262 a de plus l'avantage de donner du travail immédiatement, les chaînes existantes pouvant être remises en route.

Il demande au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour relancer le plus rapidement possible la fabrication du Nord 262. Au cas où une décision favorable n'interviendrait pas, il demande au Gouvernement de quelle façon il assurera la surveillance côtière.

Rentes vieilles (modalités de prise en compte par l'Etat des majorations éventuelles des rentes).

42672. — 30 novembre 1977. — **M. Mayoud** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 22 de la loi de finances pour 1977 prévoit en son paragraphe VIII que les dépenses résultant des majorations éventuelles des rentes souscrites à compter du 1^{er} janvier 1977 incomberont aux organismes débiteurs de ces rentes, une partie de ces dépenses leur étant remboursée par un fonds alimenté par le budget de l'Etat. Il lui expose que le décret devant fixer les règles de constitution et de fonctionnement de ce même fonds n'est pas paru à ce jour. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'envisager au plus tôt la parution de ce décret, en tenant compte notamment du fait que les organismes mutualistes, organismes privés à but non lucratif, ne devraient pas supporter une trop forte part de la charge occasionnée par ces majorations.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Finances locales (charge financière de l'entretien des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales pour la voirie en agglomération).

40782. — 24 septembre 1977. — **M. Aubert** signale à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que lors des constructions initiales ou des réaménagements des voies nationales ou départementales, les services de l'équipement (ou ponts et chaussées à l'époque) ont été amenés, évidemment, à réaliser des ouvrages pour conduire les eaux pluviales au cours d'eau le plus proche ou à la mer. Or, si l'entretien de ces ouvrages est assuré hors agglomération « ou rase campagne » par les services de l'équipement, ce qui est logique puisque s'agissant de voies nationales ou départementales, il n'en est, paraît-il, pas du tout de même en agglomération, par interprétation du code de l'administration communale (art. 97), qui imposerait aux communes aussi bien la construction que l'entretien desdits ouvrages d'évacuation des eaux. Cette situation est totalement incompréhensible. On comprend, en effet, que les communes aient la charge des trottoirs puisqu'il s'agit d'une amélioration de la circulation des piétons (sécurité publique), facilité qui n'existe pas hors agglomération. Mais il apparaît logique que l'Etat et le département assurent aussi bien en ville qu'en rase campagne les mêmes prestations de construction et d'entretien des ouvrages d'eau pluviales puisqu'il s'agit dans les deux cas de la conservation et du bon entretien de la voie. Cette situation ambiguë laisse pratiquement à l'état d'abandon les ouvrages d'eau pluviales des voies nationales et départementales et amènent des désordres importants qui sont susceptibles de conduire à de graves dégâts. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir confirmer que la construction et l'entretien des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales en agglomération pour les routes nationales et départementales incombent bien à l'Etat et au département par l'intermédiaire du ministère de l'équipement gestionnaire ou à la limite proposer une répartition équitable des charges entre l'Etat et la commune.

Marine marchande (commande de botzau à des chantiers navals japonais).

40786. — 24 septembre 1977. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** s'il est exact qu'alors que les chantiers navals français sont malheureusement dépourvus de plans de charge, des commandes importantes de navires de tonnage moyen ont été passées et sont en cours de livraison ou d'exécution, à des chantiers navals japonais. Pourrait-il, notamment, préciser quelles sont les commandes qui ont été passées à l'étranger, soit au Japon, soit à d'autres chantiers navals, depuis le 1^{er} janvier 1975. Pourrait-il également, en outre, préciser si ces commandes ont été passées à l'étranger en vue de bénéficier de l'application des mesures décidées par le Parlement à la demande du Gouvernement et tendant à une réduction des charges fiscales (incitation à l'investissement).

*Lait et produits laitiers
(détérioration des revenus des producteurs de lait).*

40790. — 24 septembre 1977. — **M. Poutissou** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la dégradation de la situation financière des petites et moyennes exploitations laitières. Les outils agricoles qui leur sont nécessaires ainsi que les engrais et aliments du bétail affichent des augmentations de prix bien supérieures aux 6,5 p. 100 imposés pour l'augmentation du prix du lait. Il lui demande ce qu'il entend faire pour empêcher une telle détérioration des revenus des producteurs de lait.

Mutualité sociale agricole (qualité d'employeur agricole pour un chef d'entreprise d'exploitation forestière et de production de sciages bruts).

40802. — 24 septembre 1977. — **M. Braun** expose à **M. le ministre de l'agriculture** le cas d'une entreprise qui a pour objet l'exploitation forestière et la production de sciages bruts, activités pour lesquelles elle cotise à la mutuelle sociale agricole et relève de lois sociales en agriculture. Il lui demande si le chef d'entreprise peut être considéré comme employeur agricole au sens où, conformément à l'article 231, 3, a, du code général des impôts, son assujettissement à la taxe sur les salaires et, partant, à la taxe d'apprentissage et à la participation des employeurs à l'effort de construction serait subordonné à l'existence d'un décret pris par le ministre de l'agriculture. Ne pourrait-on pas retenir la même définition au regard de la législation fiscale et de la législation sociale pour déterminer, après toutes études appropriées, la qualité d'employeur agricole plutôt que de faire référence tantôt à l'article 1060 du code rural, tantôt à l'article 1144 du même code, tantôt à l'appréciation de l'administration fiscale.

Lait et produits laitiers (garantie de revenus des producteurs).

40835. — 24 septembre 1977. — **M. Le Pensec** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la décision d'instituer la taxe de coresponsabilité est particulièrement mal venue. La collecte de lait a progressé de 0,6 p. 100 en 1976, les achats d'aliments composés ont augmenté de 36,7 p. 100. Alors que n'a pas été retenu le principe de taxation des matières grasses végétales importées, cette taxe vient frapper des producteurs qui ont toujours compensé dans notre région parmi les plus défavorisés et sans pouvoir sur la gestion des marchés. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas rapidement, avant la tenue de la conférence annuelle, apporter aux producteurs de lait, par des initiatives à l'échelon communautaire, les garanties préalables d'une juste rémunération de leur travail.

Construction (dimensions maximales relatives au droit de dérogation à l'obligation de recours à un architecte).

40837. — 24 septembre 1977. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur la disposition de la récente loi sur l'architecture stipulant qu'il est obligatoire de recourir aux services d'un architecte pour toute construction supérieure à 250 mètres carrés. Il lui demande si ces 250 mètres carrés représentent la surface utilisable au sens du hors-œuvre (critère retenu pour le calcul de la taxe locale d'équipement dans la fiscalité locale) ou la surface théorique prenant en compte dans la construction d'une maison individuelle le plafond sous combles perdus comme un éventuel plancher alors que le système de fermettes (charpentes industrialisées) rendent les combles inutilisables, voire même inaccessibles par absence d'escaliers.

Ville de Paris (mesures en vue d'assurer le maintien des activités industrielles existantes).

40864. — 24 septembre 1977. — **M. Flizbin** fait savoir à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que c'est avec un grand intérêt qu'il a pris connaissance, dans le numéro du 5 septembre 1977 d'un journal du soir, de sa déclaration où il « note et regrette... le départ de Paris intra-muros des artisans et industries locales » et en conclut qu'il « convient de réagir ». En effet, ces propos en contradiction avec la politique de soutien — en particulier financier — aux opérations de désindustrialisation qui a toujours été menée à Paris par le Gouvernement auquel il appartient. C'est ainsi, pour prendre un cas précis, que l'auteur de la présente question s'est adressé à plusieurs reprises à **M. le ministre de l'Industrie** et à **M. le Premier ministre** tout dernièrement, le 29 août, pour leur demander de prendre leurs responsabilités et d'intervenir pour mettre un terme aux menaces pesant sur l'imprimerie G. Lang à Paris (19^e) et sur ses 960 emplois. Ces

menaces trouvent leur origine dans la crise de l'industrie des arts graphiques mais aussi dans les possibilités de projets spéculatifs, nourris par l'importance et la valeur des terrains, qui pourraient donner lieu à une rentable opération foncière si l'usine de la rue Archereau venait à disparaître. La fermeture de cette entreprise peut être empêchée par un moyen qui relève de son département ministériel : celui-ci peut en effet s'appuyer à ce que les terrains sur lesquels est construite l'usine de la rue Archereau soient employés à un autre usage que les activités industrielles. C'est l'objet de la proposition de loi déposée par les députés communistes tendant à maintenir et à développer les emplois industriels et artisanaux à Paris et dont l'article 1^{er} prévoit le refus de tout permis de construire sur les terrains de la capitale occupés par des entreprises industrielles. Il lui demande donc de lui faire connaître les mesures concrètes qu'il entend prendre dans un proche avenir pour mettre en application ses appels à réagir, et s'il entend donner les instructions nécessaires au préfet pour que tout permis de construire sur les terrains industriels de la capitale, à commencer par ceux actuellement occupés par l'imprimerie G. Lang, soit refusé.

Exploitations agricoles (mesures en vue de mettre un terme à la détérioration du revenu agricole).

40856. — 24 septembre 1977. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la détérioration persistante du revenu agricole, contrairement aux prévisions du Président de la République qui, dans un récent discours, avait cru pouvoir affirmer que pour 1977 le revenu agricole augmenterait de 3 à 4 p. 100. En vérité, non seulement il n'en sera rien, mais la paysannerie française se dirige vers une quatrième année de réduction de son revenu et du pouvoir d'achat de celui-ci. Pour nombre de productions, en effet, la récolte 1977 n'est pas bonne, mis à part quelques bons résultats pour le blé en certaines régions ou pour la betterave à sucre. Globalement, au Sud de la Loire, l'agriculture a durement souffert des intempéries, gel, pluie, en dehors des départements du Sud-Ouest ravagés par les inondations du mois de juillet. C'est dire que les prévisions du Président de la République se révéleront fausses et même celles déjà fortement en retrait des chambres d'agriculture qui ne prévoyaient plus que 1 p. 100 de progression dans le meilleur des cas, en incluant dans leur calcul le reliquat des aides sécheresse de 1976 et en tablant sur une diminution de 2,7 p. 100 du nombre des exploitants, ce qui est probablement excessif dans la conjoncture de chômage que connaît notre pays. En réalité, 1977 sera une nouvelle année de baisse du pouvoir d'achat de l'agriculture, d'autant plus certaine que l'écart entre le coût des moyens de production et celui des prix agricoles est considérable, + 27 p. 100, au détriment des prix agricoles, comme le constatent les indices de l'I. N. S. E. E. L'application des prix agricoles européens que fait le Gouvernement contribue à accentuer la dégradation des prix reçus par nos agriculteurs en intégrant pas, comme cela est possible, la décote du franc par rapport à l'unité de compte européenne, monnaie dans laquelle sont fixés les prix agricoles à Bruxelles. Cette pratique aboutit à un résultat paradoxal : à chaque fois que nous exportons vers l'Allemagne fédérale nous versons une taxe compensatrice au F. E. O. G. A. alors que les exportateurs de R. F. A. reçoivent une subvention pour les produits agricoles qu'ils exportent chez nous. C'est une situation qui ne peut se perpétuer ainsi au détriment de notre agriculture. En conséquence, il lui demande : 1^o quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à la détérioration du revenu agricole ; 2^o s'il ne considère pas nécessaire, comme le Gouvernement en a le droit, d'utiliser la décote du franc par rapport à la monnaie de compte européenne pour revaloriser les prix agricoles français, ce qui supprimerait les taxes à l'exportation et renforcerait la capacité concurrentielle de l'agriculture française.

Police (implantation d'un commissariat à Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

40880. — 24 septembre 1977. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que, malgré de très nombreuses démarches entreprises depuis des années, la ville de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ne dispose toujours pas de commissariat de police. Ainsi, la sécurité dans cette ville de près de 100 000 habitants est uniquement assurée par le commissariat d'Ivry avec toutes les conséquences que cela peut entraîner tant en raison de l'insuffisance des effectifs que de l'éloignement. Cette situation scandaleuse, pudiquement qualifiée « d'anomalie » par le **M. le garde des sceaux**, n'a que trop duré alors que tout a été mis en œuvre par la municipalité de Vitry pour favoriser l'implantation d'un commissariat, y compris la réservation du terrain, et les élus municipaux ainsi que l'ensemble de la population ne sauraient admettre qu'elle se prolonge. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'implantation d'un commissariat répondant aux besoins de Vitry-sur-Seine soit assurée dans les plus brefs délais.

Assurance maladie-maternité : prise en charge des frais d'accouchement et d'hospitalisation en cas de concubinage.

41460. — 19 octobre 1977. — M. Charles Bignon demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale si elle n'envisage pas de modifier la prise en charge des frais d'accouchement et d'hospitalisation lorsque la mère n'est pas mariée avec le concubin. En effet, dans ce cas, il n'y a pas de couverture par la sécurité sociale, et souvent, on est amené à faire appel à la procédure de l'aide sociale pour couvrir les frais d'accouchement et d'hospitalisation. Cette situation facilite le refus de responsabilité du père et devrait être, semble-t-il, révisée.

Energie (nouvelle étude de la réglementation relative au chauffage électrique domestique).

41462. — 19 octobre 1977. — M. Guermeur rappelle à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat que le comité inter-ministériel consacré aux économies d'énergie qui s'est tenu le 25 juillet sous la présidence de M. le Premier ministre a arrêté une série de mesures. Il a été ainsi prévu d'instituer une indemnité de raccordement de 2 500 francs en logement collectif et de 3 500 francs en logement individuel pour les logements neufs chauffés directement à l'électricité. Cette indemnité pourrait être remboursée en dix ans aux utilisateurs du chauffage. Enfin, l'E. D. F. ne pourrait équiper en tout électrique plus de 170 000 logements en 1978 ou plus de 35 p. 100 des logements neufs. Cette mesure a été présentée comme destinée à équilibrer les conditions de concurrence entre les différentes sources d'énergie. Il est difficile de comprendre qu'après avoir incité les utilisateurs à installer un chauffage électrique les pouvoirs publics envisagent une taxe sur ce mode de chauffage. Actuellement de très nombreux candidats à la construction ont déposé des demandes de permis de construire prévoyant l'utilisation du chauffage électrique. Il ne pourrait être question pour eux de revenir maintenant sur leur choix sans s'exposer à des modifications de contrat de construction onéreuses et à des prolongements de délais d'obtention de permis qui se traduiront par de lourdes actualisations de prix. Dans certains projets de grande ampleur et dans certaines Z. A. C. ou Z. U. P. le chauffage électrique était d'ailleurs imposé par les pouvoirs publics. Un abandon partiel de ce mode de chauffage risque d'entraîner un grand nombre de licenciements dans les entreprises concernées. Le chauffage électrique constitue un progrès considérable de par sa simplicité d'utilisation et par sa contribution à la lutte contre la pollution. Il existe d'ailleurs semble-t-il des solutions permettant de réduire considérablement les dépenses d'énergie en régulant correctement les installations de chauffage électrique. Pour les raisons qui précèdent il lui demande de bien vouloir faire procéder à une nouvelle étude de ce problème qui tienne compte des éléments indiqués ci-dessus.

Assurance automobile (montant trop élevé des primes d'assurance tous risques afférentes aux voitures anciennes).

41463. — 19 octobre 1977. — M. Guermeur expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les possesseurs de voitures automobiles anciennes mais en bon état ne sont couverts bien souvent par leur assurance que pour les dégâts qu'il peuvent occasionner à d'autres véhicules. Leur assureur leur déconseille même parfois d'y ajouter une assurance tous risques pour les dommages subis par leur propre voiture. En effet, le montant des primes qui est forfaitaire, quel que soit l'âge du véhicule, est disproportionné par rapport à la valeur de remplacement du véhicule. Cette valeur de remplacement après expertise représente le prix de revient total d'un véhicule d'occasion de même type et dans un état semblable. Or, les experts des tribunaux et des compagnies d'assurances établissent cette valeur d'après le coût de L'Argus. Au-delà de six ans ou de huit ans les voitures ne sont plus cotées mais continuent à perdre de la valeur. Ainsi, une voiture ancienne en bon état est souvent remboursée 500 ou 1 000 francs. S'il s'agit d'une voiture de collection, il en est de même, l'assurance ne prenant en compte que la valeur d'usage. En fait, une voiture qui continue à rendre les services qu'on peut attendre d'un véhicule normale n'est pratiquement plus assurable. Les dispositions qui existent en ce domaine incitent au renouvellement trop rapide du parc automobile, ce qui est fâcheux pour les possesseurs de voitures anciennes et regrettable pour l'économie française en raison du gaspillage de matières premières que représente une telle pratique. Il lui demande s'il n'estime pas que ce problème devrait faire l'objet d'une étude attentive de la part de la direction des assurances.

Indemnité de transport (réévaluation de l'indemnité allouée aux salariés de la région parisienne).

41464. — 19 octobre 1977. — M. Labbé attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'indemnité de transport perçue par les salariés de la région parisienne. Au mois de juillet les transports en commun de la région parisienne ont augmenté leurs tarifs de 6,5 p. 100. Cette hausse ne s'est pas traduite pour les salariés de la région parisienne par une augmentation de leur indemnité de transport qui est de 23 francs depuis février 1970. Il demande s'il ne serait pas possible, dans un esprit de justice, d'augmenter rapidement cette indemnité à 30 francs ou 35 francs.

Impôts rétalement sur l'ensemble de l'année des divers impôts mis à la charge des contribuables.

41465. — 19 octobre 1977. — M. Macquet expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'un nombre très important de contribuables ont eu à régler le troisième tiers de leur cotisation d'impôt sur le revenu à la date du 15 septembre. Il lui signale que dans sa circonscription des contribuables ont reçu les avis de règlement des impôts locaux, par exemple pour le 15 novembre 1977 en ce qui concerne la taxe foncière, pour le 15 décembre en ce qui concerne la taxe d'habitation. Ainsi, sur une période de trois mois, les intéressés auront à régler des sommes souvent très importantes ce qui est parfois catastrophique pour leur budget et en tout cas très regrettable au moment des fêtes de fin d'année. Il lui demande s'il n'estime pas possible de faire mettre à l'étude des dispositions tendant à étaler sur l'ensemble de l'année le paiement des divers impôts mis à la charge des contribuables.

Lotissements (déductibilité de la T. V. A. sur le coût des équipements publics mis à la charge des lotisseurs et constructeurs).

41466. — 19 octobre 1977. — M. Rabreau expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une société commerciale ayant pour objet essentiel la création de lotissements d'habitations et à ce titre assujettie à la T. V. A. en application de l'article 257-7 du code général des impôts, a, en 1974, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée, sans subvention des collectivités publiques, loti un terrain lui appartenant. A la vente des lots constitués, elle a, par déclaration modèle C. A. 3, acquitté la T. V. A., assise sur les prix de cession, sous déduction cependant de la T. V. A. ayant grevé les éléments de leur prix de revient, conformément aux dispositions de l'article 271 du C. G. I. — travaux de mise en état de viabilité du lotissement proprement dit, et construction d'un bâtiment scolaire mis à sa charge par convention de Z. A. C., sur un terrain appartenant à la collectivité locale. Début 1977, au cours d'un contrôle fiscal, la déduction de la T. V. A. qu'elle avait opérée au titre du bâtiment scolaire a été mise en cause et a fait l'objet d'un redressement, agissant, selon le contrôleur, d'une construction sur terrain d'autrui, soumise aux dispositions de l'article 223 de l'annexe II du C. G. I., qui stipule que les assujettis à la T. V. A. ne peuvent opérer la déduction de la taxe ayant grevé les biens qu'ils ont édifiés sur soi d'autrui, qu'à la condition d'être propriétaire desdits biens. Si les dispositions de l'article précité du C. G. I. ne souffrent aucune exception, il y aurait là anomalie et injustice pour les raisons ci-après exposées: Cet article précise que si les assujettis sont propriétaires et utilisent pour les besoins de leur exploitation, les biens qu'ils ont édifiés ou fait édifier sur soi d'autrui, ils peuvent opérer la déduction de la taxe, alors qu'un lotisseur ou un constructeur qui se voit imposer, soit par arrêté préfectoral, soit par convention de Z. A. C., la construction d'un édifice public au profit de la collectivité, ne peut bénéficier du même régime, les travaux en question constituant pourtant un élément du prix de revient de son programme. En refusant aux lotisseurs et aux constructeurs le droit à déduction de la T. V. A. ayant grevé le coût des équipements publics mis à leur charge, et qui constitue un élément de leur prix de revient, il y a indéniablement superposition de taxes, contraire à l'esprit de la loi. Il est admis (réponse de Pouliquet, J. O., Débats A. N. 20 novembre 1970, p. 5814, n° 13456) que si un lotisseur se voit accorder l'autorisation de division de son terrain, à la condition de verser à la ville intéressée une somme à titre de participation aux dépenses d'exécution des équipements publics, cette somme est sensée comprendre la T. V. A. qui a grevé les travaux, le lotisseur peut donc déduire cette taxe de celle dont il est redevable, à raison de la vente des lots, après s'être fait délivrer par la commune une facture ou une attestation mentionnant le montant de la taxe. Cette disposition présente du point de vue de la T. V. A. un avantage par rapport à celle ci-dessus citée, indépendamment de l'avantage dégagé de la non-responsabilité et de la non-garantie du lotisseur, puisqu'il n'exécute pas lui-

même les travaux. La question est aussi posée de savoir si les lotisseurs et les constructeurs doivent considérer que la taxe acquittée au titre de travaux exécutés sur le domaine public et nécessaires à la viabilité de leur programme (élargissement et réfection des voies d'accès, tout-à-l'égout, transformateur électrique, etc.), ne peut être admise en déduction de la T. V. A. due sur leurs prix de vente, ceci en application de l'article 223 de l'annexe II du C. G. I. De ce qu'il est exposé ci-dessus, il lui demande de préciser la position de l'administration.

T. V. A. (autorisation d'opter pour l'assujettissement à la T. V. A. en faveur des bailleurs de bâtiments à usage agricole).

41467. — 19 octobre 1977. — **M. Turco** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'interdiction pour les bailleurs de bâtiments à usage agricole d'opter pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, résultant d'une interprétation étroite des termes de l'article 260-1 (5°) du code général des impôts, apparaît de plus en plus inadaptée aux réalités de l'agriculture actuelle et contraire à la poursuite de sa modernisation. C'est ainsi qu'une société prestataire de services, ayant pour objet la location de matériels professionnels divers, se trouve dans l'impossibilité de récupérer la T. V. A. afférente à des achats de matériaux et d'éléments préfabriqués utilisés pour la réalisation de locaux démontables loués à un éleveur de porcs spécialisés. Cet exploitant étant lui-même assujéti à la T. V. A., il résulte de cette situation une rupture dans la chaîne des déductions contraire à la logique même de cet impôt. De ce fait le recours à un processus locatif susceptible d'apporter une contribution intéressante aux difficultés de financement considérables des activités agricoles se trouve arbitrairement pénalisé. En outre, la société prestataire de services risque d'être placée en difficulté en raison des versements exigés par l'administration fiscale du fait du particularisme des règles applicables à son locataire en matière de T. V. A. Il lui demande, en conséquence, par quels moyens il lui paraîtrait possible de mettre un terme prochain à une anomalie aussi directement contraire à nos principes fiscaux qu'aux intérêts de notre économie.

Employés de maison (demande de préretraite refusée notamment aux femmes de ménage).

41468. — 19 octobre 1977. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre du travail** que les gens de maison et notamment les femmes de ménage ayant plus de soixante ans et formulant une demande de préretraite se la voient refuser du fait qu'ils ne cotisent pas à l'Assedic. Il lui demande les raisons de cette injustice et les moyens qu'il compte prendre pour la réparer.

Charbonnages de France: alignement du montant de l'indemnité de chauffage de Saône-et-Loire sur celui de la Côte-d'Or.

41469. — 19 octobre 1977. — **M. Paul Durofour** rappelle à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que les employés des Charbonnages de France sont rétribués à des taux différents suivant la région dans laquelle ils exercent leur activité et, notamment, qu'il existe un abattement pour le personnel des mines du Centre-Midi. Il lui rappelle en outre qu'une indemnité de chauffage est attribuée par les Charbonnages de France à son personnel; il est certes normal que cette indemnité soit différenciée suivant les zones climatiques; mais la différence minime entre les températures moyennes en hiver de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or ne paraît cependant pas justifier le refus de classer la Saône-et-Loire en zone climatique I comme l'est la Côte-d'Or. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour contraindre la direction des Charbonnages de France à supprimer les discriminations injustifiées.

Décorations et médailles: rétablissement de l'ordre de la Santé publique.

41470. — 19 octobre 1977. — **M. Durofour** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 instituant un ordre national du Mérite a supprimé la plupart des ordres de mérite secondaires, et particulièrement celui de la Santé publique. Or, bien que les autorités compétentes aient été plusieurs fois saisies de ce problème, il apparaît que le nouvel ordre n'est toujours attribué qu'avec parcimonie, aux personnes qui, soit à titre professionnel, soit à titre bénévole, se consacrent à la santé publique. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas opportun d'envisager le rétablissement de l'ordre de la santé publique.

Viticulture (autorisation de vinification de la rente viagère en nature d'une ancienne exploitante viticole).

41472. — 19 octobre 1977. — **M. Gilbert Mathieu** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le cas d'une exploitante viticole ayant fait donation à titre de partage anticipé de la totalité de ses biens, dont des vignes, à ses quatre enfants, à charge de procéder au partage sous la médiation de la donation tant des biens donnés que de ceux recueillis dans la succession de leur père. Il lui expose que, dans l'acte contenant donation partage, il était stipulé que les enfants devaient à leur mère une rente viagère égale pour chacun à 2 000 kg de raisin grand cru, ce que les enfants ont fait depuis la date de la donation. Depuis 1976, le centre de la viticulture se fondant sur les articles 12 et 48 du code du vin, fait interdiction à la crédit rentière de vinifier le raisin reçu au titre de la rente viagère et de la commercialiser. Aucun texte législatif ni réglementaire n'interdisant de stipuler le paiement d'une rente viagère en raisin; il lui demande en conséquence quelle solution pourrait être apportée en pratique, étant entendu qu'au terme de l'acte de la donation, les débits rentiers n'entendent pas vinifier ce raisin pour livrer du vin à la crédit rentière.

Education spécialisée (déblocage de crédits pour mener à terme la construction de l'ensemble scolaire de Vaucresson [Hauts-de-Seine]).

41474. — 19 octobre 1977. — **M. Ducloné** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il entend débloquer d'urgence les crédits et faire donner les ordres de service afférents pour que l'ensemble scolaire de Vaucresson (92), destiné à recevoir des handicapés, puisse être mené à son terme. Présentement, les travaux sont commencés, permettant la construction de l'établissement primaire ainsi que les services communs. Ceux-ci pourront être terminés en novembre 1978. Mais cet ensemble scolaire doit comporter des établissements du premier cycle et du second cycle de l'enseignement secondaire. Or, le financement et les ordres de service n'ont pas encore été notifiés en ce qui concerne les travaux pour le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Si ceux-ci n'étaient pas pris avant février 1978, on se trouverait en situation de rupture de travail pour les entreprises et avec pour conséquence des dépenses supplémentaires. Compte tenu de l'urgence nécessaire de la mise en service de cet ensemble scolaire destiné à recevoir les handicapés, il lui demande de bien vouloir faire prendre d'urgence des décisions pour que le financement et les ordres de service soient ordonnés, et que cet établissement indispensable puisse être achevé dans les délais les plus rapides.

Produits alimentaires (motifs de la suspension de l'enquête sur la consommation alimentaire des Français réalisée par l'I. N. S. E. E.).

41477. — 19 octobre 1977. — **M. Pranchère** signale à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** l'intérêt que représentait l'enquête permanente sur la consommation alimentaire des Français réalisée par l'I. N. S. E. E. à partir du début 1964. Il semble que depuis 1974, cette enquête a été interrompue. Il lui demande quels sont les motifs qui ont conduit à sa suspension et s'il n'estime pas nécessaire de reconsidérer cette décision.

Instituteurs et institutrices (institutrice mariée à un instituteur mis en disponibilité qui n'est pas habilitée à percevoir la majoration pour situation de famille de l'indemnité représentative de logement).

41478. — 19 octobre 1977. — **M. Kiffer** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème auquel se heurtent les institutrices mariées à un instituteur qui a obtenu une mise en disponibilité au titre, par exemple, des dispositions de l'article 26 du décret du 14 février 1959 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctions et à certaines modalités de cessation définitive de fonction, et qui se voient refuser de percevoir, comme leur mari, la majoration pour situation de famille de l'indemnité représentative de logement prévue par le décret du 22 mars 1922. Ce refus est fondé sur les dispositions de l'article 2 (§ 1^{er}) de ce décret telles qu'elles ont été interprétées par la circulaire n° 65-244 du 14 juin 1965, qui excluent du bénéfice de cette majoration les institutrices mariées. Se référant à la réponse de **M. le ministre de l'éducation** à **M. Hermant**, sénateur, en date du 2 avril 1977, qui fait état d'études concernant la refonte du décret du 22 mars 1922, il lui demande dans quel délai cette refonte pourrait intervenir et s'il ne lui paraît pas nécessaire qu'elle concerne, en particulier, le problème évoqué précédemment, les dispositions de ce décret paraissant, à cet égard, mal adaptées à l'évolution récente des mœurs et peu compatibles avec celles de différents textes législatifs ou réglementaires permettant aux femmes mariées d'acquiescer, au moins provisoirement, la qualité de chef de famille.

Impôt sur le revenu (déductibilité de dépenses d'équipements publics par un propriétaire louant au moyen de baux à construction).

41481. — 19 octobre 1977. — **M. Glon** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** la situation suivante : un contribuable est propriétaire de terrains compris dans le périmètre d'une zone artisanale et commerciale à proximité d'une ville de moyenne importance. Il a décidé de les donner en location à différentes entreprises au moyen de baux à construction. Bien qu'aucun lot ne soit destiné à la vente, le contribuable, selon les prescriptions du code de l'urbanisme, a dû solliciter de l'autorité préfectorale, en vue de la location, un arrêté de lotissement. Aux termes de cet arrêté préfectoral, le contribuable s'est vu imposer les obligations suivantes : l'exécution sans indemnité de tous travaux nécessaires à la viabilité du lotissement en ce qui concerne la voirie, la distribution d'eau, l'évacuation des eaux usées, le téléphone et la réalisation des postes de transformation de courant électrique ; la cession gratuite aux collectivités publiques des terrains nécessaires à l'implantation des équipements susvisés. Afin de pouvoir louer ses terrains, le contribuable s'est donc trouvé dans l'obligation de réaliser des équipements publics et donc de financer des dépenses qui, dans le principe, incombent aux collectivités publiques. Conformément à l'article 33 bis du code général des impôts, les loyers provoqués par les baux à construction constituent des revenus fonciers urbains. La question posée est celle de savoir de quelle façon le contribuable pourra porter en charges déductibles les dépenses d'équipements publics que l'autorité préfectorale lui a imposées. Il est précisé que la nécessité de réaliser de telles dépenses pour acquérir des revenus fonciers urbains ne peut pas soulever de doute : afin de pouvoir louer, le contribuable devait obtenir un arrêté de lotissement et c'est à cette occasion que les dépenses sus-énoncées lui ont été imposées. Conformément à l'article 13 du code général des impôts, elles ont donc vu l'acquisition d'un revenu pour objet direct. Les services locaux des impôts dont relève le contribuable, après avoir reconnu que ces dépenses ne sont pas couvertes par la déduction forfaitaire de 25 p. 100 prévue à l'article 31-I, refusent tout de même leur admission en charges déductibles au motif qu'elles ne sont assimilables à aucune des catégories de dépenses énumérées à l'article 31-I (1°). Les services locaux donnent ainsi à l'article 31-I (1°) un caractère limitatif qu'il n'a pas ainsi que le démontre la jurisprudence du Conseil d'Etat (C. E. 23 novembre 1963, requête n° 60657). Il lui demande de bien vouloir définir la position de l'administration en la matière.

Plus-values : application de la législation sur les plus-values à une société civile immobilière constituée en 1973.

41486. — 19 octobre 1977. — **M. Josselin** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le problème suivant : une société civile ne bénéficiant pas de la transparence fiscale définie par l'article 1655 ter du C. G. I. a acquis la propriété, en 1973, par apport pur et simple d'un immeuble qui était la propriété par moitié indivise depuis 1942 de deux conjoints en communauté de biens. Les deux conjoints ont constamment utilisé depuis leur achat en 1942 cet immeuble comme résidence principale, lequel fut laissé à leur jouissance par la société civile après le transfert de propriété à celle-ci en 1973. L'un des conjoints est décédé en 1975 et le survivant occupe toujours comme résidence principale cet immeuble. Il lui demande si, au cas où l'immeuble précité viendrait à être vendu prochainement par la société civile propriétaire, la plus-value réalisée sur cet immeuble acquis serait bien non imposable, tant pour le conjoint associé précité que pour l'indivision successorale associée elle aussi. En effet cette opération n'entrant pas dans les prévisions de l'article 35 du C. G. I., seuls les membres de la société civile, en fonction de l'article 8 du C. G. I., pourraient être éventuellement personnellement passibles de l'impôt sur le revenu au titre de la plus-value réalisée par la société. Or, la principale associée ayant habité l'immeuble depuis 1942, à titre de résidence principale, semblerait devoir être considérée de droit comme non imposable sur la plus-value ainsi dégagée, tant au niveau de l'article 35 A modifié du C. G. I. que des dispositions nouvelles de la loi du 19 juillet 1976 sur les plus-values réalisées sur biens acquis depuis plus de deux ans et moins de dix ans. Cette même exonération sera-t-elle aussi de droit pour l'indivision successorale du conjoint prédécédé dont les conditions d'habitation de cet immeuble comme résidence principale ont été les mêmes que celles de son conjoint précité de 1942 jusqu'à sa mort en 1975.

Industrie de la chaussure : mesures permettant un développement de l'emploi des jeunes dans la branche de la cordonnerie.

41487. — 19 octobre 1977. — **M. Leurisergues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat** sur la situation de certaines branches de l'artisanat telles que la cordonnerie. Ces artisans connaissent des difficultés d'exploitation de leur

atelier dues au décalage entre l'évolution des charges en très forte augmentation et celle de leurs prix beaucoup plus modérée. Ils sont donc obligés, malgré l'effort qu'ils ont consenti pour la modernisation de leurs installations, d'augmenter leurs heures de travail afin de faire face à la demande et d'obtenir un revenu décent. De telles difficultés écartent nombre de jeunes de cette profession. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre : 1° afin que les conditions d'exploitation des ateliers permettent une rentabilité normale et assurent un revenu minimum aux professionnels ; 2° afin d'attirer les jeunes gens vers des métiers en voie de disparition, bien qu'indispensables à la collectivité, et que la demande y soit en forte augmentation.

Enseignants résidant à l'étranger (prise en charge par le ministre des affaires étrangères des frais de transport, de déménagement et de réinstallation lors de leur retour en France).

41499. — 19 octobre 1977. — **M. Frêche** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation des agents titulaires de la fonction publique française résidant à l'étranger, au Maroc par exemple, et qui sont considérés comme des « recrutés locaux ». Ces agents ne bénéficient pas des avantages pécuniaires accordés en matière de transport, de déménagement, de réinstallation, lors de leur retour en métropole. Pourtant, dans une réponse de l'administration des affaires étrangères figurant au bulletin n° 31 d'avril 1977 des professeurs français résidant à l'étranger, il était indiqué « qu'à titre tout à fait exceptionnel il a été demandé que les dépenses de rapatriement de ces professeurs soient prises en charge par le ministre des affaires étrangères ». Par conséquent, il lui demande quelles mesures ont été prises pour tenir les promesses faites et s'il entend mettre fin aux disparités entre enseignants en faisant prendre en charge, à l'avenir, par son administration les frais de transport, de déménagement et de réinstallation.

Prestations familiales (assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de mère de famille à une femme séparée de son conjoint).

41490. — 19 octobre 1977. — **M. Claude Michel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** sur la situation dans laquelle peuvent se trouver des mères de famille déjà âgées et qui se séparent de leur conjoint. L'allocation de mère de famille en particulier ne peut être servie, dans cette hypothèse, que si la séparation remonte à deux ans. Il lui demande si cette disposition ne devrait pas être assouplie s'il est certain que la séparation est effective afin que les femmes en cause ne soient pas réduites à la misère.

Education (insuffisance des moyens des instituts de recherches sur l'enseignement des mathématiques).

41491. — 19 octobre 1977. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des instituts de recherches sur l'enseignement des mathématiques qui constituent le seul organisme de formation initiale et permanente des maîtres du premier et du second degré et qui ont obtenu des succès incontestables dans ce domaine et dans la pédagogie. Il lui demande les raisons pour lesquelles : 1° il a cru bon de réduire leurs moyens dans des conditions qui remettent en cause leur existence et leur vocation alors que le ministère n'a jamais fait connaître ses choix en matière de formation des maîtres ; 2° si cette mesure a été prise avec l'assentiment de **Mme le secrétaire d'Etat aux universités**.

Commerce de détail :

Limitation de la pratique des ventes à prix d'appel ou à prix coûtant.

41492. — 19 octobre 1977. — **M. Roger Duroure** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le développement de la pratique des ventes à prix d'appel ou à prix coûtant. Le grand commerce attire ainsi la clientèle car il a la possibilité de pratiquer sur d'autres produits que ceux vendus à prix coûtant des marges substantielles. Il en résulte que beaucoup de petits commerçants connaissent de sérieuses difficultés ou sont conduits à la ruine, même s'ils ont fait de grands efforts de productivité et sont compétitifs. Or, il s'agit souvent de spécialistes très qualifiés auprès de qui la clientèle obtient les renseignements et les informations nécessaires avant d'aller effectuer ses achats dans les grandes surfaces, attirée par des prix qui ne permettent aucune concurrence. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour limiter des pratiques commerciales qui faussent le commerce, sans véritable bénéfice pour le consommateur.

Impôt sur le revenu : extension des dispositions de l'article 195-1 c du code général des impôts aux veuves titulaires d'une pension d'invalidité (2^e catégorie) de la sécurité sociale.

41493. — 19 octobre 1977. — M. Mesmin rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'en vertu de l'article 195-1 c du code général des impôts, le revenu imposable d'une veuve n'ayant pas d'enfant à charge est divisé par 1,5 au lieu de 1 lorsqu'il s'agit d'une personne titulaire, soit pour une invalidité de 40 p. 100 ou au-dessus, d'une pension militaire d'invalidité, soit d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 p. 100 ou au-dessus, soit de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Ce régime de faveur n'est pas applicable à une veuve titulaire d'une pension d'invalidité (2^e catégorie) du régime général de sécurité sociale qui, en raison de son état physique, ne peut exercer aucune activité professionnelle. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait, dans un souci d'équité, d'étendre les dispositions de l'article 195-1 c aux invalides (2^e catégorie) de la sécurité sociale.

Assurance invalidité (exonération des pensions d'invalidité de la sécurité sociale de l'impôt sur le revenu lorsqu'elles se substituent aux prestations de longue maladie).

41494. — 19 octobre 1977. — M. Mesmin expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, dans le régime général de sécurité sociale, lorsqu'un assuré a bénéficié pendant trois ans des prestations d'assurance maladie, au titre d'une affection de longue durée, ces prestations cessent de lui être servies, le régime d'assurance invalidité étant substitué automatiquement au régime d'assurance maladie. Or, les indemnités journalières qui lui sont versées, pendant les trois premières années, au titre de la longue maladie, sont affranchies de l'impôt sur le revenu, alors que les pensions d'invalidité de la sécurité sociale font partie des revenus imposables. Les contribuables qui se trouvent dans cette situation sont donc, au bout de trois ans de maladie, soumis brusquement à l'impôt sur le revenu alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant et que rien n'a changé dans leur situation matérielle. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette anomalie regrettable.

Rentes viagères (retard apporté dans le règlement des arrérages de la caisse nationale de prévoyance).

41495. — 19 octobre 1977. — M. Frédéric Dupont signale à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, de toute la France, proviennent des protestations de rentiers-vaglers qui se plaignent d'un retard apporté dans le règlement des arrérages de la caisse nationale de prévoyance. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour éviter un tel retard qui cause à de modestes rentiers-vaglers une gêne particulièrement grave.

Credec (réduction des effectifs pour apporter une solution au déficit).

41497. — 19 octobre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la situation du Credec (centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Vendredi 16 septembre, M. Ripert, commissaire général au Plan, a informé le comité d'entreprise de sa volonté de dissoudre trois équipes de recherche, du fait d'un déficit du budget de ce centre de recherche. En conséquence, il lui demande : 1^o quelle a été l'évolution depuis quelques années de la subvention accordée au Credec ; 2^o si ces licenciements vont apporter une solution au déficit constaté ; 3^o s'il n'estime pas que ce déficit provient des modalités de financement de la recherche ; 4^o quel est selon lui l'avenir du Credec.

Emploi (difficultés de la faïencerie française dues à la concurrence étrangère).

41500. — 19 octobre 1977. — M. Xavier Deniau, se référant à sa lettre d. 20 juillet 1977, relative aux difficultés rencontrées par les faïenceries françaises qui se trouvent très concurrencées par les importations massives de céramique de revêtement étrangères, notamment en provenance ou transitant par l'Italie et l'Allemagne, attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat sur les contradictions existant dans la réponse qu'il lui a faite par sa lettre du 5 octobre 1977. En effet, le ministre reconnaît, d'une part, « la situation délicate de l'industrie française des carreaux de céramique, qui est confrontée au développement rapide des importations » et déplore, d'autre part, de ne pouvoir faire jouer la clause de sauvegarde, ni mettre en jeu des barrières

techniques, dont il juge qu'elles seraient « politiquement difficiles ». Il demande donc quelles sont les autres mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation hautement préjudiciable à la situation de l'emploi en France.

Hôtels (conditions d'exonération du droit de timbre pour la présignalisation des hôtels).

41501. — 19 octobre 1977. — M. Darnis expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'exonération du droit de timbre pour la présignalisation des hôtels prévue par la loi de finances de 1965 et le décret publié à l'annexe III, article 313 A L du code général des impôts est limitée à une affiche par voie d'accès. Or l'instruction M. 1612 limite cette possibilité à la voie d'accès direct ce qui répond aux objectifs de la loi lorsqu'une seule voie principale jouxte l'hôtel, mais gêne considérablement tant les exploitants que les clients à la recherche d'un hébergement lorsque la voie d'accès direct n'est pas une voie d'accès principal, ce qui est le cas justement des hôtels qui ont choisi le calme d'une route secondaire. Il lui demande en conséquence de bien vouloir indiquer si le texte de loi et celui du décret s'opposent à l'exonération de deux voies, la voie à grande circulation d'accès principal et la voie d'accès direct.

Hôtels (conditions d'exonération du droit de timbre pour la présignalisation des hôtels).

41502. — 19 octobre 1977. — M. Darnis expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 94-II (2^o) du code général des impôts exonère du droit de timbre les affiches ne dépassant pas 1,50 mètre carré de superficie et constituant la présignalisation des hôtels et restaurants. Un décret pris en application de ce texte et codifié à l'article 313 AL de l'annexe III à ce code limite l'exonération à une affiche par voie d'accès pour les hôtels-restaurants. Dans sa documentation générale (2 CI, 7 M, 1612 n^o 13) l'administration considère que l'exonération se rapportant à la présignalisation des hôtels et restaurants est limitée à une affiche par voie d'accès direct. Dans une réponse récente à des professionnels, elle en tire les conséquences de son interprétation dans les termes suivants : « Si l'hôtel ou le restaurant est situé dans une agglomération, seule, la voie de pénétration la plus directe par rapport à la situation de l'établissement dans la ville constitue une voie d'accès. Lorsque l'hôtel ou le restaurant est situé soit dans la zone périphérique d'une agglomération, soit à l'écart d'un axe de trafic, seule la route au bord de laquelle l'établissement se trouve peut être qualifiée de voie d'accès. » Dans ces deux hypothèses, l'administration ne retient qu'un cas d'exonération alors qu'une interprétation littérale du décret précité fondée sur l'emploi du préfixe « par » (par voie d'accès) permet d'escompter deux cas au moins d'exonération. Sans perdre de vue le but recherché par l'institution du droit de timbre sur les affiches ainsi que le principe selon lequel un texte fiscal prévoyant une exonération est de droit strict, les professionnels considèrent que le point de vue de l'administration n'est pas conforme à la volonté du législateur et du Gouvernement. Dans le souci d'éviter un contentieux inutile de la part de professionnels de bonne foi, il lui demande de bien vouloir donner de nouvelles directives plus conformes aux textes en vigueur.

Prétraite (extension de l'accord du 13 juin 1977 aux agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales de plus de soixante ans).

41503. — 19 octobre 1977. — M. Labbé rappelle à M. le ministre du Travail que, par arrêté du 9 juillet 1977, il a étendu l'accord intervenu le 13 juin 1977 entre les organisations syndicales et professionnelles et concernant les salariés sans emploi de plus de soixante ans. Aux termes de cet accord, le bénéfice de la « garantie de ressources » institué par l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1972 en faveur des salariés de plus de soixante ans involontairement privés de leur emploi est étendu aux travailleurs de plus de soixante ans qui démissionneront de leur emploi. Cet accord, qui est applicable depuis le 11 juillet 1977, doit prendre fin le 31 mars 1979. Pour en bénéficier, il faut en particulier justifier de dix ans d'appartenance à un régime de sécurité sociale au titre d'emploi salariés relevant du champ d'application du régime de l'Unedic (assurance chômage complémentaire). Cette appartenance au régime de l'Unedic prive de cette « prétraite » les agents non titulaires de l'Etat âgés de soixante à soixante-cinq ans. Il s'agit, très souvent, d'hommes et de femmes, surtout de femmes, qui sont entrés tard dans l'administration pour des raisons diverses et qui, en tant qu'agents non titulaires, coïncident au régime général de la sécurité sociale. Très souvent, et parfois même pendant une longue période, ils ont au préalable appartenu au même régime dans le secteur privé. L'accord du 13 juin 1977 a pour but de dégager des

emplois dans le secteur privé en faveur des jeunes. S'il était étendu aux agents non titulaires du secteur public, des emplois pourraient de même être créés dans ce secteur. Il lui demande de bien vouloir, en accord avec son collègue de la fonction publique, étudier la possibilité d'étendre ledit accord aux agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales.

Impôt sur le revenu (déductibilité par le donataire de la rente viagère résultant d'une donation entre vifs).

41504. — 19 octobre 1977. — **M. Commenay** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'une personne a fait en 1972 à une autre personne non parente une donation entre vifs par acte notarié de deux immeubles neufs qu'elle possédait (qui formaient tous les biens composant son patrimoine), à charge par le donataire de servir au donateur une rente viagère calculée d'après l'âge et les barèmes des assurances vie. Le donataire, se basant sur ce qui est indiqué dans le memento pratique du contribuable **Francis Lefebvre 1973**, à la page 345, n° 593, et ci-après littéralement transcrit : « De même, les arrérages des rentes servies en exécution d'une clause d'une donation entre vifs et à titre de charge imposée au donataire sont déductibles lorsqu'elles présentent en fait le caractère alimentaire », a déduit le montant de cette rente de sa déclaration d'impôt sur le revenu de 1972 et des années 1973 et 1974. En effet, l'article 4 de la loi du 13 juillet 1963 (pour l'application de l'ordonnance du 30 décembre 1958 sur l'indexation) stipule que « doivent être regardés comme dettes d'aliments les rentes viagères constituées entre particuliers ». D'autre part, le *Juris classeur formulaire notariol*, sous le titre Pension alimentaire, fascicule A, n° 11, page 4, précise : « Qu'il est parfaitement licite de créer par convention à titre gratuit ou même onéreux une rente viagère, qui a le caractère d'une pension alimentaire et qui, ainsi, bénéficie des actions et droits attachés à la pension représentant l'exécution d'une obligation alimentaire légale. » Ces arrérages de rente présentant en fait le caractère alimentaire don : parle le *Memento Lefebvre* cité plus haut, le donataire n'était-il pas fondé à déduire dans ses déclarations d'I. R. P. P. déposées en 1973, 1974 et 1975, le montant cumulé de cette rente viagère payée au cours de chacun de ces trois dernières années.

Vignette automobile (exonération pour les handicapés utilisant des automobiles en location).

41505. — 19 octobre 1977. — **M. Huchon** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le problème que rencontrent les handicapés en matière de vignette sur les automobiles en « location ». En effet, ce mode d'acquisition des automobiles s'est développé ces dernières années et, de ce fait, de nombreux handicapés perdent le bénéfice de la gratuité. La vignette auto est gratuite pour les handicapés (B. O., D. G. I., 7 M 1-75). En cas de « leasing » le locataire doit acheter la vignette mais la carte grise est au nom de la société de leasing. Il lui demande s'il ne serait pas envisageable d'inclure cette éventualité dans les dispositions fiscales afin qu'effectivement tous les handicapés bénéficient de cette exonération fiscale.

Pensions civiles et militaires (bénéfice de la « campagne double » pour les anciens combattants d'Afrique du Nord).

41506. — 19 octobre 1977. — **M. Duraffour** rappelle à **M. le ministre de la défense** que, alors que les conflits antérieurs peuvent ouvrir droit au bénéfice de la « campagne double » pour le calcul des pensions de retraite des fonctionnaires et agents des services publics qui y ont participé, les opérations d'Afrique du Nord ne sont susceptibles de leur ouvrir droit qu'à celui de la campagne simple. Il souligne que les intéressés y voient une discrimination injustifiée entre les différentes générations du feu et souhaiteraient qu'elle soit supprimée aussi rapidement que possible. Se référant aux récentes déclarations de **M. le secrétaire d'Etat** aux anciens combattants, qui a indiqué avoir saisi son collègue de la défense de cette revendication en l'accompagnant d'un avis favorable, il lui demande s'il entend la satisfaire et dans quel délai.

Emploi : mesures tendant à réduire le chômage en Côte-d'Or.

41509. — 19 octobre 1977. — **M. Charles** attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre du travail** sur la dégradation qui se poursuit en matière d'emploi dans le département de la Côte-d'Or et en Bourgogne. Les demandes d'emplois non satisfaites ont augmenté de 10 p. 100 en septembre 1977. Il lui rappelle, d'autre part, que de nombreux anciens commerçants sont obligés de se réléguer dans la vie active ; que ceux-ci n'ont ni allocation de chômage, ni protection sociale. Les petites et moyennes industries, à la suite d'une

enquête récente, ont précisé qu'à leur avis les récentes mesures concernant l'emploi étaient sans influence sur leurs décisions. Dans ces conditions, il lui demande, en accord avec le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, de pratiquer une politique de relance immédiate sur le plan économique dans le département de la Côte-d'Or par des investissements de fonds d'Etat et des possibilités de crédit susceptibles d'améliorer la position des petites et moyennes entreprises afin de permettre la création d'emplois nécessaires à la réduction du chômage.

Taxe d'habitation : conditions d'exonération.

41511. — 19 octobre 1977. — **M. Jourdan** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les conditions de dégrèvement s'appliquant à la taxe d'habitation. Il semble que ladite exonération ne serait accordée qu'au chef de famille qui remplit les conditions et qu'elle serait réduite lorsque c'est l'épouse qui remplit les conditions. C'est notamment le cas de toute femme aveugle, invalide au taux de 100 p. 100 vivant avec son conjoint et ses enfants à charge à condition que le foyer ne soit pas imposable à l'impôt sur le revenu. Il lui demande, en conséquence, s'il ne convient pas de faire application en cette matière de la loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale et consacrant la disposition de la notion de chef de famille.

Commis du ministère de l'intérieur : révision de la carrière de deux d'entre eux.

41512. — 19 octobre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'anomalie qui est apparue, au 1^{er} janvier 1977, lors de la nomination à l'emploi de commis de deux de ses employées occupées précédemment dans les services : la première en qualité d'agent de bureau titulaire, 2^e échelon, depuis le 1^{er} septembre 1976 (entrée dans les services en qualité de stagiaire le 1^{er} septembre 1975) ; la seconde, auxiliaire de bureau, comptant 16 mois de services (entrée en fonctions le 1^{er} septembre 1975). Après leur nomination à l'emploi de commis, la situation de ces agents est la suivante : la première a été placée en position de détachement pendant la durée de son stage, 1^{er} échelon (I. M. 223). Sa titularisation devrait donc en principe, intervenir le 1^{er} janvier 1978, au 2^e échelon avec un reliquat d'ancienneté d'un an quatre mois, et qui permettrait éventuellement de la nommer au 3^e échelon dès le 1^{er} mars 1978 (ancienneté minimum). La seconde a été nommée stagiaire au 2^e échelon (I. M. 235) compte tenu de la prise en compte des trois quarts de ses services d'auxiliaire. Sa titularisation interviendra éventuellement le 1^{er} janvier 1978 avec un reliquat d'ancienneté d'un an et sa promotion au 3^e échelon le 1^{er} juillet 1978 (ancienneté minimum). Bien qu'il apparaisse dans ce dernier cas, que le 3^e échelon soit attribué avec quatre mois de retard, il est cependant anormal qu'en ce qui concerne le premier cas, l'agent perde treize points mensuellement pendant toute la durée de son stage. Malgré le rattrapage indiciaire qui s'opère lors de sa titularisation, l'agent de bureau cependant fort défavorisé par les textes en vigueur qu'il conviendrait de réviser afin d'éviter de pareilles inégalités. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre afin que cesse cette pénalisation concrète des agents placés dans ces situations ; s'il entend prévoir une révision des textes en vigueur afin d'éviter les inégalités.

Emploi (mesures pour préserver l'emploi au groupe Rhône-Poulenc).

41513. — 19 octobre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur l'internationalisation accentuée du groupe Rhône-Poulenc (57,6 p. 100 de son chiffre d'affaires à l'étranger en 1976) avec comme objectifs : développer ses activités à l'étranger ; conforter ses positions chez les concurrents ; s'implanter dans les pays qui amorcent leur démarrage en chimie. Cela se traduit par : des licenciements massifs en France ; l'ouverture d'unités en Thaïlande, au Brésil ; la fermeture en France de la seule usine à produire l'acétate de cellulose avec des ateliers modernes de filature. Ce redéploiement à l'étranger ne nécessite aucun acquis technique nouveau. Depuis deux ans on assiste en conséquence aux manœuvres préparatoires du sabotage de l'atelier des recherches techniques Sud prévu pour la fin de l'année 1977. Après l'abandon du textile artificiel cette disparition s'inscrit dans un train de mesures de désinvestissement général à l'échelle du groupe. Elle entraînerait : la suppression de 300 emplois immédiatement ; à moyen terme, la suppression de centaines d'emplois dans les ateliers de fabrication ; la fin de la création de nouveaux ateliers ; à long terme, un retard considérable du développement de la chimie en France donc l'abandon d'un secteur industriel clé au bénéfice de l'étranger ; l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation des risques encourus pour les salariés et pour la

population et l'environnement; la perte de l'avance technologique résultant de plusieurs années de recherche. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour maintenir et développer les activités de recherches dudit atelier et également des autres secteurs du groupe pour sauvegarder les intérêts des travailleurs, les intérêts et l'indépendance du pays par la recherche de nouvelles sources d'énergie.

Emploi : mesures pour préserver l'emploi au groupe Rhône-Poulenc.

41514. — 19 octobre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'internationalisation accentuée du groupe Rhône-Poulenc (57,6 p. 100 de son chiffre d'affaires à l'étranger en 1976) avec comme objectifs : développer ses activités à l'étranger ; conforter ses positions chez les concurrents, s'implanter dans les pays qui amorcent leur démarrage en chimie. Cela se traduit par : des licenciements massifs en France, l'ouverture d'unités en Thaïlande et au Brésil, la fermeture en France de la seule usine à produire l'acétate de cellulose avec des ateliers modernes de filature. Ce redéploiement à l'étranger ne nécessite aucun acquis technique nouveau. Depuis deux ans on assiste en conséquence aux manœuvres préparatoires du sabotage de l'atelier de recherches techniques Sud prévu pour la fin de l'année 1977. Après l'abandon du textile artificiel cette disparition s'inscrit dans un train de mesures de désinvestissement général à l'échelle du groupe. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour arrêter à temps ce processus, en empêcher les conséquences qui se traduiraient par : la suppression de 300 emplois immédiatement, à moyen terme la suppression de centaines d'emplois dans les ateliers de fabrication, la fin de la création de nouveaux ateliers, à long terme un retard considérable du développement de la chimie en France, donc l'abandon d'un secteur industriel clé au bénéfice de l'étranger, l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation des risques encourus par les salariés et pour la population et l'environnement, la perte de l'avance technologique résultant de plusieurs années de recherche.

Ordures ménagères : interdiction de l'exploitation de la décharge de Crézin-Le Ponteix (Haute-Vienne).

41516. — 19 octobre 1977. — **Mme Constans** attire de nouveau l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** (cf. question écrite du 2 mars 1976) sur le problème posé par l'existence de la décharge contrôlée d'ordures ménagères, située aux lieux-dits Crézin-Le Ponteix, dans la commune de Feytiat (Haute-Vienne). Une décision du tribunal administratif de Limoges en date du 7 juin 1977 a annulé l'arrêté du préfet de la Haute-Vienne du 20 décembre 1975 autorisant cette décharge au motif des nuisances provoquées par celle-ci à l'encontre des habitations immédiatement voisines. Or l'exploitation de cette décharge se poursuit. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour rendre exécutoire la décision du tribunal administratif de Limoges.

Allocation de rentrée scolaire : difficultés rencontrées par les familles d'accueil recevant des enfants à temps plein.

41519. — 19 octobre 1977. — **Mme Chonavel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés rencontrées par les familles d'accueil recevant à temps plein les enfants des services de l'aide sociale. En effet, ces familles n'ont jamais bénéficié d'un vrai salaire (un dixième seulement) et forfaitairement de la modeste pension alimentaire des enfants) et elles craignent qu'une fois de plus un retard ne soit apporté à la connaissance de leur droit à être enfin considérées comme des travailleurs à part entière. Elle lui demande, en conséquence : si des dispositions sont prévues dans ce sens ; quelles décisions ont été prises concernant l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire pour les enfants des D.D.A.S.S. car non seulement ces enfants sont issus de milieux modestes, mais les familles qui les reçoivent ne disposent que d'un minimum pour subvenir aux besoins essentiels de ces enfants.

Travailleurs frontaliers (couverture du risque maladie des frontaliers français employés en Suisse).

41524. — 19 octobre 1977. — **M. Chevènement** attire de nouveau l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'insuffisance du système de couverture des risques maladie des frontaliers français employés en Suisse. En cas de perte de leur travail au cours d'une maladie, les prestations leur sont supprimées tandis que les compagnies d'assurances privées françaises résilient souvent les contrats si le risque s'aggrave. En cas de chômage, la survenance de la maladie leur retire le bénéfice des prestations de chômage. Il souhaite savoir si l'étude interminis-

térielle à laquelle le ministre a fait allusion dans sa réponse n° 25882 à sa question écrite du 31 janvier 1976 (*Journal officiel* du 28 avril 1976) conclut à l'affiliation de ces travailleurs au régime général de la sécurité sociale comme le prévoit pour d'autres catégories socio-professionnelles les lois du 24 décembre 1974 et du 4 juillet 1975 et, dans ce cas, quelles dispositions sont prévues et dans quel délai elles devraient entrer en vigueur.

Médaille d'honneur de la police (conditions de mandatement de l'allocation unique qui y est attachée).

41528. — 19 octobre 1977. — **M. Alain Bonnet** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que les décisions portant attribution de la médaille d'honneur de la police pour une année définie sont signées par ses soins dans les derniers jours de l'année considérée. La distinction de la médaille d'honneur de la police entraîne le règlement, au profit de chacun des bénéficiaires, d'une allocation unique de cent francs, que les services comptables des S.G.A.P. doivent obligatoirement mandater manuellement avant la clôture de la gestion, c'est-à-dire dans la période complémentaire, traditionnellement très chargée, allant de fin décembre au 20 janvier de l'année suivante. Avant 1960, les décisions de l'espèce étaient généralement signées au cours des mois de juillet, ce qui donnait aux services comptables tout le temps voulu pour procéder normalement aux opérations de règlement de l'indemnité attachée à la distinction. Il lui demande donc s'il n'estime pas souhaitable de revenir à la procédure antérieure dans le but essentiel de permettre aux bureaux financiers des S.G.A.P. l'exploitation par ordinateur des tâches qui leur incombent en cette matière.

Guadeloupe (adaptation de la carte scolaire à la baisse des effectifs dans l'enseignement primaire).

41530. — 19 octobre 1977. — **M. Jalton** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la baisse régulière des effectifs au niveau du primaire. Cette baisse, due pour l'essentiel à une politique de dénatalité et d'émigration organisée, atteint une telle ampleur dans la circonscription de Basse-Terre que l'administration envisagerait la fermeture de quarante-quatre classes à la prochaine rentrée. Les mesures entraîneront la mise au chômage de nombreux jeunes et aggraveront les difficultés de stagiarisation des remplaçants. En outre, ces fermetures aboutissent à la suppression des décharges de classe des directeurs d'école, qui connaissent déjà des conditions de travail difficiles. Il lui demande s'il ne compte pas prendre les mesures nécessaires pour faire face à une telle situation, à savoir : 1° la suppression de la grille Guichard relative aux normes d'ouverture et de fermeture de classes au niveau de l'enseignement élémentaire ; 2° la non-fermeture de classes pour l'année 1977-1978 dans toute école dont la moyenne par classe correspondant à vingt-cinq élèves ; 3° le transfert dans les brefs délais des postes récupérés dans les secteurs pré-élémentaires ; 4° la révision des normes des décharges de classes des directeurs d'école.

Assurance maladie (exonération totale de cotisation pour les commerçants et artisans retraités).

41531. — 20 octobre 1977. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que d'après les promesses qui avaient été faites en 1976 par le Gouvernement, les commerçants et artisans retraités devaient tous être exonérés de la cotisation d'assurance maladie. Dans la situation actuelle, du fait du plafond fixé pour le bénéfice de l'exonération à 22 000 francs pour un ménage, le retraité ayant une retraite supérieure à ce plafond se voit astreint à payer une cotisation d'assurance maladie de 11,65 p. 100 de telle sorte qu'il se trouve avoir des ressources inférieures au retraité ayant une retraite inférieure à 22 000 francs qui, lui, se trouve exonéré des cotisations de l'assurance maladie. Il lui demande quand il compte remédier à cette situation et tenir les promesses d'après lesquelles l'exonération des commerçants et artisans retraités serait totale en matière d'assurance maladie.

Antiquités et occasions (réglementation plus stricte de ce type de commerce).

41535. — 20 octobre 1977. — **M. Claude Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'essor en France d'un commerce clandestin d'antiquités. Ce marché se développe notamment à l'occasion des foires de particuliers, de bourses d'échange des collectionneurs, des foires à la brocante des magasins à grande surface. En conséquence, il lui demande si ce marché donne aux acheteurs les garanties auxquelles ils peuvent prétendre notamment concernant l'authenticité et la provenance des objets et s'il envisage de réglementer plus strictement ce genre de manifestations.

Formation continue (conditions de fonctionnement du service de l'université Paul-Valéry à Montpellier [Hérault]).

41536. — 20 octobre 1977. — M. Sénès expose à M. le ministre du travail que dans le cadre de la formation continue des cours sont organisés à Montpellier par le service universitaire de la formation continue de l'université Paul-Valéry (S. U. F. C. O.). Contrairement aux assurances reçues par les stagiaires, le nombre d'heures de cours dispensés ne correspond pas aux engagements pris; la responsabilité des cours est donnée pratiquement à une entreprise privée avec laquelle le S. U. F. C. O. est lié par convention. Par ailleurs, il est demandé aux chômeurs concernés une participation de 500 francs par stagiaire et par mois, ce versement réduisant sensiblement leurs indemnités. Il lui demande de lui faire connaître: 1° s'il envisage de prendre en considération les réclamations des stagiaires; 2° s'il est normal que des frais de scolarité soient mis à leur charge.

Professeurs techniques chefs de travaux (aménagement de leur situation indicière et de leurs conditions de travail).

41538. — 20 octobre 1977. — M. Sénès appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des professeurs techniques chefs de travaux des collèges d'enseignement technique. En effet, la circulaire n° 77-1035 du 15 février 1977, définissant le rôle des professeurs techniques chefs de travaux, ne règle pas leurs problèmes car elle ne s'accompagne pas des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. De plus, leur situation indicière s'est dégradée par rapport à celle de leurs collègues des lycées techniques. Il lui demande de lui faire connaître, quelles façons et dans quels délais la situation de ces professeurs sera l'objet d'une révision.

Médecins (possibilité pour les spécialistes en biologie médicale de s'associer à un groupement d'intérêt économique).

41540. — 20 octobre 1977. — M. Andrieu appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'article 3 du décret n° 77-636 du 14 juin 1977, qui dispose « qu'en aucun cas les médecins spécialistes en biologie médicale ne peuvent s'associer avec des médecins exerçant d'autres disciplines ». Compte tenu du caractère très strict de cette prohibition et en l'état d'une législation de portée très générale concernant les groupements d'intérêts économiques, il lui demande de bien vouloir préciser s'il est possible à un médecin spécialiste en biologie de devenir membre d'un tel groupement rassemblant des médecins exerçant d'autres spécialités.

Médecins (possibilité pour les spécialistes en biologie médicale de s'associer à un groupement d'intérêt économique).

41541. — 20 octobre 1977. — M. Andrieu appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'article 3 du décret n° 77-636 du 14 juin 1977, qui dispose « qu'en aucun cas les médecins spécialistes en biologie médicale ne peuvent s'associer avec des médecins exerçant d'autres disciplines ». Compte tenu du caractère très strict de cette prohibition et en l'état d'une législation de portée très générale concernant les groupements d'intérêts économiques, il lui demande de bien vouloir préciser s'il est possible à un médecin spécialiste en biologie de devenir membre d'un tel groupement rassemblant des médecins exerçant d'autres spécialités.

Sports (exonération de la taxe additionnelle au prix des billets pour des manifestations exceptionnelles).

41548. — 20 octobre 1977. — M. Dehaine rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que la taxe additionnelle au prix des billets d'entrée dans les manifestations sportives a été créée par l'article 21 de la loi de finances pour 1976. Son produit alimente un compte d'affectation spécial intitulé Fonds national d'aide au sport de haut niveau. L'application de cette taxe n'a pas fait la preuve de son efficacité si l'on en juge par le faible rendement financier obtenu (7 à 8 millions probables en 1977) par rapport aux prévisions formulées à l'origine (de l'ordre de 12 millions). Cette situation semble résulter soit d'une mauvaise appréciation de l'administration sur la réalité des prix d'entrée dans les enceintes sportives, soit de décisions permettant de jouer, pour certains sports, sur les prix des différents billets pour que le maximum d'entre eux restent en dessous de la franchise prévue (25 francs). Par contre, pour certains sports, la création de cette taxe s'est traduite par un relèvement important des prix d'entrée, d'autant plus fort que le barème est progressif. Cette circonstance est une gêne considérable pour les organisateurs de compétitions exceptionnelles que désirent accueillir telle ou telle commune. Il lui

demande s'il ne lui paraît pas, en conséquence, opportun et équitable de prévoir, pour ces manifestations exceptionnelles, une possibilité d'exonération, dans les conditions analogues à celles prévues pour l'impôt sur les spectacles par l'article 1561 (3° b, 2° alinéa) du code général des impôts.

Taxe communautaire de coresponsabilité sur le lait (caractère discriminatoire de la mise en application de ce prélèvement).

41549. — 20 octobre 1977. — M. Deniau appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le caractère discriminatoire de la mise en application du prélèvement communautaire de coresponsabilité sur le lait depuis le 16 septembre dernier. En effet, cette décision apparaît comme injuste et inopportune dans la mesure où ne sont pas taxées les autres matières grasses, et notamment les huiles végétales et la margarine. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre afin de remédier à cette situation, qui provoque une sensible diminution des revenus de nos producteurs laitiers.

La Guadeloupe (indemnisation équitable du personnel des établissements hospitaliers à la suite des sujétions imposées par les manifestations éruptives de la Soufrière).

41550. — 20 octobre 1977. — M. Guilloid rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'à la suite des manifestations éruptives du volcan de la Soufrière la région de la Basse-Terre a été évacuée du 15 août au 15 décembre 1976 sur ordre du préfet de la Guadeloupe. Un décret en date du 29 octobre 1976 a alloué une indemnité de sujétions exceptionnelles aux personnels civils et militaires de l'Etat touchés par cette mesure, le personnel des collectivités locales étant exclu du bénéfice de cet avantage. En ce qui concerne les établissements hospitaliers, l'évacuation portait sur une période beaucoup plus longue. En effet, tous les établissements hospitaliers de la région de la Basse-Terre étaient évacués dès le 8 juillet et le retour s'est échelonné en fonction de leur situation géographique. C'est ainsi que l'hôpital psychiatrique n'est retourné à Saint-Claude que le 3 juin 1977. Le conseil d'administration de cet établissement a donc prévu, par délibération en date du 28 juin 1977, une indemnité de sujétions exceptionnelles au bénéfice de son personnel pour la période du 8 juillet 1976 au 3 juin 1977, sur la base du décret du 29 octobre 1976. Or le 8 mars 1977, un arrêté ministériel publié au Journal officiel du 20 mars 1977 faisait application au personnel hospitalier du bénéfice de l'indemnité de sujétions du 29 octobre 1976, mais cantonnée dans le temps de la période légale d'évacuation, c'est-à-dire entre le 15 août et le 15 décembre 1976. La situation du personnel se trouve donc réglée entre deux décisions contradictoires, à savoir, d'une part, celle du conseil d'administration de l'établissement en date du 28 juin 1977, devenue exécutoire en l'absence d'opposition conformément à l'article 27 de la loi du 31 décembre 1970 sur la législation des hôpitaux publics et, d'autre part, l'arrêté ministériel du 8 mars 1977 cantonnant l'indemnité en un seul versement pour la période du 15 août au 15 décembre 1976. Le personnel de l'hôpital psychiatrique estime avoir droit, pour les périodes du 8 juillet au 15 août 1976 et du 15 décembre 1976 au 3 juin 1977, à des indemnités de frais de déplacement supplémentaires prévues par l'arrêté du 11 octobre 1958 et par le décret du 21 mars 1953. Il lui demande de bien vouloir indiquer les mesures qu'elle compte prendre pour une indemnisation équitable du personnel des établissements hospitaliers de la Guadeloupe.

Enseignement technique: refus du rectorat de Rennes, d'autoriser les stages dans les entreprises en fin de première année de B. E. P. « Agent de transport ».

41551. — 20 octobre 1977. — M. Guinabrière fait part à M. le ministre de l'éducation de son grand étonnement devant le refus du rectorat de Rennes d'autoriser des stages dans les entreprises en fin de première année de B. E. P. « Agent de transport ». Dans d'autres académies (Lyon), les élèves sont autorisés à suivre de tels stages durant le mois de juin. Les stages en milieu professionnel, dont le principe a été reconnu par la circulaire ministérielle (T. M. O. 19 159 IV) du 30 octobre 1959, font partie intégrante de l'enseignement aux termes de la loi d'orientation sur l'enseignement technologique (n° 71-577) du 16 juillet 1971. Si les programmes du B. E. P. « Agent de transport », annexés à l'arrêté de création en date du 7 mai 1971 ne prévoient pas explicitement de stage dans le déroulement de la scolarité, il n'en excluent nullement la possibilité. Enfin, aucune disposition réglementaire n'oblige la tenue de ces stages pendant les vacances scolaires. Au contraire, extrêmement profitables pour les élèves, ils paraissent particulièrement souhaitables au mois de juin, selon les propositions et sur l'accord de la profession et des enseignants. Ceux-ci sont en effet, durant cette période de l'année, retenus par la correction des épreuves

d'examen ; ils ne peuvent pratiquement assumer en totalité leur enseignement. Les élèves auraient donc, en faisant des stages professionnels dans des entreprises pendant le mois de juin, une initiation pratique et enrichissante dans la profession, sous la responsabilité de l'école, au lieu de se voir obligés de rester à domicile dès le début de ce mois de l'année. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne ce problème.

Enseignants : application effective du droit à la formation continue en mathématiques.

41553. — 20 octobre 1977. — **M. Ralite** proteste auprès de **M. le ministre de l'éducation** contre la décision de réduire de 20 p. 100 les moyens attribués aux I. R. E. M. en 1977-1978. Les I. R. E. M. constituent la seule structure officielle permettant la formation continue des enseignants à l'université. Cette structure offre aux enseignants de tous ordres d'enseignement la possibilité de participer ensemble à des travaux en équipe sur l'enseignement des mathématiques. Cette mesure autoritaire est d'autant plus incompréhensible qu'elle intervient à un moment où la mise en place des nouveaux programmes exige au contraire un effort de formation continue dans ce domaine comme dans tous les autres. Il lui demande de bien vouloir rapporter cette mesure sans délai et quelles mesures il compte prendre d'une manière générale pour que soit reconnu et appliqué aux enseignants le droit à la formation continue dont ils ont besoin.

Santé : crédits affectés à la santé dans chacun des départements de la Région Rhône-Alpes pour 1977.

41555. — 20 octobre 1977. — **M. Houël** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il peut lui indiquer quels ont été les crédits affectés à la santé dans chacun des départements de la région Rhône-Alpes pour l'année 1977. Il attacherait de l'importance à ce que la somme de ces crédits soit détaillée de manière à pouvoir situer la part relative dans chacun de ces départements à la santé et à la petite enfance.

Emploi : mesures tendant au maintien de l'activité à Amplepuis, Cours et Thizy (Loire).

41556. — 20 octobre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur la situation dramatique qui se développe dans le secteur économique de Thizy, Cours, Amplepuis, directement touché par la crise du textile. Ces communes ont par le passé traditionnellement contribué au développement de cette industrie. Aujourd'hui, le sort des travailleurs de ces communes, l'économie locale, le sort de la population entière sont dangereusement compromis et ne peuvent faire les frais d'une politique uniquement tournée vers les intérêts monopolistes, qui pèsent lourdement sur la vie de la nation. Il est urgent et nécessaire d'éviter l'asphyxie de ce secteur de production par des investissements nouveaux et par une aide spéciale gouvernementale, tout en évitant d'autre part la liquidation des Tissages roannais d'Amplepuis et les licenciements projetés à l'hôpital de Cours. Ces deux menaces sur l'emploi contribuent à dégrader un peu plus la situation en rejetant au chômage les travailleurs de ces branches. Il lui demande quelles mesures immédiates et urgentes il entend prendre afin d'éviter la dégradation inquiétante de la situation économique de ce secteur en lui accordant les moyens financiers nécessaires et en favorisant l'investissement compromis par la crise du textile.

Auxiliaires médicaux : agrément de la sécurité sociale pour les titulaires du B. T. S. de podopod-orthésiste.

41558. — 20 octobre 1977. — **M. R. Vizez** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur la situation des titulaires du B. T. S. de podopod-orthésiste qui ne peuvent obtenir l'agrément de la sécurité sociale pour exercer leur profession. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'agrément soit accordé à ces jeunes titulaires de ce diplôme d'Etat.

Vin (vins espagnols concurrençant les vins français dans les départements d'outre-mer).

41562. — 20 octobre 1977. — **M. Beyou** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est exact que l'Espagne exporte en ce moment vers les départements d'outre-mer des vins de 11°5, au prix de 152 pesetas, soit, au cours actuel, 0,87 franc le litre, avec une taxe compensatoire de 10 p. 100 seulement. Il lui signale que les exportateurs français, pour un vin de même degré qualité, payent

ce vin à la propriété 1,26 franc le litre, auquel s'ajoutent les frais d'expédition et de transport. Si ces faits sont exacts, il estime inadmissible que les vins espagnols, qui ne bénéficient pas de la préférence communautaire, puissent faire une concurrence désastreuse aux vins français et ce, d'autant plus, que ces derniers ne bénéficient pas dans les départements d'outre-mer de la prime de restitution à l'exportation des vins.

Industrie sidérurgique (Boulogne, Acieries Paris-Outreau).

41563. — 20 octobre 1977. — **M. Duplet** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation critique des Acieries Paris-Outreau de Boulogne. Cette entreprise qui emploie 2 800 personnes, soit près de 22 p. 100 des actifs industriels de Boulogne, est le premier producteur européen de ferro-manganèse et de silico-manganèse. La direction des Acieries Paris-Outreau vient de décider la fermeture d'une des trois unités de production. 420 travailleurs vont de ce fait être licenciés, soit 15 p. 100 des effectifs de l'entreprise. Il lui demande en conséquence quels sont les motifs qui poussent cette entreprise à fermer de façon brutale cette unité de production et quelles mesures entend prendre le Gouvernement dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique pour remédier au problème de l'emploi dans la région du Boulonnais déjà durement touchée par la crise que traversent les pêches maritimes.

Impôts sur le revenu (conséquences de l'assujettissement des notaires entrant dans le champ d'application de la T. V. A. au régime des B. I. C.)

41564. — 20 octobre 1977. — **M. Richomme** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les conséquences qu'entraînerait l'assujettissement aux bénéfices industriels et commerciaux des notaires entrant dans le champ d'application de la T. V. A. Il lui rappelle que le caractère commercial de ces activités découlerait de l'article 35 du code général des impôts qui dispose : « présentent également le caractère de bénéfices industriels et commerciaux, pour l'application de l'impôt sur le revenu, les bénéfices réalisés par les personnes physiques désignées ci-après : 1° personnes qui, habituellement, achètent en leur nom, en vue de les revendre, des immeubles, des fonds de commerce, des actions ou parts de sociétés immobilières ou qui, habituellement, souscrivent, en vue de les revendre, des actions ou parts créées ou émises par les mêmes sociétés. Ces personnes s'entendent notamment de celles qui achètent des biens immeubles, en vue d'édifier un ou plusieurs bâtiments et de les revendre, en bloc ou par locaux ; 2° personnes se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat, la souscription ou la vente de biens visés au 1° ». Il lui expose en premier lieu que ces dispositions ne font aucune mention au sujet des opérations d'encaissement de loyers ou de revenus pour le compte de clients ; en second lieu, pour que les dispositions du présent article trouvent à s'appliquer, il faudrait donc considérer que les opérations visées par l'administration ne sont pas directement liées à l'activité publique ou ministérielle des notaires, ce qui paraît sans objet et contraire à la réglementation en vigueur puisque la tarification de cette activité est prévue dans le barème de la taxe qui fait l'objet de l'agrément du ministre de l'économie et des finances et qu'elle entre dans le domaine où s'exerce le contrôle de la chambre de discipline. Enfin, attribuer un caractère commercial à ces travaux irait à l'encontre de notre législation, la réalisation d'actes de commerce étant interdite aux notaires. En outre, le classement au titre des B. I. C. d'une partie des revenus contraindra les intéressés à opérer une distinction artificielle entre les revenus qui proviennent tous pourtant de l'exploitation de leur charge. Il en résulterait également de nombreuses difficultés et les charges nouvelles au plan des obligations comptables. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre afin que soient évitées ces difficultés prévisibles dans l'intérêt de la profession et des pouvoirs publics.

Taxe professionnelle (modalités d'imposition d'une société sinistrée par un incendie).

41565. — 20 octobre 1977. — **M. Richomme** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le cas d'une société occupant 125 personnes et dont la presque totalité de ses moyens de production, immeuble, matériels et stocks, a été détruite lors d'un incendie en juillet 1975. Depuis cette date, cette même société a reconstitué son patrimoine à l'aide des indemnités d'assurances et grâce au recours à des emprunts importants. Par ses efforts et son dynamisme, cette société a reconstitué et augmenté son effectif, malgré les difficultés économiques elle a participé à la lutte contre le chômage. Cependant, la valeur de remplacement des immobilisations étant supérieure à leur valeur comptable, au

moment du sinistre, les indemnités versées par les assurances, bien qu'insuffisantes, ont dégagé des plus-values fictives, mais néanmoins imposables à court et long terme. De plus, la taxe professionnelle de cette société, établie sur la valeur nouvelle des moyens de production, s'est trouvée injustement réévaluée alors qu'elle supporte déjà la taxation de ses plus-values fictives. Il lui expose que si une fatalité n'avait pas détruit son patrimoine, cette société aurait supporté une taxe professionnelle établie sur ses anciennes valeurs, soit un impôt d'environ 400 p. 100 moins élevé avant érétement. En conséquence, il lui demande si en pareil cas, la valeur des biens à retenir pour définir la base de la taxe professionnelle, il ne serait pas souhaitable d'établir une différence entre la modernisation volontaire et la reconstitution.

Notaires (assujettissement à la taxe d'apprentissage).

41566. — 20 octobre 1977. — M. Richomme demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de bien vouloir lui indiquer selon quels principes et dans quels cas la taxe d'apprentissage devra être acquittée par les notaires pour leurs activités relevant de la taxe à la valeur ajoutée.

Allocation logement : ajustement de celle-ci aux variations de loyer résultant d'un déménagement d'une personne âgée.

41567. — 20 octobre 1977. — M. Berberot expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 3 du décret n° 72-527 du 29 juin 1972 concernant l'allocation de logement à caractère social prévoit que les personnes relogées par suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique, ou d'une opération d'aménagement, ou de rénovation urbaine, ou de restauration peuvent obtenir une allocation calculée de façon à couvrir la différence entre le loyer principal acquitté antérieurement, déduction faite de l'allocation allouée précédemment et le nouveau loyer principal qui leur est réclamé (ramené au plafond le cas échéant). Il attire son attention sur la situation des personnes âgées qui habitent dans un immeuble ancien démuné d'ascenseur et que leur âge ou une infirmité contraint à éviter de sortir de chez elles en raison d'un escalier souvent vétuste et dangereux. Il arrive, dans ce cas, que les intéressés sollicitent de leur propriétaire l'attribution d'un logement au rez-de-chaussée, ou aux étages inférieurs. Lorsqu'elles obtiennent ce logement, elles voient alors leur loyer augmenter dans des proportions considérables, et qu'il atteint quatre à cinq fois le loyer précédent, alors que le montant de leur allocation de logement ne varie sensiblement pas. Il lui demande si des dispositions analogues à celles qui figurent à l'article 3 du décret du 29 juin 1972 susvisé ne pourraient être prises en faveur des personnes âgées dont le loyer augmente dans les conditions indiquées ci-dessus, afin que leur allocation de logement couvre la différence entre le loyer ancien et le loyer nouveau.

Alsace-Lorraine.

41568. — 20 octobre 1977. — M. Henri Ferretti attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que les déportés internés titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance peuvent obtenir leur retraite dès l'âge de cinquante-cinq ans (loi du 12 juillet 1977). Il lui demande si la même possibilité peut être ouverte pour les alsaciens-lorrains incorporés de force dans l'armée allemande et pour les internés du camp de Tambow ou des camps de représailles de Rawa Ruska et camps annexes.

Chômage (modalités d'application de l'accord relatif à la garantie de ressources aux salariés de plus de soixante ans privés d'emploi).

41569. — 20 octobre 1977. — M. Ferretti attire l'attention de M. le ministre du travail sur les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1972 ayant institué une garantie de ressources en faveur des salariés de l'industrie et du commerce privés d'emploi pour motif économique. Au terme de cet accord, ne peuvent bénéficier de la garantie de ressources de 70 p. 100 que les travailleurs qui ont fait liquider leur pension de vieillesse de la sécurité sociale après la rupture du contrat de travail. Si une telle liquidation a été opérée avant la rupture, le montant cumulé de la garantie et des avantages vieillesse ne peut excéder 70 p. 100 du salaire de référence. Par avantage vieillesse, la commission paritaire nationale de l'Unédic a décidé qu'il y avait lieu d'entendre tout avantage présentant un caractère viager et acquis à titre personnel. Cette interprétation a été confirmée par ladite commission dans sa séance du 22 juin 1977 pour l'application de l'accord national du 13 juin 1977 instituant une garantie de ressources pour les salariés âgés de soixante ans et plus qui démissionneraient volontairement de leur emploi. Il lui demande en vertu de quelles règles juridiques une institution paritaire privée

comme l'Unédic peut introduire dans un texte contractuel des clauses supprimant ou limitant les effets dudit accord aux titulaires d'avantages viagers relevant de la dette publique comme c'est notamment le cas de ceux acquis au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Chômage (modalités d'application de l'accord relatif à la garantie de ressources aux salariés de plus de soixante ans privés d'emploi).

41570. — 20 octobre 1977. — M. Ferretti attire l'attention de M. le ministre du travail sur l'accord national interprofessionnel du 13 juin 1977 ayant fait l'objet de l'agrément de son ministère par arrêté du 9 juillet 1977 publié au *Journal officiel* du 10 juillet 1977. Aux termes de la circulaire Unédic n° 77-21 du 20 juillet 1977, sont exclus du bénéfice de la garantie de ressources les salariés qui font liquider leur pension de vieillesse après la rupture du contrat de travail; qui sont susceptibles de bénéficier d'une pension de vieillesse de la sécurité sociale au taux applicable à soixante-cinq ans et de la retraite complémentaire liquidée sans qu'il soit fait application d'un coefficient d'anticipation. Cette dernière disposition vise essentiellement les salariés qui pourraient prétendre à leur pension de vieillesse au taux plein en raison de leur qualité de déporté résistant, de prisonnier de guerre ou d'ancien combattant. Elle a pour effet de rendre pratiquement inopérant l'accord du 13 juin 1977 dont l'objet était de permettre le départ volontaire d'un nombre important de salariés âgés en vue de favoriser l'embauche des jeunes. En effet, les salariés qui pourraient prétendre au bénéfice de cet accord sont nés entre 1914 et 1917 et de ce fait ont, dans leur grande majorité, été mobilisés au cours de la Seconde guerre mondiale et pour une grande partie d'entre eux passé plusieurs années en captivité. De ce fait, c'est presque la quasi totalité des salariés entrant dans cette tranche d'âge qui sont exclus de la garantie de ressources puisqu'ils sont à même de pouvoir faire liquider leur pension de vieillesse de la sécurité sociale en qualité d'ancien combattant, ce qui justifie le peu d'empressement des intéressés âgés de soixante ans et plus à quitter leur emploi. Il lui demande quelles dispositions il compte adopter pour faire en sorte que l'accord du 13 juin 1977 atteigne effectivement son objectif.

Fonctionnaires (incompatibilités avec des activités dans le secteur privé).

41571. — 20 octobre 1977. — M. Gilbert Mathieu expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) que l'article 175-1 du code pénal interdit à tout fonctionnaire chargé, à raison même de sa fonction, de la surveillance ou du contrôle d'une entreprise privée, de prendre ou de recevoir, pendant un délai de cinq ans à compter de la cessation de sa fonction, une participation par travail, conseil ou capitaux dans cette entreprise ou dans une entreprise qui lui est liée. Cet article, issu de l'article 111 de la loi de finances du 23 décembre 1960, qui a modifié l'article 175 ancien du code pénal, notamment en supprimant l'adjectif « direct » qui qualifiait la surveillance ou le contrôle, entraîne une extension de la portée de l'article 175-1 du code pénal qui peut être ainsi appliqué, par exemple, à un directeur des impôts chargé du contrôle fiscal, à un inspecteur principal chargé de la direction d'une brigade de vérifications, d'un seul fait qu'ils contrôlent, par l'intermédiaire des agents placés sous leur autorité, c'est-à-dire indirectement, des entreprises privées. La loi pénale étant d'interprétation stricte et l'interdiction de l'article 175-1 du code pénal se définissant en considérant les rapports ayant existé entre un fonctionnaire et une entreprise privée, il lui demande de lui indiquer si, dans les trois cas ci-après exposés, un inspecteur des impôts qui envisagerait de démissionner de sa fonction et de prendre un emploi salarié au sein d'un cabinet de conseil juridique et fiscal, se trouverait en infraction avec les dispositions de l'article 175-1 du code pénal, étant précisé qu'il n'aurait pas vérifié ledit cabinet et que le contrat de travail qui le lierait à son employeur excluerait formellement pendant cinq années son intervention dans des dossiers d'entreprises qu'il aurait vérifiées ou sur lesquels il aurait émis un avis: 1° Inspecteur des impôts affecté dans une brigade de vérifications générales dépendant d'une direction régionale et qui a compétence, dans les principes, en vertu de l'arrêté du 12 février 1971, article 2 (*Journal officiel* du 18 février 1971) pour vérifier « les entreprises industrielles et commerciales de toute nature dont le siège est où le principal établissement est situé dans le ressort de cette direction, les entreprises industrielles ou commerciales appartenant au même groupe d'intérêts que les précédentes, quel que soit le lieu de leur siège », soit une compétence qui peut couvrir l'ensemble du territoire national. Il est indiqué que le cabinet dans lequel ce fonctionnaire envisagerait d'entrer n'est pas situé dans la partie de la région qui constitue la circonscription relevant en fait de la brigade dont il dépend. 2° Inspecteur des impôts affecté au service du « contrôle fiscal » dans une direction régionale. Le cabinet dans lequel ce fonctionnaire envisagerait d'entrer est situé dans l'un des départements relevant de ladite direction

régionale. 3° Inspecteur des impôts affecté dans une brigade de vérifications dépendant de la direction des vérifications nationales et qui a compétence, en vertu du décret visé plus haut, pour vérifier notamment les entreprises industrielles et commerciales sur l'ensemble du territoire national.

Charbon (reprise de l'exploitation des bassins houillers français).

41572. — 20 octobre 1977. — M. Bayard expose à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, qu'au cours des dernières années, la politique des ressources énergétiques a été axée sur l'utilisation de plus en plus intensive du pétrole. Les événements de ces trois années écoulées démontrent que ce type d'énergie va coûter de plus en plus cher. C'est une des raisons pour laquelle d'autres ressources sont recherchées. Les plans d'abandon progressif de l'utilisation du charbon ne devraient-ils pas être revus. Ne conviendrait-il pas d'encourager les usagers domestiques à maintenir et à conserver leurs moyens de chauffage. Dans le cadre de la politique menée en faveur des économies d'énergie sur le plan industriel ne pourrait-on encourager certains types d'industrie à revenir à l'utilisation de la houille et de ses dérivés. Il semble en effet que la différence de prix entre les moyens d'énergie soit de moins en moins sensible, et que certains impératifs financiers valables il y a quelques années, soient de moins en moins certains. Il lui est donc demandé s'il n'entre pas dans ses vues de réanimer l'exploitation des bassins français, ce qui sur ailleurs ne manquerait pas d'avoir des incidences favorables sur le problème de l'emploi.

Industrie électrique (menace de licenciements à l'entreprise Mecid d'Issoudun [Indre]).

41574. — 21 octobre 1977. — M. Lemoine expose à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat que l'entreprise Mecid d'Issoudun, importante usine d'instrumentation électromécanique et électronique entend licencier dans les prochaines semaines plus de 10 p. 100 de son effectif total dont une première tranche de cinquante travailleurs à son usine d'Issoudun. Cette décision concerne une entreprise de production décentralisée et située dans une localité déjà fortement touchée par le chômage et le sous-emploi. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour empêcher les licenciements prévus.

Bureaux d'aide sociale (exonération de la taxe sur les salaires).

41575. — 21 octobre 1977. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) la loi n° 68-1043 du 29 novembre 1968 qui exonère de la taxe sur les salaires les salaires versés par les collectivités locales et leurs établissements publics. Néanmoins, les bureaux d'aide sociale sont toujours assujettis à cette taxe sur les salaires. La vocation principale de ces bureaux d'aide sociale étant avant tout, par essence, le service de prestations sociales, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour envisager l'exonération des bureaux d'aide sociale du versement de la taxe sur les salaires actuellement au taux de 4,25 p. 100.

Etablissements secondaires (nomination de deux professeurs techniques à la S. E. S. du collège des Prunais à Villiers-sur-Marne [Val-de-Marne]).

41576. — 21 octobre 1977. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le grave préjudice subi par les élèves de troisième et de quatrième de la section d'éducation spécialisée du C. E. S. des Prunais à Villiers-sur-Marne. Ces élèves sont en effet privés depuis un mois de cours d'atelier, correspondant à la moitié de leur emploi du temps, faute de professeurs. Une telle situation est d'autant plus grave que les élèves de la S. E. S. sont précisément ceux qui ont le plus grand besoin d'une pédagogie suivie et efficace, l'application des normes officielles rend nécessaire la nomination de deux professeurs techniques de l'enseignement professionnel, l'un dans un poste existant mais non pourvu, l'autre dans un poste à créer. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre en ce sens.

Retraite anticipée (bénéfice au profit des agents des établissements publics et des collectivités locales non titulaires).

41578. — 21 octobre 1977. — M. Marchais attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des agents civils non fonctionnaires de l'Etat, employés dans les établissements publics administratifs ou collectivités locales, face à leurs possibilités de départ à la retraite à soixante ans. Ces agents ne bénéficiant pas du statut des fonctionnaires ne peuvent bénéficier comme ces der-

niers d'un départ en retraite à soixante ans. D'autre part, l'Etat n'étant pas signataire de l'accord sur la préretraite du 13 juin 1977, signé entre les représentants du C. N. P. F. et les confédérations syndicales, ces agents se trouvent dans une situation particulière et ne peuvent donc bénéficier d'aucune des positions tendant à améliorer la situation de l'emploi.

Mairies et adjoints (interdiction signifiée à un adjoint ou maire du Havre d'assister à une réunion de parents d'élèves).

41580. — 21 octobre 1977. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait qu'un adjoint au maire du Havre s'est vu officiellement, et par écrit, refuser l'accès d'un C. E. S. pour assister à une réunion de parents d'élèves à laquelle il avait été convié. Il lui demande de bien vouloir préciser la position du Gouvernement sur cette importante question qui pose essentiellement le problème de la liberté pour des élus municipaux d'assister à des réunions de parents d'élèves dans des établissements scolaires.

Handicapés (conséquences du déconventionnement des établissements de l'enfance inadaptée).

41582. — 21 octobre 1977. — M. Jourdan expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'il vient d'être saisi par de nombreuses associations privées à but non lucratif, gestionnaires d'établissements de l'enfance inadaptée, par de nombreux directeurs et membres du personnel de ces établissements d'une situation de fait dont la gravité ne saurait lui échapper. Ces établissements ont reçu dans le courant du mois d'août une lettre recommandée de la C. R. A. M., leur signalant le déconventionnement avec la sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 1978, et ce au titre de l'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Aujourd'hui, les mêmes établissements se voient retourner de la part de l'organisme payeur les états de frais de la période échue du mois de septembre, ainsi que les prolongations de séjours demandées jusqu'au 31 décembre 1977. Cette situation est intolérable, car en vertu de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées votée le 30 juin 1975, on aboutit à une mise en application de cette loi en délaissant des intéressés, des personnels et des parents. Les allocations servies sont inférieures aux prestations antérieures à la loi. L'Etat en n'assurant pas la responsabilité financière qui lui revient dans la prise en charge de « l'obligation éducative », comme il s'y est engagé depuis le vote de la loi d'orientation le 30 juin 1975, met la sécurité sociale en situation « légale » de refuser la prise en charge d'un financement qui, à juste titre, ne lui revient pas. Les établissements sont menacés de déconventionnement sans qu'une nouvelle modalité de financement soit applicable. Les institutions ignorent aujourd'hui le budget prévisionnel qu'elles doivent déposer en préfecture avant le 31 octobre 1977. Elles ignorent encore la réglementation et le financement dont elles bénéficieront au 1^{er} février 1978. En tout état de cause, l'analyse se vérifie, à laquelle nous procédions lors de la discussion de la loi en décembre 1974 et mai 1975. Il apparaît de plus en plus nettement que la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées se traduit par plus d'instabilité, plus de ségrégation et plus d'autoritarisme dans un secteur où se retrouvent les enfants, les adultes et les parents en grande difficulté et souvent les plus démunis. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour que : 1° les états de frais du mois de septembre et ceux des mois à venir soient sans délais versés aux établissements par les organismes payeurs. Il y va, en effet, de la prise en charge des enfants, de la survie des établissements, de leur équilibre financier; du respect du désir des parents qui ont accepté la prise en charge soignée et éducative de leurs enfants dans ces établissements; 2° les prolongations de séjours soient également accordées sans délais et qu'elle lui fasse part, clairement, de quelle façon l'Etat va assumer l'engagement pris depuis plus de deux ans d'assurer conformément à la loi « l'obligation éducative » de tous nos enfants handicapés ou non. Il lui rappelle, en outre, qu'en opposition à la notion « d'obligation scolaire » que nous avons défendue lors de la discussion de la loi d'orientation, le Gouvernement a imposé le flou de « l'obligation éducative » et qu'aujourd'hui se vérifie l'impression qu'en abandonnant ses responsabilités, l'Etat organise la prise en charge des handicapés par des « garderies » privées des personnels qualifiés et indispensables.

Impôt sur le revenu (suppression de l'obligation de perception des impôts pour les employeurs de salariés étrangers saisonniers).

41584. — 21 octobre 1977. — M. Balmigère attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les dispositions émanant de la loi du 29 décembre 1976 complétée par le décret du 28 mars 1977 fixant l'obligation aux employeurs de retenir l'impôt sur le revenu des salariés étrangers saisonniers. Ces dispo-

sitions sont source de nombreuses difficultés avec la main-d'œuvre. Elles alourdissent la charge des employeurs dans une période où le revenu général des viticulteurs s'est effondré. Il apparaît d'autre part anormal d'imputer aux employeurs la perception des impôts en lieu et place des services fiscaux. Il lui demande s'il n'envisage pas l'abolition de cette disposition.

Impôt sur le revenu (suppression de l'obligation de perception des impôts pour les employeurs de salariés étrangers saisonniers).

41585. — 21 octobre 1977. — M. Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions émanant de la loi du 29 décembre 1976 complétée par le décret du 28 mars 1977 fixant obligation aux employeurs de retenir l'imposition sur le revenu des salariés étrangers saisonniers. Ces dispositions sont source de nombreuses difficultés avec la main-d'œuvre. Elles alourdissent la charge des employeurs dans une période où le revenu général des viticulteurs s'est effondré. Il apparaît, d'autre part, anormal d'imputer aux employeurs la perception des impôts au lieu et place des services fiscaux. Il lui demande s'il n'envisage pas l'abolition de cette disposition.

Tourisme social: nombre de dossiers en instruction.

41588. — 21 octobre 1977. — M. Claude Weber demande à M. le ministre de la culture et de l'environnement de lui faire connaître le nombre de dossiers de tourisme social qui sont en instruction dans ses services et qui n'ont pas encore à ce jour reçu de réponse.

Fonctionnaires: traduction d'un inspecteur du Trésor devant le conseil de discipline présidé par le directeur de la comptabilité publique.

41589. — 21 octobre 1977. — M. Millet tient à attirer à nouveau l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le cas d'un inspecteur du Trésor traduit devant un conseil de discipline pour avoir pris position en tant que citoyen à l'occasion des élections municipales de Saint-Hippolyte-du-Fort. Il lui fait remarquer que, contrairement à ce qui a été dit, le conseil de discipline n'était pas présidé par un magistrat mais par le directeur de la comptabilité publique. Ce haut fonctionnaire a expressément revendiqué l'initiative des poursuites; il disposait, comme président, d'une « voix prépondérante » dont la mise en jeu a permis à la parité administrative de faire prévaloir son point de vue contre l'opposition unanime de la parité syndicale. C'est encore le même fonctionnaire qui, par délégation du ministre, serait habilité à prendre l'arrêté d'application de la sanction obtenue dans des conditions peu compatibles avec les règles qui prévalent en matière d'indépendance ou de paritarisme. En conséquence, pour soustraire ce fonctionnaire à l'arbitraire et à la vindicte d'un supérieur hiérarchique, il lui demande d'intervenir, comme il s'était d'ailleurs engagé à le faire devant les organisations syndicales, lorsque tous les éléments d'information seraient réunis et examinés par le conseil de discipline.

Industrie de la chaussure (protection contre la concurrence sauvage de certains pays).

41591. — 21 octobre 1977. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, quelle est la position du Gouvernement à la suite des demandes de l'industrie européenne de la chaussure en vue de protéger ce secteur contre la concurrence sauvage de certains pays, notamment Taiwan et Corée du Sud, ainsi que plusieurs démocraties populaires qui subventionnent l'exportation. Il lui rappelle que l'industrie de la chaussure est une industrie de main-d'œuvre, et que tout ralentissement aurait donc une conséquence importante sur l'emploi de cette branche.

Impôt sur le revenu (doctrine en matière d'imposition ou réel d'un agriculteur ayant constitué un G. A. E. C. ne jouissant pas du régime fiscal préférentiel).

41592. — 21 octobre 1977. — M. Delhalle demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de bien vouloir préciser la doctrine qu'il entend appliquer, en matière de bénéfice réel agricole, sur le problème suivant: un agriculteur, qui se livre exclusivement à des productions végétales à caractère saisonnier, a constitué, avec un de ses enfants le 1^{er} août 1976, un groupement agricole d'exploitation en commun (G. A. E. C.) ne jouissant pas du régime fiscal préférentiel généralement accordé à ce genre de groupement. Au cours des sept premiers mois de 1976, cet agriculteur a encaissé individuellement 280 000 francs (toutes taxes comprises) de recettes, provenant de la vente de ses récoltes de 1975 à hauteur de 195 000 francs, et de ses récoltes de juillet 1976, pour 95 000 francs. Il fait

apport à ce G. A. E. C., au 1^{er} août 1976: de ses stocks de denrées agricoles pour 6 000 francs; et de ses récoltes en terre pour 162 000 francs. Au cours des cinq derniers mois de 1976, le G. A. E. C. encaisse les recettes provenant de la vente des récoltes apportées par cet exploitant. La quote-part de recettes du G. A. E. C. afférente à ces récoltes, qui revient à cet agriculteur pour cette période, s'élève à 166 000 francs. Pour déterminer si cet agriculteur a dépassé ou non la limite maximale de 500 000 francs telle qu'elle est définie par l'article 69-A-I du code général des impôts, ne serait-il pas opportun de faire abstraction du montant de ses apports de denrées agricoles et récoltes sur pied au G. A. E. C. Il apparaît en effet que pour cet agriculteur, c'est la même récolte qui est d'abord apportée au G. A. E. C., puis vendue par ce dernier. Par ailleurs, ce genre de groupement exige la participation effective des associés au travail en commun, et il ne doit pas avoir pour effet, selon l'article 7 de la loi n° 62-917 du 8 août 1962, de mettre ceux-ci dans une situation inférieure à celle des autres chefs d'exploitation agricole. Y a-t-il lieu, à cet égard, de traiter différemment les apports faits à titre pur et simple des apports à titre onéreux. Enfin, comment devrait-on envisager ces deux questions au cas où ce G.A.E.C. aurait été admis au bénéfice du régime préférentiel.

Pensions de retraite civiles et militaires (validation des années de travail dans un service public ou nationalisé considéré comme protégé par l'ennemi).

41594. — 21 octobre 1977. — M. Labbé rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'aux termes de l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 2 août 1950 ne peuvent prétendre à la qualité de réfractaires les personnes qui, pour se soustraire au service obligatoire du travail pendant la dernière guerre, auraient réussi à se faire engager dans une administration, service public ou entreprise considérée comme protégée par l'ennemi et non soumise à la réquisition de main-d'œuvre. Cette disposition ôte aux fonctionnaires la possibilité de faire valider, pour la retraite, le temps passé dans un service public ou nationalisé et pendant lequel ils ne se sont pas soumis aux contraintes de l'ennemi. Il lui demande en conséquence d'étudier la possibilité d'inclure ce temps d'activité dans la durée des services à prendre en considération pour la détermination des droits à la retraite.

Protection civile (remboursement par la sécurité sociale des frais de transport des blessés par les véhicules de secours aux blessés mis à la disposition des corps de sapeurs-pompiers).

41596. — 21 octobre 1977. — M. Raynal attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la part croissante des dépenses de secours aux blessés dans le budget de fonctionnement des services de secours et d'incendie. Il est de règle, pour les sapeurs-pompiers, de dispenser gratuitement sur les lieux mêmes d'un accident les premiers secours. Cependant un phénomène nouveau est intervenu depuis de nombreuses années: le renforcement et la multiplicité des centres de secours et des corps de première intervention, la disponibilité des sapeurs-pompiers, leur qualification, le fait qu'ils disposent d'un matériel perfectionné, et notamment de véhicules de secours aux blessés (V.S.A.B.) adaptés à ce type d'intervention, ont pour conséquence un élargissement de leur mission, qui s'étend au transport des blessés depuis le lieu de l'accident jusqu'aux établissements hospitaliers les plus proches. On peut avancer qu'actuellement les trois quarts des transports de blessés s'effectuent par les sapeurs-pompiers. Cette action est éminemment souhaitable si l'on tient compte que la rapidité des secours est un élément essentiel à la survie. Elle est d'ailleurs indispensable dans les régions de montagne, aux communications difficiles, avec habitat dispersé, où les corps de sapeurs-pompiers sont nécessairement les premiers sur les lieux, le transport étant alors la suite obligée des secours sur place. Or ces transports constituent une lourde charge pour les collectivités locales. La sécurité sociale accepte de rembourser les frais de transport par les ambulanciers privés, qui ne disposent pas toujours du matériel adéquat et du personnel qualifié. Les transports par le service d'aide médicale d'urgence des hôpitaux (S.A.M.U.) sont également inclus dans les dépenses prises en compte par la sécurité sociale. Cependant cette dernière, jusqu'à présent, se refuse à opérer le remboursement des frais de transport des blessés par les centres de secours de sapeurs-pompiers. En décembre 1974, répondant à une question écrite sur le même sujet, le ministre de l'intérieur faisait savoir qu'une étude était en cours pour déterminer les conditions dans lesquelles il serait possible de demander un remboursement de ces transports, qui ne devraient pas être considérés comme différents de ceux précédemment évoqués. Il lui demande donc les conclusions de cette étude, une solution à ce problème s'avérant de plus en plus urgente devant l'accroissement du nombre et du coût des transports des blessés par les sapeurs-pompiers supportés, intégralement, et sans raison justifiée, par les collectivités locales.

La Guadeloupe (résultats de l'étude menée sur le coût de l'opération d'évacuation de la région de la Soufrière).

41598. — 21 octobre 1977. — M. Henri Michel rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que dans la réponse qui a été faite le 9 juillet 1977 à sa question n° 34925 du 15 janvier 1977 concernant le coût de l'opération d'évacuation de la Soufrière en Guadeloupe, il a été indiqué qu'une étude exhaustive était en cours. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître si cette étude est achevée et, dans l'affirmative, de lui donner les précisions demandées.

Camping : droit d'accès de campeurs non assurés dans un camping et détermination de la responsabilité en cas de dommages.

41601. — 21 octobre 1977. — M. Huyghues des Etages appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur les conséquences, pour les municipalités, des dommages causés par des campeurs non assurés. Il lui demande de lui préciser si, dans le cas où ceux-ci causent des dégâts aux installations des autres campeurs ou provoquent un accident corporel, la victime est fondée à se retourner contre la municipalité propriétaire du camping. La municipalité peut-elle ou doit-elle alors refuser l'entrée du camping aux campeurs non assurés.

Musées : répartition des crédits entre les musées de Paris et ceux de la province.

41603. — 21 octobre 1977. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur certains aspects du budget de la culture pour 1978. Les crédits consacrés aux musées connaissent une assez forte progression par rapport aux budgets précédents, dramatiquement insuffisants. Il lui demande en conséquence de lui préciser dans quelle mesure cette augmentation permettra réellement aux conservateurs un redéploiement de leurs activités et atténuera le fossé entre les équipements parisiens, et notamment le centre Pompidou et les musées de province ou des environs de Paris.

Assurance maladie : conséquences de l'augmentation du ticket modérateur pour les actes de rééducation pratiqués par les professionnels libéraux.

41604. — 21 octobre 1977. — M. Gravelle appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de l'augmentation du ticket modérateur pour les actes de rééducation prodigués par les professionnels libéraux. Il semblerait en effet que cela ait entraîné des hospitalisations plus nombreuses. Le remboursement étant alors plus important. En conséquence, il lui demande, compte tenu du coût élevé d'une journée d'hospitalisation pour la sécurité sociale, s'il ne serait pas préférable de modifier le décret du 5 février 1977 et de rembourser convenablement les soins pratiqués par des professions libérales.

Commerçants et artisans : mesures pour améliorer leur situation.

41606. — 21 octobre 1977. — M. André Billoux rappelle à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat les engagements pris lors du vote de la loi Royer tendant à établir en 1978 l'égalité fiscale et sociale pour les artisans et commerçants. Le secteur des métiers et du commerce de détail qui compte en France 15 p. 100 de la population active constitue un secteur de l'économie dans les domaines les plus diversifiés et qui touche l'ensemble du territoire dans les lieux les plus reculés, l'aspect humain n'étant pas négligeable. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire bénéficier cette catégorie sociale de mesures propres à encourager le développement de ce secteur, et pour améliorer la condition de l'artisan et du commerçant.

Viticulture (extension du périmètre de franchise pour le transport de la vendange et des vins destinés à la consommation familiale).

41609. — 21 octobre 1977. — M. Ver appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les difficultés que rencontrent les viticulteurs pour le transport de la vendange et des vins destinés à la consommation familiale, notamment les viticulteurs adhérents des caves coopératives domiciliés en dehors du périmètre de franchise. Malgré des demandes répétées, aucune modification n'est intervenue dans cette réglementation injuste, qui pénalise de nombreux viticulteurs. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas donner les instructions pour : 1° étendre la zone de circulation en

franchise à tout le département de Tarn-et-Garonne ainsi qu'aux cantons limitrophes des départements voisins ; 2° assurer la simplification du laisser-passer n° 8163-3.

Impôts (augmentation du plafond de déductibilité des frais généraux des exercices clos des entreprises).

41510. — 21 octobre 1977. — M. Mayoud expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'en application de la loi n° 75-1232 du 29 décembre 1976, en son article 65, pour les exercices clos en 1977, la fraction des frais généraux des entreprises visée aux paragraphes B et F de l'article 39-5 du code général des impôts, qui excède 125 p. 100 du montant moyen de ces frais pour les exercices arrêtés en 1974 et 1975, est exclue des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Il lui demande s'il ne croit pas juste que l'application de ce texte ne puisse être modulée en tenant compte notamment des créations d'emplois pour une entreprise qui, par exemple en 1975, aurait créé des emplois nouveaux et, au cours de l'année 1976, doublé son chiffre d'affaires ; ou encore pour toute entreprise ayant créé, au cours des années 1976 et 1977, des emplois nouveaux entraînant une augmentation sensible de leur chiffre d'affaires.

Paris

(suppression du mur occultant le jardin du ministère du travail).

41611. — 21 octobre 1977. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre du travail que son ministère est le seul qui n'ait pas participé à un effort de mise en valeur de la capitale. M. Chirac, alors Premier ministre, a d'abord donné l'exemple et le ministère de la coopération a fait le même effort. Les travaux permettraient de mettre en valeur un site particulièrement prestigieux puisqu'il se compose du jardin du musée Rodin, dont le mur a été remplacé par un grillage, et du square d'Ajaccio, qui forme l'un des ensembles des Invalides. Il lui demande les raisons pour lesquelles il refuse de remplacer son mur par un grillage.

Victimes de guerre (indemnisation des Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande).

41612. — 21 octobre 1977. — M. René Ribière rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les douloureux problèmes se rapportant aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale n'ont toujours pas été résolus. Il apparaît pourtant conforme à la justice et à l'esprit de solidarité entre citoyens d'apporter une solution concrète aux revendications tant morales que matérielles de ces Français, solution qu'ils attendent patiemment depuis plus de trente ans. Il le prie donc de bien vouloir lui faire connaître les mesures que le Gouvernement compte prendre pour indemniser ces victimes de guerre, en attendant l'hypothétique règlement juridique du contentieux franco-allemand se rapportant à cette affaire.

Emploi

(conditions d'attribution de la prime à la mobilité des jeunes).

41613. — 21 octobre 1977. — M. Duraffour rappelle à M. le ministre du travail que, selon la circulaire TE 18/73 du 25 juin 1975, la prime à la mobilité des jeunes ne peut être attribuée qu'après que l'agence locale se soit « assurée que l'offre d'emploi ne peut pas être pourvue par un demandeur d'emploi résidant dans son ressort » car « il n'y a pas lieu d'encourager... des déplacements de travailleurs lorsque, sur le plan local, peuvent apparaître dans un délai rapproché des disponibilités en main-d'œuvre permettant de satisfaire les offres ». Il lui demande si cette condition, normale à un moment où les demandes d'emploi non satisfaites étaient à peine supérieures aux offres, ne devrait pas être supprimée maintenant que la crise de l'emploi est telle que « des disponibilités en main-d'œuvre » permettent de satisfaire presque toutes les offres.

Agents immobiliers (agrément de la convention en faveur d'une association pour la formation de professionnels de l'immobilier).

41614. — 21 octobre 1977. — M. Chiraud expose à M. le ministre du travail le cas d'une association pour la formation de professionnels de l'immobilier qui n'a pu recevoir la certitude que le dossier qu'elle avait déposé pour obtenir une convention avec l'aide de l'Etat, l'agrément pour la rémunération des stagiaires et l'autorisation de recevoir le 0,2 p. 100 des entreprises ferait l'objet d'une décision favorable de l'autorité préfectorale, motif pris que « les prévisions budgétaires pour le financement des stages de cette nature sont déjà établies sur la base des propositions antérieurement reçues ». Il lui souligne à ce sujet que le décret organisant ces stages est paru le 5 juillet 1977 et que l'association intéressée a déposé son dossier le 16 septembre, ce qui, compte tenu de la période des

vacances, représente une exceptionnelle rapidité d'exécution pour que les propositions antérieurement reçues aient été rédigées et examinées, et lui demande s'il n'estime pas nécessaire que la demande présentée par l'association intéressée puisse figurer en annuité au programme établi.

Aide à l'enfance (amélioration des rémunérations des familles d'accueil et des assistantes maternelles).

41616. — 21 octobre 1977. — M. Robert Fabre expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale la situation des familles d'accueil et des assistantes maternelles dont les conditions matérielles continuent de s'aggraver, du fait de la lenteur des pouvoirs publics à mettre en œuvre les mesures prises en leur faveur. Il lui demande : 1° de bien vouloir lui indiquer les délais dans lesquels l'ensemble des décrets d'application de la loi n° 77-593 relative aux assistantes maternelles sera publié, compte tenu qu'à la date du 10 octobre 1977, aucun n'est encore paru au *Journal officiel* ; 2° de lui préciser les mesures supplémentaires qui ont été prises pour les enfants de la D. D. A. S. S. lors de la dernière rentrée scolaire, du fait que l'allocation a été seule fixée à 454 francs et que les familles recevant des enfants ne disposent trop souvent que d'un minimum pour subvenir aux besoins essentiels de ceux-ci.

Médicaments vétérinaires (obligations des grossistes répartiteurs en matière d'approvisionnement des officines).

41617. — 21 octobre 1977. — M. Léval expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article R. 5145 du livre V du code de la santé publique définit la qualité de fabricants de médicaments vétérinaires, de grossistes répartiteurs en médicaments vétérinaires, et de dépositaires en médicaments vétérinaires, reprenant dans les mêmes termes les dispositions de l'article R. 5106 du code de la santé publique relatif aux fabricants, grossistes répartiteurs et dépositaires de produits pharmaceutiques. Il ne s'agit dans l'un et l'autre cas que de descriptifs semblables et de dispositions réglementaires communes aux trois positions décrites. Compte tenu de la similitude des textes régissant les produits pharmaceutiques et les médicaments vétérinaires et de la similitude des activités des grossistes répartiteurs, il lui demande si les dispositions de l'arrêté du 3 octobre 1962 relatif aux obligations des grossistes répartiteurs en ce qui concerne l'approvisionnement des officines en médicaments ne devraient pas s'appliquer aussi bien au secteur des produits pharmaceutiques que des médicaments vétérinaires et s'il ne conviendrait pas, pour éviter toute manœuvre concurrentielle abusive que des mesures soient prises en ce sens.

Assurance maladie (artisans retraités restant assujettis à cotisation).

41618. — 21 octobre 1977. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat s'il peut lui indiquer combien de retraités de l'artisanat versent encore des cotisations d'assurance maladie. Et quel pourcentage ce chiffre représente par rapport au total des retraités de l'artisanat.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (exonération accordée aux parents d'un enfant handicapé pour les besoins duquel ils ont aménagé certaines parties de leur logement).

41622. — 21 octobre 1977. — M. Ollivro attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le fait que les contribuables, ayant des enfants handicapés à leur charge, sont, parfois, contraints d'effectuer des travaux d'agrandissement ou d'aménagement de leur logement pour répondre aux besoins de ces enfants. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'un père de famille dont l'enfant âgé de vingt-quatre ans est paralysé depuis l'âge de neuf mois à la suite d'une poliomyélite, qui a dû agrandir son logement en lui adjoignant une pièce particulière avec cabinet de toilette approprié aux besoins de l'enfant handicapé. A la suite de ces travaux, il a été contraint de payer une taxe locale d'équipement et, à l'heure actuelle, le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui lui est réclamée est en forte augmentation en raison même des travaux effectués. Il lui demande s'il ne serait pas possible, compte tenu des difficultés considérables que rencontrent les parents d'handicapés, de prévoir certaines exonérations, notamment en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties, pour les parties de logement qui doivent être aménagées en vue de répondre aux besoins des handicapés.

Impôt sur le revenu (échelonnement sur quatre ans de la déductibilité des dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage).

41623. — 21 octobre 1977. — M. Brochard rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'en application de l'article 8-II de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974, les dépenses destinées

à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage peuvent être déduites du revenu global pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Ces dépenses sont admises en déduction dans la limite de 7 000 francs par an, cette somme étant augmentée de 1 000 francs par personne à charge. La déduction ne peut être faite qu'une seule fois pour un même logement. Toutefois, l'échelonnement sur deux années est admis sans que cet échelonnement puisse avoir pour effet d'augmenter le total des dépenses normalement déductibles. Il lui fait observer que cette règle d'un échelonnement sur deux années seulement pénalise les contribuables n'ayant que de modestes revenus qui, pour des raisons financières, ne peuvent engager toutes les dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage dans le délai imparti et qui, en raison du coût relativement élevé des travaux, ont poursuivi, pendant plusieurs années, l'aménagement de leur logement. Il lui demande si, pour tenir compte de ces difficultés particulières, qui sont le fait de contribuables aux revenus modestes, il ne serait pas envisageable de prévoir la possibilité d'un échelonnement de la déduction de ces dépenses sur quatre années.

Culture (montant des subventions pour 1978 prévues dans le cadre de la charte culturelle passée avec la ville de Lyon).

41624. — 21 octobre 1977. — M. Cousté demande à M. le ministre de la culture et de l'environnement s'il est exact que les subventions versées au titre de son ministère seront en diminution en 1978, en ce qui concerne les arts plastiques. Il rappelle à cette occasion la charte culturelle qui lie l'Etat à la ville de Lyon depuis 1975, et il voudrait savoir quelles dispositions seront prises au sujet des subventions culturelles prévues pour 1978, dans le cadre de cet accord avec la ville de Lyon, étant entendu qu'il paraît impossible que les engagements pris ne soient pas respectés.

Electrification rurale : répartition des crédits d'équipement en Corrèze.

41625. — 22 octobre 1977. — M. Franchère expose à M. le ministre de l'Agriculture qu'en date du 14 octobre 1977 dans le journal *La Montagne*, édition Corrèze, rubrique *La vie politique*, est parue l'information suivante : « M. B... a rendu à plusieurs reprises visite au secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Blanc, qui est un de ses amis personnels. Il a tenu en particulier à appeler son attention sur les problèmes d'électrification rurale de la première circonscription de la Corrèze (celle de Tulle), dans le cadre des crédits supplémentaires. Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture a pu dégager les subventions suivantes : 45 000 francs pour le syndicat d'électrification rurale de Mercœur, 45 000 francs pour celui de La Roche-Canillac ; 50 000 francs pour le syndicat de Seilhac ; 75 000 francs pour le syndicat d'Argentat. C'est ainsi plus de 200 millions d'anciens francs de travaux nouveaux qui vont pouvoir être dégagés par ces quatre syndicats d'électrification rurale avant la fin de l'année. » Il lui signale que ce monsieur n'a d'autre titre que celui de candidat du R. P. R. pour les élections législatives de mars 1978 dans la première circonscription de Tulle (Corrèze). Il lui demande : 1° s'il confirme cette information ; 2° dans l'affirmative il lui demande au nom de quels principes le secrétaire d'Etat à l'Agriculture considère qu'il est de ses attributions d'affecter par l'intermédiaire d'un candidat R. P. R. des crédits d'équipement du ministère de l'Agriculture.

Transports scolaires : prise en charge par la sécurité sociale des frais de transport individuel des élèves handicapés de l'institut médico-éducatif de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

41628. — 22 octobre 1977. — M. Fajon fait observer à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, par suite de l'éloignement de leur domicile, bon nombre d'enfants fréquentant l'institut médico-éducatif de Saint-Ouen ne peuvent utiliser le transport collectif organisé à cet effet. Ils sont donc contraints de se rendre à l'institut médico-éducatif par leurs propres moyens et sans que les frais de transport leur soient remboursés, les caisses de la sécurité sociale arguant du fait qu'il ne peut y avoir de prise en charge des frais de transports individuels. Il en résulte que certains enfants sont dans l'impossibilité de fréquenter l'établissement. L'article 1^{er} du décret du 27 mai 1977, relatif au transport des enfants handicapés, ne contient aucune disposition à ce sujet. Il s'en tient uniquement au cas des enfants utilisant le transport collectif. En conséquence, il lui demande si elle n'estime pas nécessaire, en vue de mettre un terme à cette anomalie, d'inclure dans l'article en cause une disposition visant à la prise en charge par la sécurité sociale du transport de tous les enfants concernés.

Arsenaux de la marine (motif du refus de recevoir les représentants du personnel).

41631. — 22 octobre 1977. — M. Giovannini demande à M. le ministre de la défense de lui faire connaître les raisons de son refus, renouvelé depuis dix mois, de recevoir les représentants

des personnels des arsenaux de la marine porteurs du mécontentement général de travailleurs victimes d'une politique de plus en plus arbitraire. C'est ainsi que le 25 janvier 1977, l'annonce a été faite à la commission paritaire ouvrière de la suppression, sans discussion préalable, des droits acquis depuis vingt-cinq ans en matière de fixation des salaires des ouvriers, ceux-ci étant désormais fixés par la voie réglementaire des décrets. Faisant suite à la réforme autoritaire des T. E. F. qui désorganise les établissements et à la réforme de l'action sociale des armées mise en place, là aussi, contre l'avis formel des ressortissants civils et militaires, les personnels des arsenaux maritimes voient leur inquiétude grandir à la lecture du projet de budget du ministère de la défense. En particulier, rien n'est prévu pour relancer l'activité des arsenaux. L'arrêt de la construction du sixième sous-marin nucléaire et du porte-hélicoptère se traduit par la perte de plusieurs millions d'heures de travail. En outre, l'entretien de la flotte s'effectue avec de moins en moins de régularité. Par voie de conséquence, le nombre d'emplois se trouve réduit de 1 100 unités pour le seul arsenal de Toulon, dont 400 départs à la retraite non remplacés, 400 emplois équivalent à la réduction des heures de travail non compensées et le licenciement de 300 ouvriers de sous-traitance. Or, le Var détient toujours le triste privilège d'avoir le taux de chômage le plus élevé de France par rapport à la population active. Comme les perspectives à court et moyen termes ne laissent espérer aucune amélioration, l'ensemble des préoccupations sur la condition salariale, sur la sécurité de l'emploi et sur le refus de toute concoloration finit par créer un climat intolérable. En prenant une responsabilité aussi lourde et si contraire aux règles de la démocratie, M. le ministre de la défense se doit d'en fournir les motifs.

Taxe professionnelle : recalcul de l'élément de répartition de taxe professionnelle de 1976.

41634. — 22 octobre 1977. — M. Combrisson expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975, dont les dispositions ont fait l'objet du décret d'application n° 77-1148 du 6 octobre 1977, prévoit dans son paragraphe 1^{er} que, lorsque les bases d'imposition d'un établissement créé avant le 1^{er} janvier 1976, divisées par le nombre d'habitants, excèdent 10 000 francs, la part des ressources communales correspondant à cet excédent sera affectée à un fonds départemental de la taxe professionnelle, par fractions croissantes, de 1979 à 1983. Or certains des établissements de l'espèce peuvent, antérieurement, en matière de patente, avoir bénéficié des dispositions du décret n° 66-330 du 7 décembre 1966 qui instituaient une imposition particulièrement privilégiée au profit des activités dites « de recherche technique ou scientifique », qu'il n'a pas paru opportun de reconduire à l'occasion de l'institution de la taxe professionnelle. Mais l'augmentation considérable des bases d'imposition de ces établissements qui est alors intervenue ne s'est pas traduite par un supplément de ressources au profit des communes sur le territoire desquelles ils étaient implantés, en raison des modalités prévues pour le passage de la patente à la taxe professionnelle, mais a été, le plus souvent, à l'origine de l'abaissement constaté dans leur taux d'imposition. Or paradoxalement les communes concernées se voient maintenant menacées de perdre, au profit du fonds départemental, une partie de leurs trop faibles ressources de taxe professionnelle, sans possibilité de compenser cette perte par l'augmentation du taux de cette seule taxe, puisqu'aussi bien, suivant les dispositions de l'article 12, quatrième alinéa, de la loi du 20 juillet 1975, « la variation du taux de la taxe professionnelle ne pourra excéder, pour chaque collectivité ou organisme, celle de la moyenne pondérée du taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation ». Il lui commande, en présence de cette situation qui est loin d'être exceptionnelle, quelles mesures il entend proposer afin de ne pas aggraver, au détriment des autres contribuables de la commune, le transfert de charge qui s'est déjà produit à la suite de la mise en application du décret du 7 décembre 1963 et s'il ne conviendrait pas, notamment, afin de rétablir préalablement une équité fiscale qui permettrait à l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975 de prendre toute sa valeur, de recalculer l'élément de répartition de taxe professionnelle de 1976, abstraction faite des dispositions du décret du 7 décembre 1966.

Finances locales (contrepartie des frais de dégrèvement de taxes foncières des agriculteurs victimes de calamités agricoles).

41635. — 22 octobre 1977. — M. Bayou expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'en application des textes codifiés aux articles 1398, 1641 et 1644 du code général des impôts, les agriculteurs victimes de calamités agricoles peuvent être dégrévés de leurs taxes foncières. Les non-valeurs contre-partie des frais

de ces dégrèvements sont prises en charge par l'Etat qui perçoit, à cet effet, 3,50 p. 100 du montant : des taxes foncières sur propriété bâtie, des taxes foncières sur propriété non bâtie, des taxes d'habitation et autres taxes. Les sommes à percevoir par l'Etat sont ajoutées au produit des impositions directes devant revenir aux collectivités locales. M. Bayou demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) : 1° quel a été sur l'année fiscale 1976 le produit global de ce 3,50 p. 100 des taxes considérées ; 2° quel a été, sur le même exercice, l'affectation de ce montant aux non-valeurs, contre-partie du dégrèvement des agriculteurs victimes de calamités agricoles reconnues par arrêtés préfectoraux ; 3° quel a été le détail des affectations aux autres non-valeurs ; 4° y a-t-il report au budget 1977, selon la règle de l'exercice.

Retraite anticipée (modalités d'application aux femmes salariées ayant cotisé à différents régimes).

41636. — 22 octobre 1977. — M. Cau appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le champ d'application de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 qui permet aux femmes ayant travaillé trente-sept ans et demi d'obtenir à soixante-trois ans, pendant l'année 1978 et à partir de soixante ans en 1979, une pension calculée comme si elles avaient atteint leur soixante-cinquième anniversaire. Rien dans la loi ne définit la nature de l'activité du requérant. Cependant, le bénéfice du texte est réservé à... salariées qui relèvent du régime général de la sécurité sociale ou du régime des salariés agricoles. Il n'est pas équitable qu'une femme ayant travaillé successivement au régime général et à un régime spécial de retraite de fonctionnaires, par exemple, s'en trouve exclue bien que le total de la durée de son activité atteigne et souvent dépasse les cent cinquante trimestres exigés par la loi. Il lui demande quels moyens elle envisage de mettre en œuvre pour faire cesser une telle inégalité de traitement.

Ecoles primaires (réouverture de l'école de Saisy [Saône-et-Loire]).

41637. — 22 octobre 1977. — M. Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'école de Saisy (Saône-et-Loire). Cet établissement a été, en effet, fermé à la rentrée scolaire de 1976, alors qu'il accueillait soixante élèves venus de six hameaux différents, possédait des locaux neufs et un terrain de sport ainsi qu'un logement pour les instituteurs. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures immédiates il entend prendre pour permettre la réouverture de cette école qui s'avère indispensable pour tous les usagers.

Ecoles maternelles et primaires (création de postes d'enseignants dans le Cher).

41639. — 22 octobre 1977. — M. Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de créer des postes en primaire (à Vignoux-sous-les-Aix, Léré, Sainte-Solange, Vierzon-Château et Vierzon-Clos-du-Roy), en maternelles (à Bourges et Rigny-Valleny) et en A. E. S. dans le département du Cher. Il s'étonne aussi que le comité technique paritaire n'ait pas été consulté par l'inspection académique en matière d'ouverture ou de fermeture des classes. En effet, le C. T. P., lors de ses réunions du 27 mai et du 16 juin, bloquait « quatre postes » ; mais à la rentrée 1977, l'inspection académique décidait de fermer ces postes sans une nouvelle consultation des organismes compétents et alors que les effectifs ne le justifiaient pas. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour : que les besoins en postes soient satisfaits ; que les organismes paritaires soient régulièrement consultés.

Taxe de publicité foncière (possibilité de redresser la situation d'un exploitant agricole négligent).

41640. — 22 octobre 1977. — M. Claude Michel rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 702 du code général des impôts réduit à 4,80 p. 100 le taux de la taxe de publicité foncière exigible sur les acquisitions d'immeubles ruraux susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles et que le décret n° 74-781 du 14 septembre 1974 a fixé les conditions d'application de ce régime de faveur. Il lui expose le cas d'un cultivateur qui remplissait toutes les conditions pour bénéficier de ce régime de faveur mais qui a omis d'en solliciter l'application lors de la régularisation de l'acquisition. La mutation a été soumise à la formalité unique, avec perception de la taxe de publicité foncière au taux de 14,60 p. 100. Il lui demande si l'omission commise lors de l'acquisition peut être réparée dans un acte complémentaire qui serait assujéti au timbre de dimension et au droit fixe de 75 francs et

si la restitution de l'imposition perçue en trop sur l'acte d'acquisition peut être obtenue de l'administration, par mesure de tempérament et dans la limite du droit de réclamation.

Femmes (assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de mère de famille).

41641. — 22 octobre 1977. — M. Claude Michel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation dans laquelle peuvent se trouver des mères de famille déjà âgées et qui se séparent de leur conjoint. L'allocation de mère de famille en particulier ne peut être servie, dans cette hypothèse, que si la séparation remonte à deux ans. Il lui demande si cette disposition ne devrait pas être assouplie s'il est certain que la séparation est effective, afin que les femmes en cause ne soient pas réduites à la misère.

Culture (intervention financière de l'Etat au-delà de la troisième année de fonctionnement des relais culturels).

41646. — 22 octobre 1977. — M. Rickert demande à M. le ministre de la culture et de l'environnement si, compte tenu de la mise en œuvre imminente de la politique des relais culturels définie par les assemblées régionales et de l'accroissement des charges qui pèsent sur les communes, il ne paraît pas souhaitable que soit défini le principe d'une intervention financière de son département ministériel au-delà de la troisième année de fonctionnement des relais culturels (dernière année d'application de la charte culturelle régionale).

Veuves de guerre (modalités de cumul des pensions prévues par le code des pensions civiles et militaires).

41647. — 22 octobre 1977. — M. Bertrand Denis rappelle à M. le ministre de la défense que les veuves de militaires décédés titulaires d'une pension militaire d'invalidité, ou décédés en activité des suites d'infirmité imputable au service antérieurement au 2 août 1962, sont totalement écartées du bénéfice des dispositions de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 modifiant l'ancien code des pensions civiles et militaires et reprises dans le code élaboré en 1964. C'est ainsi qu'elles ne peuvent prétendre cumuler la pension prévue par ce code qu'avec la pension de veuve de guerre au taux de soldat quel que soit le grade atteint par leur mari au moment du décès. Il s'agit là de l'une des multiples conséquences de l'application trop rigoureuse du principe de non-rétroactivité des lois dans la législation des pensions. Il y a quelques années au demeurant, le Gouvernement avait manifesté son intention de promouvoir une application plus souple de ce principe en ce qui concerne le bénéfice des dispositions de la loi du 31 juillet 1962, mais n'a pas donné suite à cette intention. Il lui demande s'il ne lui paraît pas désormais opportun et nécessaire de mettre à l'étude, en liaison avec M. le ministre chargé de l'économie et des finances, les dispositions permettant au moins aux veuves de guerre d'en bénéficier, alors que le Gouvernement affirme vouloir mener avec détermination une action visant à améliorer le sort des personnes âgées, à atténuer les difficultés des veuves et à mieux rendre justice aux anciens combattants et victimes de guerre des sacrifices qu'ils ont endurés pour la patrie.

Allocation logement : modalités de révision pour les familles nombreuses.

41648. — 22 octobre 1977. — M. Charles Bignon demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale si elle considère comme normal que, chaque année, à partir du 1^{er} juillet et souvent pour deux ou trois mois, l'allocation logement soit supprimée aux familles nombreuses qui la reçoivent, en vue d'étudier la révision de leurs droits. Ainsi, dans le département de la Somme, ces familles doivent continuer à payer leur loyer H. L. M. ou l'accession à la propriété, sans l'allocation correspondante, et justement pendant la période des congés. Il insiste pour que la révision ne donne pas lieu à suspension, mais simplement à réajustement technique.

Retraite anticipée des femmes : date de parution du décret d'application de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977.

41649. — 22 octobre 1977. — M. Faïola demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale quand paraîtra le décret devant rendre applicable la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de sécurité sociale,

atteignant l'âge de soixante ans, la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans. Il insiste sur l'urgence de la publication de ce décret, la loi en cause devant prendre effet à compter du 1^{er} janvier 1978.

Garde d'enfants : modulation de la cotisation pour charges sociales en fonction du temps de garde effectif.

41650. — 22 octobre 1977. — M. Cressard rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la cotisation pour charges sociales dont sont redevables les personnes confiant leurs enfants à la garde d'une nourrice ou d'une gardienne est fixée forfaitairement. Elle est calculée pour un enfant à raison du tiers du S. M. I. C. en vigueur au 1^{er} janvier de l'année pour 200 heures de travail. Cette cotisation n'est pas divisible pour tenir compte du temps d'emploi effectif et c'est ainsi qu'elle ne peut être réduite lorsqu'il s'agit de l'emploi à temps partiel. Il lui demande si elle n'estime pas que les modalités fixées tiennent peu compte de la logique et si cette anomalie ne lui paraît pas devoir, en conséquence, être corrigée. Il souhaite que soit prise en compte, à cet effet, la suggestion présentée il y a plusieurs mois déjà, par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale, tendant à ce que la cotisation en cause soit modulée de façon à la mettre en rapport avec le temps de garde effectif des enfants.

Formation professionnelle accélérée (situation défavorisée des candidats n'ayant pas accompli leur service militaire).

41651. — 22 octobre 1977. — M. Macquet rappelle à M. le ministre du travail que sont admis en priorité aux stages de formation professionnelle accélérée les candidats ayant déjà accompli leur service militaire. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de modifier cette règle car il est regrettable que les jeunes gens de dix-huit ou dix-neuf ans voient leurs chances réduites de suivre un stage compte tenu de la priorité accordée à ceux qui ont accompli leur service national.

Investissements (intervention de la Banque européenne d'investissements dans les départements d'outre-mer).

41652. — 22 octobre 1977. — M. Rivière rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que si l'article 18 des statuts de la Banque européenne d'investissements permet à celle-ci d'accorder des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissements à réaliser sur les territoires européens des Etats membres, l'alinéa 2 du même article dispose cependant que par dérogation accordée à l'unanimité par le conseil des gouverneurs, sur la proposition du conseil d'administration, la Banque peut octroyer des crédits pour des projets d'investissements à réaliser en tout ou en partie hors des territoires européens des Etats membres. Il lui demande si en application de cette dernière disposition la France a déjà obtenu des dérogations pour l'octroi de crédits destinés à des projets d'investissements à réaliser dans les départements d'outre-mer par des entreprises privées notamment. Dans la négative, dans le souci du Gouvernement de favoriser le développement économique desdits départements, il lui demande s'il est disposé à demander, le moment venu, l'intervention de la Banque européenne d'investissements pour des projets à y réaliser.

Investissements (interventions de la Banque européenne d'investissements dans les départements d'outre-mer).

41653. — 22 octobre 1977. — M. Rivière rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que si l'article 18 des statuts de la Banque européenne d'investissements permet à celle-ci d'accorder des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissements à réaliser sur les territoires européens des Etats membres, l'alinéa 2 du même article dispose cependant que par dérogation accordée à l'unanimité par le conseil des gouverneurs, sur la proposition du conseil d'administration, la Banque peut octroyer des crédits pour des projets d'investissements à réaliser en tout ou en partie hors des territoires européens des Etats membres. Il lui demande si en application de cette dernière disposition la France a déjà obtenu des dérogations pour l'octroi de crédits destinés à des projets d'investissements à réaliser dans les départements d'outre-mer par des entreprises privées notamment. Dans la négative, dans le souci du Gouvernement de favoriser le développement économique desdits départements, il lui demande s'il est disposé à demander, le moment venu, l'intervention de la Banque européenne d'investissements pour des projets à y réaliser.

Rectificatifs.

I. — Au *Journal officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale) n° 120 du 15 décembre 1977.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 8831 :

40966. — 1^{er} octobre 1977. — M. Maurice Andrieux demande à M. le ministre de l'éducation...

Page 8832 :

40972. — 1^{er} octobre 1977. — M. Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation...

Réponses page 8832 :

Tableau, 18^e ligne du tableau et colonne « Maîtres auxiliaires ». Au lieu de : « 9 MA recrutés dans les PT de LT traitement de l'information », Lire : « 3 MA recrutés dans les PT de LT traitement de l'information ».

Page 8834, 1^{re} colonne (en bas) :

Question n° 41204 de M. Fontaine à M. le ministre de l'intérieur (Départements et Territoires d'Outre-Mer), dans le titre :

Au lieu de : « loi du 31 décembre 1977 », Lire : « loi du 31 décembre 1974 ».

II. — Au *Journal officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale), n° 123 du 20 décembre 1977.

Page 9027 :

Au lieu de : « Questions orales sans débat », Lire : « Questions écrites ».

III. — Au *Journal officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale), n° 124 du 21 décembre 1977.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 9128, 1^{re} colonne, question de M. Cornut-Gentille à M. le ministre de la justice :

Au lieu de : « 41261 », Lire : « 41621 ».

Errata.

I. — AU COMPTE RENDU INTÉGRAL DE LA SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1977

Sociétés civiles.

Page 9066, 1^{re} colonne, 4^e alinéa en partant du bas (art. 1857), dernière ligne :

Au lieu de : « ... participation dans le capital... », Lire : « ... participation dans le capital social... ».

II. — AU COMPTE RENDU INTÉGRAL DE LA SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1977

A. — Enseignants d'établissements pour handicapés.

Page 9162, 8^e alinéa en partant du bas (annonce du projet de loi), 5^e, 6^e et 7^e ligne :

Lire : « ... discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés ».

Même page, 2^e colonne, 9^e alinéa, article 5, 3^e et 4^e ligne :

Au lieu de : « ... article 5 de la loi n° 75-534... », Lire : « ... article 5-I, 2^e et 3^e, de la loi n° 75-534... ».

B. — Informatique, fichiers et libertés.

Page 9153, 2^e colonne, 11^e alinéa (annonce de ce projet de loi), dernière ligne :

Rétablir ainsi le titre du projet de loi :

« Projet de loi relatif à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. »

Page 9155, 2^e colonne, 2^e alinéa, titre du chapitre III :

Au lieu de : « Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements informatisés », Lire : « Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés ».

Lire : « Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés ».

C. — Droit de préemption des SAFER.

Page 9166, 2^e colonne, 9^e alinéa (annonce de ce projet de loi), 5^e, 6^e, 7^e et 8^e ligne :

Rétablir ainsi le titre de ce projet de loi :

« Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et de l'article 15 de la loi n° 60-808 d'orientation agricole du 5 août 1960. »

	ABONNEMENTS		VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone } Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.